

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 1. — LUNDI 7 SEPTEMBRE 1925.

No. 1. — MONDAY, SEPTEMBER 7th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

*Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	1
II. Ordre du jour de la sixième Assemblée . . . . .	2
III. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	3
IV. Guide officiel . . . . .	4
V. Pouvoirs des délégués à l'Assemblée . . . . .	4
VI. Les " Opinions de la Presse " . . . . .	4

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

Conformément à l'article premier du Règlement, la première séance aura lieu aujourd'hui (lundi), à 11 heures du matin, à la Salle de la Réformation.

M. Painlevé, président du Conseil en exercice, occupera le fauteuil présidentiel.

Siègent en ce moment à Genève:

Le Conseil de la Société des Nations siégeant en trente-cinquième session ordinaire, sous la présidence de M. Painlevé;  
Le Comité financier.

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

*Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	1
II. Agenda of the Sixth Assembly . . . . .	2
III. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . . . .	3
IV. The Official Guide . . . . .	4
V. Credentials of Delegates to the Assembly . . . . .	4
VI. " Press Opinions " . . . . .	4

## I. PROGRAMME OF MEETINGS

In accordance with Article 1 of the Rules of Procedure, the first plenary meeting will be held to-day (Monday) at 11 a.m. at the Salle de la Réformation.

M. Painlevé, as Acting-President of the Council, will take the Chair.

There are now in session at Geneva:

The thirty-fifth ordinary session of the Council of the League of Nations (President, M. Painlevé).  
The Financial Committee;

II. ORDRE DU JOUR DE LA SIXIÈME SESSION  
DE L'ASSEMBLÉE

qui s'ouvrira à Genève, le lundi 7 septembre 1925, à 11 heures.  
(Communiqué conformément au paragraphe 1  
de l'article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.)

1. Election de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.
2. Election du président.
3. Examen et adoption de l'ordre du jour.
4. Désignation des commissions et élection des présidents de ces commissions.
5. Election de six vice-présidents.
6. Rapport sur l'œuvre accomplie par le Conseil depuis la dernière session, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.  
(A.7(a).1925.)

QUESTIONS INSCRITES PAR LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE.

7. Article 16 du Pacte. Amendement à l'article 16, paragraphe 2, du texte original, présenté à la cinquième Assemblée par le Gouvernement britannique et renvoyé à la sixième Assemblée.
8. Proposition présentée à la cinquième Assemblée par la délégation des Pays-Bas:  
"L'Assemblée, ayant pris connaissance des réponses du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923, et estimant qu'il y aurait lieu d'élucider certains points de ces réponses, prie la première Commission d'examiner dans quelle mesure des éclaircissements seraient désirables."
9. Coopération municipale internationale. Rapport du Secrétaire général.  
(A.9.1925.XII.)
10. Enseignement destiné à propager parmi la jeunesse de tous les pays l'idéal de paix mondiale. Rapport du Secrétaire général.  
(A.10.1925.XII.)
11. Enseignement à donner dans les universités et les écoles sur les buts poursuivis par la Société. Proposition présentée à la cinquième Assemblée par la délégation de l'Uruguay.
12. Répartition des dépenses de la Société. Nouveau barème établi par la Commission de répartition des dépenses.  
(A.6.1925.II.)

QUESTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL.

13. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux; Déclarations faites par les Membres du Conseil au cours de la session de mars 1925 et toutes autres déclarations communiquées par les Membres de la Société.  
(A.25.1925.IX.)
14. Rapport sur les travaux de l'Organisation économique et financière, y compris la restauration financière de l'Autriche, la restauration financière de la Hongrie, l'œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, etc.
15. Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit.
16. Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société.  
(A.15.1925.III.) (A.17.1925.III.)
17. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, y compris le rapport sur la question de la propagande.
18. Rapport sur les travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et de la protection de l'enfance, y compris une estimation des crédits nécessaires pour les futurs travaux de la Commission.  
(A.22.1925.IV.)

II. AGENDA OF THE SIXTH SESSION OF THE  
ASSEMBLY

to be held at Geneva on Monday, September 7th, 1925, at 11 a.m.  
(circulated in accordance with Rule 4, paragraph 1,  
of the Rules of Procedure of the Assembly)

1. Election of the Committee to report on the Credentials of Delegates.
2. Election of the President.
3. Examination and adoption of the Agenda.
4. Nomination of Committees and election of Chairmen of these Committees.
5. Election of six Vice-Presidents.
6. Report on the work of the Council since the last Session, on the work of the Secretariat and on the measures taken to execute the decisions of the Assembly.  
(A.7(a).1925.)

ITEMS INSERTED BY THE FIFTH ASSEMBLY

7. Article 16 of the Covenant: Amendment to paragraph 2 of Article 16, as originally drafted, submitted to the Fifth Assembly by the British Government and referred to the Sixth Assembly.
8. Proposal by the Netherlands Delegation to the Fifth Assembly:  
"The Assembly, having taken note of the replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the resolution adopted by the Council on September 28th, 1923, and considering that certain points in these replies require elucidation, requests the First Committee to consider how far such elucidation would be desirable."
9. International Municipal Co-operation. Report by the Secretary-General.  
(A.9.1925.XII.)
10. Education of the youth of all countries in the ideals of world peace.—Report by the Secretary-General.  
(A.10.1925.XII.)
11. Instruction in universities and schools regarding the aims of the League. Proposal of the Uruguayan Delegation submitted to the Fifth Assembly.
12. Allocation of the Expenditure of the League: Fresh provisional scale prepared by the Committee on the Allocation of Expenses.  
(A.6.1925.II.)

ITEMS PROPOSED BY THE COUNCIL

13. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: The Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes; Declarations by the Members of the Council made at its Session in March 1925, and any other declarations communicated by Members of the League.  
(A.25.1925.IX.)
14. Report on the work of the Economic and Financial Organisation, including the Financial Reconstruction of Austria, the Financial Reconstruction of Hungary, the work of the Greek Refugees Settlement Commission, etc.
15. Report on the work of the Organisation for Communications and Transit.
16. Report on the work of the Health Organisation of the League.  
(A.15.1925.III.) (A.17.1925.III.)
17. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs, including report on the question of propaganda.
18. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Protection of Children, including estimate of the appropriations necessary for the Committee's future undertakings.  
(A.22.1925.IV.)

- 19. Coopération intellectuelle. Rapport sur les travaux de la Commission de coopération intellectuelle. (A.24.1925.XII.)
- 20. Construction d'une salle de conférences. Rapport du jury d'architectes sur les frais de construction et sur la question de l'emplacement. (A.8.1925.X.)

BUDGET ET COMPTABILITÉ.

- 21. Budget de 1926, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale. (A.4.4(a), 4(b).1925.X.) (A.11.1925.X.)
- Vérification des comptes pour le sixième exercice financier (1924). (A.3.1925.X.)
- Rapports de la Commission de contrôle. (A.5.1925.X.) (A.12.1925.X.)

AUTRES QUESTIONS.

- 22. Nomination des six membres non permanents du Conseil.

LISTE SUPPLÉMENTAIRE DE QUESTIONS

(Communiquées conformément au paragraphe 3 de l'article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.)

- 1. Création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale. Proposition présentée par le Gouvernement danois. (A.23.1925.V.)
- 2. Esclavage: Rapport présenté en exécution des résolutions des quatrième et cinquième Assemblées. (A.19.1925.VI.)
- 3. Caisse de prévoyance du personnel: Amendements au Statut apportés provisoirement par le Conseil. (A.18.1925.X.)

III. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 1 Convocation de l'Assemblée.
- A. 2 (1) Ordre du jour de la sixième session de l'Assemblée et liste supplémentaire de questions.
- A. 3 Comptes vérifiés du sixième exercice (1924) et rapport y relatif de M. F. Vivaldi, commissaire aux comptes (suppléant).
- A. 4 Budget du huitième exercice (1926): Première partie: Secrétariat et Organisations spéciales de la Société.
- A. 4 (a) Budget pour le huitième exercice (1926): Deuxième partie: Organisation internationale du Travail.
- A. 4 (b) Budget pour le huitième exercice (1926): Troisième partie: Cour permanente de Justice internationale.
- A. 5 Commission de contrôle: Rapport de la Commission sur les travaux de ses quatorzième et seizième sessions.
- A. 6 Répartition des dépenses de la Société: Rapport présenté à l'Assemblée par la Commission de répartition des dépenses.
- A. 7 Rapport à la sixième Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 7 (a) Rapport supplémentaire à la cinquième Assemblée de la Société des Nations, sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 7 (b) Rapport sur les travaux de la Cour permanente de Justice Internationale.
- A. 8 Construction d'une nouvelle salle de conférence: Mémoire du Secrétaire général.
- A. 9 Coopération municipale internationale: Rapport présenté par le Secrétariat à la sixième Assemblée.
- A. 10 Enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations: Rapport soumis par le Secrétariat à la sixième Assemblée.

- 19. Intellectual Co-operation. Report on the work of the Committee on Intellectual Co-operation. (A.24.1925.XII.)
- 20. Erection of a Conference Hall. Report of the Jury of Architects on the cost of the building and the site. (A.8.1925.X.)

BUDGET AND ACCOUNTS

- 21. Budget for 1926, including the Budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice. (A.4, 4(a), 4(b).1925.X.) (A.11.1925.X.)
- Audit of accounts for the sixth financial period (1924). (A.3.1925.X.)
- Reports of the Supervisory Commission. (A.5.1925.X.) (A.12.1925.X.)

OTHER ITEMS

- 22. Appointment of the six non-permanent Members of the Council.

SUPPLEMENTARY LIST OF ITEMS

(circulated in accordance with Rule 4, paragraph 3, of the Rules of Procedure of the Assembly.)

- 1. Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice. Proposal put forward by the Danish Government. (A.23.1925.V.)
- 2. Slavery: Report submitted in accordance with the Resolutions of the Fourth and Fifth Assemblies. (A.19.1925.VI.)
- 3. Staff Provident Fund: Amendments to the Regulations provisionally made by the Council. (A.18.1925.X.)

III. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

- A. 1 Convocation of the Sixth Assembly.
- A. 2 (1) Agenda of the Sixth Session of the Assembly and Supplementary List of Items.
- A. 3 Audited Accounts for the Sixth Financial Period (1924) and Report thereon by Dr. F. Vivaldi, Auditor (Substitute).
- A. 4 Budget for the Eighth Financial Period (1926): Part I, Secretariat and Special Organisations of the League.
- A. 4 (a) Budget for the Eighth Financial Period (1926): Part II, International Labour Organisation.
- A. 4 (b) Budget for the Eighth Financial Period (1926): Part III, Permanent Court of International Justice.
- A. 5 Supervisory Commission: Report of the Commission on the Work of its Fourteenth and Sixteenth Sessions.
- A. 6 Allocation of the Expenses of the League: Report submitted to the Assembly by the Committee on the Allocation of Expenses.
- A. 7 Report to the Sixth Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 7 (a) Supplementary Report to the Fifth Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 7 (b) Report on the Work of the Permanent Court of International Justice.
- A. 8 Construction of the new Assembly Hall: Memorandum by the Secretary-General.
- A. 9 International Municipal Co-operation: Report submitted by the Secretariat to the Sixth Assembly.
- A. 10 Instruction of Children and Youth in the Existence and Aims of the League of Nations: Report submitted by the Secretariat to the Sixth Assembly.

- A. 11 Vérification de la comptabilité des subventions de la Fondation Rockefeller à l'Organisation d'hygiène.
- A. 12 Rapport de la Commission de contrôle: Comptes de 1924: Budget de 1926.
- A. 14 Commission permanente des mandats: Rapport sur les travaux de la sixième session de la Commission.
- A. 15 Organisation d'hygiène: Rapport du Comité d'hygiène à la sixième Assemblée.
- A. 16 Conférence pour le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre: Convention; Déclaration concernant le territoire d'Ifni; Protocole sur la guerre chimique et bactériologique; Protocole de signature; Acte final.
- A. 17 Organisation d'hygiène: Lettre du président du Comité d'hygiène au Secrétaire général avec un memorandum au Conseil de la Société des Nations et à l'Assemblée.
- A. 18 Amendements au statut de la Caisse de prévoyance du personnel.
- A. 19 Commission temporaire de l'esclavage: Lettre du président de la Commission au président du Conseil et rapport de la Commission.
- A. 20 Commission d'étude pour le projet-Ciraolo: Union internationale de secours: Exposé des motifs et statuts.
- A. 20 (a) Union internationale de secours: Note du Secrétaire général.
- A. 21 Commission permanente des mandats: Sixième session: Commentaires sur les observations de la Commission présentés par les représentants accrédités de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Union Sud-Africaine.
- A. 22 Commission consultative de la traite des femmes et de la protection de l'enfance: Rapport sur sa quatrième session.
- A. 23 Projet de résolution concernant la création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale. (Proposition du Gouvernement danois.)
- A. 25 Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux.
- A. 26 Construction d'une salle de conférence pour la Société des Nations: Dons pour l'aménagement de l'édifice projeté: Offre du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

IV. GUIDE OFFICIEL

Un guide officiel a été préparé dans le dessein de fournir aux délégations les renseignements nécessaires sur les dispositions prises en vue de la réunion de l'Assemblée et de ses commissions, sur les communications postales, la distribution des documents et les fonctions du Secrétariat.

V. POUVOIRS DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE

Les délégués à l'Assemblée sont invités à remettre leurs pouvoirs, si possible dès la première séance, au service de réception des documents, dans la salle des séances de l'Assemblée, ou au Bureau N° 68, au Secrétariat. Les pouvoirs seront immédiatement transmis au secrétaire de la Commission de vérification des pouvoirs.

VI. LES "OPINIONS DE LA PRESSE"

Conformément à la demande formulée par quelques délégations, la Section d'information du Secrétariat reprendra pendant l'Assemblée la publication quotidienne des "Opinions de la Presse".

Les délégations qui désirent recevoir cette publication sont priées de faire connaître au chef du service de distribution du Secrétariat le nombre d'exemplaires qui leur est nécessaire. Ces exemplaires seront placés tous les jours dans les casiers des délégations, à la Salle de la Réformation.

- A. 11 Audit of the Accounts of the Rockefeller Foundation: Grants to the Health Organisation.
- A. 12 Report of the Supervisory Commission: Accounts for 1924: Budget for 1926.
- A. 14 Permanent Mandates Commission: Report on the Work of the Sixth Session of the Commission.
- A. 15 Health Organisation: Report of the Health Committee to the Sixth Assembly.
- A. 16 Conference for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War: Convention; Declaration regarding the Territory of Ifni; Protocol on Chemical and Bacteriological Warfare; Protocol of Signature; Final Act.
- A. 17 Health Organisation: Letter from the President of the Health Committee to the Secretary-General, and Memorandum to the Council of the League of Nations and to the Assembly.
- A. 18 Amendments to the Regulations of the Staff Provident Fund.
- A. 19 Temporary Slavery Commission: Letter from the Chairman of the Commission to the President of the Council and Report of the Commission.
- A. 20 Preparatory Committee for the Ciraolo Scheme: International Relief Union: Objects and Statutes.
- A. 20 (a) International Relief Union: Note by the Secretary-General.
- A. 21 Permanent Mandates Commission: Sixth Session: Comments on the Commission's Observations by the accredited Representatives of France, Great Britain and the Union of South Africa.
- A. 22 Advisory Committee on the Traffic in Women and Protection of Children: Report on the Fourth Session.
- A. 23 Draft Resolution concerning the Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice (Proposal by the Danish Government).
- A. 25 Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes
- A. 26 Erection of a Conference Hall for the League of Nations: Gifts for the Furnishing of the Proposed Building: Offer by the New Zealand Government.

IV. THE OFFICIAL GUIDE

An Official Guide has been prepared for the convenience of delegates, in which the necessary information is given in regard to the arrangements which have been made for the accommodation of the Assembly and its Committees, postal arrangements, the distribution of documents, and the duties of the Secretariat.

V. CREDENTIALS OF DELEGATES TO THE ASSEMBLY

Delegates to the Assembly are invited to hand in their credentials at the Receipt of Documents Branch in the Assembly Hall, if possible during the first meeting, or to send them to Room 68 at the offices of the Secretariat. The credentials will be immediately forwarded to the Secretary of the Credentials Committee.

VI. "PRESS OPINIONS"

In response to the request of some Delegations, the daily issue by the Information Section of the Secretariat of "Press Opinions" will be resumed during the Assembly.

Delegations who wish to receive this publication are requested to inform the head of the Distribution Branch of the Secretariat how many copies they require. The required number of copies will be delivered in the pigeon-holes of the delegations at the Salle de la Réformation.

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 2. — MARDI 8 SEPTEMBRE 1925.

No. 2. — TUESDAY, SEPTEMBER 8th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

*Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	5
II. Première séance plénière de l'Assemblée . . . . .	6
III. Deuxième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	13
IV. Commission de l'ordre du jour . . . . .	16
V. Liste des membres des commissions . . . . .	17
VI. Ordre du jour de la sixième Assemblée . . . . .	19
VII. Télégramme du ministre des Affaires étrangères du Brésil . . . . .	20
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	20
IX. Assemblée générale de l'Association des Journalistes . . . . .	20

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mardi) à midi dans la Salle de la Réformation.

#### *Ordre du jour:*

Election des vice-présidents.

#### *Première Commission.*

La première Commission se réunira aujourd'hui (mardi 8 septembre), à 10 heures, à la Salle de la Réformation.

#### *Deuxième Commission.*

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 8 septembre), à 10 h. 20, à la Salle de la Réformation.

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

*Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	5
II. First Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	6
III. Second Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	13
IV. The Agenda Committee . . . . .	16
V. List of Members of Committees . . . . .	17
VI. Agenda of the Sixth Assembly . . . . .	19
VII. Telegram from the Minister for Foreign Affairs of Brazil . . . . .	20
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . . . .	20
IX. General Assembly of the International Association of Journalists . . . . .	20

### I. PROGRAMME OF MEETINGS

#### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 8th) at 12 noon.

#### *Agenda:*

Election of Vice-Presidents.

#### *First Committee.*

The First Committee will meet to-day (Tuesday, September 8th) at 10 a.m., at the Salle de la Réformation.

#### *Second Committee.*

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 8th) at 10.20 a.m., at the Salle de la Réformation.

*Troisième Commission.*

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 8 septembre), à 10 h. 40, à la Salle de la Réformation.

*Quatrième Commission.*

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 8 septembre), à 11 heures, à la Salle de la Réformation.

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 8 septembre), à 11 h. 20, à la Salle de la Réformation.

*Sixième Commission.*

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 8 septembre), à 11 h. 40, à la Salle de la Réformation.

II. PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE

*Tenue à la salle de la Réformation,  
le lundi 7 septembre 1925, à 11 heures.*

*Ouverture de la session.*

M. Paul PAINLEVÉ (France) occupe le fauteuil présidentiel comme président du Conseil en exercice. Il prononce le discours suivant :

Mesdames, Messieurs, c'est à la France qu'incombe aujourd'hui l'honneur sans égal d'ouvrir les grandes assises internationales où se débattent, chaque année, depuis 1920, toutes les questions dont dépendent la paix du monde et l'avenir de l'humanité.

Mon premier devoir en assumant cette présidence qui, bien que d'un jour, me laissera un inoubliable souvenir, est d'adresser le salut le plus cordial à tous les éminents représentants des 54 nations réunies dans cette salle pour collaborer fidèlement à l'entreprise la plus généreuse qui ait été tentée depuis qu'il y a des hommes.

Me sera-t-il permis, à cette occasion, d'exprimer le regret de ne pas apercevoir parmi nous la haute stature de ce grand serviteur de l'humanité, de M. Branting, qu'hélas nous ne reverrons plus ! Vous associerez avec moi à ce souvenir celui de deux autres collègues disparus, MM. Meierovitch et Chagas.

Permettez-moi également de saluer respectueusement la présence à cette séance inaugurale de celle qui porte le grand nom de Woodrow Wilson.

Messieurs, il y a des esprits qui se croient supérieurs parce que leur pessimisme aime à dénigrer d'avance, et voue à l'échec tous les efforts concertés pour combattre les maux dont souffrent les peuples et avant tout le pire, la guerre. Ils se complaisent dans ce que les théologiens appellent « la délectation morose » comme si l'aveugle défiance n'était pas plus dangereuse encore que l'aveugle confiance, comme si les haines, suivant le mot de l'honorable Monsieur Motta lorsqu'il ouvrit votre première Assemblée, n'étaient point une malédiction. Ils prennent pour une clairvoyance exceptionnelle leur myopie qui, grossissant encore à leurs yeux les obstacles immédiats et évidents, les empêche d'embrasser d'ensemble le chemin parcouru hier et celui que vous parcourrez demain.

Parce que vous ne pouvez réaliser que graduellement les espoirs immenses que le monde a mis en vous et qui inspirent et soutiennent votre effort, parce que vous n'avez pas jugulé d'un coup les redoutables forces de destruction qui tourmentent notre vieux monde, ils proclament avec une joie maligne la mort de la Société des Nations. Ah ! Messieurs, combien de fois, et cette semaine encore, ne les ai-je pas entendu pronostiquer votre triste fin. N'est-ce pas l'occasion de leur répondre, suivant le mot classique, que les gens qu'ils tuent se portent assez bien. J'en atteste non pas seulement le nombre mais la qualité de vos délégations. Enumérez parmi les plus puissantes nations et les plus menacées de conflits possibles celles qui sont représentées par des membres de leur gouvernement ou encore par des ministres d'hier ou de demain.

Ce n'est point une manifestation vaine qui rassemble un tel aéropage. Et si le Gouvernement français a voulu que, malgré bien des soucis obsédants, son chef vint présider à votre première séance, ce n'est pas pour apporter à la délégation française, un secours, dont vous le savez par expérience, l'ayant vue à

*Third Committee.*

The Third Committee will meet to-day (Tuesday, September 8th) at 10.40 a.m., at the Salle de la Réformation.

*Fourth Committee.*

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 8th) at 11 a.m., at the Salle de la Réformation.

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday, September 8th) at 11.20 a.m. at the Salle de la Réformation.

*Sixth Committee.*

The Sixth Committee will meet to-day (Tuesday, September 8th) at 11.40 a.m., at the Salle de la Réformation.

II. FIRST PLENARY MEETING.

*Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on Monday,  
September 7th, 1925.*

*Opening of the Session.*

M. PAINLEVÉ (France) took the chair as acting President of the Council. He spoke as follows :

Gentlemen, it is upon France that to-day the signal honour devolves of opening the great international Assembly which has, every year since 1920, discussed all the questions upon which the peace of the world and the future of humanity depend.

My first duty as Chairman—an office which, even though I hold it but for a day, I shall never forget—is to extend a most cordial welcome to all the distinguished representatives of the 54 nations assembled in this hall to collaborate wholeheartedly in the most noble enterprise ever undertaken by Man.

May I venture on this occasion to express regret at not perceiving among us the distinguished figure of that great servant of humanity M. Branting, whom, alas, we shall see no more. You will wish to associate his memory with that of two other departed colleagues, M. Meierovics and M. Chagas.

I should also like respectfully to welcome at this opening meeting the lady who bears the great name of Woodrow Wilson.

There are certain persons who consider themselves superior to their fellows because, in their pessimism, they delight in disparaging and predicting the failure of any concerted efforts to combat the evils from which the peoples of the world are suffering and, particularly, the worst of all evils—war. They take what theologians call a morbid delight in doing so, as if blind mistrust were not even more dangerous than blind confidence, as if—to quote the words of M. Motta when he opened the First Assembly—hatred itself were not a curse. They mistake for exceptional clearness of vision what is really shortsightedness, which magnifies the obstacles immediately before their eyes and blinds them to the full view of the road that was trodden yesterday and the road you will tread to-morrow.

Because you can only by degrees fulfil the high hopes which the world has placed in you and which inspire and fortify you in your task; because you have not overcome at one blow the formidable destructive forces which are convulsing the Old World, they proclaim, with malignant joy, the death of the League of Nations, Ah ! Gentlemen, how often—this very week even—have I not heard them doom you to an ignoble death ! But can we not now reply to them—to quote a classic phrase—that “these corpses are remarkably alive” ? In proof of this I point not merely to the number but to the character of your delegations. Both the strongest nations and those nations which are most threatened with the possibility of conflicts are represented by Cabinet Ministers, by men who were Ministers yesterday or will be to-morrow.

It is no idle purpose that has called together an assembly such as this, and when the French Government decided that its head should, despite the many urgent calls upon his time, come and preside at your first meeting, it was not for the purpose of affording to the French Delegation help which, as you

l'œuvre, elle n'a nul besoin : en ce jour où revient à la France la mission d'inaugurer vos travaux, c'est pour affirmer solennellement à la face du monde sa déférence pour la Société des Nations et sa foi dans son action bienfaisante et dans son œuvre.

En réalité, si quelque juge impartial, sans illusion, sans complaisance, était chargé d'apprécier l'œuvre qu'en cinq années vous avez accomplie, il serait frappé avant tout du développement croissant de votre autorité.

Lorsqu'est née la Société des Nations au sortir de la grande tourmente, elle était comme une petite flamme d'espérance, flamme vacillante encore que le premier souffle semblait devoir éteindre, mais elle était nourrie de l'ardeur de tous les peuples.

Elle a résisté, elle est devenue vivace, elle a fait face à de redoutables difficultés. Mais sa mission n'est pas seulement d'arbitrer les conflits, de rédiger des conventions, dont la perfection logique et précise est admirée des juristes, elle est aussi de créer un état d'âme nouveau, une moralité nouvelle entre les nations. Cette double mission, elle l'a remplie courageusement avec le sens exact de ses forces, en allant jusqu'aux extrêmes limites du possible, mais sans commettre l'imprudance mortelle de les dépasser. Il lui fallait devancer chaque jour et entraîner derrière elle l'opinion commune mais sans l'inquiéter au point que celle-ci, déconcertée, renoncât à la suivre. Elle avait le devoir de s'opposer aux entreprises de violence, mais sans entrer elle-même en lutte avec des forces plus grandes que ses forces naissantes. C'est cette fermeté, cette mesure, ce sang-froid qui ont fait de la frêle ligue de 1920 la ligue puissante de 1925. Chacun de ses succès lui a permis d'oser davantage le lendemain, a accru son prestige sur les foules. Chacune de ses discussions solennelles a contribué à éclaircir l'atmosphère de défiance entre les nations, entraîné leur élite et leur jeunesse dans les chemins de l'avenir. Des entreprises qui, hier, semblaient chimériques sont aujourd'hui possibles parce que vous avez beaucoup tenté.

En particulier, vous pouvez vous rappeler avec fierté l'œuvre accomplie pendant l'année qui vient de s'écouler : elle marquera dans l'histoire de la Société des Nations. Vos activités durant cette période ont été si multiples et si diverses qu'il serait fastidieux, je ne dirais pas de les résumer, mais même de les énumérer. Dans les domaines les plus variés : politique, économique, financier, sanitaire, etc. votre Conseil, vos Comités, votre Secrétariat, ainsi que la Cour de Justice, ont collaboré infatigablement à l'œuvre de pacification commune.

Avec la même sérénité et la même méthode objective, vous avez tranché les problèmes les plus délicats et les plus envenimés, ceux qui soulèvent les passions entre peuples voisins et irrités et les problèmes plus modestes dont dépendent pourtant la prospérité générale ou le bien-être des faibles : problèmes des douanes, des échanges, des transits, du chômage, répression de l'esclavage, de la traite des blanches, protection des femmes et des enfants. etc. Entre tant de travaux, il me faut me borner à signaler brièvement les plus significatifs.

Tout d'abord, les améliorations de détail apportées au texte du Pacte, le Pacte, base fondamentale et inébranlable de votre institution et de la paix mondiale. Ces perfectionnements minutieusement établis ne modifient aucune des obligations imposées aux membres de la Ligue des Nations, mais ils précisent le règlement judiciaire des conflits internationaux tout en maintenant intégralement les sanctions qui doivent réprimer chaque manquement au Pacte.

D'autre part, et dans l'esprit même du Pacte, votre dernière Assemblée a voulu que fût entreprise la codification du droit international, tant public que privé, sous la présidence de M. Hammarskjöld et avec la collaboration de quelques-uns des jurisconsultes les plus célèbres du monde entier. Un comité a été constitué qui sera puissamment aidé par l'Institut international pour l'unification du droit privé, institut dû à la généreuse initiative du Gouvernement italien.

Pour combattre les malentendus entre les peuples, un des moyens les plus puissants est de multiplier les relations et les échanges artistiques, littéraires, scientifiques et de favoriser les progrès de l'éducation et de la science internationale. L'Institut international de Coopération intellectuelle, fondé sur l'initiative et avec le concours du Gouvernement français poursuivra ce noble but en étroite liaison avec votre Comité qu'a présidé

already know—for you have seen it at work—it does not require. No, to-day, when the duty of inaugurating your work falls upon France, the French Government has taken this step because it wishes solemnly to affirm before the whole world its respect for the League of Nations, its faith in the League's work and the beneficence of the League's acts.

In point of fact, if any impartial observer were asked to give his sincere and unbiassed opinion of the work you have done in five years, he would be struck above all by your steadily increasing authority.

When at the close of the great struggle the League of Nations was born, it was, as it were, a tiny flame of hope, flickering still, as if the least breath would extinguish it; but this flame has now been fed with the enthusiastic ardour of every nation.

The League has stood firm, it has become active, it has faced and overcome formidable difficulties; but its mission is not merely to arbitrate on disputes, or to draft conventions so logical and precise as to call forth the admiration of jurists: it must also create a new international soul, a new international morality. It has fulfilled this twofold mission courageously, knowing the exact measure of its strength, going to the extreme verge of the possible, without making the fatal mistake of attempting the impossible. Day by day it has had to anticipate and lead public opinion, while at the same time it has had to avoid alarming this same opinion to such an extent as to alienate it. It had to oppose projects of violence, but at the same time it had to avoid coming into conflict with forces too great for its still undeveloped strength. This firmness, this moderation, this calm self-possession have made of the weakling of 1920 the strong League of 1925. Emboldened by success, it has each time ventured a step further and has increased its prestige in the eyes of the world. One by one its discussions have helped to clear the atmosphere of international mistrust and have led the best elements and the youth of all nations along the path of the future. Enterprises which yesterday seemed fantastic have to-day become feasible, because you have greatly dared.

In particular you can look back with pride to the work accomplished in the course of the past year—work which will mark an epoch in the history of the League. During this period your activities have been so manifold and so varied that I cannot think of even enumerating, much less describing, them. In the most varied fields—politics, economics, finance, health and so on—the Council of the League, its Committees, its Secretariat and the Court of Justice have toiled ceaselessly to bring peace to the world. With this calmness of mind and impartiality of method you have solved the most complex and embittered controversies, problems which have aroused the angry passions of neighbouring peoples, and smaller problems, too—smaller but nevertheless vital for the prosperity and welfare of the weaker nations—problems connected with customs, trade, transit, unemployment, the abolition of slavery, the white slave traffic, the protection of women and children, and many others. I can only refer briefly to the most important of all these activities.

In the first place there are the detailed amendments to the Covenant, that firm and unshakeable basis on which the League and, indeed, the peace of the world are founded. These minor amendments do not modify any of the obligations incumbent upon Members of the League, but they define the judicial regulations governing international disputes, while maintaining intact the penalties consequent upon any failure to observe the Covenant.

Again, the last Assembly, acting in the spirit of the Covenant, decided that the task of codifying public and private international law should be undertaken. This work was done under the presidency of M. Hammarskjöld and with the help of some of the most celebrated jurists in the world. A Committee has been formed and is to receive the able co-operation of the International Institute for the Unification of Private Law, which was founded through the generosity of the Italian Government.

One of the most effective methods of dispelling misunderstandings between peoples is to increase relations and intercourse in the worlds of art, literature and science and to promote education and the spread of scientific knowledge from country to country.

The International Institute for Intellectual Co-operation, which has been founded at the instance and with the co-operation

avec tant d'autorité le grand apôtre de la pensée qu'est M. Bergson.

Mais plus ardu et autrement tragiques sont les problèmes laissés derrière elle par la guerre, les uns économiques, les autres ethniques, mais qui exigent tous des solutions immédiates.

Il y a les réfugiés russes et arméniens qu'il faut soutenir: le Dr Nansen et le Bureau international du Travail s'y sont employés avec un zèle qui mérite la reconnaissance de la Ligue. Il y a les réfugiés grecs qu'il faut secourir par l'intermédiaire de l'Office autonome que crée votre Conseil et par un emprunt de 12.300.000 livres, que votre Comité financier prend sous ses auspices. Il y a l'échange des populations grecques et turques que vous faites surveiller par une commission mixte. Il y a les populations affamées d'Albanie que vous faites ravitailler. Désastres de peuples entiers que le monde ne croyait plus revoir et qui ont inspiré à M. le sénateur Cirao la conception d'une œuvre magnifique aujourd'hui en bonne voie d'être réalisée: la Fédération internationale de secours mutuels aux populations frappées de calamités.

L'équilibre économique des Etats nouveaux est, vous le savez, difficile à établir, et certains d'entre eux ont été au bord de la catastrophe. L'Autriche et la Hongrie ont appelé à leur secours la Société des Nations. Les efforts de chacun de ces pays et la gestion des deux Commissaires généraux placés par vous à leur tête ont été si satisfaisants que leur restauration financière a été menée à bien dans des délais inespérés: la question se pose aujourd'hui pour l'Autriche de savoir si le contrôle auquel elle est soumise ne doit pas être bientôt supprimé. Devant de tels succès, l'Albanie et l'Esthonie ont, sous des formes diverses, sollicité à leur tour, le concours de votre organisation financière.

Mais ce sont entre voisins les différends nés de la guerre dont la solution a exigé toute votre autorité. S'il fallait une preuve frappante de la souplesse avec laquelle la Société des Nations sait adapter le jeu de ses organes à ses tâches les plus diverses, il suffirait de citer les multiples difficultés entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig et la solution si heureuse qu'est parvenue à leur apporter l'ingéniosité de M. Quiñones de Leon. La procédure nouvelle acceptée par les représentants de la Pologne et de Dantzig, leur a paru si équitable qu'ils se sont engagés devant le Conseil à s'abstenir à l'avenir de toute action directe et même de toute résistance passive.

C'est avec le même bonheur et la même impartialité souveraine que votre Conseil et vos Comités sont parvenus à apaiser les conflits plus délicats et plus dangereux encore soulevés par la question des minorités.

Tous les différends qui, en quelque lieu du monde ont pu menacer la paix, notamment dans les Balkans et dans le Proche-Orient, vous leur avez appliqué vos méthodes objectives, en même temps que la science et l'expérience de vos Comités techniques, le courage et le zèle infatigable de vos missions lointaines. C'est ainsi, par exemple, que vous avez réglé pacifiquement le conflit provoqué par l'expulsion du patriarche œcuménique de Constantinople.

Entre tous ces problèmes épineux il en est un qui a tenu et qui tient encore en haleine l'attention générale: c'est la délimitation des frontières de l'Irak et la question de Mossoul. Votre Conseil discute en ce moment les conclusions de sa commission spéciale d'enquête qui, sur place, a accompli sa tâche.

Mais toutes ces questions, si graves qu'elles soient, et quelles que puissent être leurs répercussions mondiales, s'effacent devant le problème capital de la sécurité.

Messieurs, que le Pacte sur lequel repose la Société des Nations ait été conçu non pas au cœur d'une période paisible, mais alors que le fracas des armes retentissait encore et que la terre était chaude du sang versé et des incendies multipliés, c'est là une circonstance dont l'histoire n'offre pas d'exemple et qui nous dicte impérieusement notre devoir.

Le Pacte n'a point été imposé par une élite clairvoyante et sage à des multitudes enfiévrées de massacres. Il traduit, au contraire, en langage légal la volonté profonde des peuples et avant tout des combattants. Parce qu'on était descendu dans un abîme d'horreur, personne n'y voulait plus retomber et moins que personne ceux qui en avaient touché le fond. C'est

of the French Government, will pursue this noble aim in close co-operation with your Committee, the able Chairman of which is that great apostle of human thought, M. Bergson.

More difficult, and more tragic too, are the problems which the war has left us—economic problems and racial problems, all of which call for immediate settlement.

There are the Russian and Armenian refugees to be helped; this work has been taken in hand by Dr. Nansen and the International Labour Office with a zeal which calls for the gratitude of the League. There are the Greek refugees, who have to be assisted by the Refugee Settlement Commission which your Council has established, and by means of a loan of £12,300,000, for which the League's Financial Committee is responsible. There is the question of the exchange of Greek and Turkish populations, which you have placed in the hands of a Mixed Commission. There are the starving Albanians whom you have fed. As a result of disasters involving whole nations—a possibility of which the world believed it had seen the last—Senator Cirao conceived a magnificent scheme which to-day is well on the way towards realisation—the International Federation for the Mutual Relief of Peoples Overtaken by Disaster.

It has been difficult, as you are aware, to establish the economic equilibrium of the new States, and some of them came to the very brink of disaster. Austria and Hungary appealed to the League for help: The efforts of both countries and the administration of the two General Commissioners, which the League placed at their head proved so satisfactory that the financial restoration of those countries was accomplished earlier than had been hoped. The question which faces Austria to-day is whether the supervision to which she is subject should not soon be discontinued. In view of these successes, Albania and Esthonia also appealed in different ways for the help of the League's Financial Organisation.

But it is the settlement of disputes arising between neighbouring States as a result of the war which has taxed the League's authority to the utmost. If proof positive of the extreme adaptability of the League's Organisations were required, we need only instance the innumerable disputes between Poland and the Free City of Danzig and the happy settlement found for them, thanks to the able efforts of M. Quiñones de León. The representatives of Poland and Danzig have accepted a new procedure, and consider it so just that they have given an undertaking to the Council to refrain in future from direct action or even passive resistance of any kind.

The Council and the Committee of the League showed the same resourcefulness and the same complete impartiality in settling still more difficult and more dangerous disputes caused by the minorities question.

Whenever disputes liable to endanger peace have arisen in any part of the world, more particularly in the Balkans and the Near East, you have applied your impartial methods to them and have brought to bear upon them the knowledge and experience of your technical committees and the courage and untiring zeal of the missions you have sent, often far afield. Thus, for example, the League has found a peaceful settlement for the dispute caused by the expulsion of the Œcuménical Patriarch from Constantinople.

Among all these thorny problems there is one on which the anxious eyes of the world were, and are still, fixed. I refer to the delimitation of the frontiers of Iraq and the Mosul question. The Council is at present discussing the conclusions of its special Commission of Enquiry, which carried out its task on the spot.

But all these questions, however grave and whatever their effect upon the world at large, pale before the supreme problem of security.

That the Covenant on which the League of Nations is based was conceived not in the midst of a period of peace but at a time when the clash of arms was still resounding and the earth was still warm with the blood that had been shed and with all the conflagrations that had been kindled—that, gentlemen, is a fact which is unexampled in history and which peremptorily calls upon us to do our duty.

The Covenant was not imposed by the wise and far-seeing few upon the multitude drunk with carnage. It is the embodiment in legal form of the heart-felt desires of the masses and above all of the combatants. It was because humanity had plumbed the depths of horror that all were alike desirous of avoiding a recurrence of such a catastrophe—and most of all



cette aspiration vers une paix fondée sur la justice, vers un monde que la violence ne dominerait plus, qui a dicté le Covenant de la Société des Nations, et notamment la partie essentielle qu'on constitue les articles 14, 15 et 16. Mais pour adapter efficacement ces articles aux éventualités les plus diverses, pour compléter une rédaction nécessairement réduite aux grandes lignes, pour préciser dans le détail les stipulations générales et pour leur donner toute leur force opérante, des conventions complémentaires étaient indispensables, et c'est à la recherche de telles conventions, à la fois précises, obligatoires et respectueuses de la souveraineté des nations, que travaillent assidûment, depuis sa fondation, les personnalités les plus éminentes de la Société des Nations. En 1922, c'est la résolution XIV, rédigée d'accord par lord Robert Cecil et M. Henry de Jouvenel; en 1923, c'est la Pacte d'assistance mutuelle, corollaire de la résolution XIV; c'est enfin, en octobre 1924, le Protocole de Genève pour le règlement pacifique des différends internationaux. Tapisserie de Pénélope, disent de beaux esprits superficiels. Non pas. Mais efforts successifs et non contradictoires; chacun d'eux marque un progrès, et considérable, sur une route semée de formidables obstacles, mais qui, l'un après l'autre, seront tous franchis.

Messieurs, aucun de vous n'a oublié les discussions émouvantes, passionnées, grandioses, de l'année dernière, les magnifiques discours des deux Premiers anglais et français, MM. Ramsay MacDonald et Edouard Herriot, opposant, confrontant, rapprochant les deux points de vue français et britannique, et, aboutissant à ces trois termes fondamentaux, obligatoires chacun en soi, obligatoires dans leur ordre, arbitrage, sécurité, désarmement. Aucun de vous non plus n'a oublié ni la minutieuse élaboration du Protocole où votre Commission juridique et votre Commission des armements s'efforçaient de boucher toutes les fissures à travers lesquelles la violence pourrait trouver une issue, ni la définition juridique de l'agresseur, désigné du coup comme l'ennemi du genre humain, ni l'énumération des devoirs imposés aux membres de la Société et des sanctions économiques et militaires contre les manquements au Pacte.

Dans un discours final où la solidité de l'argumentation égalait la beauté de la forme et qui fut acclamé par l'Assemblée entière, M. Paul-Boncour, résumant l'œuvre accomplie, affirmait avec force « que le Protocole n'était pas une modification, mais un développement, un commentaire vivant du Pacte. Il est, disait-il au grand Pacte international ce que le règlement d'administration publique est à la loi ».

Les rédacteurs du Protocole escomptaient l'approbation immédiate des gouvernements: les mois qui viennent de s'écouler n'ont pas réalisé leur espoir. Adopté à l'unanimité par les premiers délégués des 54 nations représentées, soumis ensuite à la ratification des gouvernements, le Protocole n'a pas recueilli de ceux-ci le nombre d'adhésions nécessaires pour qu'il entrât en vigueur.

N'en soyons pas surpris, n'en soyons pas découragés. Une œuvre aussi audacieuse, aussi neuve, aussi grandiose que celle qui est proposée à vos Conseils et à vos Assemblées, une œuvre qui est destinée à transformer de fond en comble les relations entre les peuples, ne peut être intégralement accomplie qu'avec un certain concours du temps et par un effort patient et continu. Son histoire est nécessairement faite d'heures d'enthousiasmes — heures créatrices sans lesquelles il n'y aurait que stagnation et immobilité — suivies de périodes moins brillantes, mais aussi utiles, d'adaptation et d'ajustement aux réalités.

Des discours si persuasifs soient-ils, des conventions si juridiques soient-elles, peuvent convaincre comme par enchantement une réunion d'hommes, mais non d'un seul coup tous les peuples ni les gouvernements responsables de leur destin. Vos débats, Messieurs, n'ont pas seulement pour objet d'élaborer, par des approximations successives, le texte définitif et parfait d'une grande loi internationale, ils contribuent en même temps à engendrer cette nouvelle moralité internationale dont je parlais au début de ce discours et sans laquelle la loi la plus parfaite reste sans force. Pour atteindre un si noble but, il ne suffit pas d'apaiser les haines, les rancunes, les rivalités séculaires; il faut créer entre les peuples un état de compréhension mutuelle. Il ne suffit pas de concilier leurs antagonismes d'intérêts ou d'ambitions, mais aussi les oppositions de leurs tempéraments intellectuels. C'est à ces différences de tempéraments intellectuels que tiennent, pour une grande part, les résistances rencontrées par le Protocole. Son caractère d'uni-

those who had known its lowest depths. It was this longing for a peace founded on justice, for a world no longer ruled by violence, which inspired the Covenant of the League of Nations, and in particular the essential parts of it — Articles 14, 15 and 16. But in order to make it possible to apply these Articles effectively in every possible contingency, in order to complete a text which necessarily could be little more than an outline, in order to define the details of the general provisions and give them full executive force, supplementary conventions had to be drawn up; and ever since the foundation of the League the constant endeavour of its most distinguished members has been to conclude such conventions — clear, binding and consonant with national sovereignty. In 1922 we had Resolution XIV, jointly drawn up by Lord Robert Cecil and M. Henry de Jouvenel; in 1923 the Pact of Mutual Guarantee, the corollary of Resolution XIV; finally, in October 1924, we had the Geneva Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes. Superficial minds may compare this work to Penelope's weaving, but the comparison is false. These efforts have been cumulative, not mutually destructive; each marks a definite step along a path strewn with obstacles which are formidable, it is true, but which will be overcome one by one.

None of you can have forgotten the stirring, impassioned, lofty discussions which took place last year; the magnificent speeches of the British and French Prime Ministers, Mr. Ramsay MacDonald and M. Edouard Herriot, setting forth the French and British points of view, which at first were in opposition and were finally combined, in those three fundamental terms, which are severally as indispensable as is the sequence in which they come — arbitration, security, disarmament. None of you can have forgotten the careful preparation of the Protocol, in which your Legal and Disarmament Committees endeavoured to leave no loop-hole for violence; nor the legal definition of the aggressor, who was declared outright to be the enemy of the human race; nor the detailed enumeration of the duties imposed on the Members of the League; nor the economic and military sanctions to be taken in the event of a breach of the Covenant or failure to carry out its terms.

In a final speech, in which the logic of his arguments was only equalled by the beauty of his style, and which was acclaimed by the whole Assembly, M. Paul-Boncour summed up the work which had been done by stating emphatically that the Protocol was not a modification but a development of the Covenant, a living commentary on it. The Protocol, he said, is to the Covenant what the rules of public administration are to the law.

The authors of the Protocol counted upon obtaining the immediate approval of their Governments, but months have passed and their hopes have not been fulfilled. Unanimously adopted by the first delegates of the 54 nations represented and then submitted to the various Governments for ratification, the Protocol failed to obtain the number of adhesions required to enable it to come into force.

This should neither surprise nor discourage us. A scheme so daring, so original, and so comprehensive as that laid before your Councils and Assemblies, a scheme destined completely to transform relations between the countries of the world, can only be carried into effect in the course of time and by patient and constant endeavour. In its history there are bound to be moments of enthusiasm — creative moments but failing which there would be nothing but stagnation and inertia — followed by less brilliant but equally useful periods of adaptation and adjustment.

Speeches and conventions may cast their glamour over a gathering of men, but, however persuasive or legally sound, they cannot straightway convince all the nations of the world and the Governments which rule the destinies of those nations. The object of your discussions is not, by successive attempts, simply to draw up the final and perfected text of a great international law; your discussions are also intended to bring into being that new international morality to which I referred at the beginning of my speech and without which the most perfect law in the world must remain a dead letter. But if we are to attain so noble an object, we shall need to do much more than appease hatreds, rancours and long-standing rivalries. We shall have to create among the nations a state of mutual understanding. We must do more than conciliate conflicting interests and ambitions: we must eliminate the clash of different mental outlooks. It is to these differences of mental outlook that the resistance to the Protocol is mainly due. The

versalité, la rigueur et la logique inflexible de ses obligations étaient faits pour séduire les esprits latins qui aiment à partir de principes abstraits et à conclure du général au particulier. Le génie anglo-saxon, lui, aime à s'élever de cas particuliers et concrets à l'universel et répugne aux principes trop généraux tant qu'il ne distingue pas les faits sur lesquels ils reposent. Mais comme peuples latins et peuples anglo-saxons aspirent passionnément, de même que tous ici, au même but, la paix, ils sont, pourvu qu'ils persévèrent, destinés à se rencontrer par des voies différentes: voie de l'analyse pour ceux-ci, dirait un philosophe, voie de la synthèse pour les autres. Ce n'est pas là un optimisme de commande: si nous voulons bien y réfléchir, nous constatons qu'entre l'état de choses rêvé cette année par les créateurs du Protocole et la réalité devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, il existe de nombreuses, d'essentielles parties communes.

Le projet grandiose de règlement universel des conflits n'a point jusqu'ici reçu force de loi et, par suite, la préparation par le Conseil de la Conférence du désarmement prévue par ce Protocole a dû être ajournée, c'est entendu. Mais, en même temps des négociations se sont ouvertes et sont en cours entre les puissances les plus directement intéressées au problème de la sécurité.

Elles visent à réaliser des accords ou des traités d'arbitrage conformes au Pacte de la Société des Nations et destinés à assurer le maintien de la paix. Nous pouvons dire que de telles négociations ne se seraient sans doute pas ouvertes et dans un tel esprit, sans l'effort de réalisation accompli l'an dernier ici même.

Le résultat de ces négociations, si elles aboutissent, serait de lier certaines des nations, membres de la Société, par des obligations analogues à celles qu'avait prévues le Protocole; elles sont inspirées du même esprit, elles n'en diffèrent que par leur caractère plus restreint. Ces ententes régionales, partielles, sont de diverses sortes, les unes qui ont pour objet d'assurer le maintien des frontières existantes n'englobent que des Etats ayant à ce point de vue les mêmes intérêts, elles laissent en dehors les Etats avec lesquels des conflits pourraient être vraisemblables; d'autres, comme le Pacte rhénan projeté, englobent, au contraire, les Etats entre lesquels pourraient surgir des difficultés. Le Protocole de Genève, comme déjà le projet d'assistance mutuelle de 1923, admet l'existence d'accords particuliers considérés comme des moyens d'exécution; ils, ne sont donc en aucune façon, on ne saurait trop insister sur ce point, en contradiction avec les règles générales élaborées l'an dernier à Genève. Si ce Protocole était entré en vigueur, ils en seraient les corollaires, ils seront, par rapport à lui, dans la situation singulière de fils qui seraient nés avant que l'état civil de leur père ait été régulièrement établi. Il n'en reste pas moins qu'il y aurait le plus grand intérêt à préciser le jeu de ces accords par rapport au Pacte de la Société des Nations.

Ce que nous venons de dire pour les accords partiels, nous pouvons le répéter pour les conventions d'arbitrage. Beaucoup de traités d'arbitrage ont été conclus jusqu'à ce jour, mais les uns ne sont en réalité que des traités de conciliation, d'autres exceptent du règlement d'arbitrage les conflits éventuels les plus importants. Or, les traités d'arbitrage prévus par le Pacte, sont des traités *complets* n'admettant point d'exception et dont l'exécution ne dépend pas uniquement de la bonne foi et des accords des signataires, mais de la garantie qu'offre la Société des Nations.

Le problème de la sécurité se pose donc aujourd'hui devant l'Assemblée dans des conditions différentes de celles de l'an dernier. L'an dernier, après le rejet du projet de traité d'assistance mutuelle, l'Assemblée s'était trouvée saisie d'un problème neuf et entier.

Aujourd'hui, la question n'est plus intacte; elle ne se pose pas devant vous à la fois dans cette simplicité et dans cette généralité; vous pouvez hésiter sur la méthode à suivre et dont vous êtes maîtres. Pour reprendre une expression que j'employais plus haut, vous pouvez adopter la méthode synthétique — la plus séduisante, la plus logique, la plus directe — c'est-à-dire reprendre l'étude du Protocole en vous efforçant de l'amender pour répondre aux objections dirimantes qu'il a soulevées. Vous pouvez, au contraire, suivre la méthode analytique, plus lente, plus terre à terre, mais peut-être mieux adaptée actuellement aux réalités; c'est-à-dire n'envisager l'application des

Protocol's universality, the severe and unbending logic of its obligations, were framed to please the Latin mentality, which delights in starting from abstract principles and passing from generalities to details. The Anglo-Saxon mentality, on the other hand, prefers to proceed from individual concrete cases to generalisations, and is strongly averse to vague principles when it cannot discern the facts on which they are based. Yet the Latin and Anglo-Saxon races both ardently desire, as indeed all do, to attain the same goal, which is peace. They will therefore, if only they persevere, meet again after traversing different paths, which a philosopher would term respectively the analytical and the synthetical. I am not indulging in mere ready-made optimism. If we dispassionately consider the facts we shall find that the state of affairs which the authors of the Protocol hoped to bring about this year, and the actual situation as it exists to-day, possess many essential points in common.

The grand scheme for the universal settlement of disputes has not up to the present received the force of law, and consequently the Council has had to adjourn the preparations for the Conference on Disarmament provided for by the Protocol. That much I admit, but at the same time negotiations have been begun and are being continued between the Powers most directly concerned in the problem of security.

The object of these negotiations is to bring about agreement or arbitration treaties, in conformity with the Covenant of the League of Nations, for the maintenance of peace. We may say, I think, that these negotiations would never have been begun — at any rate would never have been conducted in the present spirit, if the Assembly had not, last year, made an effort to accomplish something.

The result of the negotiations, if they succeed, will be to bind certain nations Members of the League by obligations similar to those provided for in the Protocol. They are inspired by the same spirit, and they only differ by being more restricted in character. These partial regional agreements are of various kinds. Some are intended to ensure the maintenance of existing frontiers: they only include States whose interests are identical in this respect and not those States with which disputes might possibly arise. Others, like the projected Rhine Pact, include States between whom difficulties might arise. The Geneva Protocol, like the 1923 scheme for mutual assistance before it, admits the existence of such partial agreements, viewed as a means of putting its provisions into force. They are not then in any way — and this point cannot be over-emphasised — at variance with the general rules laid down last year at Geneva. If the Protocol had come into force, they would merely have been corollaries thereto. In relation to the Protocol, they will be in the same peculiar condition as children born before their father's civil status has been properly established. Nevertheless, it would be of very great benefit to define the relationship of these agreements to the Covenant of the League of Nations.

What we have said on the subject of partial agreements also applies to arbitration conventions. Up to the present many treaties of arbitration have been concluded, but some are in reality only treaties of conciliation, whereas others exclude from settlement by arbitration some of the most important disputes which might arise. The arbitration treaties provided for in the Pact, however, are *complete* treaties which do not admit of any exceptions and the application of which is not solely dependent on the good faith and agreements of the signatories but on the guarantee afforded by the League of Nations.

The problem of security is therefore laid before you to-day, in circumstances different from those which prevailed last year. Last year, after the rejection of the Draft Treaty of Mutual Assistance, the Assembly was confronted with a new and entirely distinct problem.

To-day the question is not entirely virgin soil. You have not to consider it in its simple and universal form. You may hesitate as to the method to be followed; in that you are free to take your own decision. To repeat an expression which I have already employed, you can adopt the synthetic method, which is the most attractive, the most logical, and the most direct — that is to say, you may re-examine the Protocol and endeavour to amend it so as to meet the serious objections which it raised. On the other hand you may follow the analytical method, which is slower and far less idealistic, but can be more readily adapted to the present situation —

principes qui ont inspiré le Protocole qu'à des accords particuliers.

La résistance et les inquiétudes qu'ont suscitées les prescriptions du Protocole, s'évanouiraient vraisemblablement s'il ne s'agissait, plus d'enfermer immédiatement tous les Etats du globe, où qu'ils soient et quels qu'ils soient, dans les mêmes formules universelles. Les stipulations et procédures considérées ne concerneraient plus que les Etats voulant régler d'une manière décisive entre eux le problème de la sécurité. Quant aux obligations générales des membres de la Société, elles demeureraient les mêmes, sans qu'il y fût rien ajouté, sans qu'il en fût rien retranché.

Le choix vous resterait dans l'avenir, soit de reprendre l'étude du Protocole universel, mais certaines préventions étant ébranlées par les faits, soit de laisser se réaliser un accord universel par le jeu naturel et bienfaisant des accords particuliers et par leur multiplication.

Les considérations que nous venons de développer au sujet du problème général de la sécurité, s'étendent d'elles-mêmes au problème général du désarmement. Sans doute, celui-ci ne peut être abordé dans toute son ampleur tant que le premier n'est pas résolu: sécurité puis désarmement, ordre nécessaire. Le renverser serait faire courir à la paix les plus grands périls. S'il est une vérité que les discussions approfondies de l'an dernier ont mises en lumière, c'est bien celles-là. Mais il est, vous le savez une foule de questions particulières intéressant les armements, leur fabrication, leur commerce, leur emploi, dont vos commissions spéciales ont poursuivi l'étude notamment en mai dernier, en vertu de l'article 8 du Pacte. Une convention sur le trafic des armes, une autre sur la prohibition de la guerre chimique, conformément à la résolution de la cinquième Assemblée, ont déjà été signées par 29 Hautes Parties contractantes, parmi lesquelles des Puissances qui ne font pas partie de la Société des Nations, notamment les Etats-Unis. Enfin, le contrôle des armements de certains pays, tel qu'il est prévu par les traités, a fait l'objet de délibérations approfondies. Sur de tels problèmes partiels, la tâche de vos Commissions est loin d'être achevée.

Peut-être, en même temps, serait-il utile que l'Assemblée renouvelât sa résolution de l'an dernier en demandant au Conseil de préparer, *lorsqu'il jugerait bien établies des conditions suffisantes de sécurité*, la convocation d'une conférence de réduction des armements.

Il est une autre face du problème de la sécurité, sur laquelle avec sa vigueur coutumière et son incontestable compétence, le représentant de la classe ouvrière dans vos assises, l'honorable M. Jouhaux, secrétaire de la Confédération générale du travail, a appelé l'an dernier l'attention de l'Assemblée. C'est une œuvre magnifique de s'opposer à l'explosion des guerres: c'est une œuvre magnifique aussi qui seule donnera à la première toute garantie de solidité, que d'en faire disparaître les causes profondes. Si nous laissons les forces économiques se déchaîner dans leur brutalité, si nous ne les modérons pas par des mesures rationnelles inspirées de l'esprit international qui est le vôtre, des bouleversements si violents peuvent un jour se produire, qu'ils feront craquer toutes les conventions et le spectre de la guerre peut ainsi se dresser à l'improviste. Je rappelais d'un mot tout à l'heure les questions économiques et financières auxquelles vous avez apporté une contribution magistrale: c'est pour vos commissions techniques une tentative belle et hardie que d'entreprendre dès maintenant l'œuvre de longue haleine que sera une réglementation sage et utile pour tous de la vie économique internationale. Ceux qui craignent, Messieurs, que la besogne vous manque, ont mal mesuré la grandeur de l'effort à accomplir.

Messieurs, le président de cette Assemblée a le devoir d'oublier, tant qu'il occupe ce fauteuil, quelle nationalité est la sienne. Laissez-moi pourtant vous dire comme chef du Gouvernement français: quelle que soit la méthode que vous croirez devoir adopter, vous savez que vous pouvez compter sur le concours absolu et sans réserve de la France. La France a collaboré passionnément au Protocole de Genève; elle reste passionnément fidèle à son esprit; elle ne renie aucun des engagements qu'il renferme; elle répudie la violence avec la même énergie qu'au temps où elle en était la victime. C'est en son nom que M. Herriot acceptait solennellement, en septembre dernier, l'arbitrage obligatoire pour tous les différends sans exception.

Mais ce n'est point à une formule qu'elle est attachée, c'est à la paix. Elle est prête à étudier toutes les modalités, toutes les

that is to say, you may only consider the application of the principles of the Protocol to partial agreements.

The objections to the Protocol, and the misgivings which it provoked, would probably disappear if there were no longer any question of immediately binding all countries in the world wherever situated, and whatever their characteristics, by the same universal formulas. The provisions and procedure which I have in mind would only apply to States desirous of finally settling the problem of security among themselves. As regards the general obligations of Members of the League, there would be no change; nothing would be added or removed.

You would remain free either to re-examine the universal Protocol, with certain necessary modifications, or to allow a universal agreement to come about through the natural and beneficent influence of the increase of private agreements.

The considerations to which we have referred in connection with the general problem of security naturally extend to the general problem of disarmament. Undoubtedly the second problem cannot be dealt with in all its aspects so long as the first remains unsolved. Security, disarmament — this sequence cannot be changed; any change would be highly dangerous to peace. If there is one truth which the exhaustive discussions of last year brought out, it is that. But as you are aware, there are a number of special questions connected with armaments, their manufacture, trade and employment which were studied by your special Committees, particularly in May last, in pursuance of Article 8 of the Covenant. One convention on the arms traffic and another on the prohibition of chemical warfare, in accordance with the resolution of the Fifth Assembly, have already been signed by twenty-nine High Contracting Parties, including Powers, particularly the United States, which are not Members of the League. Finally, the control of the armaments of certain countries, as provided by the treaties, has been most carefully discussed. The work of your Committees on partial problems of this kind is far from being terminated.

At the same time it would perhaps be useful if the Assembly renewed its resolution of last year and requested the Council to prepare invitations to a conference for the reduction of armaments, *as soon as it considered that satisfactory conditions, from the point of view of security, were well established.*

There is another aspect of the problem of security to which M. Jouhaux, Secretary of the General Confederation of Labour and representative of the working classes at your gatherings, drew the attention of the Assembly last year with his usual energy and remarkable ability. It is a noble work to oppose the outbreak of war; it is also noble work to remove the deep-rooted causes of war, and it is the only work which will make the prevention of warfare an enduring reality. If we permit economic forces to break loose in all their brutality and do not check them by prudent measures based on the international spirit which prevails here, such violent upheavals may some day occur that all conventions will collapse and the spectre of war will suddenly appear. I referred just now to the economic and financial questions which you have made so magnificent an attempt to solve; it will be a fine and courageous effort on the part of your technical committees to begin without delay the arduous task of regulating international economic life in a manner satisfactory to all. Those who fear that you may have no work to do have entirely miscalculated the magnitude of the effort which has yet to be made.

The President of this Assembly, so long as he occupies this chair, should forget to what nationality he belongs. Permit me to say, however, as head of the French Government, that, whatever method you think it advisable to adopt, you can count on the absolute and unreserved assistance of France. France co-operated with enthusiasm in drawing up the Geneva Protocol; she remains loyal and entirely faithful to its spirit: she does not in any way disown her obligations; she repudiates resort to violence as energetically as when she was its victim. It was in her name that M. Herriot last September solemnly accepted compulsory arbitration for all disputes, without exception.

She is not attached to a formula; her desire is for peace. She is prepared to study any measures and any conventions

conventions qui assurent aux petites comme aux grandes nations le droit de vivre paisiblement dans le travail et dans l'honneur, qui rassurent les peuples longtemps asservis ou démembrés et inquiets de leur liberté si difficilement reconquise. Mais toutes les combinaisons ayant pour objet le maintien de la paix ne seront efficaces que si elles ont pour pivot la Société des Nations.

Il importe donc que la Ligue puisse jouer pleinement ce rôle d'organisme tutélaire de la paix. En 1920, lors de votre première Assemblée, le Président de la Confédération helvétique, l'honorable M. Motta, appelait de tous ses vœux, et nous appelons avec lui, le jour où tous les peuples adhèreraient à la Société des Nations et à son Pacte. L'Assemblée groupait alors 41 Etats, elle en compte 54 aujourd'hui.

Le 12 décembre 1924, l'Allemagne adressait au Conseil une lettre relative aux conditions de son admission dans la Ligue. Elle exprimait les inquiétudes que lui faisaient éprouver l'article 16 du Pacte et l'obligation éventuelle de laisser traverser son sol par les armées d'autres Etats adhérents. Le 15 mars 1925, le Conseil, répondant à l'Allemagne, lui rappelait à l'unanimité les conditions formelles de l'admission d'un Etat dans la Société des Nations, telles qu'elles sont définies par l'article 1 du Pacte. Après s'être efforcé de dissiper les inquiétudes du Gouvernement allemand, le Conseil exprimait à l'Allemagne « le souhait sincère de la voir associée à ses travaux et jouer ainsi pour l'organisation de la paix le rôle qui correspond à sa situation dans le monde ». L'Assemblée s'associe sûrement, à l'unanimité, au vœu du Conseil.

Il est de l'autre côté de l'Atlantique une grande démocratie qui s'est penchée sur le berceau de votre Société et qui pourtant n'a point accepté avec elle de liens officiels. C'est selon ses propres méthodes qu'elle veut servir la cause de la paix. Mais l'idéal qui anime la patrie de Washington et de Lincoln est tellement humain, tellement proche du vôtre, que, par la force des choses, votre Ligue et l'Amérique sont appelées à collaborer librement au bien de l'humanité.

La Cour permanente de Justice internationale dont le Président Coolidge semble approuver le principe a, il est vrai, une existence distincte; mais dans toutes vos œuvres philanthropiques telles que la Protection des femmes et des enfants, dans la Commission du trafic de l'opium, à la Conférence du commerce des armes et des munitions de guerre, les Etats-Unis ont été représentés officiellement. De nombreuses personnalités américaines parmi les plus éminentes ont bien voulu, dans des missions difficiles, apporter à la Ligue le concours de leurs facultés exceptionnelles. De tels contacts se multiplieront

Mais dès maintenant l'histoire des Etats-Unis donne à nos pessimistes d'Europe une leçon qu'ils ne sauraient trop méditer. S'ils avaient eu l'âge d'homme il y a quelque soixante ans, quel funèbre et sanglant avenir eussent-ils prédit à l'Amérique? Les Etats-Unis venaient d'être déchirés par une effroyable guerre civile de quatre années, le sol était couvert de ruines, les cœurs étaient chargés d'une haine que la présence des anciens esclaves noirs, libérés par la force, semblait rendre inexpiable. Pourtant, de l'Atlantique au Pacifique, ces Etats à la population disparate, aux intérêts si divers et souvent antagonistes vivent paisiblement côte à côte sous l'égide d'une Cour suprême dont l'autorité purement morale n'a jamais eu besoin de recourir à des sanctions.

Et les chants de guerre qui jadis jetaient furieusement l'une contre l'autre les armées de Grant et de Lee sont aujourd'hui des chants nationaux qu'entonnent du même cœur tous les citoyens des Etats-Unis. Certes, il faut se garder des analogies simplistes et personne ne s' imagine que notre vieille Europe, avec ses traditions et ses nationalités séculaires, puisse répéter l'histoire d'un continent nouveau. Mais ce qui est vrai, c'est que les possibilités d'une paix durable ne sont pas moindres aujourd'hui sur notre continent qu'en 1867 sur le continent américain. La réaliser est une question de volonté.

Volonté des hommes, volonté des peuples, volonté de leurs dirigeants: l'alternative, d'ailleurs, est simple et tragique, car la situation actuelle n'est pas une situation d'équilibre. Ou l'atmosphère de défiance où nous sommes plongés se dissipera, ou ces défiances en s'accumulant engendreront fatalement la hideuse guerre préventive qui fera crouler cette fois notre civilisation. Est-ce que les peuples de l'Europe, les grands peuples auxquels elle doit sa culture vont ressembler aux frères ennemis

which can secure, for small nations as well as great, the right to live and work in peace and honour, which guarantee to nations, long enthralled or dismembered, the freedom they have regained, at so great a cost. No project of co-operation for the maintenance of peace will be effective, however, unless it has its root in the League of Nations.

The League must therefore be in a position freely to play its part as an organisation for the safeguarding of peace. At your first Assembly in 1920, M. Motta, the President of the Swiss Confederation, looked forward, as we do, to the day when all the nations adhere to the League of Nations and its Covenant. At that time the Assembly consisted of 41 States; it now numbers 54.

On December 12th, 1924, Germany addressed a letter to the Council with regard to the conditions of her admission to the League. She expressed certain apprehensions based on Article 16 of the Covenant and the possible obligation of allowing the armies of other adhering States to cross her territory. On March 15th, 1925, the Council in its reply unanimously reminded Germany of the formal conditions for the admission of a State into the League of Nations as defined by Article 1 of the Covenant. After endeavouring to dispel the German Government's misgivings, the Council expressed to Germany "its sincere wish to see her associated with its labours, and thus play, in the organisation of peace, a part corresponding to her position in the world". The wish expressed by the Council will no doubt be unanimously shared by the Assembly.

On the other side of the Atlantic there is a great democracy which stood at the cradle of the League but has nevertheless not accepted any official connection with it. It desires to serve the cause of peace in its own way. But the ideal by which the country of Washington and of Lincoln is moved is so human and approaches so closely to your own that the League and America are impelled, by force of circumstances, to co-operate freely for the good of humanity.

The Permanent Court of International Justice, the principle of which has apparently been approved by President Coolidge, has, it is true, an existence separate from yours; but the United States have been officially represented in all your humanitarian work, such as the protection of women and children, the Commission on the Traffic in Opium and the Conference on the Traffic in Arms and Implements of War. Numerous Americans — indeed some of the most distinguished Americans — have given the League the benefit of their exceptional capacity in difficult missions. Such points of contact will increase in the future.

But the history of the United States has already afforded our pessimists in Europe a lesson on which they cannot meditate too often. If they had reached manhood some 60 years ago what a gloomy and sanguinary future they would have predicted for America! The United States had been rent for four years by a terrible civil war; the ground was covered with ruins; the hearts of the people were filled with hatred which the presence of former negro slaves, liberated by force, appeared to render for ever ineradicable. Nevertheless, from the Atlantic to the Pacific, these States, with heterogeneous populations and with interests so diverse and often directly opposed, live peaceably side by side under a supreme court, whose moral authority is such that it has never had to resort to sanctions.

And the war-songs, under which the armies of Grant and Lee met in furious combat, have now become national songs, sung with equal goodwill by all citizens of the United States. We must, of course, guard against broad analogies, and no-one will imagine that the history of a new Continent can be repeated in our old Continent of Europe, with its ancient traditions and nationalities.

But it is true that the possibilities of a lasting peace are no less to-day on our Continent than they were in 1867 on the American Continent. These possibilities can be transformed into facts by goodwill.

Goodwill on the part of individuals, nations and leaders! The alternative is simple and tragic, for the present situation is an unstable one. Either the atmosphere of distrust in which we are plunged will vanish or this distrust will grow and inevitably cause a hideous war of self-defence which will really mean the end of our civilisation. Will the nations of Europe, the great nations to which it owes its civilisation, resemble the brothers who fought in the legend, slaying each other

de la légende, s'étreignant au bord d'un précipice d'une haine si farouche qu'ils ne se sentent pas glisser ensemble au gouffre?

Messieurs, cela ne sera pas. Il n'est personne parmi vous qui s'illusionne sur le péril des forces mauvaises qui menacent l'Europe. C'est pour parer à ce péril que les rédacteurs du Pacte ont voulu ligoter dans un réseau si serré de sanctions légales l'agresseur éventuel. C'est pour parer à ce péril que votre Commission des armements étudie des précautions et des garanties si minutieuses avant de donner aux peuples pacifiques le conseil de laisser tomber leurs armes. C'est pour parer à ce péril que M. Edouard Herriot, s'appuyant sur une parole célèbre de Pascal, demandait que « la justice fût aussi la force ».

L'optimisme qui anime la Société des Nations n'est point, comme le prétendent ses adversaires, une confiance aveugle et béate; il a les yeux grands ouverts. Nous n'avons jamais cru que la fin de la tuerie ouvrirait une ère où les peuples n'auraient qu'à s'abandonner à la facilité de vivre; les millions de jeunes hommes qui ont succombé dans la grande tourmente n'ont point, par leur sacrifice, légué aux générations nouvelles une paix toute faite, mais la possibilité de construire la paix et de la construire solidement sur le droit par un effort constant de tout leur courage et de toute leur générosité.

Cet effort, nous sommes résolus à l'accomplir. Rien ne nous arrêtera. Rien ne nous rebutera. Un grand capitaine a inscrit dans l'histoire cette maxime si frappante qu'elle en est devenue banale: « Il n'est point nécessaire, disait Guillaume d'Orange, d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ». Aurions-nous l'âme moins bien trempée que cet homme de guerre, nous qui voulons la paix, nous qui trouvons au fond de nous-mêmes tant de raisons d'espérer, nous qui pouvons inscrire au compte de la Société des Nations des succès sans lesquels le monde eût peut-être été déjà conduit à des catastrophes ?

Si je ne craignais par un tel souhait d'excéder mes éphémères pouvoirs, je voudrais exprimer le vœu qu'au-dessus des travaux de cette Assemblée planassent comme un invisible exergue, comme des directives de confiance ces trois mots: espérer, entreprendre, persévérer.

Je déclare ouverte la sixième assemblée de la Société des Nations.

*Election de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) propose de désigner les délégués ci-après comme membres de la Commission de vérification des pouvoirs:

- M. PFLUGL (Autriche).
- M. WANG TSENG SZE (Chine).
- M. A. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- S. A. le MAHARAJA DE PATIALA (Inde).
- M. le baron LEHMANN (Libéria).
- M. D. ZAUNIUS (Lithuanie).
- M. CABALLERO (Paraguay).
- M. PETRESCO-COMNÈNE (Roumanie).

*La proposition de M. Veverka est adoptée.*

La séance est levée à midi.

III. DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 7 septembre 1925, à 16 heures.*

*Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.*

M. Aguero y BETHANCOURT (Cuba), Président et rapporteur de la Commission de Vérification des pouvoirs, déclare que la Commission a trouvé en bonne et due forme les pouvoirs des délégués des Etats suivants:

- |                    |          |
|--------------------|----------|
| Abyssinie          | Chine    |
| Albanie            | Colombie |
| Australie          | Cuba     |
| Autriche           | Danemark |
| Belgique           | Espagne  |
| Bésil              | Esthonie |
| Empire Britannique | Finlande |
| Bulgarie           | France   |
| Canada             | Grèce    |
| Chili              | Hongrie  |

at the edge of a precipice with such fierce hatred that they did not feel themselves slipping together into the abyss ?

This cannot be. None of you are blind to the evil forces which threaten Europe. It was to avert this danger that the authors of the Covenant sought to bind the aggressor in so close a network of legal sanctions. It is to avert this danger that your Armaments Committee is so minutely examining precautions and guarantees before advising the peaceful nations to lay down their arms. It is to avert this danger that M. Edouard Herriot, referring to a famous saying of Pascal, urged that " justice should also be force ".

The optimism of the League of Nations is not, as its opponents aver, a blind and unreasoning confidence; its eyes are wide open. We were never of the opinion that the end of the carnage would usher in an era of careless ease for all nations. The millions of young men who died in the great struggle have not, by their sacrifice, bequeathed to the new generations a ready-made peace, but the possibility of building up peace on the solid foundation of justice, by a wholehearted effort of courage and generosity.

We are resolved to accomplish that effort. Nothing will prevent us. Nothing will discourage us. A great captain once wrote on the page of history the following maxim, which is so striking that it has become commonplace. " It is not necessary ", said William of Orange, " to hope in order to endeavour, nor to succeed in order to persevere ". Are we less determined than this soldier — we who desire peace — who find in our hearts so many grounds for hope and can credit the League of Nations with successes but for which the world might already have been plunged in disaster ?

If I were not afraid that such a desire would exceed my short-lived powers, I would express the wish that the three words " hope, venture, persevere " should be blazoned over the work of this Assembly, expressing its spirit and inspiring confidence.

I declare the Sixth Assembly of the League of Nations open.

*Election of the Committee on Credentials of the Delegates.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia) proposed that the following delegates should serve on the Committee for the examination of the credentials of delegates:

- M. PFLUGL (Austria).
- M. WANG TSENG SZE (China).
- M. A. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- His Highness of MAHARAJA OF PATIALA (India).
- Baron LEHMANN (Liberia).
- M. D. ZAUNIUS (Lithuania).
- M. CABALLERO (Paraguay).
- M. PETRESCO-COMNENE (Roumania).

*The proposal of M. Veverka was adopted.*

The Assembly rose at noon.

III. SECOND PLENARY MEETING

*held at the Salle de la Réformation at 4 p.m. on September 7th, 1925.*

*Report of the Committee on Credentials.*

M. Aguero y BETHANCOURT (Cuba), Chairman and Rapporteur of the Committee on Credentials, said that the Committee had found the credentials of the delegates of the following States to be in order:

- |                |                |
|----------------|----------------|
| Abyssinia      | China          |
| Albania        | Colombia       |
| Australia      | Cuba           |
| Austria        | Czechoslovakia |
| Belgium        | Denmark        |
| Brazil         | Esthonia       |
| British Empire | Finland        |
| Bulgaria       | France         |
| Canada         | Greece         |
| Chile          | Hungary        |

Inde	Perse
Etat libre d'Irlande	Pologne
Italie	Portugal
Japon	Roumanie
Lettonie	San-Salvador
Libéria	Royaume des Serbes,
Lithuanie	Croates et Slovènes
Luxembourg	Siam
Nicaragua	Suède
Norvège	Suisse
Nouvelle-Zélande	Tchécoslovaquie
Panama	Union Sud africaine
Paraguay	Uruguay
Pays-Bas	Venezuela

Le Gouvernement de la République Dominicaine a notifié la nomination d'un délégué à la Sixième Assemblée de la Société, mais n'a pas fourni de documents accréditant ce délégué.

La Commission a constaté en outre que les Etats ci-après n'avaient fourni aucun document concernant leur représentation à la Sixième Assemblée.

République argentine	Haiti
Bolivie	Honduras
Costa-Rica	Pérou
Guatémala	

*Election du Président.*

Le vote a lieu au scrutin secret.  
47 Etats prennent part au vote.

M. DANDURAND (Canada) obtient 41 suffrages.

En conséquence, M. Dandurand est proclamé Président de la Sixième Assemblée.

*Discours du Président.*

Le PRÉSIDENT prononce le discours suivant:

Mesdames, Messieurs:

Je ne saurais me faire la moindre illusion sur la portée de vos suffrages et de vos applaudissements. Ils dépassent ma personne pour atteindre le Canada que vous avez voulu honorer.

Les paroles trop élogieuses que vient de m'adresser l'homme d'Etat qui est en même temps Président du Conseil de la Société des Nations et Président du Conseil des Ministres de France m'ont profondément touché. Descendant des Français héroïques qui ont ouvert à la civilisation le continent nord-américain, j'éprouve une très vive émotion à me voir accueilli dans cette Assemblée par le représentant d'une nation dont les traditions et la langue sont demeurées celles du groupe ethnique auquel j'appartiens.

Votre geste, Messieurs, témoigne éloquentement de votre sympathie pour le jeune pays que je représente. Souffrez que je vous en exprime ma reconnaissance et ma fierté. Le Canada ne sera pas seul à ressentir les effets de votre généreuse bienveillance. Ses nations-sœurs, relevant d'une même couronne, en éprouveront un légitime orgueil.

Nous venons à peine de faire notre apparition dans le monde international. Vous comprendrez que notre jeunesse se réjouisse de la haute dignité que vous venez de lui conférer.

Notre naissance à la vie mondiale passa presque inaperçue. Notre rapide développement fut marqué par la signature que nous avons apposée au Traité de Versailles. Notre statut politique était aux yeux de l'étranger imprévu et surprenant. Jamais l'histoire n'avait jusqu'à ce jour fourni l'exemple de six pays, égaux entre eux, possédant des institutions politiques autonomes, et avisant, par leurs gouvernements respectifs, un même Roi au nom duquel ils parlent et agissent, à l'intérieur et à l'extérieur.

La Société des Nations a fait, depuis cinq ans, de grands et indéniables progrès. Les plus sceptiques sont forcés de reconnaître que ses initiatives ont été fécondes.

Chaque année, mes éminents prédécesseurs ont mesuré le chemin parcouru et indiqué les étapes à franchir. A la clôture de la session dernière, le distingué président de l'Assemblée, Monsieur Motta, résumait la « tentative grandiose » en vue de substituer à la force matérielle des armes... la force morale du droit.

C'est pour que le règne du droit arrive que furent mis à l'étude le projet d'assistance mutuelle et le Protocole pour le règlement,

India	Persia
Irish Free State	Poland
Italy	Portugal
Japan	Roumanie
Latvia	Salvador
Liberia	Kingdom of the Serbs,
Lithuania	Croats and Slovenes
Luxemburg	Siam
Netherlands	Sweden
Nicaragua	Switzerland
Norway	Spain
New Zealand	South Africa
Panama	Uruguay
Paraguay	Venezuela

The Government of the Dominican Republic had announced the appointment of a delegate to the Sixth Assembly of the League of Nations, but had not presented any documents accrediting him.

The Committee further noted that the following States had not presented any documents concerning their representation at the Sixth Assembly:

Argentine Republic	Haiti
Bolivia	Honduras
Costa Rica	Peru
Guatemala	

*Election of the President.*

The votes of the delegations were taken by a secret ballot. 47 States voted. Mr. Dandurand (Canada) obtained 41 votes.

Mr. DANDURAND was accordingly declared President of the Sixth Assembly.

*Speech of the President:*

The PRESIDENT spoke as follows:

I have no illusions, Ladies and Gentlemen, as to the real meaning of your votes and of your applause. It is not my humble self but Canada that you desire to honour.

I have been deeply touched by the words, too kind indeed, which have been addressed to me by the statesman who is both President of the Council of the League of Nations and Prime Minister of France. As a descendant of the heroic Frenchmen who were the pioneers of civilisation throughout the North American continent, I am profoundly moved at being received in this Assembly by the representative of a country whose traditions and whose language have remained those of the racial group to which I belong.

Your act has clearly shown your friendship for the young nation that I represent. May I express my feelings of pride and gratitude? Canada will not be alone in appreciating your generosity and good-will. Her sister nations which are under the same Crown will feel justly proud.

We have only just appeared in international circles. You will understand that in our youth we are extremely glad that you have conferred so high a dignity upon us.

Our appearance in international life was hardly noticed. Our rapid development was recognized by our signature to the Treaty of Versailles. Our political status perhaps was received abroad with some surprise and possibly yet is not generally understood. History had never hitherto shown an example of six countries, equal among themselves, having autonomous political institutions, and through their respective Governments advising one and the same King, in whose name they speak and act both at home and abroad.

Within the last five years, the League of Nations has made great progress; none can deny it. The most sceptical have been forced to admit that it has achieved results of far-reaching benefit for mankind.

Every year my distinguished predecessors have reviewed the work already accomplished, and have surveyed the ground still to be covered. At the close of the last session, M. Motta, the honoured President of the Assembly, gave an account of the "sublime endeavour... to substitute the moral force of right for the material force of arms".

It was in order to bring about the reign of justice that the scheme for mutual assistance and the Protocol for the peaceful

pacifique des différends internationaux. C'est pour instaurer l'ordre par la justice que fut envisagé le problème de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement. C'est pour que triomphe l'idéal de solidarité, de modération et de douceur que, de nouveau, nous voici réunis dans l'hospitalière république helvétique.

Le spectacle des délégués, venus chaque année des quatre coins du monde, n'offre-t-il pas, dans sa régularité, quelque chose d'exceptionnel et de rassurant ? Ne marque-t-il pas une orientation nouvelle des intelligences et des cœurs ?

J'ai la certitude que, de la collaboration éclairée des politiques, des juristes et des techniciens, groupés dans une atmosphère de dévouement au bien de l'humanité, sortira l'œuvre de justice et de paix. Sans doute, connaissons-nous des hésitations, des traverses et des mécomptes. Mais, ces tâtonnements et ces déceptions, inhérents à tout travail de reconstruction, ne pourront que stimuler notre zèle, et fortifier nos énergies. L'effort et l'expérience du passé nous donnent la foi dans le succès et l'efficacité des délibérations à venir.

#### Death of M. Viviani.

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée qu'il vient d'arriver un télégramme annonçant la mort de M. Viviani, ancien Président du Conseil des Ministres de la République Française, qui représenta maintes fois son Gouvernement, avec un talent et une autorité dont chacun se souvient, tant à l'Assemblée qu'au Conseil de la Société.

Il convient de rappeler avec quel dévouement M. Viviani présida la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements.

Son nom demeurera attaché à l'œuvre entreprise par la Société. Le Président est certain de se faire l'interprète de tous en exprimant à la délégation française sa douloureuse sympathie pour cette déplorable perte.

M. PAINLEVÉ remercie le Président de son témoignage de sympathie.

La séance est suspendue pendant quelques instants en signe de deuil.

#### NOMINATION DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

La nomination et la composition de la Commission de l'ordre du jour figurent sous un chapitre séparé (voir plus loin).

#### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée adopte en bloc les articles 1 à 22 de l'ordre du jour.

Elle approuve successivement les trois articles supplémentaires soumis conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur de l'Assemblée.

Elle renvoie à la Commission de l'ordre du jour, en la chargeant de présenter un rapport à ce sujet, les articles ci-après, proposés par le Conseil au cours de sa session actuelle :

1. Protection des Femmes et des Enfants dans le Proche-Orient.
2. Opium: Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium.
3. Union internationale de Secours: Rapport du Comité préparatoire et projet de statuts de l'Union.

#### RÉPARTITION DES DIFFÉRENTS ARTICLES DE L'ORDRE DU JOUR ENTRE LES DIVERSES COMMISSIONS DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide de répartir comme suit, entre ses six Commissions, les divers articles de l'ordre du jour :

*Première Commission:* Questions juridiques et constitutionnelles:

N° 7. Article 16 du Pacte.

N° 8. Proposition présentée à la cinquième Assemblée par la délégation des Pays-Bas. (Réponses du Comité spécial de juristes nommé par le Conseil.)

N° 23. Création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour de Justice internationale.

settlement of international disputes were conceived and studied. It was in order to establish peace through justice that the study of the problem of arbitration, security and disarmament was undertaken. It is in order to bring about the triumph of the ideal of brotherhood, moderation and goodwill that we are once more met in this hospitable Helvetian republic.

Is it not an excellent and most reassuring sight to see delegates coming regularly every year from the four corners of the earth ? Does it not show that both our minds and our hearts are being directed into new channels ?

I am convinced that the enlightened collaboration of statesmen and of legal and technical experts, gathered together in this atmosphere of devotion to the well-being of humanity, will contribute to the establishment of peace founded on justice.

We shall doubtless experience hesitations, difficulties, misunderstandings. But these difficulties, these disappointments, which are inevitable in any work of reconstruction, will only stimulate our zeal and increase our energy. The endeavours and the experience of the past give us faith in the successful issue of our future deliberations.

#### Death of M. Viviani.

The PRÉSIDENT said a telegram had just arrived announcing the death of M. Viviani, former President of the Council of Ministers of the French Republic, who on numerous occasions had represented his Government with unusual ability both at the Assembly and on the Council of the League of Nations.

It was fitting to recall with what devotion M. Viviani presided over the deliberations of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments.

His name would long be remembered in connection with the work of the League. He was sure that he interpreted the feelings of the Assembly in expressing to the French delegation his deepest sympathy in their great loss.

M. PAINLEVÉ thanked the President for his tribute and his sympathy.

The Assembly, as a token of respect, adjourned for a short time.

#### APPOINTMENT OF AGENDA COMMITTEE.

The appointment and constitution of the Agenda Committee is reported under a separate head (see below).

#### ADOPTION OF THE AGENDA.

The Assembly adopted *en bloc* items 1 to 22 of the Agenda.

It approved *seriatim* the three supplementary items circulated in accordance with Rule 3, paragraph 3, of the Rules of Procedure of the Assembly.

It referred to the Agenda Committee for report the following items recommended by the Council during its present session:

1. Protection of Women and Children in the Near East.
2. Opium: Commission of Enquiry in certain Opium-Producing Countries.
3. International Relief Union: Report of the Preparatory Committee and Draft Statute of the Union.

#### DISTRIBUTION OF THE ITEMS OF THE AGENDA BETWEEN THE COMMITTEES OF THE ASSEMBLY.

The Assembly decided that the items on the Agenda should be distributed between six committees of the Assembly as follows:

*First Committee:* Legal and constitutional questions:

Item 7. Article 16 of the Covenant.

Item 8. Proposal by the Netherlands Delegation to the Fifth Assembly (Replies of the special Committee of Jurists appointed by the Council).

Item 23. Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice.

*Deuxième Commission : Organisations techniques :*

- N° 10. Enseignement destiné à propager parmi la jeunesse de tous les pays l'idéal de paix mondiale.  
 N° 11. Enseignement à donner dans les universités et les écoles sur les buts poursuivis par la Société.  
 N° 14. Rapport sur les travaux de l'Organisation économique et financière.  
 N° 15. Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit.  
 N° 16. Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène.  
 N° 19. Rapport sur les travaux de la Commission de coopération intellectuelle.

*Troisième Commission : Réduction des armements.*

L'Assemblée réserve sa décision sur le N° 13 (Arbitrage, sécurité et réduction des armements) jusqu'à la clôture de la discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil.

*Quatrième Commission : Budget et questions financières.*

- N° 12. Répartition des dépenses de la Société.  
 N° 20. Construction d'une salle de conférences.  
 N° 21. Budget de 1926:  
     Vérification des comptes pour le sixième exercice financier (1924).  
     Rapports de la Commission de contrôle.  
 N° 25. Caisse de prévoyance du personnel.

*Cinquième Commission : Questions sociales et générales.*

- N° 9. Coopération municipale internationale.  
 N° 17. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium.  
 N° 18. Rapport sur les travaux de la Commission consultative de la Traite des Femmes et de la Protection de l'Enfance.

*Sixième Commission : Questions politiques.*

- N° 24. Esclavage.

*Réunion des Commissions de l'Assemblée.*

Il est décidé que les six Commissions de l'Assemblée se réuniront dans la matinée du mardi 8 septembre, pour élire leurs présidents, aux heures suivantes :

Première Commission :	10 heures.
Deuxième	» 10 h. 20.
Troisième	» 10 h. 40.
Quatrième	» 11 heures.
Cinquième	» 11 h. 20.
Sixième	» 11 h. 40.

## IV. COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

(Règlement intérieur de l'Assemblée, Art. 4, par. 4.)

La Commission de l'ordre du jour, chargée d'étudier les questions à porter à l'ordre du jour de l'Assemblée au cours de sa session, a été nommée, à la séance du 7 septembre après-midi.

Elle est composée de :

- Sir Joseph COOK (Australie).  
 M. KALFOFF (Bulgarie).  
 M. BELLO-CODESIDO (Chili).  
 M. Herluf ZAHLE (Danemark).  
 M. IDMAN (Finlande).  
 M. SKRZYNSKI (Pologne).  
 M. Prabha KARAVONGS (Siam).

Elle tiendra sa première réunion mercredi, 9 septembre, à 10 h. du matin, au bureau du Directeur de la Section juridique, à la salle de la Réformation, chambre n° 18 (derrière le bureau de l'Assemblée).

Son ordre du jour comporte :

- a) L'élection de son président ;  
 b) L'examen de diverses questions à elle renvoyées par l'Assemblée.

*Second Committee : Technical Organisations :*

- Item 10. Education of the youth of all countries in the ideals of world peace.  
 Item 11. Instruction in universities and schools regarding the aims of the League.  
 Item 14. Report on the work of the Economic and Financial Organisation.  
 Item 15. Report on the Work of the Organisation for Communications and Transit.  
 Item 16. Report on the work of the Health Organisation.  
 Item 19. Report on the work of the Committee on Intellectual Co-operation.

*Third Committee : Reduction of Armaments :*

The Assembly reserved its decision concerning Item 13 (arbitration, security and reduction of armaments) pending the conclusion of its discussion of the report on the work of the Council.

*Fourth Committee : Budget and Financial Questions :*

- Item 12. Allocation of the expenses of the League.  
 Item 20. Erection of a conference hall.  
 Item 21. Budget for 1926:  
     Audit of accounts for the sixth financial period (1924).  
     Reports of the Supervisory Commission.  
 Item 25. Staff Provident Fund.

*Fifth Committee : Social and General Questions :*

- Item 9. International Municipal Co-operation.  
 Item 17. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Opium.  
 Item 18. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Protection of Children.

*Sixth Committee : Political Questions :*

- Item 24. Slavery.

*Meeting of the Assembly Committees.*

It was decided that the six committees of the Assembly should meet as follows on the morning of Tuesday, September 8th, in order to elect their Chairmen :

First Committee	10 a.m.
Second	» 10.20 a.m.
Third	» 10.40 a.m.
Fourth	» 11 a.m.
Fifth	» 11.20 a.m.
Sixth	» 11.40 a.m.

## IV. AGENDA COMMITTEE.

(Rules of Procedure of the Assembly, Art. 4, Para. 4.)

The Agenda Committee, for the examination of questions to be placed on the agenda of the Assembly during its session, was appointed yesterday afternoon.

It was constituted as follows :

- Sir Joseph COOK (Australia).  
 M. KALFOFF (Bulgaria).  
 M. BELLO-CODESIDO (Chile).  
 M. HERLUF ZAHLE (Denmark).  
 M. IDMAN (Finland).  
 M. SKRZYNSKI (Poland).  
 M. Prabha KARAVONGS (Siam).

(It will hold its first meeting on Wednesday, September 9th, at 10 a.m., in the office of the Director of the Legal Section, at the Salle de la Réformation, Room 18 (behind the President's Chair).

Its agenda will include :

- (a) Election of its Chairman ;  
 (b) Examination of various questions referred to it by the Assembly.



V. LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS. — LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

*Note:* Les délégations sont invitées à faire parvenir toutes corrections ou additions désirables à apporter à cette liste provisoire à M. Palmer, chambre 290, à la villa Beau-Regard (Secrétariat).

*Note:* The Delegations are requested to send any corrections or additions which may be necessary to this provisional list to Mr. Palmer, Room 290, at the Villa Beau-Regard (Secretariat).

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

- Afrique du Sud:* Mr. Charles Isaac Pienaar.  
*Albanie:*  
*Australie:* Le Très Honorable Sir Joseph Cook, P.C., G.C.M.G.  
*Autriche:*  
*Belgique:*  
*Bésil:* Son Excellence M. Raul Fernandes.  
*Empire Britannique:* Sir Cecil James Barrington Hurst, K.C.B., K.C.M.G., K.C.  
*Bulgarie:* M. Poménow.  
*Canada:* L'Honorable Hewitt Bostock, M.A. — Suppléant: M. Jean Désy, L.L.L.  
*Chili:* Son Excellence M. Emilio Bello-Codesido. — Son Excellence M. Eliodoro Yanez.  
*Chine:*  
*Colombie:* Son Excellence le Docteur Francisco José Urrutia. — Suppléant: M. Alfredo Michelsen.  
*Cuba:* Le Docteur J. M. Cortina. — Suppléant: Le Docteur M. A. Campa.  
*Danemark:*  
*République Dominicaine:*  
*Espagne:*  
*Estonie:* M. Ado Anderkopp. — Suppléant: Son Excellence M. Auguste Rei.  
*Ethiopie:*  
*Finlande:* Son Excellence M. Rafael Waldemar Erich.  
*France:* MM. Briand, Loucheur, Plaisant et Cassin.  
*Grèce:* Son Excellence M. Constantin Rentis, ou Son Excellence M. Alexandre Carapanos. — Suppléant: M. Jean Papa.  
*Guatemala:*  
*Haïti:*  
*Hongrie:*  
*Inde:* Sir Edward Maynard des Champs Chamier, K.C.I.E.  
*Etat libre d'Irlande:* Mr. Kevin O'Higgins.  
*Italie:* L'Honorable Vittorio Scialoja. — Suppléants: le Comte Antonio Cippico. — M. Giovanni Ciruolo.  
*Japon:* Son Excellence M. Mineitcuro Adatci. — Suppléant: M. Y. Sugimura.  
*Lettonie:* Son Excellence M. Fridrichs Vesmans.  
*Libéria:* M. Nicolas Ooms.  
*Lithuanie:* Son Excellence le Docteur Dovas Zaunius. — Suppléant: Son Excellence M. Erneste Galvanauskas.  
*Luxembourg:*  
*Nicaragua:* Le Docteur A. Sottile.  
*Norvège:* Le Docteur Mikael H. Lie.  
*Nouvelle-Zélande:* L'Honorable Sir James Allen.  
*Panama:* Son Excellence M. Narciso Garay.  
*Paraguay:* Le Docteur Ramon V. Caballero.  
*Pays-Bas:*  
*Perse:* Son Altesse le Prince Mirza-Riza Khan Arfa-ed-Dovleh. — Suppléant: M. Abol-Hassan Khan Hekime.  
*Pologne:*  
*Portugal:* Son Excellence le Docteur Alfonso Augusto Costa, ou Son Excellence le Docteur Antonio Maria Bartholomeu Ferreira. — Suppléant: M. Afonso Costa (fils).  
*Roumanie:* Son Excellence M. Nicolas Titulesco. — Suppléant: M. Mircea Djuvara.  
*Salvador:* Son Excellence le Docteur J. Gustavo Guerrero.  
*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:* Son Excellence le Docteur Lazar Markovitch. — Suppléant: Le Docteur Milorad Straznicki.  
*Siam:* Son Altesse le prince Vipulya Svastivongs. — Suppléants: Luang Sri Visarnvaja et Nai Boon Leur Tiran.  
*Suède:* M. Jonas Eliel Lœfgren. — Suppléants: M. A. E. M. Sjöborg et M<sup>me</sup> Anna Bugge-Wicksell.  
*Suisse:*

*Tchécoslovaquie:* Son Excellence le Docteur Stephen Osusky. — Suppléant: Le Docteur Jan Kremer.

*Uruguay:*

*Venezuela:* Son Excellence le Docteur Diogenes Escalante. — Suppléant: Son Excellence M. César Zumetta.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

- Afrique du Sud:* Mr. Charles Isaac Pienaar.  
*Albanie:*  
*Australie:* L'Honorable George Swinburne, M. Inst., C.E., M.I.E.E. — Suppléant: Mrs. R. R. S. MacKinnon, O.B.E.  
*Autriche:*  
*Belgique:*  
*Bésil:* M. E. F. de Montarroyos.  
*Empire Britannique:* Mr. Arthur Michael Samuel, M.P., or the Duchess of Atholl.  
*Bulgarie:* M. Madjaroff. — Suppléant: M. Mikoff.  
*Canada:* L'Honorable Philippe Roy, M.D. — Suppléant: Mr. Walter A. Riddell, M.A., Ph.D.  
*Chili:* M. Eliodoro Yanez. — Suppléant: M. Joaquin Edwards-Bello.  
*Chine:*  
*Colombie:* M. Francisco José Urrutia. — Suppléant: M. Alfredo Michelsen.  
*Cuba:* S. E. A. de Agüero y Bethancourt. — Suppléant: Dr. R. Portella.  
*Danemark:*  
*République Dominicaine:*  
*Espagne:*  
*Estonie:* M. Laidoner.  
*Ethiopie:*  
*Finlande:* M. Jaakko William Keto.  
*France:* M. L. Loucheur. — Suppléants: M. Nogaro, M. Marcel Plaisant.  
*Grèce:* M. Alexandre Carapanos. — Suppléant: M. Jean Papa.  
*Guatemala:*  
*Haïti:*  
*Hongrie:*  
*Inde:* Sir Atul Chandra Chatterjee, K.C.I.E. — Suppléant: M. P. J. Patrick.  
*Etat libre d'Irlande:* Mr. MacWhite.  
*Italie:* MM. Cippico, Ciruolo, Belloni, Lutrario, Parodi, Suvich.  
*Japon:* Le Vicomte K. Ishii. — Suppléants: M. Nagai and M. Y. Sugimura.  
*Lettonie:* M. Charles Duzmans.  
*Libéria:* M. Nicolas Ooms.  
*Lithuanie:* M. Ignace Jonynas. — Suppléant: M. Dovas Zaunius.  
*Luxembourg:*  
*Nicaragua:* M. A. Sottile.  
*Norvège:* M. Christian Fredrik Michelet.  
*Nouvelle-Zélande:* Sir James Allen. — Suppléant: Mr. C. Knowles.  
*Panama:* M. Narciso Garay.  
*Paraguay:* M. Ramon V. Caballero.  
*Pays-Bas:*  
*Perse:* M. Edmond Privat.  
*Pologne:*  
*Portugal:* S. E. le général Alfredo Freire d'Andrade, ou Docteur Augusto de Vasconcellos. — Suppléant: Dr. Rodrigo Rodrigues.  
*Roumanie:* M. Sextil Puscariu. — Suppléant: M. Contzesco.  
*Salvador:* Docteur J. Gustavo Guerrero.  
*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:* M. Ranislav Avramovitch. — Suppléant: M. Borivoyé Djouritch.  
*Siam:* S. E. Phya Prabha Karavongs. — Suppléants: Luang Vichitr Vadamkarn et Mr. David Mason.  
*Suède:* M. A. F. Vennersten. — Suppléant: M. T. M. Höjer.  
*Suisse:*  
*Tchécoslovaquie:* S. E. le Docteur Ferdinand Veverka. — Suppléant: M. Jan Dvoracek.  
*Uruguay:*  
*Venezuela:* S. E. M. César Zumetta. — Suppléant: M. S. Gonzalez Rincones.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

*Afrique du Sud*: M. J. S. Smit.  
*Albanie*:  
*Australie*: Senator Brigadier-General Drake-Brockman, C.B. C.M.G., D.S.O., V.D., M.P.  
*Belgique*:  
*Brésil*: E.M. F. de Castello-Branco Clark. — Suppléants: Amiral Souza e Silva et M. de Carvalho.  
*Bulgarie*: M. Kalfoff. — Suppléant: M. Pomenov.  
*Empire Britannique*: Mr. Chamberlain or Sir George Dixon Grahame, G.C.V.O., K.C.M.G.  
*Canada*: Senator Hew. H. Bostock. — Suppléant: Dr W. A. Riddell.  
*Chili*: S.E. Enrique Villegas. — Suppléants: Général Dartnell et Vice-Amiral Langlois.  
*Chine*:  
*Colombie*: M. Urrutia. — Suppléant: M. Michelsen.  
*Cuba*: S. E. le Dr Zeydan. — Suppléant: M. Goicoechea.  
*Danemark*:  
*République Dominicaine*:  
*Espagne*:  
*Esthonie*: Général Laidoner. — Suppléant: M. Anderkopp.  
*Ethiopie*:  
*Finlande*: Son Excellence M. Holsti.  
*France*: MM. Paul-Boncour, de Jouvenel. — Suppléants: MM. Jouhaux et M. Cassin.  
*Grèce*: Son Excellence M. Rentis. — Suppléant: Son Excellence M. Carapanos.  
*Guatemala*:  
*Haïti*:  
*Hongrie*:  
*Inde*: Viscount Willingdon, G.C.S.I., G.C.I.E., G.B.E. — Suppléants: Sir E. M. de Champs Chamier, K.C.I.E.  
*Etat libre d'Irlande*: Mr. Desmond Fitzgerald.  
*Italie*: M. Coppala. — Suppléant: M. le Général de Marinis.  
*Japon*: M. Matsuda. — Suppléant: M. Kawai.  
*Lettonie*: Son Excellence M. Schumans.  
*Libéria*: Son Excellence Baron Lehmann.  
*Lithuanie*: M. Galvanauskas. — Suppléant: M. Zaunius.  
*Luxembourg*:  
*Nicaragua*: Dr A. Sottile.  
*Norvège*: Dr Lange. — Suppléant: Dr Castberg.  
*Nouvelle-Zélande*: Sir James Allen.  
*Panama*: Son Excellence M. Garay.  
*Paraguay*: Dr Caballero.  
*Pays-Bas*:  
*Perse*: S. A. Arfa-od-Dovleh. — Suppléant: Dr Privat.  
*Pologne*:  
*Portugal*: Son Excellence Dr de Vasconcellos. — Suppléant: Général Freire d'Andrade.  
*Roumanie*: M. Djuvara. — Suppléant: M. Contzesco.  
*Salvador*: Dr Guerrero.  
*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*: Son Excellence Dr Nintchitch. — Suppléant: Dr Markovitch.  
*Siam*: S. A. le Prince Vipulya Svastivongs. — Suppléants: Luang ri Visarnvaga et Nai Boon Luer Tiran.  
*Suède*: Son Excellence M. Unden. — Suppléant: Dr Hojer et M. Engberg.  
*Suisse*:  
*Tchécoslovaquie*: Son Excellence Dr Benès. — Suppléant: M. Kunzl-Jizersky.  
*Uruguay*:  
*Venezuela*: Son Excellence Dr Escalante. — Suppléant: M. Adriani.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

*Afrique du Sud*: Mr. Charles Isaac Pienaar.  
*Albanie*:  
*Australie*: L'Honorable George Swinburne, M. Inst., C.E., M.I.E.E.  
*Autriche*:  
*Belgique*:  
*Brésil*: Son Excellence M. Raul Fernandes. — Suppléant: M. J. A. Barboza Carneiro.  
*Empire Britannique*: Mr. Arthur Michael Samuel, M.P.  
*Bulgarie*: M. Danaïllow.  
*Canada*: L'Honorable Philippe Roy, M.D.  
*Chili*: Son Excellence M. Enrique Villegas. — Suppléant: Son Excellence M. Jorge Valdes-Mendeville.  
*Chine*:

*Colombie*: Son Excellence le Docteur Francisco José Urrutia. — Suppléant: M. Alfredo Michelsen.  
*Cuba*: Le Docteur Agüero y Bethancourt. — Suppléant: M. de Blanck.  
*Danemark*:  
*République Dominicaine*:  
*Espagne*:  
*Esthonie*: M. Ado Anderkopp.  
*Ethiopie*:  
*Finlande*: Son Excellence M. Carl Johan Alexis Enckell.  
*France*: M. Jean Réveillaud.  
*Grèce*: M. Vassili Dendramis.  
*Inde*: Sir Atul Chandra Chatterjee, K.C.I.E. — Suppléant: Mr. P. J. Patrick.  
*Etat libre d'Irlande*: Mr. MacWhite.  
*Italie*: L'Honorable Stefano Cavazzoni. — Suppléant: Professor Ernesto Belloni.  
*Japon*: Son Excellence M. Mineitciro Adatci. — Suppléant: M. Y. Sugimura.  
*Lettonie*: M. Charles Duzmans.  
*Libéria*: Son Excellence le Baron Rodolphe Auguste Lehmann.  
*Lithuanie*: Le Professeur Ignace Jonynas. — Suppléant: Son Excellence M. Erneste Galvanauskas.  
*Guatemala*:  
*Haïti*:  
*Hongrie*:  
*Luxembourg*: M. Charles Vermaire.  
*Nicaragua*: Le Docteur A. Sottile.  
*Norvège*: Son Excellence M. Otto Albert Blehr. — Suppléant: M. Esmarch.  
*Nouvelle-Zélande*: L'Honorable Sir James Allen. — Suppléant: M. J. D. Gray.  
*Panama*: Son Excellence M. Narciso Garay.  
*Paraguay*: Le Docteur Ramon V. Caballero.  
*Pays-Bas*:  
*Perse*: M. Abol-Hassan Khan Hekime.  
*Pologne*:  
*Portugal*: Son Excellence le Docteur Afonso Augusto Costa ou Son Excellence le Docteur Augusto Cesar de Vasconcellos. — Suppléant: M. Afonso Coata (fils).  
*Roumanie*: Son Excellence M. Nicolas Petresco Comnène. — Suppléant: M. M. Diano.  
*Salvador*: Son Excellence le Docteur J. Gustavo Guerrero.  
*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*: Son Excellence le Docteur Miloutine Yovanovitch. — Suppléant: M. Y. Krnjevitch.  
*Siam*: Son Excellence Phya Prabha Karavongs. — Suppléants: Luang Vichitr Vadakarn. — Mr. David Mason.  
*Suède*: M. A. F. Vennersten. — Suppléant: M. E. C. Boheman.  
*Suisse*:  
*Tchécoslovaquie*: Son Excellence le Docteur Stephen Osusky.  
*Uruguay*:  
*Venezuela*: Son Excellence M. César Zumeta. — Suppléant: Son Excellence le Docteur Diogenes Escalante.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

*Afrique du Sud*: Mr. J. S. Smit.  
*Albanie*: M. Lias Vrioni.  
*Australie*: Le très Honorable Sir Joseph Cook, P.C., G.C.M.G. — Suppléant: Mrs. R. R. S. MacKinnon, O.B.E.  
*Autriche*:  
*Belgique*:  
*Brésil*: M. A. Bandeira de Mello.  
*Empire Britannique*: Lord Cecil ou the Duchess of Atholl.  
*Bulgarie*: M. Madjaroff.  
*Canada*: Dr W. A. Riddell. — Suppléant: M. Philippe Roy.  
*Chili*: M. J. Caldes-Mendeville. — Suppléant: M. J. Edwards-Bello.  
*Chine*:  
*Colombie*: Le Docteur F. José Urrutia. — Suppléant: M. A. Michelsen.  
*Cuba*: Dr R. Zaydin. — Suppléant: M. R. de Lugo Vina.  
*Danemark*:  
*République Dominicaine*:  
*Espagne*:  
*Esthonie*: Son Excellence M. Auguste Rei. — Suppléant: M. Oskar Opik.  
*Finlande*: M. Valvanne.  
*France*: M. Pams. — Suppléant: M. Montigny.

*Grèce*: M. Jean Papa. — Suppléant: M. L. Maccas.  
*Guatemala*:  
*Haiti*:  
*Hongrie*:  
*Inde*: Le Général S. A. le Maharaja Dhiraj of Patiala. — Suppléant: Professor E. Rushbrook Williams, C.B.E.  
*Etat libre d'Irlande*: Mr. Joseph P. Walshe.  
*Italie*: M. F. Suvich. — Suppléants: Le Comte A. Cippico et M. G. Ciralo.  
*Japon*: M. M. Matsuda. — Suppléants: M. H. Kawai et M. Y. Sugimura.  
*Lettonie*: Son Excellence M. Fridrichs Wesmans.  
*Libéria*: Son Excellence le Baron Lehmann.  
*Lithuanie*: M. Dovas Zaunius. — Suppléant: Son Excellence M. Erneste Galvanauskas.  
*Luxembourg*:  
*Nicaragua*: D<sup>r</sup> Antoine Sottile.  
*Norvège*: Son Excellence M. Mowinckel. — Suppléant: M<sup>me</sup> Larsen Jahn.  
*Nouvelle-Zélande*: Sir James Allen. — Suppléant: Mr. C. Knowles.  
*Panama*: Son Excellence M. Garay.  
*Paraguay*: Le Docteur Ramon Caballero.  
*Pays-Bas*:  
*Perse*: Prince Arfa-od-Dovleh. — Suppléant: M. Hekime.  
*Pologne*:  
*Portugal*: D<sup>r</sup> Bartholomeu Ferreira ou D<sup>r</sup> Rodrigo Rodrigues. — Suppléant: M. Dios de Oliveira.  
*Roumanie*: M<sup>lle</sup> H. Vacaresco. — Suppléant: M. S. Puscariu.  
*Salvador*: Docteur J. Gustavo Guerrero.  
*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*: D<sup>r</sup> S. Raditch. — Suppléant: M. Ranislas Avramovitch.  
*Siam*: Son Excellence Phya Prabha Karavongs. — Suppléants: Luang Sri Visarnvaja et Luang Vicjitr Vadakarn.  
*Suède*: M<sup>me</sup> Bugge-Wicksell. — Suppléant: M. J. A. Engberg.  
*Suisse*:  
*Tchécoslovaquie*: Son Excellence le Docteur F. Veverka. — Suppléant: M. R. Kunzl-Jizersky.  
*Uruguay*:  
*Venezuela*: Son Excellence M. Parra-Perez. — Suppléant: M. A. Adriani.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

*Afrique du Sud*: Mr. J. S. Smit.  
*Albanie*: S. E. Djemil Dino.  
*Australie*: Senator Brigadier-General Drake-Brockman, C.B., C.M.G., D.S.O., M.P.  
*Autriche*:  
*Belgique*:  
*Bésil*: S. E. M. A. de Mello Franco et H. E. M. F. de Castello Branco Clark. — Suppléant: M. P. da Silveira.  
*Bulgarie*: M. Kalfoff. — Suppléant: M. Mikoff.  
*Empire Britannique*: Viscount Cecil of Chelwood, K.C.

*Canada*: Dr. W. A. Riddell. — Suppléant: M. Jean Désy.  
*Chili*: S. E. M. E. Bello-Codesido. — Suppléant: S. E. M. E. Vidlegas.  
*Chine*:  
*Colombie*: S. E. D<sup>r</sup> Urrutia. — Suppléant: M. Michelsen.  
*Cuba*: S. E. D<sup>r</sup> Cortina. — Suppléant: M. le D<sup>r</sup> de la Campa.  
*Danemark*:  
*République Dominicaine*:  
*Espagne*:  
*Estonie*: S. Em. Rei. — Suppléant: Général Laidoner.  
*Ethiopie*:  
*Finlande*: S. E. Enckell.  
*France*: M. de Jouvenel, M. Montigny et M. Louis Aubert.  
*Grèce*: S. E. M. C. Rentis et S. E. M. A. Carapanos. — Suppléant: S. E. M. Papa et M. Dendramis.  
*Guatemala*:  
*Haiti*:  
*Hongrie*:  
*Inde*: Viscount Willingdon, G.C.S.I., G.C.I.E., G.B.O., — Suppléant: S. A. le Général Maharajah Dhiraj de Patiala, G.C.S.I., G.C.I.E., G.C.V.O., G.B.E., A.D.C.  
*Etat libre d'Irlande*: M. D. O'Hegarty.  
*Italie*: S. E. M. Grandi. — Suppléants: M. le Comte Cippico, M. Bondonaro et M. le Marquis Medici del Vascello.  
*Japon*: Viscount Ishii. — Suppléant: M. Nagai et M. Sugimura.  
*Lettonie*: S. E. M. Schumans.  
*Libéria*: M. Ooms.  
*Lithuanie*: S. E. M. Galvanauskas. — Suppléant: M. le Professeur Jonynas.  
*Luxembourg*:  
*Nicaragua*: M. le D<sup>r</sup> Sottile.  
*Norvège*: M. le D<sup>r</sup> Nansen.  
*Nouvelle-Zélande*: Sir James Allen. — Suppléant: M. G. D. Gray.  
*Panama*: S. E. M. Garay.  
*Paraguay*: M. le D<sup>r</sup> Caballero.  
*Pays-Bas*:  
*Perse*: S. A. Prince Arfa-od-Dovleh. — Suppléant: M. Hekime.  
*Pologne*:  
*Portugal*: S. A. le D<sup>r</sup> A. Costa ou M. le Général Freire d'Andrade. — Suppléant: M. Gomes de Almendra.  
*Roumanie*: S. E. M. Comnène. — Suppléant: M. Djuvara.  
*Salvador*: M. le D<sup>r</sup> Guerrero.  
*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*: S. E. le D<sup>r</sup> Yovanovitch. — Suppléant: M. le D<sup>r</sup> Straznicki.  
*Siam*: S. A. le Prince Vipulya Svastivongs. — Suppléant: Luang Vichitr Vadakarn et Nai Boon Luer Tiran.  
*Suède*: M. le D<sup>r</sup> Hojer. — Suppléant: M. Sjöborg et M<sup>me</sup> Bugge-Wicksell.  
*Suisse*:  
*Tchécoslovaquie*: S. E. le D<sup>r</sup> Benes. — Suppléant: S. E. le D<sup>r</sup> Veverka.  
*Uruguay*:  
*Venezuela*: S. E. M. Parra-Perez. — Suppléant: M. Adriani.

VI. ORDRE DU JOUR DE LA SIXIÈME ASSEMBLÉE

ARTICLES ADDITIONNELS PROPOSÉS PAR LE CONSEIL EN VUE DE LEUR INSCRIPTION.

Au cours de sa présente session, le Conseil a adopté des résolutions tendant à faire ajouter les articles suivants à l'ordre du jour de l'Assemblée:

1. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient. (A.32.1925.IV.)
2. Opium: Commission d'enquête en certains pays producteurs de l'opium: Résolution adoptée par la deuxième Conférence de l'opium. (A.28.1925.XI.) (A.34.1925.XI.)
3. Union internationale de secours: Rapport de la Commission préparatoire et projet de statuts de l'Union. (A.20.1925.II.) (A.33.1925.II.)

Les rapports et les résolutions concernant ces questions ont été portés à la connaissance des membres de l'Assemblée.

VI. AGENDA OF THE SIXTH ASSEMBLY.

ADDITIONAL ITEMS PROPOSED BY THE COUNCIL FOR INCLUSION

The Council, during its present session, has adopted resolutions recommending that the following items should be added to the Agenda of the Assembly:

- (1) Protection of Women and Children in the Near East. (A.32.1925.IV.)
- (2) Opium: Commission of Enquiry in certain Opium-producing Countries: Resolution adopted by the Second Opium Conference. (A.28.1925.XI.) (A.34.1925.XI.)
- (3) International Relief Union: Report of the Preparatory Committee and Draft Statute of the Union. (A.20.1925.II.) (A.33.1925.II.)

The reports and resolutions relating to these subjects are being circulated to the Assembly.

VII. TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL

7 septembre 1925.

C'est avec le plus vif plaisir que j'adresse à la sixième Assemblée de la Société mes félicitations à l'occasion de l'inauguration de ses travaux, qui, comme nous l'espérons tous, seront des plus utiles pour la paix et pour la coopération entre toutes les nations du monde, sans distinction de races ou de continent. Les grands services déjà rendus par la Société en vue des véritables intérêts de l'humanité nous permettent d'espérer des résultats encore meilleurs de la nouvelle session qui commence aujourd'hui. Si les problèmes politiques de l'Europe sont différents et complexes et doivent être résolus selon les conditions locales et par ceux qui ont compétence pour le faire, il n'y a certainement pas là une raison pour que le continent américain s'abstienne de participer à la grande tâche de coopération en vue de l'entente générale, grâce à l'application, selon de nouveaux principes, de la justice internationale, grâce à l'élargissement graduel et aussi étendu que possible de l'arbitrage, et, enfin, à la proscription, comme criminelle, de la guerre d'agression. La convergence des efforts du monde entier dans cette direction, par une action commune ou parallèle, tenant compte des réalités, est l'un des plus grands espoirs que se forme aujourd'hui l'humanité civilisée. Et tant que la Société des Nations se fera l'interprète de cette aspiration de toute l'humanité, elle apparaîtra comme étant d'une grande utilité et comme justifiant tous les vœux pour le succès de son œuvre. C'est dans ce sens, comme je l'ai fait précédemment, que je tiens à dire combien l'opinion publique du Brésil a entière confiance dans l'idéal de la Société et dans le développement du programme si utile qu'elle s'est tracé. L'Amérique latine, qui professe la plus haute considération pour les buts que se propose la Société, a été en mesure, entre la cinquième et la sixième Assemblées, d'apporter d'elle-même une solution à de très nombreux et importants problèmes internationaux toujours selon les meilleures méthodes de procédure, et en suivant rigoureusement la voie de la paix et de l'entente. Un tel exemple nous donne le droit positif, et peut-être aussi la légitime autorité, de saluer et de glorifier l'œuvre qui va être accomplie à Genève. Nous serons très reconnaissants à Votre Excellence de vouloir bien, si possible, transmettre cette expression des sentiments cordiaux de notre Ministère des Affaires étrangères aux délégations de toutes les nations représentées à la sixième Assemblée. — Félix PACHECO, *Ministre des Affaires étrangères du Brésil.*

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

A Son Excellence Monsieur Félix Pacheco, Ministre des Affaires étrangères, Rio-de-Janeiro.

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous exprimer ma vive appréciation de votre télégramme, dont j'ai immédiatement ordonné la publication dans le *Journal de l'Assemblée*, à l'adresse de toutes les délégations. — DANDURAND, *Président de la sixième Assemblée.*

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE DE L'ASSEMBLÉE LE 7 SEPTEMBRE 1925

- Liste provisoire des Délégués et Membres des délégations. Guide officiel.
- Procès-verbal provisoire de la première séance.
- Discours de M. Painlevé, Président du Conseil de la Société des Nations, à l'ouverture de la sixième Assemblée.
- Rapport du Directeur du Bureau international du Travail sur la septième session de la Conférence internationale du Travail.
- C. 400.M. 147. Question de la frontière entre la Turquie et l'Irak.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES

L'Assemblée générale de l'Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations aura lieu le jeudi 10 septembre, après midi à 2 h. 30, à l'Hôtel Victoria si l'Assemblée tient une séance, et dans le cas contraire, au Secrétariat de la Société des Nations.

VII. TELEGRAM FROM THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF BRAZIL.

September 7th, 1925.

It is with great pleasure that I congratulate the Sixth Assembly of the League on the inauguration of its work, which we all hope will be most useful to peace and to co-operation among the nations of the world without any discrimination either of race or of continent. The great services already done by the League to the real interests of humanity allow us to hope for still better results from the new meeting which begins to-day. The difference and the complexity of European political problems, which must be solved under local and technical conditions, are no reason for the American continent to refrain from participating in the great work of co-operation for a general understanding in accord with the new principles of applying international justice as a result of the gradual extension of arbitration, with the proscription as criminal of aggressive war. The convergency of the efforts of all the world in this direction, working either jointly or parallel with one another, is one of the greatest hopes of human civilisation to-day. Inasmuch as the League of Nations interprets this aspiration of all humanity I find it opportune and right to send all good wishes for the results of its work. I thus proclaim, as I have done before, that Brazilian opinion has entire confidence in the ideals of the League and in the development of its useful programme. Latin America, which has the greatest respect for the aims of the League, has solved by itself between the Fifth and the Sixth Assemblies very many important international problems, always in accordance with the best systematic practice and always in the way of peace and good understanding. Such an example gives us a positive right and perhaps also a legitimate authority to applaud and to emphasise the work which will be done now at Geneva. Your Excellency will be kind enough to transmit if possible the cordial sentiments of this Foreign Office to the delegations of all the nations represented in the Sixth Assembly. — Felix PACHECO, *Minister for Foreign Affairs of Brazil.*

REPLY OF THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY

His Excellency Senhor Felix Pacheco, Minister of Foreign Affairs, Rio de Janeiro. — I have the honour to acknowledge with warm appreciation the receipt of your telegram, which I am causing immediately to be published in the *Assembly Journal* for the information of all delegations. — DANDURAND, *President of the Sixth Assembly.*

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 7th, 1925

- Provisional List of Delegates. Official Guide.
- Provisional Verbatim Record: First Meeting.
- Speech by M. Painlevé, President of the Council of the League of Nations, at the opening of the Sixth Assembly.
- Report of the Director of the International Labour Office on the seventh session of the International Labour Conference.
- C. 400.M. 147. Question of the Frontier between Turkey and Iraq.

GENERAL ASSEMBLY OF THE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF JOURNALISTS

The General Assembly of the International Association of Journalists accredited to the League of Nations will meet on Thursday afternoon, September 10th, at 2.30 p.m. It will meet at the Hotel Victoria if the Assembly is sitting, and at the Secretariat of the League of Nations if the Assembly is not sitting.

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 3. — MERCREDI 9 SEPTEMBRE 1925.

No. 3. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 9th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	21
II. Troisième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	22
III. Première séance de la première Commission . . . . .	22
IV. Première séance de la deuxième Commission . . . . .	23
V. Première séance de la troisième Commission . . . . .	23
VI. Première séance de la quatrième Commission . . . . .	23
VII. Première séance de la cinquième Commission . . . . .	24
VIII. Première et deuxième séances de la sixième Commission . . . . .	24
IX. Rapport de la Commission de l'ordre du jour de la sixième Assemblée . . . . .	26
X. Secrétariat des commissions . . . . .	27
XI. Corrections et adjonctions à la liste des Membres des commissions . . . . .	27
XII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	28

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mercredi, 9 septembre) à 11 h. du matin dans la Salle de la Réformation.

#### *Ordre du jour:*

Rapport à la sixième Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	21
II. Third Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	22
III. First Meeting of the First Committee . . . . .	22
IV. First Meeting of the Second Committee . . . . .	23
V. First Meeting of the Third Committee . . . . .	23
VI. First Meeting of the Fourth Committee . . . . .	23
VII. First Meeting of the Fifth Committee . . . . .	24
VIII. First and Second Meetings of the Sixth Committee . . . . .	24
IX. Report of the Agenda Committee to the Sixth Assembly . . . . .	26
X. Secretariat Arrangements for the Committees . . . . .	27
XI. Corrections and Additions to the List of Members of Committees . . . . .	27
XII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . . . .	28

### I. PROGRAMME OF MEETINGS

#### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Wednesday, September 9th) at 11 a.m. in the Salle de la Réformation.

#### *Agenda:*

Report to the Sixth Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

*Bureau de l'Assemblée.*

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui (mercredi, 9 septembre) à 10 h. du matin dans la salle de la présidence, Salle de la Réformation.

*Commission de l'Ordre du Jour.*

La Commission de l'Ordre du Jour se réunira aujourd'hui (mercredi 9 septembre) à 10 h. 30 du matin, à la Salle de la Réformation (Salle 18).

*Sixième Commission: première sous-commission (Esclavage).*

La première sous-commission de la sixième Commission (Esclavage) se réunira aujourd'hui (mercredi 9 septembre) à 15 heures au bureau du Secrétariat (Salle E).

II. TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le mardi 8 septembre 1925, à midi.

*Election des présidents des Commissions.*

Le PRÉSIDENT proclame le résultat des élections:

- Première Commission:* M. SCIALOJA (Italie).
- Deuxième* » Le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).
- Troisième* » Dr NINTCHITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).
- Quatrième* » Dr Augusto COSTA (Portugal).
- Cinquième* » M. MOWINCKEL (Norvège).
- Sixième* » Dr GUERRERO (San-Salvador).

*Election des six vice-présidents de l'Assemblée.*

En conformité du paragraphe 1 de l'article 7 du Règlement intérieur de l'Assemblée, les six délégués suivants sont élus vice-présidents de l'Assemblée:

- Vicomte ISHII (Japon).
- M. BRIAND (France).
- M. ZUMETA (Venezuela).
- M. Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique).
- Prince ARFA-OD-DOVLEH (Perse).
- M. DUCA (Roumanie).

Le Bureau de l'Assemblée est constitué des six vice-présidents de l'Assemblée et des six présidents des Commissions.

*Programme des travaux.*

L'Assemblée décide de commencer à la séance plénière de ce matin la discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil. Les délégués sont invités à faire savoir au Président s'ils désirent prendre part à la discussion générale ou à la discussion d'un point quelconque du rapport.

III. PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier mardi, 8 septembre, sous la présidence de M. SCIALOJA (Italie).

Le PRÉSIDENT remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en le choisissant pour présider ces débats.

*Election du Vice-Président.*

Sur la proposition de M. COSTA (Portugal), la Commission élit par acclamation vice-président M. Raoul FERNANDES (Brésil).

*Publicité des débats.*

La Commission décide que, conformément aux précédents, ces séances seront publiques.

*Programme des travaux.*

A propos des numéros 3, 4 et 5 de son ordre du jour provisoire la Commission, considérant que certaines de ces questions pourraient éventuellement en être éliminées, décide, sur l'avis du Président, d'en ajourner la discussion.

*General Committee of the Assembly.*

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Wednesday, September 9th) at 10 a.m. in the Salle de la Réformation (Président's Room).

*Agenda Committee.*

The Agenda Committee will meet to-day (Wednesday, September 9th) at 10.30 a.m. at the Salle de la Réformation (Room 18).

*Sixth Committee: First Sub-Committee (Slavery).*

The First Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery) will meet to-day (Wednesday, September 9th) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

II. THIRD PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation at 12 noon on Tuesday, September 8th, 1925.

*Election of the Chairmen of Committees.*

The PRESIDENT announced the result of the elections:

- First Committee:* M. SCIALOJA (Italy).
- Second* » Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands).
- Third* » Dr. NINTCHITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).
- Fourth* » Dr. Augusto COSTA (Portugal).
- Fifth* » M. MOWINCKEL (Norway).
- Sixth* » Dr. GUERRERO (Salvador).

*Election of the Six Vice-Presidents of the Assembly.*

In conformity with Article 7, paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly, the following delegates were elected to be the six Vice-Presidents of the Assembly:

- Viscount ISHII (Japan)
- M. BRIAND (France).
- M. ZUMETA (Venezuela).
- Mr. Austen CHAMBERLAIN (British Empire)
- Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia).
- M. DUCA (Roumania).

These, together with the six Chairmen of Committees, form the Bureau of the Assembly.

*Programme of Work.*

The Assembly decided to begin the discussion of the Report on the Work of the Council at this morning's plenary meeting. Members were asked to inform the President whether they wished to take part in the general debate on the report or on any particular subject contained in it.

III. FIRST MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee met yesterday (Tuesday, September 8th) under the chairmanship of M. SCIALOJA (Italy).

The CHAIRMAN thanked the Committee for the honour which they had done in electing him as their Chairman.

*Election of Vice-Chairman.*

On the proposal of M. COSTA (Portugal), the Committee elected by acclamation M. Raoul FERNANDES (Brazil) Vice-Chairman.

*Publicity of Meetings.*

The Committee decided that in conformity with precedent its meetings should be held in public.

*Programme of Work.*

In regard to Items 3, 4, and 5 of the provisional agenda, the Committee, considering that certain of these questions might possibly be withdrawn, decided, on the proposal of the Chairman, to adjourn the discussion.

#### IV. PREMIÈRE SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa première séance hier mardi 8 septembre, sous la présidence de M. le Jonkheer van EYSINGA (Pays-Bas).

Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de l'honneur qu'ils ont fait à son pays en l'appelant à la présidence.

##### *Publicité des séances.*

La Commission décide de tenir ses séances en public.

##### *Election du Vice-Président.*

Sur la proposition de M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), appuyée par de nombreux délégués, M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) est élu vice-président par acclamations.

##### *Ordre du jour.*

Le PRÉSIDENT fait ressortir que l'ordre du jour de la deuxième Commission est très chargé et qu'il importe en conséquence de sérier les questions, de manière à ne pas retarder les travaux de l'Assemblée.

La Commission décide de commencer à la prochaine séance par l'examen de la question de la reconstitution financière de la Hongrie. Pour le surplus, la Commission confie à son Bureau le soin de déterminer l'ordre dans lequel seront abordées les différentes questions qui lui sont soumises.

#### V. PREMIÈRE SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa première séance hier mardi, 8 septembre, sous la présidence de M. NINTCHITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

Le PRÉSIDENT a exprimé ses remerciements pour l'honneur que la Commission lui a fait en le portant à la présidence.

##### *Ordre du jour.*

Le PRÉSIDENT a rappelé que les travaux de la Commission dépendraient, selon la décision prise la veille par l'Assemblée, du résultat des débats à l'Assemblée.

##### *Election du Vice-Président.*

La Commission a élu M. DE BROUCKÈRE (Belgique) vice-président à l'unanimité.

##### *Publicité des débats.*

La Commission a décidé que, jusqu'à décision contraire, ses débats seraient publics.

#### VI. PREMIÈRE SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa première séance le mardi 8 septembre 1925, sous la présidence de M. COSTA (Portugal).

##### *Election du Vice-Président.*

Sur la proposition de M. ADATCI (Japon), appuyée par plusieurs délégations, la Commission élit par acclamation M. MACWHITE (Etat libre d'Irlande), à la vice-présidence.

##### *Création des Sous-Commissions.*

La Commission décide d'instituer les Sous-Commissions suivantes:

- a) Contributions arriérées;
- b) Construction d'une salle de conférences;
- c) Répartition des dépenses.

#### IV. FIRST MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 8th) under the chairmanship of M. Jonkheer van EYSINGA (Netherlands).

The CHAIRMAN thanked the members of the Committee for the honour which they had done his country in electing him Chairman.

##### *Publicity of Meetings.*

The Committee decided to hold its meetings in public.

##### *Election of Vice-Chairman.*

On the proposal of M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), supported by numerous delegates, M. VEVERKA (Czechoslovakia) was elected Vice-Chairman by acclamation.

##### *Agenda.*

The CHAIRMAN pointed out that the agenda of the Second Committee was very long and that consequently the questions ought to be taken in convenient order so that the work of the Assembly should not be delayed.

The Committee decided to begin at the next meeting its examination of the question of the financial reconstruction of Hungary.

Further, the Committee instructed its bureau to fix the order in which the various questions submitted to it should be discussed.

#### V. FIRST MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 8th) under the chairmanship of M. NINTCHITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).

The CHAIRMAN thanked the Committee for the honour which it had done him in electing him to the chair.

##### *Agenda.*

The CHAIRMAN pointed out that the work of the Committee would, in accordance with the decision taken by the Assembly on the previous day, depend on the issue of the discussions of the Assembly.

##### *Election of Vice-Chairman.*

The Committee unanimously elected M. DE BROUCKÈRE (Belgium) Vice-Chairman.

##### *Publicity of Meetings.*

The Committee decided that, subject to any subsequent decision to the contrary, its meetings would be held in public.

#### VI. FIRST MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its first meeting on Tuesday, September 8th, 1925, under the chairmanship of M. COSTA (Portugal).

##### *Election of Vice-Chairman.*

On the proposal of M. ADATCI (Japan), supported by several delegations, the Committee elected by acclamation Mr. MACWHITE (Irish Free State), Vice-Chairman.

##### *Appointment of Sub-Committees.*

The Committee decided to appoint the following Sub-Committees:

- (a) Contributions in Arrears;
- (b) Construction of a Conference Hall;
- (c) Allocation of Expenses.

*Approval of the Order of the Day.*

L'ordre du jour provisoire établi par le Secrétariat est adopté à la fois quant au fond et quant au rang que prendra chaque question dans la discussion.

*Limitation of the time accorded to each speaker.*

La Commission, sur la suggestion de M. LEHMANN (Libéria), charge son Bureau d'établir une proposition tendant à limiter la durée des discours.

*Publicity of the sittings.*

La Commission décide de tenir des séances publiques tout en se réservant la faculté de prononcer le huis clos lorsqu'elle le jugera nécessaire.

VII. PREMIÈRE SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa première séance hier mardi, 8 septembre 1925, sous la présidence de M. MOWINCKEL (Norvège).

*Election of the Vice-President.*

M. GARAY (Panama) a été élu à l'unanimité vice-président de la Commission.

*Publicity of the debates.*

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission décide, à l'unanimité, que ses séances seront publiques.

*Adoption of the Order of the Day.*

La Commission décide d'inscrire en tête de son ordre du jour le rapport sur les travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et de la protection de l'enfance, ainsi que les évaluations de dépenses nécessaires pour l'œuvre future de cette Commission. Elle décide également de fixer à une date ultérieure l'ordre dans lequel elle examinera les autres points de son ordre du jour.

*Designation of Rapporteurs.*

La Commission désigne, à l'unanimité, les délégués suivants comme rapporteurs des diverses questions inscrites à l'ordre du jour:

1. Traité des femmes et protection de l'enfance: M. SUGIMURA (Japon);
2. Questions de l'opium: M. VEVERKA (Tchécoslovaquie);
3. Coopération municipale internationale: M. ABRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

VIII. SIXIÈME COMMISSION  
PREMIÈRE ET DEUXIÈME SÉANCES.

La sixième Commission a tenu sa première séance hier mardi 8 septembre, à 11 h. 40, et a élu président M. GUERRERO (San-Salvador).

Au cours de sa deuxième séance, tenue hier à 15 heures, le PRÉSIDENT remercie ses collègues de cette marque d'honneur envers lui-même et son propre pays.

Le docteur NANSEN (Norvège) est élu vice-président.

*Slavery: Report of the Temporary Slavery Commission and Proposal of the British Government.*

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) expose que la Commission de l'esclavage a été saisie d'un rapport de tout premier ordre, qui marque une date dans l'histoire de l'esclavage. La question se pose aujourd'hui de savoir quelles méthodes doit adopter l'Assemblée pour régler cette question. Son Gouvernement, qui a examiné le rapport avec le plus grand soin, n'estime pas que les suggestions qui s'y trouvent doivent rester à l'état de simples suggestions. D'autre part, il paraît impossible d'incorporer dans un acte international (convention ou protocole) toutes les multiples propositions de détail présentées dans le rapport. Le Gouvernement britannique croit, toutefois, qu'il y a

*Approval of the Agenda.*

The provisional agenda drawn up by the Secretariat was adopted, both as regards the number and order of the items.

*Limitation of the Length of Speeches.*

The Committee, on the proposal of M. LEHMANN (Liberia), instructed its bureau to submit a proposal concerning the limitation of the length of speeches.

*Publicity of Meetings.*

The Committee decided to hold public meetings, reserving the right to sit in private when it thought necessary.

VII. FIRST MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its first meeting yesterday, Tuesday, September 8th, 1925, under the chairmanship of M. MOWINCKEL (Norway).

*Election of the Vice-Chairman.*

M. GARAY (Panama) was unanimously elected Vice-Chairman of the Committee.

*Publicity of Meetings.*

The Committee, on the proposal of the CHAIRMAN, unanimously decided that its meetings should be public.

*Adoption of the Agenda.*

The Committee decided that the first item to be considered would be the report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Protection of Children, including estimates of the appropriations necessary for the future work of the Committee. It further decided that the order in which the remaining item should be taken would be settled at a later date.

*Appointment of Rapporteurs.*

The Rapporteurs for the various items on the agenda were unanimously appointed as follows:

- (1) Traffic in women and protection of children: M. SUGIMURA (Japan);
- (2) Opium questions: M. VEVERKA (Czechoslovakia);
- (3) International Municipal Co-operation: M. ABRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).

VIII. SIXTH COMMITTEE  
FIRST AND SECOND MEETINGS

The Sixth Committee met for the first time on Tuesday, September 8th, at 11.40 a.m. and elected M. GUERRERO (Salvador) Chairman.

At the second meeting of the Committee held on September 8th, at 3 p.m., the CHAIRMAN thanked his colleagues for the honour they had done him and to his country.

Dr. NANSEN (Norway) was elected Vice-Chairman.

*Slavery: Report of the Temporary Slavery Commission and Proposal of the British Government.*

Viscount CECIL (British Empire) said that the Committee had before it a most valuable report which constituted a landmark in the history of slavery. The question now arose of the methods to be adopted by the Assembly in dealing with it. His Government, which had given very careful consideration to the report, did not think that the suggestions contained therein should be left as mere suggestions. On the other hand, it seemed impossible to put into an international document (Convention or Protocol) all the many detailed proposals made in the report. The British Government did, however, think that there were certain general



certaines principes généraux, susceptibles d'être utilement adoptés par toutes les nations civilisées comme un code minimum en matière d'esclavage, et désire soumettre à l'Assemblée le projet de résolution ci-après et un Protocole englobant ces principes généraux:

(Traduction provisoire).

L'Assemblée,

- Ayant examiné le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage;

• Considérant que les signataires de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles de 1889-90 se sont déclarés également animés de la ferme intention de mettre fin au trafic des esclaves en Afrique;

• Considérant que les signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye de 1919, ayant pour objet la révision de l'Acte général de Berlin de 1885 et de la Déclaration de Bruxelles de 1890, ont affirmé leur intention de réaliser la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes et de la traite des esclaves par terre et par mer;

- Désireuse de compléter et de développer l'œuvre réalisée grâce à l'Acte de Bruxelles et de trouver moyen de donner effet pratique dans le monde entier aux intentions exprimées, en ce qui concerne la traite des esclaves et l'esclavage, par les signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye;

Jugeant en outre désirable de réglementer le recours au travail de façon à empêcher qu'il ne donne naissance à un état de choses analogue à l'esclavage;

Décide d'ouvrir immédiatement le Protocole ci-joint à la signature de tous les Etats, et exprime le désir que le plus grand nombre possible d'Etats puissent y adhérer aussitôt que possible;

L'Assemblée invite, en outre, le Conseil à examiner s'il serait possible de prendre d'autres mesures pratiques à l'effet d'atteindre le but visé par le Protocole ci-joint, et à présenter un rapport à la septième Assemblée. Un relevé des signatures et ratifications du Protocole ci-joint figurera à l'ordre du jour de cette Assemblée.

#### PROTOCOLE.

##### Article premier.

Au sens du présent Protocole, la traite des esclaves et l'esclavage sont définis comme suit:

La traite des esclaves consiste dans la capture ou l'achat de personnes en vue de les vendre ou de les échanger comme esclaves; dans la vente de personnes acquises dans ce dessein par capture, achat ou échange, ainsi que les opérations de transport qu'entraîne ce trafic.

L'esclavage est le statut dans lequel une personne exerce un droit de propriété sur une autre personne.

##### Article 2.

Les Etats signataires devront:

- a) Supprimer la traite des esclaves sous toutes ses formes;
- b) Prendre des mesures en vue de l'émancipation future de tous les esclaves dans leurs territoires respectifs, ainsi que de la disparition de l'esclavage domestique et autre, dans un délai aussi bref que le permettront les conditions sociales.

##### Article 3.

Les Etats signataires, reconnaissant les graves inconvénients qui peuvent résulter du recours au travail forcé, sauf pour des services publics essentiels, s'engagent, lorsqu'il sera nécessaire pour des raisons sociales de tolérer le recours au travail forcé, à prendre toutes les précautions indispensables, notamment lorsque les travailleurs appartiendront à des races arriérées, pour empêcher que ce genre de travail ne donne naissance à un état de choses analogue à l'esclavage.

##### Article 4.

Les Etats signataires s'engagent à introduire une législation, s'il n'en existe pas déjà, soumettant à des pénalités efficaces les personnes relevant de leur juridiction qui réduiront une personne quelconque à l'état d'esclavage ou se livreront à la traite des esclaves.

principles which might be adopted usefully by all civilised nations as a minimum code in the matter of slavery, and wished to lay before the Assembly the following draft resolution and Protocol containing these general principles:

The Assembly,

Having considered the report of the Temporary Committee on Slavery;

Whereas the signatories of the General Act of the Brussels Conference of 1889-90 declared that they were equally animated by the firm intention of putting an end to the traffic in African slaves; and

Whereas the signatories of the Convention of Saint Germain-en-Laye of 1919 to revise the General Act of Berlin of 1885 and the General Act and Declaration of Brussels of 1890 affirmed their intention of securing the complete suppression of slavery in all its forms and of the slave trade by land and sea;

Desiring to complete and extend the work accomplished under the Brussels Act and to find a means of giving practical effect throughout the world to such intentions as were expressed in regard to the slave trade and slavery by the signatories of the Convention of Saint Germain-en-Laye; and

Being further of opinion that it is desirable to regulate the employment of forced labour so as to prevent conditions analogous to those of slavery arising therefrom:

Decides to open the attached Protocol immediately for signature by all States, and expresses the desire that the greatest possible number of States may adhere thereto as soon as possible.

The Assembly further invites the Council to consider whether any additional measures may be practicable for carrying out the purposes of the annexed Protocol and to furnish the Seventh Assembly with a report. A record of the signatures to and ratifications of the annexed Protocol will also be placed on the agenda of that Assembly.

#### PROTOCOL

##### Article 1.

For the purpose of the present Protocol, the slave trade and slavery are defined as follows:

The slave trade consists in the capture or purchase of persons with the object of selling or bartering them as slaves; the sale of persons acquired for this purpose by capture, purchase or barter, together with the transport operations involved by this traffic.

Slavery is a status in which one person exercises a right of property over another.

##### Article 2.

The signatory States shall:

- (a) Suppress all forms of the slave trade;
- (b) Provide for the eventual emancipation of all slaves in their respective territories, and also for as speedy an elimination of domestic and other slavery as social conditions will allow.

##### Article 3.

The signatory States, recognising the grave evils that may result from the employment of forced labour, except for essential public services, engage that, where it is necessary for special reasons to admit the employment of forced labour, they will take all necessary precautions, particularly where the labourers belong to the less advanced races, to prevent conditions analogous to those of slavery from resulting from such employment.

##### Article 4.

The signatory States undertake to enact legislation, if not already existing, whereby persons subject to their jurisdiction who reduce any person to a state of slavery or engage in the slave trade shall be liable to substantial penalties.

*Article 5.*

Le fait de transporter des esclaves en pleine mer sera qualifié acte de piraterie, et les navires publics des Etats signataires auront, à l'égard des bateaux et individus se livrant à ce trafic, les mêmes droits qu'envers les bateaux et individus se livrant à la piraterie.

Les bateaux et esclaves capturés en conformité avec le présent article seront traduits devant les tribunaux du pays auquel appartient le navire ayant effectué la capture, et traités conformément aux lois dudit pays. Les personnes se trouvant à bord de ces bateaux et qui auront participé au transport des esclaves en haute mer seront remis aux autorités de leur propre pays en vue d'être traduites devant ses tribunaux. Les esclaves seront dans tous les cas remis en liberté.

*Article 6.*

Les Etats signataires s'engagent à consacrer tous leurs efforts à persuader tous les autres Etats de suivre et d'adopter les principes du présent Protocole.

*Article 7.*

Tout Etat signant le présent Protocole ou y adhérant pourra déclarer, au moment de sa signature, de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation des articles 2 et 3 du présent Protocole n'englobe pas l'une quelconque ou la totalité de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats, territoires non soumis à son administration directe, ou territoires d'outre-mer se trouvant sous sa souveraineté ou son autorité ou pour lesquels il a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, et pourra par la suite adhérer au nom de la colonie, possession d'outre-mer, protectorat ou territoire en question, exclu par cette déclaration.

*Article 8.*

Le présent Protocole, qui restera ouvert à la signature de tous les Etats, sera ratifié. Les ratifications seront déposées auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera aux Etats signataires et aux Membres de la Société ces ratifications ainsi que les adhésions qui pourront intervenir aux termes de l'article 7. Il entrera en vigueur, pour chaque Etat, trois mois après la date du dépôt de sa ratification auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

A la suite d'un échange de vues entre M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal), le Dr NANSSEN (Norvège), M. Henry de JOUVENEL (France), le vicomte CECIL (Empire Britannique), Son Excellence M. Djemil DINO (Albania), M. HYMANS (Belgique) et le PRÉSIDENT, la Commission décide de renvoyer le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage et la proposition du Gouvernement britannique à une Sous-Commission composée des représentants des pays suivants: Abyssinie, Australie, Belgique, Brésil, Empire Britannique, Espagne, France, Inde, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Uruguay.

Il est également décidé que M. GOHR, président de la Commission temporaire de l'esclavage, sera invité à se présenter devant la sixième Commission.

IX. COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

(Règlement intérieur de l'Assemblée, art. 4, par. 4).

La Commission de l'ordre du jour, chargée d'étudier les questions à porter à l'ordre du jour de l'Assemblée au cours de sa session, a été nommée, à la séance de l'Assemblée du 7 septembre après-midi.

Elle est composée de:

- Sir Joseph COOK (Australie);
- M. KALFOFF (Bulgarie);
- M. BELLO-CODESIDO (Chili);
- M. Emilio de PALACIOS (Espagne);
- M. IDMAN (Finlande);
- M. SKRZYNSKI (Pologne);
- M. PRABHA KARAVONGS (Siam).

*Article 5.*

The act of conveying slaves on the high seas shall be deemed to be an act of piracy, and the public ships of the signatory States shall have the same rights in relation to vessels and persons engaged in such act as over vessels and persons engaged in piracy.

Vessels and slaves captured in accordance with this Article shall be brought before the courts of the country whose ship effected the capture and dealt with in accordance with its laws. Persons on board such vessels who are engaged in the act of conveying slaves on the high seas shall be handed over to the authorities of their own country to be brought before its courts. The slaves shall in all cases be set at liberty.

*Article 6.*

The signatory States engage to use their best endeavours to induce all other States to conform to and adopt the principles of this Protocol.

*Article 7.*

Any State signing or acceding to the present Protocol may declare, at the moment either of its signature, ratification or accession, that its acceptance of Articles 2 and 3 of the present Protocol does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates, areas not under direct administration, or overseas territories under its sovereignty or authority, or in respect of which it has accepted a mandate on behalf of the League of Nations, and may subsequently accede on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory excluded by such declaration.

*Article 8.*

The present Protocol, which shall remain open for signature by all States, shall be ratified. The ratifications shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify such ratifications and such accessions as may be made under Article 7 to the signatory States and to the Members of the League. It shall come into force for each State three months after the date on which its ratification is deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

After an exchange of views, in which M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) Dr. NANSSEN (Norway), M. DE JOUVENEL (France), Viscount CECIL (British Empire), S. E. M. DJEMIL DINO (Albania), M. HYMANS (Belgium) and the CHAIRMAN took part, it was decided to refer the Report of the Temporary Slavery Commission and the proposal of the British Government to a sub-committee composed of representatives of the following countries: Abyssinia, Australia, Belgium, Brazil, British Empire, France, India, Italy, Japan, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Uruguay.

It was further decided that M. GOHR, Chairman of the Temporary Slavery Commission, should be invited to appear before the Sixth Committee.

IX. AGENDA COMMITTEE

(Rules of Procedure of the Assembly, Art. 4, Para. 4).

The Agenda Committee, for the examination of questions to be placed on the agenda of the Assembly during its session, was appointed at the afternoon meeting of the Assembly of September 7th.

It was constituted as follows:

- Sir Joseph COOK (Australia).
- M. KALFOFF (Bulgaria);
- M. BELLO-CODESIDO (Chile);
- M. Emilio de PALACIOS (Spain);
- M. IDMAN (Finland);
- M. SKRZYNSKI (Poland);
- M. PRABHA KARAVONGS (Siam).

La liste des membres de la Commission de l'ordre du jour publiée au *Journal de l'Assemblée* du 8 septembre 1925, mentionnait le nom de M. Herluf Zahle (Danemark) au lieu de celui de M. Emilio de Palacios (Espagne).

The list of the members of this Committee published in the *Assembly Journal* of yesterday, September 8th, 1925, contained the name of M. Herluf Zahle (Denmark) instead of that of M. Emilio de Palacios (Spain).

X. **SECRETARIAT DES COMMISSIONS. — SECRETARIAT ARRANGEMENTS FOR THE COMMITTEES.**

Les membres suivants du Secrétariat sont chargés des dispositions à prendre touchant le travail des Commissions.

The following members of the Secretariat are in charge of the general arrangements for the work of the Committees.

PREMIERE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: Dr. VAN HAMEL, assisted by Mr. MCKINNON WOOD.

Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: M. LAMBA.

Archiviste—Document Officer: Miss PACZENSKY.

DEUXIEME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: M. QUESNAY.

Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: M. SMETS.

Archiviste—Document Officer: Mlle. MAYRAS.

TROISIEME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: M. de MADARIAGA.

Secrétaires au procès-verbal—Recording Secretaries: Captain MATHENET and Paymaster-Commander HODGE.

Archiviste—Document Officer: Mlle. BOISSEAU.

QUATRIEME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: Mr. BIELER.

Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: Mr. MANNING and M. GODET.

Archiviste—Document Officer: M. PASTUHOFF.

CINQUIEME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: Dame Rachel CROWDY.

Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: M. ROUING and Mr. KERSHAW.

Archiviste—Document Officer: Mrs. KERSHAW.

SIXIEME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: M. MANTOUX (who will be assisted by M. COLBAN and M. CATASTINI when their questions are being discussed).

Secrétaire au procès-verbal — Recording Secretary: Major ABRAHAM.

Archiviste—Document Officer: Mrs. SPILLER.

XI. **CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.**

XI. **CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.**

PREMIERE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

*Belgique*: M. Henri Rolin.

*Cuba*: Le docteur J. M. Cortina. — Suppléant: le docteur Gabriel de la Campa.

*Espagne*: S. E. M. Emilio de Palacios. — Suppléant: M. Botella.

*Esthonie*: M. A. Anderkopp ou S. E. M. Auguste Rei.

*Hongrie*: S. E. le comte Albert Apponyi, M. Nagy.

*Italie*: M. le sénateur Vittorio Scialoja. — Suppléants: M. Pilotti et M. Parodi.

*Nicaragua*: le docteur Antoine Sottile.

*Pays-Bas*: M. J. Limburg.

*Pologne*: M. Léon Babinski. — Suppléants: M. Titus Komarnicki, M. Charles Potulicki.

*Suisse*: M. Motta. — Suppléant: M. Burckhardt.

*Uruguay*: S. E. M. Juan Antonio Buero, S. E. M. A. Guani.

DEUXIEME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

*Autriche*: Le docteur Richard Schüller.

*Belgique*: M. van Cauwelaert. — Suppléant: M. Velghe.

*Espagne*: S. E. M. José Quiñones de León. — Suppléant: M. Cobian.

*Esthonie*: Le général Johan Laidoner. — Suppléant: M. Oskar Opik.

*Hongrie*: M. Louis Walko. — M. Péteri.

*Nicaragua*: Le docteur Antoine Sottile.

*Pays-Bas*: Le Jonkheer van Eysinga, M. J. P. A. François.

*Pologne*: S. E. M. François Sokal. — Suppléants: M. Henri Kolodziejewski et M. Adam Tarnowski.

*Suisse*: M. Bolli. — Suppléants: M. Ruegger, M. Secrétan.

*Uruguay*: S. E. M. Benjamin Fernandez y Medina, S. E. M. Juan Antonio Buero. — Suppléant: docteur Rafael Schiaffino.

TROISIEME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

*Autriche*: S. E. M. Emeric Pflugl.

*Belgique*: M. Louis de Brouckère.

*Espagne*: S. E. M. Emilio de Palacios. — Suppléant: M. Cobian.

*Hongrie*: Le général Gabriel Tanczos, M. Nagy, le colonel Siegler.

*Italie*: M. Coppola. — Suppléant: M. le général de Marinis.

*Nicaragua*: Le docteur A. Sottile.

*Pays-Bas*: S. E. le Jonkheer S. Loudon.

*Pologne*: S. E. le Comte Alexandre Skrzyński. — Suppléants: M. Jean Debski, M. Mieczyslaw, M. Niedzialkowski, M. Thadée Gwiazdowski, M. Titus Komarnicki.

*Suisse*: M. Motta, M. Bolli.

*Uruguay*: S. E. M. A. Guani. — Suppléant: M. José G. Antuna.

QUATRIEME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

*Autriche*: Le docteur Richard Schüller.

*Belgique*: M. Melot.

*Espagne*: S. E. M. José Quiñones de León. — Suppléant: M. Botella.

*Hongrie*: Le général Gabriel Tanczos, M. Babanyai.

*Nicaragua*: Le docteur Antoine Sottile.

*Pays-Bas*: S. E. le Jonkheer J. Loudon, le Jonkheer W. S. M. van Eysinga, S. E. le Comte T. A. C. van Lynden van Sandenburg.

*Pologne*: S. E. M. Jean de Modzelewski. — Suppléants: M. Paul Morstin.

*Suisse*: M. Gaudard. — Suppléants: M. Burckhardt, M. Ruegger.

*Uruguay*: S. E. M. Benjamin Fernandez y Medina. — Suppléant: M. José G. Antuña.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

*Autriche*: S. E. M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein.  
*Belgique*: M. Louis de Brouckère, M. van Cauwelaert.  
*Chili*: S. E. M. J. Valdes-Mendeville, M. J. Edwards Bello.  
*Espagne*: S. E. M. Emilio de Palacios. — Suppléant: M. Léopold Palacios.  
*Hongrie*: S. E. M. Louis Walkó, M. de Barcza.  
*Nicaragua*: Le docteur Antoine Sottile.  
*Pays-Bas*: M. J. P. A. François.  
*Pologne*: S. E. M. François Sokal. — Suppléants: M. Niedzialkowski, M. Tarnowski.  
*Suisse*: M. Burckhardt. — Suppléant: M. Secrétan.  
*Uruguay*: S. E. M. Fernandez y Medina. — Suppléant: Docteur Rafael Schiaffino.  
*Venezuela*: S. E. M. Parra-Perez. — Suppléant: M. S. Gonzalez Rincones.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

*Autriche*: S. E. M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein.  
*Belgique*: S. E. M. Paul Hymans, M. O. Luwers.  
*Chili*: S. E. M. E. Bello Codesido, S. E. M. E. Villegas.  
*Espagne*: S. E. M. José Quiñones de León. — Suppléant: M. Léopoldo Palacios.  
*Hongrie*: S. E. le Comte Albert Apponyi, M. Walkó.  
*Inde*: Viscount Willingdon, G.C.S.I., G.C.I.E., G.B.E. — Suppléant: S. A. le général Maharajá Dhiraj de Patiala, G.C.S.I., G.C.I.E., G.C.V.O., G.B.E., A.D.C.  
*Italie*: S. E. M. Grandi. — Suppléant: M. le Comte Cippico, M. Bordonaro, M. le Marquis Medici del Vascello.  
*Nicaragua*: Le docteur Antoine Sottile.  
*Japon*: Le Vicomte K. Ishii. — Suppléants: MM. Nagai, M. H. Kawai, M. Y Sumigura.  
*Pays-Bas*: S. E. le Comte F. A. C. van Lynden van Sandenburg.  
*Pologne*: S. E. M. Morawski, M. Kozicki, M. Knoff. — Suppléants: M. Miroslaw Arciszewski.  
*Suisse*: M. Gaudard. — Suppléant: M. Bolli.  
*Uruguay*: S. E. M. A. Guani. — Suppléant: M. José G. Antuña.

XII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE  
L'ASSEMBLÉE, LE 8 SEPTEMBRE 1925.

Documents distribués le 8 septembre 1925 aux délégués de l'Assemblée. L'indication ci-après doit être biffée de la liste des documents distribués le 7 septembre: C. 400. M. 147. Question de la Frontière entre la Turquie et l'Irak.

- Compte rendu provisoire: deuxième séance.  
 Compte rendu provisoire: troisième séance.  
 Discours de M. Dandurand.
- A. 28 Commission consultative du trafic de l'Opium et autres drogues nuisibles: Rapport au Conseil sur les travaux de la septième Session.
  - A. 29 Contributions arriérées de certains Etats: Memorandum du Secrétaire général.
  - A. 30 Nouveaux travaux entraînant pour la Société des charges financières supplémentaires.
  - A. 31 Virements dans le Budget approuvés depuis la cinquième Assemblée: Rapport du Secrétaire général.
  - A. 33 Union internationale de secours aux populations frappées de calamités.
  - A. 34 Envoi d'une Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium.
  - A. 37 Erratum (Articles additionnels proposés par le Conseil en vue de leur inscription à l'ordre du jour de la Sixième Assemblée).

XII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE  
MEMBERS OF THE ASSEMBLY SEPTEMBER 8th, 1925.

To be deleted from the list of documents distributed on September 7th: C. 400. M. 147. Question of the Frontier between Turkey and Irak.

- Provisional Verbatim Record: Second Meeting.  
 Provisional Verbatim Record: Third Meeting.  
 Speech by Senator Dandurand.
- A. 28 Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs. Report to the Council on the Work of the Seventh Session.
  - A. 29 Contributions in Arrears of Certain States: Memorandum by the Secretary-General.
  - A. 30 New Work involving New Expenditure on the Part of the League.
  - A. 31 Transfers in the Budget approved since the Fifth Assembly: Report by the Secretary-General.
  - A. 33 International Union for the Relief of Peoples overtaken by Disaster.
  - A. 34 Commission of Enquiry in certain Opium-Producing Countries.
  - A. 37 Erratum (Additional Items proposed by the Council for inclusion in the Agenda of the Sixth Assembly).

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 4. — JEUDI 10 SEPTEMBRE 1925.

No. 4. — THURSDAY, SEPTEMBER 10th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	29
II. Quatrième séance plénière de l'Assemblée. . . . .	30
III. Bureau de l'Assemblée . . . . .	32
IV. Deuxième séance de la quatrième Commission. . . . .	33
V. Première séance de la première sous-commission de la sixième Commission . . . . .	34
VI. Rapport de la Commission de l'ordre du jour . . . . .	34
VII. Election du Président de l'Assemblée : télégramme du Gouvernement canadien . . . . .	34
VIII. Corrections et adjonctions à la liste des Membres des commissions. . . . .	35
IX. Le Bureau de la Presse de la Petite Entente . . . . .	35
X. Liste des agences télégraphiques et des journaux représentés à la sixième Assemblée de la Société des Nations . . . . .	35
XI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	39

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation.

#### *Ordre du jour:*

Suite de la discussion sur le rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

### *Deuxième Commission.*

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 15 h., au bureau du Secrétariat (Salle F).

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	29
II. Fourth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	30
III. General Committee of the Assembly . . . . .	32
IV. Second Meeting of the Fourth Committee. . . . .	33
V. First Meeting of the First Sub-Committee of the Sixth Committee . . . . .	34
VI. Report of the Agenda Committee . . . . .	34
VII. Election of the President of the Assembly: Telegram from the Canadian Government. . . . .	34
VIII. Corrections and Additions to the List of Members of Committees . . . . .	35
IX. Bureau of the Press of the Little Entente . . . . .	35
X. List of Telegraph Agencies and Newspapers represented at the Sixth Assembly of the League of Nations . . . . .	35
XI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly. . . . .	39

## I. PROGRAMME OF MEETINGS.

### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 10th), at 10.30 a. m., in the Salle de la Réformation.

#### *Agenda:*

Continuation of the discussion of the Report on the work of the Council, on the work of the Secretariat, and on the measures taken to execute the decisions of the Assembly.

### *Second Committee.*

The Second Committee will meet to-day (Thursday, September 10th), at 3 p. m., in the offices of the Secretariat (Room F).

*Quatrième Commission: Première Sous-Commission (Contributions en arrière).*

La première Sous-Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 10 h. 15, dans la Salle de la Réformation (Salle de la présidence).

*Quatrième Commission: Deuxième Sous-Commission (Répartition des dépenses).*

La deuxième Sous-Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation (salle de la présidence).

*Quatrième Commission: Troisième Sous-Commission (Construction d'une salle de conférence).*

La troisième Sous-Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 16 h., au bureau du Secrétariat (Chambre 95).

*Le Conseil.*

Le Conseil se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 17 h., au bureau du Secrétariat (salle C).

*Sous-Commission du Conseil (Autriche).*

La Sous-Commission d'Autriche se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (salle B).

*Sous-Commission du Conseil (Hongrie).*

La Sous-Commission d'Hongrie se réunira aujourd'hui (jeudi 10 septembre) au bureau du Secrétariat (salle B).

## II. QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le mercredi 9 septembre 1925, à 11 heures.

*Communication du Président: Motion d'ordre.*

Le PRÉSIDENT déclare que le Bureau de l'Assemblée propose d'ajouter au Bureau le président de la Commission de l'ordre du jour.

*La proposition est adoptée.*

*Hommages à la mémoire de M. Branting, de M. Chagas, de M. Meierovics et de M. René Viviani.*

M. DE MELLO-FRANCO (Brésil) désire s'associer à l'hommage rendu par M. Painlevé à la mémoire de trois collègues disparus.

La perte prématurée de M. Meierovics n'est pas seulement un motif de deuil pour son pays, elle est une cause de grand chagrin pour tous ceux qui voient subitement disparaître une existence dont on espérait beaucoup en faveur de l'idéal de justice et de paix.

Lorsqu'il était Président en exercice du Conseil, il a déjà salué la mémoire de M. Branting, dont la grande figure offrira toujours un modèle pour les artisans futurs de la croisade de la paix par le droit.

C'est enfin pour lui un précieux devoir de se faire l'interprète du regret général causé par la perte de M. João Chagas, qu'il considère comme son compatriote, non seulement par sa naissance à Rio-de-Janeiro, mais aussi parce que le Portugal et le Brésil constituent pour les Brésiliens une seule et même patrie. João Chagas consacra sa vie entière à lutter pour l'idéal démocratique, en dépit de l'exil et de la prison, et il fut l'un de ceux dont l'action efficace détermina l'avènement de la République de 1910. Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, puis Ministre du Portugal à Paris pendant treize ans, il contribua puissamment à ce que le sang du Portugal participât à la fertilisation du sol sur lequel s'élèvera le grand arbre de la paix entre les peuples. Ses dernières années furent vouées au travail de reconstruction du vieux monde, et il fut un apôtre de l'œuvre nouvelle de la Société. Aussi était-il juste que la peine causée par sa perte fut enregistrée dans les annales de l'Assemblée.

Le Dr COSTA (Portugal) remercie profondément M. de Mello-Franco des paroles qu'il a adressées à la mémoire de João Chagas, ainsi que l'Assemblée pour la façon dont elle a accueilli

*Fourth Committee: First Sub-Committee (Contributions in Arrears).*

The First Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 10th), at 10.15 a.m., in the Salle de la Réformation (President's room).

*Fourth Committee: Second Sub-Committee (Allocation of Expenses).*

The Second Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 10th), at 10.30 a.m., in the Salle de la Réformation (President's room).

*Fourth Committee: Third Sub-Committee (Construction of a Conference Hall).*

The Third Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 10th), at 4 p.m., in the offices of the Secretariat (Room 95).

*The Council.*

The Council will meet to-day (Thursday, September 10th), at 5 p.m., in the offices of the Secretariat (Room C).

*Austrian Sub-Committee of the Council.*

The Austrian Sub-Committee will meet to-day (Thursday, September 10th), at 3.30 p.m., in the offices of the Secretariat (Room B).

*Hungarian Sub-Committee of the Council.*

The Sub-Committee for Hungary will meet to-day (Thursday, September 10th), in the offices of the Secretariat (Room B).

## II. FOURTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on September 9th, 1925.

*Communication from the President: Point of Order.*

The PRESIDENT said that the General Committee of the Assembly proposed that the Chairman of the Agenda Committee should be appointed to the General Committee.

*The proposal was adopted.*

*Tributes to the Memory of M. Branting, M. Chagas, M. Meierovics and M. René Viviani.*

M. de MELLO-FRANCO (Brazil) desired to associate himself with the tribute paid by M. Painlevé to the memory of three of their colleagues who were no longer with them. The premature loss of M. Meierovics was not only a cause of grief in his own country but of regret to all who suffered from the sudden disappearance of one from whom so much was hoped on behalf of the ideals of justice and peace.

As acting President of the Council, he had had occasion to pay a tribute to the memory of M. Branting, whose distinguished figure would always serve as a model for future workers in the crusade of peace by means of right.

It was also for him a cherished duty to act as interpreter of the general regret for the loss of M. João Chagas, whom he regarded as his compatriot, not only by reason of his birth at Rio de Janeiro but also because Portugal and Brazil were for Brazilians one and the same country. João Chagas had devoted his entire life to the struggle for the democratic ideal in spite of exile and imprisonment, and he was one of those whose effective action had determined the future of the Republic of 1910. As President of the Council and Minister for Foreign Affairs, and afterwards as Minister for Portugal at Paris for thirteen years, he had furthered the movement as a result of which the Portuguese race had shared in enriching the soil on which was planted the great tree of peace between the peoples. His last years had been devoted to the work of reconstruction of the Old World, and he was an apostle of the new work of the League. It was therefore only right that the grief caused by his loss should be put on record in the annals of the Assembly.

Dr. COSTA (Portugal) warmly thanked M. de Mello-Franco for his tribute to the memory of João Chagas, and the Assembly for the way in which this tribute had been received. João Chagas

cet hommage. Joao Chagas n'a pas seulement exercé son activité dans le domaine de la vie nationale mais pour le raffermissement des liens entre le Portugal et la France. Inspiré par un idéal patriotique, il n'a pas oublié que chaque pays n'était pas isolé dans le monde et, dès la première réunion de 1920, il a plaidé devant l'Assemblée le principe de l'universalité de la Société et s'est fait le défenseur de quelques nations proclamées indépendantes à la suite de la guerre. Les paroles prononcées par M. de Mello-Franco auront une intense répercussion d'un bord à l'autre de l'Océan.

Le prince ARFA (Perse) s'associe tout particulièrement à l'hommage rendu à la mémoire de M. Branting, dont tous ont pu apprécier, à l'Assemblée et au Conseil, la loyauté, le courage, l'esprit de justice et l'impartialité à l'égard de tous les peuples, petits et grands. Il fut non seulement un bon Suédois, mais un grand citoyen du monde. C'est de tout cœur aussi que la délégation persane déplore la perte de M. Chagas et de M. Meierovics.

Le vicomte CECIL tient à s'associer aux hommages rendus à la mémoire de M. Chagas et de M. Meierovics. Au nom du Gouvernement britannique, il adresse à leurs pays l'expression de ses profonds regrets et de sa respectueuse sympathie.

Il rappelle ensuite la perte qu'éprouve la Société en la personne de M. René Viviani et de M. Branting, qui représentaient tous deux les types les plus opposés de la nature humaine, mais qui ont été également précieux pour l'Assemblée. M. Viviani avait conservé jusqu'à la fin l'ardeur, l'enthousiasme et l'impétuosité propres à son pays natal. M. Branting était l'interprète de la pondération, du bon sens et des nécessités d'un jugement équitable et juste en matière de questions internationales.

M. Viviani fut un grand orateur, qui excella dans tous les genres d'éloquence. L'un des plus ardents patriotes qui aient jamais assisté à l'Assemblée, il avait foi dans les destinées de son pays et un profond dévouement à sa prospérité. Mais son ardent patriotisme n'a jamais entamé sa conviction de la valeur et de l'importance de la Société et il a prouvé qu'un grand patriote peut être en même temps un esprit international sincère.

M. Branting a été l'un des piliers de la Société des Nations. Chaque délégué de l'Assemblée a pu apprécier hautement sa modération, sa droiture, son courage et la clarté de ses vues.

M. UNDÉN (Suède), au nom de la délégation suédoise, remercie les délégués du Brésil, de la Perse et de la Grande-Bretagne de leurs témoignages de sympathie, qui éveilleront un écho ému et reconnaissant dans le pays qu'il a l'honneur de représenter.

M. SCHUMANS (Lettonie) remercie vivement l'Assemblée des paroles de sympathie prononcées à l'occasion de la mort de M. Meierovics.

Le PRÉSIDENT croit être l'interprète des sentiments unanimes de l'Assemblée en s'associant aux hommages rendus à la gloire de ces éminents hommes d'Etats.

*Rapport sur l'œuvre du Conseil.*

M. ZAHLE (Danemark), faisant allusion aux progrès de l'idée de la Société des Nations, expose que le Danemark a pris des mesures afin d'initier les écoles supérieures danoises à l'œuvre de la Société.

L'Assemblée a adopté, en 1921, plusieurs amendements au Pacte; parmi lesquels seuls les amendements aux articles 6, 13 et 15 sont entrés en vigueur. Il faut regretter qu'il n'en ait pas encore été de même pour les amendements aux articles 4, 16 et 26, qui cependant ont été ratifiés par un certain nombre d'Etats.

Le Danemark attache une importance particulière à l'amendement à l'article 16. Sous sa forme primitive, cet article présentait certaines anomalies, et l'Assemblée de 1921, en vue de remédier à ces inconvénients et de consolider l'application de cet article, adopta une série de directives et de projets d'amendement. Le Gouvernement danois considère comme étant de la plus haute importance que ces amendements soient ratifiés par un nombre suffisant d'Etats pour pouvoir entrer en vigueur.

Le Gouvernement danois juge également nécessaire d'arriver à l'établissement de règles définitives sur les élections des Membres non permanents du Conseil.

had not only worked actively in the field of national life but for the strengthening of the bonds between Portugal and France. Though inspired by patriotic ideals, he had not forgotten that countries were not isolated in the world; and, since the first Assembly meeting of 1920, he had pleaded for the principle of the universality of the League and had made himself the champion of the countries whose independence had been proclaimed as a result of the war. The words uttered by M. de Mello-Franco would have a very powerful effect on the other side of the ocean.

Prince ARFA (Persia) desired to associate himself intimately with the tribute paid to the memory of M. Branting. All those who had served either in the Assembly or in the Council could appreciate the loyalty, courage, the spirit of justice and the impartiality shown by M. Branting to all the nations whether small or great. He was not only a good Swede but a great citizen of the world. The Persian delegation also wholeheartedly deplored the loss of M. Chagas and M. Meierovics.

Viscount CECIL associated himself with the tributes paid to M. Chagas and M. Meierovics. On behalf of the British Government he would offer his deep regret and respectful sympathy to their countries.

He then referred to the loss suffered by the League in the death of M. Viviani and of M. Branting, who represented the most opposite types of human nature, but both of great value to the Assembly. M. Viviani had preserved until the end the warmth, enthusiasm and impetuosity which belonged to the country of his birth. M. Branting represented all that was sound and sensible and essential for the fair and just judgment of international questions.

M. Viviani was a great orator, to whom no form of speaking came amiss. He was one of the most ardent patriots who had ever attended the Assembly, with a profound belief in his own country and a profound devotion to its prosperity. But his ardent patriotism in no way impaired his conviction in the value and importance of the League, and he had showed that a man might be an ardent patriot and at the same time a convinced internationalist.

M. Branting had been one of the pillars of the League of Nations. His moderation, straightforwardness, courage and clearness of vision were valued by every member of the Assembly.

M. UNDÉN, on behalf of the Swedish delegation, thanked the delegates of Brazil, Persia and Great Britain for their sympathetic expressions of sympathy, which would not fail to be appreciated in the country which he had the honour to represent.

M. SCHUMANS (Latvia) expressed his warmest thanks for the kind words of sympathy for the late M. Meierovics.

The PRESIDENT said he was voicing the unanimous feelings of the members of the Assembly in associating himself with the tributes paid to the memory of these eminent statesmen.

*Report on the Work of the Council.*

M. ZAHLE (Denmark), referring to the growth and development of the League of Nations, said that Denmark had taken steps to instruct pupils in the high schools of Denmark concerning the work of the League of Nations.

The Assembly had in 1921 adopted several amendments to the Covenant, among which were amendments to Articles 6, 13 and 15, which had since come into force. It was to be regretted that the amendments to Articles 4, 16, and 26 had not yet come into force, though they had been ratified by a certain number of countries.

Denmark attached particular importance to the amendment of Article 16. This article, in its original form, presented certain anomalies, and the Assembly of 1921, in order to remedy this disadvantage and to strengthen its application, had adopted a certain number of guiding rules and draft amendments. The Danish Government considered it of the highest importance that a sufficient number of States should ratify these amendments in order that they might come into force.

The Danish Government also felt it necessary to lay down final rules governing the elections of the non-permanent Members of the Council.

La Commission de répartition des dépenses a proposé un barème du paiement des contributions aux dépenses de la Société. Ce barème n'est pas définitif, mais il serait maintenu pendant une durée de trois ans. Son adoption permettrait à l'Assemblée d'éviter de reprendre chaque année la discussion de cette question.

Au sujet de la codification du droit international, il serait peut-être intéressant de chercher à établir une codification sommaire et générale de tout le droit international, c'est-à-dire de toutes les questions où les règles déjà en vigueur sont claires et généralement reconnues. On pourrait prendre comme modèle la Codification américaine du droit international, élaborée en 1925 sur l'initiative de l'Union pan-américaine.

Le Danemark est parmi les Etats qui désirent maintenir le progrès accompli vers la solution du problème du désarmement et de l'arbitrage et représenté par le Protocole de Genève de 1924. Le Gouvernement danois est certain que le Protocole de Genève, lorsqu'il aura reçu les modifications nécessaires, constituera une base permettant une heureuse solution de la question. Mais il regrette qu'il n'ait pas été possible d'aborder la préparation d'une Conférence du désarmement, et sa délégation a entendu avec une vive satisfaction le chef du Gouvernement français exprimer l'espoir que la présente Assemblée pourra adopter une résolution invitant de nouveau le Conseil à préparer une telle conférence.

En ce qui concerne le règlement pacifique des différends internationaux, le Danemark a conclu différentes conventions d'arbitrage, conformément à la résolution de l'Assemblée de 1922. Cette Assemblée avait recommandé aux Membres de la Société de signer des conventions tendant à soumettre les différends éventuels à une Commission de conciliation instituée par eux-mêmes; elle recommandait en même temps un modèle pouvant servir de base pour ces conventions. Le Gouvernement danois a ouvert avec les gouvernements finlandais, suédois, norvégien et suisse, des négociations qui ont abouti aux conventions du 27 juin 1924, entre les pays scandinaves, et du 6 juin 1924, entre le Danemark et la Suisse. Les ratifications ont été échangées, et les conventions publiées. Les parties se sont engagées à soumettre tout différend sans exception à une Commission de conciliation spéciale, à moins qu'en vertu du Statut de la Cour permanente de Justice internationale ou de telle autre convention conclue entre eux, ces différends ne soient soumis au règlement judiciaire.

Le Gouvernement danois a présenté un projet de texte concernant la création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale; cette proposition a été inscrite à l'ordre du jour de la présente Assemblée.

### III. BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Au cours de sa première séance, tenue le mercredi 9 septembre 1925, le Bureau de l'Assemblée a décidé:

- 1° D'inviter le président à communiquer la note ci-après (annexe) aux présidents des commissions de l'Assemblée;
- 2° D'inviter l'Assemblée à adjoindre au Bureau de l'Assemblée le Président de la Commission de l'ordre du jour de l'Assemblée.

#### ANNEXE.

Le Bureau de l'Assemblée prie MM. les Présidents des commissions de vouloir bien rappeler à celles-ci, aussitôt que possible, le caractère de leur procès-verbal.

Tandis que le compte rendu des séances plénières de l'Assemblée est un compte rendu *in extenso*, le procès-verbal des commissions consiste en un simple résumé des points essentiels de la discussion. MM. les délégués ne doivent donc pas s'attendre à trouver dans le procès-verbal la reproduction sténographique de leurs déclarations, mais un résumé auquel ils pourront demander des corrections.

Les procès-verbaux provisoires de chaque séance seront communiqués, autant que possible, avant la séance suivante. Les corrections demandées par MM. les Délégués devront être remises au Secrétariat avant la séance qui suivra celle où le procès-verbal aura été distribué. Le président soumettra à la Commission, s'il le juge nécessaire, les modifications demandées, la Commission restant toujours maîtresse du texte définitif du procès-verbal.

The Committee on the Allocation of Expenses had proposed a scale for the payment of contributions to the League. This scale was not a final scale but was to be maintained over a period of three years. Its adoption would enable the Assembly to avoid resuming the discussion of this question every year.

In regard to the codification of international law, it would perhaps be interesting to establish a summary and general codification of all international law, *i.e.* of all questions where the rules already in force were clear and generally recognised. The American codification of international law framed in 1925 on the initiative of the Pan-American Union might be taken as a model.

Denmark was among the States which desired that the progress achieved towards solving the problem of disarmament and arbitration embodied in the Protocol of Geneva of 1924 should be maintained. The Danish Government was sure that the Protocol of Geneva, when it had received the necessary modifications, would form a suitable basis for a successful solution of the question. It regretted that it had not been possible to proceed with the preparation of a disarmament conference, and had heard with keen satisfaction the head of the French Government express the hope that the present Assembly might adopt a resolution again inviting the Council to prepare for such a conference.

In regard to the peaceful settlement of international disputes, Denmark had concluded various arbitration agreements in conformity with the resolution of the Assembly of 1922. The Assembly of 1922 had recommended the Members of the League to sign conventions with the object of submitting possible disputes to a commission of conciliation set up by themselves, and had recommended a model to serve as a basis for these conventions. The Danish Government had negotiated with the Governments of Finland, Sweden, Norway and Switzerland, with the result that conventions had been signed on June 27th, 1924, between the Scandinavian countries, and on June 6th, 1924, between Denmark and Switzerland. Ratifications had been exchanged, and these conventions had been published. The parties agreed to submit any dispute without exception to a special conciliation commission, unless, under the Statute of the Permanent Court of International Justice or any other agreement concluded between them, these disputes were to be submitted for judicial settlement.

The Danish Government had presented a draft scheme for the creation of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice, and this subject had been placed on the agenda of the present Assembly.

### III. GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

The General Committee of the Assembly, at its first meeting, held on Wednesday, September 9th, 1925, decided:

- (1) To ask its President to address the attached note (Annex) to the Chairman of Assembly Committees;
- (2) To ask the Assembly to appoint to the General Committee the Chairman of the Agenda Committee of the Assembly.

#### ANNEX.

The General Committee of the Assembly requests the Chairman of Committees to be good enough to remind the latter, as soon as possible, of the character of their minutes.

Whereas the records of the plenary meetings of the Assembly are verbatim records, the minutes of Committees consist merely of a summary of the main points of the discussion. Delegates should not, therefore, expect to find in the minutes a full shorthand report of their remarks but a summary, in regard to which they may request corrections to be made.

The draft minutes of each meeting will be distributed, as far as possible, before the next meeting. Any corrections desired by delegates should be handed in to the Secretary before the meeting following that at which the minutes are distributed. The Chairman will, at his discretion, submit such emendations to the Committee, with which it will rest to determine the final text of the minutes.



#### IV. DEUXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

- La quatrième Commission a tenu sa deuxième séance le mercredi 9 septembre, à 16 heures, sous la présidence de M. COSTA (Portugal).

##### *Composition des sous-commissions.*

• Sur la proposition de son Bureau, la Commission décide de composer de la manière suivante les trois sous-commissions dont la création a été décidée au cours de la séance précédente:

##### a) Contributions arriérées.

M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil);  
M. OLDENBURG (Danemark);  
M. HEKIME (Perse);  
M. VENNERSTEN (Suède);  
M. SWINBURNE (Australie);  
M. MELOT (Belgique).

##### b) Construction d'une salle de conférence.

Sir ARTHUR SAMUEL (Empire Britannique);  
M. RÉVEILLAUD (France);  
M. LEHMANN (Libéria);  
M. DE MODZELEWSKI (Pologne);  
M. DE MEDINA (Uruguay);  
M. GAUDARD (Suisse).

##### c) Répartition des dépenses.

M. ENCKELL (Finlande);  
M. BOTELLA (Espagne);  
M. DE VASCONCELLOS (Portugal);  
M. URRUTIA (Colombie);  
Sir ATUL CHATTERJEE (Inde);  
M. ADATCI (Japon).

##### *Limitation du temps accordé à chaque orateur*

Considérant, d'une part, la proposition émise à la séance précédente par M. Lehmann (Libéria) et, d'autre part, la recommandation formulée par le Bureau de l'Assemblée, la Commission décide de fixer à cinq minutes la durée maximum de chaque intervention, exception faite pour le Rapporteur général et les Rapporteurs des différentes Commissions et Sous-Commissions.

##### *Nomination du Rapporteur général.*

Sur la proposition de M. ADATCI (Japon), appuyée par plusieurs délégations, M. CAVAZZONI (Italie) est élu, par acclamations, Rapporteur général.

##### *Rapport de la Commission de Contrôle sur les travaux de ses 14<sup>me</sup> et 15<sup>me</sup> sessions. (A.5.1925.X.)*

Après une courte discussion, le rapport de la Commission de Contrôle, présenté par M. OSUSKY (Président de la Commission de Contrôle), est adopté dans son ensemble. La quatrième Commission se réserve toutefois de revenir sur chacun des points particuliers qu'il comporte, à mesure que ceux-ci seront soulevés dans la discussion des autres questions portées à l'ordre du jour.

##### *Comptes vérifiés pour 1924. (A.3.1925.X.)*

Après avoir entendu un exposé de M. OSUSKY (Président de la Commission de Contrôle) et diverses observations sur des points de détail, la Commission approuve les Comptes vérifiés pour 1924 et prend acte du rapport de M. VIVALDI, Commissaire aux Comptes (suppléant).

##### *Situation financière au 31 août 1925 (A.36.1925).*

La Commission prend acte de ce document.

##### *Rapport sur les nouveaux travaux entraînant pour la Société des charges financières supplémentaires. (A.30.1925).*

La Commission approuve ce rapport.

#### IV. SECOND MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its second meeting on Wednesday, September 9th, at 4 p.m., under the chairmanship of M. COSTA (Portugal).

##### *Composition of the Sub-Committees.*

On the proposal of its Bureau, the Committee decided that the following members should form part of the three Sub-Committees appointed at the preceding meeting.

##### a. Contributions in Arrears.

M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil);  
M. OLDENBURG (Denmark);  
M. HEKIME (Persia);  
M. VENNERSTEN (Sweden);  
Mr. SWINBURNE (Australia);  
M. MELOT (Belgium).

##### b. Construction of a Conference Hall.

Sir ARTHUR SAMUEL (British Empire);  
M. RÉVEILLAUD (France);  
• M. LEHMANN (Liberia);  
M. DE MODZELEWSKI (Poland);  
M. DE MEDINA (Uruguay);  
M. GAUDARD (Switzerland).

##### c. Allocation of Expenses.

M. ENCKELL (Finland);  
M. BOTELLA (Spain);  
M. DE VASCONCELLOS (Portugal);  
M. URRUTIA (Colombia);  
Sir ATUL CHATTERJEE (India);  
M. ADATCI (Japan).

##### *Length of Speeches.*

Considering the proposal made at the last meeting by M. Lehmann (Liberia) and also the recommendation made by the General Committee of the Assembly, the Committee decided to limit the maximum time for each speech to five minutes, the Rapporteurs of the different Committees and Sub-Committees to be exempt from this ruling.

##### *Appointment of a General Rapporteur.*

On the proposal of M. ADATCI (Japan), supported by several delegations, M. CAVAZZONI (Italy) was elected General Rapporteur by acclamation.

##### *Report of the Supervisory Commission on the Work of its 14th and 15th Sessions. (A.5.1925.X.)*

After a short discussion, the report of the Supervisory Commission submitted by M. OSUSKY (Chairman of the Supervisory Commission) was adopted. The Fourth Committee reserved the right, however, to return to each of the special points contained in it as they arose in the course of its discussions of the other questions on its agenda.

##### *Audited Accounts for 1924. (A.3.1925.X.)*

After hearing a statement of M. OSUSKY (Chairman of the Supervisory Commission) and various observations on points of detail, the Committee approved the audited accounts for 1924 and took note of the report of M. VIVALDI, Assistant Accountant.

##### *Financial Position up to August 31st, 1925 (A.36.1925)*

The Committee took note of this document.

##### *Report on New Work imposing Additional Financial Charges on the League. (A.30.1925.)*

The Committee approved this report.

V. PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE SOUS-COMMISSION DE LA SIXIÈME COMMISSION

La première Sous-Commission de la sixième Commission (esclavage) a tenu sa première séance hier, à 17 h. 30.

Election du Président.

M. HYMANS (Belgique) est élu Président.

Publicité des séances.

La Sous-Commission a décidé de tenir sa prochaine séance publique, afin que le représentant de la Grande-Bretagne (le vicomte Cecil) puisse exposer les propositions et le projet de protocole qu'il a soumis à la sixième Commission (Voir *Journal de l'Assemblée*, N° 3).

VI. RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission s'est réunie pour la première fois à la Salle de la Réformation, le 9 septembre 1925, à 10 h. 30.

M. SKRZYNSKI (Pologne) a été élu président à l'unanimité.

Les questions inscrites à son ordre du jour étaient les suivantes:

1. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.
2. Opium: Commission d'enquête en certains pays producteurs de l'opium: Résolution adoptée par la deuxième Conférence de l'opium.
3. Union internationale de secours: Rapport de la Commission préparatoire et projet de statuts de l'Union.

Ces trois questions ont fait l'objet de rapports au Conseil à sa session actuelle et le Conseil a décidé de prier la sixième Assemblée de les porter à son ordre du jour.

La Commission a reconnu que toutes ces propositions méritaient d'être prises en considération. Les rapports dont chacune d'elles vient d'être l'objet ont été mûrement préparés. Toutefois, la brièveté du temps (moins d'une semaine) écoulé depuis le dépôt de ces rapports, peut être ici considérée comme la circonstance exceptionnelle permettant, aux termes de l'article 4, paragraphe 4, du Règlement de l'Assemblée d'inscrire ces questions à son ordre du jour pour les renvoyer à l'étude des commissions compétentes.

La Commission propose donc leur inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée et leur renvoi:

A la deuxième Commission:

La question concernant l'Union internationale de secours aux populations frappées de calamités;

A la cinquième Commission:

- a) La question concernant la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient;
- b) La question concernant une Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium.

Sous réserve pour les Commissions saisies de demander l'avis de la quatrième Commission, pour le cas où ces questions mettraient en jeu des intérêts financiers.

VII. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE: TÉLÉGRAMME DU GOUVERNEMENT CANADIEN

Toronto, le 8 septembre 1925.

Honorable Sénateur DANDURAND, Société des Nations, Genève. — Au nom du Gouvernement et du peuple canadiens je vous envoie nos félicitations les plus cordiales pour votre élection comme président de l'Assemblée de la Société des Nations. J'envoie aussi aux pays représentés à l'Assemblée l'expression de la reconnaissance du Canada et de son appréciation de l'honneur ainsi fait à notre Dominion et à son distingué représentant. — W. L. MACKENZIE KING, *Premier Ministre*.

V. FIRST MEETING OF THE FIRST SUB-COMMITTEE OF THE SIXTH COMMITTEE

The First Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery) held its first meeting at 5.30 p.m.

Election of Chairman.

M. HYMANS (Belgium) was elected Chairman.

Publicity of Meetings.

The Sub-Committee decided to hold its next meeting in public in order to enable the representative of the British Empire (Viscount Cecil) to explain the proposals and draft protocol which he had submitted to the Sixth Committee (see *Journal of the Assembly* No. 3).

VI. REPORT OF THE AGENDA COMMITTEE.

The Committee met for the first time in the Salle de la Réformation yesterday (September 9th, 1925) at 10.30 a.m.

M. SKRZYNSKI (Poland) was unanimously elected Chairman.

The three following questions were on the agenda:

1. Protection of Women and Children in the Near East.
2. Opium: Committee of Enquiry into Certain Opium-Producing Countries. Resolution adopted by the Second Conference.
3. International Relief Union: Report of the Preparatory Committee and Draft Statutes of the Union.

Reports upon these three questions have been submitted to the Council during its present session, and the Council decided to ask the Sixth Assembly to place them upon its agenda.

The Agenda Committee agreed that all three proposals should be taken into consideration. The reports upon each of them had been very thoroughly prepared. Nevertheless, the short length of time (less than a week) which had elapsed since the submission of these reports might perhaps be considered as an exceptional circumstance justifying the application of Article 4, paragraph 4, of the Assembly's Rules of Procedure. In accordance with the terms of this paragraph, these questions could be placed on the agenda for submission to the appropriate Committees.

The Agenda Committee therefore proposes that they should be placed on the Agenda of the Assembly and be sent:

To the Second Committee:

Question concerning the International Relief Union for Peoples Overtaken by Disaster.

To the Fifth Committee:

- (a) Question concerning the Protection of Women and Children in the Near East;
- (b) Question concerning a Committee of Enquiry in Certain Opium-Producing Countries.

It was understood that the Committees would obtain the views of the Fourth Committee should the above questions give rise to any action necessitating financial expenditure.

VII. ELECTION OF THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY: TELEGRAM FROM THE CANADIAN GOVERNMENT.

Toronto, September 8th, 1925.

DANDURAND, League of Nations, Geneva. — On behalf of the Government and people of Canada I send to you heartiest congratulations upon your election as President of the Assembly of the League of Nations and to the nations represented at the League the expression of Canada's grateful appreciation of the honour thus conferred upon our Dominion and her distinguished representative. — W. L. MACKENZIE KING, *Prime Minister*.

VIII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.  
VIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

*Pays-Bas*: le Jonkheer W. S. M. van Eysinga. — Suppléant: M. J. P. A. François.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

*Pologne*: S. E. le comte Alexandre Skrzynski. — M. Jean Debski. — M. Mieczyslas Niedzialkowski. — Suppléants: M. Thadée Gwiazdowski. — Le Docteur Titus Komarnicki.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

*Roumanie*: S. E. M. Nicolas Petresco Comnène. — Suppléant: M. Nicolas Diano.  
*Uruguay*: S. E. M. Benjamin Fernandez y Medina. — Suppléant: M. José G. Antuna.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

*Pologne*: S. E. M. François Sokal. — Suppléants: M. Mieczyslas Niedzialkowski. — M. Adam Tarnowski.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

*Pologne*: S. E. M. Gaetan Morawski. — M. Stanislas Kozicki. — M. Roman Knoll. — Suppléant: M. Miroslaw Arciszewski.

IX. BUREAU DE LA PRESSE DE LA PETITE ENTENTE

Le Bureau de la Presse de la Petite Entente auprès de l'Assemblée de la Société des Nations se trouve au 45, rue Plantamour (Tel. Mont-Blanc 52.54) et est constitué comme suit:

Président: M. Miloye M. SOKITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes);  
Vice-Présidents: M. Al. MAVRODI (Roumanie);  
M. I. MILEC (Tchécoslovaquie).

IX. BUREAU OF THE PRESS OF THE LITTLE ENTENTE

The Bureau of the Press of the Little Entente accredited to the Assembly of the League of Nations is at No. 45, rue Plantamour (Telephone Mont-Blanc 52.54) and is constituted as follows:

Président: M. Mijoye M. SOKITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).  
Vice-Presidents: M. Al. MAVRODI (Roumania);  
M. I. MILEC (Czechoslovakia).

X. LISTE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX  
REPRÉSENTÉS A LA SIXIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

X. LIST OF TELEGRAPH AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED  
AT THE SIXTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS

PRESSE ALLEMANDE.

*Agence Wolff*: M. Bernhard SCHEFFER, Hôtel Victoria; Comte H. HUYN, Hôtel Victoria.  
*Bergische Volks-Zeitung*: M. Karl HEINS VON DER HEYDEN, 2bis, rue St-Léger, chez M<sup>me</sup> Rod.  
*Berliner Morgenpost*: M<sup>lle</sup> E. MÜNZER, Pension Minerva.  
*Berliner Tageblatt*: D<sup>r</sup> W. RUPPEL, Hôtel de l'Ecu; M. G. HOFFNER, Hôtel Métropole.  
*Bote aus dem Riesengebirge*: M. P. MINK, 6bis, Passage des Lions.  
*Bremer Nachrichten*: M. W. MENZI, Vésenaz, La Capite.  
*Breslauer Zeitung*: D<sup>r</sup> L. BAUER, 6, Rue Thalberg, chez M<sup>me</sup> Lingy.  
*B. Z. am Mittag*: M. G. KAUDER, Hôtel Richemond.  
*Darmstadter Tageblatt*: D<sup>r</sup> T. DELIUS, 10, Route de Chêne.  
*Deutsche Allgemeine Zeitung*: M. G. SCHULHOF, Hôtel Minerva.  
*Deutschenspiegel*: M. L. HAMBURGER, 9, chemin Daubin.  
*Deutsche Friedensgesellschaft*: D<sup>r</sup> L. SCHUCKING-BRESLAU.  
*Deutsche Tages-Zeitung*: M. W. SCHEUERMANN, Hôtel des Alpes.  
*Die Frau im Staat*: Miss V. GLUCKLICH, 12, rue du Vieux-Collège.  
*Dresdner Anzeiger*: D<sup>r</sup> B. THUM, Hôtel Bristol.  
*Dresdner Neueste Nachrichten*: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.  
*Europäische Correspondenz*: M. Ed. HARST-GOLLÉ, Villa « La Chaumière », Anières.  
*Europäische Gespräche*: D<sup>r</sup> W. HALLGARTEN, 10, boulevard Georges-Favon.  
*Frankfurter Generalanzeiger*: D<sup>r</sup> M. ROTHHARTH.  
*Frankfurter Zeitung*: M. WOLF VON DEWALL, Hôtel d'Angleterre.  
*Germania*: M. R. KUENZER, Hôtel du Lac.  
*Kasseler Post*: M. Kurt HILMAR V. HUGO, chez M<sup>me</sup> Taillet, 7, Rond-Point de Plainpalais.  
*Kölnische Zeitung*: D<sup>r</sup> Max BEER, 15, chemin de Contamines.  
*Landauer Anzeiger*: M. W. REICHOLD, 12, rue de la Violette.  
*Münchener Post*, etc.: M. Kurt LENZ, 12, rue du Vieux-Collège.  
*Pommersche Tagespost*: M. K. VOLBERT, 11, rue Bautte.

*Service parlementaire de la Presse socialiste allemande*: D<sup>r</sup> H. WESEMANN, 2, Rond-Point de Plainpalais.  
*Telegraphen-Union*: M. F. de la TROBE, 30, chemin de Belmont.  
*Ullstein Nachrichtendienst*: D<sup>r</sup> J. BECKER, 7, avenue Gaspard-Vallette; F. BESTEL, Hôtel Victoria.  
*Vorwärts*: M. V. SCHIFF, 48, rue du Stand.  
*Vossische Zeitung*: M. BERNHARD, Hôtel de la Paix; D<sup>r</sup> J. BECKER, 7, avenue Gaspard-Vallette.  
*Zeitungsverlegerverbandes Nordwestdeutschland*: D<sup>r</sup> CONTZEN.

PRESSE SUD-AFRICAINE.

*Argus South Africa Newspapers*: Rev. W. EVÉLIECH, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE AMÉRICAINE.

*Associated Press*: Mr. J. SHARKEY, 8, route de Florissant; Mr. Hudson HAWLEY, Hôtel Victoria.  
*International News Service*: Mr. Frank E. MASON, Hôtel Victoria.  
*United Press*: Mr. Henry WOOD, 29, quai du Mont-Blanc.  
*Universal Service*: Mr. K. VON WIEGAND, Hôtel Victoria.  
*Baltimore Sun*: Mr. J. W. OWENS, Hôtel du Lac.  
*Chicago Daily News*: M. Paul Scott MOWRER, Hôtel de Russie.  
*Chicago Journal*: Mr. Preston F. GASS, Pension Villa Fleur d'Eau, La Belotte.  
*Chicago Tribune*: Mr. Henry WALES, Hôtel Victoria.  
*Christian Science Monitor*: M. W. SUËS, 9, place de la Fusterie.  
*Cosmos Syndicate*: Miss Constance DREXEL, Hôtel Beau-Harpers Magazine: Rivage.  
*Dallas and Galveston News*: Mrs. P. V. PENNYBACKER, La Résidence.  
*Foreign Policy Association*: Mr. J. G. McDONALD.  
*Forum*: Mr. CORBETT, Hôtel d'Angleterre.  
*Hartford Courant*: Prof. E. F. HUMPHREY, British Pension.  
*International Labour News Service*: Mr. G. HOOKER, chez M<sup>me</sup> Horngacher, 7, route de Ferney.  
*League of Nations Herald*: Mr. Arthur BULLARD.

*Maryland Central News*: Miss D. ADAMS, Hôtel Richemond.  
*Nation*: Dr. J. L. MAGNES.  
*Newark Evening News*: Miss Cecil DORRIAN, Hôtel de la Paix.  
*New York American*: M. Norman HAPGOOD, Hôtel d'Angleterre.  
*New England Women's Press Association*: Mrs. F. F. ANDREWS, Hôtel de la Paix.  
*New York Herald-Tribune*: Mr. Wilbur FORREST, Hôtel Victoria.  
*New York Times*: Mr. Robert NEVILLE, Club International; Mr. E. L. JAMES, Hôtel Victoria.  
*New York Sun*: M. G. ADAM, Hôtel Victoria.  
*New York World*: Mr. A. E. JOHNSON, Pension La Résidence.  
*Philadelphia Public Ledger*: Mr. R. CARROLL, Hôtel Richemond.

PRESSE SUD-AMÉRICAINNE.

*Diario de Centro America*: M. José ARZU, Hôtel du Siècle.  
*Excelsior* (Guatemala): Mr. O. BERTHOLIN, Grand-Sacnnox.  
*Jornal do Brasil*: M. H. MURANDA MOURA, c/o le Consulat du Brésil, 40, boulevard Helvétique.  
*La Prensa* (Buenos-Ayres): M. Ramon DE FRANCH, 2, rue Henri-Mussard.  
*Razon* (Buenos-Ayres): M. Maffi MAFFII, Hôtel de l'Egu.

PRESSE ARMÉNIENNE.

*Abaka*: M. L. PACHALIAN, Hôtel Suisse.

PRESSE AUSTRALIENNE.

*Australian Cable Service*: Mr. F. W. PATON, Hôtel Touring et Balance.  
*Australian Press Association*: Mr. P. E. G. BAYLEY, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE AUTRICHIENNE.

*Der Abend*: M. A. STERN, Poste nouvelle.  
*Der Tag*: Dr S. FLOCH, Hôtel Richemond.  
*Neue Freie Presse*: M. L. KLINENBERGER, Hôtel Richemond; M. A. WEISS, 60, rue du Rhône.  
*Neues Wiener Journal*: Dr H. BESSMER, III, Les Grangettes.  
*Neues Wiener Tageblatt*: M. M. FORST, Hôtel de la Paix.  
*Tages-Post*: M. E. SYFRIG, Case Postale, Stand, N° 591.  
*Wiener Morgenzeitung*: M. E. FURST, 9, Boulevard du Pont-d'Arve.

PRESSE BELGE.

*Agence Télégraphique Belge*: M. A. HAUBRECHTS, 26, chemin de Richemond.  
*Illustration de la Belgique*: M. B. DE LA TAILLE.  
*Indépendance Belge*: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tranchées.  
*Journal de Bruxelles*: M. L. DERIE.  
*Journal de Charleroi*: Sénateur H. LAFONTAINE, Hôtel Touring et Balance.  
*Soir* (Bruxelles): M. P. ADAM, c/o le *Journal de Genève*.

PRESSE BRITANNIQUE.

*Agence Reuter*: Mr. Frederick W. EMETT, O.B.E., Hôtel Beau-Rivage; Mr. W. H. G. WERNDL, 79, route de Chêne;  
*Abkari*: Mr. A. E. BLACKBURN, Hôtel d'Angleterre.  
*British Weekly*: Mr. B. MATHEWS, 3, rue du Général-Dufour.  
*Cape Argus*, etc.: Mr. J. W. WELCH.  
*Catholic Times*: Mr. J. EPSTEIN, 14, rue Jean-Calvin.  
*Central News*: Dr. J. PENTMAN, 7, place Claparède.  
*Daily Express*: Lady Drummond HAY, Hôtel Victoria.  
*Daily Herald*: Mr. SLOCOMBE, Hôtel d'Angleterre.  
*Daily Mail*: Mr. H. Challinor JAMES, Hôtel Métropole.  
*Daily News*: Mr. Wilson HARRIS, Hôtel Richemond.  
*Daily Telegraph*: Mr. J. GRANDE, 11, rue Léon-Gaud.  
*English Herald*: Mr. A. CHARLESON, 8, crêts de Champel.  
*Exchange Telegraph*: Mr. André GLARNER, Hôtel Victoria.  
*Friend*: Mr. HARRIS, Hôtel des Familles.  
*Headway*: Miss GRAHAM, Hôtel Suisse.  
*Kent Messenger*: Miss L. Y. BUNYARD, 115, rue de Lausanne.

*Leeds Mercury*: Miss L. REID, Hôtel d'Angleterre.  
*Manchester Guardian*: Mr. J. G. HAMILTON, Hôtel Victoria.  
*Nation*: Mr. C. K. WEBSTER, Hôtel Richemond.  
*Observer*: Mr. Philip CARR, 3, promenade du Pin.  
*Outlook*: Mr. E. F. BALDWIN, 29, quai Wilson.  
*Review of Reviews*: Mr. W. E. STEED, Hôtel de la Paix.  
*Spectator*: Prof. F. ROGER, « La Manoret », Vandœuvres.  
*Sphere*: Mr. MACCOWEN.  
*Times*: Dr. Harold WILLIAMS, 6 rue Bellot; Mr. C. Eg. D'ARCIS, 8, rue Michel Chauvet.  
*Tide and Times*: Miss Winifred HOLBY.  
*Weekly Westminster*: Miss BATTY, Hôtel des Familles.  
*Westminster Gazette*: Mr. Hugh F. SPENDER, Hôtel des Familles; Mr. HANCOCK, Pension La Résidence.  
*World's Youth*: Mr. T. STRONG, 3, rue du Général-Dufour.

PRESSE BULGARE.

*Zora*: Dr. Ivan A. GHÉORGOV, Pension « La Résidence ».

PRESSE CANADIENNE.

*La Presse* (Montreal): M. A. L. MATHEY, « Les Vergers », Grange-Canal.

PRESSE DANOISE.

*Agence Bogholm*: M. K. BOGHOLM.  
*Berlingske Tidende*: M. NAESER, Hôtel des Bergues.  
*Fyns Tidende*: M. H. NYGEARD, Hôtel des Voyageurs.  
*Social-Demokraten*: M. C. A. ANDERSEN, Hôtel Suisse.  
*Sorø Amstidende*, etc.: M. Wald PETERSEN.

PRESSE ÉGYPTIENNE.

*Ittihad*: M. SENHONRY, 26, Cortaterie.  
*Tribune d'Orient*: M. A. EL-GHAÏATY, 26, Cortaterie.

PRESSE ESPAGNOLE.

*El Dia Grafico*: M. J. Casanovas MARISTANY, place des Eaux-Vives, N° 13.  
*El Liberal*: M. Carlos ESPLÀ, 13, rue des Vollandes.  
*El Socialista*: M. Fernando DE LOS RIOS, 29, Quai du Mont-Blanc.  
*El Sol*: M. P. ROSSELLO, Pension Sues, 1, rue d'Italie.  
*La Correspondencia Militar*: M. A. PAGÉS, Villa Gloria, avenue de Champel, N° 35.  
*La Publicitat* (Barcelone): M. José PLÀ.

PRESSE ESTHONIENNE.

*Kaja*: M. E. JUST, 21, rue Tœpfer.  
*Revaler Bote*: M. A. AMENDE, Hôtel Victoria.

PRESSE FINLANDAISE.

*Helsingin Sanomat*: Mme TOIVOLA, British Pension.  
*Itälehdi*: Mme PALOLA, 21, Glacis de Rive.  
*Turun Sanomat*: M. N. V. TOIVOLA, British Pension.  
*Uusi Suomi*: M. PALOLA, 21, Glacis de Rive.

PRESSE FRANÇAISE.

*Agence Havas*: M. Henry RUFFIN, Hôtel Victoria.  
*Candidate*: Mlle O. PANNETIER, Hôtel Central.  
*Cri de Paris*: M. Ed. WELLHOFF, Hôtel du Siècle.  
*Christianisme Social, Progrès de la Haute-Savoie*: M. H. DARTIGUE, 14, avenue de la Gare, Annemasse.  
*Chronique Sociale de France*: M. J. DESPLANQUE, 6, rue Bellot.  
*Correspondance Universelle*: M. E. BALLERO, Hôtel des Voyageurs.  
*Dépêche* (Toulouse): M. F. DE TESSAN, Hôtel International.  
*Dernières Nouvelles* (Paris): M. J. ZAGORSKY, rue de Lausanne, 117.  
*Dernières Nouvelles* (Strasbourg): M. G. MOY, Pension Troxler, 2, rue de Candolle.

*Documents politiques, diplomatiques et financiers*: M. R. MENNEVÉE, Pension Lapière, Fusterie, 4.  
*Echo de Paris*: M. R. LACOSTE, Hôtel d'Angleterre.  
*Eclair, Petite Gironde, Petit Marseillais*, etc.: M. M. PAILLARÈS, Hôtel Touring et Balance.  
*Ere Nouvelle*: M. G. DESLAURENS, Hôtel Bellevue.  
*Europe Nouvelle*: M<sup>lle</sup> L. WEISS, Hôtel Métropole; M. Roger LÉVY, Hôtel Métropole.  
*Evangile et Liberté*: M. C. DUCASSE, II, rue de Candolle.  
*Excelsior*: M. M. PRAX, Hôtel Beau-Rivage.  
*Figaro*: M. MALLET.  
*Illustration*: M. L. NAUDEAU, Hôtel de l'Univers; M<sup>me</sup> Noelle ROGER, 36, chemin des Cottages.  
*Information*: M. E. TAPONNIER, Hôtel des Bergues, M. J. MILHAUD, Hôtel du Simplon.  
*Intransigeant*: M. A. DE GOBART.  
*Journal des Débats*: M. A. GAUVAIN, Hôtel de Russie; M. Ed. BAUTY, Grand-Lancy.  
*Journal Français*: M. G. WERNLÉ, 2, Petite Fusterie.  
*Journée Industrielle*: M. MORO, Hôtel du Lac, place Longemalle.  
*La Française*: M<sup>me</sup> L. DREYFUS-BARNEY.  
*La France*: M. A. PUTZ, Château de Gaillard.  
*La France mutilée*: M. L. VIALA, Hôtel Touring et Balance.  
*La Presse*: M. A. DÉLÉCRAZ, 29, rue du Rhône, chez M<sup>me</sup> Gavard.  
*Le Journal*: M. T. ROCHE, 3, place des XXII-Cantons.  
*Le Matin*: M. J. SAUERWEIN, 3, place du Cirque.  
*Le Nouveau Journal*: M. TRONEL.  
*Le Petit Journal*: M. Marcel RAY.  
*Le Petit Parisien*: M. A. JULLIEN; M. Paul DU BOCHET, c/o La Tribune de Genève.  
*Le Temps*: M. F. LAYA, 4, boulevard du Théâtre.  
*Les Echos*: M. R. SCHREIBER, Hôtel des Bergues.  
*Les Etudes*: Père Yves DE LA BRIÈRE, Presbytère de Notre-Dame.  
*Lyon Républicain*: M. J. VEYRAT, 32, rue de la Terrassière.  
*Minerva*: M. TREMBLEY.  
*Oeuvre*: M. BARDE, Hôtel Victoria.  
*Opinion Républicaine*: M. P. B. MAY BON, 2, Rond-point de Plainpalais.  
*Paris-Midi*: M<sup>me</sup> A. LA MAZIÈRE, 3, rue Bellot.  
*Presse Régionale*: Mgr BEAUPIN, Curé de Confignon, par Bernex.  
*Quotidien*: M. S. GRUMBACH; M. G. SCELLE, Pension Huguenin.  
*Républicain Lorrain (Metz)*: M. V. DEMANGE, Hôtel Suisse.  
*Salut Public (Lyon)*: M. A. RANNAZ, 10, rue de la Filature, Carouge.

PRESSE GÉORGIENNE.

*Bureau de Presse Géorgien*: M. K. CHAVICHVILY, 10, rue de l'Aubépine.  
*Brzola (Revue)*: M. J. P. REYMOND, 170, chemin des Bougeries.

PRESSE GRECQUE.

*Eleftheron Vima*: M. G. SYRIOTIS, Pension Minerva.  
*Eleftheros Typos*: M. B. VEKIARELLI, Hôtel de la Paix.  
*Embros*: M. E. MAZARACHI, 10, avenue de la Gare des Eaux-Vives.  
*Hestia*: M. P. PAPADOPOULOS, 5, rue Massot.  
*Kiryx*: M. C. GELBERT, 15, rue des Vollandes.  
*Messenger (Athènes)*: M. YANNIOS, Hôtel de la Cigogne.  
*Politia*: M. D. SVOLOPOULOS, Hôtel des Bergues.  
*Scrip*: M. VATALAS, Hôtel de l'Univers.  
*Vradyni*: M. E. N. DZELEPY, Hôtel International.

PRESSE HOLLANDAISE.

*Algemeen Handelsblad*: D<sup>r</sup> T. van SCHAARDENBURG, I, place Longemalle.  
*Graafschapshode*: D<sup>r</sup> T. MULDER, 2, rue Prévost-Martin.  
*Groene Amsterdammer*: M. J. L. F. VAN ESSEN, Pension Sergy.  
*Haagsche Post*: M. S. F. VAN OSS.  
*Het Vaderland*: M<sup>lle</sup> A. W. HENNY.  
*Het Volk*: D<sup>r</sup> J. H. VAN MEURS, Pension Sergy.  
*Maasbode; Nieuwe Rotterdamsche Courant*: D<sup>r</sup> B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, Hôtel des Bergues.  
*Nieuwe Arnheemsche Courant*: VAN ESSEN, Pension Sergy.  
*Rotterdamsch Nieuwsblad*: M. H. J. VAN MEURS, Pension Sergy.  
*Telegraaf*: M. R. VAN DER ELST, chez M<sup>me</sup> Muller, 4, rue Fendt.

PRESSE HONGROISE.

*Az Est*: M. A. DE GOELLNER, Hôtel du Siècle.  
*Budapesti Hirlap*: M. I. NAGY, rue Ecole-de-Chimie, N<sup>o</sup> 4.  
*Pester Lloyd*: D<sup>r</sup> D. KISS, rue Ecole-de-Chimie, N<sup>o</sup> 2.

PRESSE ITALIENNE.

*Agence Stefani*: D<sup>r</sup> TERRAGNI, Hôtel Bellevue.  
*Alba Repubblicana*: M. J. BONFANTE.  
*Corriere della Sera*: D<sup>r</sup> G. CAPRIN, Pension des Tourelles, 2, boulevard James-Fazy.  
*Giornale d'Italia*: Comte Stelluti SCALA, Pension Coupier.  
*L'Epoca; Et Regno*: D<sup>r</sup> MAFFII, Hôtel de l'Ecu.  
*Il Lavoro*, etc.: M. Baron de PRATO, C. E., Pension du Lac.  
*La Stampa*: M. Cesare SPELLANZON, Hôtel Victoria.  
*Popolo d'Italia*: M. Piero PARINI, Hôtel de l'Ecu.  
*Secolo*: M. A. MONTI, Chemin du Bois, Onex.  
*Tribuna*: Comte A. PONZONE, 7, place Claparède.  
*Unità Cattolica*: M. V. CASTELLACIO, 3, rue du Conseil-Général.  
*Voce Repubblicana*: M. M. SANCISI, 7, Rond-Point de Plainpalais.

PRESSE JAPONAISE.

*Agence Internationale « Kokusai »*: M. Inosuke FURUNO, Hôtel d'Angleterre.  
*Tokio Asahi*: M. SIGUÉTORU, Pension des Tranchées.

PRESSE JUIVE.

*Bulletin du Comité des Délégations Juives*: M. Z. ABERSON, 12, rue des Pitons.  
*Bureau Central de la Presse Juive*: M<sup>lle</sup> A. ADLER, 3, rue Lachenal.  
*Bulletin d'information des organisations sionistes*: M. A. COHEN, 9, chemin du Square.

PRESSE LETTONIENNE.

*Jaunakas Zinas*: M. J. BLUMER, Hôtel des Familles.

PRESSE LITHUANIENNE.

*Lietuva*: M. J. P. GABRYS, Hôtel de l'Europe.

PRESSE LUXEMBOURGEOISE.

*Gazette de Luxembourg*: M. G. VAN WERVEKE, 39, chemin de la Roseraie.  
*Indépendance Luxembourgeoise*: M. A. WEHRER, 39, chemin de la Roseraie.

PRESSE NORVÉGIENNE.

*Morgenbladet*: M. P. ANKER, Pension des Tourelles.  
*Tidens Tegn*: M<sup>lle</sup> R. KNUDSEN, 1, rue d'Italie, chez M<sup>lle</sup> Jaquemot.

PRESSE NÉO-ZÉLANDAISE.

*New Zealand Associated Press*: Miss A. E. EVANS.

PRESSE POLONAISE.

*Agence Télégraphique Express*: M. E. DE FELSZTYNSKI, 2, Rond-point de Plainpalais.  
*Agence Télégraphique Polonaise*: M. CHRZANOWSKI.  
*Baltische Presse*: M. E. KOVACS.  
*Dziennik Poznanski*: M. S. MALESSA, Pension Dupuis.  
*Deutschen Rundschau in Polen*: M. STARKE, Hôtel Régina.  
*Echo de Varsovie*: D<sup>r</sup> W. WŁOCH, Hôtel Bristol.  
*Głos Narodni*: M. J. MATYASIK, Hôtel de l'Europe.  
*Kurjer*: M. A. TICHY, 16, boulevard du Pont-d'Arve.  
*Kurjer Polski*: M. K. WZROS, Hôtel Minerva.  
*Kurjer Poranny*: M. K. EHRENBERG, Hôtel de l'Ecu.  
*Kurjer Poznanski*: M. PIETRZYNSKI.  
*Kurjer Warszawski*: M. B. KOKOWSKI, Hôtel Richemond.

*Messageur Polonais*: M. S. AUBAC, Hôtel Richemond.  
*Nasz Przegląd*: M. N. SZWALBE, Pension Minerva.  
*Nowy Dziennik*: M. S. BALIZER, 6, rue St.-Léger; M. M. KAHANY,  
Pension Ducasse, 11, rue de Candolle.  
*Robotnik*: M. J. SZAPIRO, Pension du Lac.

PRESSE PORTUGAISE.

*Diariis de Noticias*: M. Augusto PINTO, «La Résidence».  
*O Seculo*; *Seara Nova*: M<sup>me</sup> Virginia DE CASTRO E ALMEIDA.

PRESSE ROUMAINE.

*Adeverul*: M. B. BRANISTEANU, Hôtel du Siècle.  
*Argus* (Bucarest): M<sup>lle</sup> Rachel CHAIES, Villa «Mon Plaisir»,  
14, rue des Buis.  
*Viitorul*: M. A. MAVRODI, Hôtel Suisse.  
*Universul*: M. M. MIRCEA, Hôtel de la Paix.

PRESSE RUSSE.

*Rul* (Berlin): M. B. NICOLSKY, 1, chemin de l'Escalade.  
*Universum*: M. H. RÉMÉZOV, 21, avenue du Mail.

PRESSE SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

*Agence «Avala»*: M. A. MOUSSET, Pension Athénée, 5, rue  
Massot.  
*Europe Nouvelle*: D<sup>r</sup> MITKOVITCH, 8, rue St.-Victor.  
*Jutarnji List*: D<sup>r</sup> M. CIHLAR, Hôtel Métropole.  
*Jutro* (Ljubljana): M. V. FABJANCIC, 2 chemin Neuf, chez  
M<sup>me</sup> Blanchard.  
*Novi Vek*: M. L. VALITCH, 18, boulevard des Philosophes.  
*Obzor*: M. R. MAIXNER, Hôtel de Bourgogne.  
*Politika*: M. V. RIBNIKAR, Hôtel Richemond.  
*Pravda*: M. M. SOKITCH, Hôtel de Russie.  
*Rijec* (Zagreb); *Sava* (Bureau de presse Yougoslave): M. D. V.  
MILETITCH, 60, rue du Stand.  
*Slobodna Tribuna*: D<sup>r</sup> R. WALTER, 7, rue des Pâquis.  
*Vreme*: M. S. VINAVER, 18, boulevard Georges-Favon.

PRESSE SUÉDOISE.

*Agence Télégraphique Suédoise*: M. Otto JOHANSSON, Hôtel  
de la Paix.  
*Aftonbladet*: M. R. SOHLMAN, 5, rue du 31-Décembre.  
*Dagens Nyheter*: D<sup>r</sup> J. WICKMAN.  
*Goteborgsposten*: M. B. VAN FRIESEN, 15, rue Charles-Gallant.  
*Social-Demokraten*: M. THORSING, 5, rue de la Confédération.  
*Stockholms Tidningen*: D<sup>r</sup> B. DE JONG VAN BEEK EN DONK,  
Hôtel des Bergues.

PRESSE SUISSE.

*Agence Télégraphique Suisse*: M. F. FILLIOL, 12, rue de Hesse;  
D<sup>r</sup> K. KUBICK, 12, rue de Hesse.  
*Basler Nachrichten*: M. A. CERI, chez M<sup>me</sup> Vouga, 69, rue des  
Eaux-Vives.

*Berner Tageblatt*: M. Wilhelm THORMANN, 31, quai du Mont-  
Blanc.

*Bund*: D<sup>r</sup> KELLER.

*Bund et St. Galler Tageblatt*: D<sup>r</sup> Hans BAERLI, rédacteur, 169,  
chemin du Mervelet.

*Courrier de Genève*: M. R. LEYVRAZ, rue des Granges, 7.

*Feuille d'Avis de Lausanne*: M. REYMOND, chez M. Beauty,  
5, avenue des Vollandes.

*Gazette de Lausanne*: M. Maurice MURET, 3, rue Versonnex.

*Genevois*: M. Emile SOMMER, 17, boulevard James Fazy.

*Hochwacht*, de Winterthur: BERRA, 4, avenue du Mail.

*Indian Sociologist*: S. KRISHNAWARMA, avenue des Vollandes, 2.

*Israëlitische Wochenbl. f. d. Schweiz*: D<sup>r</sup> David SHKLAR, red.,  
plateau de Champel, 4.

*Journal de Genève*: M. Ch. Gos, 3, rue du Général-Dufour.

*Liberté* (de Fribourg): M. J. E. GOTTRET, Cours de Rive, 12.

*National Zeitung*: M. E. François KARY, 6, rue Thalberg;  
M. GREITER.

*Nouvel Essor*: M. CHENEVARD, 1, rue des Chaudronniers.

*Nouvelle Gazette de Zurich*: D<sup>r</sup> WEIBEL, Hôtel Bellevue;  
M. Tony BOREL, 2, avenue de Warens.

*Presse Télégraphique Suisse*: D<sup>r</sup> J. BECKER, 7, avenue Gaspard-  
Vallette.

*Revue de Genève*: M. Robert DE TRAZ, Dr. Bibliothèque uni-  
verselle.

*Revue de Lausanne*: M. René GOUZY, 12, rue Conseil Général.

*Revue Mensuelle*: MM. BERNARD et CLAPARÈDE.

*Schweizerische Frauenblatt*: M<sup>me</sup> Marg. GOBAT.

*Sentinelle*: Rédaction, La Chaux-de-Fonds.

*Suisse*: M. Eugène FABRE, Cité, 19.

*Suisse Libérale* (de Neuchâtel): M. MATTHEY-CLAUDET, 27,  
boulevard Georges Favon.

*Semaine Littéraire*: M. Louis DEBARGES, rue Petitot.

*Tages-Anzeiger de Zurich*: M. Enrico TUNG, rue des Buis, 2.

*Travail*: M. Ed. PRIVAT, rédaction, rue du Jura.

*Tribune de Genève*: M. Ed. Junod, 27, boulevard Georges-  
Favon.

*Tribune de Lausanne*: M. HIRZEL.

*Wissen und Leben*: Prof. E. BOVET, 11, rue de Candolle, chez  
M<sup>lle</sup> Ducasse.

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE.

*Bohemia*: D<sup>r</sup> F. WEIL.

*Novà Doba*: M. LINHART, 30, Quai des Eaux-Vives.

*Prager Presse*: M. J. STAVNIK, Hôtel de Genève.

*Prager Tageblatt*: M. E. KRUNES, Hôtel de Genève.

*Právo Lidu*: M. WINTER, Hôtel des Alpes.

*Radio*: M. OPLATKA, Hôtel Touring et Balance.

*Slovensky Dennik*: M. MILEC, 5, rue Plantamour.

*Venkov*: M. S. NECASEK, 57, rue de Montchoisy.

*Zahranicni Politika*: M. CHMELAR, Hôtel Métropole.

*Zoz*: M. HAJEK, Hôtel Métropole.

PRESSE TURQUE.

*Agence d'Anatolie*: M. ZIA HUSNI BEY, Case Stand.

*Echo de Turquie*: M. Z. DJAFADZADÉ, 3, rue de l'Indiennerie.

XI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE  
L'ASSEMBLÉE, LE 9 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu provisoire: quatrième séance.

- A. 7 (a) Annexe. Annexe au Rapport supplémentaire sur les Travaux du Conseil et du Secrétariat<sup>1</sup>.
- A. 32 Commission pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Extrait des procès-verbaux de la trente-cinquième Session du Conseil.
- A. 35 Institut international de coopération intellectuelle de Paris.
- A. 36 Situation financière au 31 août 1925.
- A. 38 Convention concernant le Contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre: Signature et ratification par le Libéria.

L'Ordre du Jour de l'Assemblée 2.

Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale.

<sup>1</sup> CORRIGENDUM

Document A. 7 (a). 1925. Annexe.  
Texte français, page 21, N° X.

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX

*Live:*

Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux, annexé à la résolution adoptée par la cinquième Assemblée de la Société des Nations, le 2 octobre 1924.

XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE  
MEMBERS OF THE ASSEMBLY SEPTEMBER 9th, 1925.

Provisional Verbatim Record: Fourth Meeting.

- A. 32 Commission for the Protection of Women and Children in the Near East: Extract from the Minutes of the Thirty-fifth Session of the Council.
- A. 35 International Institute of Intellectual Co-operation at Paris.
- A. 36 Financial Position on August 31st, 1925.
- A. 38 Convention for the Control of the International Trade in Arms, Munitions and Implements of War: Signature and Ratification by Liberia.

Assembly Agenda 2.

Annual Report of the Permanent Court of International Justice.

# RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro .....		» 0.50

## SOCIÉTÉ DES NATIONS

# JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1925 .....	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 <sup>re</sup> année, 1920, Nos 1-8 .....	»	15.—
2 <sup>me</sup> » 1921, » 1-12 .....	»	15.—
3 <sup>me</sup> » 1922, » 1-12 .....	»	60.—
4 <sup>me</sup> » 1923, » 1-12 .....	»	60.—
5 <sup>me</sup> » 1924, » 1-12 .....	»	60.—

## BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

LE PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire .....	Fr. 0.25
Cent exemplaires .....	» 20.—

# THE MONTHLY SUMMARY

OF THE  
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription .....	5/-	\$1 5	Swiss frs.
Single numbers .....	6d.	10 cts.	50 centimes.

## LEAGUE OF NATIONS

# OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1925 .....	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8 .....	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12 .....	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12 .....	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12 .....	£2 10	\$12.00
5th » 1924, » 1-12 .....	£2 10	\$12.00

## PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.  
THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.  
FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.  
DANTZIG AND THE SAAR.

Single copies .....	3d.	\$0.05
Per hundred .....	£1	4.00.



# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 5. — VENDREDI 11 SEPTEMBRE 1925.

No. 5. — FRIDAY, SEPTEMBER 11th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	41
II. Cinquième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	42
III. Quatrième Commission: Sous-Comité B . . . . .	45
IV. Corrections et adjonctions à la liste des Membres des commissions . . . . .	45
V. Adjonctions à la liste des journalistes . . . . .	45
VI. Restauration financière de la Hongrie . . . . .	46
VII. Deuxième séance de la deuxième Commission . . . . .	48
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	52

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séances plénières de l'Assemblée.*

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui (vendredi 11 septembre). La séance du matin aura lieu à 10 h. 30. L'heure de la séance de l'après-midi sera annoncée, au cours de la matinée, par M. le Président.

#### *Ordre du jour:*

Suite de la discussion sur le rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

#### *Conseil: Sous-Comité d'Autriche.*

Le Sous-Comité d'Autriche se réunira aujourd'hui (vendredi, 11 septembre) à 15 h. 15 dans la Salle de la Réformation (salle de la présidence).

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	41
II. Fifth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	42
III. Fourth Committee: Sub-Committee B . . . . .	45
IV. Corrections and Additions to the List of Members of Committees . . . . .	45
V. Additions to the List of Journalists . . . . .	45
VI. Financial Reconstruction of Hungary . . . . .	46
VII. Second Meeting of the Second Committee . . . . .	48
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . . . .	52

### I. PROGRAMME OF MEETING.

#### *Plenary Meetings of the Assembly.*

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Friday, September 11th). The morning meeting will take place at 10.30 a.m. The hour for the afternoon meeting will be announced by the President at the end of the morning meeting.

#### *Agenda:*

Continuation of the discussion on the Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

#### *Austrian Sub-Committee of the Council.*

The Austrian Sub-Committee of the Council will meet to-day (Friday, September 11th) at 3.15 p.m. in the Salle de la Réformation (President's Room).

## II. CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation le jeudi 10 septembre 1925,  
à 10 h. 30.

### Rapport de la Commission de l'Ordre du jour.

Le PRÉSIDENT invite l'Assemblée à se prononcer sur les conclusions du rapport de la Commission de l'ordre du jour. (Voir le texte de ce rapport dans le *Journal de l'Assemblée* du 10 septembre.)

*Le rapport est adopté.*

### Rapport sur l'œuvre du Conseil.

M. CABALLERO (Paraguay) rappelle les conditions dans lesquelles l'Assemblée de 1924, pour combler certaines lacunes du Pacte ou en préciser certaines dispositions, a adopté un Protocole pour le règlement pacifique des différends. Pour imposer le respect du droit public, il faut mettre à son service la force collective des nations, unies pour leur sauvegarde.

Il était d'autant plus impossible au Paraguay de s'abstenir dans cet effort commun vers la paix que sa politique continentale a toujours été dictée par le souci de favoriser l'entente entre les peuples, témoin l'œuvre accomplie par la délégation paraguayenne à la Conférence panaméricaine de Santiago de Chili. Le Président de cette délégation, M. Gondra, ancien Président de la République du Paraguay, contribua à l'adoption d'une vaste convention ayant pour but de conjurer les conflits entre les pays des deux Amériques. Cette Convention, fondée sur le loyalisme international et sur l'action apaisante du temps qui devait s'écouler entre le moment où le conflit surgissait et la sentence rendue par la Commission de conciliation prévue, a été ratifiée notamment par les Etats-Unis, le Brésil et le Paraguay.

Pour les républiques sud-américaines, l'intérêt majeur, au-dessus des questions particulières soulevées par le problème de l'organisation de la paix, est la réconciliation des nations européennes. Leur principal souci est d'apporter leur modeste concours à la réalisation pratique d'un statut de la paix. L'œuvre réalisée en Amérique pourrait servir d'exemple à cet égard.

Comme on l'a fait remarquer, le Protocole ne suffit pas, cependant, à faire disparaître de l'horizon les menaces de guerre, car les remèdes qu'il préconise sont d'ordre politique et n'agissent pas sur les causes. L'œuvre entreprise ne pourra prospérer que si l'on parvient à organiser économiquement la paix dans le monde.

Le plus puissant agent de la paix, c'est l'opinion publique, qui doit arriver à comprendre la nécessité d'une politique économique et financière commune. D'ailleurs, une évolution dans ce sens se dessine déjà. Les résultats obtenus en Autriche et en Hongrie permettent de faire confiance à la Société. Il faut assurer, dans toute la mesure du possible, une vie économique indépendante tant aux petites nations qu'à celles dont les conditions générales d'existence sont souvent précaires. Il ne faut pas que les nations risquent de mourir, les unes de consommation, les autres de pléthore.

Sans doute la paix organisée et garantie n'est encore qu'une lueur dans le lointain, mais aucun effort n'est jamais perdu, et, tôt ou tard, il portera ses fruits. Il faut croire pour réaliser. L'œuvre accomplie par la Société renferme un levain impérissable, destiné à exercer sur l'avenir l'action la plus bienfaisante.

M. Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique), au nom de la délégation britannique, se félicite de ce que l'Assemblée ait porté à sa présidence le Premier délégué du Canada, et, au nom des délégations de tout l'Empire Britannique, remercie les délégués de l'Assemblée d'avoir choisi l'un des plus éminents citoyens de l'Empire.

Il est heureux de constater que la Société gagne en autorité et en influence. Son propre pays a témoigné de sa déférence envers le Conseil et l'Assemblée en l'invitant à le représenter en sa qualité de ministre britannique des Affaires étrangères, et donné une preuve plus complète encore de sa confiance dans le Conseil en se montrant prêt à l'accepter comme arbitre et comme juge dans le regrettable différend qui s'est élevé entre la Grande-Bretagne et la République Turque.

## II. FIFTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on September 10th, 1925.

### Report of the Agenda Committee.

The PRESIDENT asked the Assembly to take a decision on the conclusions of the report of the Agenda Committee. (For the text of this report, see *Assembly Journal* of September 10th.)

*The report was adopted.*

### Report on the Work of the Council.

M. CABALLERO (Paraguay) reminded the Assembly of the circumstances in which the Assembly of 1924, in order to fill up certain gaps in the Covenant, or to define more precisely certain of its provisions, had adopted a Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes. In order to impose respect for public law, the League must have at its disposal the collective force of nations united to guard their safety.

It was especially impossible for Paraguay to decline to make this common effort because her continental policy had always been dictated by the desire to promote understandings between peoples. This was shown by the work accomplished by the Paraguayan delegation at the Pan-American Congress of Santiago de Chile. The Chairman of this delegation, M. Gondra, a former President of the Republic of Paraguay, had helped towards the adoption of a most comprehensive convention, the object of which was to allay conflicts between the countries of the two Americas. This Convention, founded on international loyalty and on the calming influence of the period of time which would have to elapse between the moment when the conflict broke out and the moment when sentence of the Committee of Conciliation provided for in the Convention was rendered, had been ratified in particular by the United States of America, Brazil and Paraguay.

The paramount pre-occupation of the South-American Republics, one which took precedence of all special questions connected with the problem of the organisation of peace, was the reconciliation of European nations. Their principal desire was to help in their modest way towards the practical realisation of an international state of peace. The work accomplished in America might serve as an example in this direction.

As had been pointed out, the Protocol was not sufficient to cause the disappearance of threats of war, for the remedies which it provided were of a political kind and did not touch the causes of war. The work undertaken would only prosper if the peace of the world were organised on an economic basis.

The strongest factor for peace was public opinion, which must be brought to understand the necessity for a common economic and financial policy. There was already a general tendency towards such a conception. The results obtained in Austria and Hungary made it possible to have confidence in the League. An independent economic life must be assured in the greatest possible measure to the small nations whose general conditions of existence were often precarious. There should be no risk of nations dying, some from inanition and others from over-nourishment.

Unfortunately, organised peace and stable guarantees were as yet only to be seen in the distance, but no effort was ever a vain one, and sooner or later success would be achieved. Faith was necessary for success. The work accomplished by the League contained the seeds of what would one day prove to be of the highest benefit to mankind.

Mr. Austen CHAMBERLAIN (British Empire) offered the congratulations of the British delegation to the President of the Assembly on his election to the chair, and thanked the delegates of the Assembly on behalf of the delegations of the whole British Empire for choosing one of its distinguished citizens.

He rejoiced at the growth of the authority and the influence of the League. His own country had marked its respect for the Council and the Assembly of the League by asking him to be its representative as British Minister for Foreign Affairs, and had given a more practical proof of its confidence in the Council by readily accepting it as arbitrator and judge in the unfortunate difference of opinion which had arisen between Great Britain and the Turkish Republic.

Il désire expliquer l'attitude adoptée par son Gouvernement à l'égard du Protocole pour le règlement pacifique des règlements internationaux.

Une observation, faite la veille par le représentant du Danemark, l'a frappé. Celui-ci a dit que la Société des Nations avait pour rôle, non de punir l'agresseur, mais de prévenir l'agression. Il y a là, à son avis, un principe fondamental, qui semble néanmoins avoir été quelque peu perdu de vue lorsque l'on a élaboré le Protocole. Les éléments nouveaux que le Protocole a introduits dans le Pacte semblent au Gouvernement britannique en modifier l'esprit dans une certaine mesure, et obscurcir le but primitif qui inspira la création de la Société. L'insistance avec laquelle il est parlé de sanctions dans le Protocole, la description qui y est faite des mesures militaires, donnent involontairement à penser que la mission de la Société ne consiste pas tant à développer la coopération amicale et l'harmonie conciliante dans la conduite des affaires internationales, qu'à maintenir la paix en organisant la guerre.

L'Assemblée représente une multitude de nations, appartenant à toutes les races, à tous les climats, à toutes les croyances, ayant des institutions politiques et des caractéristiques diverses. Il ne semble guère possible de rédiger un document où l'on prétendrait régler les affaires multiples d'une agglomération aussi vaste et aussi variée de communautés. Le Protocole remplissait exactement les desseins de quelques nations, mais un nombre appréciable de gouvernements, petits ou grands, partageaient les mêmes doutes et éprouvaient les mêmes hésitations que le Gouvernement britannique.

Il se peut que l'attitude du Gouvernement britannique soit la conséquence des caractéristiques de la mentalité anglo-saxonne, à laquelle faisait allusion M. Painlevé dans son discours d'ouverture. L'esprit latin s'intéresse tout naturellement en premier lieu à fixer des principes abstraits et des règles générales; il les applique ensuite aux cas particuliers. L'esprit britannique a tendance à éviter le général et redoute les conclusions logiques, parce qu'il se rend compte que la logique joue un bien petit rôle dans la vie journalière, où l'homme est surtout guidé par ses traditions, ses affections, ses préjugés, parfois par ses émotions ou ses sentiments.

L'attitude des anglo-saxons se révèle dans l'histoire de leur pays. Il n'ont pas eu de troubles révolutionnaires depuis 250 ans et pourtant d'immenses changements se sont produits dans tous les aspects de leur existence. Les hommes d'Etat britanniques n'ont jamais formulé de grands principes généraux avec une précision logique, mais presque invariablement, les décisions les plus importantes qu'ils ont prises ont été illogiques et, par là même, d'autant mieux adaptées à la conciliation d'intérêts divergents, et ont permis ainsi plus facilement d'arriver graduellement au but désiré.

Cette mentalité apparaît principalement dans les rapports entre les diverses grandes communautés de l'Empire Britannique. Les ministres de l'Empire Britannique ont souvent envisagé la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de donner une forme écrite à sa constitution, mais ils ont presque unanimement été d'avis que le secret de l'unité et de la concorde de l'Empire résidait dans l'élasticité résultant du défaut d'une définition logique et précise de ses dispositions. Les hommes d'Etat britanniques ont toujours procédé du particulier au général, se contentant d'examiner, à un moment donné, le mal qui apparaissait ce jour-là.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement britannique a abordé l'examen des grands problèmes internationaux. La Grande-Bretagne a été parmi les auteurs du Pacte. Elle a réitéré les assurances de son loyalisme envers la Société et elle agira toujours dans l'esprit dont s'inspiraient les auteurs du Pacte qui, dans les années qui ont suivi, ont cherché à le perfectionner. Le but final est de hâter l'avènement de la paix, de l'instaurer solidement, de supprimer la guerre si cela est possible, sinon de tout faire pour la rendre difficile et de donner le temps aux amis de la paix d'exercer leur influence, et à l'opinion publique de se prononcer entre les parties.

La dernière Assemblée s'est fortement préoccupée des sanctions matérielles à appliquer aux agresseurs. Nul ne songe à nier la nécessité de telles sanctions, mais les sanctions morales ont autant d'influence que les sanctions de la force. Elles agissent plus tôt et plus sûrement, et ce sont elles qui décident finalement du combat.

Le désarmement par la sécurité, la sécurité par l'arbitrage — arbitrage, sécurité, désarmement — c'est là le programme

He desired to explain the attitude of his Government towards the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes.

He had been struck by an observation made on the previous day by the representative of Denmark, who had said that it was not the purpose of the League of Nations to punish the aggressor but to prevent aggression. This seemed to him to be a fundamental principle which, however, had seemed to be somewhat lost to view in the framing of the Protocol. The additions made by the Protocol to the Covenant appeared to the British Government to change to some extent its spirit and to obscure the original purpose which inspired the creation of the League. The emphasis laid upon sanctions and the elaboration of military procedure in the Protocol insensibly suggested that the business of the League was not so much to promote friendly co-operation and reasoned harmony in the management of international affairs as to preserve peace by organising war.

The Assembly represented a multitude of nations with every possible diversity of political institutions, climate, creed and social characteristics. It seemed hardly possible to frame an instrument to deal with the multiple affairs of so vast and diverse a collection of communities. The Protocol fitted exactly the purposes of some nations, but there were not a few Governments, small as well as great, which shared the doubt and felt the hesitation of the British Government.

The attitude of the British Government was perhaps a consequence of those characteristics of the Anglo-Saxon mind referred to by M. Painlevé at the opening of the Assembly. It was natural to the Latin mind first to fix certain abstract principles and general rules and then to apply them to detailed cases. The British mind was prone to eschew the general and was fearful of logical conclusions, realising that logic played but a small part in everyday life, in which people were largely ruled by tradition, affection, prejudice and by moments of emotion and sentiment.

The Anglo-Saxon attitude was shown in the history of his country, where there had been no revolutionary disturbance for two hundred and fifty years but where immense changes had taken place in every aspect of life. At no single moment had British statesmen formulated large general principles with logical precision but had almost invariably taken vital decisions which had been illogical and, for that reason, all the more adapted to reconcile conflicting interests and to lead to a desired end by gradual means.

This was above all shown in the various great communities of the British Empire. The Ministers of the British Empire had often considered whether an endeavour should not be made to set down its constitution in writing, and they had almost unanimously decided that the secret of its unity and concord of the Empire was to be found in the elasticity afforded by the want of logical and precise definition in its arrangements. British statesmen had always proceeded from the particular to the general and had been content to deal at any one moment with the evil of the day.

It was in this spirit that the British Government approached the consideration of great international problems. Great Britain was part author of the Covenant. It again pledged its loyalty to the League and would always act in the spirit which inspired those who framed the Covenant and who in successive years had sought to give it a greater completeness. The ultimate aim was to promote peace, to establish it firmly, to abolish war, if possible, and, if not, to do everything to render war difficult and to give time for the friends of peace to make their influence felt and for the moral feeling of the world to pronounce judgment on the attitude of the disputants.

Much attention at the last Assembly had been directed to the physical sanctions to be applied against aggressors. The necessity for such sanctions were not denied, but moral sanctions were as influential as the sanctions of force. They acted earlier and more surely, and in the long run decided the issue.

Disarmament through security, and security through arbitration — arbitration, security, disarmament — this was the

commun de l'ensemble de la Société des Nations, mais le désarmement moral est le préliminaire nécessaire du désarmement matériel.

Le Gouvernement britannique a pensé que la façon la plus efficace pour lui de contribuer à l'œuvre de paix consistait à chercher à garantir la paix dans la région avec laquelle la Grande-Bretagne se trouve associée de la façon la plus étroite et à réaliser des garanties de paix au moyen d'accords mutuels entre tous ceux dont les intérêts sont immédiatement en jeu.

Personnellement, il a exposé de la manière suivante, devant le Conseil de la Société, le but du Gouvernement britannique :

« Le Gouvernement britannique cherche à compléter le Pacte par des accords spéciaux pour répondre à des nécessités spéciales. Il va sans dire que ces accords devront avoir un caractère purement défensif, être conçus dans l'esprit du Pacte et exécutés en étroite harmonie avec la Société et sous ses auspices. Le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis qu'on ne saurait mieux atteindre ce but qu'en liant entre elles les nations les plus directement intéressées, et dont les différends pourraient faire naître des conflits, par des traités élaborés avec le seul objet de maintenir entre ces nations une paix durable. »

M. UNDÉN (Suède) déclare que les espérances unanimes de la cinquième Assemblée dans l'établissement prompt et complet d'un système d'arbitrage de sécurité et de désarmement, ne se sont pas réalisées. Un très petit nombre d'Etats seulement ont trouvé possible de signer la clause facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au vœu de l'Assemblée. On ne saurait toutefois nier l'importance considérable de l'effort accompli l'année dernière dans la voie de l'arbitrage obligatoire. Pendant l'année écoulée, l'opinion publique a maintes fois manifesté le désir qu'ont les peuples de voir la Société faire un effort continu pour organiser une paix durable. On peut citer, par exemple, les résolutions adoptées par le groupe des pays du nord de l'Union interparlementaire lors de sa réunion d'Helsingfors et les résolutions que vient d'adopter l'Internationale Socialiste, lors de son Congrès de Marseille.

L'opinion publique a suivi avec une attention soutenue les négociations actuellement en cours concernant un pacte de sécurité à conclure entre certaines Puissances et combiné avec des traités d'arbitrage. Ces négociations auraient pour effet la réalisation partielle des principes du Protocole de Genève, aussi les résultats en sont-ils attendus avec une vive impatience.

Il faut espérer que les négociations aboutiront dans un avenir rapproché et qu'en même temps un pas nouveau vers l'universalité de la Société sera accompli par l'entrée de l'Allemagne. Ainsi sera remplie une des conditions essentielles pour la mise en application des stipulations de l'Article 8 du Pacte sur le désarmement.

Pendant l'année écoulée, toute une série de traités d'arbitrage particuliers ont été conclus entre divers Etats. Dans ces circonstances, peut-être serait-il plus avisé de renoncer à l'espoir de voir conclure un traité général d'arbitrage, et d'attendre le progrès de traités spéciaux conclus entre Etats particuliers.

Cependant, la Société des Nations ne doit pas se contenter de jouer un rôle passif et laisser entièrement l'initiative aux Etats particuliers. On ne peut se dissimuler les difficultés d'un traité général, mais elles pourraient être diminuées par une œuvre « d'adaptation et d'ajustement aux réalités », pour citer l'expression de M. Painlevé.

Deux genres de difficultés, plutôt de forme, se sont présentés en ce qui concerne la mise en vigueur des clauses d'arbitrage du Protocole de Genève. Ces clauses impliquent des amendements au Pacte, et les Membres de la Société ne connaissent que trop les difficultés que rencontre la ratification de tels amendements. De plus, le système du Protocole exige l'adhésion sans réserve de tous les Etats. Ne vaudrait-il pas mieux, dans la situation actuelle, adopter un système plus souple ? Ne pourrait-on élaborer une convention générale, indépendante du Pacte, à laquelle les pays pourraient adhérer sous les réserves qu'ils jugeraient nécessaires ? Personnellement, il est convaincu que beaucoup de pays ne se serviraient pas de la possibilité ainsi ouverte d'exempter de l'arbitrage obligatoire, certaines catégories de différends. Il y a, toutefois, d'autres Etats qui, par suite de circonstances particulières, ne se considèrent pas encore en mesure d'accepter l'arbitrage obligatoire pour toutes les questions juridiques et politiques. Le Protocole de Genève

common platform of the whole League of Nations, but moral disarmament was a necessary preliminary to physical disarmament.

The British Government felt that the greatest contribution it could make to the cause of peace was to seek a guarantee for peace in that region with which it was most intimately associated and to secure guarantees for peace by mutual agreement among all those whose interests were immediately affected.

He had described the object of the British Government to the Council of the League in the following words :

“ Our object is to supplement the Covenant by making special arrangements in order to meet special needs. That these arrangements should be purely defensive in character, that they should be framed in the spirit of the Covenant, working in close harmony with the League and under its guidance, is manifest. And in the opinion of His Majesty's Government these objects can best be attained by knitting together the nations most immediately concerned, and whose differences might lead to a renewal of strife, by means of treaties framed with the sole object of maintaining as between themselves an unbroken peace. ”

M. UNDÉN (Sweden) said that the unanimous hopes of the Fifth Assembly for the prompt and complete establishment of a system of arbitration, security and disarmament had not been realised. Only a very small number of States had found it possible to sign the optional clause of the statute of the Permanent Court of International Justice in conformity with the recommendation of the Assembly. Nevertheless, the considerable importance of the effort made last year towards compulsory arbitration could not be ignored. Many expressions of public opinion had been forthcoming during the past year showing the desire of peoples that the League should make a continuous effort to organise a durable peace. The resolutions adopted by the group of northern countries of the Inter-Parliamentary Union at its meeting at Helsingfors and those adopted by the International Socialist Congress of Marseilles could be cited as examples.

Public opinion had closely followed the negotiations now in progress for a pact of security to be concluded between certain Powers and to be combined with treaties of arbitration. Such a pact and such treaties would secure the partial adoption of the principles contained in the Geneva Protocol; and the results of the negotiations would be eagerly awaited.

He hoped that the negotiations would soon reach a successful conclusion and that at the same time a new step towards the universal nature of the League of Nations would be made by the entry of Germany. This would be fulfilling one of the essential conditions for the application of the provisions of Article 8 of the Covenant concerning disarmament.

During the past year a series of special arbitration treaties had been concluded between various States. In following this development it might perhaps be better to abandon for the moment the hope of concluding a general treaty of arbitration in favour of special treaties concluded between individual States.

Nevertheless, the League of Nations should not rest content with playing a passive part and should not leave the entire initiative to individual States. The difficulties of a general treaty could not be denied, but they might be diminished by useful work “ of adaptation and adjustment ”, as M. Painlevé had already pointed out.

There were two formal difficulties in regard to the putting into force of the arbitration clauses of the Geneva Protocol. These clauses entailed amendments to the Covenant, and Members of the League were only too well aware of the difficulties encountered in obtaining the ratification by States of such amendments. Further, the Protocol demanded the adherence without reserve of all States. Would it not be better in existing circumstances to adopt a more elastic procedure ? Could not a general convention be drawn up independent of the Covenant to which countries could adhere, making any reservations they thought necessary ? He was sure that many countries would not avail themselves of the opportunity thus offered of exempting from compulsory arbitration certain classes of disputes. There were, however, other States which, by reason of their special situation, considered that they were not yet obliged to accept compulsory arbitration for all legal and political questions. The Protocol of Geneva contained

contenait des exceptions importantes au principe de l'arbitrage obligatoire, sans admettre cependant d'autres exceptions que celles expressément mentionnées.

Il y aurait lieu d'examiner avant la prochaine Assemblée la possibilité d'une réalisation progressive des principes d'arbitrage obligatoire, et c'est dans ce dessein qu'il propose le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Considérant l'importance qu'il y a de voir accepter par toutes les Puissances le principe d'arbitrage obligatoire pour le règlement des différends internationaux,

« Prie le Conseil, en vue de faciliter la réalisation de ce but, de soumettre à un examen nouveau par une Commission d'experts, les dispositions relatives à ce sujet contenues dans le Protocole recommandé par la cinquième Assemblée.»

Le PRÉSIDENT déclare que, conformément au Règlement intérieur, cette résolution sera distribuée aux délégués de l'Assemblée, qui seront invités à se prononcer sur la suite à donner au projet de résolution, avant la clôture de la discussion générale.

III. QUATRIÈME COMMISSION: SOUS-COMITÉ B. (CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CONFÉRENCES)

Le Sous-Comité B de la quatrième Commission a tenu séance hier, mardi 10 septembre, à 16 heures.

M. le Baron LEHMANN (Libéria) a été élu Président du Sous-Comité et M. RÉVEILLAUD (France) a été nommé Rapporteur.

Le Sous-Comité a abordé ensuite la discussion de la question qu'il était chargé d'examiner.

A la demande des délégations britannique et suisse, les modifications suivantes ont été apportées à la composition de la Sous-Commission:

Mr. Arthur Michael SAMUEL est remplacé par sir Hubert Llewellyn SMITH; et M. GAUDARD, par M. le professeur W. BURCKHARDT.

important exceptions to the principle of compulsory arbitration but refused to recognise any exceptions which were not expressly mentioned in it.

The possibility of an application in stages of the principles of compulsory arbitration should be examined before the next Assembly. He would therefore propose the following resolution:

" The Assembly,

" In view of the importance of the acceptance by all Powers of the principle of compulsory arbitration for the settlement of international disputes:

" Requests the Council, in order to facilitate the attainment of this object, to submit for re-examination to a committee of experts the provisions concerning this subject contained in the Protocol recommended by the Fifth Assembly."

The PRESIDENT said that, in conformity with the Rules of Procedure, this resolution would be circulated to members of the Assembly, who would be called upon to take a decision upon it before the close of the discussion.

III. FOURTH COMMITTEE: SUB-COMMITTEE B (CONSTRUCTION OF A CONFERENCE HALL)

Sub-Committee B of the Fourth Committee met yesterday, Thursday, September 10th, at 4 p.m.

Baron LEHMANN (Liberia) was elected Chairman of the Sub-Committee and M. RÉVEILLAUD (France) was appointed Rapporteur.

The Sub-Committee then passed to a discussion of the question with which it had been entrusted.

The following changes have been made in the composition of the Sub-Committee at the request of the British and Swiss delegations:

Mr. Arthur Michael SAMUEL is replaced by Sir Hubert Llewellyn SMITH; M. GAUDARD is replaced by Professor BURCKHARDT.

IV. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS. IV. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Chine: S. E. M. Chao-Hsin Chu. — Suppléants: le Dr Hoo Chi-Tsai; M. Tchang Gui-Tong.

Ethiopie: le négaldas Zelleka.

Grèce: S. E. M. Constantin Rentis, ou S. E. M. Alexandre Carapanos. — Suppléant: M. Jean Lambiris.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Chine: le Dr Tchéou Wei. — Suppléants: M. W. Z. Chien; M. C. N. Lou.

Ethiopie: Lidj Makonnen Endalkatcho.

Grèce: M. Alexandre Carapanos. — Suppléant: M. Jean Lambiris.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Chine: le Dr Hoo Chi-Tsai. — Suppléants: M. T. Chen; M. Roland Ouang.

Ethiopie: Ato Tasmaé.

Nouvelle-Zélande: Sir James Allen. — Suppléant: M. J. D. Gray.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Belgique: M. Melot; M. Velghe.

Chine: S. E. M. Wang Tseng-Sze. — Suppléants: M. Tchang Gui-Tong; M. P. C. Fang.

Ethiopie: le négaldas Zelleka.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Chine: S. E. M. Chao-Hsin Chu. — Suppléants: M. Nietsou Wang; M. Shu-Seng Chu.

Ethiopie: Lidj Makonnen Endalkatcho.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Chine: S. E. M. Tang Tsai-Fou. — Suppléants: le Dr Tchéou Wei; M. S. S. Koo.

Ethiopie: le négaldas Zelleka; Lidj Makonnen Endalkatcho; Ato Tasmaé.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: le Dr Vassilijé Yovanovitch. — Suppléant: M. le Dr Straznicki.

V. ADJONCTIONS A LA LISTE DES JOURNALISTES — V. ADDITIONS TO THE LIST OF JOURNALISTS

PRESSE AMÉRICAINE.

The Churchman and The Christian Endeavour: M<sup>me</sup> M. DE PERROT, 2, chemin Peschier.

PRESSE BRITANNIQUE.

Springfield Republican: Mr. George L. Fox, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE ITALIENNE.

Resto del Carlino: M. A. DE ANGELIS, Hôtel de l'Ecu.

PRESSE SUISSE.

Revue de Droit international (Sottile): Dr L. DE MONTLUT, 35, chemin de Miremont.

## VI. RESTAURATION FINANCIÈRE DE LA HONGRIE

EXPOSÉ DE M. JEREMIAH SMITH JUNIOR,

*Commissaire général de la Société des Nations en Hongrie,  
à la deuxième Commission (10 septembre 1925).*

Au cours de l'année dernière, l'application du plan de restauration financière de la Hongrie a progressé d'une manière remarquable.

Lorsque la Commission s'est réunie, il y a un an, le plan de restauration n'était appliqué que depuis quatre mois et il était seulement possible de prédire les résultats que l'on pouvait attendre de sa mise en œuvre effective.

L'exercice financier du Gouvernement hongrois commence le 1<sup>er</sup> juillet et comme nous sommes actuellement en possession des résultats d'un exercice budgétaire complet, il est possible de présenter un exposé concret au lieu d'un pronostic.

Je suis extrêmement heureux d'annoncer à la Commission que les résultats obtenus sont beaucoup plus satisfaisants que tous ceux que l'on aurait pu prévoir il y a un an. Le budget du plan de restauration préparé par le Comité financier du Conseil estimait que l'exercice se terminant le 30 juin dernier se solderait par un déficit de 100 millions de couronnes-or. Les résultats effectifs de cet exercice montrent qu'au lieu d'un déficit, il existe un excédent d'environ 63 millions de couronnes-or.

Vous vous demanderez, naturellement, comment on a pu arriver à ces résultats extrêmement satisfaisants. Ils sont entièrement dus à un accroissement des recettes qui sont de 40 à 50 %, supérieures aux prévisions de recettes figurant dans le plan de restauration. Le plan en question n'envisageait aucune diminution des dépenses de l'Etat et aucune diminution de ce genre ne s'est d'ailleurs produite. Au contraire, on a constaté une augmentation d'environ 10 % par rapport aux dépenses qui avaient été prévues. J'attribue l'augmentation des recettes à la stabilisation de la couronne qui a eu lieu en juillet 1924, immédiatement après l'ouverture de la nouvelle Banque nationale, et au fait que, dans tous les milieux, on a été persuadé que le pays était revenu à une situation suffisamment stable.

Ce résultat n'est pas dû à des circonstances spécialement favorables et de caractère temporaire. La Hongrie est un pays essentiellement agricole, où les récoltes constituent un facteur important : l'an dernier, les récoltes n'ont pas été mauvaises, par comparaison aux autres récoltes d'après-guerre, bien qu'elles n'aient pas été exceptionnellement bonnes et soient restées à un chiffre de beaucoup inférieur à celui de la moyenne d'avant-guerre. L'industrie et le commerce éprouvent généralement des difficultés lorsque la stabilisation se produit à la suite d'une longue période de dépréciation et d'inflation. La Hongrie n'a pas fait exception à cette règle générale et, au cours de l'année dernière, bien que la situation économique n'ait pas été aussi critique que dans d'autres pays où la stabilisation s'est produite à la suite de la dépréciation monétaire, elle était assez loin, cependant, d'être parfaite et probablement inférieure à la moyenne que l'on pouvait espérer au cours d'une année normale. Le volume actuel du commerce ne représente qu'environ 60 % du commerce normal d'avant-guerre; mais on espère que cette proportion continuera d'augmenter, notamment si des traités de commerce, instituant des réductions réciproques de tarif, peuvent être conclus entre la Hongrie et ses voisins. Vous voyez, par conséquent, qu'à mon avis, ce n'est pas à des circonstances exceptionnellement favorables qu'il faut attribuer la renaissance de la Hongrie.

Pour aboutir à ce résultat, il a été nécessaire d'établir des impôts qui, à mon avis, ont été extrêmement lourds. Les statistiques relatives aux impositions ne sont pas toujours très sûres et sont parfois de nature à induire en erreur. Toutefois, d'après les calculs les plus minutieux auxquels j'ai pu me livrer, je conclus que le chiffre global de l'imposition en Hongrie, y compris non seulement les dépenses de l'Etat lui-même, mais aussi celles des municipalités et autres organisations autonomes qui participent à la nature des impositions s'élèvent à environ 75 couronnes-or, soit plus de 77 francs-or par habitant. Si l'on compare ce chiffre à ceux de l'impôt par habitant en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, il ne semble pas qu'il représente des impôts extrêmement élevés, car ils ne s'élèvent qu'à un chiffre entre 1/3 et 1/6 de celui que doivent payer les habitants de quelques-uns des pays que je viens de mentionner. Toutefois, il faut tenir compte du fait que les pays en question

## VI. FINANCIAL RECONSTRUCTION OF HUNGARY.

STATEMENT OF MR. JEREMIAH SMITH JUNIOR,

*Commissioner-General for the League of Nations in Hungary,  
delivered at the Meeting of the Second Committee  
(September 10th, 1925).*

During the last year remarkable progress has been made with the execution of the plan for the financial reconstruction of Hungary.

When this Committee sat a year ago the plan had been in operation only four months and it was not possible to do more than predict the results that might follow from the actual operation of the plan.

The financial year of the Hungarian Government begins on the first day of July, and as we now have the results of a complete budget year it is possible to make definite statements instead of predictions.

I take the greatest pleasure in informing the Committee that these results are far beyond what anyone could have foreseen a year ago. The budget of the reconstruction plan prepared by the Financial Committee of the Council estimated that for the year ending June 30th last there would be a deficit of 100 million gold crowns. The actual results for that year show that instead of a deficit there was a surplus of approximately 63 million gold crowns.

Naturally you will ask how this very satisfactory result has been brought about. It is due entirely to an increase in the receipts of from 40 to 50 per cent more than the estimate of the receipts contained in the reconstruction plan. The plan did not contemplate a decrease of Government expenditure and none has taken place. On the contrary, there has been an increase of perhaps 10 per cent in the actual expenditure over the estimated expenditure. The increase in the receipts I attribute to the stabilisation of the crown which took place in July 1924, immediately after the opening of the new National Bank, and to the general confidence that reasonably stable conditions had been re-established.

This result was not due to any extraordinarily favourable conditions of a temporary character. Hungary being essentially an agricultural country, much depends upon the harvests, and last year the harvest, while not bad compared to other post-war harvests, was not unusually good and was considerably below the average pre-war harvest. Industry and trade usually experience difficulties when stabilisation occurs following a prolonged period of depreciation and inflation. Hungary has been no exception to this general rule, and during the past year the economic situation, while not as bad as it has been in many other countries where stabilisation has occurred after depreciation, was not ideal and was below the average of what we may expect in a normal year. The total volume of trade is only about 60 per cent of the normal pre-war trade, but it is hoped that this proportion will continue to increase, especially if commercial treaties providing for reciprocal tariff reductions can be negotiated between Hungary and its neighbours. You will see, therefore, that I do not attribute the recovery of Hungary to unusually favourable circumstances.

To bring about this result it has been necessary to impose taxation, which I consider has been quite heavy. Statistics in relation to taxation are often unreliable and sometimes misleading. I find, however, after the most careful calculations that I have been able to make, that the total taxation in Hungary, including not only the expenditures of the Government itself but those of municipalities and other autonomous bodies in the nature of taxation, amount to about 75 gold crowns — or more than 77 gold francs — per head. Compared with the figures of taxation *per capita* in France, Germany and Great Britain, this does not appear to be very heavy taxation, only perhaps from one-third to one-sixth of what it is in some of the countries I have mentioned.

It should be borne in mind, however, that these countries are far wealthier than Hungary, which is an agricultural country and has not the wealth accumulated during many generations.

sont beaucoup plus riches que la Hongrie, car celle-ci, qui est un pays agricole, ne possède pas les richesses, accumulées au cours d'un grand nombre de générations, qui constituent une grande partie de la fortune nationale des pays en question. Lorsque l'on compare cette imposition avec celle des pays d'un caractère analogue, ou qu'on l'exprime en pourcentage du revenu national, les impôts sont élevés. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des statistiques sûres du revenu national, j'estime que l'imposition totale en Hongrie varie entre 13 et 15 % du revenu national, ce qui est un chiffre élevé pour un pays agricole.

Mon opinion se trouve encore confirmée si l'on envisage l'incidence des impôts. Le régime en vigueur en Hongrie, comme dans certains autres pays, repose principalement sur l'imposition indirecte. Près des trois quarts des recettes de l'Etat sont perçues par imposition indirecte, l'impôt sur les ventes ou sur le chiffre d'affaires, à elle seule, ayant produit, au cours de l'exercice dernier, un quart du chiffre global des recettes brutes de l'Etat.

L'imposition frappe le plus lourdement la population urbaine qui, en Hongrie, représente de 1/4 à 1/3 de la population totale, et je suis certain que les impôts en question ont constitué une lourde charge pour les habitants des villes.

Toutefois, il a maintenant été possible, en raison du résultat extrêmement satisfaisant de l'exercice financier écoulé, de diminuer quelque peu le chiffre des impôts; la principale réduction a ramené l'impôt sur les ventes ou sur le chiffre d'affaires de 3% (l'un des chiffres les plus élevés qui existent dans un pays quelconque pour un impôt de ce genre) à 2%; d'autres réductions peu importantes ont également été effectuées et l'on espère qu'elles allégeront quelque peu la charge de la population urbaine.

Le plan de restauration prévoyait, comme je l'ai dit, un déficit de 100 millions de couronnes-or pendant la durée du premier exercice financier complet, et ce déficit devait être comblé à l'aide du produit de l'emprunt de restauration. Comme il n'y a pas eu de déficit, il n'a pas été nécessaire d'avoir recours à l'emprunt de restauration à cet effet. Aucun prélèvement n'a été effectué sur le produit de l'emprunt depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1924, et, à la fin dudit exercice, il restait en caisse 185 millions de couronnes-or de l'emprunt de restauration sur un chiffre total de 253 millions de couronnes-or.

En raison de la situation financière favorable, le Conseil, lors de sa session de juin dernier, a autorisé, sur la suggestion du Gouvernement hongrois, une dépense de 30 millions de couronnes-or, prélevés sur le solde de l'emprunt de restauration, en vue de dépenses de capital utiles; il a, en outre, autorisé l'affectation à cet usage de l'excédent budgétaire afférent au dernier exercice.

Ces sommes devaient être employées pour les fins sur lesquelles le Gouvernement et le Commissaire général se mettraient d'accord. Un programme a été élaboré et approuvé; il prévoit, en premier lieu, une dépense d'environ 70 millions de couronnes-or, comprenant des dépenses de capital pour les Chemins de fer de l'Etat, les Postes, Télégraphes et Téléphones, la construction de canaux de drainage et de digues en vue d'augmenter la superficie des terres cultivables, la construction de petites habitations, afin de remédier à la crise des logements qui sévit depuis longtemps en Hongrie, ainsi qu'un certain nombre de dépenses présentant un caractère général analogue.

Les perspectives d'avenir sont encourageantes, les récoltes, cette année, sont excellentes et atteignent presque, comme quantité, les récoltes d'avant-guerre. La situation économique s'améliore lentement, mais régulièrement. Les prévisions du Gouvernement, pour l'exercice en cours, indiquent un budget en équilibre et les résultats des deux premiers mois du présent exercice (juillet et août) sont favorables.

Cette situation actuelle satisfaisante est-elle susceptible d'être permanente? En ce qui me concerne, je suis de cet avis. J'ai été récemment assez heureux pour obtenir l'opinion de deux économistes éminents au sujet de la situation en Hongrie. L'un est le professeur Young, de l'Université Harvard, et l'autre M. Maurice Frère, un économiste belge qui est maintenant l'un des conseillers techniques, à Berlin, de l'Agent général des paiements de réparations et qui est tout particulièrement compétent pour un examen de ce genre; car il s'est antérieurement familiarisé avec la situation de la Hongrie, lorsqu'il faisait partie du personnel de la Commission des réparations.

Ces deux experts m'ont exprimé un avis très favorable quant au caractère permanent de la situation présente et ils ont confirmé l'opinion optimiste à laquelle j'avais moi-même abouti

that constitutes a large part of the national wealth of many other countries. When this taxation is compared with that in other countries of a similar character or is computed in percentage of the national income, the taxes appear high. While it is difficult to obtain reliable statistics of national income, I am of opinion that the total taxation in Hungary is from 13 to 15 per cent of the national income, which is high taxation for an agricultural country.

I am further confirmed in my opinion by observation of the burden of taxes. The system in force in Hungary, as in some other countries, relies chiefly upon indirect taxation. Nearly three-fourths of the Government revenues are collected by indirect taxation, the sales or turnover tax alone having produced during the past year one-fourth of the total gross revenue of the Government.

Thus taxation falls the heaviest upon the urban population, which in Hungary constitutes perhaps one-fourth to one-third of the total population of the country, and I am satisfied that these taxes have been a heavy burden on the urban population.

It has now been possible, however, in view of the very satisfactory result of the past financial year, to make some reductions in taxation, the principal one being to reduce the sales of turnover tax from 3 per cent — which is one of the highest rates prevailing anywhere for a tax of this character — to 2 per cent, and other slight reductions in taxation have been made which it is hoped will afford some relief to the urban population.

The reconstruction plan provided, as I have said, for a deficit of 100 million gold crowns during the first full financial year, which was to be met out of the proceeds of the Reconstruction Loan. As there has been no deficit it has not been necessary to use any of the reconstruction loan for this purpose. The proceeds have not been drawn upon since July 1st, 1924, and at the end of the financial year there remained on hand 185 million gold crowns of the reconstruction loan out of a total amount of 253 million gold crowns. In view of the favourable financial situation, the Council, at its meeting last June, on the suggestion of the Hungarian Government, authorised the expenditure of 30 million gold crowns from the balance of the reconstruction loan for useful capital investment, and further authorised the use of the budget surplus of the past year for the same object.

These amounts were to be used for such objects as might be agreed upon between the Government and the Commissioner-General, and a programme has been drawn up and approved providing for an expenditure in the first instance of some 70 million gold crowns, which includes capital investments for the State Railways, the Posts, Telegraphs and Telephones, the construction of drains and dykes for the purpose of increasing the area of land suitable for cultivation, the construction of small dwellings to relieve the housing shortage which has existed in Hungary for a considerable time, and many other items of the same general character.

The prospects for the future are encouraging. The harvest this year is excellent, approaching pre-war harvests in quantity; economic conditions are slowly but steadily improving; the estimates of the Government for the financial year now in progress show a balanced budget, and the results of the first two months of this year, July and August, are satisfactory.

Is the present satisfactory condition of affairs likely to be permanent? It is my belief that it is. I have been fortunate enough recently to have the advice of two eminent economists on the situation in Hungary, Professor Young, of Harvard University, and M. Maurice Frère, a Belgian economist who is now one of the economic advisers in Berlin to the Agent-General for Reparation Payments and who has unusual qualifications for such an examination, as he had previously been familiar with Hungarian conditions when he was on the staff of the Reparation Commission.

Both of these experts have expressed to me a very favourable opinion upon the permanence of the existing conditions and have confirmed my own optimistic opinions.

Il reste naturellement beaucoup à faire. Comme maint autre Etat, la Hongrie, à la suite de la guerre, possède un nombre excessif de fonctionnaires et il est extrêmement désirable qu'un programme soit préparé en vue de la réduction permanente du nombre de ces fonctionnaires, non pas au moyen de licenciements qui provoqueraient actuellement de grandes détresses, mais grâce à des suppressions de postes, au fur et à mesure qu'il se produira des vacances.

La gestion des entreprises de l'Etat, et particulièrement des Chemins de fer de l'Etat, présente également la plus haute importance au point de vue de l'équilibre permanent du budget hongrois. Les Chemins de fer font actuellement appel au Trésor hongrois pour obtenir les fonds nécessaires à leurs dépenses annuelles de capital; il est extrêmement désirable qu'ils soient mis à même de pouvoir subvenir à leurs propres dépenses de capital.

On peut dire, toutefois, avec quelque confiance, que, si la Banque nationale de Hongrie poursuit à l'avenir la politique saine et prudente qu'elle a appliquée jusqu'à ce jour au point de vue monétaire, et si le Gouvernement fait montre de la prudence convenable dans la préparation de son budget, il y a tout lieu de croire que l'équilibre des finances hongroises peut être maintenu de façon permanente.

La situation n'aurait pu devenir aussi satisfaisante qu'elle l'est actuellement sans la collaboration enfièbre et loyale du Gouvernement hongrois, qui a coopéré sans restriction à tous les stades de l'œuvre entreprise et qui a constamment agi d'accord avec le Commissaire général.

Je ne peux clore mes observations sans rappeler l'opinion que j'avais émise devant la Commission, il y a un an, et qui a été confirmée par mon expérience: nous sommes en présence d'un exemple frappant des résultats auxquels on peut aboutir au moyen d'une coopération internationale, dont l'occasion a été fournie par l'existence même de la Société qui a pu préparer un plan de caractère non politique, reposant sur des bases solides, et qu'aucun autre organisme n'aurait, je crois, été en mesure de réaliser.

## VII. DEUXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa deuxième séance jeudi, 10 septembre 1925, à 15 heures, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

### *Restauration financière de la Hongrie.*

M. Jeremiah SMITH (Commissaire général) donne lecture d'un exposé sur l'application du plan de restauration financière de la Hongrie. (Ce discours figure dans le *Journal de l'Assemblée* de ce jour.)

S. E. M. WALKO, Ministre du commerce de la Hongrie, provisoirement chargé des Affaires étrangères, met en relief les différentes raisons permettant d'avoir confiance dans la situation actuelle et dans la reconstitution de son pays. Il montre que l'aspect financier de cette situation est des plus satisfaisants. Si, au point de vue économique, il y a lieu d'avoir certaines préoccupations, il existe, cependant, des motifs sérieux d'espérer une amélioration rapide dans ce domaine, qui est étroitement lié au domaine financier.

La récolte de cette année permet l'optimisme; les investissements de l'Etat et de certaines villes, opérés avec le consentement du Commissaire général, auront pour conséquence de réduire le chômage. Une partie de la population, qui occupait autrefois des fonctions administratives, culturelles et commerciales, ne peut trouver un emploi que si la vie économique est intensifiée. Bien qu'il faille tenir compte également de l'appauvrissement des classes moyennes et qu'il y ait là un des problèmes les plus difficiles à résoudre, les facteurs de l'amélioration de la situation économique se manifestent déjà; c'est grâce à cette amélioration qu'on peut espérer voir le Gouvernement trouver les ressources pour faire face aux dépenses sans devoir recourir à des impôts excessifs.

Le bilan commercial montre que le déficit se réduit d'une façon importante. Les relations commerciales de la Hongrie se trouvent déjà réglées au moyen d'accords et de conventions avec seize pays. Deux autres accords ont déjà été signés depuis

Of course there is much to be done in the future. Hungary, like many other States as a result of the war, has an excessive number of State employees, and it is extremely desirable that some plan should be proposed for their permanent reduction — not through dismissals which could cause great distress at the present time but by the method of not filling vacancies in posts as they may occur in the future.

The management of the State enterprises and particularly the State Railways is also of the greatest importance for the permanent equilibrium of the Hungarian budget. The railways are now calling upon the Hungarian Treasury to provide funds for their needed capital expenditures which occur annually, and it is extremely desirable that they should be got into a condition where they will be able to finance their own capital expenditures.

It may be said, however, with some degree of confidence that if the Hungarian National Bank pursues in the future the sound and conservative policy that it has pursued up till now in the management of the currency, and if the Government uses ordinary prudence in the preparation of its budget, there is every reason to believe that the permanent equilibrium of the Hungarian finance can be maintained.

Affairs could not have reached their present satisfactory condition without the complete and loyal co-operation of the Hungarian Government, which has been freely given at every stage of the proceedings and has constantly worked in complete co-operation with the Commissioner-General.

I cannot conclude my remarks without again referring to the opinion which I expressed to this Committee a year ago, which has only been confirmed by my experience, that this is a striking example of what can be achieved through international co-operation, the opportunity for which was afforded by the existence of the League, which was able to prepare a sound plan, non-political in character, and which I do not believe could have been brought about through any other agency.

## VII. SECOND MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its second meeting yesterday (Thursday, September 10th, 1925), at 3 p.m., under the chairmanship of Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands).

### *Financial Reconstruction of Hungary.*

Mr. Jeremiah SMITH, Commissioner-General, read a statement on the execution of the scheme for the financial reconstruction of Hungary (this statement is published in the present issue of the *Journal*).

M. WALKO, Minister for Commerce of Hungary, in provisional charge of the Ministry for Foreign Affairs, emphasised the various reasons justifying confidence in the present position and in the reconstruction of his country. He showed that the financial aspect of this position was most satisfactory. If from the economic point of view there was cause for a certain anxiety, there were, nevertheless, good reasons to expect a rapid improvement in this matter, which was closely bound up with the financial problem. The harvest for the present year justified optimism, and the productive investments of the State and of certain cities, made with the consent of the Commissioner-General, would result in a reduction of unemployment. A portion of the population, which formerly was engaged in administrative, educational and commercial duties, could only find employment if the economic life of the country were developed. Although it was necessary to take into account the impoverishment of the middle classes, and though there was here a very difficult problem to solve, the factors in the improvement of the economic situation were already clear, and it was thanks to this improvement that hopes could be entertained of the Government finding the resources necessary to meet the expenditure without being obliged to resort to excessive taxation.

The trade figures showed that the deficit was being reduced to an appreciable extent. The commercial relations of Hungary were already regulated by means of agreements and conventions with some 16 countries. Two other agreements had been



la mise en vigueur du nouveau tarif douanier, et les négociations sont en cours avec cinq autres pays.

Bref, tout permet de croire que les difficultés auxquelles la Hongrie doit faire face seront rapidement surmontées.

M. NOGARO (France) félicite le Gouvernement hongrois de n'avoir fait appel au concours financier étranger qu'avec une grande prudence et de n'avoir pas ainsi trop grevé de ce chef la balance des comptes du pays.

Il constate que les augmentations de la circulation monétaire se trouvent justifiées dans le dernier rapport du Commissaire général par les besoins du commerce et de l'industrie et que le change ne s'en est pas ressenti, ni même le niveau des prix. Il signale, toutefois, que le taux de l'escompte et surtout le taux d'intérêt des emprunts est très élevé. Comme M. Walko l'a fait ressortir, il est d'avis que la situation économique doit retenir l'attention et se félicite de voir le Gouvernement s'en préoccuper. Il souhaite que le développement économique de la Hongrie soit associé à celui des pays voisins et, notamment, que les négociations engagées avec l'Autriche puissent aboutir à des résultats satisfaisants.

M. A. M. SAMUEL (Empire Britannique) souligne certains points mis en relief par M. Nogaro. C'est par le travail, dit-il, que la Hongrie pourra réaliser l'équilibre complet de sa vie financière et économique. Pour diminuer le taux de l'escompte, il faut inspirer confiance aux capitalistes étrangers en montrant que la Hongrie est résolue et capable d'exécuter ses engagements. Il convient de signaler les efforts faits dans ce sens par le gouvernement. En ce qui concerne le fardeau des impôts, M. Samuel rappelle qu'en Angleterre ils sont trois fois plus élevés qu'en Hongrie. Si des dépenses sont nécessaires, il faut qu'elles soient couvertes par l'impôt.

M. F. SUVITCH (Italie) s'associe aux remarques des représentants de la France et de l'Empire Britannique. Il est très heureux de constater que la Hongrie a surmonté la crise très grave qui est généralement la conséquence de la stabilisation de la monnaie.

L'effort qui a été fait permet d'espérer que le développement du pays continuera.

M. SOKAL (Pologne) est particulièrement heureux de constater le relèvement économique et financier de la Hongrie. Il s'associe aux remarques des représentants de la France et de l'Empire Britannique.

Les difficultés économiques de la Hongrie sont aussi celles de la Pologne et d'autres pays voisins de la Hongrie. M. Sokal suggère que l'occasion soit donnée sous une forme ou sous une autre à ces Etats, de se retrouver pour discuter plus amplement les questions qui ont été soulevées dans les exposés de MM. Smith et Walko.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) est également heureux des résultats obtenus en Hongrie. A son avis, il y a lieu de féliciter aussi la Société des Nations qui a trouvé les moyens pratiques de venir en aide, par une coopération internationale, à un pays très éprouvé. Il appuie les considérations présentées par les orateurs précédents et demande quelques éclaircissements sur certains virements qui sont faits sur les excédents du budget et de l'emprunt.

M. Jeremiah SMITH (Commissaire général) déclare que toutes les dépenses faites de cette manière ont été engagées par le Gouvernement hongrois d'accord avec lui-même. Il se tient dès maintenant à la disposition des membres de la Commission qui désireraient des précisions qui seront d'ailleurs publiées dans son prochain rapport mensuel.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie, vice-président) déclare que son gouvernement accueillera avec joie les assurances données par M. Smith sur l'affectation du surplus du budget; il se félicite aussi des déclarations de M. Walko relatives à la politique économique de la Hongrie, car elles contribueront à développer les bonnes relations avec les pays voisins. Il accueille favorablement la proposition de M. Sokal, mais il estime qu'un tel échange de vues devrait ne pas être limité à certaines parties de l'Europe.

M. AVRAMOVITCH s'associe à la remarque de M. Veverka.

M. SOKAL marque son accord.

signed since the coming into force of the new Customs tariff, and negotiations with five countries were in progress.

Everything justified the belief that the difficulties which Hungary was obliged to face would be quickly overcome.

M. NOGARO (France) congratulated the Hungarian Government upon having appealed for financial help abroad with the greatest prudence and upon having avoided in this way overburdening the public finances of Hungary.

He noted that the increases in the monetary circulation were justified in the last report of the Commissioner-General by the needs of commerce and industry and that the exchange had not felt the effects of this increase nor had the level of prices been modified. He would point out, however, that the rate of discount and, above all, the interest on loans was very high. As M. Walko had emphasised, the economic position should receive careful attention, and he was glad to see that the Government was considering the matter. He hoped that the economic development of Hungary might be associated with that of the neighbouring countries and particularly that the negotiations which had been started with Austria might meet with success.

Mr. A. M. SAMUEL (British Empire) emphasised certain points referred to by M. Nogaro. Only by hard work would Hungary be able to establish complete equilibrium in her financial and economic life. In order to diminish the rate of discount it was necessary to inspire confidence in foreign capitalists by showing that Hungary was resolved and able to carry out her engagements. The efforts made by the Hungarian Government in this direction were worthy of note. As regarded the burden of taxation he would point out that in England taxation was three times as heavy. If expenditure was necessary it must be covered by taxation.

M. F. SUVITCH (Italy) associated himself with the observations of the representatives of France and the British Empire. He was very happy to note that Hungary had survived the very grave crisis which generally followed a stabilisation of the currency.

The effort which had been made warranted a hope that the development of the country would continue.

M. SOKAL (Poland) was particularly happy to observe the economic and financial reconstruction of Hungary. He associated himself with the observations of the representatives of France and the British Empire. The economic difficulties of Hungary were also those of Poland and other neighbouring countries. He would suggest that an opportunity should be given to these countries, in one form or another, to come together in order to discuss more fully the questions which had been raised in the statements of Mr. Smith and M. Walko.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was also happy to note the results achieved in Hungary. In his opinion the League of Nations should also be congratulated, which had found practical means of coming to the assistance of a country which was in a very serious position by means of international co-operation. He supported the observations made by the previous speakers and asked for some explanations in regard to the use made of the surpluses of the budget and the loan.

Mr. Jeremiah SMITH (Commissioner-General) said that all such expenditure had been sanctioned by the Hungarian Government in agreement with himself. He was ready to give to the members of the Committee any immediate explanation which they might desire, though a full statement would be made on the subject in his next monthly report.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) said that his Government welcomed with joy the assurances given by Mr. Smith in regard to the allocation of the surplus of the budget. He was also glad to note the declarations of M. Walko as to the economic policy of Hungary, which would contribute to the development of good relations with her neighbours. He welcomed the proposal of M. Sokal but thought that the proposed exchange of views should not be limited to certain portions of Europe.

M. AVRAMOVITCH agreed with the observations of M. Veverka.

M. SOKAL also agreed.

M. CONTZESCO (Roumanie) dit que son gouvernement sera d'autant plus satisfait des constatations formulées dans les rapports qu'il s'agit d'un pays dont la Roumanie est créancière.

M. LOUCHEUR (France) déclare que le Gouvernement français a l'intention de faire une proposition, — soit à cette Commission, soit à l'Assemblée — tendant à faire procéder à une étude générale de la situation économique, monétaire et financière, non seulement de la Hongrie et des pays l'entourant, mais du monde entier.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie, vice-président) marque son accord complet avec la proposition de M. Loucheur; il suggère que l'examen de cette importante question soit entièrement séparé du problème du relèvement économique de la Hongrie.

Le PRÉSIDENT résume la discussion; il félicite M. le Commissaire général et Son Excellence M. Walko, de leurs remarquables exposés, ainsi que des résultats obtenus.

#### *Désignation des rapporteurs.*

La Commission désigne à l'unanimité:

M. LOUCHEUR (France) comme rapporteur à l'Assemblée sur la question de la reconstitution de la Hongrie;

M. VELGHE (Belgique) pour les questions relatives à l'hygiène;

M. MICHELET (Norvège) pour la reconstitution de l'Autriche;

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) communications et transit;

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba): a) enseignement destiné à propager parmi la jeunesse l'idéal de la paix mondiale; b) enseignement à donner dans les universités et les écoles sur les buts poursuivis par la Société des Nations; c) coopération intellectuelle.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) Union internationale de Secours;

M. SAMUEL (Empire Britannique) questions financières.

Sir Atul Chandra CHATTERJEE (Inde) questions économiques.

M. WANG TSENG-SZE (Chine) demande que de légères modifications soient apportées au texte du rapport que le Comité d'Hygiène a présenté à l'Assemblée ainsi que dans celui du rapport télégraphique N° 23 émanant du Bureau épidémiologique de Singapour. Ces modifications ont trait au rôle qui est attribué à l'Extrême-Orient dans la propagation de certaines maladies épidémiques.

M. NAGAI (Japon), au nom de la délégation japonaise, exprime l'approbation de son gouvernement à l'égard du rapport présenté par le Comité d'hygiène.

Il insiste sur l'avantage qu'il y aurait à faire connaître au Japon, dans toutes les classes de la population, l'œuvre humanitaire accomplie par la Société des Nations, telle qu'elle est prévue dans le Pacte.

L'Organisation d'hygiène, qui s'est attachée à l'étude de bien des problèmes intéressant l'état sanitaire de l'Europe, devrait également diriger son activité du côté de l'Orient.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) remercie, au nom de son gouvernement, l'Organisation d'hygiène pour l'œuvre qu'elle a accomplie au cours de l'année écoulée, et, en particulier, pour la mission que le Comité d'hygiène a envoyée dans son pays. A son avis, l'heure n'est pas venue de réaliser des économies sur le budget de l'Organisation d'hygiène. Il faut, au contraire, fournir à celle-ci tous les moyens dont elle a besoin pour mener à bien la tâche qui lui a été confiée.

M. VELGHE (Belgique), répondant aux observations qui ont été faites, souligne combien les échanges de personnel sanitaire ont été appréciés dans la majorité des pays. Ce sont, non seulement les participants à ces échanges qui en ont retiré des connaissances utiles, mais ce sont encore les administrations sanitaires nationales qui en ont bénéficié.

Le Comité d'hygiène est vivement désireux d'étendre son champ d'action à l'Orient. L'institution du Bureau de Singapour n'est qu'un premier pas dans cette voie. Quant aux dépenses, elles n'ont été engagées qu'avec l'assentiment de l'Assemblée et pour donner suite à des demandes émanant des divers gouvernements. Le Comité d'hygiène désire vivement stabiliser son budget et il a proposé dans ce but que le nombre de ses Commissions ne soit pas augmenté. La proportion représentée par les dépenses d'hygiène dans le budget du pro-

M. CONTZESCO (Roumanie) said that his Government would be all the more satisfied with the statements contained in the reports owing to the fact that Hungary was a country of which Roumania was a creditor.

M. LOUCHEUR (France) said that the French Government intended to make a proposal either to that Committee or to the Assembly with the object of starting without delay an investigation into the economic, monetary and general financial position not only of Hungary and of the surrounding countries but of the whole world.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) agreed with the proposal of M. Loucheur but suggested that it should be entirely separated from the question of the economic reconstruction of Hungary.

The CHAIRMAN summarised the discussion and congratulated the Commissioner-General and M. Walko on their remarkable statements, as well as on the results obtained.

#### *Appointment of Rapporteurs.*

The Committee unanimously appointed:

M. LOUCHEUR (France) as Rapporteur for the question of the reconstruction of Hungary.

M. VELGHE (Belgium) for health questions.

M. MICHELET (Norway) for the reconstruction of Austria.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) for communications and transit.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba) for: (a) instruction designed to encourage the ideal of universal peace among the youth of the world; (b) instruction to be given in universities and schools on the aims of the League of Nations; and (c) intellectual co-operation.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) for the International Relief Union.

Mr. SAMUEL (British Empire) for financial questions.

Sir Atul Chandra CHATTERJEE (India) for economic questions.

M. WANG TSENG-SZE (China) asked that certain small amendments should be made in the report which the Health Committee had submitted to the Assembly as well as in the telegraphic report No. 23 from the Epidemiological Office in Singapore. These amendments concerned the part said to be played by the Far East in the propagation of certain epidemics.

M. NAGAI (Japan), in the name of the Japanese delegation, expressed the approval of his Government in regard to the report submitted by the Health Committee.

He emphasised the advantage of making known in Japan among all classes of populations the humanitarian work accomplished by the League of Nations as defined in the Covenant.

The Health Organisation, which had begun the investigation of many problems of interest to the health of Europe, ought to extend its activity to include the East.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), in the name of his Government, thanked the Health Organisation for the work done during the past year and, in particular, for the mission sent by the Health Committee to his country. In his opinion, the moment had not come to make economies in the budget of the Health Organisation. On the contrary, it should be furnished with all the means necessary for bringing to a successful conclusion the task with which it had been entrusted.

M. VELGHE (Belgium), replying to the remarks which had been made, emphasised how much the interchange visits of health officers had been appreciated in the majority of countries. Not only had those who had taken part in such visits obtained useful information but the National Health Services had also benefited.

The Health Committee was most desirous to extend its activities to cover the East. The establishment of the office in Singapore was only a first step in that direction. In regard to expenditure, none was incurred without the assent of the Assembly, and only to fulfil requests received from various Governments. The Health Committee was most anxious to stabilise its budget, and with this object it proposed that the number of its committees should not be increased. The proportion represented by the expenses of the Health Committee in the budget for the

chain exercice lui paraissent correspondre à l'importance et à la valeur de l'œuvre entreprise; le Comité d'hygiène n'a pas l'intention d'en demander à l'avenir l'augmentation. Mais ce n'est pas au moment où l'on est sur le point de recueillir les fruits d'une activité de cinq années qu'il faut entraver l'œuvre poursuivie.

Le PRÉSIDENT remercie M. Velghe de son remarquable exposé et déclare close la discussion générale.

La discussion des propositions soumises par les différentes délégations est remise à la prochaine séance.

#### *Travaux de l'Organisation d'hygiène.*

M. VELGHE, président du Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris, donne lecture d'un mémoire de l'Organisation d'hygiène.

Le PRÉSIDENT remercie M. Velghe pour son très intéressant exposé et désire souligner le passage relatif au tragique accident survenu à Beyrouth, qui a coûté la vie à trois collaborateurs de l'Organisation d'hygiène.

Il est persuadé que la Commission tiendra à s'associer aux paroles de M. Velghe et à rendre ainsi hommage à ces victimes du devoir.

M. A. M. SAMUEL (Empire Britannique) désire obtenir certaines explications sur le rapport du Comité d'hygiène à l'Assemblée (Document A.15.). Les diverses affectations des subventions de la Fondation Rockefeller lui paraissent devoir être indiquées séparément du reste du budget. Les programmes d'échanges de personnel sanitaire lui semblent dispendieux et peu utiles. Des enquêtes comme celle sur le cancer lui paraissent superflues. Il aimerait voir concentrer les travaux de l'Organisation d'hygiène sur quelques sujets. Celle-ci est un organe consultatif du Conseil, ce n'est pas un organe exécutif, pouvant entreprendre des tâches que les pays intéressés n'entreprennent pas eux-mêmes. Il faut se limiter, contingerter les sujets, pour éviter la dispersion des efforts et l'accroissement des dépenses.

M. NOGARO (France) tient à faire valoir l'intérêt des travaux de l'Organisation d'hygiène. Il remarque que plusieurs de ses tâches ont été entreprises pour répondre aux intentions des généreux donateurs et se sont révélées de la plus grande utilité. Le montant des crédits réservés aux questions d'hygiène ne lui paraît pas hors de proportion avec l'intérêt de la question; l'économie en pareille matière conduit trop souvent à un gaspillage de vies et de fonds.

M. le Dr LUTRARIO (Italie) fait particulièrement ressortir l'importance des échanges de personnel sanitaire et des recherches comme celles sur le paludisme. Il est convaincu que l'Organisation d'hygiène sera encouragée dans la voie où elle rend de si grands services.

Sir Atul Chandra CHATTERJEE (Inde), tout en exprimant la satisfaction de son gouvernement au sujet de la création du Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour, désire s'associer aux remarques faites par M. Samuel. Il estime avec lui que l'Organisation d'hygiène devrait porter encore davantage son attention sur les pays d'Orient. Il rappelle que lorsque la Fondation Rockefeller a généreusement proposé son appui financier à l'Organisation d'hygiène, il avait été stipulé que la Société des Nations ne devrait pas, de ce fait, être entraînée à de nouvelles dépenses. Il estime que certains pays qui n'appartiennent pas à la Société des Nations et qui ont cependant bénéficié des entreprises de l'Organisation d'hygiène, devraient supporter une part des dépenses encourues.

M. ZUMETA (Venezuela) rappelle que l'extension prise aujourd'hui par l'Organisation d'hygiène avait déjà été prévue il y a trois ans, lors de la création de cet organisme. Après avoir fait ressortir l'œuvre accomplie dans l'Europe orientale où sévissaient de graves épidémies, l'orateur signale la difficulté qu'il y aurait de faire assumer les dépenses encourues dans un but d'hygiène générale par certains pays particuliers.

next financial period appeared to him to correspond to the importance and value of the work undertaken. The Health Committee had no intention of asking for any future increase; but that was not the moment to interfere with an enterprise which had been followed for five years now that the harvest was about to be reaped.

The CHAIRMAN thanked M. Velghe for his statement and closed the general discussion.

The discussion of the proposal submitted by the various delegations was postponed until the next meeting.

#### *Work of the Health Organisation.*

M. VELGHE, Chairman of the Permanent Committee of the "Office international d'hygiène publique de Paris", read a memorandum summing up the work of the Health Organisation.

The CHAIRMAN thanked M. Velghe for his very interesting statement and wished to emphasise especially the passage respecting the tragic accident which had occurred at Beirut, in which three of the collaborators of the Health Organisation had lost their lives.

He was sure that the Committee would agree with what M. Velghe had said and would wish to pay a tribute to these victims of duty.

Mr. A. M. SAMUEL (British Empire) wished for certain explanations in regard to the report of the Health Committee to the Assembly (Document A.15.). The various sums given by the Rockefeller Foundation ought in his opinion to have been shown separately from the remainder of the Budget. The programme of interchange of health officers seemed to him costly and of very little use. Enquiries such as that into cancer were, he thought, superfluous. He considered that the work of the Health Organisation should be concentrated on a few particular questions. It was an advisory organ of the Council and not an executive body able to undertake tasks which the countries concerned did not undertake themselves. A limit should be set to its activities and a choice of subjects made in order to avoid too wide a dispersal of effort and an increase in expenditure.

M. NOGARO (France) emphasised the importance of the work of the Health Organisation. Several of its duties had been undertaken in order to fulfil the intentions of those who had generously contributed to its expenses, and such work had proved of the greatest use. The sum total of the credits set aside for health questions did not seem to him to be out of proportion in view of the interest of the question. Economy in such a case often meant a waste of life and of money.

Dr. LUTRARIO (Italy) laid special emphasis on the importance of the interchange of health officers and of investigations such as that conducted into malaria. He was convinced that the Health Organisation should be encouraged to pursue a course of action in which it was doing such great service.

Sir Atul Chandra CHATTERJEE (India), while expressing the satisfaction of his Government in the establishment of an Epidemiological Information Office at Singapore, desired to associate himself with the remarks made by Mr. Samuel. He thought that the Health Organisation should pay greater attention to Eastern countries and reminded the Committee that, when the Rockefeller Foundation had generously offered its financial support to the Health Organisation, it had been stipulated that the League of Nations could not, by reason of this offer, be led to incur fresh expenditure. He thought that certain countries not belonging to the League of Nations but which had nevertheless profited from the work of the Health Organisation ought to meet a part of the expenditure incurred.

M. ZUMETA (Venezuela) pointed out that the extended part now played by the Health Organisation had been foreseen three years ago when that organisation had been created. After emphasising the work accomplished in Eastern Europe, which had been ravaged by severe epidemics, he pointed out how difficult it would be to make certain special countries assume responsibility for expenditure incurred for the preservation of health in general.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE  
L'ASSEMBLÉE, LE 10 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu provisoire: Cinquième séance.  
Compte rendu définitif: Première séance.

- A. 39. Commission temporaire de l'Esclavage. Deuxième session.
- A. 41. Réfugiés arméniens et russes. Note du Secrétaire général.
- A. 41. Annexe. Rapport du Dr. Fridtjof Nansen.
- A. 43. Rapport de la Commission de l'ordre du jour à la sixième Assemblée.
- Ordre du jour de l'Assemblée N° 3.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE  
MEMBERS OF THE ASSEMBLY SEPTEMBER 10th, 1925.

- Provisional Verbatim Record: Fifth Meeting.
- Definitive Verbatim Record: First Meeting.
- A. 7 (a) Annex. Annex to the Supplementary Report on the Work of the Council and the Secretariat.
- A. 39. Temporary Slavery Commission: Second Session.
- A. 41. Armenian and Russian Refugees: Note by the Secretary-General.
- A. 41. Annex. Report by Dr. Fridtjof Nansen.
- A. 43. Report of the Agenda Committee to the Sixth Assembly.
- Assembly Agenda 3.

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 6. — SAMEDI, 12 SEPTEMBRE 1925.

No. 6. — SATURDAY, SEPTEMBER 12th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	53
II. Sixième séance plénière de l'Assemblée. . . . .	54
III. Septième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	56
IV. Corrections et adjonctions à la liste des Membres des commissions. . . . .	67
V. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	67
VI. <i>Les opinions de la Presse.</i> . . . .	67

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Séances plénières de l'Assemblée.*

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui (samedi 12 septembre). La séance du matin aura lieu à 10 h. 30. L'heure de la séance de l'après-midi sera annoncée, au cours de la matinée, par M. le Président.

### *Ordre du jour:*

Suite de la discussion sur le rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	53
II. Sixth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	54
III. Seventh Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	56
IV. Corrections and Additions to the List of Members of Committees . . . . .	67
V. List of Documents distributed to the Members of the Assembly. . . . .	67
VI. <i>Press Opinions.</i> . . . .	67

## I. PROGRAMME OF MEETINGS.

### *Plenary Meetings of the Assembly.*

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Saturday, September 12th). The morning meeting will take place at 10.30 a.m. The hour for the afternoon meeting will be announced by the President during the morning meeting.

### *Agenda:*

Continuation of the discussion of the Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

## II. SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi, 11 septembre 1925,  
à 10 heures 30.

## Rapport sur l'œuvre du Conseil.

M. MOTTA (Suisse) estime qu'il ne saurait être question pour l'Assemblée de s'arroger un droit de contrôle sur le Conseil. Toutefois, si les responsabilités juridiques de ces deux organes doivent demeurer séparés, il existe cependant entre eux une certaine solidarité morale. La Société des Nations étant sortie de la guerre même, il était inévitable que l'esprit des alliances fût parfois en opposition, au moins partielle, avec l'esprit large et serein qui doit être celui de la Société. On doit reconnaître avec satisfaction et gratitude que le Conseil a fourni en maintes occasions la preuve qu'il savait s'élever dans la sphère de la justice supérieure. Personnellement, il a confiance que cette volonté de réaliser l'impartialité totale, même dans l'application des traités de paix, s'affirmera toujours davantage.

Le chemin parcouru en six ans est considérable. Il n'y a pas lieu de se plaindre que l'Assemblée de cette année s'annonce comme devant être très calme: l'œuvre la plus utile de la Société dans l'avenir consistera, non pas à réprimer, ni même à apaiser les conflits, mais à créer les conditions qui empêcheront ces conflits de naître.

Le délégué de la Suisse ne désire pas discuter en détail la question du Protocole, en raison surtout de la situation particulière créée à son pays par sa neutralité perpétuelle. Il désire cependant rectifier les dires selon lesquels l'Assemblée de l'an passé a voté le Protocole: elle s'est bornée à l'envoyer à tous les gouvernements, en leur recommandant d'y donner la plus sérieuse attention. Si l'on avait exigé, dès l'année dernière, que les délégations se liassent dans un autre sens que celui de cette recommandation, on aurait alors constaté quelques abstentions et peut-être des oppositions.

Même si certaines des vues exposées la veille par M. Chamberlain peuvent appeler quelques réserves, le fait n'en est pas moins caractéristique d'un Ministre des Affaires étrangères d'un des plus grands Etats du monde venant expliquer loyalement, devant quarante-sept autres délégations, les raisons de son attitude.

La partie vitale du Protocole est celle qui concerne l'arbitrage obligatoire. L'idée de l'arbitrage est la clef de voûte de l'édifice de la Société. Cette idée avait déjà inspiré le Pacte; la création de la Cour permanente de Justice internationale est l'acte le plus décisif de la nouvelle histoire du droit international, et l'on doit appeler de tous ses vœux le jour où les Etats-Unis donneront aussi leur adhésion à la Cour permanente.

Les chapitres du Protocole qui se rapportent à l'arbitrage produisent d'ailleurs dès maintenant des effets certains, même si le Protocole n'est pas envisagé comme un tout, témoin les tractations pour le Pacte de sécurité entre l'Allemagne et ses anciens ennemis, ainsi que les divers traités conclus entre la Suisse et certains Etats: le Danemark, le Portugal, la Hollande, l'Autriche, la Belgique, la Pologne et ses grands voisins, l'Allemagne, l'Italie, la France. Un traité analogue sera prochainement signé avec l'Espagne; d'autres négociations sont en cours. Il est probable que, sans l'impulsion sortie des discussions du Protocole de Genève, ces traités d'arbitrage n'auraient pas été signés. Si, entre plusieurs Etats voisins, des traités analogues étaient conclus, un réseau de traités d'arbitrage couvrirait bientôt le globe et l'idée de l'arbitrage obligatoire aboutirait à son triomphe définitif.

Le délégué de la Suisse déclare, au nom de son Gouvernement, que celui-ci est disposé à renouveler son adhésion à la juridiction obligatoire de la Cour permanente pour une nouvelle période de dix années, à partir du moment où sera expirée la première période de cinq années, et il se réserve, au cours de cette Assemblée, d'exprimer le vœu que les Etats qui ont déjà accepté la juridiction obligatoire de la Cour permanente, veuillent bien renouveler leur engagement. Il déclare, en terminant, que la délégation suisse considère avec sympathie sous réserve de détails de rédaction, la proposition présentée hier par le délégué de la Suède.

## II. SIXTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on  
September 11th, 1925.

## Report on the Work of the Council.

M. MOTTA (Switzerland) said it was not for the Assembly to claim any right of control over the Council. Though, however, the legal responsibilities of these two bodies should remain separate, there existed between them a certain moral solidarity. The League of Nations had issued from the war, and it was therefore inevitable that the spirit of existing alliances might sometimes be in partial opposition, at any rate, with the broad and serene spirit which should inspire the League. It must be recognised with satisfaction and gratitude that the Council had on many occasions shown proof that it knew how to act in accordance with the principles of a higher justice. Personally, he was confident that the desire to achieve complete impartiality, even in the application of the peace treaties, would every day become stronger.

The progress made in six years was considerable. There was no reason to complain that the present Assembly was likely to be uneventful. The most useful work of the League in the future would consist not in repressing, not in appeasing conflicts, but in creating events which would prevent conflicts from arising.

He did not wish to question or discuss the Protocol, particularly in view of the special position of his country owing to her perpetual neutrality. He would like, however, to correct the statement that the Assembly of last year had voted the Protocol. The Assembly had confined itself to forwarding the Protocol to all the Governments recommending them to give it the most serious attention. If last year the delegations had been required to bind themselves to any further extent than was indicated in that recommendation there would have been a certain number of abstentions and perhaps some opposition.

If, however, certain views put forward on the previous day by Mr. Chamberlain seemed to call for some reservations, the fact was none the less characteristic that a Minister for Foreign Affairs of one of the greatest States of the world had come before forty-seven other delegations loyally to explain the reasons for the attitude of his country.

The vital part of the Protocol was that which dealt with compulsory arbitration. The idea of arbitration was the keystone of the edifice of the League. This idea had already inspired the Covenant, and the institution of the Permanent Court of International Justice was the most decisive act in the new historical development of international law. It was to be warmly desired that the day would shortly come when the United States would also adhere to the Permanent Court.

The chapters of the Protocol dealing with arbitration had at once produced certain effects, even though the Protocol was not accepted as a whole. As evidence of this, he would point to the negotiations for a security pact between Germany and her former enemies, as well as the various treaties concluded between Switzerland and certain States such as Denmark, Portugal, the Netherlands, Austria, Belgium, Poland and her great neighbours Germany, Italy and France. A similar treaty would be shortly signed with Spain, and other negotiations were in progress. Without the impulse arising from the discussions of Geneva, these arbitration treaties would probably not have been signed. If similar treaties were concluded between several neighbour States, a network of arbitration treaties would very soon cover the surface of the globe, and the idea of compulsory arbitration would finally prevail.

His Government was prepared to renew its adherence to the compulsory jurisdiction of the Permanent Court for a further period of ten years, dating from the expiry of the first period of five years, and he would during this Assembly express the wish that the States which had already accepted the compulsory jurisdiction of the Permanent Court would renew their undertaking. Finally, he would state that the Swiss delegation regarded with sympathy, reserving details of drafting, the proposal presented on the previous day by the delegation of Sweden.

M. SKRZYNSKI (Pologne) rappelle que la dernière fois qu'il prit la parole devant l'Assemblée de la Société, ce fut pour déclarer, au nom de son gouvernement, que la Pologne allait signer le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux.

Le Protocole ne devait cependant pas devenir la charte commune du droit international des peuples. On le jugea trop précis, trop implacable dans sa logique, trop peu flexible dans son application. Il n'en demeure pas moins la plus grande et la plus pure manifestation de l'esprit qui anime la Société des Nations.

Avant la guerre, le monde reposait sur l'équilibre des Puissances. Le monde nouveau cherchera sa sécurité, non pas dans l'équilibre des puissances matérielles, mais plutôt dans l'équilibre des puissances morales, et c'est pour réaliser cet équilibre que les puissances sont prêtes à s'unir pour rechercher la sécurité commune de toutes les nations, dans la conscience d'un danger commun.

La Pologne a signé le Protocole et s'appliquera à en réaliser les principes généraux dans ses rapports avec d'autres pays. Il faut espérer que le Protocole demeurera, pour toutes les nations, l'interprétation, qui fera autorité, du Pacte de la Société, et que les États qui ont des raisons supérieures pour ne pas vouloir être liés par ses stipulations, admettront et reconnaîtront que, pour les rapports et arrangements particuliers avec d'autres pays, il constituera dans l'avenir la seule base possible. Les accords complémentaires, qui se trouvent déjà, en vertu de la résolution XIV de l'année 1922, dans le cadre du Pacte, devront être, dans l'avenir, mis en concordance avec les principes du Protocole.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) félicite la Société des progrès accomplis pendant l'année écoulée, tels qu'ils ressortent du rapport sur l'œuvre du Conseil.

Par suite de la non-observation du principe géographique dans l'élection des Membres non permanents du Conseil, la Chine n'a pu obtenir un nouveau siège au Conseil depuis 1923. Toutefois, l'attitude du Gouvernement chinois, en tant que chaud partisan de la Société, n'a pas changé, et la Chine attend la reconnaissance complète de sa situation internationale ainsi que des privilèges auxquels elle a droit.

La Chine réclame la revision des traités qui régissent ses relations avec les autres Puissances. Cette demande est en harmonie à la fois avec la lettre et l'esprit du Pacte, en particulier l'article 19, qui stipule que l'Assemblée peut, de temps à autre, provoquer un nouvel examen des traités devenus inapplicables. On admet généralement que les traités existant entre la Chine et les autres Puissances sont devenus inapplicables et ne sont plus en harmonie avec la situation internationale. La Chine désire, par conséquent, une revision des traités de façon à les faire mieux cadrer avec les conceptions généralement admises du droit international. Ces traités ont été négociés en vue de faire face à une situation qui a aujourd'hui complètement changé, et les circonstances ne justifient plus la continuation des privilèges politiques et économiques et des immunités conférés aux étrangers en Chine.

A la suite de la guerre, toutes les nations vaincues ont dû abandonner les droits qu'elles détenaient en vertu d'anciens traités, alors que les Puissances, avec lesquelles la Chine s'est associée pendant la guerre, conservent les privilèges et immunités extraordinaires que leur conféraient les traités. Le statut international de la Chine est, à certains égards, inférieur même à celui des nations vaincues. Par exemple, la Chine ne peut augmenter au-delà de 5% les droits d'importation sur les produits étrangers, pour les articles de première nécessité ou de luxe, et cette limitation est responsable en grande partie des difficultés financières dans lesquelles se débat la Chine, qui ne peut réorganiser ses finances si elle n'insiste pas pour recouvrer son autonomie douanière. De plus, l'extra-territorialité a beaucoup gêné le fonctionnement de la machine gouvernementale.

La Chine s'est adressée à la Conférence de la Paix, à la Conférence de Washington, et, plus récemment, dans une série de notes, elle a demandé aux diverses Puissances la revision des traités existants. Les Chinois forment le peuple le plus conservateur du monde, et ils ont été assez patients pour laisser subsister pendant plusieurs décades des traités inéquitables. La Chine réclame maintenant un réajustement amical, et elle attend l'appui de la nouvelle moralité internationale.

M. SKRZYNSKI (Poland) said that, when last he had addressed the Assembly of the League of Nations, it was to announce on behalf of his Government that Poland was prepared to sign the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes.

The Protocol was not destined to become the common charter of the international law of nations. It was considered to be too precise, too absolute in its logic, and not sufficiently flexible in its application. It remained, however, the greatest and purest manifestation of the spirit which animated the League of Nations.

Before the war the political system rested on the balance of power. In future the world would seek security not in the balance of material power but in the balance of moral power, and to achieve this balance the Great Powers were prepared to unite in seeking a common security for all nations to meet a common danger.

Poland had signed the Protocol and intended to apply the general principles of the Protocol in her relations with other countries. It was to be hoped that the Protocol would constitute for all nations an authoritative interpretation of the Covenant of the League, and that States which for certain reasons were willing to be bound by its provisions would admit and recognise that the Protocol must serve as the only possible basis in regulating their special relations and arrangements with other countries. The complementary agreements, which under Resolution XIV of the Assembly of 1922 came within the framework of the Covenant, should, in future, be brought into accord with the principles of the Protocol.

M. CHAO-HSIN CHU (China) congratulated the League on the progress made during the past year as recorded in the Report on the Work of the Council.

Owing to the non-observance of the geographical principle in the election of the non-permanent Members of the League on the Council, China had not been able to obtain again her seat on the Council lost since 1923. The attitude of the Chinese Government as a supporter of the League, however, remained unchanged, and China expected that her international position and the privileges to which she was entitled should be fully recognised.

China desired to appeal for a reconsideration of her treaty relations with other Powers. This appeal was in accordance with the letter and spirit of the Covenant as expressed in Article 19, which laid down that the Assembly might from time to time advise the reconsideration of treaties which had become inapplicable. It had been generally admitted that the existing treaties between China and the other Powers had become inapplicable and that they were not in harmony with international conditions. China, therefore, desired a readjustment in order that the treaties might be brought more into line with the generally accepted conceptions of international law. These treaties had been concluded in order to deal with situations which were now completely changed, and the political and economic privileges and immunities now enjoyed by foreigners in China were no longer warranted by circumstances.

As a result of the war all the defeated nations gave up their former treaty rights, but the Powers with whom China had associated herself during the war were still enjoying the extraordinary privileges and immunities granted by their treaties. The international status of China was in certain respects inferior to that of the defeated nations. China, for instance, could not raise her import duty on foreign goods higher than 5%, either for luxuries or necessities, and this fact was responsible for many of the financial difficulties of China, which could not reorganise her financial affairs without insisting on the restoration of tariff autonomy. Further, extra-territoriality in China had caused great obstacles to the successful government of the country.

China had appealed to the Peace Conference, to the Washington Conference, and more recently in a series of notes addressed to various Powers asking for a revision of the existing treaties in China. The Chinese were the most conservative people in the world and had patiently endured for many decades the burden of unjust treaties. She now appealed for amicable readjustment and she looked forward to the creation of a new international morality.

Le délégué de la Chine espère que l'Assemblée fera ce qu'elle pourra pour aider à libérer la Chine et pour la mettre sur le même pied que tout autre Etat souverain. Une attitude sympathique de l'Assemblée envers la Chine ferait certainement bonne impression et préparerait la voie à une solution satisfaisante des questions qui seront soulevées à la prochaine Conférence de Pékin, le 26 octobre, lorsque la revision des traités sera examinée.

L'histoire enseigne que les guerres surviennent généralement à la suite d'inégalités entre nations. Le réajustement des traités inéquitables influerait sur le commerce et le négoce étrangers et assurerait une paix permanente en Extrême-Orient.

M. MOWINCKEL (Norvège) déclare que le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux a causé certaines inquiétudes au sein du Gouvernement norvégien et dans l'opinion publique de Norvège, notamment en ce qui concerne les stipulations relatives à l'obligation éventuelle, pour les Membres de la Société, de participer aux sanctions militaires.

La Norvège, toutefois, éprouve la sympathie la plus chaleureuse pour les buts du Protocole. Il y aura une importance capitale à ce que le plus grand nombre possible d'Etats s'engage à soumettre, dans la plus grande mesure possible, leurs différends avec d'autres Etats, à un règlement pacifique par voie judiciaire ou autre. Il s'associe donc de tout cœur aux vœux exprimés par M. Motta et tendant à ce qu'un nombre toujours grandissant d'Etats adhèrent à la clause facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et c'est avec la plus grande satisfaction que la délégation norvégienne a entendu la déclaration de M. Painlevé sur la question de l'arbitrage. Il va sans dire que la Norvège salue cordialement le projet de résolution soumis la veille à l'Assemblée par M. Undén, ministre des Affaires étrangères de Norvège.

Le Gouvernement norvégien suivra avec le plus vif intérêt les négociations engagées entre certains pays en vue de réaliser les idées d'arbitrage et de sécurité. Les arrangements qui seront conclus à cet effet pourront être organisés de façon à ne pas être contrairement aux stipulations et à l'esprit du Pacte de la Société. La délégation norvégienne a entendu avec plaisir M. Chamberlain, représentant de l'Empire Britannique, déclarer que les accords à conclure seront conçus dans l'esprit du Pacte et exécutés en étroite harmonie avec la Société et sous ses auspices.

L'importance croissante du rôle que joue la Société rend plus impérieuse la nécessité de donner successivement à tous les Membres de la Société l'occasion de participer aux travaux importants du Conseil. Il est donc très désirable qu'il soit tenu compte de la recommandation votée unanimement par l'Assemblée de 1922, visant l'adoption de règles organiques pour l'élection des Membres non permanents du Conseil.

En terminant, le délégué de la Norvège exprime le vif désir que la Société devienne vraiment universelle. Ses efforts aboutiront dès que tous les Etats et tous les peuples du monde collaboreront en confiance mutuelle au maintien de la paix et de l'amitié entre les peuples.

### III. SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenu à la Salle de la Réformation, le vendredi, 11 septembre 1925, à 15 h. 45.*

*Rapport sur l'œuvre du Conseil. (Suite de la discussion.)*

Le Jonkheer LOUDON (Pays-Bas), après avoir adressé des éloges au Conseil pour la façon dont il s'acquitte de sa tâche, et félicité le Secrétariat, les Commissions et les organismes de la Société de leur zèle intelligent et infatigable, insiste sur le chapitre du rapport relatif à la Commission des mandats, l'un des organismes les plus méritants de la Société.

Ses rapports mettent en lumière le zèle et la bonne foi des Etats mandataires, Sans doute, leurs efforts consciencieux, et même le contrôle de la Commission, ne garantissent pas l'infaillibilité, mais les critiques qui se sont fait jour sont en grande partie sans fondement. Il est peut-être regrettable que, dans plusieurs territoires sous mandat, il ne soit pas suppléé au

He hoped that the Assembly would do what it could to assist the liberation of China and to place her upon an equal footing with any other sovereign Powers. Its sympathetic attitude towards China would certainly create a good impression and pave the way for a satisfactory solution of the questions to be raised at the forthcoming Conference at Peking on October 26th, when the whole question of revising the treaties would be brought up for consideration.

History showed that war had generally been caused by inequality between nations. The readjustment of unequal treaties would influence foreign trade and commerce and result in permanent peace in the Far East.

M. MOWINCKEL (Norway) said that the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes had aroused certain misgivings in the Government of Norway and in Norwegian public opinion, particularly as regarded the provisions relating to the possible obligations of Members of the League to participate in military sanctions.

Norway, however, had the greatest sympathy for the objects of the Protocol. It was of capital importance that the greatest possible number of States should agree to submit their disputes with other States as far as possible to peaceful settlement by judicial or other methods. He would, therefore, associate himself with the desire expressed by M. Motta that a continually increasing number of States should adhere to the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice, and it was with the greatest satisfaction that the Norwegian delegation had heard the declaration of M. Painlevé concerning arbitration. It went without saying that Norway cordially supported the draft resolution submitted to the Assembly on the previous day by M. Undén, Minister for Foreign Affairs of Sweden.

The Norwegian Government would follow with the greatest interest the negotiations which were proceeding between certain countries with a view to realising the ideas of arbitration and security. The arrangements to be concluded could be so drawn up as not to be contrary to the spirit or the provisions of the Covenant of the League. The Norwegian delegation had been happy to hear the declaration of Mr. Chamberlain, representative of the British Empire, to the effect that the agreements to be concluded would be conceived in the spirit of the Covenant and carried out in close harmony with the League of Nations and under its direction.

The increasing importance of the part played by the League of Nations made it all the more necessary to give an opportunity successively to all the Members of the League to participate in the important proceedings of the Council. It was therefore extremely desirable that account should be taken of the unanimous recommendation adopted by the Assembly in 1922 for the adoption of organic rules for the election of the non-permanent members of the Council.

He would conclude by expressing a warm desire that the League of Nations should become truly universal. The efforts of the League would meet with success as soon as all the States and peoples of the world were collaborating in mutual confidence for the maintenance of peace and friendship.

### III. SEVENTH PLENARY MEETING

*held at the Salle de la Réformation on Friday, September 11th, 1925, at 3.45 p.m.*

*Report on the Work of the Council. (Continuation of the discussion.)*

Jonkheer LOUDON (Netherlands), after having congratulated the Council of the manner in which it had conducted its work and the Secretariat, the Committees and the Organisations of the League on the intelligent and indefatigable zeal which they had displayed, laid emphasis on the chapter of the report concerning the Mandates Commission, one of the most deserving bodies of the League. Its reports showed the zeal and good faith of Mandatory Powers. While their conscientious efforts and even the control exercised by the Commission could not guarantee that no mistakes would be made, the criticisms which had hitherto been levelled at them were in great part without foundation. It was perhaps regrettable that in many mandated



manque de personnel enseignant ou médical au moyen du concours d'étrangers, dans une œuvre à laquelle collaborent si grandement les missions religieuses. Des moyens financiers plus amples seraient peut-être parfois souhaitables, et les statistiques douanières n'accusent pas encore des valeurs correspondant à celles d'avant-guerre. Néanmoins, la Société doit se féliciter de l'institution des mandats territoriaux, qui ne sont nullement, comme on l'a dit, des annexions camouflées.

Les amendements aux articles 12, 13 et 15 du Pacte sont entrés en vigueur, mais plusieurs amendements, votés à l'unanimité il y a quatre ans, ne sont pas encore ratifiés; aucune règle n'est encore établie pour l'élection des Membres non permanents du Conseil, et la situation est la même pour les amendements aux articles 16 et 26.

Au sujet du Protocole, le délégué néerlandais rappelle qu'il avait, l'an passé, mis en garde l'Assemblée contre des déceptions possibles. Cependant, le Protocole n'est pas mort, il est en sommeil; il ne faut pas chercher dès à présent à le remanier, mais le laisser reposer. D'ailleurs, on sait déjà, par les paroles de M. Painlevé, que le travail de l'an dernier n'a pas été vain: les Puissances les plus intéressées à la stabilisation de la paix cherchent à conclure, sur la base du Pacte, un accord qui ne serait sans doute pas discuté dans un tel esprit sans l'effort accompli l'an passé. Le travail entrepris ne doit pas chômer et le délégué de la Suède, par sa proposition sur l'arbitrage obligatoire, a indiqué l'un des chemins à suivre.

D'autre part, le problème fondamental de la réduction des armements doit rester à l'étude, et le délai possible auquel M. Painlevé faisait allusion, quant à la convocation d'une conférence, n'empêche nullement sa préparation. Le délégué des Pays-Bas soumettra un projet de résolution à ce sujet. La troisième Commission pourrait être chargée d'étudier la composition d'un organisme spécial, auquel serait confiée cette préparation.

En ce qui concerne le désarmement en général, il convient de noter certaines idées nouvelles qui se sont récemment fait jour. En particulier celles de l'éminent professeur américain Shotwell sur le ravitailllement en temps de guerre et sur les menaces de guerres chimiques et scientifiques, ainsi que les facteurs économiques, signalés l'an passé par M. Jouhaux. A ce sujet, il faut enregistrer avec satisfaction la déclaration faite à la deuxième Commission par M. Loucheur et suivant laquelle la délégation française a l'intention de faire une proposition précise, relative à une organisation économique, telle que l'a préconisée M. Painlevé.

De plus en plus, les peuples sont portés à régler leurs différends à l'amiable. Rien n'est plus frappant que le nombre croissant des pays représentés à l'Assemblée par leur premier ministre ou leur ministre des Affaires étrangères. Ne serait-ce que par le rapprochement qui s'opère ainsi, les assises de Genève seraient un bienfait pour le monde.

En terminant, le délégué des Pays-Bas présente le projet de résolution ci-après:

« Considérant l'importance d'entamer sans délai la préparation d'un programme général pour la réduction et la limitation des armements dans toute son étendue en vue de la convocation, au moment opportun, d'une conférence internationale générale,

« L'Assemblée prie le Conseil d'étudier ce problème, notamment dans le but d'arriver à la constitution d'un organisme spécial chargé d'élaborer le projet de programme sus-énoncé. »

M. URRUTIA (Colombie) déclare que le rapport sur l'œuvre du Conseil met en lumière la diversité et l'intensité de l'activité de la Société, en particulier des organisations techniques, bien que les interventions du Conseil dans les problèmes politiques n'aient pas été d'une moindre utilité.

Il y a des questions, cependant, dont le rapport, parce qu'il est un document purement administratif, ne s'occupe point. Parmi ces problèmes se trouve celui de l'attitude de l'opinion publique à l'égard de la Société des Nations.

On ne peut plus douter aujourd'hui que la Société des Nations n'ait fait la conquête de l'opinion du monde entier. Il est considéré comme indispensable à la paix du monde qu'elle continue à exister.

territories the lack of teaching or medical staff had not been met by having recourse to foreigners, in a work in which the Christian missions were playing a large part. Larger financial resources were in certain cases desirable, and the Customs statistics did not yet reach the level of the pre-war statistics. Nevertheless the League ought to congratulate itself on the institution of the mandates system, which was in no way, as some persons maintained, annexation in disguise.

The amendments to Articles 12, 13 and 15 of the Covenant were in force, but several amendments unanimously adopted four years previously had not yet been ratified. No rules of procedure had yet been established for the election of the non-permanent Members of the Council, and the position with regard to the amendments to Articles 16 and 26 was equally unsatisfactory.

In regard to the Protocol, the Dutch delegate reminded the Assembly that he had warned it last year to expect a possible disappointment. Nevertheless the Protocol was not dead; it was sleeping. The Assembly should not endeavour to revive it at the moment but should allow it to remain as it was. Further, the speech delivered by M. Painlevé showed that the work accomplished last year had not been in vain. The Powers most interested in the establishment of permanent peace were endeavouring to conclude, on the basis of the Covenant, an agreement which would no doubt not have been discussed in the manner in which it was now being considered had it not been for the effort made last year. The work undertaken ought not to be allowed to lapse, and the Swedish delegate, by his proposal with regard to compulsory arbitration, had shown one of the paths to follow.

Further, the fundamental problem of the reduction of armaments must be investigated, and while some delay in regard to the summoning of the Conference might occur, as M. Painlevé had pointed out, this in no way prevented preparations being made for it. He would submit a resolution on the subject. The Third Committee might be entrusted with investigating the establishment of a special organisation to prepare for this Conference.

In regard to disarmament in general, certain fresh notions which had recently been expressed should be noted, and in particular those of the distinguished American Professor Shotwell in regard to the provision of supplies in time of war and the menage of chemical and scientific warfare as well as the economic factors mentioned last year by M. Jouhaux. The Assembly should note with satisfaction the statement made in the Second Committee by M. Loucheur to the effect that the French delegation intended to put forward a definite proposal concerning an economic organisation in the sense contemplated by M. Painlevé.

There was an ever-increasing tendency on the part of peoples to settle their disputes amicably. Nothing was more striking than the increasing number of countries represented at the Assembly by their Prime Ministers or by their Ministers for Foreign Affairs. Even if the meeting of such persons was the only achievement of the Assembly, it would nevertheless merit the gratitude of the world.

In conclusion, the Dutch delegate submitted the following draft resolution:

“Considering the importance of proceeding without delay with the preparation of a general programme covering the whole question of the reduction and limitation of armaments with a view to convening, at an opportune moment, a general international conference:

“The Assembly begs the Council to study this problem, particularly with the object of setting up a special organism entrusted with the duty of preparing a draft for the above-mentioned programme.”

M. URRUTIA (Colombia) said that the Report on the Work of the Council showed the variety and intensity of the activities of the League, particularly of its technical organisations, though its interventions in political questions had not been less generally profitable.

There were questions, however, with which the report, being an administrative document, did not deal. Among these was the question of the attitude of public opinion towards the League of Nations.

It could no longer be doubted that the League of Nations had secured the support of public opinion all over the world. Its continued existence was regarded universally as essential to the maintenance of peace.

L'opinion publique a été conquise par le seul fait que la Société ait entrepris l'œuvre de renforcer quotidiennement dans la conscience humaine l'idée de justice et de paix.

Des actes positifs ne tarderont pas à résulter de cette évolution morale.

La déclaration qui a été faite à la cinquième Assemblée par les représentants de plus de cinquante Etats qui ont proclamé le principe de l'arbitrage obligatoire comme centre du droit international, restera l'un des faits les plus saillants de l'histoire contemporaine. Quel que soit le sort qui est réservé au document écrit, dans lequel cette proclamation a pris forme, la trace laissée par cet acte dans l'esprit des peuples est si profonde, qu'il est désormais moralement impossible à un peuple de se dérober à l'arbitrage pour la solution de difficultés internationales. Il a été proclamé une fois pour toutes, qu'une guerre d'agression constitue un crime international et que tout Etat qui, dans un différend susceptible d'entraîner la guerre rejeterait le recours à l'arbitrage, doit être réputé agresseur et encourir la sanction morale du monde civilisé.

Depuis l'adoption du Protocole par la cinquième Assemblée, l'idée d'arbitrage a donc fait un progrès considérable et parmi les peuples qui ont le plus contribué à l'accomplissement de ces progrès, une place d'honneur revient à la Suisse.

Si l'opinion du monde est à peu près unanime à reconnaître la nécessité de l'existence de la Société des Nations, elle est moins unanime dans les jugements qu'elle porte sur les méthodes du fonctionnement actuel de la Société. Pour répondre aux critiques, il n'est pas nécessaire d'apporter des amendements au Pacte, il suffirait d'appliquer celui-ci dans un esprit vraiment libéral. Cette remarque s'applique surtout à la nécessité souvent soulignée par les opinions les plus autorisées d'introduire dans la vie et dans le développement de la Société un esprit largement démocratique.

Il a été récemment organisé des concours sur la question de la paix par un philanthrope de Boston et par le sénateur Bok, des Etats-Unis, et 37.000 manuscrits ont été reçus. Le jury français, qui a examiné 5.319 de ces manuscrits, a résumé ses conclusions sur la majorité d'entre eux, en déclarant que l'opinion française est à peu près unanime à demander que la Société des Nations soit rendue vraiment démocratique et soit universellement reconnue.

Quels sont les moyens de rendre effectivement démocratique la Société des Nations ? Le Pacte en fournit les moyens, dont le principal consisterait à reconnaître l'ampleur des pouvoirs conférés à l'Assemblée et à permettre à celle-ci d'exprimer sa volonté non plus seulement par des recommandations ou des requêtes adressées au Conseil, mais par des résolutions effectives. L'Assemblée devrait aussi fixer les statuts des principaux organismes techniques de la Société en employant une procédure analogue à celle qui fut adoptée par la Conférence de Barcelone pour l'organisation des communications et du transit; elle devrait aussi, à l'avenir, être investie du pouvoir de nommer le personnel de ces organismes. On assurerait le libre développement de la Société, en conformité aux principes du Pacte, par une participation plus constante et plus positive de tous les Etats, dans la gestion des affaires d'intérêt commun.

Un des résultats les plus précieux qu'amènerait la démocratisation de la Société serait de faciliter considérablement son universalité, particulièrement en ce qui concerne les Etats américains, dont l'absence a été si fréquemment regrettée.

Avant de terminer, il joint son hommage ému à ceux qui ont été déjà rendus par l'Assemblée à la mémoire des quatre éminents collègues morts au cours de l'année qui vient de s'écouler: M. Branting, M. Chagas, M. Meierovics et M. Viviani. A ces hommes d'un si haut mérite s'appliquerait admirablement la parole de Grotius: *veri pacis sacerdotes*.

M. PAUL-BONCOUR (France). — Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Un mot plein de sens, prononcé ce matin par le premier délégué du noble pays qui nous donne l'hospitalité, M. Motta, m'a fait penser à un proverbe de mon pays qui, je pense, doit exister dans toutes les langues, car il exprime une philosophie facile. C'est que les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Il en est de même dans les assemblées. Et, parce que ne retiennent plus les discussions passionnées qui avaient marqué la dernière Assemblée de la Société des Nations et dont ceux qui y ont pris part ont gardé, d'ailleurs, un souvenir inoubliable fait surtout des liens de cordialité noués avec ceux-là même

Public opinion had been attracted to the League by reason of the work which it had undertaken with a view to strengthening daily the ideal of justice and peace in the conscience of mankind. Positive acts would follow in due course as a consequence of this moral evolution.

The declaration made at the Fifth Assembly by the representatives of more than fifty States who proclaimed the principle of compulsory arbitration as the centre of international law would remain one of the most striking facts of contemporary history. Whatever fate was reserved for the written document in which this proclamation had been embodied, the trace left by it on the minds of the nations was so deep that it was now morally impossible for a country to escape arbitration for international difficulties. It had been proclaimed once and for all that a war of aggression was an international crime, and that any State which in a dispute that might lead to war rejected the resort to arbitration should be deemed the aggressor and incur the moral condemnation of a civilised world.

Since the adoption of the Protocol by the Fifth Assembly the idea of arbitration had considerably developed, and among those who had contributed to this development a place of honour must be given to Switzerland.

If the opinion of the world was almost unanimous in recognising the necessity of the continued existence of the League it was less unanimous in the judgments which it formed of its methods and actual working. In order to meet the criticisms made, it was not necessary to amend the Covenant. It would suffice to apply the Covenant in a really liberal spirit. This observation applied above all to the necessity, often underlined by high authorities, of introducing into the life and development of the League a spirit of liberal democracy.

There had recently been competitions organised by a philanthropist of Boston and Senator Bok of the United States. 37,000 MSS. had been sent in. A French jury had examined 5,319 MSS. and had summarised the opinion of the majority in a statement to the effect that French opinion desired that the League of Nations should be made universal and democratic.

What were the means of realising in practice the democratisation of the League? The Covenant itself furnished such means. The principal among them consisted in recognising the ample powers conferred upon the Assembly, which should express its will by resolutions and not merely by means of recommendations or requests addressed to the Council. The Assembly should also decide the statutes of the principal technical organisations of the League according to the procedure which had been adopted by the Conference at Barcelona for the Organisation of Communications and Transit, and should also in future have power to appoint the staff of these organisations. Loyalty to the principles of the Covenant and the free development of the League would be secured by a more constant and definite participation of all its Members in the management of affairs of common interest.

One of the most valuable results of the democratisation of the League would be that it would considerably facilitate its progress towards universality, particularly as regards the American States, whose absence was so frequently regretted.

In conclusion, he would beg to associate himself with the tributes which had been paid by the Assembly to the memory of four eminent colleagues who had died during the past year: M. Branting, M. Chagas, M. Meierovics and M. Viviani. To these distinguished men the words of Grotius might be applied: *veri pacis sacerdotes*.

M. PAUL-BONCOUR (France):

Translation: Mr. President, ladies and gentlemen — M. Motta, the first delegate of that noble country which is now offering us hospitality, spoke a pregnant word this morning which reminded me of one of my country's proverbs — a proverb which, I am sure, must have its counterpart in every language, since it expresses an everyday thought. It is that "the days pass one by one, yet none are alike". It is the same with Assemblies, and because we no longer hear the echoes of the impassioned debates of the League's last Assembly — debates which leave to those who took part in them an indelible memory of the cordial bonds which bound together even those who were

avec qui ils menaient ces controverses, les amateurs d'émotions fortes trouvent insuffisante une session où siège un Conseil qui n'a qu'à régler les affaires d'Autriche et les affaires de Mossoul. Les esprits courts ne veulent pas comprendre l'étendue et la difficulté de l'œuvre que nous accomplissons ici, et même les forces mauvaises, les forces de guerre qui continuent de rôder autour de la Société des Nations se prennent à se réjouir de ce qu'elles pensent que nous pouvons apporter une déception aux peuples qui, eux, continuent d'avoir les yeux fixés sur nous.

Eh bien, je suis ici pour dire — et non pas du bout des lèvres mais du fond de mon cœur, et non pas seulement en mon nom personnel mais au nom du grand pays au nom duquel l'affectueuse confiance de M. le Premier Délégué de la France m'a donné l'honneur et la charge de parler aujourd'hui — que la France garde en la Société des Nations, et non pas seulement dans ses destins futurs, mais dans son œuvre actuelle, la plus entière, la plus indéfectible confiance.

Et cette confiance, je ne la tire pas de nos désirs, de nos conceptions, je la tire d'une analyse objective de la politique internationale présente.

Si jamais, comme ses détracteurs l'en ont accusé, la Société des Nations n'avait été qu'une académie émettant des vœux platoniques, la meilleure preuve qu'elle est devenue l'animatrice et la directrice de la politique internationale, c'est qu'elle subit nécessairement les attentes, les recueils, les décisions de cette politique. Jamais, d'ailleurs, jamais elle n'a été cette académie. M. le Président du Conseil de France, dans le discours inaugural qui a ouvert cette Assemblée, l'a dit en termes très forts: la Société des Nations n'a pas été l'expression du rêve d'une élite, une conception formée dans un domaine que ne viendraient pas battre toutes les pulsations du monde. Elle a été fondée sur une terre qu'ébranlait encore la marche des armées, toute fumante encore des destructions de la guerre, toute saignante de toutes les blessures de ses jeunes hommes.

Le seul vœu qu'il y ait ici c'est le vœu des morts qu'elles s'efforce de réaliser, des morts qui sont tombés pour tuer la guerre à son tour. De ce vœu, elle a fait la chose la plus précieuse qui soit au monde, un traité de la nouvelle manière, un traité de la nouvelle alliance, un traité qui ne se distingue des autres que par son ampleur, mais qui engage comme les autres l'honneur et la signature de ceux qui y ont pris part: le Pacte, fondement de la Société et auquel souscrivent par là-même tous ceux qui entrent par sa porte qui reste si largement ouverte.

Ce Pacte, il contient déjà toutes les obligations qu'avec tant de peine — et c'est bien naturel — nous nous sommes efforcés de préciser par la suite, mais de préciser seulement; et, à ces efforts nécessaires, parce qu'ils s'adressaient à l'étendue du monde, à la complexité des problèmes, et que ces formules, par conséquent, devaient rester assez souples et assez vagues, à ces efforts, nécessaires pour apporter les précisions qu'exige son fonctionnement, vous savez que la France s'est toujours associée de tout cœur et de tout son labeur.

A la troisième Assemblée, c'est la résolution XIV, issue de l'heureuse entente du vicomte Cecil et d'Henry de Jouvenel. Elle commence à lier déjà deux éléments du problème qui est toujours pendant devant nous et à faire dépendre cette réduction des armements, qui est à la base de la Société des Nations dans l'article 8 du Pacte, de l'établissement d'un état de sécurité nécessaire pour que ce désarmement se puisse accomplir.

Puis, sur la base de la résolution XIV, ce sont les travaux de la Commission temporaire mixte qui rédige le traité si précis d'assistance mutuelle, travaux auxquels, dans cette même Commission, prennent une part prépondérante, au nom de notre pays, le représentant le plus qualifié chez nous des organisations ouvrières, M. Jouhaux, et l'ancien président du Conseil des heures tragiques d'août 1914, celui-là dont, hélas! nous avons salué la mémoire à l'heure même où s'ouvrait une assemblée où si souvent retentit sa voix.

A ce traité d'assistance mutuelle, préparé par la Commission temporaire mixte, la France a donné sa pleine adhésion, non pas seulement par la bouche de ses philosophes, ou même de ses hommes politiques: ses chefs d'état-major, de l'armée ou de la marine, dans la Commission d'études du Conseil supérieur de la Défense nationale ont compris, senti que c'était la formule nouvelle de la défense mutuelle et nécessaire de tous les Etats.

opponents — because of this, I say, lovers of the sensational are dissatisfied with a session at which we simply deal with the affairs of Austria and Mosul. Superficial minds are blind to the amount and the difficulty of the work we are doing here, and the very powers of evil, the forces of war which still hover round the League, rejoice at the thought that we may disappoint the nations whose eyes are still upon us.

And so I am here to say, not lightly but with all my heart, and not merely on my own behalf and on behalf of that great country in whose name I am honoured by the first French delegate to speak to-day — I am here to say that France still has the fullest and the most implicit confidence in the League of Nations, and not merely in its future destiny but in its present work.

This confidence I do not derive from our own wishes or ideas, but from a dispassionate examination of the international political situation of the moment.

If, as its detractors aver, the League of Nations were no more than a debating society uttering pious platitudes, the best proof that it has become the mainspring, the controlling spirit of international politics, is that it is necessarily affected by the hesitations, the retrogressions, and the decisions of that policy. But the League has never been a mere debating society. The French Prime Minister, at the inaugural speech in which he opened this Assembly, said so in unmistakable terms. The League of Nations, he said, was not the outcome of theorists' dreams — an idea dwelling in a sphere far removed from the living world. It was created in a land which still shook with the tread of armies, which still smoked with the ruins of war and was still red with the blood of its sons.

The only wishes which we must try to observe here are the wishes of the dead — of those who have fallen in the war to end war. This aim the League has made the most precious thing in the world — a treaty of the new kind, a treaty of the new alliance, a treaty which differs from the rest only in that it is wider in scope but which, like all other treaties, binds in honour those who have signed it — I refer to the Covenant, the basis on which the League is founded, and to which, therefore, all those who enter by its wide-open door have bound themselves.

The Covenant already contains all the obligations which — though, of course, it was a most difficult task — we have endeavoured subsequently to define in detail, but to define only. And when you remember these necessary efforts, which applied to the whole of the world, when you recall the complexity of the problems, and that these formulas had thus to remain elastic and vague — when, I say, you remember these efforts, which were necessary in order to define the obligations of the Covenant sufficient to enable them to be fulfilled, you cannot but realise that France has always wholeheartedly, and to the best of her endeavour, supported the Covenant.

At the Third Assembly we had Resolution XIV, drawn up by the joint endeavours of Viscount Cecil and Henry de Jouvenel. This resolution already connects two problems which still lie before us unsolved, and makes the reduction of armaments, which, under the terms of Article 8 of the Covenant, is the fundamental basis of the League, conditional upon the establishment of a state of security necessary to enable these armaments to become an accomplished fact.

Then, in virtue of Resolution XIV, the Temporary Mixed Commission drafted the carefully thought-out clauses of the Treaty of Mutual Assistance, while a leading part in the work of that same Commission was taken on behalf of our country by the most highly qualified representative of our labour organisations, M. Jouhaux, and by the former President of the Council in those tragic moments of August 1914 — that colleague to whose memory we paid a tribute on the opening of our Assembly, in which his voice had been so often heard.

France gave her full adhesion to this Treaty of Mutual Assistance drafted by the Temporary Mixed Commission, and gave that adhesion not only through the mouth of her wise men or even of her politicians, for her chiefs of the Military and Naval staffs in the Commission d'Etudes of the Supreme Council of National Defence understood and realised that this was the fresh formula for mutual defence which every State required.

Des objections graves, sérieuses, dont notre pays a senti tout le prix, sont venues rendre impossible le fonctionnement du traité d'assistance mutuelle. On lui a fait deux objections qui, l'une et l'autre, aboutissaient à mettre en valeur l'autre élément du problème qui nous préoccupe.

On disait : à trop se préoccuper des seules sanctions, on a perdu de vue les éléments moraux et juridiques du problème; les éléments matériels, en quelque sorte, ont rompu l'équilibre; il fallait, en même temps, compléter les notions d'arbitrage inscrites dans le Pacte de la Société des Nations.

Et, d'autre part, on disait: le jeu si terrible de ces sanctions, qui deviennent d'autant plus graves qu'elles ont été plus précisées, ne peut se déclencher que si l'agresseur est clairement désigné. Et, dans l'impossibilité matérielle et technique de désigner, dans bien des cas, l'agresseur, on faisait apparaître la nécessité de l'arbitrage, arbitrage qui, je le répète, était à la base même de la Société des Nations, inscrit, organisé dans les articles 12, 13, 14 et 15 du Pacte, et auquel, dès sa première Assemblée de 1920, la Société des Nations donnait une précision nouvelle en organisant la Cour permanente de Justice internationale et en invitant les Etats à adhérer à l'article 36 de ses statuts pour convenir de lui soumettre leurs différends mutuels.

C'est alors que, dans ces conditions, on affronte les travaux de cette dernière assemblée, qui est encore dans nos mémoires et dans nos cœurs à tous: les uns sont préoccupés surtout d'asseoir la paix internationale sur l'institution de l'arbitrage, de corriger, de compléter, de préciser ce qu'il pouvait y avoir encore d'incomplet, d'imparfait, d'imprécis à cet égard dans les articles du Pacte; les autres rappellent que l'arbitrage ne vaut, comme toute décision de justice, que par la force obligatoire qui lui est attachée et que ce serait une expérience mortelle pour cet arbitrage, que de risquer pour ainsi dire de le faire fonctionner à vide, et de telle manière que l'Etat de mauvaise foi qui s'y serait soustrait et ne verrait pas se dresser contre lui l'ensemble des sanctions organisées par les Etats contractants, aurait cet avantage d'avoir mis en état d'infériorité celui qui se serait laissé conduire par ses engagements internationaux. Arbitrage, sécurité, désarmement, sont devenus alors les trois termes de la formule définie l'année dernière par M. le Président du Conseil Herriot, reprise cette année par M. le Président du Conseil Painlevé, marquant fortement que les trois termes étaient inséparables, non pas seulement dans leur assemblage, mais dans leur succession et dans leur ordre: arbitrage d'abord, sanctions faisant jouer la sécurité, désarmement, point d'aboutissement.

C'est là-dessus que, longuement, minutieusement, passionnément, car nous sentions les uns et les autres les intérêts qui se jouaient, nous avons assis le Protocole de l'année passée.

Aussi bien, ce Protocole n'ajoute rien au Pacte qui n'y soit déjà: il précise seulement les dispositions du Pacte de manière à pouvoir les faire entrer dans la réalité de la vie internationale. Ce Protocole est exactement au Pacte — pour reprendre une expression dont je me suis servie à cette tribune et qui a été souvent reprise depuis — ce qu'est un règlement d'administration publique à la loi qu'il est chargé d'organiser: il n'a pas par lui-même de force obligatoire en dehors de celle qu'il tire de la loi qu'il commente, qu'il explique, et dont il facilite l'application, mais, sans ce règlement, la loi resterait un énoncé de principe qui, souvent, ne trouverait pas dans la réalité de la vie matérielle à s'exercer.

Protocole qui n'ordonne aucune obligation, aucune sanction qui ne soient d'abord inscrites dans le Pacte.

Dans ses articles 10 et 11, il prescrit à tous les Etats contractants de mettre leurs ressources au service de l'Etat attaqué, contre l'agresseur; l'article 16, base fondamentale du Pacte, définit, détermine les différentes catégories de sanctions; il distingue, dans ces sanctions, celles qui sont obligatoires et uniformes pour tous, quelles que soient leur situation géographique, leur place dans l'histoire ou la puissance de leurs armements, parce que ce sont là les sanctions économiques et financières et qu'il n'est pas d'Etat, quelle que soit sa place dans le monde, quelle que soit son importance, quelque ordre qu'il occupe dans la géographie, qui ne puisse à la fois apporter son concours économique et financier à l'Etat victime d'une agression et priver de ce même concours l'Etat responsable de l'agression.

Sanctions militaires, aériennes et navales, qui, celle-là ne peuvent recevoir un déclenchement uniforme et ne peuvent constituer une obligation uniforme parce que, à leur égard, ou

Grave objections, serious objections, the full weight of which our country felt, made it impossible that the Treaty of Mutual Assistance should ever come into force. Two objections were advanced against it, both of which revealed the importance of the other element of the problem with which we are dealing.

It was said on the one hand: By concentrating unduly on penalties, we have lost sight of the moral and legal elements of the problem; the material elements have, as it were, upset the balance of the scheme. What was wanted was at the same time to develop the ideas of arbitration already contained in the Covenant of the League.

On the other hand, it was said: The terrible nature of the operation of these penalties, the very preciseness of which increases their gravity, can only be brought into play if the aggressor is clearly defined. And the impossibility in many cases — for material and technical reasons — of defining the aggressor revealed the necessity for arbitration which, I repeat, formed the very basis of the League and is defined in Articles 12, 13, 14 and 15 of the Covenant, which the League, at its First Assembly in 1920, further defined by organising the Permanent Court of International Justice and inviting the States to adhere to Article 36 of its Statute, whereby they agreed to submit their mutual disputes to arbitration.

Such was the position at the opening of the last Assembly, the memory of which is still fresh in our minds and hearts. Some of us are bent above all on founding international peace on the institution of arbitration, on amending, completing and defining what may still be incomplete, imperfect, and indefinite in these respects in the Articles of the Covenant; others remind us that an arbitral award, like a judicial decision, is worthless without the binding force attached to it, and that arbitration would be fatally imperilled if we risked calling it into play, as it were, to no purpose, and if the defaulting State which had submitted to arbitration did not find arrayed against it the full force of the penalties organised by the contracting States, it would have the advantage of placing in a condition of inferiority that State which had allowed itself to be bound by its international undertakings. Arbitration, security and disarmament, then, constitute the three terms of the formula defined last year by M. Herriot and repeated this year by M. Painlevé, who insisted that the three terms were inseparable and formed a necessary logical series: first arbitration; next penalties, resulting in security; next disarmament — a never-ending series.

It was upon this that, slowly, minutely yet fervently — for there was not one of us but realised the interests involved — we built the Protocol of 1924.

This Protocol introduces into the Covenant nothing that is not already there. It simply defines the provisions of the Covenant in such a way as to bring them actually in touch with the realities of international life. The Protocol is to the Covenant — to quote an expression which I have already used upon this platform and which has frequently been repeated since — what the rules of public administration are to the law which they are intended to apply. It possesses in itself no binding force apart from that derived from the law on which it is a commentary and an explanation and which it helps to apply; but without these regulations the law would be merely a statement of principle which often would find no practical and real application.

This is a Protocol which lays down no obligation, no penalty not already included in the Covenant.

In Articles 10 and 11 it provides that all the Contracting States shall place their resources at the service of the State attacked as against the aggressor; Article 16, which forms the fundamental basis of the Covenant, defines and determines the various categories of penalties; it distinguishes among these penalties between those which are compulsory and uniform for all, irrespective of their geographical position, their place in history or their power of arms, because they are economic and financial sanctions, and there is no State, whatever its place in the world, whatever its importance, whatever its geographical position, which cannot contribute its economic and financial aid to a State which is the victim of aggression and withdraw such help from the State responsible for such aggression.

Military, air and naval sanctions which cannot be put into uniform operation and cannot constitute a uniform obligation because certain States, either on account of their geographical

par leur situation géographique ou par la puissance de leurs armements ou parce que les bienfaits de leur histoire les ont mis depuis longtemps hors des difficultés où se débattent encore tant d'autres États, certains États ne peuvent être contraints de substituer au désarmement relatif où ils vivent déjà un armement qui serait le contraire et le paradoxe et comme la négation des buts mêmes que poursuit la Société des Nations.

L'article 16 du Pacte, avec beaucoup de sagesse, distingue le caractère obligatoire des uns, pour l'autre il n'adresse que des recommandations.

Messieurs, étudiez bien le Protocole, étudiez ces articles 11, 12 et 13 qui organisent ces sanctions, je mets au défi qu'on lui trouve quoique ce soit qui ajoute aux obligations du Pacte et qui rende obligatoire ce qui ne l'est pas déjà dans l'article 16 du Pacte.

Ces articles du Protocole, se sont bornés, avec une souplesse adaptée à la réalité des choses, à préciser, à rendre plus facile, plus pratique, le déclenchement de ces sanctions, mais non pas à y ajouter.

Pour les sanctions économiques et financières, obligatoires pour tous en vertu de l'article 16 du Pacte, obligations auxquelles ont souscrit tous ceux qui sont membres de la Société des Nations, il les prépare seulement par des plans préalables de manière, que, le moment venu, la moindre part soit laissée à l'incertain et que l'incertitude elle-même créant aux États une position d'insécurité ne les empêche de céder à l'atmosphère de paix que nous voulons faire régner sur le monde.

Pour les sanctions militaires, aériennes et navales, il maintient le caractère facultatif en dégageant seulement que, pour rester fidèle à l'esprit du Pacte, il convient de mesurer son concours sur ses possibilités, chacun donnant ce qu'il a, tout ce qu'il a, rien que ce qu'il a et faisant égard aux Nations qui par leur situation géographique ou par l'état de leurs armements ne pourraient pas concourir à ces sanctions générales.

Puis, comme pour les sanctions économiques et financières, dressant ses plans conformes à la réalité pratique, il indique que pour que les États qui, à tort ou à raison, peuvent se croire sous la menace d'une agression possible et à qui, je le répète, cette incertitude empêche de se rendre aux invitations mêmes de la Société des Nations et de concourir au but qu'elle se propose, c'est-à-dire la réduction générale des armements, l'article 13 du Protocole organise la notification préalable par les Puissances des effectifs et des forces que, le cas échéant et pour des hypothèses déterminées, elles pourraient mettre au service de l'État attaqué. Et, pour aller plus loin dans cette souplesse et dans cette variété, l'article 13 prévoit des accords particuliers, des accords régionaux passés entre nations qui se trouvant en face d'hypothèses plus précises et plus pressantes veulent entrer d'une façon plus précise aussi dans la définition des sanctions, des concours qu'elles pourraient mettre au service d'un des États contractants qui serait victime d'une agression, accords régionaux dont l'Assemblée n'a certainement pas oublié qu'ils furent l'objet de discussions autrement vives à la troisième Commission, et, ce jour-là, je puis au moins le lui affirmer, la délégation française a, par avance, suivi tous les conseils de réalisme que M. le Délégué de l'Empire Britannique lui donnait autrefois.

L'ensemble de ce texte est encore dans toutes vos mémoires; il est toujours présent à vos yeux. Ce texte, vous le voyez, ne procède pas d'une conception théorique ou géométrique; il avait, au contraire, pour but de plier aux réalités de la vie, à la variété et à la souplesse de la vie, les prescriptions un peu théoriques des articles correspondants du Pacte.

Le Protocole est toujours là; il est présent. Il n'appartient qu'à une Assemblée de défaire ce qu'a élaboré une Assemblée précédente. Le registre est ouvert. Sur la page blanche, le Premier Délégué de la France, M. Briand avait apposé la signature de son pays; à l'unanimité, la Commission des Affaires Extérieures de la Chambre avait apporté sa ratification. Je ne vous signale ce fait que pour vous prouver, par cet accord unanime, la profonde volonté pacifique de mon pays. D'autres nations, n'ont pas cru pouvoir y adhérer. Le Protocole n'a pas recueilli le nombre de signatures exigées. Je ne dirai pas qu'il ne les a pas recueillies en qualité, car à mon avis il n'y a pas de grandes et de petites nations, mais des nations égales qui représentent le droit; cependant il n'a pas recueilli la signature de nations qui, par leur importance et par leur attachement à la cause de la Paix, pouvaient avoir une influence bienfaisante sur le fonctionne-

situation or their great armaments or because their history has long since relieved them of the difficulties in which other States are still involved, cannot be compelled to substitute, for the relative disarmament which they have already attained, an armament which would be the contrary and the paradox and, as it were, the negation of the very aims which the League of Nations pursues!

Article 16 of the Covenant distinguishes with great prudence the compulsory nature of some; as regards the others, it merely makes recommendations.

Gentlemen, study the Protocol well, study Articles 11, 12 and 13, which define these sanctions, and I defy anyone to find in them anything which adds to the obligations of the Covenant and which makes compulsory anything which is not already contained in Article 16 of the Covenant.

These articles of the Protocol limit themselves, with an elasticity adapted to the reality of facts, in making more precise, more easy, more practical, the operation of these sanctions but not adding to them one whit!

As for the economic and financial sanctions, which are compulsory for all under Article 16 of the Covenant, obligations to which all who are Members of the League of Nations have subscribed, it prepares them, simply by means of preconceived plans, in such a way that at the right moment, preparation shall be left as little as possible to hazard, and in such a way that hazard, which in itself creates a feeling of insecurity, shall not prevent them from yielding to the atmosphere of peace which we desire should reign throughout the world.

As for the military, air and naval sanctions, it maintains their optional character and simply demonstrates that, in order to remain within the spirit of the Covenant, assistance be measured according to capacity, each State giving what it has, all that it has, and nothing but what it has, and taking into consideration the case of nations which, by their geographical situation or by the state of their armaments, cannot assist in the application of general sanctions.

Then, as in the case of economic and financial sanctions, drawing up its plans in conformity with practical realities, it points out that, for States which rightly or wrongly consider themselves menaced by some possible aggression; and which, I repeat, this uncertainty prevents from responding to the invitations of the League of Nations and from pursuing the aims it has defined — that is to say, the general reduction of armaments — Article 13 of the Protocol lays down previous notification by the Powers of the effective forces which, if necessary and in certain concrete cases, they might be able to place at the service of the attacked country. And, to proceed further, as regards this elasticity and this variety, Article 13 makes provision for private agreements, regional agreements between nations which find themselves face to face with more concise and more pressing problems and desire to obtain a clearer definition of the sanctions and the help which they may be able to place at the service of one of the Contracting States which might be the victim of an aggression. The Assembly has certainly not forgotten that these regional agreements were the subject of lively discussion in the Third Committee. On that day, as I, at least, can assure you, the French delegation did, in advance, conform to all the counsels of reality to which the delegate of the British Empire formally gave expression.

The whole of this text is still fresh in your memory. It is still there before your eyes. This text, as you see, does not proceed from a theoretical or geometrical conception. On the contrary, its aim was to make the slightly theoretical prescriptions of the corresponding articles of the Covenant conform to the realities, the variety and the versatility of life.

The Protocol is still here; it is ever present. Only an Assembly has the right to destroy what a preceding Assembly has built up. The register is open. On its clean sheet the first delegate of France, M. Briand, had placed the signature of his country. The Committee of Foreign Affairs of the Chamber ratified it unanimously. I merely point to this fact in order to prove, by this unanimous agreement, my country's desire for peace. Other nations have not found it possible to give their adhesion. The Protocol did not receive the necessary number of signatures. I will not say that it did not receive them as such, because, in my opinion, there are no great and small nations, but only equal nations who represent Right. Nevertheless, it did not receive the signature of nations which, by their importance and their devotion to the cause of peace, could have had a beneficial influence upon the work-

ment du Protocole. Les raisons ? J'estime que les analyser serait presque une inconvenance et comme un empiètement sur la souveraineté des Etats, principe qui est à la base même de la Société des Nations. Il me suffit de constater le fait qui, s'il était isolé, serait de nature à apporter, dans cette session, un découragement.

S'il était isolé... Mais observez les faits de la politique internationale. A côté de nous, parallèlement à nous, sur des plans qui doivent rester séparés mais comme dans le voisinage, et dans l'atmosphère même de la Société des Nations, des pactes particuliers sont en cours de négociations. J'en parle avec d'autant plus de liberté que je n'en sais rien de plus que ce que vous en savez tous. Mais il est quelque chose qui nous renseigne mieux, à mon avis, que toutes les documentations: c'est la parole du Premier Délégué de la Grande-Bretagne, c'est son affirmation que rien dans ces pactes n'est contraire à l'esprit même du Pacte de la Société des Nations!

Et puis, la presse, vous le savez, à de telles ingéniosités — qui concourent avec la répugnance des peuples pour les diplomaties secrètes — que les négociations, si discrètes soient-elles, finissent par lui être connues.

Alors, de ces pactes dont à diverses périodes et encore si récemment nous avons appris les éléments essentiels, que doit penser la Société des Nations!

Sont-ce là des traités à l'ancienne mode — des formules attardées des vieilles diplomaties qui ont donné, au cours des siècles, des états de sécurité assez instables d'ailleurs, mais qui, parce qu'ils étaient formés de groupements opposés, en quelque sorte, à d'autres groupements, portaient toujours en eux comme des menaces de guerre ? Ingrats pour le passé, mais justes en partie, les peuples les rendent, en quelque mesure, responsables de tout le sang qu'ont fait verser les guerres qui en sont sorties.

Sont-ce là les traités en cours de négociation ? Qu'en savons-nous ? A travers les bribes, les lambeaux qui peuvent traverser le demi-silence des chancelleries, que pouvons-nous deviner ? Contre quel ennemi sont-ils dirigés ? Ils ne portent pas de nom ethnique ni géographique. C'est la responsabilité qui, un jour, se chargera de leur en donner un et ce nom sera alors livré à la réprobation du monde.

L'ennemi dans ces pactes, c'est l'agresseur. Qui déterminera l'agresseur si l'acte d'agression ne le détermine lui-même, comme, par exemple, la violation d'une de ces zones démilitarisées prévues, commandées par l'article 13 du Protocole ? L'un des contractants ? Un groupe de contractants ?

L'arbitrage.

Et qui sera l'arbitre, si en fin de compte, les arbitrages propres à ces pactes ne suffisent pas à résoudre les conflits ?

Vous, la Société des Nations, pour le cas d'agression manifeste. Et c'est seulement quand l'agresseur sera déterminé par un arbitrage fait par la Société des Nations, qu'alors se déclancheront les sanctions, les garanties, inscrites au bas de ces pactes.

Agresseur ? Arbitrage ? Société des Nations ? Contrôle, par conséquent, de la Société des Nations ? Responsabilité de la Société des Nations dans le fonctionnement de ces pactes ?

Mais, nous avons entendu tous ces mots. Ce sont les mots mêmes qui, en septembre, ont traversé nos discussions.

Agresseur ? Arbitrage ? Sécurité aussi, je pense; ce dernier terme doit être l'aboutissement des deux premiers. Mais, je le dis tout bas, aussi bas du moins qu'on peut parler à cette tribune mondiale, ces trois termes sont les principes mêmes du Protocole et du Protocole non pas démembré, non pas mutilé, ainsi qu'il arriverait si nous cédions à la tentation fâcheuse, à mon avis, d'en dissocier telle ou telle partie, alors qu'il doit rester dans son ensemble.

C'est l'application des principes du Protocole à des hypothèses déterminées, à des hypothèses limitées dans le temps et dans l'espace auxquelles les Etats intéressés ont éprouvé le besoin de répondre d'une manière urgente. Mais, bien que limités dans leur application, bien que s'appliquant à des hypothèses précises, ce sont tout de même les principes du Protocole que vous avez établis au mois de septembre dernier: arbitrage, désignation de l'agresseur, sécurité.

Mais, dans le demi-silence des chancelleries, écoutez bien, ce sont vos idées mêmes qui cheminent. Cependant, la Société des Nations doit-elle en quelque sorte, dépossédée par son succès même, assister, inerte et inattentive, au déroulement

ing of the Protocol. What are the reasons ? I believe that to analyse them would be almost an impertinence and, as it were, an encroachment upon the sovereignty of States, a principle which is the very basis of the League of Nations. I will confine myself to noting the fact, which, if it were isolated, would be of such a nature as somewhat to discourage the work of this session.

If it were isolated . . . But observe the facts of international politics. Side by side, parallel with us, on planes which must remain separate but which are, as it were, in our immediate vicinity, and in the very atmosphere of the League, private pacts are in course of negotiation. I speak of them freely, because I know no more about them than you yourselves. But there is something which tells us more, in my opinion, than any documents. It is the word of the first delegate of Great Britain; it is his solemn affirmation that nothing in these pacts is contrary to the spirit of the League of Nations!

And then the Press, you know, is so ingenious — for it shares the popular aversion to secret diplomacy — that negotiations, however discreet, eventually become known.

Therefore, what must the League think of these pacts, of which we have learnt the essential elements on various occasions and again recently ?

Are these treaties of the old kind — outworn formulæ of ancient diplomacies, that have given in the course of centuries conditions of security which were unstable indeed but which, because they were formed by groups opposed in some way to other groups, always carried with them the menace of war ? Ungrateful for the past, but still partially just, the peoples of the world have blamed them in part for all the blood shed in the wars that have sprung from them.

Are these the treaties which are in course of negotiation ? What do we know of them ? What can we guess from the rumours and whisperings which escape from the semi-silence of the chancelleries ? They bear no ethnical or geographical name. Posterity will one day give them a name which will be held up to the reprobation of the world.

The enemy in these pacts is the aggressor. But who shall determine the aggressor if the act of aggression does not itself reveal him, as, for instance, in the case of the violation of one of those demilitarised zones laid down in Article 13 of the Protocol ? One of the Contracting Parties ? A group of Contracting Parties ?

Arbitrage.

And who shall be the arbiter if, finally, the arbitration contained in these pacts should not be sufficient to solve the conflicts ?

You, the League of Nations, in manifest cases of aggression. And it is only when the aggressor has been determined by the arbitration of the League of Nations that the sanctions and the guarantees contained in these pacts will come into operation.

Aggressor ? Arbitration ? League of Nations ? Control consequently by the League of Nations ? Responsibility of the League of Nations for the working of these pacts ?

But we have heard all these words. Those are the very words which last September were the basis of our discussions.

Aggressor ? Arbitration ? And security also, I should think. This last should be the final conclusion of the two first. But, I say it in a low voice, in as low a voice as one can use in speaking from this platform of the world, these three terms are the very principles of the Protocol, and of the Protocol undismembered, un mutilated, even thus it would be if we were to give way to the grievous temptation to separate from it such or such other part, whereas it should remain one undivided whole.

It is the application of the principles of the Protocol to concrete cases, cases limited in time and space, to which States concerned have felt bound urgently to respond. But although they are limited in their application, although they only apply to concrete cases, they are nevertheless the principles of the Protocol which you established last September: arbitration, the definition of the aggressor and security.

But in the hushed precincts of the chancelleries, I assure you that it is your ideas which are making progress. And yet is the League of Nations, dispossessed of its creation by reason of the very success it has attained, to look on inactive, uncon-

de ces grands événements? Je ne le crois pas et je rencontre fatalement dans une de ces controverses courtoises, amicales, fraternelles, puisqu'elles ont lieu entre Etats qui poursuivent, par des moyens différents, des buts identiques, je rencontre inévitablement quelques-unes des affirmations apportées à cette tribune par l'honorable Premier Délégué de l'Empire Britannique.

Ah! quand M. Chamberlain nous a fait une analyse extrêmement forte et émouvante de l'histoire de son propre pays, analyse qui témoignait en même temps de la culture de son esprit et de la forte tradition politique à laquelle il se rattache, on l'a senti frémir, pour l'histoire de son pays, de cette fierté que nous apportons tous ici dans cette Société des Nations, dans le moment même où nous voulons créer un organisme plus vaste et nous restons fidèles à tous les frémissements profonds de notre passé.

M. Chamberlain nous donnait pour ainsi dire en exemple l'histoire de son pays, nous montrant que cet Empire Britannique qui, le premier, établi les institutions de liberté et les institutions parlementaires, est resté à l'écart — depuis 250 ans — de tout mouvement violent, nous montrant comment, au prix de ce calme intérieur et de cette solidité de ses institutions, il a fait rayonner sa puissance sur tous les coins du monde. M. Chamberlain nous disait: Réfléchissez, Société des Nations, que tout cela a été fait sans plan préalable, par des actes d'empirisme en cherchant, à propos de chaque fait particulier, la solution appropriée — et même, l'honorable Premier Délégué de l'Empire Britannique poussant, je le dirai jusqu'à l'extrême logique, sa démonstration — voulait nous prouver l'illogisme foncier qui était à la base de ces faits particuliers.

Ici, nous ne pouvons plus le suivre, car là où il appartient peut-être à l'homme d'Etat de l'Empire Britannique qui a parlé à cette tribune de voir des illogismes, nous ne voyons, nous, que la magnifique continuité de l'histoire anglaise. Oui, un sens profond des réalités, une solidité d'expérience, une volonté de méthode qui est de résoudre toujours par rapport à lui le problème tel qu'il se pose, mais en enchaînant tout de même les solutions par rapport à une conception tirée de l'essence même de ses institutions et de ses besoins! Mais tout cela, en fin de compte, est une histoire que le grand écrivain national Kipling pouvait appeler à juste titre « *The first story of the world.* »

Eh bien, nous demandons pour la Société des Nations, pour cette autre grande Patrie que nous sommes en train de constituer en y apportant chacun la grande richesse des nôtres et en la dotant de tous les acquis et de toutes les expériences de nos tempéraments nationaux et de nos histoires respectives, nous demandons pour la Société des Nations la même continuité.

Nous voudrions bien qu'elle ne soit pas obligée de remettre, chaque année, sur le métier, un même problème, en lui apportant des solutions qui sont contredites le lendemain.

Nous ne pouvons pas oublier que Pénélope elle-même, un jour, vit s'avancer sur la mer éclatante la proue du vaisseau d'Ulysse et je crois que par son périple méditerranéen, Ulysse était comme la préfiguration des grandes Puissances maritimes.

Nous apportons tous ici le fruit de nos expériences, la richesse incomparable de nos histoires respectives. Prenons de cette leçon de choses et de l'histoire, tout ce qu'elles comportent; employons-nous à résoudre chaque problème tel qu'il se pose devant nous, épris des vastes conceptions idéalistes, sachant tenir compte de la résistance inévitable des faits et surtout ne nous décourageons jamais si, par hasard, cette résistance fait prendre à ce que nous avons voulu, une direction quelque peu différente de celle que nous avions rêvée. Mais tout de même et en même temps, sachons enchaîner chaque problème à celui qui le précède ou qui le suit. Sachons compléter chaque pacte par un autre pacte, puisque c'est par le système des pactes particuliers qu'on veut élever de plus en plus l'édifice qui, permettez-moi de le dire, ressemblera à s'y méprendre au Protocole, tâchons, dis-je, de garder tout de même ce souci de l'universalité qui n'a pas été, croyez-le bien, une construction arbitraire de nos esprits, qui n'a été que le reflet exact des réalités mêmes de la guerre mondiale, de celle d'hier comme de celle qui éclaterait demain, si nous ne réussissons pas l'œuvre que nous sommes venus tenter ici.

C'est parce que nous avons vu, parce que l'Europe n'a pas pu perdre le souvenir de telles leçons, parce que nous avons

cerné, while such great events are taking place? I do not think so, and I therefore find myself unavoidably in opposition in one of those discussions which are courteous, friendly and fraternal, since they are between States which by different methods are pursuing the same ends — yes, I am bound to find myself in opposition to some of the statements made on this platform by the first delegate of the British Empire.

When Mr. Chamberlain analysed in a most eloquent and stirring manner the history of his own country — an analysis which bore witness to its culture and the strong political tradition to which it is attached, we felt that he was inspired by the history of his country with that pride which we all bring here into this League of Nations, even when we desire to create a vaster organisation. Yes, even here, we allow ourselves to be influenced by the deep-rooted traditions of our past.

Mr. Chamberlain quoted the history of his country as a sort of lesson to us. He showed us that the British Empire, which was the first to establish the institutions of freedom and Parliamentary institutions, has for 250 years been free from violent upheaval. He showed us how, as a result of this internal calm and the solidity of its institutions, the British Empire has extended its power to the four corners of the earth. Mr. Chamberlain said to us: "Remember, O League of Nations, that all this has been accomplished without previous plan by acts of empiricism and by seeking a suitable solution for each particular case". The first delegate of the British Empire even took his demonstration to its logical extreme, if I may say so, in his desire to prove the fundamental illogicality underlying these particular cases.

On to that ground we cannot follow him, for where the British statesman who spoke on this platform sees illogicality, we ourselves only see the splendid continuity of English history. Yes, a profound sense of reality, sound experience, a methodical desire always to solve on its own merits any problem which arises; but nevertheless the solutions reached form a regular sequence of events when viewed in the light of the real underlying basis of the British Empire's institutions and requirements! But all that is a story which the great British author Kipling could rightly call "The First Story of the World".

Very well then, we ask for the League of Nations, for that second great fatherland which we are establishing by bringing to it, each of us, some of the great wealth of our own peoples, by endowing it with all the experience acquired from our national temperament and respective histories — we demand, I say, for the League of Nations the same continuity.

We do not want to force it year after year to revert to the same problem by suggesting solutions which are contradicted on the morrow.

We should not forget that Penelope herself, one fine day, saw the prow of Ulysses' vessel advancing towards her over the glittering sea, and I really think that in his wanderings throughout the Mediterranean, Ulysses is the prototype of the great maritime Powers.

We are all bringing here the fruit of our experience, the incomparable wealth of our national histories. Let us draw from this object lesson, this lesson of history, all the truths which it conveys; let us seek to solve each problem as it is laid before us, inspired by vast idealistic conceptions and taking due account of the inevitable resistance of facts. Above all, we must on no account allow ourselves to be discouraged if by chance such resistance causes the action which we desired to take to be directed into a channel different from that which we had ourselves conceived.

It should be our endeavour to complete each agreement by another agreement, since it is by a system of individual agreements that we seek to raise higher and higher an edifice which, if you allow me to say so, will be uncommonly like the Protocol. But in spite of this let us endeavour, I say, to keep before us the idea of universality, which is not, I assure you, a mere arbitrary concept of our minds but is simply the exact reflection of the very realities of a world-war — the late war, as well as the war which may break out to-morrow if we do not succeed in the work which we have come together to try to accomplish here.

It is because we have seen with our eyes, because Europe cannot forget the lessons it has learned, because we have

compris que le premier bloc d'acier du premier coup de canon tombant dans un monde qui n'a pas su se prémunir, a des ondulations infinies qui s'étendent jusqu'aux limites de l'univers, que nous pouvons craindre que dans cette Europe, dans ce petit continent où finalement toutes les nations du monde sont venues combattre pour sauver la civilisation, la paix ne soit ébranlée par un coup de canon tiré dans un océan lointain.

L'universalité, hélas, n'est pas une construction arbitraire de l'esprit; elle est devenue, de par l'interdépendance même de toutes les actions, et par l'ampleur inévitable des guerres, une réalité que nous ne pouvons pas nous empêcher d'étreindre quand nous essayons de prendre les moyens appropriés à combattre la guerre.

Nous croyons, nous continuons à croire — et dire le contraire serait une déloyauté, et je veux ici apporter la même franchise que l'honorable délégué de l'Empire Britannique, l'autre jour — que peut-être, étant donné cette universalité dans le danger, il faut l'universalité dans la prévention et que l'on s'apercevra, sans doute, un jour, que le Protocole était une nécessité.

Mais puisque les faits pour l'instant ont pris une autre voie, puisque les États qui se trouvent sous la menace la plus pressante de conflits ont pris la voie d'accords particuliers, conforme d'ailleurs, ainsi que je l'ai démontré, aux principes mêmes du Protocole, au moins que la Société des Nations veille, par tous les moyens en son pouvoir, à la multiplication de ces accords, en même temps qu'elle vérifie leur conformité aux principes essentiels du Pacte et du Protocole.

Croyez bien qu'il ne suffira pas d'un pacte. Déjà, par ces moyens d'investigation que la presse met à notre disposition, nous savons qu'ils seront un pluriel et que la signature d'un pacte déterminé est subordonnée à la signature d'un pacte semblable. L'interdépendance inévitable de l'Occident et de l'Orient de l'Europe se réalise déjà dans ces accords particuliers.

Croyez-vous, Messieurs, croyez-vous, Société des Nations, qu'il suffira de deux et même de trois de ces Pactes? Croyez-vous qu'à la fois rassurés par l'expérience de ces accords particuliers — et c'est la haute leçon que je veux garder des déclarations du Premier délégué de l'Empire Britannique — et la fois par des contre-parties nécessaires — car il y aura péril pour les nations qui resteraient en dehors de ces Pactes particuliers à n'en pas conclure elles-mêmes pour leurs besoins respectifs — croyez-vous qu'à la fois par esprit d'imitation, rassurés par l'expérience et, comme des contre-parties nécessaires de ce qui sera fait, nous ne devons pas assister, si telle est la voie choisie par nos diplomates, à la multiplication de ces accords pouvant répondre à la multiplication des besoins? Alors, le jour où ils seront nombreux, où ici, là, ils couvriront les risques de conflits que chaque groupe de nations peut croire plus précis, est-ce que vous croyez qu'il ne faudra pas un ajustement, une coordination de ces accords? Et qui donc aura qualité pour le faire, sinon vous, la Société des Nations?

Ils aboutissent fatalement à mettre en jeu tous les rouages de la Société des Nations. Ils sont — je vous demande pardon de répéter l'expression, mais elle traduit bien toute ma pensée — ils sont baignés par l'atmosphère même de la Société des Nations, ils appliquent ses principes sans y rien changer, ils ne sont que limités dans le temps et dans l'espace et, à ce titre, ils constituent des expériences qui peuvent en appeler d'autres.

Mais alors, la Société des Nations, demandait un aliment à ses préoccupations, son ardeur appelait de quoi se satisfaire, et ce besoin est le plus noble qui soit au monde, il fait grandement honneur à la Société dont nous faisons partie; croyez-vous que déjà, par ses organismes techniques, par ses commissions, elle ne doive pas se préoccuper des grands devoirs précis, ceux-là qui peuvent lui être imposés demain?

Je ne prends que deux exemples: ces accords, d'après ce que nous en savons, organisent l'arbitrage, et, finalement, dans certains cas, l'arbitrage aboutit à l'arbitrage même de la Société des Nations.

Mais rappelez-vous, Messieurs, que l'année dernière, quand nous avons voulu fortifier l'arbitrage, afin d'être sûrs de désigner clairement l'agresseur, rappelez-vous — et mes collègues de la première Commission surtout en ont gardé le souvenir précis — que nous avons été amenés à constater des fissures dans les

understood that the first lump of steel fired, from the first cannon, falling in a world which has not been able to take proper precautions, will have an infinite repercussion which will extend to the very limits of the universe that we are entitled to feel that in this Europe of ours, in this small continent in which finally all the nations of the world came to fight in order to save civilisation, peace may be overthrown by a cannon fired in a distant ocean.

Universality, alas, is not a mere arbitrary concept of the mind. It has become, through the very interdependence of all nations and the inevitable extent of wars, a reality which is bound to seize us in its grip when we attempt to adopt measures for the suppression of warfare.

We believe, we continue to believe — to say the contrary would not be honest, and I wish to be as frank as was the British delegate the other day — that perhaps, in view of the universality of the danger, we must have universality in prevention, and that one day it will doubtless be realised that the Protocol was a necessity.

But since events have for the time being taken another turn, since the States which are most immediately menaced by the danger of conflict have adopted the principle of partial agreements — which are in accordance, as I have shown, with the very principles of the Protocol — let the League of Nations exert every means in its power to multiply these agreements, assuring itself that they are in accordance with the essential principles of the Covenant and the Protocol. I assure you that a single pact will not suffice. Already, by the methods of investigations which the Press placed at our disposal, we know that there will be more than one pact, and that the signing of one particular pact is subject to the signing of another and similar pact. The inevitable interdependence of the West and the East of Europe is already being demonstrated in these partial agreements.

Do you think, gentlemen, do you think, League of Nations, that two or even three of these pacts will be sufficient? Do you think that, reassured by the experience gained through these special agreements — and this is the essential lesson which I wish to draw from the statements of the first delegate of the British Empire — reassured, I say, by these agreements and their inevitable corollaries — for corollaries there must be, since nations remaining outside special pacts without themselves concluding agreements to meet their own needs would run considerable risk — do you think that, simultaneously, by a spirit of imitation, reassured by experience and the necessary adjuncts to the action which is being taken, we ought not to assist — if such is the path chosen by our diplomats — in multiplying these agreements which respond to the multiplicity of our needs? When therefore they are sufficiently numerous, in this part of the world and in that, providing a guarantee against the danger of such conflicts as each group of nations may hold to be more menacing, do you think that it will be unnecessary to adjust and co-ordinate these agreements? And, if so, what body will be entitled to do so other than you, the League of Nations?

They are absolutely bound to bring into action all the various parts of the machinery of the League of Nations. They are — and you will pardon me if I repeat this phrase, but it does adequately express my thoughts — they are pervaded by the very atmosphere of the League of Nations, they apply its principles without modification, they are only limited in time and space, and therefore constitute experiments which may lead to others.

The League of Nations was asking for work: its energies demanded some outlet. This need is the noblest in the world, and it does great honour to the League of which we are Members. Do you not think that through its technical organisations and committees the League ought to prepare for the great and definite duties which it may have to fulfil in the near future? I will only take two examples: these agreements, according to the information we possess, will organise arbitration, and finally, in certain cases, arbitration will lead to arbitration by the League of Nations.

But remember, gentlemen, that last year when you sought to strengthen arbitration in order to make sure of defining the aggressor — I am sure my colleagues on the First Committee will have a particularly vivid recollection of this — we came to see that there were gaps in the armour of the Covenant



articles du Pacte qui organisent l'arbitrage: la règle de l'unanimité du Conseil, la possibilité pour un des Etats en conflit de se retrancher derrière le refus de l'arbitrage; il nous était apparu qu'il y avait là des fissures par où, le jour venu, et sous la pression des forces que déclanche la guerre, passions populaires, besoins économiques, que sais-je ? par ces fissures, de nouveau tout le flot de la guerre pouvait passer.

Et c'a été un des travaux les plus difficiles, les plus minutieux, les plus essentiels de la première Commission d'établir précisément ces articles du Protocole qui avaient pour but de boucher les fissures qui existaient.

Est-ce que vous croyez qu'il ne conviendra pas que la Société des Nations — si elle est appelée, comme nous avons lieu de le supposer, à intervenir un jour dans les arbitrages organisés par ces Pactes — se préoccupe de boucher les fissures que nous avons aperçues l'année dernière ? Et, comme il n'y a pas deux manières de résoudre pratiquement un même problème, je crois qu'on ne pourra le faire que par des solutions qui ressembleront beaucoup à cette première partie du Protocole.

Et puis, il y a autre chose dans l'arbitrage. L'idée nous séduit et comme elle a raison de nous séduire ! Elle est vraiment la base même sur laquelle on peut asseoir la paix. Mais l'arbitrage non organisé, il a ses dangers. L'arbitrage, nous ne le savons que trop, par des difficultés que, au cours des dernières années, cette année encore, et maintenant encore, a eu à résoudre le Conseil de la Société des Nations, nous savons combien il peut nécessiter de longues investigations, de recherches, d'hésitations. Et alors le temps s'écoule.

Rappelez-vous que le Pacte va jusqu'à prévoir un délai de neuf mois avant que les sentences arbitrales puissent être rendues. Neuf mois, Messieurs, c'est plus qu'il n'en faut aux nations fortement outillées pour préparer la guerre, si elles ont l'arrière-pensée de ne pas se soumettre à l'arbitrage futur. C'est pourquoi le passage essentiel du Protocole était celui de la mesure conservatoire en cas d'arbitrage. Or, cela n'est pas dans le Pacte général de la Société des Nations. Je ne sais pas si cela est dans les pactes particuliers, puisque nous raisonnons, puisque nous faisons des présomptions sur des textes que nous n'avons pas. Mais je sais bien que, si jamais l'hypothèse pouvait se présenter et quelles que soient les dispositions des pactes, le jour où il s'agirait d'imposer des mesures conservatoires comportant des investigations à des Etats contre lesquels serait déjà dressé le spectre de la guerre, je ne connais qu'une institution assez haute et assez impartiale pour être tolérée par les deux parties: c'est la Société des Nations.

Croyez-vous que vous n'aurez pas à vous préoccuper des mesures conservatoires ?

Je pourrais multiplier les exemples; mais j'ai déjà dépassé — et je vous remercie de votre bienveillance — le temps que je m'étais assigné; je ne les multiplie pas. Je m'arrête là.

Cependant, un dernier mot. Le troisième terme du problème le troisième mot que nous avons inscrit sur notre façade, ou mieux, que nous avons placé comme un des fondements sur lesquels nous avons édifié les textes destinés à préciser le Pacte, ce troisième terme, c'est peut-être celui qui éveille le plus d'espérances dans l'âme des peuples; c'est peut-être à cause de lui surtout que les peuples ont les yeux tournés vers nous et tellement que, comme nous le savons infiniment difficile et complexe, et comme nous savons surtout qu'il ne peut être qu'un aboutissement et non pas un commencement, c'est à nous de calmer, pour ainsi dire, l'espérance que les peuples mettent, en nous de ce chef. Mais, tout de même, c'est ce troisième terme, inéluctable celui-là, pour lequel a été fondée la Société des Nations. C'est le mot qui rayonnait dans les yeux des mourants comme l'image dans l'œil d'une victime assassinée: désarmement !

Nous n'aurons rien fait tant que nous ne serons pas arrivés là.

Or, désarmement avant sécurité ? Impossible ! La France vous l'a dit, ne voulant pas prendre d'engagement qu'elle ne pourrait pas tenir.

Désarmement après sécurité ? Convocation d'une Conférence de désarmement, de réduction des armements, le jour où l'état de sécurité sera vérifié par la Société des Nations ? Je ne crois pas aller au delà des vues de mon gouvernement, après le discours de M. Painlevé, en disant que, ce jour-là, la France saurait répondre « présent ».

under which arbitration is established: the rule that the Council must be unanimous, and the possibility of one of the conflicting States refusing, as a final resort, to accept arbitration. We saw that there were gaps through which, when the time came, and under the pressure of the forces let loose by war — popular passion, economic needs, and other considerations — the whole flood of war might flow out afresh.

It was one of the most difficult, the most delicate and essential tasks of the First Committee to draw up with precision those articles of the Protocol the object of which was to fill existing gaps.

Do you think that the League of Nations ought not, if it is called upon one day — as we have every reason to suppose it will be — to intervene in cases of arbitration arising under these pacts, to consider how the gaps which we noted last year can be filled ? And as there now exist two practical solutions to one and the same problem, I think that this problem can only be solved in a manner greatly resembling the first part of the Protocol.

But the idea of arbitration contains something more. The idea of arbitration fascinates us, and rightly so. It is truly the basis on which we may establish peace. But unorganised arbitration has its dangers. Arbitration, as we know only too well, by the difficulties which in recent years — even this year, and even now — the Council of the League of Nations has had to solve, arbitration is bound to involve long investigations, researches and hesitation. In that way, time passes.

Remember that the Covenant goes so far as to provide for a nine-months period before the arbitral decisions are delivered. Nine months, gentlemen, is much more than is required by thoroughly equipped nations to prepare for war if it is their innermost intention not to submit to future arbitration. That is why the Protocol contains that most essential passage referring to conservatory measures in the case of arbitration. No provision is made for this in the general Covenant of the League of Nations. I do not know whether this is the case in the partial pacts, since we are reasoning, are drawing our hypothesis on the basis of texts which are not before us. But I know well that if ever the case should arise, and whatever might be the provisions of pacts, when it was a question of imposing conservatory measures, including investigations on States already menaced by the spectre of war, there is only one institution of such high standing and such impartiality as to be accepted by the two parties. I refer to the League of Nations.

Do you imagine that you will have no need to trouble about conservatory measures ?

I might give many more instances; but I have already kept you longer than I intended and must thank you for your kindness in listening to me. I will not multiply my instances; these must suffice.

One last word. The third factor of the problem, the third word which we have written over the portal of our edifice — or, rather, have set as a foundation on which to build the instruments for the elucidation of the Covenant — this third term has, perhaps more than the others, awakened hope among the peoples of the world. It is perhaps for the sake of this word above all that the nations have turned their eyes towards us; and since we know how infinitely difficult and complicated a problem it is — above all, since we know that it can only be an end and not a beginning — it is for us to tranquillise, if I may so put it, the hopes that the peoples are placing in us. None the less, this third term, from which there is no escape, constitutes the reason for the foundation of the League of Nations. It is the word which gleamed in the eyes of the dying, like the message in the gaze of a murdered man — disarmament.

Until we have achieved this we have achieved nothing.

But can we have disarmament before security ? No, it is impossible. France has made that clear, since she will not enter into any engagement which she could not be able to keep.

Can we have disarmament after security ? Can we summon a disarmament conference, a conference for the reduction of armaments, on the day when the League of Nations has established the existence of a state of security ? After M. Painlevé's speech I do not think I am exceeding my Government's intentions when I say that on that day France could answer to her name.

Le Protocole, par son universalité même, permettait d'atteindre le but. Il l'avait lié d'une façon extrêmement solide à l'ensemble de ses dispositions. Il décidait que la Conférence de réduction des armements ne serait convoquée que lorsque ce protocole aurait réuni un certain nombre de signataires capables de le faire entrer en application; en même temps, et pour être sûr que les nations contractantes se soumettraient aux prescriptions qui seraient sorties de cette Conférence, il décidait que le Protocole lui-même cesserait d'entrer en application pour celles des Puissances qui se soustrairaient aux engagements pris lors de la Conférence de réduction des armements.

Les termes du problème étaient bien enchaînés. Ils formaient une construction solide, Comment allez-vous la remplacer ?

Devant le tour pris par les événements, devant ces pactes particuliers, imbus des principes du Protocole, constituant autant de réalisations partielles et limitées du Protocole, la grande espérance de réduction des armements va-t-elle s'évanouir ?

Mesdames, Messieurs, il appartient à la Société des Nations de se saisir de ce problème. Si vraiment, par leur multiplication, par leur conformité avec les principes du Protocole, on arrive, par cette voie fragmentaire et détournée, à créer un état de sécurité à peu près semblable à celui qu'aurait créé le Protocole il appartiendra, me semble-t-il, au Conseil, décidant de cet état de sécurité, de faire ce que le Protocole lui attribuait, c'est-à-dire, de convoquer cette Conférence de réduction des armements.

Mais si vous voulez qu'elle soit prête le jour venu, croyez-vous qu'il n'est pas nécessaire d'en finir dès maintenant, la préparation technique ? Ne croyez-vous pas opportun de charger vos organismes techniques de commencer un travail qui, ne vous le dissimulez pas, et surtout ne le dissimulons pas au monde qui nous attend, est extrêmement délicat, difficile et complexe, car il ne suffit pas de prononcer les mots magiques pour que les armes tombent de la main des nations ou des hommes ?

Il faudra mesurer ces réductions aux nécessités de chaque pays, nécessités envisagées par rapport, non seulement à l'étendue de son territoire, mais à ce qu'on peut appeler, dans la guerre moderne faite autant d'industrie que d'armes, son « potentiel de mobilisation ». Il faudra que vos organismes techniques creusent le problème pour que, le jour venu, s'il doit venir, et il faut qu'il vienne ! cette Conférence de réduction des armements n'aboutisse pas à une déception qui serait mortelle pour la Société des Nations.

J'en ai fini et je m'excuse de la longueur de mes explications. Par des exemples rapides, schématiques un peu, tant est grande l'étendue des problèmes qu'il fallait envisager, j'ai tâché seulement de vous apporter ici — et non pas seulement en mon nom, mais au nom de mon pays, — ma conviction profonde. Soit qu'un jour et l'expérience aidée, d'ailleurs, par le fonctionnement des pactes particuliers qu'on est en train de négocier on comprenne que ces expériences fragmentaires permettent l'expérience plus vaste, plus universelle du Protocole, soit que par la multiplication même de ces pactes on aboutisse, appliquant les principes du Protocole, à un état à peu près semblable à celui que crée le Protocole.

De toute façon en reliant nos préoccupations de cette année à notre œuvre de l'an passé qui elle-même n'était que l'aboutissement d'efforts successifs dont je me suis efforcé de vous montrer la continuité, puisque tous se rattachent à la même préoccupation non pas d'ajouter quelque chose au Pacte, mais de préciser le Pacte fondamental qui accepte tous ceux qui font partie de la Société des Nations et que dans ces conditions-là, quelque soit le courant que choisisse la vie et que choisisse l'avenir, il n'était que temps de jeter sur le Protocole le linceul de pourpre d'or où dorment les dieux morts.

L'édifice qu'un jour au bord du lac, nous avons édifié, est là, solide, bien construit. Sans doute, le flot qui passe comme le flot de la vie qui l'emporte peut bien, dans quelque mesure, en déformer et en diminuer l'image, tout de même c'est elle qui se recompose dans le fleuve qui l'emporte, et les constructions fragmentaires elles-mêmes auxquelles sont obligées les diplomaties ne peuvent s'établir que sur le plan lui-même que nous avons tracé.

Through the very fact of its universal character, the Protocol rendered it possible to attain our aim. That aim was bound up very closely with all the clauses of the Protocol. It was laid down that the Conference for the Reduction of Armaments should not be summoned until the Protocol had received a certain number of signatures sufficient to render it operative; and at the same time, in order to ensure that the contracting nations would submit to such provisions as the Conference might agree upon, it was laid down that the Protocol itself should become inoperative as regards any Powers which might refuse to observe the undertakings given at the Conference on the Reduction of Armaments.

The terms of the problem were firmly welded together and formed a solid structure. What is to take its place ?

Faced by the turn which events have taken, faced by these separate pacts which are inspired by the principles of the Protocol, and each of which represents a partial and limited realisation of the Protocol's idea, is the great hope of reducing armaments destined to perish ?

Ladies and gentlemen, it is the duty of the League of Nations to grapple with the problem. If, by concluding more of these pacts, and by concluding them in harmony with the principles of the Protocol — if, by this devious and broken road, we can really succeed in establishing a state of security approximating to that which the Protocol would have established, then I think it will be the duty of the Council, when it is convinced of the existence of such a state of security, to exercise the powers assigned to it in the Protocol by summoning a Conference on the Reduction of Armaments.

But if all is to be in readiness for this Conference when the time comes, surely we must arrange for the technical preparations here and now. Surely it would be well to instruct our technical bodies to attack this work. For we are bound to realise — and the world which is watching us must also be made to realise — that this is a highly delicate, difficult and complicated task, since the weapons will not fall from the hands of men or nations at the first sound of the magic word.

These reductions of armaments will have to be measured by the needs of each country; and those needs must be weighed not against the extent of its territory but against what we may call — since modern warfare is waged as much by means of industry as of armaments — its potential mobilisation strength. It is essential that our technical organisations should go to the roots of the problem, lest, when the day comes, if it does come — and it must ! — this Conference on the Reduction of Armaments should dash our hopes and prove a death-blow to the League of Nations.

I have said my say; and I must crave your pardon for the length to which my explanations have led me. By brief examples — somewhat inadequately sketched, since the problems at issue are so vast — I have endeavoured, not only for myself but for my country, to express to this Assembly my profound conviction that one day, experience, supported by the operation of the separate Pacts which are now in course of negotiation, will show us that these smaller experiments justify the wider and more comprehensive experiment of the Protocol; or, alternatively, that, by the mere multiplication of such pacts, applying the principles of the Protocol, we shall reach a position approximating to that which the Protocol itself would have created.

However that may be, linking this year's problems with last year's work, which in its turn was but the culmination of a series of efforts — continuous, as I have tried to show, since all were inspired by the same principles — not indeed to add anything to the Covenant but to render clearer and more definite that fundamental Covenant which is accepted by every Member of the League of Nations, I feel that, in whatever direction the current of life may be setting or may set in the future, the time has not yet come for us to fling over the Protocol that gold and purple pall beneath which gods sleep when they are dead.

The structure which we built one day on the shore of this lake is there still, firm and unshaken. True, the passing wave, like the wave of life which carries it onward, may somewhat distort and diminish its image; yet it forms again in the river which carries it away, and the fragmentary structures in which diplomacies have put their faith can only be built upon the very plan which we have drawn.

Le PRÉSIDENT propose que le discours du délégué de la France, dont il serait impossible de donner sur-le-champ une interprétation en anglais, soit reproduit dans les deux langues et distribué le lendemain à tous les délégués.

M. Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique) accepte cette proposition, étant entendu que les deux langues officielles de la Société doivent continuer à être traitées sur un pied d'égalité, et que la mesure proposée est une disposition exceptionnelle, qui ne saurait constituer un précédent.

C'est à la suite de cette décision que le discours de M. Paul-Boncour et sa traduction sont reproduits *in-extenso* dans le présent numéro du *Journal de l'Assemblée*.

The PRESIDENT proposed that the speech of the French delegate, which it would be impossible to interpret immediately, should be distributed in both languages to the delegations.

Mr. Austen CHAMBERLAIN (British Empire) agreed to this proposal, it being understood that the two official languages of the League should continue to be regarded as of equal importance and that the proposal of the President should be considered as an exceptional procedure which should not give rise to a precedent.

It is in accordance with this decision that the speech of M. Paul-Boncour and its translation are published *in extenso* in the present number of the *Assembly Journal*.

IV. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.

IV. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Danemark: S. E. M. Herluf Zahle. — M. G. Cohn.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Danemark: S. E. M. F. Borgbjerg.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Danemark: Le D<sup>r</sup> Peter Munch. — M. Holger Andersen.  
Suède: M. J. A. Engberg. — Suppléant: Le D<sup>r</sup> I. M. Höjer.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Danemark: S. E. M. Andreas Oldenburg.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Danemark: S. E. M. Herluf Zahle. — M<sup>lle</sup> Henni Forchhammer.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Danemark: Le D<sup>r</sup> Laust Moltesen. — M. Holger Andersen.

V. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS DE L'ASSEMBLÉE, LE 11 SEPTEMBRE 1925

- Compte rendu provisoire: sixième séance.
- Compte rendu définitif: deuxième séance.
- Compte rendu définitif: troisième séance.
- Liste révisée des Délégués et membres des Délégations.
- Ordre du jour de l'Assemblée N<sup>o</sup> 4.
- A. 44 Commission de Coopération intellectuelle: Extrait du procès-verbal de la trente-cinquième session du Conseil.
- A. 45 Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Extrait du procès-verbal de la trente-cinquième session du Conseil.
- A. 47 Arbitrage obligatoire pour le règlement de différends internationaux: Projet de résolution présenté par la délégation suédoise à la séance du 10 septembre 1925.
- C. 414 Question de la frontière entre la Turquie et l'Irak.

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 11th, 1925

- Provisional Verbatim Record: Sixth Meeting.
- Definitive Verbatim Record: Second Meeting.
- Definitive Verbatim Record: Third Meeting.
- Revised List of Delegates and Members of Delegations.
- Assembly Agenda No. 4.
- A. 44 Committee on Intellectual Co-operation: Extract from the minutes of the Thirty-fifth Session of the Council.
- A. 45 Advisory Committee on the Traffic in Opium and other Dangerous Drugs: Extract from the minutes of the Thirty-fifth Session of the Council.
- A. 47 Compulsory Arbitration for the Settlement of International Disputes: Draft resolution presented by the Swedish delegation, September 10th, 1925.
- C. 514 Question of the Frontier between Turkey and Iraq.

VI. LES « OPINIONS DE LA PRESSE »

Conformément à la demande formulée par quelques délégations, la Section d'information du Secrétariat reprendra pendant l'Assemblée la publication quotidienne des *Opinions de la Presse*.

Les délégations qui désirent recevoir cette publication sont priées de faire connaître au chef du service de distribution du Secrétariat le nombre d'exemplaires qui leur est nécessaire. Ces exemplaires seront placés tous les jours dans les casiers des délégations, à la Salle de la Réformation.

VI. "PRESS OPINIONS"

In response to the request of some delegations, the daily issue by the Information Section of the Secretariat of *Press Opinions* will be resumed during the Assembly.

Delegations which wish to receive this publication are requested to inform the head of the Distribution Branch of the Secretariat how many copies they require. The required number of copies will be delivered in the pigeon-holes of the delegations at the Salle de la Réformation.

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

## SON ŒUVRE

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

## ALBUM ILLUSTRÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Fr. 5.— (argent suisse)

## BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.

CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

COMMUNICATIONS ET TRANSIT.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :

## A SURVEY

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

## ILLUSTRATED ALBUM

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

4/- \$1.00

## PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).

THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.

THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

HUMANITARIAN ACTIVITIES.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.

MANDATES.

MINORITIES.

INTELLECTUAL CO-OPERATION.

DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).*

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 7. — DIMANCHE 13 SEPTEMBRE 1925.

No. 7. — SUNDAY, SEPTEMBER 13th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	69
II. Huitième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	70
III. Neuvième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	75
IV. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	81
V. Adjonction à la liste des délégués . . . . .	81

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu demain (lundi 14 septembre), à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation.

#### *Ordre du jour:*

Suite de la discussion sur le rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

#### *Première Commission.*

La première Commission se réunira le lundi, 14 septembre, à 16 heures, au Bureau du Secrétariat (Salle B).

#### *Ordre du jour:*

1. Article 16 du Pacte. Amendement à l'article 16, paragraphe 2, du texte original, présenté à la cinquième Assemblée par le Gouvernement britannique et renvoyé à la sixième Assemblée. (A.I/I.1925.).

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	69
II. Eighth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	70
III. Ninth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	75
IV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly. . . . .	81
V. Addition to the List of Delegates . . . . .	81

### I. PROGRAMME OF MEETINGS

#### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-morrow (Monday, September 14th) at 10.30 a.m. in the Salle de la Réformation.

#### *Agenda:*

Continuation of the Discussion of the Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

#### *First Committee.*

The First Committee will meet on Monday, September 14th, at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

#### *Agenda:*

1. Article 16 of the Covenant: Amendment to paragraph 2 of Article 16, as originally drafted, submitted to the Fifth Assembly by the British Government and referred to the Sixth Assembly. (A.I/I.1925.).

2. Proposition présentée à la cinquième Assemblée par la délégation des Pays-Bas.

L'Assemblée, ayant pris connaissance des réponses du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923, et estimant qu'il y aurait lieu d'éclaircir certains points de ces réponses, prie la première Commission d'examiner dans quelle mesure des éclaircissements seraient désirables.

(A.I/2.1925.)

3. Création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale: Proposition présentée par le Gouvernement danois.

(A.I/3.1925.)

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira demain (lundi, 14 septembre), à 15 heures, au Bureau du Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission: Troisième Sous-Commission (Construction d'une Salle de conférence).

La troisième Sous-Commission se réunira demain (lundi 14 septembre), à 15 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Chambre 95).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira en séance publique demain (lundi 14 septembre), à 15 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle C), pour entendre M. Gohr, président de la Commission temporaire de l'esclavage.

La Sous-Commission (Esclavage) se réunira immédiatement après la séance de la sixième Commission.

II. HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 12 septembre 1925, à 10 h. 30.

Juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale: Projet de résolution de la délégation suisse.

Le PRÉSIDENT donne lecture du projet de résolution suivant, remis par la délégation suisse à la Commission générale:

« L'Assemblée,

« En prenant acte avec satisfaction du fait que dix-sept Etats ont accepté, jusqu'à ce jour, la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale relative à la juridiction obligatoire de la Cour,

« Exprime le vœu que ceux de ces Etats qui se sont engagés pour une période venant à expirer prochainement veuillent prendre les dispositions nécessaires en vue de renouveler, en temps utile, leurs engagements. »

Le PRÉSIDENT ajoute que l'Assemblée sera appelée, à la fin de la discussion en cours, à se prononcer sur ce projet de résolution.

Rapport sur l'œuvre du Conseil: Suite de la discussion.

Le prince ARFA (Perse), après avoir félicité le Conseil et le Secrétariat de l'œuvre accomplie pendant l'année, déclare que la Perse était particulièrement intéressée à la Conférence sur le trafic des armes qui s'est réunie au printemps. Elle souhaite de tout son cœur de pouvoir collaborer au contrôle nécessaire d'un trafic illicite, dont elle connaît le danger. Elle regrette profondément qu'on ait rendu impossible son adhésion à la Convention par une clause qui fait, du Golfe persique, une zone prohibée, et qui tendait à assimiler les bateaux persans à des navires indigènes des colonies ou des pays sous mandat. La Perse est prête à exercer elle-même, en collaboration avec les autres Parties contractantes, la surveillance la plus sévère sur le trafic et même à organiser, éventuellement, une police maritime spéciale. Mais il est bien entendu que la Perse, pas plus qu'aucun autre Membre de la Société, ne peut admettre que les vaisseaux de guerre d'une autre Puissance puissent arrêter en pleine mer les navires qui portent son pavillon et les

2. Proposal by the Netherlands delegation to the Fifth Assembly:

"The Assembly, having taken note of the replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the resolution adopted by the Council on September 28th, 1923, and considering that certain points in these replies require elucidation, requests the First Committee to consider how far such elucidation would be desirable."

(A.I/2.1925.)

3. Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice: Proposal put forward by the Danish Government.

(A.I/3.1925.)

Second Committee.

The Second Committee will meet to-morrow (Monday, September 14th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Fourth Committee: Third Sub-Committee (Construction of a Conference Hall).

The Third Sub-Committee will meet to-morrow (Monday, September 14th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room 95).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet in public to-morrow (Monday, September 14th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C) for the purpose of hearing M. Gohr, Chairman of the Temporary Slavery Commission.

The Sub-Committee on Slavery will hold a meeting immediately after the meeting of the Sixth Committee.

II. EIGHTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 12th, 1925, at 10.30 a.m.

Compulsory Jurisdiction of the Permanent Court of International Justice: Draft Resolution submitted by the Swiss Delegation.

The PRESIDENT said that the Swiss delegation had submitted the following draft resolution to the General Committee of the Assembly:

"The Assembly,

"Noting with satisfaction the fact that seventeen States have accepted, up to the present, the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice concerning the compulsory jurisdiction of the Court:

"Recommends that those States which have assumed this obligation for a period which will shortly terminate should take the necessary steps in order to renew, in due course, their undertakings."

The PRESIDENT said that the Assembly would be asked at the end of the present discussion to take a decision with regard to this resolution.

Report on the Work of the Council: Continuation of the discussion.

Prince ARFA (Persia), having thanked the Council and the Secretariat for the work which they had done during the current year, said that Persia had been particularly interested in the Conference on the Traffic in Arms, which had met in the spring. Persia desired wholeheartedly to participate in the necessary control of an illicit traffic the danger of which she fully appreciated. She deeply regretted that it had been impossible to adhere to the Convention drawn up at the Conference, as it contained a clause under which the Persian Gulf was declared to be a prohibited zone and under which Persian vessels were assimilated to native vessels of colonial territories and territories under mandate. Persia was herself prepared, in collaboration with the other Contracting Parties, to exercise the severest possible control over the traffic and to organise, if necessary, a special maritime police. It was obvious, however, that Persia, like any other Member of the League, could not admit the right of vessels of war belonging to another Power to stop

traiter comme les embarcations d'un peuple colonial ou sous mandat. Le Pacte ne permet à aucun groupe particulier de Membres de la Société de décréter des mesures attentatoires à la souveraineté d'un autre Membre sans son consentement formel, et il est assuré qu'aucune des nations représentées à l'Assemblée ne voudra se départir de ce principe de justice, qui est à la base du droit international reconnu par tous les Membres.

La Perse a laissé la porte ouverte à une entente avec l'Empire Britannique, et elle espère que, grâce à la bonne volonté existant des deux côtés, les deux gouvernements trouveront bientôt une solution sauvegardant le principe de l'égalité entre les deux pays.

La grande différence entre l'ancien régime international et le régime nouveau, basé sur la Société des Nations, doit résider dans le respect de l'égalité entre tous les Etats, grands ou petits. L'élection de six Membres non permanents au Conseil, au lieu de quatre, a fait une heureuse impression et accru la confiance des peuples dans la Société. On gagnera la foi des masses populaires du monde si on leur prouve que la forme des grandes Puissances n'est plus une raison suprême.

La délégation persane a été très intéressée par la proposition suédoise relative à l'arbitrage obligatoire, et elle demande à l'Assemblée de charger la première et la troisième Commission de l'examiner dès la semaine prochaine.

M. BELLO-CODESIDO (Chili) déclare que son pays porte un intérêt chaque jour croissant aux activités de la Société des Nations. Le Chili vient d'adopter une nouvelle constitution politique inspirée de l'idéal le plus élevé et de régler par un arbitrage l'unique problème international qu'il lui restait à résoudre. Il se propose, avec un enthousiasme toujours plus grand, de collaborer avec loyauté et constance à l'œuvre de paix entreprise par la Société. On a peut-être trop insisté sur les activités politiques de la Société; or les travaux économiques et intellectuels de cette organisation, l'œuvre qu'elle accomplit en faveur de l'hygiène dans le monde, ses efforts pour rendre plus étroites les relations entre les nouvelles générations de tous les pays, l'accroissement des facilités de transit et de communications, la suppression totale ou progressive de divers fléaux sociaux, ainsi que l'activité déployée par l'Organisation internationale du Travail, sont autant d'œuvres aussi efficaces pour la paix du monde que l'action politique directe.

Le Chili attache un grand prix aux travaux de la Commission de coopération intellectuelle qui, grâce à l'appui généreux du Gouvernement français, possède maintenant à Paris un important Institut international. L'extension que prennent les commissions nationales de coopération intellectuelle, ainsi que la Commission elle-même, en vue de développer les relations interuniversitaires, l'instruction de la jeunesse dans l'idéal de la Société, et les échanges de professeurs et d'étudiants, sont des facteurs encourageants. L'Assemblée connaît les admirables progrès déjà réalisés dans l'Amérique latine dans le domaine des réformes de l'enseignement visant un rapprochement plus étroit entre les peuples, et les membres sud-américains de la Commission de coopération intellectuelle ont été au premier rang dans la réalisation de cette œuvre.

Par son œuvre de reconstruction financière de deux pays européens, œuvre d'une portée mondiale et constituant un modèle d'organisation et de prévoyance, ainsi que par l'œuvre d'amélioration des conditions économiques générales, la Société des Nations prépare l'avènement d'une ère de paix.

La triple formule de paix: arbitrage, sécurité, réduction des armements, combine une large application du principe de l'arbitrage obligatoire avec les facteurs de la garantie et du désarmement, qui complètent le système de l'organisation de la paix. Telle est la base du Protocole, dont une nouvelle étude est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée, et qui a pour but de réaliser un accord général pour créer la force collective qui fera respecter par les nations les engagements internationaux, d'éliminer les causes de guerre et d'instaurer l'empire du droit sur la force. Bien que ce Protocole ait soulevé des objections en raison de ses difficultés d'application, ces objections ne constituent pas une désapprobation, par les nations, des fondements du système d'organisation de la paix conçu par le Protocole. L'arbitrage, la sécurité et le désarmement n'ont pas été et ne pourront jamais être remplacés par d'autres moyens

ships flying the Persian flag on the high seas and to treat them as those of a colonial race or of a race living under mandate. The Covenant did not allow any particular group of the Members of the League to decree measures which infringed the sovereignty of another Member without its formal consent, and he felt sure that none of the nations represented at the Assembly would wish to depart from this principle of justice, which was the basis of the international law recognised by all its Members.

Persia had left open the door to an understanding with the British Empire, and he hoped that with the good will of both sides the two Governments would shortly find a solution of the problem which would safeguard the principle of equality as between them.

The great difference between the old international régime and the new régime based on the League of Nations was to be found in the respect for the principle of equality as between all States, whether small or great. The election of six non-permanent Members of the Council instead of four had made a very happy impression and had increased public confidence in the League. The faith of the masses of the population of the world in the League would be established if it were shown that the strength of the great Powers was not in itself a determining factor.

The Persian delegation had been extremely interested in the Swedish proposal regarding compulsory arbitration, and it would venture to ask the Assembly to instruct its First and Third Committees to examine this proposal next week.

M. BELLO-CODESIDO (Chile) said that the interest which his country was taking in the activities of the League was daily increasing. Chile had just adopted a new political constitution based on the highest ideals and had just settled by arbitration the only international problem which she had still to solve. She proposed with an ever-increasing enthusiasm to co-operate loyally and continuously in the work of peace undertaken by the League of Nations.

Too much stress had been laid perhaps upon the political activities of the League; the economic and intellectual labours, however, of that organisation, the work it was doing for the health of the world, its endeavour to draw closer the relationship of the youth of all countries, the increased facilities for transit and communications, the total of gradual suppression of various social evils, as well as the activity of the International Labour Organisation were as effective a means for achieving the peace of the world as direct political action.

Chile attached great importance to the work of the Committee on Intellectual Co-operation, which, thanks to the generosity of the French Government, now possessed an important international institution in Paris. It was encouraging to note the work of the national committees on intellectual co-operation, as well as that of the Committee itself, towards developing inter-university relations, instructing youth in the ideals of the League and arranging exchanges of professors and students. The Assembly was well aware of the great progress made in Latin America in regard to education designed to draw peoples closer, and the Latin-American members of the Committee on Intellectual Co-operation had been foremost in pursuing this work.

The League, by its successful financial reconstruction of two European countries, which was of worldwide interest and a model of organisation and foresight, and the work it had done in the economic field, was inaugurating a new era of peace.

The threefold formula of peace: arbitration, security and reduction of armaments, combined a wide application of the principle of compulsory arbitration with the necessary guarantees and with disarmament, thus completing the organisation of peace. This was the basis of the Protocol, which was to be investigated afresh, for it had been designed to achieve a universal agreement for the establishment of that collective force which would compel nations to respect international engagements, which would eliminate the causes of war and which would inaugurate the reign of justice over force. Although objections had been raised to the Protocol because of the difficulty of executing it, these did not mean that the nations disapproved of the fundamental system of peace of which it was the expression. Arbitration, security and disarmament had not been and never could be replaced by other more

plus efficaces. Il importe seulement de les préciser davantage et d'étudier de près les modalités que présentent ces facteurs de paix dans les différentes régions de l'univers, afin que leur application générale et obligatoire devienne acceptable pour tous les Etats.

Les objections que soulevait le Protocole ont non seulement permis d'éclaircir le problème, mais encore ont provoqué l'ouverture de négociations internationales du plus haut intérêt, et entamées en vue de donner une prompt solution aux questions dont le règlement est le plus urgent, entre les pays qui ont pris part à la grande guerre.

Le point de vue de l'Empire Britannique est conforme à ce nouvel aspect du problème. Il résulte, en effet, de ses déclarations que, si la Société est appelée à résoudre des conflits intéressant certaines nations ou certains groupes de nations plus directement que d'autres, la meilleure solution serait de compléter le Pacte au moyen d'accords spéciaux, pour répondre à des nécessités également spéciales. Ces accords, d'un caractère purement défensif, seraient conclus, dans l'esprit du Pacte et sous les auspices de la Société. Cette méthode aura une influence décisive sur la nouvelle orientation que la présente Assemblée aura à donner au Protocole soumis à son examen.

Le Chili a signé le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux, approuvé par la cinquième Assemblée, car ses principes sont entièrement conformes aux principes que ce pays a toujours préconisés. D'ailleurs, le rapport, inséparable du Protocole, proclame la thèse soutenue par le Chili, établissant que la procédure pacifique ne saurait s'appliquer aux différends ayant pour objet la révision des traités en vigueur ou qui mettraient en cause l'intégrité territoriale présente des Etats signataires. L'arbitrage et les garanties sont des facteurs nécessaires de tout plan d'organisation de la paix, mais ils ne peuvent être établis que dans les limites qu'exige le respect de la souveraineté des Etats.

Le Chili s'honore d'avoir fait appel à l'arbitrage pour la solution de toutes ses difficultés internationales. Il ne saurait méconnaître son importance extrême dans la vie internationale des peuples, ni l'utilité de le généraliser au moyen de pactes particuliers. Un pacte d'arbitrage mondial ne pourrait être obligatoire pour tous les cas, bien que l'adhésion au principe fût universel. L'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale étend sa juridiction à quatre cas d'arbitrage obligatoire, pour les différends d'ordre juridique ayant pour objet: a) l'interprétation d'un traité; b) tout point de droit international; c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international; d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Un pacte général d'arbitrage obligatoire pourrait, selon la délégation chilienne, se conformer aux dispositions du Statut de la Cour, tout en éliminant le point b), trop vague et d'une portée illimitée, étant bien entendu, de plus, qu'il exclurait la révision des traités actuellement en vigueur.

Le continent américain a fait un pas important vers le règlement pacifique des conflits internationaux en commençant par obtenir le désarmement moral. La Convention approuvée à la Conférence panaméricaine de Santiago prévoit l'engagement de soumettre à des commissions d'enquête tous les différends entre les Puissances signataires qui n'auraient pas été soumis à l'arbitrage conformément aux traités en vigueur. Pendant que ces commissions établiront un rapport préalable sur les faits, les deux parties s'engagent à ne pas mobiliser, à ne pas exécuter d'actes d'hostilité et à ne pas préparer des hostilités. Même après la présentation du rapport, un délai de six mois est prévu pendant lequel on doit rouvrir les négociations afin de chercher une solution du différend.

Le recours pacifique qui vient d'être exposé, complémentaire de l'arbitrage, se trouve donc déjà incorporé dans un accord continental et mérite d'être pris en considération par la Société, comme un apport du continent américain à l'œuvre mondiale de paix.

Le système de garanties prévu par le Protocole de Genève vise spécialement la situation des pays du continent européen. Il n'atteint pas directement les pays d'Amérique, puisque aucun d'eux ne voit son indépendance menacée. Dans ces conditions, les pays d'Amérique ne peuvent pas supporter d'une façon identique les obligations et responsabilités à l'égard des garan-

effective means. They must be defined more clearly, however, and their method of application to the various parts of the world minutely considered, so that their general and compulsory application might be accepted by all States.

The objections raised to the Protocol had enabled the problem to be more fully investigated and had also resulted in the opening of international negotiations of the highest importance, undertaken with the object of finding a swift solution on the part of countries which had taken part in the Great War for questions which it was urgently necessary to settle.

This new aspect of the problem took account of the views of the British Empire, which had stated that in cases where the League was called upon to settle disputes of interest to certain countries, or certain groups of countries, more directly than to others, the best solution would be to complete the Covenant by means of special agreements to meet special necessities, such agreements to be of a purely defensive character concluded under the auspices of the League and in the spirit of the Covenant. This method would have a decisive influence on the directions which that Assembly would be called upon to give in regard to the fate of the Protocol now once more under examination.

Chile had signed the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes as drafted by the Fifth Assembly, for the principles contained in it had been entirely in conformity with the principles invariably followed by that country. Further, the report which had accompanied the Protocol and which formed an inseparable part of it had adopted a point of view upheld by Chile to the effect that the establishment of peaceful procedure could not apply to disputes of which the object was the revision of treaties in force or which might attack the territorial integrity of the Signatory States. Arbitration and guarantees were necessary for peace, but they could not be established without respecting the sovereignty of States.

Chile had used arbitration to settle all her international difficulties. It was impossible to exaggerate its extreme importance in international life, in view of the general tendency to extend it by means of special agreements. A general covenant embodying the notion of arbitration could not be made compulsory in every case, although everyone might have agreed to the principle.

Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice laid down compulsory arbitration for four classes of disputes: (1) in regard to the interpretation of a treaty; (2) any point of international law; (3) the legality of any action which, were it proved to have taken place, would constitute the violation of an international engagement; (4) the nature and extent of the reparation due in the case of the breaking of an international agreement.

A general treaty of compulsory arbitration could, in the opinion of the Chilean delegation, be based on these provisions in the Statute of the Court, with the exception of point (2), which was too vague in character, and on the strict understanding that treaties actually in force could not be revised.

The American Continent had taken an important step towards establishing means for the peaceful settlement of disputes by achieving success in the field of moral disarmament. The convention signed at the Pan-American Conference at Santiago contained a provision that all signatory States should submit to a commission of enquiry any dispute between themselves which had not been submitted to arbitration in conformity with previous treaties. While the Commission was reporting on the facts, both parties had bound themselves not to mobilise or commit any hostile act nor prepare for hostilities. Even when the commission of enquiry had reported, six months had to elapse for negotiations to be continued in order to find a settlement for the dispute.

Thus the peaceful procedure in the case of disputes, which was the complement of arbitration, was already to be found in a continental agreement and should certainly be taken into consideration by the League, for it could be said to be the share of the American Continent in the universal effort to achieve peace.

The system of guarantees contained in the Geneva Protocol had been drafted to meet specially the situation of certain countries in the Continent of Europe and, as such, were not of direct interest to America, since no country in that continent found its independence threatened. That being so, the countries of America could not assume the same responsibilities and be



ties établis pour sauvegarder la sécurité et l'intégrité territoriale des pays d'un autre continent. Logiquement, la garantie et la sécurité nécessaires doivent être établies au préalable, comme le propose le Gouvernement britannique, au moyen d'accords défensifs particuliers, conclus entre les pays directement intéressés et placés sous le contrôle de la Société. Dans le cas d'un conflit menaçant la paix du monde, les obligations doivent peser en premier lieu sur les pays directement affectés et liés entre eux par des pactes particuliers, ensuite sur les pays du continent au sein duquel le conflit a éclaté, finalement, sur tous les autres pays liés par un pacte général de sécurité.

Un tel système, logique et équitable, rappellerait la façon dont les différends pays prirent successivement part à la grande guerre, et s'adapterait aux possibilités des pays situés à de longues distances du centre des opérations militaires et n'ayant pas au conflit un intérêt direct et immédiat.

La délégation du Chili estime que l'œuvre jusqu'ici réalisée par la Société n'a pas été stérile et que l'étude des moyens de la consolider et de la compléter assurerait à la Société, dans un prochain avenir, la grande force morale d'une opinion publique internationale, orientée définitivement vers les principes de la paix sociale.

Le vicomte ISHII (Japon) expose que le Gouvernement japonais a examiné attentivement le Protocole, et soumis à une étude serrée aussi bien les détails que le fond même du problème, et qu'il a tenu compte de l'opinion publique des divers pays. Il a dû constater que le Protocole n'avait pas pu obtenir l'approbation unanime des Membres de la Société, condition essentielle d'une activité efficace. Tous les gouvernements sont d'accord sur les principes du Protocole; ce qui les divise, ce sont les applications pratiques, et il a donc été nécessaire de mettre provisoirement de côté son application. Il semble, sinon impossible, tout au moins fort difficile, à l'heure actuelle, d'intensifier les stipulations du Pacte, de manière à leur assurer une application générale dans toutes les parties du monde. Chaque nation est soumise à des conditions géographiques et politiques spéciales, et les gouvernements et les parlements de chaque pays sont forcément soumis à l'influence de leur milieu particulier.

Les réalités historiques, politiques et géographiques invitent impérieusement les pays à élaborer des ententes régionales qui correspondent au désir de sécurité et de paix des nations. On a parfois contesté la légitimité des accords régionaux, parce qu'ils semblent provoquer la création de groupes antagonistes au sein même de la Société et restaurer ainsi le système d'avant-guerre des équilibres instables. Si, cependant, ces accords n'ont aucune visée offensive, si leur but fondamental est d'empêcher un conflit armé entre les parties, si, en plus, on prévoit une procédure d'arbitrage ou de conciliation destinée à faciliter le règlement pacifique des litiges éventuels, les objections soulevées jadis contre les accords particuliers disparaissent.

Les nouveaux accords particuliers, conçus dans cet esprit, seront conformes aussi bien à la lettre qu'à l'esprit du Pacte. Sans modifier le Pacte, ils se placeront dans le cadre de ces dispositions générales. Si de pareilles ententes se multiplient un peu partout dans le monde, on arrivera, à la fin, à obtenir le même résultat que vise le Protocole général.

À l'heure actuelle, la question du Protocole ne peut être résolue immédiatement, et les espoirs de l'Assemblée se tournent vers l'idée de la conciliation, soutenue depuis des années par les nations scandinaves. Sans doute, le système de conciliation ne donne pas entière satisfaction aux aspirations des peuples pour la justice, mais, dans les circonstances présentes, la conciliation semble la voie la plus appropriée au règlement pacifique des litiges internationaux. L'adoption de ce système ne signifie pas que l'on désire négliger la Cour permanente de Justice internationale ou les tribunaux d'arbitrage, mais simplement que l'on reconnaît que, parmi les litiges internationaux, il y en a beaucoup qui pourraient heureusement être réglés par la procédure de conciliation. Beaucoup d'États l'ont introduite dans leurs conventions particulières. Il s'agit maintenant de perfectionner ce système.

M. HYMANS (Belgique) estime que, dans un débat sur la sécurité, il est indispensable que la voix de la Belgique se fasse entendre.

En outre, étant l'un des plus anciens collaborateurs de la Société des Nations, il tient à exprimer la confiance qu'il lui a constamment témoignée.

bound in the same way as European countries in regard to guarantees for safeguarding the security and territorial integrity of countries belonging to another continent. Logically, the requisite guarantees and security ought to be established, as the British Government proposed, by means of special defensive agreements concluded between the countries specially concerned and under the control of the League. In the case of a dispute threatening the peace of the whole world, the obligations could fall, in the first place, on the countries directly affected and bound by special agreements; next, on the countries of the continent in which the dispute had broken out; and, finally, on all other countries bound by a general treaty of security.

Such a system would be logical and just and the best adapted to meet the case of countries situated far away from the centre of military operations and having no immediate and direct interest in the dispute.

The Chilean delegation thought that the work hitherto performed by the League had not been fruitless and that continued investigation into the means of consolidating and completing it would, in the near future, arouse in the service of the League a great moral force of international public opinion definitely directed towards the principles of social peace.

Viscount ISHII (Japan) said that the Japanese Government had carefully examined the Protocol and had studied both the details and substance of the problem and taken into account public opinion in the various countries. It had noted that the Protocol had not secured the unanimous approval of the Members of the League, which was an essential condition for effective action. All the Governments were agreed on the principles of the Protocol, but they were divided on its practical application, and it had, therefore, been necessary to set it provisionally aside. It seemed very difficult, or almost impossible, at the present moment to strengthen the provisions of the Covenant so as to ensure their general application in all parts of the world. Each nation had its own special geographical and political problems and circumstances, and the Governments and Parliaments of each country were necessarily impressed by the influence of their own particular environment.

Existing historical, political and geographical facts pointed to the necessity of forming regional agreements which would correspond to the desire of the nations for security and peace. The legitimacy of such agreements had been questioned, as they appeared to encourage the creation of antagonist groups within the League and to restore the principle of the pre-war system of unstable equilibrium. If, however, these agreements had no offensive objects, if their fundamental purpose was to prevent an armed conflict between the parties, and if provision was made for a procedure of arbitration or conciliation in order to facilitate the settlement of possible disputes, the objections formerly raised against these special agreements disappeared.

The new special agreements conceived in this spirit would be in conformity with the letter and spirit of the Covenant. They would not modify the Covenant but would take their place within the framework of its general provisions. If such agreements were multiplied throughout the world, the same result as that aimed at by the general Protocol would in the end be achieved.

At the present moment the question of the Protocol could not be immediately settled, and the hopes of the Assembly were now turned towards the idea of conciliation, which had for several years been supported by the Scandinavian nations. The system of conciliation did not give entire satisfaction to the aspirations for justice of the nations, but it seemed in present circumstances to be the most appropriate means of settling international disputes. The adoption of this system did not imply any neglect of the Permanent Court of International Justice or of arbitration tribunals. It was merely a recognition of the fact that among international disputes there were many which might be happily settled by a conciliatory procedure. Many States had introduced the system into their special treaties. The present object was to render the system more perfect.

M. HYMANS (Belgium) thought that in a discussion on security it was indispensable for the voice of Belgium to be heard.

Moreover, as one of the oldest collaborators in the work of the League, he felt called upon to express the confidence which he had always shown.

En premier lieu, bien que l'action du Conseil n'ait pas cessé de s'étendre et d'embrasser des questions de plus en plus nombreuses et complexes, il n'a pas entendu formuler une seule critique contre l'action du Conseil.

En second lieu, il constate que l'Assemblée donne l'impression d'une force stable douée d'une unité de pensée, et qu'elle exerce sur le public une attraction croissante; les discours des orateurs s'orientent davantage vers la recherche des solutions concrètes et positives.

A ce point de vue, il signale l'importance particulière des décisions prises, il y a trois jours, par le Conseil sur l'heureux aboutissement de la restauration financière et économique de l'Autriche et de la Hongrie. C'est une œuvre dont la Société des Nations a pris l'initiative; elle a fait revivre deux nations, et cela constitue l'un des plus beaux témoignages de sa force et des possibilités qui lui sont ouvertes dans le domaine économique.

La délégation belge a voté le Protocole en 1924, et M. Hymans l'a signé au nom de son gouvernement.

Le Gouvernement belge reste fidèle aux principes de ce Protocole. Il croit que c'est le droit et non la violence qui résoudra les conflits et que la guerre d'agression est un crime; il estime que la devise du Protocole: arbitrage, sécurité, désarmement subsiste tout entière.

L'idée de l'arbitrage progresse chaque jour; les traités d'arbitrage se multiplient. Cependant, ce système ne peut donner la sécurité véritable qu'à condition de s'appuyer sur des sanctions positives.

Les pactes de sécurité mutuelle en cours de négociation ne sont point des alliances militaires dirigées contre des ennemis déterminés; l'ennemi ce sera l'agresseur. Ce sont des combinaisons défensives fondées sur des engagements réciproques, associant étroitement l'arbitrage et les garanties.

L'idée d'arrangements régionaux peut se trouver dans le Pacte, dans le projet d'assistance mutuelle de 1923 et dans le Protocole de 1924, et ces arrangements seraient indispensables même sous le régime universel du Protocole; ainsi que l'a fait remarquer M. Benès, la multiplication de ces accords pourrait aboutir à un régime qui se rapprocherait singulièrement de celui du Protocole lui-même. Ils sont imprégnés de l'esprit du Protocole, ils constituent une application partielle de ces principes.

La Belgique a toujours considéré le désarmement comme le résultat naturel d'un régime de sécurité. Dès à présent, elle est prête à collaborer avec les autres nations pour réunir les matériaux nécessaires en vue d'une Conférence du désarmement, qui serait convoquée dès que les circonstances le permettraient.

M. Hymans termine par une affirmation de confiance et d'espoir: la Société des Nations progresse par étapes vers la justice et la paix; elle doit avoir l'énergie nécessaire pour aller jusqu'au bout.

M. QUIÑONES DE LEÓN (Espagne) déclare que, depuis la dernière Assemblée, l'Espagne n'a rien changé à sa façon d'envisager l'idéal de paix universelle et les moyens de la réaliser.

S'inspirant des glorieuses traditions de ses juristes et des travaux réalisés par la Société des Nations pour affirmer le principe de l'arbitrage et caractériser l'agression, elle reste attachée aux solutions proclamées par le Protocole, auquel elle a donné sa signature.

A cette occasion, M. Quiñones de León avait déclaré que sa longue carrière historique permettrait à son pays de comprendre que les institutions ne peuvent se développer que dans le temps et en tenant compte des réalités de la vie. Les accords partiels présentés cette année n'ont pas l'ampleur des solutions qu'on prévoyait, mais ils répondent dans leur essence aux principes du Pacte et du Protocole, et constituent une première étape vers leur réalisation complète.

L'orateur estime qu'il appartient à l'Assemblée de reprendre les solutions partielles envisagées pour en étendre les bienfaits au monde entier.

Il a donc l'honneur de déposer le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, profondément attachée à la cause de la Paix, est convaincue que le besoin actuel le plus pressant, est le rétablissement de la confiance mutuelle entre les Nations.

« Proclamant à nouveau que la guerre d'agression constitue un crime international;

« Prenant acte des déclarations produites devant le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations au sujet du Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux et du fait que ledit Protocole n'a pas recueilli jusqu'à présent les ratifications nécessaires pour

First, although the action of the Council had not ceased to become more extended and to embrace questions which were continually more numerous and complex, he had not heard a single criticism brought against the action of the Council.

Secondly, he would point out that the Assembly gave the impression of a stable force inspired by a consistent conception of its task and that it exercised on the public an increasing attraction. The speeches of the orators turned more and more towards seeking concrete and positive solutions.

He would emphasise from this point of view the particular importance of the decisions taken three days ago by the Council as a result of the fortunate success of the work of economic and financial reconstruction in Austria and Hungary. This was a work in which the League of Nations had taken the initiative. The League had restored two nations to life — an achievement which constituted one of the finest tributes to its strength and to the possibilities which were open to it in the economic field.

The Belgian delegation had voted for the Protocol in 1924, and he had himself signed it on behalf of his Government.

The Belgian Government remained faithful to the principles of the Protocol. He believed that right and not force should settle disputes and that a war of aggression was a crime. He believed that the motto of the Protocol, "Arbitration, Security and Disarmament", remained intact.

The idea of arbitration was progressing daily. Treaties of arbitration were being multiplied. This system, however, could only give real security provided it were based on positive sanctions.

The mutual pacts of security which were being negotiated were not military alliances directed against certain enemies. The enemy would in all cases be the aggressor. These pacts were defensive combinations founded on mutual undertakings and narrowly associating arbitration with guarantees.

The idea of regional agreements might be found in the Covenant, in the Draft Treaty of Mutual Assistance of 1923, and in the Protocol of 1924, and these arrangements would be indispensable even under the universal regime of the Protocol. As M. Benes had remarked, the multiplication of these agreements might result in a system which would approach very nearly that of the Protocol itself. They were impregnated with the spirit of the Protocol and were a partial application of its principles.

Belgium had always considered disarmament as the natural result of a system of security. She was ready at once to collaborate with the other nations in getting together the materials necessary for a conference on disarmament to be convened as soon as circumstances permitted.

He would conclude by affirming his confidence and his hope. The League of Nations was progressing by stages towards justice and peace and would certainly have the necessary energy to carry the work to an end.

M. QUIÑONES DE LEÓN (Spain) said that since the last Assembly the attitude of Spain had in no way changed towards the idea of universal peace and the means of realising it.

Inspired by the glorious traditions of her jurists and by the work done by the League of Nations in affirming the principle of arbitration and defining aggression, she remained attached to the solutions embodied in the Protocol to which she had set her signature.

He had on that occasion declared that her long historic career enabled his country to understand that institutions could only develop in course of time and by taking into account the realities of life. The partial agreements presented this year had not the full scope of the solutions contemplated in the Protocol, but in their essence they corresponded with the principles of the Covenant and of the Protocol, and might be regarded as a first stage towards their complete realisation.

It was for the Assembly to take up the partial solutions which were contemplated in order to extend their benefits to the whole world. He accordingly had the honour to submit the following draft solution:

"The Assembly, profoundly attached to the cause of peace, is convinced that the most urgent need of the present time is the re-establishment of mutual confidence between the nations;

"Declaring afresh that a war of aggression constitutes an international crime,

"Taking note of the declarations submitted to the Council and the Assembly of the League of Nations in respect of the Protocol for the Peaceful Settlement of International Disputes and of the fact that the said protocol has not up to the present received the ratifications necessary for putting it into operation immediately:

« Voit avec faveur l'effort fait par certaines nations pour faire progresser ces questions par la conclusion de traités de sécurité mutuelle, conçus dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations et qui sont en harmonie avec les principes du Protocole (arbitrage, sécurité, désarmement);

« Constate que de tels accords ne doivent pas nécessairement être limités à une région restreinte, mais peuvent s'appliquer au monde entier;

« Exprime le désir que, après le dépôt de ces pactes à la Société des Nations, le Conseil les étudie afin de faire un rapport à la septième Assemblée sur les progrès que ces Pactes auront fait faire à la sécurité générale;

« S'engage à nouveau à travailler à l'établissement de la paix par la sûre méthode de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement;

« Et invite le Conseil à préparer l'organisation d'une Conférence en vue de la réduction des armements dès qu'il estimerait que, du point de vue de la sécurité générale, des conditions satisfaisantes ont été réalisées comme il est prévu dans la résolution XIV de la troisième Assemblée. »

Le PRÉSIDENT déclare qu'à la fin des débats, l'Assemblée se prononcera sur ce projet et sur les autres résolutions qui lui ont été soumises.

### III. NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 12 septembre 1925, à 15 h. 30.*

*Rapport sur l'œuvre du Conseil.*

Le Dr NANSEN (Norvège), conformément au précédent, propose de transmettre à la sixième Commission, pour étude, le rapport de la Commission permanente des mandats, ainsi que les rapports annuels que cette Commission reçoit des différentes Puissances mandataires. Il présente, en conséquence, le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée, conformément aux précédents déjà établis au cours des années antérieures, décide de renvoyer à la sixième Commission les rapports annuels des Puissances mandataires, les rapports de la Commission permanente des mandats et tous autres documents relevant de la question des mandats qui ont été distribués aux Membres de la Société depuis la cinquième Assemblée. »

Le délégué de la Norvège présente également le projet de résolution ci-après, tendant à renvoyer à la cinquième Commission le rapport du Bureau international du Travail et du Haut Commissaire sur l'œuvre accomplie en faveur des réfugiés russes:

« L'Assemblée décide d'inscrire à son ordre du jour la question des réfugiés russes et de renvoyer à l'examen de la cinquième Commission les rapports du Bureau international du Travail et du Haut Commissaire à son sujet. »

En ce qui concerne la question des minorités, le délégué de la Norvège a toujours été de ceux qui croient que le règlement pacifique des problèmes de minorités est d'une importance vitale pour le bien-être et le progrès de l'Europe. C'est pourquoi il tient à signaler à l'Assemblée une pétition qu'a reçue le Secrétariat général, émanant de certains réfugiés arméniens, qui allèguent que des banques européennes leur ont retiré les dépôts en banque qu'ils avaient effectués avant leur départ de Smyrne en 1922, et sur lesquels ils affirment avoir régulièrement établi leur droit légal. Il se permet d'émettre l'avis que la pétition en question justifie une étude officielle de la part du Conseil, et exprime l'espoir que cet organisme en sera saisi par l'un de ses membres et prendra les mesures qu'il pourra estimer nécessaires.

La question principale dont il désire entretenir l'Assemblée est un projet en vue de l'installation, dans des exploitations agricoles, d'un grand nombre de réfugiés arméniens. Ce projet, s'il était adopté, comporterait un prêt à la nouvelle République d'Arménie, de même nature, bien que d'importance moindre, que le prêt consenti au Gouvernement grecs et qui a permis d'installer heureusement les réfugiés grecs sur les territoires vacants de la Grèce. Certains pourront estimer qu'un projet

« Regards favourably the effort made by certain nations to advance these questions by concluding treaties of mutual security conceived in the spirit of the Covenant of the League of Nations and in harmony with the principles of the Protocol (arbitration, security, disarmament);

« Records the fact that such agreements need not be restricted to a limited area but may be applied to the whole world;

« Recommends that, after these pacts have been deposited with the League of Nations, the Council should examine them in order to report to the Seventh Assembly on the progress in general security brought about by such pacts;

« Undertakes again to work for the securing of peace by the sure method of arbitration, security and disarmament;

« And requests the Council to make preparatory arrangements for a conference on the reduction of armaments as soon as, in its opinion, satisfactory conditions have been reached from the point of view of general security as provided for in Resolution XIV of the Third Assembly. »

The PRESIDENT said that at the end of the discussion the Assembly would take a decision on this draft resolution and on the other resolutions which had been submitted to it.

### III. NINTH PLENARY MEETING

*Held at the Salle de la Réformation, Saturday, September 12th, 1925, at 3.30 p.m.*

*Report on the Work of the Council.*

Dr. NANSEN (Norway) desired, in accordance with precedent, to propose that the Sixth Committee of the Assembly should consider the report of the Permanent Mandates Commission and the annual report received by that Commission from the various mandatory Powers. He accordingly moved the following draft resolution:

« The Assembly, following the precedent already established in previous years, desires to refer to the Sixth Committee the annual reports of the mandatory Powers, the reports of the Mandates Commission, and all other relevant documents on the mandates question which have been circulated to the Members of the League since the Fifth Assembly. »

He further desired to move the following draft resolution referring to the Fifth Committee the Report of the International Labour Office and of the High Commissioner on the work done on behalf of Russian refugees:

« The Assembly decides to place on its agenda the question of Russian refugees and to refer to the Fifth Committee for consideration the report of the International Labour Office and of the High Commissioner on this subject. »

In regard to minorities he had always believed that the peaceful settlement of minority problems was of vital importance to the welfare and the progress of Europe, and he therefore wished to bring to the notice of the Assembly a petition received by the Secretary-General from certain Armenian refugees alleging that certain European banks had withheld from them the bank deposits which they had made before their departure from Smyrna in 1922 and contending that their legal claim to these had been properly established. He ventured to suggest that the petition in question justified the formal consideration of it by the Council, and he therefore expressed the hope that the matter would be brought before that body by one of its members and that it would take whatever measures it might be deemed necessary.

The main proposal which he desired to submit to the Assembly was a scheme for the settlement in an agricultural enterprise of a large number of Armenian refugees. The adoption of such a scheme involved a loan to the new Republic of Armenia on the same lines, though of smaller proportions, as that which had been made to the Greek Government and which had resulted in the successful settlement of the Greek refugees in the vacant lands of Greece. Some might

consistant à prêter de l'argent à la nouvelle République d'Arménie est irréalisable, sinon chimérique. Or, les mêmes objections avaient été soulevées contre le projet de prêt au Gouvernement grec pour un même objet. Il a fallu un an d'efforts patients pour que le Conseil et le Comité financier de la Société puissent élaborer un projet susceptible d'inspirer confiance au monde. Ce projet a cependant été élaboré, et le rapport dont est saisi l'Assemblée montre que les résultats ont surpassé les meilleures espérances.

Le délégué de la Norvège n'hésite pas à dire que sa proposition tendant à émettre un emprunt pour les réfugiés arméniens présente beaucoup plus de chances de succès, à tous points de vue, que toute proposition que l'on aurait pu faire en 1922 au nom des réfugiés grecs, et il présente ce projet avec d'autant plus de confiance que la Société a toujours rencontré le succès dans toutes les œuvres importantes de reconstruction qu'elle a entreprises. Il a examiné l'ensemble de la question avec le plus grand soin, conformément à la résolution adoptée par la dernière Assemblée et qui invitait le Bureau international du Travail, avec sa propre collaboration, à étudier la possibilité d'installer un nombre assez considérable de réfugiés arméniens dans le Caucase ou ailleurs. Les enquêtes nécessaires ont été faites par une Commission composée de quatre experts et de lui-même; ils ont étudié le problème sur place et ont conclu à l'unanimité que le seul endroit où une portion considérable de réfugiés pouvaient être installés et mis à même de se suffire rapidement à eux-mêmes se trouvait à l'intérieur des frontières de la République arménienne d'Erivan. Les recherches faites ont montré qu'il y avait dans ce pays des possibilités de se lancer dans une nouvelle entreprise économique de grande importance, et que des travaux d'irrigation et de drainage permettraient d'utiliser un grand nombre de réfugiés et en même temps, de mettre le pays en valeur. La Commission d'enquête propose de commencer par deux travaux d'irrigation et de drainage qui ouvriront à l'exploitation une superficie de près de 34.000 hectares (environ 90.000 acres). Sur ces terres, on peut installer de 25 à 30.000 personnes dans une période de deux à trois ans et, sur ce chiffre, le Gouvernement arménien a convenu que 15.000 au moins seraient des réfugiés de provenance européenne. Ce chiffre peut sembler faible; cependant, par l'établissement de ces réfugiés, le problème le plus urgent se trouvera résolu. Lorsque les travaux d'irrigation et de drainage auront été achevés, les réfugiés pourront avoir leurs maisons, leurs charrettes, leur bétail et leurs graines, en sorte qu'ils seront à même de se suffire très rapidement à eux-mêmes et de rembourser l'emprunt dans un délai raisonnable. Les experts techniques qu'a consultés le délégué de la Norvège n'ont pas hésité à prédire ce succès, en se fondant sur les heureux résultats d'autres travaux d'irrigation analogues effectués en Arménie au cours des dernières années. L'irrigation de la terre, à Erivan, donne un rendement agricole absolument certain parce que, pratiquement, il permet au cultivateur de ne pas dépendre du temps. Du coton de très bonne qualité, très demandé actuellement, peut être produit dans des quantités, par hectare, qui promettent un rendement certain et élevé, en sorte que la dette pourrait être remboursée en 10 ans, ou tout au plus en 15 ans.

Dans la mesure où le délégué de la Norvège a pu consulter le Gouvernement arménien sur les arrangements financiers à prendre en ce qui concerne l'emprunt projeté, il est fondé à croire que l'on pourrait établir un projet donnant aux capitalistes européens toutes les garanties matérielles nécessaires. Il pourrait même être possible de lancer l'emprunt sans la garantie d'aucun gouvernement européen; si, cependant, de telles garanties devaient être nécessaires, il n'hésiterait pas à adresser un confiant appel à tous les gouvernements, surtout en raison de la lettre que M. Baldwin, aujourd'hui Premier Ministre de Grande-Bretagne, et lord Oxford et Asquith avaient adressée à M. Ramsay MacDonald, alors Premier Ministre de Grande-Bretagne. Il disait en substance dans cette lettre que, tout en reconnaissant avec un profond regret qu'il était devenu impossible au Gouvernement britannique de remplir les engagements qu'il avait pris pendant la guerre à l'égard des Arméniens, la Grande-Bretagne pourrait, cependant, répondre à leur appel désespéré en facilitant leur installation en Arménie russe. En septembre 1923, le Conseil de la Société a approuvé un projet prévoyant l'installation de 50.000 réfugiés arméniens dans la petite république soviétique d'Arménie, en Caucase russe. Les chefs arméniens d'Europe ont approuvé le projet, le Conseil a adopté une résolution par laquelle ses membres étaient

think that the proposal to lend money to the new Armenian Republic was impracticable, if not fantastic. But the same objections had been made to the proposal to lend money to the Greek Government for a similar object. It had required a year's patient endeavour before the Council and the Financial Committee of the League had been able to evolve a scheme commanding the confidence of the world, but such a scheme had been evolved, and the report now before the Assembly showed that the results had surpassed even the most hopeful expectations.

He had no hesitation in saying that the proposal to raise a loan for Armenian refugees was far more hopeful from every point of view than any proposal which could have been made in 1922 on behalf of the Greek refugees, and he made it therefore with all the more confidence because the League had been uniformly successful in all the great reconstruction schemes which it had carried through. He had most carefully investigated the whole question in conformity with the resolution adopted by the last Assembly inviting the International Labour Office and himself to study the possibility of settling a substantial number of Armenian refugees in the Caucasus or elsewhere. The enquiries were made by a commission formed of four experts and himself who had investigated the problem on the spot and had unanimously concluded that the only possible place in which a large body of refugees could be settled and given the means to become rapidly self-supporting was within the borders of the Armenian Republic of Erivan. Investigations showed that there was in that country an opening for a new economic venture of great importance and that the work of irrigation and drainage would not only provide means of absorbing many refugees but would also develop the economic assets of the country. The Commission of Enquiry proposed to begin by two works of irrigation and drainage which would open up for settlement an area amounting to nearly 34,000 hectares (approximately 90,000 acres). On this land from 25,000 to 30,000 people could be settled within a period of from two to three years, and of these the Armenian Government had agreed that at least 15,000 should be refugees from Europe. This might appear a small number, but the settlement of such refugees would solve the most urgent problem. When the drainage and irrigation works had been completed, the refugees would be supplied with houses, ploughs, oxen and seed, which would mean that they would very rapidly become self-supporting and that they would be able to repay the loan within a reasonable time. The technical experts consulted by Dr. Nansen had had no hesitation in making this prediction, which they had based on the successful result of other similar irrigation works carried through in Armenia in the last few years. Irrigation of the land in Erivan gave an absolutely certain agricultural return, because it made the cultivator practically independent of the weather. Cotton of very good quality, for which there was now a very great demand, could be produced in quantities per acre which promised a certain and a high return, so that within ten or, at the most, fifteen years the debt could be paid off.

In so far as Dr. Nansen had been able to consult the Armenian Government on the financial arrangements to be made in regard to the proposed loan, he had good reason to believe that a scheme could be drawn up giving the European investor all the material guarantee necessary. It might even be possible to float the loan without the guarantee of any European Government; but if such guarantee should prove necessary, he would make a confident appeal to all Governments to give it, all the more so in view of the letter written to the late Prime Minister of Great Britain, Mr. Ramsay MacDonald, by the present Prime Minister, Mr. Baldwin, and Lord Oxford and Asquith. The gist of that letter had been that, while recognising with deep regret that it was no longer possible for the British Government to fulfil its pledges made during the war to the Armenians, yet it could relieve their desperate plight by facilitating their settlement in Russian Armenia. In September 1923 the Council of the League had approved a scheme for the settlement of 50,000 Armenian refugees in the little Republic of (Soviet) Armenia in the Russian Caucasus. The Armenian leaders in Europe had approved the scheme; the Council had passed a resolution to the effect that its members should be asked to give financial support, and this resolution had been circulated to all Members of the League

invités à apporter leur concours financier, et cette résolution a été communiquée à tous les Membres de la Société. En terminant, M. Baldwin et lord Oxford et Asquith déclaraient que, à leur avis, la Grande-Bretagne avait le devoir de donner son appui substantiel au projet, en manière de compensation aux engagements qui n'avaient pu être remplis à l'égard des Arméniens. Le Gouvernement britannique devait donc immédiatement consentir une importante subvention.

Le délégué de la Norvège est prêt à donner à la cinquième Commission tous détails sur le projet qu'il propose et à faire comprendre que le Gouvernement de la République Arménienne a su ramener la paix et l'ordre, et donner une certaine prospérité à un pays où, il y a 3 ou 4 ans, régnaient le chaos, la misère et la famine. Le Gouvernement arménien, au point de vue financier, est entièrement indépendant de l'Union politique à laquelle il est rattaché; il a pleins pouvoirs pour contracter des emprunts et accorder des concessions; son peuple vit en paix et sa sécurité n'est menacée par aucune attaque militaire de l'extérieur.

Le peuple arménien a été plus éprouvé que n'importe quel autre peuple du monde actuel. Il a une haute culture, il est exceptionnellement doué et travailleur. La population de la république d'Erivan se compose de 95 % d'Arméniens et la seule langue officiellement employée et tolérée est l'arménien.

Le délégué de la Norvège en appelle à la conscience des membres de l'Assemblée. Il est convaincu que tous se rendront compte que l'on ne peut envisager, pour les Arméniens, d'autre foyer national que celui qu'il propose, et que c'est là le seul moyen possible d'exécuter les promesses faites dans le passé.

Chaque année, l'Assemblée a adopté des recommandations sur le foyer national arménien, et chaque année elle a eu le spectacle de la continuation du martyre de ce peuple. Voici qu'a été élaboré un projet, sûr au point de vue économique, financièrement réalisable, et politiquement désirable. Si l'Assemblée veut le mener à bien, les souffrances d'innombrables réfugiés en seront soulagées, et elle contribuera à fortifier le seul gouvernement arménien stable. L'emprunt projeté ajouterait à la prospérité générale du monde, et ce commencement modeste pourrait donner naissance à d'autres projets qui produiraient des résultats encore plus considérables.

Le délégué de la Norvège fait spécialement appel aux gouvernements de la Grande Bretagne, de la France et de l'Italie, qui ont joué un si grand rôle dans l'histoire de ces dernières années. Puissent-elles aider à instaurer, sur les ruines et les échecs du passé, un avenir meilleur pour une population éprouvée.

Le délégué de la Norvège présente le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée,

« Se référant à la résolution relative aux réfugiés arméniens adoptée par la cinquième Assemblée les 25 et 29 septembre 1924, et en particulier à l'invitation faite à la même date, au Bureau international du Travail, à procéder à une enquête qui aura pour but d'étudier la possibilité d'établir en grand nombre les réfugiés arméniens au Caucase, ou ailleurs,

« Décide d'inscrire à l'ordre du jour la question des réfugiés arméniens et de renvoyer à l'examen de la cinquième Commission le rapport déposé par le Haut Commissaire sur les résultats de ladite enquête. »

M. BENÈS (Tchécoslovaquie) fait observer que la résolution de M. Quiñones de León pourra être interprétée par les uns comme la confirmation des grands principes du Protocole et par les autres comme l'échec du Protocole.

On se trouve actuellement en face d'un fait: le Protocole n'ayant pas réuni le nombre des ratifications nécessaire n'entrera pas en vigueur prochainement et l'on doit chercher dans une autre voie la sécurité de certains Etats et la réalisation des préceptes du Pacte sur le désarmement.

M. Benès se rallie aux négociations en cours procédant de cas particuliers restreints pour s'approcher progressivement des conditions générales; cependant, on ne saurait se défendre d'un certain malaise, lorsqu'on voit que l'œuvre de l'an dernier ne se réalise pas immédiatement. En outre, on est tenté de croire que de longues années pourront encore s'écouler avant qu'on puisse obtenir par la voie des accords régionaux un système comparable au Protocole et susceptible de garantir la sécurité mondiale. Enfin, la résolution de M. Quiñones de León déclare que la Conférence de désarmement pourra être convoquée dès que les conditions satisfaisantes pour la sécurité

The letter had concluded that Mr. Baldwin and Lord Oxford and Asquith considered that it was the duty of Great Britain to give substantial support to the scheme since it was some compensation for the unfulfilled pledges made to the Armenians. The British Government should therefore forthwith make an important grant.

Dr. Nansen was ready to explain to the Fifth Committee any details of the scheme which he proposed and to make plain that the Government of the Armenian Republic was one which had brought peace and order, together with a certain measure of prosperity, to a country where three or four years previously chaos, misery and famine had reigned. The Armenian Government was entirely financially independent of the political union to which it belonged, possessing full powers to make loans and grant concessions. It was living in peace and security unthreatened by any military attack from outside.

The Armenian people had suffered more than any other race in the modern world. It was highly cultivated, exceptionally clever and hard-working. The population of the Republic of Erivan was 95 per cent Armenian, and the only official language used and tolerated was Armenian.

He appealed to the consciences of members of the Assembly, and he felt sure that they would realise that no other national home than the one proposed could be looked for and that this was the only possible means of carrying out the promises which had been made in the past.

Every year the Assembly had adopted recommendations concerning the national home, and every year it had watched the slow history of the martyrdom of that people. Now a scheme had been framed economically sound, financially practicable and politically desirable. If the Assembly would carry it out, the sufferings of countless refugees would be alleviated and the only stable Armenian Government would be strengthened. The proposed loan would add to the general prosperity of the world, and from this small beginning other schemes leading to even greater results would arise.

Dr. Nansen desired specially to appeal to the Governments of Great Britain, France and Italy, which had played so great a part in shaping the course of history in these last years. Let their help to create on the ruins of past failures a brighter future for a stricken nation.

Dr. Nansen moved the following resolution:

« The Assembly, bearing in mind the resolution concerning the Armenian refugees adopted by the Fifth Assembly on September 25th and 29th, 1924, and in particular the invitation which was then addressed to the International Labour Office to institute an enquiry with a view to studying the possibility of settling a substantial number of Armenian refugees in the Caucasus or elsewhere, decides to place on the Agenda of the Assembly the question of Armenian refugees and to refer to the Fifth Committee for consideration the report submitted by the High Commissioner on the results of the said enquiry. »

M. BENÈS (Czechoslovakia), pointed out that the resolution moved by M. Quiñones de León might be regarded by some as confirming the great principles of the Protocol and by others as meaning the failure of the Protocol.

The Assembly was faced with a *fait accompli*. The Protocol, not having obtained the necessary number of ratifications, would not come into force in the near future, and other means would have to be sought to obtain security for certain States and the fulfilment of the provisions of the Covenant in regard to disarmament.

He welcomed the negotiations now proceeding in regard to certain special cases, since this afforded a means of making gradual progress towards more general conditions. Nevertheless, it was impossible not to feel a certain degree of uneasiness when it appeared that the work done in the previous year had not been carried out immediately. Further, some might be tempted to believe that long years must still elapse before a system comparable to the Protocol and guaranteeing the security of the whole world could be obtained by means of regional agreements. Finally, the resolution proposed by M. Quiñones de León stated that the Conference on Disarmament

générale auront été réalisées. Mais, précisément, l'article 8 du Pacte sur le désarmement sera très difficile à appliquer dans une période rapprochée. Lorsque l'année prochaine et les suivantes, on voudra procéder aux premières mesures concernant le désarmement, on rencontrera toujours un grand nombre d'Etats qui feront observer, à juste titre, qu'ils n'ont pas encore réalisé la sécurité indispensable.

La question actuelle n'est pas une question de logique ou de différence de mentalités. La Société des Nations est essentiellement une institution universelle; c'est sa grande force et, dans certains cas, sa faiblesse: devant certaines difficultés, elle est forcée de faire des concessions et d'admettre des solutions partielles contraires à sa véritable nature, qui est de légiférer pour l'humanité tout entière; c'est là que ses adversaires essaient de proclamer sa faillite et que ses amis craignent de la voir se débattre constamment dans des demi-mesures. Cela soulève la question d'une importance politique considérable de savoir s'il n'y a pas lieu de penser de nouveau à sa constitution et à la nécessité d'effectuer certaines réformes dans un sens de décentralisation, conformément à ce que font les grands Etats fédéralistes.

M. Benès estime que la Société des Nations, ou bien sera contrainte un jour de procéder à des amendements au Pacte dans ce sens, ou bien n'échappera pas à la nécessité d'adopter des mesures générales, conformément à l'esprit du Pacte actuel. Il accepte l'une et l'autre méthode suivant des nécessités pratiques, mais il ne voudrait pas que la Société des Nations fût obligée de continuer sa tâche au milieu des contradictions inhérentes à sa constitution.

C'est donc la nature même de la Société des Nations, son universalité, qui constituent sa plus grande force et qui la gênent en même temps. C'est cette universalité, qui, selon M. Benès, constitue l'un des arguments pratiques en faveur du Protocole: lorsque la prochaine Assemblée parlera du désarmement, plusieurs Etats viendront déclarer que leur sécurité n'est pas encore réalisée, et la question de mesures générales se posera de nouveau, parce que le désarmement ne peut réussir que s'il est général.

C'est pourquoi M. Benès a confiance en l'avenir de la Société des Nations, qui gagne des forces nouvelles à mesure que progresse la stabilisation européenne. C'est pourquoi il ne croit pas non plus à la mort du Protocole, qui est beaucoup plus vivace qu'on peut le soupçonner dans l'opinion publique, dans la pensée des hommes d'Etat responsables et de tous les délégués; cette idée, une fois lancée dans le monde, poursuit sa marche irrésistible. A ce point de vue, la résolution de M. Quiñones de León est caractéristique: elle contient toutes les idées du Protocole; elle accepte la liaison des trois principes « arbitrage, sécurité, désarmement » et demande la convocation d'une conférence du désarmement.

En outre, depuis trois ou quatre ans, le monde a réalisé de grands progrès; les circonstances politiques d'alors se sont profondément modifiées et plusieurs de ceux qui hésitaient devant le Protocole ou le combattaient, viennent aujourd'hui le défendre; M. Benès est convaincu que, dans quelque temps, à la lumière des nouveaux éléments mondiaux, un grand nombre de ceux qui hésitent encore se rendront compte de ce qu'il contient de vital et d'universellement humain.

Le Gouvernement tchécoslovaque, après avoir signé et ratifié le Protocole, reconnaît pleinement, comme l'an dernier, la nécessité de modifier, selon les besoins, certains de ses articles; il comprend la nécessité de négocier un système restreint de garanties et s'est associé aux négociations entreprises dans ce but. Mais il ne perdra jamais de vue la nécessité de réaliser plus complètement encore les principes généraux adoptés l'an dernier. Il est certain que sa confiance ne sera pas déçue, et c'est dans cet esprit que son représentant votera la résolution de M. Quiñones de León.

M. LEHMANN (Libéria) déclare que son pays, dans le plein exercice de ses droits souverains, a pris l'engagement d'exécuter les clauses des articles 12 à 18 de la Convention du 17 juin de cette année sur l'exportation, l'importation et le transit des armes et munitions et matériels de guerre.

Le Libéria a adhéré à cette convention bien que la conférence sur le contrôle du commerce international des armes ait décidé de comprendre son territoire parmi les zones spéciales. Le Libéria, Etat souverain et indépendant, membre de la

might be convened as soon as conditions satisfactory for general security prevailed. It was precisely Article 8 of the Covenant on disarmament, however, which it would be very difficult to apply in the near future. When, during next year and the following, an effort was made to proceed with the first measure to be taken to secure disarmament, an increasingly large number of States would justly point out that they had not yet been able to obtain the indispensable conditions of security.

The question before the Assembly was not one concerned with logic or with a difference of mentalities. The League was essentially a universal institution. In this resided at once its strength and its weakness. Faced with a certain kind of difficulty, it was compelled to make concessions and to agree to incomplete solutions contrary to its true nature, which was to legislate for mankind. It was when striving to perform this duty that its adversaries tried to proclaim its failure, and its friends feared to see its activities invariably result in the adoption of half measures. This raised a question of considerable political importance, which was whether it was not now necessary to examine the constitution of the League with a view to carrying out certain reforms with the object of achieving decentralisation on the lines followed by great federal States.

He thought that the League of Nations would either be compelled one day to amend the Covenant in this sense or else find itself unable to escape the necessity of adopting general measures in conformity with the spirit of the present Covenant. He would accept one or other method according to the dictates of necessity, but he did not wish to see the League obliged to continue the performance of its work surrounded by the contradictions inherent in its constitution.

The universal nature of the League gave to it its greatest force but at the same time hampered its activities. It was this universal nature which, in his opinion, was one of the practical arguments in favour of the Protocol. When the next Assembly took up the question of disarmament, several States would declare that their security had not yet been achieved, and the question of the general measures to be taken would have once more to be raised, because disarmament schemes could only succeed if they were adopted by all States.

It was for this reason that he was confident in the future of the League, which would gain further strength as the stability of Europe increased, and it was for this reason that he did not think that the Protocol was dead but that it was much more alive than people imagined in public opinion and in the thoughts of responsible statesmen and of all the delegates to the Assembly. This idea, once it had been born, was bound to achieve irresistible growth. From this point of view, the resolution proposed by M. Quiñones de León was characteristic. It accepted connection between the three principles: arbitration, security, disarmament, and it called for the summoning of a conference on disarmament.

Further, during the last three or four years the world had achieved great progress. Political conditions had been profoundly altered and many of those who had once hesitated to accept the Protocol or who had fought against it now came forward in its defence. M. Benès was convinced that in a short time, in the light of new world factors, a great number of those who still hesitated would come to realise how much it contained which was vital to all mankind.

The Czechoslovak Government, after having signed and ratified the Protocol, fully recognised, as it had done last year, the necessity of amending certain of its articles to meet certain needs. It understood the necessity for negotiating a narrower system of guarantees, and it desired to associate itself with the negotiations already undertaken to achieve this purpose. But it never lost sight of the necessity of bringing about more completely the adoption of the general principles laid down last year. Its confidence in the Protocol would not suffer any diminution, and it was in this sense that its representatives would vote for the resolution proposed by M. Quiñones de León.

M. LEHMANN (Liberia) said that his country, in the free exercise of its sovereign rights, had undertaken to carry out the provisions of Articles 12 to 18 of the Convention of June 17th of the present year on the export, import and transit of arms, munitions and implements of war.

Liberia had adhered to this Convention in spite of the fact that the Conference on the Control of the International Trade in Arms had decided to include Liberia in the special zones. Liberia, a sovereign and independent State, Member of th.

Société depuis sa fondation et signataire du Traité de Versailles, s'est trouvé placé de cette façon dans la catégorie où se trouvent les pays sous protectorat ou sous mandat. Son statut international ne diffère en aucune façon de celui des autres Etats souverains membres de la Société, et un examen approfondi des documents de la Conférence de Berlin de 1885 et de la Convention de Saint-Germain de 1919, montrera qu'aucun principe de droit international, aucun traité, aucune convention, aucune règle, aucune coutume reconnue par le droit des gens, ne pourraient être invoqués pour justifier la prohibition imposée au Libéria sur l'importation des armes et des munitions.

Les voisins du Libéria n'ont jamais formulé de plaintes en prétendant que ce pays encourageait la contrebande des armes, et bien avant qu'on ait conçu l'idée de la Convention actuelle, il existait au Libéria une législation intérieure réglementant et limitant d'une manière stricte et efficace l'importation et la vente des armes et munitions.

Le Libéria a adhéré à la Convention dans un esprit de solidarité, mais il ne saurait être question d'empiéter sur la souveraine indépendance de cette république devant les autres Etats, membres ou non membres de la Société.

L'égalité juridique de tous les Etats est un principe fondamental de la Société, et la violation de ce principe ne pourrait pas manquer d'être préjudiciable au prestige de la Société et de soulever des malentendus.

M. GUERRERO (Salvador) rend hommage à l'œuvre importante accomplie par la Société des Nations. A son avis, l'acte le plus saillant de cette année concerne l'œuvre réalisée à la Conférence pour le commerce international des armes, munitions et matériels de guerre. Quarante-quatre Etats, parmi lesquels l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique et la Turquie ne sont pas encore membres de la Société, ont répondu à l'invitation du Conseil. A la suite de longs débats, ils ont établi une procédure instituant des restrictions destinées à empêcher le trafic illicite des armes et à réduire leur emploi, et prohibant, en outre, la guerre chimique et bactériologique. Le rapport du Conseil attire l'attention sur la déclaration qu'on trouve dans l'acte final signé par presque tous les Etats représentés à cette conférence. Cette déclaration exprime le sentiment des quarante-quatre Etats représentés à la Conférence sur l'urgente nécessité de compléter la tâche entreprise sur la Société des Nations, pour préparer le régime de la limitation des armements.

Cette déclaration n'est pas la seule que formulèrent ces quarante-quatre Etats sur la nécessité de coordonner par des accords internationaux le contrôle du commerce des armes et le contrôle de la fabrication.

Une seule pensée a constamment dominé les esprits; la conviction que l'œuvre entreprise resterait inachevée si une nouvelle conférence ne la complétait en réglementant la fabrication privée des armes. A ce propos, il aurait été plus logique que la Conférence du trafic des armes fût précédée d'une conférence sur la fabrication privée. La délégation des Etats-Unis d'Amérique proclama que son pays était prêt à aborder immédiatement cette question.

En effet, le but que poursuivait la Société des Nations convoquant une conférence sur le trafic international des armes, était d'arriver, dans un avenir prochain, à la réduction des armements, afin de renverser l'obstacle le plus redoutable à la paix universelle et au rétablissement économique des Etats.

Toutefois, il ne suffit pas d'imposer certaines restrictions aux Etats importateurs d'armes, elles doivent être étendues aux Etats producteurs. Les statistiques, pour être utiles, ne devraient pas viser que les importations, mais être complétées par des renseignements qui ne pourraient être obtenus que par le contrôle de toute la fabrication des matériels de guerre. C'est pour indiquer à l'Assemblée ce qui lui reste à faire que la Conférence sur le trafic des armes a fait, dans l'Acte final, la déclaration rappelée dans le rapport du Conseil.

La question du désarmement figure d'ailleurs à l'ordre du jour sous deux articles: N° 13: arbitrage, sécurité et réduction des armements; chapitre 3 du rapport, et chapitre 4 du rapport supplémentaire sur l'œuvre du Conseil.

Sur le premier point, toute décision doit être réservée jusqu'à ce que le débat ait permis de dégager une idée générale. Par contre, la plupart des questions traitées dans les deux rapports du Conseil peuvent, dès maintenant, être étudiées par la tri-

League since its foundation and signatory of the Treaty of Versailles, was thus placed in the category of a country under protection of mandate. The international status of Liberia was in no way different from that of other sovereign States Members of the League, and a careful examination of the documents of the Conference of Berlin of 1885 and of the Convention of Saint-Germain of 1919 would show that no principle of international law, no treaty or convention, no rule or custom recognised by the law of nations, could be brought forward to justify the prohibition imposed on Liberia as regards the import of arms and munitions.

The neighbours of Liberia had never complained that this country encouraged contraband in arms, and long before the idea of the present Convention had been conceived there had existed in Liberia domestic legislation dealing strictly and effectively with the regulation and limitation of the import and sale of arms and munitions.

Liberia had adhered to the Convention from a spirit of solidarity, but there could be no question of infringing the sovereign independence of the Republic in the eyes of other States, whether Members or non-Members of the League.

The legal equality of all States was a basic principle of the League, and violation of this principle could not fail to injure the prestige of the League and give rise to misunderstandings.

M. GUERRERO (Salvador) paid a tribute to the important work done by the League of Nations. In his opinion the most striking event of the present year was the Conference on the International Traffic in Arms, Munitions and Implements of War. Forty-four States, among which Germany, the United States and Turkey were not yet Members of the League, had responded to the invitation of the Council. As the result of long discussions, a procedure had been established introducing restrictions intended to prevent the illicit traffic in arms and to reduce their use and prohibiting chemical and bacteriological warfare. The Report of the Council drew attention to the declaration embodied in the Final Act signed by almost all the States represented at the Conference. This declaration expressed the conviction of the States that it was urgently necessary to complete the task undertaken by the League of Nations for the preparation of the regime of the limitation of armaments.

This declaration was not the only one formulated by the forty-four States on the necessity of co-ordinating by international agreements the control of the trade in arms and the supervision of their manufacture.

The minds of the representatives had been continually dominated by a single idea, namely, that the work undertaken would remain unfinished unless a new conference were to complete it by regulating the private manufacture of arms. It would, indeed, have been more logical for the Conference on the Traffic in Arms to have been preceded by a conference on private manufacture. The delegation of the United States had stated that the country which it represented was ready to take up this question immediately.

The object of the League of Nations in convening an international conference on the traffic in arms was to arrive in the near future at a reduction of armaments in order to surmount the most formidable obstacle to universal peace and to the economic restoration of the States.

It was not, however, sufficient to impose certain restrictions on States which imported arms. These restrictions must be extended to the States which produced them. Statistics, in order to be useful, should not only cover imports but should be completed by information which could only be obtained by the supervision of the manufacture of all materials of war. It was in order to indicate to the Assembly what remained to be done that the Conference on the Traffic in Arms had in its Final Act made the declaration alluded to in the Report of the Council.

The question of disarmament was covered by two items on the agenda: No. 13, arbitration, security and reduction of armaments; and Chapter 3 of the Report and Chapter 4 of the Supplementary Report on the Work of the Council.

In regard to the first of these items any decision must be reserved until the discussion had given rise to a general idea. The majority of the questions dealt with in the two reports of the Council could, on the contrary, be at once examined

sième Commission. Le délégué du Salvador présente donc le projet de résolution ci-après :

\* L'Assemblée renvoie à la troisième Commission l'étude des questions suivantes, figurant aux chapitres 3 du rapport et 4 du rapport supplémentaire à l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée :

- " 1<sup>o</sup> Renseignements statistiques au sujet du commerce des armes, munitions et matériels de guerre;
- " 2<sup>o</sup> Fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre. »

Le PRÉSIDENT déclare que, à la clôture du débat en cours, l'Assemblée sera invitée à se prononcer sur ce projet de résolution.

M. SCIALOJA (Italie) déclare que le Protocole pour le règlement pacifique des conflits internationaux, a été approuvé par la cinquième Assemblée, au milieu d'un enthousiasme général, mais n'a pas été ratifié par un grand nombre d'Etats, ni même par tous ceux qui en étaient les promoteurs. Doit-on en conclure qu'un rêve magnifique n'a pas pu tenir devant la réalité ? Et cette réalité, est-elle aussi mauvaise que quelques-uns l'ont pensé ? En tout cas, l'idéal est souvent la réalité future.

Mais il ne faut pas oublier que la réalité présente est le produit de la nécessité historique, et que l'histoire est plus sage que la théorie, et même que la théorie juridique d'une certaine époque. L'an dernier, il a noté plusieurs défauts du Protocole, en particulier des parties concernant l'arbitrage et les sanctions. Mais, ce qui rendait le Protocole moins acceptable, c'était le fait qu'il était prématuré et qu'il était fondé sur une idée un peu trop unilatérale de la conservation de la paix. Un examen impartial de l'histoire montre que, si dans un certain nombre de cas, la guerre s'est déclenchée sans aucune raison pour la justifier, il existe d'autres cas non moins graves, où les nations ont recouru à la guerre pour des raisons profondes de nécessité sociale. On a dit que la guerre était un crime international; on ne doit pas oublier non plus qu'elle est également une maladie, et que la répression ne constitue pas le dernier mot qu'on puisse dire à ce sujet. La paix est sacrée, mais la vie et la civilisation des pays le sont également. La Société des Nations ne peut devenir le gardien de la paix mondiale que si elle parvient à éliminer les causes les plus essentielles et profondes de guerre, en encourageant l'esprit de fraternité parmi les peuples.

C'est pourquoi l'orateur estime que l'arbitrage conventionnel a actuellement plus de chance de succès qu'un règlement général et purement juridique des différends internationaux. On peut, par ce moyen, compléter et perfectionner le droit qui n'est pas encore arrivé à un degré suffisant d'évolution, pour s'imposer obligatoirement comme moyen de résoudre que les conflits d'ordre moral ou géographique.

Le représentant de l'Empire Britannique a signalé une différence essentielle entre la mentalité britannique, laquelle préfère procéder du particulier en général, et l'esprit latin qui aime les conceptions générales et la suite logique. M. Scialoja ne pense pas que de grands auteurs du droit latin aient suivi une voie différente de celle que décrit le délégué britannique en disant qu'elle conduit du particulier en général. La race latine a hérité de ses ancêtres un droit privé qui avait atteint un haut degré de perfection à travers le lent et pénible labeur des siècles et les principes généraux acquis de cette façon ont été employés bien souvent. Cependant, cela n'empêche pas la race latine de reconnaître le danger qu'il y a à considérer les principes historiques comme des vérités inébranlables, dont il n'est plus permis de douter.

Le chemin doit partir de l'arbitrage, pour mener à la justice internationale; c'est un chemin que l'Italie a suivi depuis longtemps. En effet, la dernière Assemblée a applaudi le traité entre l'Italie et la Suisse, qui, par son ampleur, peut servir de modèle.

En attendant, la Société des Nations doit continuer sa tâche. Par sa sagesse et son autorité morale, elle a souvent évité de graves conflits et rendu possible la coopération efficace de tous les Etats à la solution de questions générales de toutes natures. L'Assemblée a entendu avec joie les excellents résultats obtenus par les efforts de la Société dans la restauration de la Hongrie et de l'Autriche, et l'Italie, l'ancienne ennemie de l'Autriche, a donné et continuera à donner son appui le plus chaleureux à cette tâche.

by the Third Committee. He would accordingly submit the following resolution:

" The Assembly refers to the Third Committee the examination of the following questions which appear in Chapter 3 of the Report and Chapter 4 of the Supplementary Report to the Sixth Assembly on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly:

- "(1) Statistical information with regard to the traffic in arms, munitions and implements of war;
- "(2) The private manufacture of arms, munitions and implements of war."

The PRESIDENT said that at the close of the discussion the Assembly would be asked to take a decision on this draft resolution.

M. SCIALOJA (Italy) said that the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes had been approved by the Fifth Assembly amid general enthusiasm but had not been ratified by a large number of States, or even by all those States which had been its promoters. Must it be inferred that a magnificent dream had been unable to survive the test of reality? And was this reality as bad as some persons imagined? In any case the ideal was often the reality of the future.

It must not be forgotten, however, that present reality was the product of historical necessity, and that history was wiser than theory, wiser, even, than the legal theory of any particular period.

He had last year drawn attention to several defects in the Protocol, particularly of the portions dealing with arbitration and with sanctions. The circumstance, however, that made the Protocol least acceptable was that it was premature and based on an idea a little too one-sided concerning the preservation of peace. An impartial examination of history showed that, if in a certain number of cases war was started without any justifying reason, there were other cases not less grave in which nations had resorted to war for profound reasons of social necessity. It was said that war was an international crime. It must not be forgotten, however, that it was also a disease, and that repression was not the last word on the subject. Peace was sacred, but so also was the life and civilisation of nations. The League of Nations could only become the guardian of the peace of the world if it succeeded in eliminating the most essential and the deepest causes of war by encouraging a spirit of friendship among the nations.

For these reasons he believed that arbitration by agreement had at present more chance of success than a general and purely legal scheme for the settlement of international disputes. By this means it would be possible to complete and to perfect existing law, which had not yet arrived at a sufficient degree of evolution to be imposed compulsorily, as a means of settling all conflicts of a moral, demographical and geographical character.

The representative of the British Empire had referred to an essential difference between British mentality, which preferred to proceed from the particular to the general, and the Latin spirit, which liked general conceptions and logical consequences. He did not think that the great authors of the Latin law had followed a process different from that described by the British representative as one from the particular to the general. The Latin race had inherited from its ancestors a private law which had attained a high degree of perfection through the slow and painful labour of centuries, and the general principles thus acquired were often employed. This, however, did not hinder the Latin race from realising the danger of considering historic principles as indestructible truths which it was no longer permitted to doubt.

The path must be from arbitration towards international justice, and this was a path which Italy had for a long time followed. The last Assembly had, indeed, applauded the treaty between Italy and Switzerland, which, owing to its fullness, might well serve as a model.

Meanwhile, the League of Nations must continue its work. It had often prevented serious conflicts by its wisdom and its moral authority and had rendered possible the effective co-operation of all States in the solution of general questions of every character. The Assembly had heard with joy of the excellent results of the efforts of the League for the restoration of Hungary and of Austria, and Italy, the old enemy of Austria, had given and would continue to give to this work her most fervent support.



IV. DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGUÉS  
DE L'ASSEMBLÉE, LE 12 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu provisoire: septième séance.

Compte rendu provisoire: huitième séance.

Ordre du jour de l'Assemblée N° 5.

- A. 40 Question de l'esclavage: Mémoire du Gouvernement britannique sur la question des « Mui-Tsai » à Hong-Kong.
- A. 42 Organisation des Communications et du Transit: Rapport de M. Guani, adopté par le Conseil le 9 septembre 1925.
- A. 49 Bureau international du Travail: Virements dans le budget approuvés depuis la cinquième Assemblée.
- A. 51 Réduction et limitation des armements: Projet de résolution présenté par la Délégation des Pays-Bas à la séance du 11 septembre 1925.

V. ADJONCTION A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS

Chine: Suppléant: le Dr Tchéou Wei.

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS  
OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 12th, 1925.

Provisional Verbatim Record: Seventh Meeting.

Provisional Verbatim Record: Eighth Meeting.

Assembly Agenda No. 5.

- A. 40 Question of Slavery: Memorandum from the British Government on the subject of "Mui Tsai" in Hong-Kong.
- A. 42 Organisation for Communications and Transit: Report by M. Guani, adopted by the Council on September 9th, 1925.
- A. 49 International Labour Office: Transfers in the budget approved since the Fifth Assembly.
- A. 51 Reduction and Limitation of Armaments: Draft resolution, presented by the Netherlands delegation September 11th, 1925.

V. ADDITION TO THE LIST OF DELEGATES

China: Substitute: Dr. Tchéou Wei.

VIENT DE PARAÎTRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

## SON ŒUVRE

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

## ALBUM ILLUSTRÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Fr. 5.— (argent suisse)

### BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.

CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

COMMUNICATIONS ET TRANSIT.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25

Cent exemplaires . . . . . » 20.—

Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) et au Secrétariat. (Service de vente, Villa Beauregard).

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :

## A SURVEY

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

## ILLUSTRATED ALBUM

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

4/- \$1.00

### PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).

THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.

THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

HUMANITARIAN ACTIVITIES.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.

MANDATES.

MINORITIES.

INTELLECTUAL CO-OPERATION.

DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05

Per hundred . . . . . £1 4.00

The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**  
**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS**

**ARGENTINE**

Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

**AUTRICHE et ALLEMAGNE**

**AUSTRIA and GERMANY**

Rikola Verlag A.-G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

**BELGIQUE — BELGIUM**

Agence Dechenne, Messageries de la Presse S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

**BOLIVIE — BOLIVIA**

Flores, San Román y Cia, Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

**BRÉSIL — BRAZIL**

Livraria F. Briguier & Cie., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

**BULGARIE — BULGARIA**

Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 4a, SOFIA.

**CANADA**

League of Nations Society in Canada, 41-42 Carleton Chambers, OTTAWA.

**CHILI — CHILE**

Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

**COSTA-RICA**

Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**CUBA**

Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

**DANEMARK — DENMARK**

V. Pios Boghandel — Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

**ÉQUATEUR — ECUADOR**

Victor Janer, GUAYAQUIL.

**ESPAGNE — SPAIN**

Centro Editorial « Minerva », Tudescos 39-41, MADRID, E.12.

**ÉTATS-UNIS — UNITED STATES**

World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

**FINLANDE — FINLAND**

Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

**FRANCE**

Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI<sup>e</sup>.

**GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE, DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE**

**GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**

Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

**GRÈCE — GREECE**

Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

**GUATÉMALA**

J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10 a, Calle Oriente N° 5, GUATÉMALA.

**HAWAI — HAWAII**

Pan-Pacific Union, HONOLULU.

**HONDURAS**

Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**HONGRIE — HUNGARY**

Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.

**INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**

Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co. BATAVIA-WELTE-VREDEN.

**ITALIE — ITALY**

Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

**JAPON — JAPAN**

Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

**LETTONIE — LATVIA**

Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

**MEXIQUE — MEXICO**

Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

**NIGARAGUA**

Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**NORVÈGE — NORWAY**

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

**PANAMA**

Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

**PAYS-BAS — NETHERLANDS**

Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

**PÉROU — PERU**

Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

**POLOGNE — POLAND**

Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

**ROUMANIE — ROUMANIA**

« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

**SALVADOR**

Libreria Mata y Centell, SAN-SALVADOR.

**SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**

Librairie Parisienne, maison Marguet, M. Golbert, success., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.

**SUÈDE — SWEDEN**

C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.

**SUISSE — SWITZERLAND**

Librairie Payot & C<sup>ie</sup>, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

**TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**

Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

**URUGUAY**

Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

**VENEZUELA**

Luis Nieves, Oeste 8, N° 17, CARACAS.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

(Catalogue envoyé sur demande.)

Service de vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

*For other countries apply :*

(Catalogue sent on application.)

Publication Department (Sales Branch) of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 8. — MARDI 15 SEPTEMBRE 1925.

No. 8. — TUESDAY, SEPTEMBER 15th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	83
II. Dixième séance plénière de l'Assemblée. . . . .	84
III. Deuxième séance de la première Commission . . . . .	89
IV. Troisième séance de la deuxième Commission . . . . .	90
V. Restauration financière de l'Autriche: Exposé de M. Zimmerman . . . . .	92
VI. Troisième séance de la sixième Commission . . . . .	95
VII. Adjonction à la liste des Membres des Commissions . . . . .	97
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'As- semblée . . . . .	97

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 10 h. 45, dans la Salle de la Réformation.

### *Bureau de l'Assemblée.*

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 10 heures, dans la salle de la présidence (Salle de la Réformation).

### *Troisième Commission.*

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 15 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle F).

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	83
II. Tenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	84
III. Second Meeting of the First Committee . . . . .	89
IV. Third Meeting of the Second Committee . . . . .	90
V. Financial Reconstruction of Austria: Statement by M. Zimmerman . . . . .	92
VI. Third Meeting of the Sixth Committee . . . . .	95
VII. Addition to the List of Members of Committees . . . . .	97
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly. . . . .	97

## I. PROGRAMME OF MEETINGS.

### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 15th) at 10.45 a.m. in the Salle de la Réformation.

### *General Committee of the Assembly.*

There will be a meeting of the General Committee in the President's Room at the Salle de la Réformation to-day (Tuesday, September 15th) at 10 a.m.

### *Third Committee.*

The Third Committee will meet to-day (Tuesday, September 15th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

*Quatrième Commission.*

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 15 heures, au Bureau du Secrétariat (Salle B).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre) à 15 heures, au Bureau du Secrétariat (Salle E).

*Sixième Commission: Première Sous-Commission (Esclavage).*

La première Sous-Commission (Esclavage) de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 16 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle C).

*Conseil.*

Le Conseil se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 15 heures, au Bureau du Secrétariat (Salle C).

*Commission de contrôle.*

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (mardi 15 septembre), à 10 heures, dans la Salle de la Réformation (Salle 18).

II. DIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le lundi, 14 septembre 1925, à 10 h. 30.

*Rapport sur l'œuvre du Conseil. (Suite de la discussion.)*

M. BUERO (Uruguay) déclare que son pays a suivi avec un vif intérêt les efforts tentés en vue du règlement arbitral des différends internationaux. L'arbitrage obligatoire est la base même de la politique internationale de l'Uruguay, et ce principe est expressément énoncé dans la Constitution du pays.

C'est en s'inspirant du même principe que l'Uruguay a conclu de nombreux traités, aussi bien avec les grandes puissances européennes qu'avec les nations sœurs de l'Amérique latine. C'est pourquoi la délégation uruguayenne est heureuse de donner son adhésion aux propositions soumises à l'Assemblée par M. Motta, délégué de la Suisse, et par M. Undén, délégué de la Suède.

Au point de vue uruguayen, l'arbitrage obligatoire est le noyau du Protocole de Genève. L'arbitrage a fait l'objet de débats très importants aux conférences panaméricaines, notamment à la cinquième Conférence, qui a eu lieu en 1923, à Santiago, et où l'Uruguay s'est rangé parmi les champions de l'arbitrage obligatoire sans aucune limitation.

Les Etats de l'Amérique latine se sont liés entre eux par des traités d'arbitrage en parfait accord avec le principe du Protocole, et il est permis d'espérer que le développement systématique de pactes régionaux d'arbitrage servira à atteindre les mêmes buts dont on poursuit la réalisation au moyen du Protocole. La politique internationale des pays de l'Amérique latine peut être envisagée comme une application continentale des principes du Protocole.

Cependant, les traités d'arbitrage ne suffisent pas à l'organisation complète de la vie internationale au point de vue juridique. Il est difficile de concevoir une organisation des peuples sans une justice internationale. A cet égard, on ne saurait nier l'importance toujours croissante que prend la Cour permanente, qui constitue l'effort constructif le plus considérable, au point de vue juridique, qui ait été tenté jusqu'à présent. Une Cour universellement respectée, une opinion publique internationale suffisamment éclairée par la connaissance des débats et des différends internationaux, un droit international codifié autant que possible en tenant compte du génie juridique des différents peuples, tels sont les éléments fondamentaux d'une organisation internationale.

Il est nécessaire d'obtenir des adhésions nombreuses à la Cour permanente et à la clause d'arbitrage obligatoire. L'Uruguay est le seul Etat de l'Amérique latine qui ait approuvé le Statut de la Cour et les dispositions facultatives sous leur forme la plus libérale.

Le Statut de la Cour est toutefois susceptible d'adaptations qui le rendraient plus conforme aux réalités internationales, et des voix autorisées ont préconisé certains amendements,

*Fourth Committee.*

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 15th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday, September 15th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

*Sixth Committee: First Sub-Committee (Slavery).*

The First Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-day (Tuesday, September 15th) at 4.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Council.*

The Council will meet to-day (Tuesday, September 15th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Supervisory Commission.*

The Supervisory Commission will meet to-day (Tuesday, September 15th) at 10 a.m. in the Salle de la Réformation (Room 18).

II. TENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Monday, September 14th, 1925, at 10.30 a.m.

*Report on the Work of the Council (Continuation of the Discussion).*

M. BUERO (Uruguay) said that his country followed with great interest the efforts made with a view to the settlement of international disputes by arbitration. Compulsory arbitration was the basis of the international policy of Uruguay, a principle which was formally embodied in the Constitution of Uruguay.

Inspired by the same principles, Uruguay had entered into numerous treaties with the Great Powers as well as with the sister nations of Latin America. His delegation was happy, therefore, to support the proposals which had been submitted to the Assembly by M. Motta, delegate of Switzerland, and M. Undén, delegate of Sweden.

In the opinion of Uruguay, compulsory arbitration was the kernel of the Protocol of Geneva. Arbitration had been the subject of very important discussions at Pan-American Congresses, particularly at the Fifth Congress, which had been held in 1923 at Santiago, in which Uruguay had taken her place among the champions of compulsory arbitration without any limitation.

The States of Latin America were mutually bound by arbitration treaties which were in perfect agreement with the principles of the Protocol, and it was hoped that by a systematic development of regional arbitration agreements it would be possible to achieve the same objects as those for which the Protocol had been designed. The international policy of the Latin-American countries might be regarded as a continental application of the principles of the Protocol.

Treaties of arbitration, however, were not sufficient for a complete organisation of international life from a legal point of view. It was difficult to conceive of an association of peoples without some organised form of international justice, and in this connection no one could deny the continually increasing importance of the Permanent Court, the most considerable constructive effort from the legal point of view which had hitherto been attempted. The fundamental elements of an international organisation were a court universally respected, an international public opinion sufficiently enlightened by acquaintance with international discussions and disputes, and an international law codified as far as possible with due regard to the legal peculiarities of the various nations.

It was necessary to obtain numerous adhesions to the Permanent Court and to the compulsory arbitration clause. Uruguay was the only State of Latin-America which had approved the Statute of the Court and the optional provisions in their most liberal form.

The Statute of the Court was, however, capable of adaptations which would bring it more closely into agreement with international realities, and certain high authorities had suggested

certaines ajustements en vue de rendre plus aisées des adhésions futures. C'est dans cet esprit que la délégation de l'Uruguay a l'honneur de proposer le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée prie le Conseil de bien vouloir entreprendre une étude approfondie du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en tenant compte des travaux et de l'expérience de la même Cour, ainsi que des opinions émises dans les Parlements, milieux scientifiques et autres, en vue que sa juridiction soit plus universellement adoptée. »

Le PRÉSIDENT déclare que l'Assemblée sera invitée, à la clôture du débat en cours, à se prononcer sur ce projet de résolution.

Le comte APPONYI (Hongrie) rappelle les résultats importants obtenus dans la reconstruction financière de la Hongrie grâce à la collaboration du Comité financier et du Conseil, grâce aussi à la sympathie unanime de l'Assemblée: au lieu du déficit de 100 millions de couronnes-or, prévu dans le plan du Comité financier, on est en présence d'un excédent de 60 millions. Un tel résultat a été obtenu non seulement grâce à la collaboration de conseillers éminents, au premier rang desquels doit être mis M. Smith, Commissaire général de la Société, mais encore à celle du peuple hongrois lui-même, qui a témoigné d'une bonne volonté et d'un esprit de sacrifice qui prouvent son patriotisme et sa ferme volonté de vivre.

Le problème des minorités est aussi brûlant cette année que l'an passé. Toutefois, comme l'an passé, le délégué de la Hongrie s'abstiendra de mentionner des cas particuliers ou de formuler des accusations, pour que l'atmosphère reste pure autant que possible et exempte de tout esprit d'antagonisme. Si toute la bonne volonté et la compétence du Conseil n'ont encore pu donner des résultats de nature à tranquilliser les 40 millions de citoyens que représentent les minorités, cela tient, semble-t-il, à la défectuosité de la procédure, et la délégation hongroise croit être en droit de présenter à ce sujet ses observations, puisque cette question de procédure est traitée dans un rapport du Conseil.

La procédure devant le Conseil aurait besoin d'être complétée sur trois points, qui ont d'ailleurs été déterminés par l'Union des Associations pour la Société des Nations :

1° Les pétitions d'une certaine provenance, émanant d'organisations suprêmes des églises ou des institutions culturelles et économiques des pays, peuvent et doivent être examinées d'emblée par le Conseil; le rejet pur et simple, sans aucun examen, de pétitions semblables provoquerait une certaine inquiétude parmi les minorités.

2° A toutes les étapes de la procédure, les représentants des pétitionnaires devraient pouvoir être entendus et exposer leurs motifs, dans des conditions ressemblant à la procédure contradictoire; sans doute, le Conseil a un pouvoir discrétionnaire en cette matière et en use à bon escient, mais des règles fixes inspireraient une plus grande confiance aux masses lointaines des populations minoritaires.

3° Chaque fois qu'une question de droit est soulevée à la demande d'une des parties, le recours à l'avis consultatif de la Cour permanente devrait être obligatoire; cette suggestion ne contient aucune intention de critique, elle est seulement l'énoncé d'un principe reconnu par tout le monde, et suivant lequel la compétence pour déclarer le droit dans un cas litigieux appartient, non pas aux corps politiques, mais aux Cours institués spécialement à cet effet.

Pour finir sur ce sujet, une remarque d'ordre général: l'insistance sur le sort des minorités, pas plus qu'elle n'est une marque de méfiance à l'égard du Conseil, n'est un acte d'hostilité envers les pays auxquels sont rattachées des minorités considérables. Elle est tout autant dans l'intérêt de leur consolidation intérieure que de la paix et de la tranquillité du monde.

A propos du Protocole, le délégué de la Hongrie rappelle qu'il avait, l'an passé, donné son adhésion uniquement pour son compte personnel, n'ayant pas reçu de son gouvernement pouvoir de parler en son nom. Le Gouvernement hongrois étudiait attentivement le Protocole lorsque le changement de gouvernement britannique et l'attitude du Gouvernement britannique

certain amendments and adjustments with a view to facilitating future adhesions to the Court. With this object in view, the delegation of Uruguay would venture to propose the following draft resolution:

"The Assembly requests the Council to undertake a detailed examination of the Statute of the Permanent Court of International Justice, taking into account the work and experience of the Court and the views expressed in Parliaments and scientific and other circles, with a view to the jurisdiction of the Court being more widely adopted."

The PRESIDENT said that the Assembly would be asked at the close of the present discussion to take a decision on this draft resolution.

Count APPONYI (Hungary) referred to the important results obtained in the financial reconstruction of Hungary, thanks to the collaboration of the Financial Committee and of the Council and to the unanimous sympathy of the Assembly. In place of the deficit of one hundred million gold crowns contemplated in the scheme of the Financial Committee, there was actually a surplus of sixty millions. Such a result had been obtained owing not only to the collaboration of eminent experts, among whom Mr. Smith, Commissioner-General of the League, must be prominently mentioned, but even more to the assistance given by the Hungarian people, which had shown a good will and a spirit of sacrifice which proved its patriotism and its strong will to survive.

The problem of the minorities was as critical now as it was last year. The Hungarian delegation, however, would, as on the occasion of last year, abstain from mentioning any particular cases or from bringing forward any accusation, in order that the atmosphere might remain as clear as possible and free from any spirit of antagonism. If all the good will and competence of the Council had not been able to secure results calculated to calm the minds of the forty million citizens forming the minorities, this was due, it appeared, to defects in the procedure, and the Hungarian delegation thought it right to present its observations on this subject as the question of procedure was dealt with in a report of the Council.

The procedure before the Council needed to be completed in regard to three points which had been defined by the Union of the Associations for the League of Nations:

1. Petitions from the higher organisations of the churches or of the educational and economic institutions of a country could and should be examined at once by the Council. The rejection pure and simple, without examination, of such petitions would give rise to a certain anxiety among the minorities.

2. At every stage of the procedure, the representatives of the petitioners should have an opportunity of being heard and of explaining their views under conditions enabling evidence to be given on either side. Doubtless the Council had a discretionary power in this matter and used it intelligently, but fixed rules would inspire greater confidence in the distant masses of the minority populations.

3. Every time that a question of law was raised at the request of one of the parties, recourse to the advisory opinion of the Permanent Court should be compulsory. This suggestion was not made with any intention of criticising the present procedure but was merely the statement of a principle recognised by the whole world, according to which the competence to lay down the law in a legal case belonged not to political bodies but to the courts especially set up for this purpose.

He would conclude his remarks on this subject by an observation of a general character. Insistence on the position of the minorities was not a sign of any want of confidence in the Council, nor was it an act of hostility towards the countries to which considerable minorities were attached. Such insistence was as much in the interests of the internal consolidation of these countries as in the interests of the peace and tranquillity of the world.

In regard to the Protocol, he would remind the Assembly that he had last year signified his adherence only so far as he was personally concerned, as he had not received from his Government any powers to speak on its behalf. The Hungarian Government had been carefully studying the Protocol when the change of government in Great Britain had taken place.

actuel dans cette question ont modifié de fond en comble la question. L'unanimité n'existant plus, le Gouvernement hongrois estime qu'il n'appartient pas à la Hongrie, en raison de sa situation dans la famille des Nations, de prendre fait et cause dans un débat ouvert entre les plus grandes Puissances du monde. Au cours d'une discussion passionnante, M. Chamberlain et M. Paul-Boncour, si représentatifs l'un et l'autre de leurs patries respectives, ont soutenu deux thèses opposées avec une égale compétence. Le délégué de la France estimait que la multiplication d'accords spéciaux pourrait aboutir pratiquement au résultat auquel visait le Protocole.

Par la suite, le premier délégué de la Tchécoslovaquie a fait observer qu'il faudra beaucoup de temps avant que tous ces arrangements partiels, par leur nombre et par leur coordination, représentent un arrangement équivalent au Protocole. Le délégué de la Hongrie approuve cette manière de voir, et même ne voit pas aujourd'hui la possibilité, dans la partie de l'Europe à laquelle il appartient, de pareils arrangements régionaux, embrassant toutes les nations. Comme M. Benès, mais jugeant de l'autre côté du fossé, le délégué de la Hongrie voit de grands empêchements à ce que les nations antagonistes puissent conclure entre elles des arrangements régionaux et spéciaux. On arriverait avec tant de retard à un Pacte universel que, si l'on restait sur ce terrain, l'opinion publique de l'Europe estimerait que la Société des Nations a renvoyé aux calendes grecques la question du désarmement, en laquelle se résume toute la tâche de cette institution.

Le projet de résolution du premier délégué de l'Espagne constitue plutôt une proposition d'attente, notamment dans son dernier alinéa, relatif à la préparation d'une conférence pour la réduction des armements. Il ne semble pas que l'on puisse faire œuvre utile sur ce terrain. Le moment actuel est un point critique dans le développement de la Société et de son crédit auprès des peuples.

Il y a entre le Protocole et le Pacte cette différence radicale que le Pacte admet dans certains cas la légitimité de la guerre, que le Protocole, au contraire, a entrepris d'abolir une fois pour toutes. Devant les divergences d'opinion qui se manifestent, la Hongrie n'a pas à prendre parti entre deux nations qu'elle admire également. Toutefois, et bien que l'évolution de la Hongrie ait été absolument indépendante, il est notoire que son évolution constitutionnelle ressemble, dans un cadre beaucoup plus restreint, à l'évolution britannique. Le premier document constitutionnel de la Hongrie, la Bulle d'Or du Roi André, n'est postérieur que de sept années à la Grande Charte anglaise, qui n'est que la rédaction de libertés et de principes déjà existants mais qui avaient été violés. La Hongrie a procédé de la même manière, par étapes, faisant toujours face à l'abus qui se produisait. Le premier délégué britannique a rappelé que, depuis 250 ans, il ne s'était pas produit de mouvement révolutionnaire dans son pays; de même, la révolution constitutionnelle hongroise se distingue par une continuité qui a traversé dix siècles et qui dure encore. D'un autre côté, la France, glorieuse avant-garde de tous les progrès humains, qui n'a pas hésité à traverser elle-même les phases douteuses de l'expérience, vient apporter à l'humanité un nouveau principe d'émancipation générale.

Partagée entre ces deux admirations, il n'est pas permis à la Hongrie de se prononcer pour l'un ou pour l'autre. Mais le résultat auquel elle voudrait contribuer, c'est à faire que la situation actuelle ne soit pas une impasse en ce qui concerne la question essentielle du désarmement.

Pour les Hongrois, le mot de désarmement évoquait jusqu'ici le désarmement unilatéral auquel ils ont été contraints. Par contre, la question de la réduction générale des armements signifie pour ce peuple la cessation d'une situation intolérable. Pour eux, ce n'est pas la sécurité qui a devancé le désarmement mais c'est le désarmement seulement qui leur donnera la sécurité. Aussi la délégation hongroise s'efforcera-t-elle d'obtenir qu'un pas en avant soit fait, qui donne au monde l'assurance que l'Assemblée ne traite pas la question du désarmement par des phrases. Puisque l'on ne saurait convoquer une conférence générale du désarmement sans que soit assurée au préalable la sécurité, il faut engager dès aujourd'hui les travaux préparatoires pour que, le moment venu, la Conférence du désarmement

The attitude of the present British Government towards this question had completely modified the problem. As unanimity no longer existed, the Hungarian Government did not think it was advisable for Hungary, owing to her position among the nations, to take any active part in a discussion which was proceeding between the greatest Powers of the world. During a vehement debate, Mr. Chamberlain and M. Paul-Boncour, representing their respective countries in so striking a manner, had supported two opposing theses with an equal confidence.

The delegate of France had thought that the multiplication of special agreements might result in achieving the objects aimed at by the Protocol.

Subsequently, the delegate of Czechoslovakia had observed that time would be necessary before all these partial agreements from their number and co-ordination could represent an arrangement equivalent to the Protocol. He agreed with this point of view, and he did not at present see any possibility in that part of Europe to which he belonged of attaining similar regional agreements embracing all the nations concerned.

Looking at the matter in the same way as M. Benès, but from an opposite aspect, he thought that there were serious obstacles in the way of hostile nations being able to complete among themselves regional and special agreements. There would be so considerable a delay in achieving a universal pact that the problem continued to be considered upon this basis, European public opinion would feel that the League of Nations had referred the question of disarmament to the Greek kalends, and it was a question which in a sense resumed the whole task of the League.

The draft resolution submitted by the Spanish delegation was in the nature of a proposal to await the issue. This was particularly true of its final paragraph, which dealt with the preparation of a conference for the reduction of armaments. It did not seem that useful work could be done upon this basis. The present moment was critical for the development of the League and for its credit among the nations.

There was a radical difference between the Protocol and the Covenant in that the Covenant in certain cases admitted the legitimacy of war, whereas the Protocol had, on the contrary, endeavoured to abolish war once and for all. Hungary, in view of the difference of opinion which had arisen, did not feel called upon to assume any definite attitude as between two great nations which it equally admired. It was notorious, however, that, although the evolution of Hungary had been absolutely independent, its constitutional development resembled, within a much more limited framework, the development of the British Empire. The first constitutional document of Hungary—the Golden Bull of King Andrew—was issued only seven years later than the English Magna Charta, which was no more than a charter of liberties and principles already admitted but notoriously violated. Hungary had proceeded in the same gradual manner as England, dealing always with abuses as they arose. The British delegate had reminded the Assembly that for two hundred and fifty years there had not been any revolutionary movement in his country. The constitutional development of Hungary was similarly distinguished by a continuity which had been unbroken for ten centuries and which still endured. France, on the other hand, in the van of human progress, had not hesitated to take the hazardous path of experiment and had succeeded in introducing for humanity a new principle of general emancipation.

It was not possible for Hungary, whose admiration was divided between these two great nations, to take a decision in favour of one or the other process. The result to which Hungary desired to contribute was that the present situation should not become an *impasse* so far as the essential question of disarmament was concerned.

For Hungary the word "disarmament" had so far meant a one-sided disarmament, which had been forced upon the Hungarian people. The question of a general reduction of armaments, on the contrary, meant for Hungary the end of an intolerable position. For Hungary there was no question of security going before disarmament. It was, on the contrary, only disarmament which could give her security. The Hungarian delegation would, therefore, endeavour to secure a step in advance, calculated to assure the world that the Assembly was not dealing with the question of disarmament by means of empty phrases. Since it seemed impossible to convene a general conference on disarmament without previously dealing with the problem of security, it was necessary to begin

puisse être saisie de la question tout entière et prendre une décision sans délai.

C'est pourquoi le délégué de la Hongrie propose de substituer, au dernier alinéa de la proposition espagnole, le texte ci-après, qui serait renvoyé à la Commission chargée d'examiner ladite proposition :

« ... et invite le Conseil à étudier, dès à présent, les plans de la réduction générale des armements au sens de l'article 8 du Pacte, et préparer en même temps l'organisation d'une conférence en vue de la réduction des armements, afin que cette conférence puisse être convoquée et puisse se mettre à l'œuvre sans délai, dès que le Conseil et l'Assemblée estimeront que les conditions de sécurité dont dépend le succès de la Conférence sont remplis.

« Le Conseil est invité à faire un rapport à la septième Assemblée sur l'état des travaux entrepris en exécution de la présente recommandation. »

Alors que la proposition espagnole laissait le Conseil et l'Assemblée attendre les événements, le présent amendement, précisant que les travaux préparatoires doivent commencer sans délai, donnera à l'opinion publique de l'Europe des garanties de la volonté de réalisation de l'Assemblée.

Le premier délégué de l'Empire Britannique a affirmé sa foi en l'efficacité des forces morales. Sans doute, mais encore ces forces morales doivent-elles être opérantes. Dirigées dans un mauvais sens, elles peuvent être aussi bien destructives que constructives. Tous veulent le règne de la justice et répudient le règne de la force, car il n'y a aucune corrélation entre une préparation militaire et la justesse d'une cause. Mais s'il y a accord théorique pour faire régner la justice, il y a un désaccord profond entre divers pays d'Europe sur ce qu'est la justice. La paix ne sera assurée que lorsque ce désaccord aura disparu, mais cela ne peut se faire ni par la force, ni par la simple prédication. Que faire donc ? Donner du temps pour que puisse se produire cette évolution psychologique, qui peu à peu fera disparaître ou atténuera le désaccord, et c'est pourquoi le délégué de la Hongrie avait adhéré au Protocole.

En terminant, le délégué de la Hongrie insiste pour que l'on fasse disparaître toute distinction juridique dans la situation des différentes nations. Tant qu'il existe un droit pour les uns et un droit pour les autres, ce n'est pas la paix, c'est un armistice. Il faut accroître la confiance en l'œuvre de la Société, confiance qui subit en ce moment une crise redoutable.

M. GALVANAUSKAS (Lithuanie) déclare que le système actuellement en vigueur pour la protection des minorités, tout en rendant de grands services à l'humanité, souffre d'un défaut qu'il serait très dangereux de refuser à reconnaître plus longtemps. Il limite la souveraineté d'un certain nombre d'Etats seulement, alors que la justice exige que la protection des minorités entraîne les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous les Membres de la Société des Nations.

La Lithuanie reconnaît pleinement que la partie du droit intérieur public concernant les minorités nécessite le contrôle de la garantie de la Société, mais elle est également persuadée que ce contrôle et cette garantie ne sont admissibles que s'ils s'appliquent à tous les membres de la Société. Sinon, il en résulte des conséquences regrettables du point de vue politique et il ne peut exister aucune unité morale entre les Membres de la Société tant que la souveraineté de certains d'entre eux est limitée et reste intacte chez les autres. Il propose donc qu'on élabore une déclaration générale sur la protection des minorités affirmant le principe de l'égalité des droits et des devoirs pour tous les Membres de la Société des Nations. Une telle déclaration serait conforme à la résolution adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1922, aux termes de laquelle les Etats qui ne seraient liés par aucune obligation légale au sujet des minorités devraient cependant observer dans le traitement de leurs minorités le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités de minorités.

La vingt et unième Conférence interparlementaire a déjà promulgué sur les droits et devoirs des minorités une déclaration

at once the preparatory work, so that, when the time arrived a conference on disarmament might be able to deal with the problem in its entirety and take a decision without delay.

For this reason he would propose to substitute in place of the last paragraph of the Spanish proposal the following text, for reference to the committee entrusted with the examination of the Spanish proposal :

“ And invites the Council forthwith to consider plans for a general reduction of armaments in accordance with Article 8 of the Covenant, and at the same time to make preparatory arrangements for a conference on the reduction of armaments, such conference to meet and to begin its work without delay, as soon as, in the opinion of the Council or of the Assembly, those conditions of security are fulfilled on which the success of the conference must depend.

“ The Council is invited to report to the Seventh Assembly on the progress of the work undertaken in execution of the present resolution.”

Whereas the Spanish proposal meant that the Council and the Assembly would await events, the present amendment, which laid down that the preparatory work should be started without delay, would give public opinion in Europe some guarantee that the Assembly really desired to deal with the question.

The British delegate had affirmed his faith in the effectiveness of moral forces. Moral forces were doubtless of importance, but these moral forces must be given some means whereby they could operate. Badly directed, they might be destructive, just as they might be constructive. All desired that the reign of justice should be established and repudiated the reign of force, for it was recognised that there was no correspondence between military preparation and the justness of a cause. But, though there was a theoretical agreement to the effect that justice should be enabled to prevail, there was a profound disagreement between the various countries of Europe as to the nature of the justice which was desired. Peace would only be assured when this disagreement had been removed, and this could be done neither by force nor by the proclaiming of a doctrine. What, therefore, was it possible to achieve ? Time might be given for the evolution of a psychological movement which would gradually cause this disagreement to disappear or to become attenuated. For this reason the Hungarian delegation had adhered to the Protocol.

He would insist finally that all legal distinctions as between the various nations should disappear. So long as there existed one sort of justice for one party and another sort of justice for other parties, there could be no question of peace; the result would be merely an armistice. It was necessary to increase public confidence in the work of the League, and at the present moment this confidence was gravely threatened.

M. GALVANAUSKAS (Lithuania) said that the system in force at the moment for the protection of minorities, while of great service to humanity, suffered from a defect which it would be very dangerous to refuse any longer to recognise. The system limited the sovereignty of a certain number of States only, while in justice the protection of minorities implied the same rights and duties for all Members of the League. Lithuania fully agreed that the part of public international law connected with minorities necessitated the control and guarantee of the League, but she was equally convinced that such control and guarantee were only admissible provided that they were applied to all Members of the League. If that were not so, unfortunate consequences from a political point of view resulted, and there could be no moral unity between Members of the League while the sovereignty of some was limited while that of others remained untouched. He would therefore propose that a general declaration in regard to the protection of minorities, affirming the same rights and duties for all Members of the League, should be drawn up. Such a declaration would be in accordance with the resolution adopted by the Assembly on September 21st, 1922, to the effect that States under no legal obligations in regard to minorities should, nevertheless, observe at least the same degree of justice and tolerance towards their own minorities as was required by the Minorities Treaties.

The Twenty-first Conference of the Inter-Parliamentary Union had already drawn up a declaration of the rights and



qu'elle désirerait transmettre à la Société des Nations en vue de l'élaboration d'une Convention générale entre les Etats sur la base des principes énoncés dans la déclaration.

M. Galvanuskas propose que l'on crée une sous-commission chargée d'élaborer un projet de convention générale entre tous les Etats membres de la Société des Nations fixant leurs droits et devoirs communs envers les minorités.

Il soumet donc le projet de résolution suivante :

« La délégation lithuanienne propose à la sixième Assemblée de la Société des Nations de créer une commission spéciale chargée d'élaborer le projet d'une convention générale entre tous les Etats membres de la Société des Nations, fixant leurs droits et devoirs communs envers les minorités. »

Quant à la tâche générale que la Société des Nations effectue pour obtenir la paix internationale, il fait observer que les garanties demandées par les petites nations ne se rattachent pas à telle ou telle conception latine ou anglo-saxonne; elles s'associeront toujours à tout effort tenté pour la réalisation d'une juste paix, car sans la justice le désarmement moral est impossible à effectuer. Ce n'est pas la paix toute seule, mais la paix établie sur la justice qui doit être l'idéal de la Société.

M. KALFOFF (Bulgarie) au nom de son gouvernement, félicite le Conseil et le Secrétariat pour la somme de travail accompli, telle qu'elle émane du rapport dont est saisie l'Assemblée.

Les questions de désarmement et de sécurité sont encore au premier plan du programme; à ce sujet, il voudrait communiquer à l'Assemblée l'opinion de son pays, qui, l'on doit s'en souvenir, est passé par de terribles périodes de crises et désire ardemment la paix et l'entente avec tous les peuples.

Le Gouvernement bulgare estime que le Protocole de Genève a trouvé une heureuse solution aux grandes questions de sécurité et de désarmement, mais cela ne signifie pas que l'Assemblée soit dans l'impossibilité de trouver d'autres méthodes capables de surmonter les difficultés actuelles et arriver ainsi à une solution satisfaisante.

Cependant, sa préférence ira toujours à un Pacte général, qui, garantissant la sécurité par l'arbitrage obligatoire, sera la meilleure méthode pour amener un désarmement général. La délégation bulgare approuve donc la résolution présentée à cet effet, et le Gouvernement renouvellera son adhésion à la clause facultative sur la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.

La solution contenue dans les traités de paix n'est évidemment pas la meilleure puisque les peuples cherchent encore la paix. Cependant, ces traités contiennent une création d'une grande importance: la Société des Nations. La solidarité internationale ne sera réalisée que le jour où tous les peuples sentiront qu'ils sont assurés d'avoir des droits égaux à une existence libre et heureuse.

Il parle au nom d'un peuple jeune, qui, complètement désarmé et possédant des forces à peine suffisantes pour maintenir l'ordre à l'intérieur, met un fervent espoir dans la Société des Nations. Il espère que la sécurité sera garantie à son pays et que le reste du monde remplira les engagements qu'il a solennellement pris en procédant au désarmement.

En outre, la Bulgarie espère obtenir le libre accès à la mer qui lui a été formellement promis et qui est d'une importance vitale pour sa prospérité économique. Elle a le ferme espoir que le droit des minorités, qui fut également garanti d'une manière solennelle par les traités de paix, deviendra une réalité. La seule solution de ce problème angoissant, c'est l'octroi aux minorités d'un régime qui leur garantisse un régime de citoyens libres. Les auteurs des traités de paix ont minutieusement défini ce régime et l'ont imposé aux signataires. La Bulgarie a donné son acceptation car elle considérait que ce régime assurait une vie libre aux minorités, mais son espoir a été déçu. Sept ans après l'entrée en vigueur des traités garantissant les droits des minorités, aucun progrès n'a été réalisé. La situation est même pire qu'auparavant. Tout en rendant pleine justice aux efforts de la Société et à la bonne volonté du Conseil, M. Kalfoff ne peut pas s'empêcher d'insister sur les piètres résultats obtenus.

A l'Assemblée précédente, les délégués de la Bulgarie et de Grèce, assistés du Conseil et du Secrétariat, avaient élaboré deux protocoles pour la protection des minorités dans leur pays; mais la Grèce ne les a pas ratifiés, et cela a causé une

duties of minorities, which it desired to have transmitted to the League of Nations with a view to the drafting of a general convention based on the principles contained in it.

He would propose that a Sub-Committee should be appointed to draft a general convention for adoption by all Members of the League fixing their common rights and duties towards minorities.

He accordingly submitted the following resolution:

"The Lithuanian delegation proposed that the Sixth Assembly of the League should set up a special committee to prepare a draft general convention to include all the States Members of the League of Nations and laying down their common rights and duties in regard to minorities."

In regard to the general work which the League was doing towards the achievement of international peace, he would point out that the guarantees asked for by small nations did not necessarily correspond either to the Latin or to the Anglo-Saxon point of view. The small nations would always second any effort made to secure a just peace, for, without justice, moral disarmament was impossible of achievement. Not peace but peace with justice should be the goal of the League.

M. KALFOFF (Bulgaria), on behalf of the Bulgarian Government, congratulated the Council and the Secretariat on the amount of work accomplished, as shown by the report before the Assembly.

Questions of disarmament and security still occupied the forefront of the Assembly's programme. In regard to this he wished to communicate to the Assembly the views of his country, which, it should be remembered, had passed through terrible times of crisis and ardently desired peace and a good understanding with all peoples. The Bulgarian Government was of the opinion that the Geneva Protocol had found a happy solution for the great questions of security and disarmament, but this did not mean that the Assembly could not find other methods which would surmount present difficulties and thus achieve a satisfactory solution. The Bulgarian Government, however, would always desire a general pact which, by guaranteeing security by means of compulsory arbitration, would be the easiest method of bringing about a general disarmament. The Bulgarian delegation, therefore, agreed with the resolution submitted to this effect, and the Bulgarian Government would renew its adherence to the optional clause concerning the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

The solution contained in the Peace Treaties was obviously not the best, since peoples were still seeking peace. The Treaties contained, however, one great achievement: the League of Nations. International solidarity would only be achieved when all peoples felt that they were assured an equal right to a free and happy existence.

He spoke in the name of a young people, completely disarmed and possessing scarcely sufficient forces to maintain internal order, which placed fervent hopes in the League. He hoped that security would be granted to Bulgaria and that the rest of the world would fulfil the engagements that they had solemnly undertaken by proceeding to disarm.

Bulgaria further hoped to obtain free access to the sea, which had been formally promised to her and which was of vital importance to her economic prosperity.

She trusted that the rights of minorities, also solemnly guaranteed by the Peace Treaties, would become a reality. The only solution of this acute problem was to grant minorities a régime which would guarantee them the life of free citizens. The authors of the Peace Treaties had very carefully defined this régime and had imposed it on the signatories. Bulgaria had accepted it because she considered that it guaranteed freedom to minorities, but her hopes had been dashed. Seven years after the entry into force of the treaties guaranteeing the rights of minorities, no advance had been made. Things were, indeed, even rather worse than before. While making full allowance for the efforts made by the League and for the good will shown by the Council, he could not but emphasise the poor result achieved.

At the previous Assembly the delegates of Bulgaria and Greece had, with the assistance of the Council and the Secretariat, drawn up two protocols for the protection of minorities in those countries; but Greece had not ratified them, and this

grande amertume en Bulgarie qui a senti que cette attitude du Gouvernement grec n'était pas de nature à faciliter les efforts du gouvernement bulgare pour améliorer la situation de la minorité grecque en Bulgarie. Ainsi que M. Kalfoff l'a déclaré à plusieurs reprises, la Bulgarie estime que les droits des minorités ne pourront être sauvegardés que le jour où le Conseil assumera la tâche de les protéger, et elle espère que ce jour est proche.

*Rectification du projet de résolution présenté par le délégué de Salvador.*

Le PRÉSIDENT communique le texte de l'amendement suivant présenté par la délégation du Salvador au projet de résolution qu'elle avait déposé à la séance du 12 septembre (voir *Journal de l'Assemblée* N° 7, page 79):

« L'Assemblée renvoie à la troisième Commission l'étude des questions suivantes figurant aux chapitres 3 du rapport et 4 du rapport supplémentaire à l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée:

- « Renseignements statistiques au sujet du commerce des armes, munitions et matériels de guerre.
- « Fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.
- « *Annuaire de renseignements généraux et statistiques sur les armements des différents pays.* »

*Propositions de la délégation chinoise.*

Le PRÉSIDENT dépose devant l'Assemblée le projet de résolution suivant proposé par la délégation chinoise:

- « L'Assemblée, profondément intéressée par la suggestion faite par la délégation chinoise, touchant la possibilité d'appliquer l'article 19 du Pacte à la situation actuelle en Chine;
- « Heureuse d'apprendre qu'une Conférence des Etats intéressés doit bientôt avoir lieu en Chine en vue d'examiner les questions soulevées,
- « Exprime le vœu qu'une solution satisfaisante leur soit apportée à une date prochaine. »

III. DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa deuxième séance lundi 14 septembre, sous la présidence de M. SCIALOJA (Italie).

La Commission aborde l'examen des questions portées à son ordre du jour:

1<sup>o</sup> Proposition d'amendement à l'article 16 du Pacte formulée par le Gouvernement britannique.

La Commission, après avoir entendu plusieurs orateurs exposer des avis en sens divers, a décidé de nommer une sous-commission pour étudier les différents points de vue développés devant elle. Cette sous-commission est composée de:

- M. ROLIN (Belgique).
- M. Raul FERNANDES (Brésil).
- Sir Cecil HURST (Empire britannique).
- M. DE PALACIOS (Espagne).
- M. LIMBURG (Pays-Bas).
- M. MOTTA (Suisse).

2<sup>o</sup> Proposition présentée à la cinquième Assemblée par la délégation des Pays-Bas, concernant les réponses du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923.

M. LIMBURG (Pays-Bas) rappelle les origines de la proposition et expose que désireuse de faciliter une étude éventuelle, la délégation des Pays-Bas propose à la Commission d'adopter la résolution suivante:

« L'Assemblée prie le Conseil d'inviter les gouvernements des Etats membres qui trouveraient dans le rapport

had caused much bitterness in Bulgaria, which felt that the action of the Greek Government had not been of such a nature as to facilitate the efforts made by the Bulgarian Government to improve the position of the Greek Minority in Bulgaria. Bulgaria, as she had frequently declared, was of opinion that the rights of minorities could only be safeguarded when the Council assumed the duty of protecting them, and she looked forward to the swift arrival of that moment.

*Amendment to the Resolution proposed by the Delegate for Salvador.*

The PRESIDENT communicated the text of the following amendment submitted by the delegation of Salvador to the resolution which it had moved at the meeting of September 12th (see *Assembly Journal* No. 7, page 79):

"The Assembly refers to the Third Committee the examination of the following questions, which appear in Chapter 3 of the Report and Chapter 4 of the Supplementary Report to the Assembly on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly:

- "Statistical enquiry on the trade in arms, munitions and implements of war;
- "Private manufacture of arms, munitions and implements of war;
- "*Year-Book of General and Statistical Information on the Armaments of the Different Countries.*"

*Proposal of the Chinese Delegation.*

The PRESIDENT laid before the Assembly the following proposal submitted by the Chinese delegation:

- "The Assembly,
- "Having heard with keen interest the Chinese delegate's suggestion regarding the applicability of Article 19 of the Covenant to the existing situation in China;
- "Having learned with satisfaction that a conference of the interested States is soon to take place in China to consider the questions involved;
- "Expresses its hope that a satisfactory solution may be found at an early date."

III. SECOND MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its second meeting yesterday (Monday, September 14th) under the chairmanship of M. SCIALOJA (Italy).

The Committee entered upon an examination of the questions on its agenda.

1. Proposal for the amendment of Article 16 of the Covenant, submitted by the British Government

The Committee, having heard the various views of several speakers, decided to appoint a sub-committee to study the points which had been raised. This Sub-Committee was composed as follows:

- M. ROLIN (Belgium).
- M. Raul FERNANDES (Brazil).
- Sir Cecil HURST (British Empire).
- M. DE PALACIOS (Spain).
- M. LIMBURG (Netherlands).
- M. MOTTA (Switzerland).

2. Proposal presented to the Fifth Assembly by the Netherlands delegation concerning the replies of the Special Committee of Jurists appointed under the Resolution of the Council of September 28th, 1923.

M. LIMBURG (Netherlands) reminded the Committee of the origin of the proposal and said that the Netherlands delegation, anxious to facilitate a possible enquiry into the matter, proposed that the Committee should adopt the following resolution:

(Provisional translation):  
"The Assembly requests the Council to inform the Governments of States Members of the League which find

du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923 des points douteux à élucider, ou qui auraient d'autres observations à faire sur ce rapport, de les faire parvenir au Secrétariat de la Société des Nations avant le 1<sup>er</sup> février 1926, aux fins d'un examen éventuel par une commission à nommer par le Conseil. »

*La proposition est adoptée.*

3<sup>o</sup> Création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale.

M. ZAHLE (Danemark) développe les raisons qui ont amené la délégation Danoise à déposer cette proposition.

La Commission, après avoir entamé la discussion de cette grave question, et entendu les observations de MM. Adatci et Motta, en a renvoyé la suite à sa prochaine séance.

#### IV. TROISIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa troisième séance hier lundi, 14 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. le Jonkeer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

*Déclaration de la délégation française.*

Au début de la séance, M. LOUCHEUR (France) déclare que le Gouvernement français a décidé de soumettre à l'Assemblée une proposition qu'il avait annoncée relative à une Conférence économique: le renvoi à la deuxième Commission sera demandé.

*Reconstitution financière de l'Autriche.*

M. ZIMMERMAN (Haut Commissaire de la Société des Nations) donne lecture de son exposé sur la situation financière et économique de l'Autriche (le texte de cet exposé est publié intégralement dans le *Journal* de ce jour).

M. MATAJA (Autriche), ministre des Affaires étrangères, exposa les résultats obtenus en trois ans. Non seulement la monnaie a été stabilisée, mais grâce aux sacrifices du peuple autrichien tout entier, l'équilibre budgétaire a pu être atteint, à un niveau quelque peu plus élevé qu'on ne l'avait fixé en 1924, mais agréé par le Comité financier. Tous les groupements politiques, toute la population sont résolus à éviter le retour du déficit et de l'inflation. Et c'est pourquoi le Commissaire général a pu suggérer lui-même la suppression du contrôle financier.

Le Comité financier et le Conseil ont décidé que celui-ci prendrait fin après la publication des comptes 1925. Comme corollaire de cette décision, le Gouvernement autrichien présentera au Parlement des propositions prévoyant le rétablissement du contrôle en cas de graves difficultés dans les dix prochaines années et le maintien du Conseil à la Banque pendant trois ans. Toutes les précautions auront donc été prises pour rassurer même les esprits les plus prudents.

M. Mataja compte sur l'entraide universelle pour faciliter à l'Autriche la solution des problèmes économiques; car elle souffre spécialement des difficultés qui partout entravent les échanges.

Le PRÉSIDENT constate la satisfaction avec laquelle la Commission a appris que le contrôle pourrait prochainement prendre fin. Il remercie M. Zimmerman et M. Mataja de leurs exposés et leur adresse les félicitations de la Commission pour l'excellent travail entrepris et mené à bonne fin.

M. MICHELET (Norvège), rapporteur, affirme que l'Histoire ne connaît pas de précédent à une telle œuvre. Il félicite le peuple autrichien, ses gouvernants et la Société des Nations et propose la résolution suivante:

« I. L'Assemblée exprime sa satisfaction des progrès réalisés par l'Autriche, en ce qui concerne la stabilité financière, qui ont été portés à sa connaissance par les

in the report of the Special Committee of Jurists appointed under the Resolution of the Council of September 28th, 1923, doubtful points which require elucidation, or which may have other comments to make on this report, to forward their observations to the Secretariat of the League of Nations before February 1st, 1926, with a view to a possible examination of the matter by a committee to be appointed by the Council. »

*The proposal was adopted.*

3. Establishment of a conciliation commission attached to the Permanent Court of International Justice.

M. ZAHLE (Denmark) explained the reasons which had induced the Danish delegation to submit this proposal.

The Committee, having entered upon the discussion of this important question, and having heard the observations of M. Adatci and M. Motta, adjourned its continuation to its next meeting.

#### IV. THIRD MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its third meeting yesterday (September 14th, 1925) at 3 p.m., under the chairmanship of Jonkheer van EYSINGA (Netherlands).

*Declaration of the French Delegation.*

At the opening of the meeting M. LOUCHEUR (France) said the French Government had decided to submit to the Assembly a proposal which it desired to move concerning an economic conference. The French delegation would ask that this question be referred to the Second Committee.

*Financial Reconstruction of Austria.*

M. ZIMMERMAN (Commissioner-General of the League of Nations) made a statement on the financial and economic situation in Austria. (This statement is published *in extenso* in to-day's *Journal*.)

M. MATAJA (Austrian Minister for Foreign Affairs) gave an account of the results obtained in three years. Not only had the currency been stabilised but, thanks to the sacrifices made by the whole Austrian people, budgetary equilibrium had been attained at a figure somewhat higher than had been fixed in 1924 but which had, nevertheless, been agreed to by the Financial Committee. All political parties — indeed the whole population — was determined to prevent the return of the period of deficit and inflation. It was for this reason that the Commissioner-General had been able himself to suggest the suppression of financial control.

The Financial Committee and the Council had decided that this control would end when the audited accounts of 1925 had been published. As a consequence of this decision, the Austrian Government would submit to Parliament proposals providing for the re-establishment of control should grave difficulties arise in the next ten years, and for the maintenance of a technical adviser to the National Bank for a period of three years. Every precaution had, therefore, been taken to reassure even those who were most cautious.

M. Mataja said that Austria counted on the support of all nations in order to facilitate a solution of her economic problems. She was especially suffering from the difficulties to which exchanges everywhere were subject.

The CHAIRMAN emphasised the satisfaction with which the Committee learned that the control might be brought to an end at a near date. He thanked M. Zimmerman and M. Mataja for their statements and congratulated them on behalf of the Committee for the excellent work which they had successfully concluded.

M. MICHELET (Norway), Rapporteur, said that history contained no precedent for such an undertaking. He congratulated the Austrian people, its government and the League of Nations, and proposed the following resolution:

« I. The Assembly desires to express its satisfaction at the progress made by Austria towards the stabilisation of her finances, as shown in the Commissioner-General's

rapports du Commissaire général et par les déclarations du ministre des Affaires étrangères de l'Autriche. Elle adresse ses félicitations au Gouvernement autrichien et au Commissaire général.

« 2. Elle est heureuse que l'œuvre entreprise par la Société des Nations approche de son terme, et prend acte des résolutions du Conseil et du rapport du Comité financier qui envisage la terminaison prochaine du contrôle.

« Elle espère que les mesures qui doivent permettre de supprimer le contrôle pourront être réalisées.

« 3. L'Assemblée a pris connaissance également des conclusions du rapport des experts chargés par le Conseil d'étudier la situation économique de l'Autriche.

« Elle espère que l'étude confiée au Comité économique pourra donner des résultats positifs et prochains. »

Après intervention de MM. SAMUEL (Empire Britannique), SUVICH (Italie), VEVERKA (Tchécoslovaquie, vice-président), Marcel PLAISANT (France), AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croatie et Slovènes), la Commission adopte cette résolution.

M. MATAJA remercie les orateurs et la Commission, au nom de son gouvernement.

#### *Organisation des communications et du transit.*

M. AVRAMOVITCH, rapporteur (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) donne connaissance à la Commission du projet de rapport qu'il se propose de présenter à l'Assemblée au nom de la Commission sur l'œuvre de l'année écoulée. Il insiste tout particulièrement sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les Conventions adoptées à la dernière Conférence générale des communications et du transit soient ratifiées le plus tôt possible. Il attire l'attention sur l'importance de la Conférence européenne sur le jaugeage des bateaux de navigation intérieure, qui se réunira le 20 novembre prochain, et sur la Conférence relative aux passeports qui doit être convoquée en 1926. Il fait valoir les avantages des méthodes adoptées par l'Organisation, notamment dans le domaine de la conciliation technique des différents internationaux relatifs aux communications. Il insiste enfin sur l'intérêt qu'il y aurait à établir entre le siège de la Société et les principales capitales européennes des relations téléphoniques directes et à rendre plus rapides et plus faciles les moyens de communication entre Genève et l'étranger.

Au cours de la discussion générale M.M. SAMUEL (Empire Britannique), Marcel PLAISANT (France), VEVERKA (Tchécoslovaquie), SUVICH (Italie), DE VASCONCELLOS (Portugal), MONTARROYOS (Brésil), CONTZESCO (Roumanie) adressent leurs félicitations au rapporteur. Ils proposent quelques amendements dont l'étude est confiée à M. Avramovitch et qui seront examinés par la Commission à sa prochaine séance.

La plupart des orateurs approuvent vivement l'initiative prise par l'Organisation des communications et du transit en vue de la réunion d'une conférence sur la question des passeports et visas.

M. SUVICH (Italie) attire spécialement l'attention de la Commission sur le problème des forces hydrauliques et M. MONTARROYOS (Brésil), sur la réforme du calendrier.

M. CONTZESCO (Roumanie), s'associant à une déclaration de M. SAMUEL (Empire Britannique), fait ressortir l'intérêt du rapport remis par M. Hines sur la question des transports danubiens.

Le RAPPORTEUR et M. HAAS (Secrétaire de l'Organisation des communications et du transit) répondent aux observations de différents délégués.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) dépose ensuite une proposition relative à l'octroi de facilités spéciales pour l'envoi des télégrammes de presse par les journalistes qui suivent les travaux de la Société des Nations.

L'examen de cette proposition est renvoyé à la prochaine séance.

reports and in the declaration of the Austrian Minister for Foreign Affairs. It tenders its congratulations to the Austrian Government and to the Commissioner-General.

"2. It is happy to see that the work undertaken by the League is approaching its conclusion and notes the resolutions of the Council and the report of the Financial Committee, which contemplate the speedy termination of the control.

"It hopes that the measures which will allow the control to be abolished will soon be realised.

"3. The Assembly has further noted the conclusions embodied in the report of the experts entrusted by the Council with the investigation of the economic situation of Austria.

"It hopes that the enquiry to be carried out by the Economic Committee will soon yield positive results."

Mr. SAMUEL (British Empire), M. SUVICH (Italy), M. VEVERKA (Czechoslovakia, Vice-Chairman), M. Marcel PLAISANT (France), and M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) also spoke; the Committee adopted the resolution.

M. MATAJA thanked the speakers and the Committee in the name of his Government.

#### *Organisation for Communications and Transit.*

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, submitted a draft report, which he proposed to forward to the Assembly in the name of the Committee, on the work of the past year. He laid special emphasis on the importance of obtaining the ratification as soon as possible of the Conventions adopted at the last General Conference on Communications and Transit. He drew attention to the importance of the European Conference on Tonnage Measurement of Vessels for Inland Navigation, which was to meet on November 20th, and of the Conference on Passports, which was to be convened in 1926.

He emphasised the advantages of the methods adopted by the organisation, especially in the field of the technical conciliation of international disputes concerning communications. He laid emphasis finally on the importance of establishing direct communication by telephone between the seat of the League and the principal European capitals, and of increasing the speed and facility of communications between Geneva and foreign countries.

During the general discussion, Mr. SAMUEL (British Empire), M. PLAISANT (France), M. VEVERKA (Czechoslovakia), M. SUVICH (Italy); M. DE VASCONCELLOS (Portugal), M. MONTARROYOS (Brazil), and M. CONTZESCO (Roumania) congratulated the Rapporteur. They proposed certain amendments the examination of which was entrusted to M. Avramovitch. These amendments will be examined by the Committee at its next meeting.

The majority of the speakers warmly approved the initiative taken by the Organisation for Communications and Transit with a view to the meeting of a conference on the question of passports and visas.

M. SUVICH (Italy) drew particular attention to the problem of water power, and M. MONTARROYOS (Brazil) to the reform of the calendar.

M. CONTZESCO (Roumania) associated himself with the declaration of Mr. SAMUEL (British Empire) emphasising the interest of the report of Mr. Hines on the question of Danube transport.

The RAPPORTEUR and M. HAAS (Secretary of the Organisation for Communications and Transit) replied to the observations of various delegates.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) submitted a proposal for the granting of special facilities for the despatch of press telegrams by journalists following the work of the League of Nations.

The examination of this proposal was postponed to the next meeting.

## V. RESTAURATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE D<sup>r</sup> ZIMMERMAN

(Commissaire général de la Société des Nations)

à la séance tenue le 14 septembre 1925, par la deuxième Commission.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

C'est en septembre 1923 que j'ai, pour la première fois, eu l'honneur de me trouver à la table de cette Commission.

Le programme pour le relèvement de l'Autriche était en exécution depuis neuf mois et l'emprunt international qui était à la base du plan venait d'être placé. Les regards du monde entier se dirigeaient vers la jeune République qui avait demandé le secours des autres nations; l'assainissement financier et économique de l'Autriche était devenu l'un des principaux objets de l'activité de la Société des Nations.

A ce moment, j'ai pu vous exposer les progrès déjà accomplis, je ne vous ai pas caché quel grand effort serait nécessaire pour atteindre le but proposé, ni les difficultés que le Gouvernement rencontrait dans son action de réformes. Je vous ai parlé de l'amélioration de la situation budgétaire, des perspectives encourageantes qui s'ouvraient, et j'ai exprimé ma confiance absolue dans le succès final.

Depuis ce jour, deux années se sont écoulées; deux années de grands efforts de la part du Gouvernement, de lourds sacrifices de la part du peuple autrichien, et d'un travail assidu pour tous ceux qui ont été appelés à collaborer à l'œuvre entreprise.

Ces efforts, ce sacrifice et ce travail ont été couronnés par la résolution adoptée par le Conseil le 19 de ce mois. Elle constitue l'étape décisive puisqu'elle fixe les dates pour la liquidation graduelle du système qui a été en vigueur dès les jours mémorables de l'automne 1922, quand la Société des Nations s'est vouée au sort de l'Autriche, afin de la sauver de la ruine dont elle était menacée par les maux de la guerre et par le désordre économique qui en fut la suite.

Le chemin à parcourir pour arriver à cette étape a été dur. Il fallait réagir contre bien des mesures qui avaient été prises pendant la période d'inflation, mesures qui étaient alors explicables, mais pour lesquelles il n'y avait plus de place dès la stabilisation de la monnaie. Il a fallu rompre avec l'habitude des dépenses faciles qui entraîne partout la ruine des systèmes monétaires et il a été nécessaire de se pénétrer à nouveau du grand axiome économique, ou plutôt de la grande loi, à laquelle les hommes sont soumis: le travail est l'unique source de bien-être matériel.

Dans ce but, un grand nombre de lois et d'ordonnances ont été promulguées, l'ordre dans la gestion budgétaire a été rétabli, le contrôle du Ministère des Finances sur les autres départements a été renforcé. On a réduit considérablement le nombre des fonctionnaires et des employés de l'Etat. L'entreprise principale, les chemins de fer, a été rendue autonome et réorganisée complètement; son déficit est à peu près disparu.

C'est surtout pendant l'année courante que des réformes nouvelles ont été accomplies.

Sur la suggestion du Comité financier, les relations financières entre l'Etat et les provinces ont été revisées, principalement dans le but d'empêcher les corporations autonomes d'entraver par leur système fiscal la politique financière du Gouvernement central. En même temps, le contrôle de la Cour des Comptes sur l'administration de l'Etat et des provinces a été renforcé et l'on peut constater que, malgré les défauts qui subsistent encore, l'unification du système financier se trouve établie.

Parallèlement avec l'introduction de mesures tendant à comprimer les dépenses et à rétablir l'ordre dans les finances publiques, le système fiscal a été réorganisé en vue d'un rendement plus élevé. A cet égard, il faut attirer l'attention sur le nouveau système douanier, sur la majoration de différents tarifs et sur l'introduction de l'impôt sur le chiffre d'affaires, qui est devenu l'une des sources principales des revenus publics.

Grâce à cette politique, l'équilibre budgétaire s'est établi et il a même été possible de consacrer une partie des recettes courantes à la couverture de certaines dépenses d'investissement.

## V. FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA

STATEMENT BY M. ZIMMERMAN

(Commissioner-General of the League of Nations),

made to the Second Committee on September 14<sup>th</sup>, 1925.

Mr. President, ladies and gentlemen.

It was in September 1923 that I first had the honour of taking my place at the table of this Committee.

The scheme for the reconstruction of Austria had been in operation for nine months, and the international loan upon which that scheme was based had just been issued. The eyes of the whole world were upon the young Republic which had asked other nations to help her; the financial and economic reconstruction of Austria had become one of the principal objects of the activity of the League of Nations.

I was able on that occasion to give you an account of the progress which had already been achieved. I did not, however, conceal from you what great efforts would be required to attain the object aimed at, or what difficulties the Government was meeting with in carrying out reforms. I referred to the improvement in the budgetary situation and to the encouraging prospects ahead, and I expressed my complete confidence in the final result.

Since then two years have passed—two years of great effort on the part of the Government, of heavy sacrifice on the part of the Austrian people, and of constant toil on the part of all those whose duty it has been to co-operate in the task undertaken.

This effort, sacrifice and toil have found their reward in the resolution adopted by the Council on the 19<sup>th</sup> instant. It constitutes the decisive stage, inasmuch as it fixes the dates for the gradual winding-up of the system which has been in force since the memorable days in the autumn of 1922, when the League of Nations turned its attention to the lot of Austria in order to save her from the ruin with which she was threatened in consequence of the ills of the war and of the ensuing economic chaos.

The way that had to be covered in order to reach this stage has been hard. Many measures had to be opposed which had been taken during the period of inflation and which were explicable at that time but which could have no place in the scheme of things once the currency had been stabilised. The habit of easy expenditure, which everywhere brings about the ruin of monetary systems, had to be broken, and the great economic axiom—or, rather, the great law to which mankind is subject—had to be learned again—namely, that work is the sole source of material well-being.

With this end in view, a large number of laws and decrees were promulgated, order was re-established in budget administration, and the control of the Ministry of Finance over the other departments was strengthened. The number of State officials and employees was considerably reduced. The principal national undertaking—the railways—were made independent and were completely re-organised; the deficit on their working has almost completely disappeared.

It is chiefly during the current year that important reforms have been accomplished.

At the suggestion of the Financial Committee, the financial relations between the State and the Provinces have been re-organised, chiefly with the object of preventing the autonomous corporations from putting obstacles, through their fiscal system, in the way of the financial policy of the Central Government. At the same time the control of the Audit Office over the administration of the State and of the Provinces has been reinforced, and it may be said that, in spite of the defects which still remain, the unification of the financial system has been accomplished.

In conjunction with the adoption of measures designed to reduce expenditure and to re-establish order in public finance, the fiscal system has been reorganised with a view to obtaining a higher yield. In this connection, attention should be drawn to the new customs system, the increase of certain tariff rates and the establishment of the tax on business turnover, which has become one of the principal sources of public revenue.

Thanks to this policy, budget equilibrium has been established, and it has even been possible to devote part of the current revenue to meeting certain capital expenditure of the State.

Comme je l'ai fait observer dans plusieurs de mes rapports, ce résultat heureux en lui-même a été obtenu à un niveau qui s'élève considérablement au-dessus de celui qui avait été à la base des accords originaux. En second lieu, il faut constater que l'équilibre est dû à l'accroissement des revenus et non pas à la réduction du total des dépenses. Au contraire: les dépenses se sont élevées au-dessus des chiffres de 1922, en dépit des économies qui ont été apportées dans plusieurs domaines de l'activité de l'Etat. Le même phénomène, du reste, est apparu dans les autres Etats, où une action d'assainissement a été entreprise. Partout, il a été extrêmement difficile de réduire le total des dépenses, tandis que partout les recettes ont profité de l'amélioration de la prospérité générale, qui se révèle aussitôt que la monnaie est stabilisée. En Autriche, le produit des impôts directs et indirects et les résultats du monopole des tabacs ont dépassé les prévisions les plus optimistes; leur rendement continue à augmenter, malgré la dépression économique dont le pays souffre depuis plus d'un an.

Il y a un autre facteur, dont le rôle est peut-être sous-estimé, c'est la grande importance de la richesse de la capitale pour les finances de la République.

Quoique l'unité économique de l'ancienne monarchie n'existe plus, les revenus des richesses de ce territoire se concentrent toujours encore pour une grande partie à Vienne, où ont leur siège central beaucoup d'entreprises (y compris les banques) qui possèdent de grands intérêts dans les Etats successeurs, à Vienne où habitent beaucoup de personnes auxquelles appartiennent des terres dans ces Etats, des actions de sociétés y travaillant ou qui participent à des affaires qui y sont faites. Vienne a toujours été — on peut même le dire, Vienne redevient de plus en plus — le centre du commerce et le centre bancaire du territoire de l'ancienne monarchie et de l'Europe orientale.

L'Etat autrichien en profite par le produit des impôts directs et par le produit des impôts indirects, comme par exemple les droits de douane, l'impôt sur les transactions (considérables dans une ville où l'on aime mener une large vie) et par les recettes des entreprises publiques, comme les chemins de fer et le monopole des tabacs.

C'est à ce fait que j'attribue pour une grande partie le relèvement rapide des finances publiques après la stabilisation de la couronne et la répercussion relativement faible de la crise économique sur les recettes de l'Etat.

En revanche, on ne peut nier que le budget autrichien, même après le renvoi d'à peu près 80.000 employés, soit lourdement grevé par des frais de personnel qui dépassent certainement les charges correspondantes dans la plupart des autres pays. Ces dépenses, qui diminueront graduellement en ce qui concerne les retraites, constituent l'un des facteurs les plus graves de la situation budgétaire.

Il faut y ajouter l'effet financier du chômage qui entraîne lui aussi des frais considérables.

Toutefois, il ne faut pas oublier qu'il y a, par contre, des facteurs spéciaux plus favorables en Autriche qu'ailleurs.

Tout d'abord, les dépenses pour l'entretien de l'armée sont beaucoup moins lourdes que les frais de l'armée, de la flotte et du service aéronautique dans les autres pays. Je ne dis pas qu'elles soient trop réduites; au contraire, on pourrait se demander s'il ne serait pas possible de les réduire encore plus, mais il est certain qu'elles restent fort au-dessous des charges que doivent supporter les Etats dont l'armement n'est pas limité par un traité.

En second lieu, le service de la dette publique est inférieur à celui qui grève les budgets d'Etats où ni les dettes d'avant-guerre, ni les dettes contractées pendant et après la guerre ne sont matériellement amorties par suite de la dépréciation totale de la monnaie.

La position de l'Autriche à cet égard est d'autant plus favorable qu'une grande partie de l'emprunt international ne sera utilisée que pour des investissements nettement productifs, ce qui veut dire que le service de la dette sera couvert pour une partie par de nouvelles recettes, et, par conséquent, ne constituera pas une charge réelle sur le budget.

Pour faire ressortir ces deux points, je me permets de vous donner connaissance d'un tableau, indiquant en francs suisses par tête d'habitant les dépenses pour la défense nationale et pour le service de la dette dans un grand nombre d'Etats. Ces

As I have already pointed out in several of my reports, these happy results have been obtained to an extent considerably beyond the calculations upon which the original agreements were based. In the second place, it should be noted that equilibrium is due to increase of revenue and not to the reduction of total expenditure. On the contrary, expenditure has risen above the figures for 1922 in spite of the economies which have been effected in several branches of the State's activity. The same peculiarity has been observed in all the other States in which a reconstruction scheme has been undertaken. Everywhere it has been extremely difficult to reduce total expenditure, while everywhere revenue has benefited by the improvement in general prosperity which takes place as soon as the currency is stabilised. In Austria the yield of the direct and indirect taxes and the product of the tobacco monopoly have exceeded the most optimistic forecasts; their yield continues to increase in spite of the economic depression from which the country has been suffering for more than a year.

Another factor, which is perhaps under-estimated, is the great importance for the finances of the Republic of the wealth of the capital.

Although the economic unity of the old monarchy no longer exists, the proceeds of the wealth of that territory are still concentrated to a large extent at Vienna, where many undertakings, including banks, possessing important interests in the Succession States, have their head offices, and where many people reside who own land in those States, who hold shares in companies engaged in business there, or who are interested in business transactions carried out there. Vienna has always been and is again becoming more and more the commercial and banking centre of the territory of the old monarchy and of Eastern Europe.

The Austrian State reaps the benefit of the yield of the direct and indirect taxes, as, for example, the customs duties, the tax on business transactions (which is of importance in a town where the standard of living is high in certain classes) and in the receipts of public undertakings such as railways and the tobacco monopoly.

It is to a large extent to this factor that I attribute the rapid improvement in public finance after the stabilisation of the crown and the comparatively slight repercussion of the economic crisis on national revenue.

On the other hand, it cannot be denied that the Austrian budget, even after the dismissal of some 80,000 employees, is heavily burdened by expenditure in connection with personnel — which is certainly heavier than the corresponding charges in most other countries. This expenditure, which will gradually diminish so far as pensions are concerned, constitutes one of the most serious factors in the budgetary situation.

There is also the financial effect of unemployment, which involves considerable expenditure.

It must not be forgotten, however, that there are certain special factors which are more favourable in Austria than elsewhere.

In the first place, the expenditure for the maintenance of the Army is much less heavy than the expenditure of Army, Navy and Air Service in other countries. I do not say that it is too low; on the contrary, one might ask whether it is not possible to reduce it still further, but what is certain is that it is much below the charges which are being borne by States whose armaments are not limited by treaty.

In the second place, the interest on the national debt is less than that which has to be met in the budgets of States in which neither the pre-war debts nor the debts contracted during and after the war have been practically wiped out in consequence of the total depreciation in the currency.

Austria's position in this respect is all the more favourable in view of the fact that a large portion of the international loan will only be used for investments of a definitely productive character, and, consequently, the service of the debt will be partially met out of fresh receipts and will not be a heavy burden on the budget.

In order to bring out these two points, I venture to submit a table showing in Swiss francs, per head of the population, the expenditure on national defence and on the service of the debt in a large number of States. These figures have been

chiffres sont extraits du *Statesman's Year-Book* (1925) et se rapportent pour la plupart aux budgets 1925:

	Population (millions)	Défense nationale	Servi.e annuel de la dette publique	Total de la dette publique
Autriche . . . . .	6,5	8	17	271
Belgique . . . . .	7,5	25	63	1.339
Tchécoslovaquie . . . . .	13,6	25	22	296
Pays-Bas . . . . .	7,2	30	57	943
France . . . . .	39,2	32	109	2.570
Grande-Bretagne . . . . .	44,-	64	195	4.312
Hongrie . . . . .	8,2	9	7	116
Italie . . . . .	39,6	17	35	496
Japon . . . . .	80,7	8	5	116
Norvège . . . . .	2,6	12	45	474
Espagne . . . . .	21,8	16	24	392
Suède . . . . .	6,-	33	18	399
Suisse . . . . .	3,9	20	31	590
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	112,8	30	40	968

Somme toute, je crois pouvoir dire que pour le budget autrichien, les facteurs favorables et défavorables s'équilibrent et qu'en supposant une politique qui ne varie pas de celle d'aujourd'hui, il n'y a pas de graves dangers pour les années à venir. Pour le moment, je n'exagère pas en déclarant que la situation budgétaire de l'Autriche, telle qu'elle se présente aujourd'hui, fait une très bonne figure parmi les budgets des autres Etats européens.

En parlant des finances publiques, il est impossible de négliger la situation économique, car c'est elle qui, jointe aux conditions politiques, dicte les chiffres du budget, comme la température agit sur le thermomètre. Il est donc tout naturel que dès le début, le Comité financier et moi-même nous ayons suivi d'un œil attentif le développement de la vie économique, que nous l'ayons étudiée de près et qu'elle ait joué un rôle important dans nos recommandations au Conseil et au Gouvernement autrichien. C'est ainsi que vous trouverez un grand nombre de mesures économiques dans le programme original et dans l'accord de septembre 1924. Elles ont trait au système monétaire, au régime fiscal et à la politique de la Banque Nationale. Elles avaient pour but de fortifier la confiance à l'extérieur et de faciliter l'entrée de capitaux étrangers.

Toutes nos suggestions à ce sujet ont été suivies et je puis constater avec satisfaction qu'en ce qui concerne la stabilité de la monnaie et la position de la Banque Centrale, les bases saines de la vie économique sont assurées.

Malgré cela, il subsiste une grave dépression dont le rapport des experts indique les causes. De la connaissance de ces causes, on peut tirer comme conclusion le choix des remèdes. Je ne vois aucune raison pour être pessimiste, mais d'un autre côté, il serait vain de compter sur un redressement rapide ou d'espérer des effets immédiats de l'application de certaines mesures. Il faut se préparer à ce que les conditions économiques laisseront plus ou moins à désirer:

- a) Tant que l'Europe en général ne se sera pas relevée de la dépression économique dont elle souffre;
- b) Tant que l'on n'aura pas fait tout le possible pour réduire le prix de revient de l'industrie et pour fortifier de cette manière la capacité de concurrence;
- c) Tant que les relations commerciales avec les Etats voisins ne prendront pas un développement plus favorable;
- d) Tant que le taux d'intérêt ne sera pas diminué à la suite:
  - 1° De l'augmentation de la confiance de l'étranger,
  - 2° De la suppression graduelle de la protection des locataires, qui a détruit ce qui dans chaque pays est la base du crédit le meilleur marché, c'est-à-dire le crédit hypothécaire,
  - 3° De la réduction des frais des banques, entre autres, par une modification de la législation y relative,
  - 4° De la reconstitution de l'épargne.

S'il m'est permis de résumer les résultats acquis pendant les trois dernières années, je constate d'abord que le plan de reconstruction, comme il a été projeté en 1922 à Genève et par la délégation provisoire à Vienne, s'est montré une base excel-

taken from the *Statesman's Year-Book* (1925) and relate in most cases to the 1925 budgets:

	Population (millions)	National defence	Annual ser- vice of the public debt	Total of the public debt
Austria . . . . .	6.5	8	17	271
Belgium . . . . .	7.5	25	63	1,339
Czechoslovakia . . . . .	13.6	25	22	296
Netherlands . . . . .	7.2	30	57	943
France . . . . .	39.2	32	109	2,570
Great Britain . . . . .	44	64	195	4,312
Hungary . . . . .	8.2	9	7	116
Italy . . . . .	39.6	17	35	496
Japan . . . . .	80.7	8	5	116
Norway . . . . .	2.6	12	45	474
Spain . . . . .	21.8	16	24	392
Sweden . . . . .	6	33	18	399
Switzerland . . . . .	3.9	20	31	590
United States of America . . . . .	112.8	30	40	968

On the whole, I think I am justified in saying that, as regards the Austrian budget, the favourable and unfavourable factors are equally balanced, and, assuming that her policy remains unchanged, there are no grave dangers to anticipate in respect of the years to come. It is no exaggeration to say that the budget situation of Austria at the present moment compares very favourably with that of other European States.

When speaking of public finance, it is impossible to ignore the economic situation, for it is the latter which, in conjunction with political conditions, determines the figures of the budget as the temperature acts upon the thermometer. It is natural, therefore, that the Financial Committee and myself should have followed the development of Austria's economic life with an attentive eye from the outset, examined it closely, and been largely influenced by it when making our recommendations to the Council and the Austrian Government. Thus you will find a large number of economic measures in the original programme and in the Agreement of September 1924. They relate to the monetary system, the fiscal system and the policy of the National Bank, and were intended to foster confidence abroad and to encourage the entry of foreign capital.

All our suggestions were acted upon, and I have the satisfaction of being able to state that, as far as the stability of the currency and the position of the Central Bank are concerned, economic life has been established upon a sound basis.

Nevertheless, there is a grave depression, the causes of which are indicated in the experts' report. The knowledge of these facts enables us to choose our remedies. I see no reason for pessimism, but, on the other hand, it would be vain to count on a speedy improvement or to hope for immediate results from the application of any given measures.

We must be prepared for more or less unsatisfactory economic conditions until:

- (a) Europe in general has recovered from the economic depression from which it is suffering;
- (b) Everything has been done to reduce the cost price of manufactured goods and thus to increase the competitive power of the country;
- (c) Commercial relations with neighbouring States become more favourable;
- (d) Money rates are diminished as a result of:
  - (1) increased confidence abroad;
  - (2) the gradual abolition of measures for the protection of tenants, which have destroyed what is in every country the basis of the cheapest form of credit, namely, mortgages;
  - (3) the reduction of banking and other charges by a modification of the law relating thereto;
  - (4) the reconstitution of large savings deposits.

If I may be allowed to sum up the results achieved during the last three years, I would say first that the reconstruction scheme as it was planned in 1922 at Geneva, and by the temporary delegation at Vienna, has proved an excellent basis

lente pour l'accomplissement de l'œuvre. La conception était hardie et sans précédent, elle a prouvé son efficacité. Deuxièmement, je puis déclarer que, tandis que dans le domaine économique des précautions et une action infatigable restent nécessaires, des progrès décisifs peuvent être enregistrés sur le terrain des finances publiques et de la gestion budgétaire. Si tout ce qu'on se propose au moment de la conclusion des Protocoles de Genève n'a pas été accompli, il faut se rendre compte que la politique est après tout l'art d'obtenir ce qui est possible et que, surtout pour le développement des revenus de l'Etat, les résultats ont dépassé toutes les espérances. L'Autriche s'est montrée beaucoup plus riche qu'on ne le croyait et il n'y a pas de doute que ses ressources soient suffisamment fortes pour lui assurer une vie sans indigence.

Voilà, Messieurs, les considérations qui ont inspiré le Comité financier et moi-même, quand nous avons soumis au Conseil le projet de résolution qui a été adopté.

Cette résolution reconnaît les grands efforts du Gouvernement autrichien, aussi bien du cabinet actuel que du cabinet de Mgr Seipel avec qui j'ai eu l'honneur et le plaisir de collaborer pour le relèvement de sa patrie. Le système qui résulte de la résolution et des déclarations qui s'y rapportent constitue la suppression naturelle et graduelle du régime actuel, régime que je me suis efforcé d'appliquer conformément aux principes qui l'ont inspiré, mais qui ne doit pas durer plus longtemps que cela n'est nécessaire pour consolider toute l'action. La résolution indique clairement à quel moment la Société des Nations se retirera et s'abstiendra de toute ingérence directe dans les affaires d'Autriche. En précisant les points qui seront à régler, elle ne vise que les intérêts du pays, notamment ses besoins de crédits étrangers.

Je ne doute pas que le programme de liquidation se réalise par les étapes indiquées. Le chancelier, M. Ramek, a donné dans la rude campagne de réformes qu'il a menée, tant de preuves de sagesse, de sens politique et de persévérance, qu'on peut être assuré qu'il réussira à surmonter les derniers obstacles.

Quant à moi, Messieurs, je serai heureux de pouvoir alors remettre aux mains du Conseil le mandat qui m'a été confié, gardant la conviction d'avoir contribué au bonheur d'une nation, qui, pendant des siècles, a été un foyer de civilisation européenne et au milieu de laquelle on ne peut vivre sans l'aimer.

## VI. TROISIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu, hier lundi 14 septembre, à 15 h. 30, sa troisième séance, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador).

### *Procès-verbaux de la Commission.*

Le PRÉSIDENT, conformément à une décision de la Commission générale de l'Assemblée, rappelle à ses collègues qu'ils ne doivent pas s'attendre à trouver dans le procès-verbal la reproduction sténographique de leurs déclarations.

### *Esclavage: Rapport de la Commission temporaire de l'esclavage et proposition du Gouvernement britannique.*

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. Gohr, président de la Commission temporaire de l'esclavage, qui s'est rendu à Genève pour présenter des explications sur les travaux de cette Commission.

M. GOHR retrace l'histoire de la Commission temporaire de l'esclavage qui, désignée par le Conseil en juin 1924, a arrêté son programme de travail pendant sa première session, en juillet de la même année. Au cours de sa seconde session, tenue du 13 au 25 juillet 1925, elle s'est occupée de rédiger son rapport sur la base du projet de son rapporteur général, M. Delafosse, et selon les grandes lignes qu'avait approuvées la cinquième Assemblée.

Le président de la Commission temporaire donne ensuite des explications sur les diverses suggestions présentées par la Commission de l'esclavage, au sujet du statut juridique d'esclave, du rapt d'esclaves, de la vente et de l'achat d'esclaves, des pratiques restrictives de la liberté des personnes, de l'esclavage domestique ou de la glèbe, et du travail obliga-

for the execution of the work. Its conception was bold and unprecedented, but it has proved effective. Secondly, I may say that, while cautious but indefatigable activity remains necessary in the sphere of economics, decided progress may be noted in public finance and in the administration of the budget. If all that was proposed at the time of the conclusion of the Geneva Protocols has not been carried out, we must bear in mind that politics are, after all, the art of obtaining what is possible, and that, especially where the development of the revenue of the State is concerned, results have surpassed all expectations. Austria has proved far richer than she was thought to be, and there is no doubt that her resources are such as to assure her against want.

Those, gentlemen, are the considerations by which the Financial Committee and myself were guided when we submitted to the Council the draft resolution which has been adopted.

This resolution recognises the noble efforts of the Austrian Government, both of the present Cabinet and of M. Seipel's, with whom I had the honour and pleasure of working for the reconstruction of his country. The plan laid down in the resolution and the declarations connected with it provides for the natural and gradual abolition of the present system, which I have done my utmost to apply in conformity with the principles upon which it was based, but which must not be continued longer than is necessary to consolidate the whole plan of reform. The resolution clearly shows at what point the League of Nations will withdraw and will abstain from all further direct interference in the affairs of Austria. It defines the points which have yet to be settled and has been drawn up solely with a view to the interests of the country, particularly its need of foreign credits. I do not doubt that the programme of liquidation will be carried out in the stages indicated. The Chancellor, M. Ramek, in the arduous reform campaign he has conducted, showed such wisdom, political acumen and perseverance that we may rest assured that he will succeed in overcoming the remaining obstacles.

For my own part, gentlemen, I shall be happy at that point to be able to hand over to the Council the charge entrusted to me, confident that I have contributed to the welfare of a nation which for centuries has been a centre of European civilisation and which to know, is to love.

## VI. THIRD MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee held its third meeting, under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador), on Monday, September 14th, at 3.30 p.m.

### *Minutes of the Committee.*

The CHAIRMAN, according to a decision on the part of the General Committee of the Assembly, reminded members of the character of the minutes of the Committee, which were not expected to give speeches *in extenso*.

### *Slavery: Report of the Temporary Slavery Commission and Proposal by the British Government.*

The CHAIRMAN welcomed M. Gohr, Chairman of the Temporary Slavery Commission, who had come to Geneva to furnish explanations regarding the work of that Commission.

M. GOHR recalled the history of the Temporary Slavery Commission, which was appointed by the Council in June 1924 and adopted its programme of work during its first session in July of that year. During its second session, from July 13th to 25th, 1925, it had proceeded to draw up its report on the basis of the draft of its General Rapporteur, M. Delafosse, and along the lines approved by the Fifth Assembly.

M. Gohr explained the various suggestions made by the Slavery Commission as regards the legal status of slavery, slave-raiding, slave-trading, slave-dealing, practices restrictive of the liberty of the person, domestic or predial slavery and compulsory labour. The Commission had suggested the adoption of certain general principles, some of which it believed



toire. La Commission a suggéré l'adoption de certains principes généraux, dont quelques-uns, à son avis, pourraient utilement figurer dans une Convention internationale. Cependant, elle a reconnu que certains pays se trouvaient devant des difficultés particulières, par exemple l'Abyssinie.

En terminant, le président de la Commission temporaire déclare qu'il répondra très volontiers à toutes les questions que désireront lui poser les membres de la sixième Commission.

En réponse à diverses questions du Dr NANSSEN (Norvège) sur l'étendue des renseignements mis à la disposition de la Commission, M. GOHR expose que certains renseignements sont parvenus trop tard pour pouvoir être pris en considération, et que les documents dont avait été saisie la Commission n'étaient pas à tous égards aussi complets qu'il aurait été désirable. Néanmoins, il croit que la Commission a été en mesure de tracer un tableau général de la situation actuelle.

Au nom de la sixième Commission, le PRESIDENT remercie M. Gohr de ses si complètes explications.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) présente un exposé à l'appui du projet de résolution et de protocole qu'il a soumis, au nom du Gouvernement britannique, à la sixième Commission, lors de sa deuxième séance. Il rappelle qu'il est généralement reconnu que les questions de la traite des esclaves et de l'esclavage doivent être considérées comme des problèmes internationaux, devant être réglés internationalement, comme ils l'ont été, par exemple, dans les stipulations des Actes de Berlin et de Bruxelles et de la Convention de Saint-Germain de 1919.

Lorsqu'elles ont élaboré cette dernière convention, les Puissances ont peut-être montré un optimisme excessif, en partant de l'idée que, en matière d'esclavage, le monde accusait un progrès plus considérable que ce n'était le cas en réalité. Le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage démontre, en tout cas, que le fléau sévit encore dans une grande mesure. Il semble très désirable d'entrer efficacement en action sur la base de ce rapport.

La situation actuelle, en ce qui concerne les conventions internationales en cette matière, semble également devoir être régularisée, étant donné qu'un groupe de Puissances se trouvent encore liées par les dispositions des Actes de Berlin et de Bruxelles, alors que d'autres ne relèvent que de la Convention de Saint-Germain, qui les lie entre eux.

Il est évident qu'un grand nombre des recommandations de la Commission de l'esclavage, telles que celles qui ont trait à certaines conditions spéciales de l'Abyssinie, ne sauraient figurer dans un accord d'ordre international. D'autre part, s'il s'établissait une entente internationale sur certains principes généraux à l'égard de la traite des esclaves, de l'esclavage et du travail forcé, on se trouverait en présence d'une réglementation type qui serait précieuse aussi bien pour les Etats membres que pour les Etats non membres de la Société.

Le délégué britannique explique ensuite le préambule ainsi que chacun des paragraphes du projet de Protocole. Au sujet du paragraphe 3, relatif au travail forcé, et qui en réalité ne va pas aussi loin que les recommandations de la Commission de l'esclavage, il rappelle les dispositions contenues dans les Mandats B et C. En diverses occasions, le membre portugais de la Commission de l'esclavage a émis l'idée qu'il faudrait établir une charte générale de la main-d'œuvre indigène. La question semble, toutefois, être plutôt du ressort d'une organisation internationale du travail que de la Société, dans son sens strict.

A propos de l'article 5, qui traite de l'assimilation à la piraterie du transport d'esclavage en pleine mer, le délégué britannique est d'avis que la mise à exécution de cette proposition entraînerait peut-être des résultats d'ordre plutôt psychologique que pratique. En présence de certaines objections que semble soulever la rédaction de ces paragraphes, il se déclare disposé à examiner la question plus à fond.

Sur la proposition du PRESIDENT, la Commission décide que le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage et les propositions du Gouvernement britannique feront l'objet d'une nouvelle discussion, lors d'une séance de sa première Sous-Commission, qui se réunira sans doute le mardi après-midi.

it would be useful to embody in an international convention. At the same time, it had recognised the particular difficulties of certain States, as, for instance, Abyssinia.

M. Gohr finally declared his willingness to reply to such questions as the members of the Committee might wish to ask him.

Replying to various questions from Dr. NANSSEN (Norway) regarding the completeness of the information at the disposal of the Commission, M. GOHR said that certain information had arrived too late to be taken into consideration and that the evidence before the Commission was not on all points as complete as might have been wished. Nevertheless, he thought that the Commission had been able to give a total picture of the existing situation in its general lines.

The CHAIRMAN, on behalf of the Committee, thanked M. Gohr for the very full explanations he had given.

Viscount CECIL (British Empire) made a statement in support of the draft resolution and protocol which he had presented on behalf of the British Government at the second meeting of the Sixth Committee. He pointed to the general recognition of the fact that the questions of slave trade and slavery had to be regarded as an international problem which must be dealt with internationally, as, for instance, in the provisions of the Berlin and Brussels Acts and of the Convention of St. Germain of 1919.

While drafting the latter Convention, the Powers had perhaps been somewhat optimistic, assuming that, in the matter of slavery, the world had gone further than was actually the case. The report of the Temporary Slavery Commission in any event proved that great evils still existed. Effective action on that report seemed very desirable.

The present situation as regarded international conventions in this matter also seemed to need to be regularised, as a group of Powers were still bound by the provisions of the Berlin and Brussels Acts, while others were, as between themselves, only bound by the St. Germain Convention.

It was evident that many of the recommendations of the Slavery Commission, such as those which referred to certain special conditions in Abyssinia, could not be included in an agreement of an international character. On the other hand, an international understanding on certain general principles as regarded the slave trade, slavery and forced labour would set up a standard which would be of value both to States Members and non-Members of the League.

He then explained the Preamble and each paragraph of the draft Protocol. As regarded paragraph 3, dealing with forced labour, which did not, in fact, go so far as the recommendations of the Slavery Commission, he referred to the stipulation contained in the B and C Mandates. The idea had on several occasions been put forward by the Portuguese member of the Slavery Commission that a general charter for native labour ought to be drawn up. This, however, seemed to be a matter more for an international labour organisation than for the League in its narrower sense.

As regarded Article 5, dealing with the question of assimilating the conveying of slaves on the high seas with piracy, Viscount Cecil thought that the carrying-out of this proposal would perhaps have more psychological than practical results. In view of certain objections with which the drafting of these paragraphs seemed to meet, he declared his willingness to discuss the point further.

At the proposal of the CHAIRMAN, the Commission decided that further discussion of the report of the Slavery Commission and the proposals made by the British Government should take place in a meeting of the First Sub-Committee, which would probably meet on Tuesday afternoon.

VII. ANJONCTION A LA LISTE DES MEMBRES  
DE LA DEUXIÈME COMMISSION

NORVÈGE: M. Christian Frederik MICHELET. — Suppléante:  
M<sup>me</sup>. Marthe Larsen JAHN.

VIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS  
AUX DÉLÉGUÉS DE L'ASSEMBLÉE LE 14 SEPTEMBRE  
1925.

Compte rendu provisoire: Neuvième séance.  
Compte rendu provisoire: Dixième séance.  
Compte rendu définitif: Quatrième séance.  
Ordre du jour de l'Assemblée N° 6.

- A. 7. *Erratum*. Rapport à la sixième Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 52. Disposition facultative du statut de la Cour permanente de Justice internationale. Projet de résolution présenté par la délégation suisse à la séance du 12 septembre 1925.
- A. 53 (1). Etablissement de la paix par l'arbitrage. La sécurité et le désarmement: préparation d'une conférence pour la réduction des armements. Projet de résolution présenté par la délégation de l'Espagne, à la séance du 12 septembre 1925.
- A. 54. Réfugiés arméniens. Projet de résolution présenté par la délégation norvégienne à la séance du 12 septembre 1925.
- A. 55. Réfugiés russes. Projet de résolution présenté par la délégation norvégienne à la séance du 12 septembre 1925.
- A. 56. Mandats. Projet de résolution présenté par la délégation norvégienne à la séance du 12 septembre 1925.
- A. 57. Renvoi à la troisième Commission de certaines questions figurant dans le rapport sur l'œuvre du Conseil. Projet de résolution présenté par la délégation du Salvador à la séance du 12 septembre 1925.
- A. 58. Election des six membres non permanents du Conseil. Projet de résolution présenté par la délégation chinoise à la séance du 12 septembre 1925.
- Rapport sur l'œuvre en faveur des réfugiés (Document du Bureau international du Travail).

VII. ADDITION TO THE LIST OF MEMBERS  
OF THE SECOND COMMITTEE.

NORWAY: Mr. Christian Frederik MICHELET. — Substitute:  
Mme Marthe Larsen JAHN.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED  
TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER  
14th, 1925.

Provisional Verbatim Record: Ninth Meeting.  
Provisional Verbatim Record: Tenth Meeting.  
Definitive Verbatim Record: Fourth Meeting.  
Assembly Agenda No. 6.

- A. 7 *Erratum*. Report to the Sixth Assembly on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 52. Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice: Draft Resolution presented by the Swiss delegation, September 12th, 1925.
- A. 53 (1). Establishment of Peace through Arbitration, Security and Disarmament; Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments: Draft Resolution presented by the Spanish delegation, September 12th, 1925.
- A. 54. Armenian Refugees: Draft Resolution presented by the Norwegian delegation, September 12th, 1925.
- A. 55. Russian Refugees: Draft Resolution presented by the Norwegian delegation, September 12th, 1925.
- A. 56. Mandates: Draft Resolution presented by the Norwegian delegation, September 12th, 1925.
- A. 57. Reference to the Third Committee of Certain Questions dealt with in the Report on the Work of the Council: Draft Resolution presented by the delegate of Salvador, September 12th, 1925.
- A. 58. Election of the Six Non-Permanent Members of the Council: Draft Resolution presented by the Chinese delegation, September 12th, 1925.
- Report on the Work for the Refugees (Document of the International Labour Office).

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . " 20.—

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.  
THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.  
FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.  
DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).*

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 9. — MERCREDI 16 SEPTEMBRE 1925.

No. 9. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 16th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	99
II. Onzième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	101
III. Deuxième séance de la première Commission: Addendum . . . . .	106
IV. Deuxième séance de la troisième Commission . . . . .	106
V. Troisième séance de la quatrième Commission . . . . .	109
VI. Deuxième séance de la cinquième Commission . . . . .	110
VII. Sixième Commission: première Sous-Commission . . . . .	113
VIII. Signatures et ratifications des Accords Internationaux . . . . .	113
IX. Résolutions adoptées par l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations au cours de sa neuvième Assemblée (juillet 1925) . . . . .	114
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	117
XI. Liste révisée des Délégués: Erratum . . . . .	118

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	99
II. Eleventh Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	101
III. Second Meeting of the First Committee: Addendum . . . . .	106
IV. Second Meeting of the Third Committee . . . . .	106
V. Third Meeting of the Fourth Committee . . . . .	109
VI. Second Meeting of the Fifth Committee . . . . .	110
VII. Sixth Committee: First Sub-Committee . . . . .	113
VIII. Signatures and Ratifications of International Engagements . . . . .	113
IX. Resolutions adopted by the International Federation of the League of Nations Societies at its Ninth Plenary Congress in July 1925 . . . . .	114
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . . . .	117
XI. Revised List of Delegates: Erratum . . . . .	118

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mercredi 16 septembre), à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation

#### *Ordre du jour:*

Suite de la discussion sur le rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

#### *Première Commission.*

La première Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre) à 16 heures, au Bureau du Secrétariat (Salle B).

#### *Ordre du jour:*

I. Création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale; Proposition présentée par le Gouvernement danois: (A. I./3. 1925).  
Suite de la discussion.

### I. PROGRAMME OF MEETINGS.

#### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Wednesday, September 16th) at 10.30 a.m. in the Salle de la Réformation.

#### *Agenda:*

Continuation of the Discussion on the Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to Execute the Decisions of the Assembly.

#### *First Committee.*

The First Committee will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 4 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room B).

#### *Agenda:*

(1) Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice. Proposal put forward by the Danish Government. A. I/3 1925. (Continuation of the discussion.)

2. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux; Déclarations faites par les Membres du Conseil au cours de la session de mars 1925 et toutes autres déclarations communiquées par les Membres de la Société.

3. Etablissement de la paix par l'arbitrage, la sécurité et le désarmement: Préparation d'une Conférence pour la Réduction des Armements (Projet de résolution présentée par la délégation de l'Espagne. A. 53 (1). 1925.IX.)

4. Arbitrage obligatoire pour le règlement de différends internationaux (Projet de résolution présenté par la délégation suédoise. A. 47. 1925.)

5. Disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (Projet de résolution présenté par la délégation suisse. A. 52. 1925.)

6. Examen du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. (Projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay. A. 59. 1925.)

*Première Commission: Première Sous-Commission (Article 16 du Pacte).*

La Première Sous-Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre) à 15 heures, au Bureau du Secrétariat. (Salle D.)

*Deuxième Commission.*

La Deuxième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre), à 15 heures, au Bureau du Secrétariat. (Salle F.)

*Ordre du jour:*

1. Travaux de l'Organisation d'Hygiène (*suite*).
2. Travaux de la Commission de Coopération intellectuelle.
3. Enseignement à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations.
4. Travaux de l'Organisation des Communications et du Transit (*suite*).
5. Reconstruction financière de la Hongrie (*suite*).

*Quatrième Commission: Deuxième Sous-Commission (Répartition des Dépenses).*

La Deuxième Sous-Commission (Répartition des Dépenses) se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre) à 14 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle E).

*Sixième Commission.*

La Sixième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre) à 15 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle C).

*Ordre du Jour:*

1. Mandats.
2. Minorités.

*Sixième Commission: Première Sous-Commission (Esclavage).*

La Première Sous-Commission (Esclavage) de la Sixième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre), immédiatement après la séance de la Sixième Commission. (Salle C.)

*Commission de l'ordre du jour.*

La Commission de l'Ordre du jour se réunira le mercredi 16 septembre, à 10 h. 15 du matin, au Bureau du Directeur de la Section Juridique, à la Salle de la Réformation, chambre 18 (derrière le Bureau de l'Assemblée).

Les questions figurant à son ordre du jour sont les suivantes:

1. Résolution de la Délégation chinoise sur l'élection des Membres non permanents du Conseil.
2. Résolution de la Délégation chinoise sur l'application à la Chine de l'article 19 du Pacte.

*Commission de Contrôle.*

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (mercredi 16 septembre), à 10 heures, dans la Salle de la Réformation (Bureau du Secrétaire général).

(2) Arbitration, Security and Reduction of Armaments: The Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes: Declarations by the Members of the Council made at its session in March 1925, and any other declarations communicated by Members of the League.

(3) Establishment of Peace through Arbitration, Security and Disarmament: Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments. (Draft Resolution presented by the Spanish Delegation. A.53 (1). 1925. IX.)

(4) Compulsory Arbitration for the Settlement of International Disputes. (Draft Resolution presented by the Swedish Delegation. A.47.1925.)

(5) Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice. (Draft Resolution presented by the Swiss Delegation. A.52.1925.)

(6) Examination of the Statute of the Permanent Court of International Justice. (Draft Resolution presented by the Uruguayan Delegation. A.59.1925.)

*First Committee: First Sub-Committee (Article 16 of the Covenant).*

The First Sub-Committee will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 3 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Second Committee.*

The Second Committee will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 3 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room F).

*Agenda:*

- (1) Work of the Health Organisation (Continuation).
- (2) Work of the Committee on Intellectual Co-operation.
- (3) Instruction of Youth in the Aims and Ideals of the League of Nations.
- (4) Work of the Organisation for Communications and Transit (Continuation).
- (5) Financial Reconstruction of Hungary (Continuation).

*Fourth Committee: Second Sub-Committee (Allocation of Expenses).*

The Second Sub-Committee (Allocation of Expenses) will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 2.30 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room E).

*Sixth Committee.*

The Sixth Committee will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 3.30 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Agenda:*

- (1) Mandates.
- (2) Minorities.

*Sixth Committee: First Sub-Committee (Slavery).*

The First Sub-Committee (Slavery) will meet to-day (Wednesday, September 16th), immediately after the meeting of the Sixth Committee (Room C).

*Agenda Committee.*

The Agenda Committee will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 10.15 a.m., in the office of the Director of the Legal Section at the Salle de la Réformation (Room 18, behind the President's chair).

*Agenda:*

- (1) Resolution of the Chinese Delegation on the Election of the Non-Permanent Members of the Council.
- (2) Resolution of the Chinese Delegation on the Application to China of Article 19 of the Covenant.

*Supervisory Commission.*

The Supervisory Commission will meet to-day (Wednesday, September 16th), at 10 a.m., in the Salle de la Réformation (Room of the Secretary-General).

## II. ONZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenuë à la Salle de la Réformation, le mardi 17 septembre 1925,  
à 10. h. 45.*

### *Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), président et rapporteur de la Commission de vérification des pouvoirs, annonce que la Commission a examiné une dépêche émanant du Secrétariat d'Etat pour les Relations extérieures de la République Dominicaine, et d'où il résulte que, de l'avis de la Commission, M. Angel Morales doit être considéré comme représentant dûment accrédité de la République Dominicaine à l'Assemblée.

A la suite d'une autre dépêche provenant du ministre de la République de Haïti à Paris, M. Frédéric Doret, de l'avis de la Commission, doit être considéré comme représentant dûment accrédité de la République de Haïti à l'Assemblée.

### *Rapport sur l'œuvre du Conseil (suite de la discussion).*

M. IDMAN (Finlande) rappelle que, lors de la cinquième Assemblée, la Finlande a voté le Protocole pour le règlement pacifique des différents internationaux, estimant le résultat obtenu comme la plus grande œuvre accomplie jusqu'à ce jour pour garantir la paix dans le monde. La délégation finlandaise a recommandé à son gouvernement de signer le Protocole, et ce gouvernement en décida ainsi après l'avoir soumis à un examen approfondi.

Sans doute, le Protocole, résultat de compromis, contient certaines dispositions insuffisamment claires et précises, ou qui auraient pu être plus souples et moins catégoriques. Cependant, il y a un grand nombre d'Etats qui sont fermement opposés à ce que le Protocole soit abandonné comme le fut précédemment le Traité d'assistance mutuelle.

La Finlande reste fidèle aux principes du Protocole, qu'elle considère comme la base d'une organisation internationale plus solide et plus équitable, et moins exposée à l'influence de facteurs politiques difficiles à apprécier et étrangers aux considérations de droit.

L'accueil fait au Protocole par divers gouvernements a montré, toutefois, qu'il ne sera guère possible de tomber prochainement d'accord sur un Pacte général de garantie. Lors de la session de mars du Conseil, M. Chamberlain a indiqué, comme étant la meilleure solution, la procédure qui consisterait à compléter le Pacte, en collaboration avec la Société, au moyen d'accords mutuels spéciaux, entre Etats, accords correspondant à leurs besoins spéciaux; devant la présente Assemblée, le premier délégué britannique a précisé certaines des conditions auxquelles devraient satisfaire de tels accords spéciaux. De son côté, M. Painlevé divisait ces accords en deux catégories: les uns consistant dans des alliances entre des Etats ayant les mêmes intérêts, les autres englobant des Etats entre lesquels pourraient surgir des difficultés.

Or, il y a des situations d'un caractère spécial, auxquelles les règles régissant lesdits accords spéciaux ne sauraient immédiatement s'appliquer. La conclusion de tels accords pourrait se heurter parfois à des difficultés insurmontables, en raison des conditions géographiques ou autres de certains pays. Il est des Etats qui ne croient pas pouvoir fonder leur sécurité sur des accords spéciaux, et qui sont dans la nécessité d'organiser leur défense nationale tant qu'ils ne peuvent baser leur sécurité sur des garanties que seule la Société est en mesure de leur assurer. Ce fait a été reconnu en 1922 par l'Assemblée qui, dans sa résolution XIV relative à la réduction des armements, admettait, pour ces Etats, la nécessité de sauvegarder, par des mesures spéciales, les intérêts de leur sécurité.

La Finlande espère qu'un accord général précisant l'application des principes du Pacte n'est qu'ajourné. En attendant sa réalisation, elle observera une politique strictement conforme aux doctrines du Protocole. Elle a conclu avec huit Etats voisins des accords de conciliation et d'arbitrage, et espère pouvoir en augmenter le nombre.

M. MORALES (République Dominicaine), après avoir évoqué les durs sacrifices consentis par son pays pour conquérir la liberté, déclare que la République Dominicaine, dès le début, a embrassé la cause de la Société des Nations, estimant que, au sein de cette institution, on pouvait réaliser, sans crainte, ni compromissions, les efforts les plus sérieux qui aient encore été tentés pour établir la paix du monde. A son avis, tous les

## II. ELEVENTH PLENARY MEETING

*Held at the Salle de la Réformation, Tuesday, September 15th,  
1925, at 10.45 a.m.*

### *Report of the Committee on Credentials.*

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman and Rapporteur of the Committee on Credentials, announced that as a result of a despatch received from the Minister for Foreign Affairs of the Dominican Republic, M. Angel Morales was, in the opinion of the Committee, to be considered as the representative duly accredited to the Assembly of the Dominican Republic.

As the result of a despatch received from the Minister for the Republic of Haïti at Paris, M. Frederic Doret was considered by the Committee to be the representative duly accredited to the Assembly of the Republic of Haïti.

### *Report on the Work of the Council (Continuation of the discussion).*

M. IDMAN (Finland) said that at the Fifth Assembly Finland had voted for the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes, believing that the results which it embodied represented the greatest work so far accomplished for the purpose of guaranteeing peace in the world. The Delegation of Finland had recommended its Government to sign the Protocol, and the Government of Finland had decided to do so after having submitted it to a careful examination.

Doubtless there were certain provisions in the Protocol which, being the result of compromises, were not sufficiently clear or precise, or which might have been made more elastic and less categorical. A great number of States, however, were firmly opposed to abandoning the Protocol as the previous Treaty of Mutual Assistance had been abandoned.

Finland remained faithful to the principles of the Protocol as the most solid and the most just basis possible for a stronger international organisation of the nations, an organisation less exposed to the influence of incalculable political factors foreign to considerations of right.

The reception of the Protocol by various Governments had, however, shown that it would be hardly possible to reach agreement in the near future in regard to a general pact of guarantee. Mr. Chamberlain at the March session of the Council had indicated as the best solution of the problem the procedure of completing the Covenant in co-operation with the League by mutual special agreements between States corresponding with their special necessities, and he had at that Assembly defined the conditions under which such special agreements should be concluded. M. Painlevé had divided these agreements into two kinds, alliances for States with the same interests, and alliances for States between whom difficulties were likely to arise.

There were, however, situations of a special character to which the rules relating to these special agreements could not immediately be applied, and their conclusion might sometimes meet with insurmountable difficulties owing to geographic or other circumstances. Certain countries were unable to base their security on special agreements, but must organise their security on a basis of national defence, so long as they were unable to base their security on guarantees which the League of Nations alone was in a position to assure. The Assembly had recognised this fact in 1922 in Resolution XIV concerning the reduction of armaments, which recognised that these States might be under a necessity to safeguard their interests and security by means of special measures.

Finland hoped that a general agreement for the application of the principles of the Covenant was only adjourned. Meanwhile, she would pursue a policy strictly in conformity with the doctrines of the Protocol. She had concluded with eight neighbouring countries agreements of conciliation and arbitration and hoped to increase the number of these agreements.

M. MORALES (Dominican Republic), having referred to the heavy sacrifices made by his country in order to acquire her liberty, said that the Dominican Republic had from the outset embraced the cause of the League of Nations, believing that within this institution it would be possible to achieve without fear or favour the most serious efforts yet made to establish the peace of the world. Everything conspired to show that

indices concourent à annoncer une conciliation prochaine des différents points de vue et la délégation de la République Dominicaine croit que, un jour prochain, les peuples, jouissant réellement de la libre disposition d'eux-mêmes, prépareront l'avènement d'une humanité plus heureuse.

La République Dominicaine est convaincue de l'efficacité de l'arbitrage pour résoudre les difficultés internationales de la manière la plus conforme au droit et à l'équité et elle a érigé ce principe en précepte constitutionnel, s'obligeant à le consigner comme clause d'usage dans les traités internationaux conclus par elle.

C'est dans cet esprit qu'elle a toujours insisté pour la solution arbitrale de son problème de frontières avec la République voisine de Haïti, et le délégué de la République Dominicaine formule, en cette solennelle occasion, un vœu fervent pour une prompte et satisfaisante solution du litige.

La codification du droit international, nouveau symptôme de la tendance générale à préparer l'avènement d'une ère de paix définitive, se heurte aux difficultés inhérentes à toute entreprise impliquant l'unification de règles abstraites et devant régir des situations de fait, dont les aspects diffèrent tant selon les Etats. Cependant, cette œuvre est appelée à aboutir et son succès aura pour effet de rendre plus clairs et plus précis les préceptes du droit international, dont l'indécision permettait de dangereuses interprétations et donnait lieu à de regrettables perturbations de l'équilibre universel.

Le délégué de la République Dominicaine déclare en terminant que son Gouvernement sera disposé en tout temps à faciliter, dans la mesure de ses forces, la réalisation de tout progrès tendant à assurer la paix du monde.

M. LOUCHEUR (France), au nom de la délégation française, propose à l'Assemblée le vote de la résolution ci-après :

« L'Assemblée,

« Fermement résolue à rechercher tous les moyens capables de faire régner la paix dans le monde,

« Convaincue que la paix économique contribuera grandement à assurer la sécurité des peuples,

« Invite le Conseil à constituer, sur de larges bases, un Comité préparatoire qui, en s'appuyant sur les organisations techniques de la Société et le Bureau international du Travail, préparerait les travaux d'une Conférence économique internationale.

« La convocation de cette Conférence, sous les auspices de la Société des Nations, ferait l'objet d'une décision ultérieure du Conseil.

« Son but serait d'examiner les difficultés économiques qui s'opposent au rétablissement de la prospérité générale, ainsi que de mettre en lumière les meilleurs moyens de surmonter ces difficultés et d'éviter les conflits. »

Commentant son projet de résolution, le délégué de la France rappelle une observation récente de M. Scialoja, sur la nécessité de rechercher les causes profondes des guerres : « Il ne s'agit pas seulement, en effet, de guérir la crise ou la maladie lorsqu'elle éclate, le devoir de la Société est d'essayer de la prévenir. » Tel est le but de la délégation française en présentant cette proposition.

Les causes de guerres sont nombreuses, souvent politiques ou ethniques, mais la cause la plus fréquente semble être la lutte économique entre les nations.

Depuis la fin de la guerre, il règne dans le monde entier, surtout en Europe, un malaise profond, dont peut-être il faudrait rechercher l'origine dans la situation d'avant la guerre. Depuis un siècle, les peuples, qui se consacraient presque exclusivement aux travaux de l'agriculture, ont été peu à peu entraînés dans le tourbillon industriel, sans pressentir les dangers sociaux de tout ordre qui pouvaient résulter de cette évolution. Et peut-être les diplomates elles-mêmes n'ont-elles pas aperçu d'une façon assez nette le danger présenté par ces conflits économiques. La guerre a encore compliqué la situation, et aujourd'hui, par suite du déplacement des frontières, des modifications de tarifs consécutives, des systèmes de prohibitions d'importations et d'exportations, des difficultés du transit et des communications, et surtout du trouble monétaire, le monde entier est en état de malaise économique.

Sans doute, grâce aux efforts des gouvernements et de la Société des Nations, des améliorations ont déjà été obtenues : un grand nombre de nations, par exemple, ont déjà réussi à

there would be shortly a conciliation of the various points of view, and the Dominican Republic believed that the peoples, freely disposing of their destinies, would soon be preparing for a happier future.

The Dominican Republic was convinced of the effectiveness of arbitration in settling international difficulties in close conformity with law and equity, and it had laid down this principle as a constitutional precept, adopting it as a customary clause for the international treaties which it concluded.

It was in this spirit that the Dominican Republic had always pressed for a solution by means of arbitration of her frontier problem with the Republic of Haiti, and he would on this solemn occasion express a fervent wish that a prompt and satisfactory solution of this controversy might be reached.

The codification of international law was a new sign of the general tendency to prepare for a future era of peace. The enterprise was meeting with the difficulties inherent in any undertaking which involved the unification of abstract rules and which must take account of facts which differed so considerably in the various States. Nevertheless, this work was bound to succeed, and its success would have the effect of rendering clearer and more precise international precepts of law the vagueness of which left the way open for dangerous interpretations and gave rise to a regrettable disturbance of the general equilibrium.

He would declare in conclusion that his Government was disposed at any time to facilitate, as far as it was able, the realisation of any progress towards assuring the peace of the world.

M. LOUCHEUR (France) submitted the following draft resolution on behalf of the French Delegation :

“ The Assembly :

“ Being resolved to examine every method of promoting peace throughout the world ;

“ Being convinced that economic peace will contribute largely to ensuring the security of peoples ;

“ Invites the Council to set up, on the widest basis, a preparatory Committee for the purpose of preparing for the work of an international conference, with the help of the Technical Organisations of the League, and of the International Labour Office.

“ A decision regarding the convening of this Conference under the auspices of the League of Nations should be taken later by the Council.

“ The purpose of this Conference should be to examine the economic difficulties which stand in the way of the restoration of general prosperity, and to discover the best methods of surmounting these difficulties and of avoiding disputes. ”

In presenting this resolution, he would remind the Assembly of an observation recently made by M. Scialoja on the necessity of looking for the deep-seated causes of war : “ the problem was not only one of finding a cure for the crisis or for the disease when it broke out ; the duty of the League was to make an effort to prevent the disease. ” This was the aim of the French Delegation in presenting this resolution.

The causes of war were numerous, but the most frequent cause appeared to be the economic struggle between the nations.

Since the end of the war there had prevailed throughout the whole world, and above all in Europe, a profound uneasiness of which it was necessary perhaps to look for the origins in the pre-war position. For a century nations which had devoted themselves almost exclusively to agriculture had been gradually drawn into the industrial whirlpool, without being alive to the social dangers of every kind which might result from this evolution. Perhaps the diplomatists themselves had not always realised sufficiently clearly the danger inherent in these economic conflicts. The war had still further complicated the position, and at the present moment, owing to the displacement of frontiers, the modifications in successive tariffs, the systems of import and export prohibitions, the difficulties of transit and communications and, above all, the currency disturbances, the whole world was in a condition of economic disorder.

Thanks to the efforts of the Governments and the League of Nations improvements had doubtless already been made. A large number of nations, for example, had already succeeded

rétablir un système monétaire solide. Mais, dans le même temps, il s'est produit un fait auquel on ne semble pas avoir prêté assez d'attention: au moment même où s'effectuait ici un grand effort de coordination internationale, se développait dans chaque pays un nationalisme économique aigu, chaque pays voulant fermer ses frontières aux importations étrangères et vivre dans une sorte d'industrialisation, en vase clos, qui comporte pour l'avenir de graves dangers.

Quels remèdes apporter à ce malaise? Et, tout d'abord, la question est-elle de la compétence de la Société? Il semble que les résultats si encourageants obtenus, dans un délai si merveilleusement bref, dans l'œuvre de restauration de l'Autriche et de la Hongrie, combinés avec les dispositions du paragraphe e) de l'article 23 du Pacte, donnent à la Société le droit d'entreprendre le grand travail de reconstruction économique qui fait l'objet de la proposition française.

Quels moyens employer, quel but viser? Sans doute, la réunion d'une conférence économique internationale soulève bien des objections, mais c'est ce qui arrive dans la vie pratique: il est en général plus facile de démolir que de bâtir, et c'est à bâtir que la délégation française appelle l'Assemblée.

De quels Etats sera composée la Conférence, et quel sera son programme? Sans avoir la prétention d'apporter ce programme à la tribune de l'Assemblée, la délégation française demande simplement que l'Assemblée invite le Conseil à réunir un Comité préparatoire qui tracerait le programme de cette Conférence. Peut-être sera-t-il plus difficile de dire ce qu'il ne devra pas comprendre que ce qui devra y figurer. En effet, la matière économique est vaste, et si l'on veut tracer un programme trop orgueilleux on est à peu près certain d'échouer et de transformer la Conférence en un débat académique. D'autre part, ce serait commettre une erreur que d'imaginer que la Conférence pût aboutir à de véritables conventions internationales. Que la Conférence se contente d'énoncer un certain nombre de principes, de rechercher une méthode de coopération internationale pour les appliquer, et aussi, point le plus important, que, pour certaines branches de production plus faciles à analyser que d'autres, il puisse s'établir entre les producteurs de chaque nation, sous le contrôle des gouvernements, des conventions qui, en dehors de la Conférence elle-même, assureront pour un certain temps l'équilibre de la production et de la consommation.

La délégation française n'insiste pas pour le moment sur les détails, se réservant de répondre aux objections qui pourraient être faites, soit devant la deuxième Commission, soit dans les dernières séances de la présente Assemblée, et désirant marquer sa déférence à l'égard de la deuxième Commission devant laquelle elle demande que sa résolution soit renvoyée.

Si la France a pris l'initiative de présenter cette résolution, ce n'est pas qu'elle y ait un intérêt absolument direct. Peut-être est-elle allée moins loin que d'autres pays dans la voie de l'industrialisation, et a-t-elle su garder un certain équilibre entre sa production agricole et sa production industrielle. Le motif de cette initiative, c'est que la France est fortement attachée à la cause de la sécurité et que l'œuvre à laquelle elle convie l'Assemblée est la suite logique de l'effort déjà commencé vers la sécurité.

M. Raul FERNANDES (Brésil) craint que l'impression causée par les déclarations que vient d'entendre cette Assemblée sur le Protocole n'ait pour effet que de produire un certain découragement en Amérique latine. Il sera difficile de partager l'optimisme de M. Paul-Boncour sur la question des pactes régionaux d'arbitrage et de sécurité.

Cependant, il ne doute point que les principes inscrits dans le Protocole ne deviennent désormais la base sur laquelle on préparera de tels accords, et que de ce fait, un progrès moral considérable ne se trouve réalisé.

Dans les pays éloignés de l'Amérique latine, on n'a que faire de pactes régionaux de sécurité, car la paix continentale s'y trouve assise sur des bases morales inébranlables. Par contre, on a un urgent besoin de pactes intercontinentaux, car les capitaux étrangers sont attirés de plus en plus en Amérique latine et les problèmes internationaux y revêtiront un caractère plus juridique que politique. La sécurité des pays d'Amérique latine exige un règlement judiciaire de ces conflits juridiques, soit par la voie de l'arbitrage obligatoire, soit de préférence par la Cour permanente de Justice internationale.

in restoring the stability of their currency. At the same time, there had arisen a fact to which insufficient attention appeared to be given. At the very moment when a great effort was being made towards international co-ordination, there was developing in each country a keen nationalism in the economic field, each country desiring to close its frontier to foreign imports and to live in a kind of watertight industrial system. This was a position which held serious dangers for the future.

What remedies were to be found for this state of affairs? To begin with, was this a question within the competence of the League? It seemed to him that the encouraging results obtained within so brief a period of time in the work of reconstruction in Austria and Hungary, combined with the provisions of paragraph (e) of Article 23 of the Covenant, gave to the League the right to undertake the great work of economic reconstruction which was the object aimed at in the French proposal.

What means were to be employed and what was to be the aim? Doubtless the convening of an international economic conference would encounter objections, but this was only to be expected in practical affairs. It was generally easier to pull down than to build up, and the French Delegation was asking the Assembly to undertake a constructive effort.

What States would be asked to attend the Conference and what would be its programme? Without presuming to offer a programme to the Assembly at that moment, the French Delegation merely asked that the Council should be invited to set up a preparatory committee which would trace a programme for the conference. Perhaps it would be more difficult to say what the programme should leave out than what it should contain. The economic field was vast, and, if a too ambitious programme were outlined, the enterprise was almost certain to fail and the conference would be transformed into an academic debate. On the other hand, it would be a mistake to imagine that the conference could result in actual international conventions. The conference should confine itself to establishing a certain number of principles, seeking a method of international co-operation for their application, and also, perhaps the most important point, it might, for certain branches of production which were easier of analysis than others, establish between the producers of each country under the control of the Governments agreements which independently of the conference would ensure for a certain time an equilibrium in production and consumption.

The French Delegation did not at present insist upon details. It reserved the right to reply to any objections which might be made, either before the Second Committee or at the last meetings of the present Assembly. Wishing to show its deference for the Second Committee, it asked that its resolution might be referred to it.

France had taken the initiative in submitting this resolution not because she had any absolutely direct interest in the matter. France had perhaps gone less far than other countries along the road of industrialisation, and had been able to maintain a certain balance between her agricultural production and her industrial production. The reason for the initiative of the French Delegation was that France was strongly attached to the cause of security, and because the work which she was inviting the Assembly to undertake was a logical consequence of the effort towards security already made.

M. Raul FERNANDES (Brazil) feared that the impression produced by the declarations made during the present Assembly concerning the Protocol would have a somewhat discouraging effect in Latin America. It was difficult to share the optimism of M. Paul-Boncour on the subject of regional agreements for arbitration and security.

He did not doubt, however, that the principles embodied in the Protocol would henceforth be taken as a guide in the preparation of such agreements, and that in this way a considerable moral progress would be achieved.

In the distant countries of Latin America there was no need of such regional agreements in order to ensure peace on the American continent. On the other hand, the Latin-American countries had urgent need of inter-continental agreements, in view of the fact that foreign capital was continually more attracted to them, and their international problems would have a character which would be more legal than political. The security of the Latin-American countries necessitated a judicial settlement of such legal disputes either by means of compulsory arbitration or preferably by the Permanent Court of International Justice.



Il n'est que trop évident que dans le système des pactes régionaux, on trouvera difficilement place pour les accords intercontinentaux dont dépend la sécurité des pays d'Amérique latine. Un moyen de tourner la difficulté réside dans la conclusion de traités particuliers d'arbitrage; mais ces traités ignorent la Société des Nations, et sont dépourvus de certaines garanties accordées par le Pacte. Si l'on devait recourir à de tels arrangements, le prestige de la Société des Nations ne laisserait pas d'en souffrir.

M. Fernandes aimerait apporter un léger amendement à un passage du discours du délégué de l'Uruguay, qui a déclaré que, jusqu'à maintenant, son pays était le seul à avoir ratifié le Statut de la Cour permanente et la clause comportant une juridiction obligatoire; le Brésil a ratifié également le Statut et donné son adhésion à la clause de juridiction obligatoire. Cependant, en donnant sa ratification, il a déclaré que cette clause ne deviendrait effective pour lui que lorsque deux des puissances siégeant en permanence au Conseil y auraient également adhéré. Le Brésil a estimé qu'en adhérant à cette clause de juridiction obligatoire, il n'était que juste d'insister sur la nécessité morale aussi bien que juridique et politique que les grandes Puissances, qui, siégeant au Conseil, ont une telle prépondérance pour déterminer la composition de ce tribunal, donnent l'exemple de la soumission à cette juridiction.

Or, M. Scialoja a prétendu que le Protocole était prématuré, car la guerre était souvent une maladie qu'on ne pouvait pas traiter seulement par la répression. Si cet argument était fondé, le Protocole resterait forcément prématuré jusqu'à la fin des siècles. M. Raul Fernandes est d'accord avec M. Scialoja pour estimer que les nations ne doivent se soumettre au droit que dans la mesure où celui-ci est juste, et que pour qu'il soit juste, la coopération doit devenir une règle obligatoire par voie de conventions loyalement et équitablement consenties. L'adaptation du droit aux changements historiques par voie d'arbitrage occasionnel, qui constitue la méthode suggérée par le délégué italien, pourrait aisément masquer une politique de force, tandis que la justice obligatoire, grâce à l'œuvre constructive de la jurisprudence, mènerait directement à l'adaptation du droit aux besoins vitaux des rapports entre les peuples. C'est pourquoi M. Raul Fernandes pense que la juridiction de la Cour de La Haye ne deviendra obligatoire jamais trop tôt ni prématurément. La thèse italienne poussée jusqu'à l'extrême n'aurait pas seulement pour effet d'ajourner l'organisation juridique et judiciaire de la vie des peuples, mais elle contient tous les éléments d'un éternel refus d'accepter une telle organisation.

M. RENTIS (Grèce), déclare que son pays a demandé au Conseil de régler et d'arbitrer diverses questions signalées dans le Rapport. Tout récemment encore, cette tâche de conciliation a été poursuivie pour l'œuvre de l'établissement des réfugiés helléniques. Dans toutes ces questions, on a trouvé des solutions qui ont tenu compte de la réalité des faits dans un esprit de justice et de vérité.

Il ne suivra pas le délégué de Bulgarie dans une discussion nouvelle sur la question des minorités: il rappellera simplement à l'Assemblée que, dans le compte rendu de l'œuvre du Conseil, on trouve la solution définitive de cette question dans les protocoles additionnels aux traités des minorités bulgares en Grèce et grecques en Bulgarie. Le fait que la Grèce n'a pas mis en vigueur l'un de ces Protocoles a été pleinement justifié par le Conseil, et M. Rentis est persuadé que lorsqu'on aura entièrement appliqué la Convention d'échange des populations gréco-bulgare, les occasions de malentendus entre les deux pays auront été considérablement réduites.

La Grèce ne s'oppose pas à ce qu'on règle les questions de l'accès économique de la Bulgarie à la mer Egée. L'article du Traité de Neuilly qui règle cette question sera appliqué d'une façon satisfaisante, et la Grèce n'a jamais refusé de proposer ou de faciliter sa mise en vigueur. Le Gouvernement grec est prêt à recourir à la coopération de la Société des Nations, dont le concours est envisagé par le traité lui-même.

Il n'est pas tout à fait d'accord avec le délégué de Hongrie sur la difficulté des accords régionaux entre pays voisins, bien que sur cette question, il ne fasse qu'exprimer un avis basé sur les relations de la Grèce avec ses propres voisins.

It was only too clear that a place would with difficulty be found for the inter-continental agreements on which the security of the Latin-American countries depended within the system of regional pacts. One way of getting round the difficulty was the conclusion of special arbitration treaties. These treaties, however, ignored the League of Nations, and were not provided with certain of the guarantees given by the Covenant. If recourse were had to such arrangements, the League of Nations could not fail to suffer in its prestige.

He would like to make a small correction in regard to a passage in the speech of the delegate of Uruguay, who had stated that up to the present Uruguay was the only country which had ratified the Statute of the Permanent Court and the clause providing for a compulsory jurisdiction. Brazil had also ratified the Statute and adhered to the compulsory clause. It had, however, in ratifying the compulsory clause, stated that this ratification would only become of effect when two of the Powers with permanent seats on the Council of the League had also adhered. The country in adhering to the compulsory clause had felt it was only just that emphasis should be laid on the moral necessity, as well as the legal and political necessity, for the Great Powers which, sitting on the Council, had a preponderant weight in determining the composition of the Court, to set an example of submission to its jurisdiction.

M. Scialoja had argued that the Protocol was premature since war was often a disease which could not be dealt with merely by repression. If this argument were well founded, however, the Protocol would necessarily remain premature to the end of time. He shared the opinion of M. Scialoja that nations should only submit to the law so far as the law was just, and that, in order that the law might be just, co-operation must become a compulsory rule by means of conventions loyally and equitably agreed. The adaptation of law to historic changes by means of occasional arbitration, which was the method suggested by the Italian delegate, might, however, disguise a policy of force, whereas compulsory justice, thanks to the constructive work of the law of nations, would lead directly to the adaptation of law to the vital needs of the relations between peoples. For this reason he thought it would never be too soon, and could never be premature, for the jurisdiction of the Permanent Court to be made compulsory. The Italian argument, taken to its logical extreme, did not only have the effect of postponing a legal and judicial organisation of international life; it contained, on the contrary, all the elements of a refusal to accept such an organisation for all time.

M. RENTIS (Greece) said that his country had asked the Council of the League to settle and to arbitrate on various questions which were mentioned in the report. Quite recently this task of conciliation had been undertaken with a view to establishing the Greek refugees. In all these questions solutions had been found which took account of the facts in a spirit of justice and truth.

He would not follow the delegate for Bulgaria into a new controversy on the question of minorities. He would merely remind the Assembly that in the account of the work of the Council a final solution had been found of the question raised by the supplementary protocols dealing with the Bulgarian minorities in Greece and the Greek minorities in Bulgaria. The omission of Greece to carry out one of these protocols had been fully justified by the Council, and he was convinced that, when the agreement for the exchange of populations between Bulgaria and Greece had been fully applied, opportunity for friction between two countries would have been considerably reduced.

Greece did not oppose a settlement of the question of the economic access of Bulgaria to the Aegean Sea. The article of the Treaty of Neuilly dealing with this question would be satisfactorily applied, and Greece had never refused to entertain or to facilitate its application. The Greek Government was prepared for this purpose to seek the co-operation of the League, whose assistance was contemplated by the Treaty itself.

He did not altogether agree with the delegate for Hungary in regard to the difficulty of concluding regional agreements with neighbouring countries, though in this matter he was merely expressing an opinion based on the relations of Greece with her own neighbours.

C'est pourquoi il a donné son adhésion pleine et entière à la proposition tendant à établir une Commission de conciliation, ainsi qu'au projet de résolution soumis par M. Quinones de Leon.

*Répartition de la tâche entre les Commissions de l'Assemblée.*

Le PRÉSIDENT déclare que le bureau de l'Assemblée propose de répartir de la manière suivante les projets de résolutions présentés au cours de la discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil:

*Première et troisième Commissions.*

Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux;

Déclarations faites par les Membres du Conseil au cours de la session de mai 1925 et toutes autres déclarations communiquées par les Membres de la Société.

*Première Commission.*

a) Résolution espagnole relative à l'établissement de la paix par l'arbitrage, la sécurité et le désarmement et par la préparation d'une conférence pour la réduction des armements;

b) Résolution de la délégation suédoise sur l'arbitrage obligatoire pour le règlement des différends internationaux;

c) Résolution de la délégation suisse sur la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale;

d) Résolution de la délégation de l'Uruguay sur la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale.

*Troisième Commission.*

a) Résolution de la délégation espagnole relative à l'établissement de la paix par l'arbitrage, la sécurité et le désarmement et par la préparation d'une conférence pour la réduction des armements. Cette résolution sera également renvoyée à la première Commission);

b) Résolution de la délégation néerlandaise sur la réduction et la limitation des armements;

c) Résolution de la délégation du Salvador sur certaines questions techniques concernant le désarmement.

d) Résolution de la même délégation portant amendement à la résolution ci-dessus.

e) Résolution de la délégation hongroise sur la Conférence du désarmement, apportant certaines modifications à la résolution de la délégation espagnole.

*Cinquième Commission.*

a) Résolution de la délégation norvégienne sur les réfugiés arméniens;

b) Résolution de la délégation norvégienne sur les réfugiés russes;

*Sixième Commission.*

a) Résolution de la délégation norvégienne sur les mandats;

b) Résolution de la délégation lithuanienne sur les minorités.

*Commission de l'ordre du jour.*

a) Résolution de la délégation chinoise sur l'élection de membres non permanents du Conseil;

b) Résolution de la délégation chinoise exprimant l'espoir que la Conférence convoquée pour l'étude des affaires chinoises aboutira à une solution satisfaisante.

*Les propositions du Bureau sont adoptées.*

Le PRÉSIDENT ajoute qu'il est bien entendu que les présidents de la première et de la troisième Commissions régleront d'un commun accord la répartition des questions qui leur sont renvoyées conjointement, et s'entendront sur la méthode appropriée pour les étudier séparément ou en commun.

It was for this reason that he had adhered fully and entirely to the establishment of a conciliation commission and to the draft resolution submitted by M. Quinones de Leon.

*Distribution of Work between the Committees of the Assembly.*

The PRESIDENT said that the General Committee of the Assembly proposed that the resolutions presented during the discussion of the report on the work of the Council should be distributed as follows:

*First and Third Committees:*

Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes;

Declarations made by the Members of the Council during the session of May 1925, and any other declarations communicated by Members of the League.

*First Committee:*

(a) Spanish resolution for the Establishment of Peace by Arbitration, Security and Disarmament and by the Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments;

(b) Resolution of the Swedish Delegation on Compulsory Arbitration for the Settlement of International Disputes;

(c) Resolution of the Swiss Delegation on the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice;

(d) Resolution of the Delegation of Uruguay on the Jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

*Third Committee:*

(a) Resolution of the Spanish Delegation on the Establishment of Peace by Arbitration, Security and Disarmament and by the Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments (this resolution will also be referred to the First Committee);

(b) Resolution of the Netherlands Delegation on the Reduction and Limitation of Armaments;

(c) Resolution of the Delegation of Salvador on certain Technical Questions relating to Disarmament;

(d) Resolution of the Delegation of Salvador proposing an Amendment to the above Resolution;

(e) Resolution of the Hungarian Delegation on the Conference on Disarmament, introducing certain Modifications to the Spanish Resolution.

*Fifth Committee:*

(a) Resolution of the Norwegian Delegation regarding Armenian Refugees;

(b) Resolution of the Norwegian Delegation regarding Russian Refugees.

*Sixth Committee:*

(a) Resolution of the Norwegian Delegation regarding Mandates;

(b) Resolution of the Lithuanian Delegation regarding Minorities.

*Agenda Committee:*

(a) Resolution of the Chinese Delegation on the Election of the Non-Permanent Members of the Council;

(b) Resolution of the Chinese Delegation expressing the Hope that the Conference convened for the Study of Chinese Affairs may result in a satisfactory solution of the problem.

*The proposals of the General Committee were adopted.*

The PRESIDENT said it was understood that the Chairmen of the First and Third Committees would settle by common agreement the distribution between them of questions raised in the resolutions referred to both Committees and the most appropriate method of studying these questions separately or in common.

### III. DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION: ADDENDUM.

La liste suivante remplace celle qui a paru au *Journal de l'Assemblée* du mardi 15 septembre, laquelle était incomplète.

Sous-Commission de la première Commission pour l'étude de la proposition d'amendement à l'article 16 du Pacte, formulée par le Gouvernement britannique.

M. ROLIN	(Belgique)
M. Raul FERNANDES	(Brésil)
Sir Cecil HURST	(Emp. Britannique)
M. DE PALACIOS	(Espagne)
M. CASSIN	(France)
M. LIMBOURG	(Pays-Bas)
M. MOTTA	(Suisse)

### IV. DEUXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La Troisième Commission a tenu hier mardi, 15 septembre, à 15 h. 30, sa deuxième séance sous la présidence de M. Nintchitch (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

#### *Procès-verbaux de la Commission.*

Le Vice-Président, conformément à une décision du Bureau de l'Assemblée, rappelle à ses collègues qu'ils ne doivent pas s'attendre à trouver dans le procès-verbal la reproduction sténographique de leurs déclarations.

#### *Ordre du jour.*

La Commission adopte l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétariat comprenant les points suivants:

1. Renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.
2. Fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.
3. Annuaire de renseignements statistiques sur les armements nationaux.
4. Point 13 de l'ordre du jour de l'Assemblée: arbitrage, sécurité, désarmement.

#### *Renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.*

M. GUERRERO (Salvador) expose qu'il serait très désirable que les gouvernements veuillent bien adopter, dès maintenant, les méthodes de statistiques relatives au commerce des armes établies par la Conférence internationale qui eût lieu en mai-juin 1925 à Genève et qui sont données dans l'annexe I à la Convention établie par cette Conférence. Il présente un projet de résolution dans ce sens.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) et M. COPPOLA (Italie) font ressortir les difficultés qui pourront se présenter pour les gouvernements dans la modification de leurs méthodes statistiques. Ils demandent qu'une plus grande latitude soit laissée aux gouvernements pour l'application de la résolution.

Après un échange de vues, auquel prennent part MM. DE PALACIOS (Espagne), JOUHAUX (France), MATSUDA (Japon), MOTTA (Suisse), la résolution de M. Guerrero est adoptée à l'unanimité par la Commission dans le texte suivant:

- L'Assemblée,
- Tenant compte des stipulations de la Convention sur le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre, signée à Genève le 17 juin 1925;

• Considérant les avantages qui découlent de l'unification des nomenclatures et des méthodes statistiques concernant ce commerce;

• Considérant le paragraphe 3 de la résolution de la cinquième Assemblée en date du 27 septembre 1924, en vertu duquel « les Etats membres et non membres de la Société des Nations sont priés de remettre au Secrétariat tous documents qu'ils estiment de nature à faciliter la préparation du recueil de renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre;

### III. SECOND MEETING OF THE FIRST COMMITTEE: ADDENDUM.

The following list replaces that which appeared in the Assembly *Journal* of Tuesday, September 15th, which was incomplete:

Sub-Committee of the First Committee to study the proposed amendment to Article 16 of the Covenant presented by the British Government.

M. ROLIN	(Belgium);
M. Raul FERNANDES	(Brazil);
Sir Cecil HURST	(British Empire);
M. DE PALACIOS	(Spain);
M. CASSIN	(France);
M. LIMBOURG	(Netherlands);
M. MOTTA	(Switzerland).

### IV. SECOND MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its Second Meeting yesterday (Tuesday, September 15th), at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. Nintchitch, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

#### *Minutes of the Committee.*

The VICE-CHAIRMAN, in conformity with the decision taken by the General Committee of the Assembly, reminded the Committee that members should not expect to find in the minutes the verbatim record of their speeches.

#### *Agenda.*

The Committee adopted the provisional agenda drawn up by the Secretariat in the following form:

1. Statistical information on the traffic in arms, munitions and materials of war.
2. Private manufacture of arms, munitions and materials of war.
3. Statistical year-book of national armaments.
4. Point 13 of the agenda of the Assembly: arbitration, security and disarmament.

#### *Statistical information on the Traffic in Arms, Munitions and Materials of War.*

M. GUERRERO (Salvador) explained that it would be of great use if Governments would immediately adopt the statistical methods in regard to the traffic in arms drawn up by the International Conference which had taken place in May and June of 1925 at Geneva. These were to be found in the Annex to the Convention drafted by the Conference. He submitted a draft resolution to this effect.

Sir Cecil HURST (British Empire) and M. COPPOLA (Italy) pointed out the difficulties which Governments might find in changing their statistical methods. They asked that a Government should be allowed greater latitude when carrying out this resolution.

After an exchange of views, in which M. DE PALACIOS (Spain), M. JOUHAUX (France), M. MATSUDA (Japan) and M. MOTTA (Switzerland) took part, the resolution by M. Guerrero was unanimously adopted by the Committee as follows:

“The Assembly,

“Taking into account the provisions of the Convention for the Supervision of the International Trade in Arms, Ammunition and in Implements of War, signed at Geneva on June 17th, 1925,

“Considering the advantage to be derived from the standardisation of nomenclature and statistical systems for this trade,

“Considering paragraph 3 of the Resolution of the Fifth Assembly dated September 27th, 1924, in virtue of which States, Members and non-Members of the League of Nations, are invited to transmit to the Secretariat all documents which they may deem likely to be of assistance in the preparation of a collection of statistical data concerning the trade in arms, ammunition and in implements of war,

« Recommande à tous les Etats d'adopter, aussitôt qu'il leur sera possible, les modèles qui figurent en annexe I à la dite Convention, pour leurs statistiques nationales, et pour les documents qu'ils fournissent au Secrétariat en vue de la préparation du recueil sus-mentionné. »

*Fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.*

M. GUERRERO (Salvador) rappelle à la Commission que la Conférence sur le contrôle du commerce réunie à Genève en mai-juin 1925, avait déclaré qu'il était désirable que l'aspect international de la fabrication privée du matériel de guerre fût examiné le plus tôt possible par les différents gouvernements. Beaucoup des Etats non producteurs ont consenti à admettre le contrôle du commerce sous la promesse que le contrôle de la fabrication privée serait établi par une deuxième convention. Il présente à ce sujet, le projet de résolution ci-dessous :

« L'Assemblée fait sienne la déclaration insérée dans son Acte Final par la Conférence sur le contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre, réunie à Genève en mai-juin 1925, affirmant que la Convention concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre « doit être considérée comme une étape importante vers un système général d'accords internationaux au sujet des armes et munitions et des matériels de guerre, et qu'il est désirable que l'aspect international de la fabrication des armes et munitions et des matériels de guerre soit examiné le plus tôt possible par les différents Gouvernements » ;

« L'Assemblée compte sur le Conseil pour que les travaux préparatoires au sujet du contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre aboutissent le plus rapidement possible à l'établissement d'un projet de Convention afin que le Conseil soit en mesure de convoquer une Conférence internationale à ce sujet, si possible avant la prochaine Assemblée ;

« Elle exprime l'avis que la coopération d'un représentant du Gouvernement des Etats-Unis aux travaux préparatoires à ce sujet est nécessaire au succès de la Conférence et elle prie le Conseil d'inviter ledit Gouvernement à cette coopération dès qu'il estimera pouvoir le faire. »

A la demande de l'Amiral DE SOUZA E SILVA (Brésil), le SECRÉTAIRE de la Commission fait l'historique des travaux effectués au cours de l'année en ce qui concerne la fabrication privée.

M. MOTTA (Suisse) appuie la proposition de M. Guerrero, mais pour marquer d'une façon plus ferme la volonté de l'Assemblée, propose de rédiger ainsi le deuxième paragraphe de la résolution :

« L'Assemblée invite le Conseil à poursuivre les travaux préparatoires au sujet du contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre, afin qu'ils aboutissent le plus rapidement possible à l'établissement d'un projet de Convention à discuter dans une Conférence internationale que le Conseil devra convoquer, si possible avant la prochaine Assemblée. »

Après une intervention de M. SOTTILE (Nicaragua) qui appuie la proposition de M. Motta, le projet de résolution de M. Guerrero est adopté avec l'amendement proposé par M. Motta.

*Point 13 de l'ordre du jour de l'Assemblée: arbitrage, sécurité, désarmement.*

Le PRÉSIDENT rappelle à la Commission qu'elle est en présence de trois projets de résolutions présentés par les Délégations des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Hongrie, toutes trois relatives à la préparation d'une Conférence pour la réduction des armements.

M. le Jonkheer LOUDON (Pays-Bas) estime que la préparation de la Conférence de réduction des armements peut commencer dès maintenant, sans attendre l'établissement de la sécurité, afin que la Conférence soit prête à se réunir dès que les conditions de sécurité le permettront. Il considère que l'organisme établi l'année dernière par le Conseil, sous le nom de Commission de Coördination, pour l'étude de ces travaux préliminaires est

« Recommends all States to adopt so soon as they may find it possible the models given in Annex I to the said Convention, for their national statistics and for the documents they supply to the Secretariat as data for the preparation of the above-mentioned collection. »

*Private Manufacture of Arms, Ammunition and Materials of War.*

M. GUERRERO (Salvador) reminded the Committee that the Conference on the control of the traffic which had met at Geneva in May and June 1925 had stated that it would be desirable that the international side of the private manufacture of the materials of war should be investigated as soon as possible by the various Governments. Many non-producing States had consented to the control of the traffic, provided that the control of the private manufacture should be made the object of the provisions of a second Convention. He submitted the following draft resolution in regard to this question :

« The Assembly adopts the declaration inserted in its Final Act by the Conference for the Control of the International Trade in Arms, Ammunition and in Implements of War, which met at Geneva in May and June 1925, declaring that the Convention concerning the Control of the International Trade in Arms, Ammunition and in Implements of War 'must be considered as an important step towards a general system of international agreements regarding arms and ammunition and implements of war, and that it is desirable that the international aspect of the manufacture of such arms and ammunition and implements of war should receive early consideration by the different Governments' ;

« The Assembly relies upon the Council to ensure that the preliminary work on the subject of the control of the private manufacture of arms, ammunition and implements of war should lead as speedily as possible to the preparation of a draft Convention, in order that the Council should be in a position to summon an international Conference to consider it, if possible, before the next Assembly ;

« It is of opinion that the co-operation of a representative of the United States Government in the preliminary work for this Convention is indispensable to the success of the Conference, and begs the Council to invite the said Government to co-operate as soon as it considers such a step possible. »

At the request of Admiral DE SOUZA E SILVA (Brazil), the SECRETARY of the Committee gave an account of the work done during the year in regard to private manufacture.

M. MOTTA (Switzerland) supported the proposal of M. Guerrero but, in order to emphasise the wishes of the Assembly more markedly in this respect, proposed that the second paragraph of the resolution should be drafted as follows :

« The Assembly invites the Council to continue its preliminary work on the subject of the control of the private manufacture of arms, ammunition and implements of war so that a draft Convention may be prepared as speedily as possible to be discussed at an international Conference which the Council will summon, if possible, before the next Assembly. »

M. SOTTILE (Nicaragua) supported the proposal of M. Motta. The draft resolution of M. Guerrero, as amended by M. Motta, was adopted.

*Point 13 of the Agenda of the Assembly: Arbitration, Security, Disarmament.*

The CHAIRMAN reminded the Committee that three draft resolutions were before it for consideration, submitted by the delegations of the Netherlands, Spain and Hungary, all three concerning the preparatory work for a Conference on the reduction of armaments.

Jonkheer LOUDON (Netherlands) thought that the preparation for the Conference on the reduction of armaments could start immediately, without waiting for the establishment of the necessary guarantees for security, in order that the Conference might be ready to meet the moment the conditions of security prevailed. He considered that the organisation established in the previous year by the Council and known as the

insuffisant. Un certain nombre de critiques ont été faites à son fonctionnement. Tout d'abord le Conseil a interprété trop étroitement la résolution de l'Assemblée qui prescrivait d'y inclure des représentants de gouvernements en limitant ces gouvernements à ceux qui font partie du Conseil. Ensuite, les membres des organisations techniques représentées à la Commission de Co-ordination semblent n'avoir pas été en mesure d'exprimer complètement leurs opinions. En conclusion, il envisage la création d'une commission centrale, disposant d'un grand nombre de sous-commission de compétences variées, en liaison avec les organisations ou les personnalités qui s'intéressent à la question du désarmement. Il suggère à la troisième Commission de désigner une sous-commission pour étudier les détails d'organisation de ce nouvel organisme.

Le général TANCZOS (Hongrie) désire faire connaître le point de vue de sa Délégation. La Hongrie s'associe, soit au système des pactes particuliers, tout en redoutant que dans certains cas certains de ces pactes ne puissent provoquer des scissions dans la Société des Nations, soit au système du Protocole général, à la condition que l'un ou l'autre réalise la promesse de désarmement général faite dans le préambule de la partie V du Traité de Trianon. Il rappelle que les armements de la Hongrie sont, en raison de la force militaire des Etats voisins, au-dessous du minimum compatible avec sa sécurité, mais il exprime l'espoir que cette situation disparaîtra bientôt.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) fait observer que le point en discussion a été également renvoyé à la première Commission et que les deux commissions doivent se partager la besogne. Il lui semble que ce partage est actuellement aisément donné que des trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement, le terme intermédiaire, sécurité, est traité ailleurs que dans l'Assemblée. Il appuie la proposition de la délégation espagnole qui manifeste l'intention de la Société des Nations de ressaisir à l'avenir le problème de la sécurité. En ce qui concerne le problème de la préparation du désarmement, il éprouve une certaine difficulté à déclarer, dès maintenant, à quel texte il se ralliera. Il désire, au nom de la Belgique, faire une déclaration très nette: la Belgique est prête à entrer dans la voie du désarmement, si sa sécurité est assurée, et elle est décidée à ne pas entrer dans cette voie tant que sa sécurité ne sera pas assurée.

Toutefois, il ne voudrait pas retarder d'une heure la préparation de la Conférence du désarmement, même si cette Conférence ne devait avoir qu'une chance très minime de succès. Il attire l'attention de la Commission sur la proposition faite par le Délégué français à l'Assemblée relativement à la convocation d'une Conférence économique qui se réunirait non seulement dans l'intérêt économique immédiat, mais aussi dans l'intérêt de la paix. Les questions de désarmement soulèvent un grand nombre de problèmes économiques. Il serait nécessaire d'établir une coordination dans la préparation de la conférence économique et de la conférence du désarmement et à ce point de vue, il lui semble qu'il conviendrait d'établir une relation entre les travaux des deuxième et troisième commissions. Il accepte la proposition de M. Loudon de renvoyer la question à une sous-commission, mais demande que cette sous-commission ne soit désignée qu'après que la discussion générale aura permis d'exprimer tous les points de vue.

M. DE PALACIOS (Espagne) expose que le but de la délégation espagnole, en proposant son projet de résolution, avait été de chercher une conciliation entre des points de vue un peu divergents. Il espère que la nouvelle voie envisagée par l'Assemblée pour obtenir la sécurité conduira au même but que le Protocole. Il accepte la nomination d'une sous-commission proposée par M. Loudon et se déclare prêt à accepter pour modifier sa résolution toutes les suggestions susceptibles de rallier l'unanimité.

M. LANGE (Norvège) rappelle à la Commission que le Protocole avait été établi grâce à la franchise parfaite de toutes les délégations et à l'esprit de conciliation dont toutes avaient fait preuve pour tenir compte du point de vue de chacun. C'est dans ces conditions que la Norvège, après avoir montré des hésitations

Committee on Co-ordination for the investigation of the preliminary work to be accomplished, was inadequate. Certain criticisms had been made in regard to the manner in which it had worked. In the first place, the Council had interpreted too strictly the resolution of the Assembly, ordering that representatives of Governments should be included on their Committee, because it had limited the number of those Governments to those belonging to countries Members of the Council. Secondly, the members of the technical organisations who had sat on the Committee of Co-ordination had not, it appeared, been able completely to express their views.

In conclusion Jonkheer Loudon suggested the establishment of a Central Committee with a large number of Sub-Committees possessing various functions and connected with organisations or persons dealing with the question of disarmament. He suggested that the Third Committee should appoint a Sub-Committee to determine in what manner this new organisation should be established.

General TANCZOS (Hungary) wished to make known the views of his Delegation. Hungary was ready to agree either to a system of special agreements, though she thought that in certain cases some of these agreements might result in causing fissures to appear in the structure of the League, or to the system of a general protocol, provided that one or other of these solutions fulfilled the promise of general disarmament contained in the preamble of Part V of the Treaty of Trianon. He reminded the Committee that the armaments in the possession of Hungary were, because of the material forces at the disposal of neighbouring States, below the minimum compatible with the maintenance of her security. He expressed the hope, however, that such a situation would shortly cease to exist.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) pointed out that the subject under discussion had been submitted to the First Committee and that the two Committees ought to share the task. Such a division of labour would be easy because, of the three terms arbitration, security and disarmament, the middle term "security" was being considered elsewhere than in the Assembly. He supported the proposal of the Spanish Delegation, which showed the intention of the League to take up at a future date the problem of security. In regard to the problem of the preparation of disarmament, he found it somewhat difficult to say at the moment which of the proposed solutions he would favour. He wished in the name of Belgium to make a very definite statement — Belgium was ready to begin to disarm, provided that her security was assured, but she had decided not to begin to disarm until her security was assured. Nevertheless, he did not wish to delay, by a single moment, the preparations for a Conference on disarmament, even though that Conference might seem to possess very small chances of success.

He drew the attention of the Committee to the proposal made by the French delegate in the Assembly concerning the summoning of an economic conference to deal not only with immediate economic problems but also with the general problems of peace. Questions of disarmament raised a large number of economic problems. It would be necessary to co-ordinate the preparations for the economic conference with those for the disarmament conference, and he therefore thought that a relationship should be established between the work of the Second and Third Committees. He accepted the proposal of M. Loudon to send the question to a Sub-Committee, but asked that this sub-committee should not be appointed until after the general discussion had enabled every point of view to be expressed.

M. DE PALACIOS (Spain) explained that the object aimed at by the Spanish Delegation in proposing its draft resolution had been to find a means to conciliate points of view which were somewhat divergent. He hoped that the new method under investigation by the Assembly for obtaining security would achieve the same end as the Protocol. He accepted the appointment of a sub-committee as proposed by M. Loudon and was ready to accept any amendments to his resolution which met with unanimous agreement.

M. LANGE (Norway) reminded the Committee that the Protocol had been drawn up owing to the perfect frankness shown by all delegations and the spirit of conciliation of which they had all given proof in taking into account their neighbours' point of view. It was in these circumstances that Norway,

à se rallier au système de sanctions et de traités partiels, avait finalement donné son agrément. Il estime que, si à la fin de l'Assemblée dernière, quelques inquiétudes se sont manifestées sur le sort du Protocole, la cause en était que le problème du désarmement avait été négligé par l'Assemblée, alors que l'arbitrage et la sécurité avaient été traités dans leurs grandes lignes. Et il était impossible d'aborder le problème du désarmement, faute de préparation technique. Il ne faut pas répéter cette erreur. Cette préparation exigera un travail long et difficile et la tâche actuelle de la Commission consiste à créer l'outillage nécessaire.

Il se rallie à la proposition de M. Loudon de soumettre le problème d'organisation à l'étude d'une sous-commission. Il s'associe également aux critiques faites par M. Loudon sur la composition de la Commission de Co-ordination. Cette Commission devra, pour faire œuvre utile, posséder la confiance des gouvernements et celle des organisations techniques représentées.

M. DE JOUVENEL (France) marque l'accord général pour renvoyer les résolutions présentées à une sous-commission. Il désire toutefois déclarer clairement que le mandat de cette sous-commission sera de composer ces trois résolutions qui se complètent. Il explique que la situation actuelle est revenue à ce qu'elle était au moment de la résolution XIV où il était dit que les réductions d'armements devaient être proportionnelles aux sécurités apportées par les Pactes. Il faut pour cela définir les sécurités, et dans ce but, étudier les conditions générales d'armements des différents pays: puissance militaire, vitesse de mobilisation, vitesse de fabrication industrielle, etc. Le travail demandé à l'organisme envisagé devra être de faire la préparation technique du désarmement dans l'esprit de la résolution XIV. Il déclare que les résolutions demandant au Conseil de faire procéder à cette préparation technique doivent entrer dans la résolution de la délégation espagnole de façon à bien marquer que les trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement sont obligatoires ensemble et dans leur ordre. A ces conditions, il appuiera le remplacement du dernier paragraphe de la résolution de la délégation espagnole par un texte résultant de la combinaison des résolutions des Délégations de la Hongrie et des Pays-Bas.

*La discussion est ajournée.*

#### V. TROISIEME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa troisième séance le mardi 15 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. DA COSTA (Portugal).

*Prévisions budgétaires pour l'exercice 1926.* (Secrétariat.)

La Commission entreprend l'examen détaillé des prévisions budgétaires relatives au Secrétariat, pour le huitième exercice financier et adopte successivement le chapitre I, articles 1 à 3, ainsi que les articles 4 à 7 (inclusivement) du chapitre II.

*Sessions à tenir à Genève.*

Sur la proposition de M. van EYSINGA (Pays-Bas), la Commission attire l'attention des organismes intéressés sur la résolution qu'elle avait émise l'an dernier à ce sujet, résolution qui contient, notamment, le passage suivant :

« La quatrième Commission.... recommande qu'à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles et sous réserve des cas où une session tenue hors de Genève n'entraînerait ni des frais plus élevés, ni des inconvénients pour le bon fonctionnement du Secrétariat ou du Bureau international du Travail, les réunions de tous les organismes de la Société des Nations aient lieu, à l'avenir, à Genève. »

*Proportion équitable à établir entre les ressortissants des diverses nationalités, dans les services du Secrétariat.*

Après une longue discussion à laquelle prennent part plusieurs délégués et le Secrétaire général de la Société des Nations, la Commission, ayant pris note de l'intention exprimée par le

after having shown a certain hesitation in regard to the system of sanctions and partial treaties, had finally given her adhesion to them. He thought, nevertheless, that though at the end of the last Assembly a certain hesitation as to the fate of the Protocol had shown itself, the cause was to be found in the fact that the problem of disarmament had been neglected by the Assembly, while it had dealt with the broad lines of arbitration and security. It had been impossible to investigate the problem of disarmament for no technical preparation for such an investigation had been carried out. This mistake should not be repeated. Such a preparation meant a long and difficult work and the present task of the Committee would be to construct the necessary equipment.

He agreed to the proposal of M. Loudon that the problem of the organisation of this work should be submitted to the investigation of a sub-committee. He also agreed with the criticisms made by M. Loudon in regard to the composition of the Committee of Co-ordination. The new committee, in order to do useful work, must possess the confidence of Governments and of the technical organisations represented upon it.

M. DE JOUVENEL (France) noted that the Committee was generally agreed that the resolutions submitted to it should be sent to a sub-committee. He desired, nevertheless, to state clearly that the instructions of this sub-committee would be to combine these three resolutions which were mutually dependent. The present situation was similar to that which had obtained before the adoption of Resolution XIV, in which it had been stated that reduction of armaments ought to be proportionate to the security obtained by means of agreements. For this it was necessary to define security and, in order to do this, to investigate the general condition of armaments in various countries, their military forces, their speed of mobilisation, the speed of industrial manufacture, etc. The work asked of the organisation whose creation was contemplated ought to be the technical preparation for disarmament in accordance with the spirit of Resolution XIV. Any resolution asking the Council to proceed to this work of technical preparation ought to be included in the resolution submitted by the Spanish Delegation in order to state clearly that the three expressions "Arbitration, Security and Disarmament" formed one indispensable whole and should be taken in that order. He supported the proposal to replace the last paragraph proposed by the Spanish Delegation by a text combining the resolutions proposed by the Delegations of Hungary and the Netherlands.

*The remainder of the discussion was postponed.*

#### V. THIRD MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its third meeting at 3 p.m. on September 15th, 1925, under the chairmanship of M. DA COSTA (Portugal).

*Budgetary Estimates for the Financial Year 1926* (Secretariat.)

The Committee examined in detail the budgetary estimates for the Secretariat for the eighth financial period and adopted in turn Chapter I, Items 1 to 3, and Articles 4 to 7 inclusive of Chapter II.

*Holding of Meetings in Geneva.*

On the proposal of M. VAN EYSINGA (Netherlands), the Committee drew the attention of the interested organisations to the resolution which it had adopted last year and which contained the following passage:

"The Fourth Committee... recommends that, except in very special circumstances and in cases where a meeting held outside Geneva would result in neither higher expenditure nor in any difficulties, for the smooth working of the Secretariat and the International Labour Office, the meetings of all the organisations of the League should in future take place at Geneva."

*Equitable Proportion to be Established between the Nationals of the Various Countries in the Services of the Secretariat.*

After a long discussion, in which several delegates and the Secretary-General of the League of Nations took part, the Committee, noting the intention expressed by the Secretary-

Secrétaire général de nommer, dans la mesure du possible, des ressortissants d'Etats non représentés ou faiblement représentés au Secrétariat lorsqu'il s'agira de pourvoir des postes nouveaux ou devenus vacants, et désireuse, d'autre part, de ne pas empiéter sur les prérogatives conférées au Conseil et au Secrétaire général de la Société des Nations par le Pacte, décide, sur la proposition de son président de présenter au Secrétaire général qui a su comprendre combien il était nécessaire d'assurer à l'œuvre du Secrétariat la collaboration de fonctionnaires appartenant à l'universalité des Nations, l'assurance de sa vive sympathie et de sa confiance la plus entière.

## VI. DEUXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa deuxième séance hier mardi 15 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. MOWINCKEL (Norvège).

### *Hommage à la mémoire de sir John Jordan.*

M. SUGIMURA (Japon) rend hommage à l'œuvre considérable accomplie par sir John Jordan, dont la Commission vient avec regret d'apprendre le décès. Il fait ressortir le patriotisme, tout aussi bien que l'impartialité et la sincérité, dont sir John Jordan a toujours fait preuve. Sa disparition est une grande perte pour la Commission consultative de l'opium.

M. PAMS (France), M. CHAO-HSIN-CHU (Chine) et le D<sup>r</sup> Bartholomeu FERREIRA (Portugal) s'associent à l'hommage rendu par M. Sugimura à la mémoire de sir John Jordan.

La duchesse d'ATHOLL, au nom de la délégation britannique, remercie la Commission de son témoignage de sympathie à l'occasion de la perte que vient d'éprouver la Grande-Bretagne.

La séance est suspendue pendant une minute en hommage à la mémoire de sir John Jordan.

### *Rapport sur l'œuvre de la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse.*

M. SUGIMURA donne lecture de son rapport (A.V. 1/1925).

Le Maharadjah de PATIALA (Inde) estime que le programme exposé dans le rapport de la Commission consultative doit retenir l'attention de tous. Il faut, toutefois, reconnaître la divergence des systèmes sociaux et économiques des différents pays, et l'on doit, dans toute la mesure du possible, éviter d'intervenir dans les questions purement intérieures. Il cite en exemple la situation particulière de l'Inde relativement à la législation sur l'âge du consentement et l'âge auquel il est permis de contracter mariage. L'Inde s'efforce d'améliorer la législation en ce domaine, mais elle est soumise à des nécessités de religion et de tradition qui rendent le problème particulièrement complexe. A son avis, la Commission doit se contenter de recueillir des renseignements, sans essayer de formuler des conventions générales. Il accueille favorablement la proposition visant à l'étude des mesures relatives à la protection de la première enfance et signale l'intérêt pratique que portent à cette question le Gouvernement de l'Inde et certains gouvernements de province. Diverses organisations volontaires prennent actuellement des mesures positives pour améliorer la situation de l'Inde en ce qui concerne la mortalité infantile.

Mlle Henni FORCHHAMMER (Danemark) se réfère en particulier à l'enquête ordonnée par le Conseil sur les raisons qui ont amené divers gouvernements à renoncer au système des maisons de tolérance et d'autres gouvernements à maintenir ce système. La réponse du Gouvernement britannique lui semble particulièrement utile, au cas où d'autres gouvernements hésiteraient sur la meilleure procédure à suivre en cette matière. Le Danemark a aboli le système en 1906, et l'on ne trouverait pas aujourd'hui, dans les milieux médicaux ou judiciaires, une seule autorité pour se prononcer en faveur du retour à l'ancien système. La déléguée du Danemark espère également que la cinquième Commission réitérera sa précédente recommandation sur l'importance de l'emploi de femmes dans la police. Elle attache une importance particulière à la question de la propagande, même dans les pays, comme le Danemark, où il n'y a pas de traite des femmes. En ce qui concerne les

General to appoint as far as possible nationals of States not represented or inadequately represented in the Secretariat to new or vacant posts, in no way wishing to encroach on the prerogatives conferred on the Council and on the Secretary-General of the League of Nations by the Covenant, decided, on the proposal of its Chairman, to present the Secretary-General, who well understood how necessary it was to secure for the work of the Secretariat the collaboration of officials belonging to all nations, the assurance of its lively sympathy and its most complete confidence.

## VI. SECOND MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its second meeting yesterday (September 15th, 1925), at 3 p.m., under the chairmanship of M. MOWINCKEL (Norway).

### *Tribute to the Memory of Sir John Jordan.*

M. SUGIMURA (Japan) paid tribute to the great work of Sir John Jordan, the sad news of whose death had just been learned. He emphasised the combination of patriotism with impartiality and sincerity of which Sir John Jordan had always given proof. His loss was a most serious one for the Opium Advisory Committee.

M. PAMS (France), Mr. CHAO-HSIN CHU (China), and Dr<sup>r</sup> Bartholomeu FERREIRA (Portugal) associated themselves with M. Sugimura's tribute to Sir John Jordan.

The Duchess of ATHOLL (British Empire), on behalf of the British Delegation, thanked the Committee for the sympathy displayed in the loss Great Britain had suffered.

The meeting of the Committee was suspended for one minute as a tribute to the memory of Sir John Jordan.

### *Report on the Work of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People.*

M. SUGIMURA read his report (Document A.V. 1/1925).

The Maharaja of PATIALA (India) thought that the programme put forward in the report of the Advisory Commission must appeal to all present. It should be recognised, however, that different nations had very divergent social and economic systems and that all efforts must be made to avoid interference in purely domestic concerns. As an example he cited the peculiar position of India with respect to legislation regarding the age of consent and marriage. India was doing her utmost to improve the legislative position as regards these matters but was subject to necessities of religion and tradition which made the problem one of peculiar difficulty. He thought the Commission should only collect information and not try to formulate general conventions. He welcomed the proposal to study measures relating to the protection of early infancy, and referred to the practical interest of the Indian Government and certain provincial governments in this question. He further referred to the active measures that were being taken by various voluntary organisations to improve conditions in India as regards infant mortality.

Mlle Henni FORCHHAMMER (Denmark) referred, in particular, to the enquiry authorised by the Council with regard to the reasons which had induced various Governments to abandon the system of licensed houses and other Governments to retain that system. The answer of the British Government, she thought, was particularly valuable where other Governments might be uncertain as to the procedure they could best adopt in this matter. Denmark had abolished the system in 1906, and there was not at the present moment a single responsible medical or legal authority that would advocate a return to the old system.

Mlle Forchhammer hoped also that the Fifth Committee would re-affirm its previous recommendation with regard to the importance of the employment of women police. She considered further that the question of propaganda was of particular importance, even in countries such as Denmark

navires d'émigrants, il faut faire tout le possible pour protéger les émigrants sans entraver leur liberté personnelle.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) attire l'attention sur la question de l'hygiène dans ses rapports avec la protection de l'enfance, que l'on a décidé de renvoyer au Comité d'Hygiène. Selon la délégation néerlandaise, la Commission de protection de l'enfance devrait avoir la faculté d'envoyer l'un de ses spécialistes au Comité d'Hygiène, en raison de l'absence, dans ce dernier organisme, d'un spécialiste des questions de protection de l'enfance. Cette délégation se propose de présenter le projet de résolution suivant:

- « L'Assemblée,
- « Considérant que, conformément à une résolution de la cinquième Assemblée, le Conseil a invité l'Organisation de l'Hygiène à examiner toute mesure relevant de sa compétence qu'il pourrait sembler désirable et pratique d'entreprendre en vue d'assurer la protection de l'Enfance au point de vue de l'hygiène;
- « Convaincue de l'importance de cette œuvre de la Protection de l'Enfance;
- « Prie le Conseil de bien vouloir examiner l'opportunité d'assurer au Comité d'Hygiène la collaboration de spécialistes dans la matière de l'hygiène de l'enfance.

La duchesse D'ATHOLL (Empire Britannique) exprime son appréciation des travaux de la Commission consultative et espère qu'il sera possible à cette Commission d'obtenir des renseignements plus complets sur la législation en vigueur à ce sujet dans les divers pays. Elle attire également l'attention sur l'importance de la recommandation selon laquelle les gouvernements, avant d'expulser les prostituées étrangères, devraient se mettre en contact avec les associations privées, qui seraient peut-être en mesure de porter assistance aux femmes en question. Elle appuie les observations de la déléguée du Danemark sur l'importance de l'enquête relative au système des maisons de tolérance et à la protection des femmes sur les navires d'émigrants. Le Gouvernement britannique a estimé devoir augmenter le nombre des femmes employées dans la police londonienne.

En ce qui concerne le bien-être de l'enfance, la Commission a une liste totale de 15 à 16 sujets d'enquête, dont certains sont incontestablement d'ordre international, alors que d'autres soulèvent des problèmes qu'il serait difficile de régler par la voie internationale.

La délégation britannique estime qu'il faut veiller attentivement à éviter tout double emploi, en particulier avec les travaux du Bureau international du Travail, dans les propositions d'enquête adressées aux divers gouvernements. La dernière Assemblée a fait une noble déclaration au sujet de la protection de l'enfance, mais il ne faudrait pas, en entreprenant un programme trop étendu, donner à penser aux gouvernements que la Société dépasse les limites de l'œuvre utile qu'elle a accomplie. Elle propose en conséquence la résolution suivante:

« L'Assemblée exprime son appréciation de l'intérêt manifesté par la Commission consultative au sujet des diverses questions relatives à la Protection de l'Enfance, et désire, en même temps, confirmer les vues exprimées dans la résolution de la Cinquième Assemblée, aux termes de laquelle: « (l'Assemblée) estime que les études qui peuvent le plus utilement être confiées à la Société des Nations sont celles qui portent sur les points à l'égard desquels la comparaison des diverses méthodes suivies et des essais effectués dans différents pays, les avis demandés aux techniciens, les échanges de vues entre fonctionnaires et experts de divers pays, et la coopération internationale peuvent aider les Gouvernements à traiter ces problèmes. » En conséquence, l'Assemblée recommande que le Conseil invite la Commission à ne pas perdre de vue que sa tâche essentielle doit être l'étude des questions pour lesquelles la coopération internationale et l'expérience des différents Etats paraissent devoir être d'un secours pratique pour les gouvernements; tout en ne désirant pas pour le moment fixer un programme particulier des travaux de la Société, en matière de Protection de l'Enfance, l'Assemblée demande que l'attention de la Commission soit attirée sur les opinions exprimées au cours des débats de la cinquième

where the traffic in women was non-existent. As regards emigrant ships, everything possible should be done to protect women emigrants without interfering with their personal liberty.

M. FRANÇOIS (Netherlands) called attention to the health side of the question of child welfare, which it had been decided should be entrusted to the Health Committee. The Netherlands Delegation thought that the Child Welfare Committee should have an opportunity of sending one of its specialists to the Health Committee owing to the absence on the latter body of a specialist in child welfare. The Netherlands Delegation proposed the following resolution:

- “The Assembly,
- “Considering that the Council, in accordance with a resolution of the Fifth Assembly, invited the Health Organisation of the League to consider any measures within its competence which it would be desirable and practicable to undertake for the protection of children from the hygienic point of view, and,
- “Convinced of the importance of this form of child welfare work:
- “Requests the Council to consider the advisability of securing for the Health Committee the co-operation of specialists on child hygiene.”

The Duchess of ATHOLL (British Empire) expressed her appreciation of the work of the Traffic in Women Committee, and hoped that this Committee would be able to get more complete information with regard to the laws on this subject which were in force in various countries. She called attention, also to the importance of the recommendation that Governments expelling foreign prostitutes should, before doing so, get into touch with voluntary associations which might be able to render assistance to the women in question. She associated herself with the Delegate of Denmark in emphasising the importance of the enquiry with regard to the system of licensed houses and the welfare of women on emigrant ships. The British Government had been able to extend the number of women police employed in London.

In regard to child welfare, the Commission had a list of 15 or 16 subjects in all for investigation, some of which were undoubtedly of an international character. Others, however, raised problems which it would be difficult to treat in an international way.

The British Delegation considered also that great care should be taken to see that there was no overlapping, in particular with the work of the International Labour Office, in directing enquiries to various Governments. The previous Assembly had made a noble declaration with regard to the protection of childhood, but there was a danger that Governments would feel, if too extensive a programme were undertaken, that the League was overstepping the limits of the useful work it had been doing. She, therefore, proposed the following resolution:

“The Assembly, in expressing its appreciation of the interest shown by the Advisory Commission in various questions bearing on the welfare of children, desires at the same time to emphasise the view expressed in the resolution of the Fifth Assembly that ‘the League can most usefully concern itself with the study of those problems on which the comparison of the methods and experience of different countries, consultation and interchange of views between the officials and experts of different countries and international co-operation may be likely to assist the Governments in dealing with such problems’. The Assembly therefore recommends that the Council should ask the Committee to bear in mind that their first consideration should be the study of those questions in regard to which international co-operation and the collection of the experience of different Governments promise to be practically helpful to the Governments and, while not desiring at this moment to lay down any particular programme for the work of the League in regard to child welfare, desires that the attention of the Committee should be called to the opinions expressed in the course of the discussion in the Fifth Commission of the present Assembly with regard to some of the subjects which have



Commission de la présente Assemblée, au sujet de certaines des questions qui figurent dans le programme tracé par la Commission consultative dans son rapport.

« L'Assemblée estime également désirable que la Commission consultative évite d'effectuer en double des travaux qui sont déjà du domaine d'autres organisations de la Société. »

La délégation britannique appuie la demande de crédits s'élevant à 50.000 francs présentée par la Commission consultative.

M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Suède) appuie la résolution présentée par la délégation britannique. Le Gouvernement suédois, lors de la dernière Assemblée, avait exprimé le désir que les travaux de la Commission consultative fussent délimités.

M<sup>me</sup> JAHN (Norvège) regrette les objections élevées contre certains des articles du projet de programme de la Commission consultative. Dans tous les domaines d'activité de la Société, il est très difficile de tracer une démarcation entre les activités internationales et les activités nationales. Au nom de la délégation norvégienne, elle propose le projet de résolution ci-après :

« La cinquième Commission de l'Assemblée :

« a) approuve le rapport de la Commission consultative pour la protection de l'Enfance et de la Jeunesse :

« b) recommande qu'un crédit d'au moins 50.000 francs-or soit accordé pour les nouvelles tâches relatives à la protection de l'Enfance. »

M<sup>me</sup> VACARESCO (Roumanie) se rallie aux observations de la déléguée de la Norvège et insiste pour que la Commission n'abandonne pas la cause de la protection de l'enfance.

M. SOKAL (Pologne) rappelle que la Société a assumé l'œuvre poursuivie par l'Association internationale pour la protection de l'enfance et que, de ce fait, elle s'est engagée à mener cette œuvre à bien. Il convient de laisser la Commission consultative organiser elle-même son travail, qui doit être nettement divisé en deux parties, et poursuivre, non seulement avec des assessseurs distincts, mais avec des délégués gouvernementaux distincts, spécialistes de chaque question. Il appuie la proposition norvégienne et ne peut se rallier à la proposition britannique.

Mrs. MACKINNON (Australie) appuie la proposition britannique et propose d'y ajouter le paragraphe b) de la proposition norvégienne. L'Australie et la Nouvelle-Zélande attachent la plus haute importance à la question de la protection de l'enfance. Il faut faire tous les efforts pour éviter de donner l'impression que la Société cherche à intervenir dans les questions d'ordre intérieur.

M. VELGHE (Belgique) fait observer que l'Association internationale pour la protection de l'enfance a pris maintenant un caractère purement privé et a renoncé à son intention d'organiser cette année un grand congrès international à Bruxelles. Si la Société veut mener à bien l'œuvre que lui a transmise cette Association, il faut que la Commission consultative poursuive ses travaux sans entrave. Les questions internationales sont la somme de questions nationales, et dans une enquête internationale il doit être tenu compte des divers points de vue nationaux. Le caractère consultatif de la Commission l'empêche de se mêler des questions intérieures. Il se prononce contre la tendance de la résolution britannique, qui produirait une impression décourageante sur la Commission consultative.

M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Suède) pense qu'il n'entre pas dans l'intention de la résolution britannique d'empêcher la Commission consultative de faire des recommandations aux gouvernements, mais simplement de donner des conseils de prudence en ce qui concerne les travaux de la Commission consultative. La Société doit éviter de fournir aux gouvernements des occasions de négliger ses recommandations.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) explique que la délégation britannique ne propose pas de restreindre indûment les questionnaires à adresser aux gouvernements, et qu'elle désire plutôt voir limiter ces questionnaires à des sujets susceptibles d'être traités d'un point de vue international. La cin-

been included in the programme outlined by the Advisory Commission in its report.

“The Assembly is also of opinion that it is desirable to avoid any duplication by the Advisory Commission of work which already falls within the province of other organisations of the League.”

The British Delegation would support the granting of the credit of 50,000 francs asked for by the Advisory Commission.

M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Sweden) seconded the resolution proposed by the British Delegation. The Swedish Government at the last Assembly had wished the work of the Advisory Commission to be limited in some way.

M<sup>me</sup> JAHN (Norway) regretted the objections which had been taken to some of the items in the draft programme of the Advisory Commission. In all the League's work it was very difficult to draw a line between international and national activities.

On behalf of the Norwegian Delegation she proposed the following resolution:

“The Fifth Committee of the Assembly:

“(a) Approves the report of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People;

“(b) Recommends that the sum of not less than 50,000 gold francs be allocated for the new work connected with Child Welfare.”

M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumania) agreed with the remarks of the Norwegian delegate and urged the Committee not to abandon the cause of child welfare.

M. SOKAL (Poland) thought that the League had taken over the work of the International Association for Child Welfare and was therefore bound to carry on that work. The Commission should be left, however, to organise its own work, which should be dealt with in two parts and carried out not only with separate assessors but with separate Government delegates who were specialists in the particular branch concerned. He supported the proposal of the Norwegian delegation and could not agree to that proposed by the British Delegation.

Mrs. MACKINNON (Australia) supported the British proposal. She would like to see paragraph (b) of the Norwegian proposal added to the British proposal. Infant welfare was regarded as a matter of the greatest importance in Australia and New Zealand. Every effort should be made to avoid creating the impression that the League sought to interfere in domestic affairs.

M. VELGHE (Belgium) pointed out that the International Association for Child Welfare was now only private in character and had renounced its intention of organising this year a great international congress at Brussels. If the League were to carry out successfully the work handed over to it by this Association the Advisory Commission must continue its work unhampered. International subjects were the sum of national subjects and in any international enquiry the various national points of view must be examined. The advisory nature of the Commission prevented it from interfering in domestic affairs. He deprecated the tendency of the resolution put forward by the British Delegation, which would have a discouraging effect on the Advisory Commission.

M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Sweden) thought that it was not the intention of the British resolution to prevent the Advisory Commission making recommendations to Governments but to suggest caution in regard to the work of the Advisory Commission. The League should not give Governments too much occasion to neglect its recommendations.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) explained that the British Delegation did not propose to restrict unduly the questions that should be addressed to Governments, but desired rather that such questions be limited to subjects which were able to be treated from an international point of view. The

quième Assemblée avait stipulé que les sujets d'enquête les plus utiles à entreprendre pour la Commission seraient ceux où les gouvernements pourraient bénéficier mutuellement de leurs expériences respectives, et ceux où il est nécessaire de réaliser la coopération internationale. Elle se rallie à la suggestion tendant à ajouter le deuxième paragraphe de la résolution norvégienne à la résolution britannique.

M. PAMS (France) propose de renvoyer les diverses résolutions au Bureau, qui présenterait, lors de la prochaine séance, un texte unique ralliant les divers points de vue. En ce qui concerne la question en général, il croit que le seul fait de l'envoi de questionnaires et de recommandations aux gouvernements, présente en lui-même de l'importance, car il stimule leur intérêt dans la question qui fait l'objet de l'enquête.

Le PRÉSIDENT déclare que les diverses résolutions seront renvoyées à un petit comité composé du Bureau, des auteurs des diverses propositions et du rapporteur, en vue de l'élaboration d'un texte d'accord.

M. SUGIMURA (Japon), rapporteur, fait ressortir que les questions humanitaires débordent de beaucoup les frontières nationales. Peut-être s'exagère-t-on les divergences nationales en cet ordre de questions. La Commission consultative doit adopter une méthode permettant de tenir compte de tous les divers points de vue nationaux.

#### *Adjonctions à l'ordre du jour et désignation des rapporteurs.*

Le PRÉSIDENT fait savoir qu'il a reçu du Président de l'Assemblée une lettre renvoyant deux nouvelles questions à la cinquième Commission:

1<sup>o</sup> Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

2<sup>o</sup> Question de l'envoi d'une Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium.

Sur la proposition de Mme BUGGE-WICKSELL (Suède), appuyée par Mlle FORCHHAMMER (Danemark) et par M. PAMS (France), la duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) est désignée comme rapporteur sur la première question.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), déjà choisi comme rapporteur pour les questions d'opium, présentera un rapport sur la deuxième question.

### VII. SIXIÈME COMMISSION: PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

La première Sous-Commission de la sixième Commission s'est réunie, hier mardi 15 septembre, à 16 h. 30, sous la présidence de M. HYMANS.

Elle a examiné le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage, et entamé la discussion des articles du projet de Protocole sur l'esclavage présenté par la délégation britannique.

### VIII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. E. BELLO-CODESIDO, délégué du Chili à l'Assemblée, président de la délégation auprès de la Société des Nations a signé le 15 septembre 1925, la Convention et le Protocole, élaborés par la seconde Conférence de l'opium, à Genève, le 19 février 1925.

Le comte A. SKRZYNSKI, ministre des Affaires étrangères de la République Polonaise, délégué permanent à la Société des Nations, a signé le 15 septembre 1925, le Protocole relatif à un amendement à l'article 16 du Pacte, adopté par la cinquième Assemblée, le 27 septembre 1924.

Fifth Assembly had laid down that the most useful subjects for investigation by the Commission would be those in which the experience of Governments would be helpful to one another or where it was necessary to have international co-operation. She accepted the suggestion that the second part of the Norwegian resolution should be added to the end of the British resolution.

M. PAMS (France) proposed that the various resolutions should be referred to the Bureau so that an agreed text might be presented for the next meeting. On the general issue, he thought that there was a distinct value in the mere transmission of questionnaires and recommendations to Governments, since it stimulated their interest in the subject under enquiry.

The CHAIRMAN announced that a small committee composed of the Bureau, the proposers of the various resolutions and the Rapporteur would consider the various resolutions with a view to elaborating an agreed text.

M. SUGIMURA (Japan), Rapporteur, emphasised the degree to which humanitarian questions transcended national frontiers. He thought that national differences in these questions might be exaggerated. The method of the Advisory Commission must be such as to permit the consideration of all the various national points of view.

#### *Addition to the Agenda and Appointment of the Rapporteurs.*

The CHAIRMAN announced that he had received a letter, from the President, of the Assembly referring two further questions to the Fifth Committee, namely (1) the Protection of Women and Children in the Near East, and (2) the Question of sending a Commission of Enquiry in certain Opium-producing Countries.

On the proposal of Madame BUGGE-WICKSELL (Sweden), seconded by Mlle. FORCHHAMMER (Denmark) and M. PAMS (France), the Duchess of ATHOLL (British Empire) was nominated as Rapporteur for the first of these questions. The Rapporteur, for the second question would be M. VEVERKA (Czechoslovakia) already appointed Rapporteur for opium questions.

### VII. SIXTH COMMITTEE: FIRST SUB-COMMITTEE

The First Sub-Committee of the Sixth Committee met yesterday, September 15th, 1925, at 4.30 p.m. under the chairmanship of M. HYMANS.

It considered the report of the Temporary Slavery Commission and began a discussion of the articles of the Draft Protocol on Slavery presented by the British Delegation.

### VIII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

M. E. BELLO-CODESIDO, Delegate of Chile to the Assembly, President of the Delegation accredited to the League of Nations, signed on September 15th, 1925, the Convention and Protocol framed by the Second Opium Conference of Geneva, February 19th, 1925.

Count A. SKRZYNSKI, Minister of Foreign Affairs of the Polish Republic, Permanent Delegate of the League of Nations, signed on September 15th, 1925, the Protocol of an Amendment to Article 16 of the Covenant adopted by the Fifth Assembly on September 27th, 1924.

IX. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'UNION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AU COURS DE SA NEUVIÈME ASSEMBLÉE (JUILLET 1925).

Le Bureau de l'Assemblée a décidé, au cours de la réunion du 15 septembre, de faire insérer dans le *Journal de l'Assemblée*, les résolutions suivantes adoptées par l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations.

*Question de l'opium.*

L'Assemblée.

Rappelant les résolutions adoptées par la sixième et septième Assemblées plénières de l'Union des Associations pour la Société des Nations,

1. Constate avec satisfaction que la seconde Conférence de l'Opium a réussi à rédiger une importante Convention pour le contrôle du trafic des produits toxiques, prévoyant en particulier la création d'un comité central pour le contrôle de ce trafic, et demande avec instance que cette Convention, ainsi que celle adoptée par la première Conférence, soit signée sans retard par tous les Etats intéressés et ratifiée par tous les signataires;

2. Proclame dans l'intérêt de l'humanité, et pour répondre aux exigences impérieuses de la santé publique, l'importance vitale de la cessation de la culture, de la fabrication, du trafic et de la consommation de l'opium et des autres drogues nuisibles, sauf pour les besoins purement médicaux et scientifiques;

Demande que nul pays nouveau ne commence la culture;

3. Suggère un nouvel examen attentif de toutes les questions non encore réglées en vue de la conclusion d'accords internationaux;

4. Fait appel aux gouvernements pour qu'ils renoncent immédiatement à tout bénéfice financier qu'ils pourraient retirer du trafic de l'opium et des autres drogues nuisibles.

*Education.*

L'Union internationale des Associations pour la Société des Nations a l'honneur de prier respectueusement la Société des Nations de créer un Comité consultatif sur les questions d'éducation ainsi qu'une Section spéciale d'éducation auprès du Secrétariat général, section qui serait appelée à veiller à ce que l'esprit international et les sentiments de conciliation et de bonne entente entre les peuples prévalent dans l'instruction publique des Etats membres de la Société.

*Réfugiés arméniens.*

L'Assemblée, reconnaissant que la condition misérable d'un grand nombre de réfugiés arméniens actuellement dispersés à travers l'Europe constitue une source de graves préoccupations internationales, à laquelle peuvent seuls remédier de façon appropriée et efficace la Société des Nations et le Bureau international du Travail,

Rend hommage aux services déjà rendus par la Société des Nations à la paix internationale grâce à l'activité du Dr Nansen, qui a rapatrié un grand nombre de réfugiés grecs réduits à une condition également misérable, et espère fermement que les Gouvernements associés continueront à soutenir de la même manière les efforts poursuivis par le Bureau international du Travail en vue d'assurer l'établissement des réfugiés arméniens;

Elle accueille avec satisfaction la collaboration déjà établie entre le Bureau international, d'une part, et les Gouvernements soviétiques de Russie et d'Arménie, d'autre part, collaboration qui a abouti à l'envoi actuel de la Mission Nansen en Arménie, et elle formule l'espoir que la sixième Assemblée de la Société des Nations prendra toutes les dispositions nécessaires en vue de réaliser le plan d'établissement qui pourra résulter de cette mission, ainsi que de la Mission Proctor qui s'est rendue récemment dans l'Amérique du Sud.

A cet effet, les Associations affiliées à l'Union s'engagent, au cas probable où le Dr Nansen demanderait, comme dans le cas de la Grèce, des emprunts en vue du rapatriement des émigrés et de leur installation dans un foyer en dehors de la Turquie, à insister auprès de leurs Gouvernements pour qu'ils appuient ces initiatives, soit financièrement, soit de toute autre manière.

IX. RESOLUTIONS ADOPTED BY THE INTERNATIONAL FEDERATION OF LEAGUE OF NATIONS SOCIETIES AT ITS NINTH PLENARY CONGRESS OF JULY 1925.

The General Committee of the Assembly decided at a meeting held on September 15th to insert in the *Journal of the Assembly* the following resolutions adopted by the International Federation of League of Nations Societies: °

*Opium.*

Recalling the resolutions adopted by the VIth and VIIIth Plenary Congresses of the Federation of League of Nations Societies,

The Congress

(1) Notes with satisfaction that the second Opium Conference succeeded in drawing up an important convention for the control of the traffic in noxious drugs, providing, in particular, for the creation of a central committee for the control of that traffic, and it urgently requests that this Convention, as well as the one adopted by the first Conference, be signed without delay by all States interested and ratified by all the signatories.

(2) Proclaims, in the interests of mankind and in response to the imperative needs of public health, the vital importance of bringing to an end the cultivation, the manufacture, the traffic in and the consumption of opium and other dangerous drugs, except for purely medical and scientific needs.

Demands that no new country shall commence cultivation.

(3) Suggests that, with a view to arriving at international agreements, a careful study be made anew of all outstanding questions.

(4) Appeals to the Governments to renounce immediately all financial gain derived from the traffic in opium and other dangerous drugs.

*Education.*

The Plenary Congress respectfully requests the League of Nations to form an Advisory Committee on Education together with a special Education Section of the Secretariat to encourage the development of the spirit of international co-operation and the sentiment of International Reconciliation and friendliness in the schools of all States members of the League.

*Armenian Refugees.*

That the Federation of League of Nations Societies, recognising that the destitute condition of a large number of Armenian refugees now scattered over Europe is a matter of grave international concern which can only properly and effectively be handled by the League of Nations and its International Labour Organisation,

Places on record its appreciation of the service the League has already rendered to international peace, through the work of Dr. Nansen, in repatriating large numbers of similarly destitute Greek refugees and earnestly hopes that the Member-Governments will continue to give the same support to the efforts of the International Labour Office, towards settling the Armenian refugees.

It welcomes the degree of co-operation already effected between the International Labour Office and the Russian and Armenian Soviet Governments which has resulted in the present Nansen mission to Armenia, and expresses the hope that the Sixth Assembly of the League will take any action necessary to give effect to such schemes of resettlement as result from this mission and from the Proctor mission which has recently left for South America.

With this end in view the Members of the Federation undertake, in the probable event of Dr. Nansen requiring, as in the case of Greece, loans for purposes of settlement and reconstruction outside Turkey, to urge their Governments to support financially and otherwise such measures.

*Question de l'Indigénat National dans les Etats successeurs.*

Considérant que, par suite de la diversité des interprétations de la loi communale hongroise de l'année 1886, XXII, de la part des autorités tchécoslovaques et hongroises, il se produit des difficultés sérieuses,

La Commission des Minorités de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations émet le vœu:

Que les deux Gouvernements intéressés entrent en négociations, afin d'arriver à une solution équitable, en vue de déterminer l'indigénat et, par conséquent, la nationalité des personnes en question.

*Codification du Droit des Minorités.*

Considérant l'importance du problème des Minorités dans la vie politique moderne et dans le droit international,

L'Assemblée de l'Union des Associations pour la Société des Nations s'adresse aux grandes Associations de Droit international, en les priant de vouloir bien mettre à l'étude un Statut Général des Droits et des Devoirs des Minorités, statut commun à tous les Etats, sur la base des Traités de Minorité existants, interprétés dans l'esprit le plus libéral.

*Pétitions des Minorités à la Société des Nations.*

L'Assemblée,

Considérant le fait que l'Assemblée de la Société des Nations n'est pas mise au courant du rôle que le Conseil est appelé à exercer en vertu des traités de Minorités,

Demande que le rapport annuel sur l'activité du Conseil présenté à l'Assemblée par le Secrétaire général contienne une liste de toutes les pétitions reçues par la Société des Nations au cours de l'année écoulée, qui répondent aux cinq conditions requises par la procédure actuelle.

Cette liste devrait indiquer, en particulier:

1. La date à laquelle la pétition est parvenue à la Société des Nations;
2. Le pays et la minorité dont la pétition émane;
3. L'objet de la pétition;
4. La décision prise à l'égard de celle-ci.

*Universalisation du Droit Privé.*

L'Assemblée,

Consciente de l'intérêt que présente pour l'entente et la collaboration entre les peuples tout progrès dans la voie de l'unification du droit, sans se dissimuler les difficultés considérables que cette unification présente dans un grand nombre de domaines;

Se félicite de la création de l'Institut international de Droit Privé offert, à cette fin, par le Gouvernement italien à la Société des Nations;

Emet le vœu de voir faciliter l'aboutissement de ces efforts par la création, dans chaque Faculté de Droit, d'un cours, au tant que possible obligatoire, de législation comparée.

Charge le Secrétariat général de l'Union de transmettre cette résolution aux Associations affiliées à l'Union, afin qu'elles la communiquent aux Universités de leurs pays respectifs de la manière qu'elles jugeront la plus appropriée,

Et demande enfin à la Commission juridique permanente d'aborder en premier lieu l'étude de la question de l'unification du droit des obligations et de la législation du travail.

*Responsabilité des Etats en matière de Crimes politiques commis sur leur territoire.*

L'Assemblée,

Considérant que les crimes commis sur le territoire d'un Etat contre des ressortissants étrangers constituent une des causes les plus dangereuses de conflits internationaux,

Prend acte de ce que le Comité des Juristes a formellement reconnu, dans ses conclusions approuvées par le Conseil de la Société des Nations, que les crimes commis sur le territoire d'un Etat contre des ressortissants d'un autre Etat ne peuvent justifier, de la part de ce dernier, des actes de guerre sans recours préalable aux procédures pacifiques prévues aux art. 12 à 15 du Pacte,

*Questions of National "Domicile" in the Succession States.*

Considering that by reason of the different interpretations given to the Hungarian Communal Law of 1886, XXII, by the Czechoslovak and by the Hungarian authorities, serious difficulties have arisen,

The Congress of the Federation of League of Nations Societies expresses the desire that the two Governments concerned should enter into negotiations with a view to arriving at an equitable solution determining the rights of citizenship and consequently the nationality of the persons concerned.

*Codification of the Rights of Minorities.*

Considering the importance of the problem of Minorities in modern political life and in international law,

The Congress of the Federation of League of Nations Societies, Respectfully requests the principal Law Associations to undertake the study and drafting of a general Statute for the Rights and Duties of Minorities, which should be common to all States and should be based upon the most liberal interpretation of existing Minorities Treaties.

*Petitions of Minorities to the League of Nations.*

The Congress,

In view of the fact that the Assembly of the League is not, at present, fully informed of the role which the Council is called upon to play under the Minorities treaties,

Earnestly requests that the Annual Report on the Work of the Council presented to the Assembly by the Secretary-General, should contain a list of all those petitions, received by the League during the past year, which comply with the five conditions laid down in the existing procedure. The list should, in particular, indicate:

- (1) The date on which the petition was received by the League.
- (2) The country and minority from which the petition emanates.
- (3) The subject of petition.
- (4) The decision taken with regard to it.

*Establishment of a Universal Code of Private Law.*

The Plenary Congress,

Considering the importance for good understanding and collaboration between peoples which attaches to all progress made in the direction of the unification of law, and conscious, nevertheless, of the considerable difficulties which such unification must involve in many spheres,

Welcomes the creation to that end of the "International Institute of Private Law" presented by the Italian Government to the League of Nations;

Would further welcome the facilities that would be offered for the realisation of these efforts by the creation in each Faculty of Law of a course, as far as possible compulsory, on comparative legislation;

Requests the Secretariat-General of the Federation to transmit this resolution to the affiliated societies in order that they may communicate it, in such manner as they shall deem most appropriate, to the Universities of their respective countries;

And finally requests the permanent Juridical Commission of the Federation to study in the first instance the problem of the unification of the Law of Contract and of Labour Legislation.

*Responsibility of States for Political Crimes committed on their Territory.*

The Plenary Congress;

Whereas crimes committed on the territory of a State against foreign nationals constitute one of the most dangerous causes of international disputes,

Notes the conclusions formally recognised by the Advisory Committee of Jurists and approved by the Council of the League of Nations, namely that crimes committed on the territory of one State against the nationals of another State cannot justify any act of war embarked upon by the latter without previous recourse to the peaceful measures provided for in Articles 12 to 15 of the Covenant;

Emet l'avis que des mesures militaires prises avant et pendant la période au cours de laquelle l'affaire est en suspens constituent une violation de l'esprit et de la lettre du Pacte.

*Représailles en temps de paix.*

L'Assemblée,

Considérant que les représailles en temps de paix, non seulement prêtent à de graves abus, mais sont propres à susciter de mauvais sentiments et même à provoquer la guerre,

Considérant qu'aujourd'hui certaines institutions existantes, y compris celles de La Haye, de nombreux traités bilatéraux d'arbitrage et d'enquête conclus entre les Etats, la Cour Permanente de Justice et tout l'organisme de la Société des Nations offrent d'amples moyens de redresser les injustices de toutes sortes,

Considérant que, dans ces conditions, le moment est venu d'abandonner la pratique des représailles en temps de paix,

Demande au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations de rédiger une Convention déclarant que les représailles en temps de paix, quel qu'en soit le prétexte, sont contraires au droit, cette convention devant être ouverte à la signature de tous les Etats, qu'ils soient membres ou non de la Société des Nations.

*« Staatenlosigkeit ».*

L'Assemblée prie le Conseil de la Société des Nations

D'inviter les Etats successeurs de l'ancienne Monarchie austro-hongroise qui n'auraient pas encore ratifié la Convention sur la nationalité conclue à Rome, le 6 avril 1922, à procéder le plus tôt possible à cette ratification et demande qu'une copie de cette résolution soit transmise à tous les gouvernements intéressés.

*Protocole de Genève.*

L'Assemblée plénière de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations,

Estimant que le Protocole de Genève, toujours ouvert à la signature des Etats, reste le plus satisfaisant des systèmes adoptés jusqu'ici par l'Assemblée de la Société des Nations en vue de réaliser pleinement les fins du Pacte et, en particulier, une réduction générale des armements,

Exprime le vœu que la sixième Assemblée de la Société des Nations se préoccupe d'appliquer le plus tôt possible, par étapes, ce système d'arbitrage, de sécurité et de désarmement, en insistant sur les points suivants:

1. Signature de la clause facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, sans préjudice du droit de chaque Etat de faire des réserves compatibles avec ladite clause;

2. Conclusion entre membres de la Société des Nations d'accords destinés à hâter la réduction des armements, conformément à l'article 8 du Pacte, et qui devraient contenir les principes suivants:

a) Reconnaissance que toute guerre d'agression est un crime international;

b) Respect par les Membres de la Société des Nations de tous leurs engagements internationaux et acceptation de soumettre tous différends nouveaux à un règlement pacifique;

c) Définition précise de l'agression et des sanctions.

L'Assemblée plénière déclare suivre avec un intérêt et un espoir également vifs les négociations en cours en vue d'un accord de ce genre, comme un premier pas vers la réalisation des principes du Protocole et un présage de l'entrée prochaine de l'Allemagne dans la Société des Nations.

La résolution ci-dessus sera soumise à la VI<sup>e</sup> Assemblée de la Société des Nations.

*Attitude des Etats-Unis.*

L'Assemblée de l'Union, tout en reconnaissant que les Etats-Unis ne sont pas disposés actuellement à souscrire aucun engagement international général, est fermement convaincue que ce pays apporterait la plus importante contribution à la paix du monde, s'il croyait pouvoir déclarer que, au cas où une nation quelconque recourrait à une guerre d'agression en violation d'engagements formels, on pourrait compter sur les Etats-Unis pour

Further expresses the opinion that military measures taken before and during the period in which the matter is under discussion constitute a violation of the spirit and the letter of the Covenant.

*Peace-time Reprisals.*

Whereas peace-time reprisals not only lend themselves to grave abuse but also are apt to cause bad feeling and lead to war;

Whereas existing institutions, including The Hague, numerous bilateral treaties of arbitration and enquiry concluded between States, the Court of International Justice, and all the machinery of the League of Nations offer to-day ample means of redress for injustice of every kind;

Whereas, in those circumstances, the time has come to abandon the practice of peace-time reprisals;

The Plenary Congress resolves,

That the Council and the Assembly of the League of Nations are hereby invited to draw up a Convention which shall declare peace-time reprisals, undertaken for any cause whatsoever, to be illegal, the said convention to be open for signature by all States whether members of the League of Nations or not.

*Staatenlosigkeit.*

The Congress requests the Council of the League of Nations,

To invite the Succession States of the former Austro-Hungarian Monarchy which have not as yet ratified the convention respecting Nationality concluded at Rome on April 6th, 1922, to ratify the same as soon as possible; and requests that a copy of this resolution be sent to all the Governments concerned.

*The Geneva Protocol.*

The Plenary Congress League of Nations Societies,

Believing that the Geneva Protocol, which is still open for States to sign, remains the most satisfactory system so far adopted by the Assembly of the League of Nations for the full realisation of the objects of the Covenant and in particular for a general reduction of armaments;

Expresses the desire that the VIth Assembly of the League of Nations shall concern itself with the earliest possible application by stages of that system of arbitration, security and disarmament, emphasising the following points:

(1) Signature of the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice without prejudice to the right of any State to make reservations compatible with the said clause,

(2) Conclusion, between members of the League, of agreements destined to hasten the reduction of armaments in conformity with Article 8 of the Covenant, agreements which ought to contain the following principles:

(a) Recognition that every war of aggression is an international crime,

(b) Respect by member States for all their international undertakings and willingness to submit all new disputes to peaceful settlement,

(c) Exact definition of aggression and of sanctions.

The Plenary Congress follows with equally keen interest and hope the negotiations actually taking place for an agreement of this nature as a first step towards the realisation of the principles of the Protocol and as an augury of the early entry of Germany into the League of Nations.

The above resolution shall be submitted to the VIth Assembly of the League of Nations.

*United States.*

The Plenary Congress, while recognising that the United States of America are not at present disposed to subscribe to any general international undertaking, is firmly convinced that that country would render a most important contribution to the peace of the world if it could see its way to declare that, in the event of any nation whatsoever having recourse to aggressive war in violation of its formal undertakings, the

observer, au moins une neutralité bienveillante à l'égard des nations qui coopéreraient à la répression de cette violation.

*Membres non permanents du Conseil de la S. D. N.*

L'Assemblée félicite l'Assemblée de la S. D. N. de ce qu'elle a adopté à l'unanimité, en 1920, et renouvelé, en 1921, 1922, 1923 et 1924, le vœu suivant :

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six membres non permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte, entre autres, des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesse. »

Elle renouvelle donc sa recommandation que la S. D. N., ayant approuvé continuellement et à l'unanimité ce vœu qui contient un principe éminemment juste et équitable, s'efforce de l'appliquer cette année, afin que l'aspiration très justifiée de plusieurs centaines de millions d'Asiatiques, qui désirent se voir représentés par un membre non permanent au Conseil de la S. D. N. soit satisfaite.

*Traitement équitable des étrangers.*

L'Assemblée,

Après avoir pris connaissance des vues et des suggestions préparées par la Commission internationale au sujet des problèmes relatifs à l'émigration et au traitement équitable des étrangers, après avoir examiné avec intérêt les vœux qu'elle lui propose, constate qu'ils sont inspirés par l'esprit même de la S. D. N. ;

Estime qu'ils constitueront une excellente base de discussion ;

Accepte le vœu relatif à la protection international ;

Quant aux autres vœux, l'Assemblée décide qu'ils seront de nouveau soumis à l'examen attentif des diverses associations nationales, qui enverront leurs observations au secrétariat de l'Union dans un délai assez bref pour que des résolutions définitives puissent être adoptées à la prochaine session.

*Texte du vœu de la Commission.*

Le Congrès, sans vouloir porter atteinte à la souveraineté des Etats et sans méconnaître ce qui a pu être fait par diverses nations pour la protection des travailleurs qu'elles envoient au dehors, rappelle que la protection du migrant est un problème international qui réclame des méthodes internationales.

Si l'on veut éviter de graves mécomptes au migrant, soit au départ, soit pendant le trajet, soit à l'arrivée, il faudrait concentrer les renseignements, coordonner les lois, universaliser les mesures concernant les examens au départ, les conditions de travail, l'hygiène dans les trains ou à bord des navires, l'assurance des émigrants.

Il y aurait intérêt à ce que toutes les mesures tendant à cet objet fussent recommandées par le Bureau international du Travail, qui en surveillerait l'application.

**X. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS DE L'ASSEMBLÉE LE 15 SEPTEMBRE 1925.**

Compte rendu provisoire: onzième séance.

Compte rendu définitif: cinquième séance.

Ordre du jour de l'Assemblée N° 7.

- A. 46. Comité économique. Rapport soumis à la sixième Assemblée.
- A. 48. Règlement administratif de la Caisse de prévoyance.
- A. 50. Mémoire sur l'esclavage dans la vallée du Hukawng (Haute Birmanie).
- A. 57(1). Renvoi à la troisième Commission de certaines questions figurant dans le rapport sur l'œuvre du Conseil. Rectification du projet de résolution présenté par la délégation du Salvador à la séance du 12 septembre 1925.

United States could be counted upon to observe at least a benevolent neutrality towards nations co-operating in the repression of such violation.

*Non-Permanent Members of the Council of the League of Nations.*

The IXth Session of the Plenary Congress expressed satisfaction in the fact that the Assembly of the League of Nations adopted unanimously in 1920, and renewed in 1921, 1922, 1923 and 1924, the following resolution:

"It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent Members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth."

The Plenary Congress accordingly reaffirms its recommendation that the League of Nations, having continually and unanimously approved this resolution, which embodies an eminently just and equitable principle, shall strive to apply it in the present year, so that the very justified aspiration of several hundred millions of Asiatics, who wish to be represented by a non-permanent Member on the Council of the League of Nations, be satisfied.

*Equitable Treatment of Foreigners.*

The Plenary Congress:

Having taken note of the views and suggestions prepared by the International Commission on the problems relating to emigration and the equitable treatment of foreigners, and having examined with interest the resolutions proposed by the Commission, recognise that these resolutions are in accord with the spirit of the League of Nations;

Considers that they will constitute an excellent basis for discussion; accepts the recommendation relating to the international protection of emigrants: as regards the other recommendations, resolves that they shall again be commended to the careful study of the various national societies, who shall send in their observations to the Secretariat of the Federation with the least possible delay, in order that definite resolutions may be adopted at the next session.

*Text of the Commission's Proposal.*

The Congress, without wishing to infringe upon the sovereignty of States, and without under-estimating what some States may have done for the protection of the workers they send abroad, believes that the protection of the emigrants is an international problem that requires to be dealt with by international methods.

If serious disappointments for the emigrant are to be avoided either at the time of departure, during the journey or on arrival, it would be necessary to centralise information, co-ordinate the laws, establish universal measures as regards examination on departure, conditions of labour, sanitary provisions on the trains and on board ship, and measures for assuring the safety of the emigrant.

It would be well if all the measures relating to this question were recommended by the International Labour Office, which could see to their application.

**X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 15th, 1925.**

Provisional Verbatim Record: Eleventh Meeting.

Definitive Verbatim Record: Fifth Meeting.

Assembly Agenda No. 7.

- A. 46 Economic Committee. Report to the Sixth Assembly.
- A. 48 Administrative Rules of the Staff Provident Fund.
- A. 50 Memorandum regarding Slavery in the Hukawng Valley in Upper Burmah.
- A. 57 (1) Reference to the Third Committee of certain Questions dealt with in the Report on the Work of the Council. Addition to the Draft Resolution presented by the Delegation of Salvador on September 12th, 1925.

- A. 59. Examen du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay à la séance du 14 septembre 1925.
- A. 60. Situation en Chine. Projet de résolution présenté par la délégation chinoise à la séance du 14 septembre 1925.
- A. 61. Mandats. Frontière entre l'Angora et le Sud-Ouest africain.
- A. 62. Conférence pour le contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre. Note du Secrétariat.
- A. 63. Etablissement de la paix par l'arbitrage, la sécurité et le désarmement; préparation d'une conférence pour la réduction des armements. Amendement déposé le 14 septembre 1925 par la délégation hongroise, au projet de résolution présenté par la délégation espagnole le 12 septembre 1925.
- A. 64. Mandats. Communication du Gouvernement australien au sujet de l'administration de la Nouvelle-Guinée (Application de la loi australienne sur la navigation).
- A. 65. Protection des minorités. Projet de résolution présenté par la délégation lithuanienne à la séance du 14 septembre 1925.

XI. LISTE REVISÉE DES DÉLÉGUÉS

*Erratum:* La délégation lithuanienne fait connaître que l'adresse de la délégation est: 15, quai du Mont-Blanc et non 15, quai W.-Wilson, comme il était indiqué dans la liste révisée des délégués.

- A. 59. Examination of the Statute of the Permanent Court of International Justice. Draft Resolution presented by the Uruguayan Delegation on September 14th, 1925.
- A. 60. Situation in China. Draft Resolution presented by the Chinese Delegation on September 14th, 1925.
- A. 61. Mandates: Frontier between Angola and South-West Africa.
- A. 62. Conference for the Supervision of the International Trade in Arms and Munitions and Implements of War: Note by the Secretariat.
- A. 63. Establishment of Peace through Arbitration, Security and Disarmament: Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments. Amendment proposed by the Hungarian Delegation on September 14th, 1925, to the Draft Resolution presented by the Spanish Delegation on September 12th, 1925.
- A. 64. Mandates. Communication from the Australian Government regarding the Administration of New Guinea (Application of Australian Navigation Act).
- A. 65. Protection of Minorities. Draft Resolution presented by the Lithuanian Delegation on September 14th, 1925.

XI. REVISED LIST OF DELEGATES: ERRATUM.

The Lithuanian Delegation announces that the address of the Delegation is 15, Quai du Mont-Blanc and not 15, Quai W. Wilson, as stated in the revised list of delegates.

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 10. — JEUDI 17 SEPTEMBRE 1925.

No. 10. — THURSDAY, SEPTEMBER 17th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	119
II. Douzième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	121
III. Rapport présenté à l'Assemblée par la Commission de l'ordre du jour sur les propositions de la délégation chinoise . . . . .	123
IV. Troisième séance de la première Commission . . . . .	124
V. Quatrième séance de la deuxième Commission . . . . .	125
VI. Quatrième Commission: Sous-Commission C (Répartition des dépenses) . . . . .	127
VII. Troisième séance de la sixième Commission . . . . .	127
VIII. Signatures et ratifications des accords internationaux . . . . .	127
IX. Communication de la délégation chinoise . . . . .	128
X. Adjonction à la liste des membres des Commissions . . . . .	128
XI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . . . .	128

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	119
II. Twelfth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	121
III. Report to the Assembly of the Agenda Committee on the Proposals of the Chinese Delegation . . . . .	123
IV. Third Meeting of the First Committee . . . . .	124
V. Fourth Meeting of the Second Committee . . . . .	125
VI. Fourth Committee: Sub-Committee C (Allocation of Expenses) . . . . .	127
VII. Third Meeting of the Sixth Committee . . . . .	127
VIII. Signatures and Ratifications of International Engagements . . . . .	127
IX. Communication from the Chinese Delegation . . . . .	128
X. Addition to the List of Members of Committees . . . . .	128
XI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . . . .	128

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Première Commission.*

La première Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre) à 16 heures, au Secrétariat (Salle B).

### *Ordre du jour:*

I. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux; déclarations faites par les Membres du Conseil au cours de la session de mars 1925 et toutes autres déclarations communiquées par les Membres de la Société.

## I. PROGRAMME OF MEETINGS

### *First Committee.*

The First Committee will meet to-day (Thursday, September 17th) at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

### *Agenda:*

(I) Arbitration, Security and Reduction of Armaments: The Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes: Declarations by the Members of the Council made at its session in March 1925, and any other declarations communicated by Members of the League.



2. Etablissement de la paix par l'arbitrage, la sécurité et le désarmement: Préparation d'une Conférence pour la réduction des armements (Projet de résolution présenté par la délégation de l'Espagne. A. 53 (r). 1925. IX.)

3. Arbitrage obligatoire pour le règlement de différends internationaux. (Projet de résolution présenté par la délégation suédoise. A. 47. 1925.)

4. Disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. (Projet de résolution présenté par la délégation suisse. A. 52. 1925.)

5. Examen du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. (Projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay. A. 59. 1925.)

#### Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 17 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

##### Ordre du jour:

1. Organisation des communications et du transit (suite).

2. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle.

3. Enseignement à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations.

4. Propositions des délégués du Chili et de Haïti renvoyées par la sixième Assemblée, à la deuxième Commission.

#### Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 17 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Salle F).

##### Ordre du jour:

Point N° 13 de l'ordre du jour de la sixième Assemblée: Arbitrage, sécurité et réduction des armements (*Suite de la discussion générale*).

a) Projet de résolution présenté par la délégation néerlandaise (A. 51. 1925.)

b) Projet de résolution présenté par la délégation espagnole (A. 53 (I). 1925.)

c) Projet de résolution présenté par la délégation hongroise (A. 63. 1925.)

Voir également documents: A. 7. 1925 (chapitre 3), A. 25. 1925.

#### Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre), à 10 h. 15, au Secrétariat (Salle B).

#### Quatrième Commission: Première Sous-Commission. (Contributions arriérées).

La première Sous-Commission (Contributions arriérées) de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Chambre 95).

#### Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Salle E).

#### Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission (Esclavage) de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre); au Secrétariat, immédiatement après la séance du Conseil (Salle E).

#### Conseil.

Le Conseil se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

#### Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (jeudi 17 septembre), à 9 heures, au Secrétariat (Chambre 95).

(2) Establishment of Peace through Arbitration, Security and Disarmament: Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments. (Draft Resolution presented by the Spanish Delegation. A. 53 (r). 1925. IX.)

(3) Compulsory Arbitration for the Settlement of International Disputes. (Draft Resolution presented by the Swedish Delegation. A. 47. 1925.)

(4) Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice. (Draft Resolution presented by the Swiss Delegation. A. 52. 1925.)

(5) Examination of the Statute of the Permanent Court of International Justice. (Draft Resolution presented by the Uruguayan Delegation. A. 59. 1925.)

#### Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Thursday, September 17th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

##### Agenda:

(1) Work of the Organisation for Communications and Transit (*continuation*).

(2) Work of the Committee on Intellectual Co-operation.

(3) Instruction of Youth in the Aims and Ideals of the League of Nations.

(4) Proposals of the Delegates of Chile and Haiti referred by the Sixth Assembly to the Second Committee.

#### Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Thursday, September 17th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

##### Agenda:

Item No. 13 on the Agenda of the Sixth Assembly: Arbitration, Security and Reduction of Armaments (*continuation of the general discussion*):

(a) Draft Resolution by the Netherlands Delegation (A. 51. 1925.)

(b) Draft Resolution by the Spanish Delegation (A. 53 (I). 1925.)

(c) Draft Resolution by the Hungarian Delegation (A. 63. 1925.)

See also Documents A. 7. 1925 (Chapter 3); A. 25. 1925.

#### Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Thursday, September 17th) at 10.15 a.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

#### Fourth Committee: First Sub-Committee (Contributions in Arrears).

The First Sub-Committee of the Fourth Committee (Contributions in Arrears) will meet to-day (Thursday, September 17th) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 95).

#### Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Thursday, September 17th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

#### Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-day (Thursday, September 17th) in the offices of the Secretariat, as soon as the Council rises (Room E).

#### Council.

The Council will meet to-day (Thursday, September 17th) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

#### Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Thursday, September 17th) at 9 a.m. in the offices of the Secretariat (Room 95).

## II. DOUZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation,  
le mercredi 16 septembre 1925, à 10 h. 30.

Rapport sur l'œuvre du Conseil (Suite de la discussion).

M. DUCA (Roumanie) après avoir déclaré qu'il votera sans réserve le rapport sur l'œuvre du Conseil, désire présenter quelques observations sur la question des minorités.

Il est non seulement dans l'intérêt de la justice et de la paix, dans l'intérêt des traités que certains Etats ont signés, mais également dans l'intérêt même des Etats qui ont des minorités sur leur territoire, d'assurer à celles-ci une politique de justice et de générosité. La Roumanie est fermement décidée à appliquer à ces minorités une politique qui sera inspirée du plus large esprit de libéralisme.

Le délégué de la Roumanie croit cependant devoir faire observer que la question des minorités implique un engagement bilatéral. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui ont leurs obligations, les minorités, elles aussi, ont le devoir d'être loyales vis-à-vis de l'Etat dont elles font partie.

Le véritable moyen de protéger les minorités ne semble pas être de s'occuper des détails de procédure. La Roumanie a une confiance absolue dans l'esprit de justice et d'impartialité du Conseil de la Société, qui envisage le problème des minorités sous le double aspect dont il vient d'être parlé. Le Conseil n'admettra jamais que la question des minorités puisse devenir, pour les uns, une source d'obligations constantes et, pour les autres, un prétexte à agitations intéressées.

On a parlé de la nécessité de modifier le statut de minorités. Le délégué de la Roumanie est d'accord avec M. Galvanauskas, délégué de la Lithuanie, sur le fait que, s'il devait être introduit des modifications, ce devrait être pour affirmer que la protection des minorités est un devoir incombant à tous les Etats. S'il en était autrement, on arriverait à partager le monde en pays à souveraineté absolue et en pays à souveraineté restreinte, ce qui serait incompatible avec les principes démocratiques qui régissent le monde actuellement.

Au sujet du Protocole de Genève, la Roumanie entend rester fidèle à la formule: arbitrage, sécurité, désarmement. La Roumanie aurait été en faveur d'un protocole contenant des charges plus nettement obligatoires que celles prévues dans le Protocole de Genève. Toutefois, elle se rend compte des difficultés que certains Etats ont éprouvées à faire admettre des obligations complètes. C'est pourquoi la Roumanie s'en tient à l'expectative et, en attendant, est résolue à travailler à la consolidation de la paix. Cette œuvre doit consister, en premier lieu, dans la réalisation d'accords régionaux. La Roumanie a déjà conclu de pareils accords et s'efforcera d'en conclure d'autres. Elle s'efforcera également de conclure des traités d'arbitrage et, en ce moment même, elle négocie avec plusieurs Puissances des traités de ce genre. Elle est disposée à offrir à tous ses voisins sans exception de conclure des pactes permanents de non-agression.

M. DORET (Haïti) déclare que, en sa qualité d'ancien ministre de l'Instruction publique, il désire présenter quelques observations sur la partie du rapport concernant l'enseignement aux enfants et à la jeunesse. C'est là un des plus puissants moyens de contribuer à atteindre les buts de la Société, et il faudrait s'efforcer de faire perdre du terrain à certains préjugés qui vont à l'encontre de ces buts. L'éducation des enfants, leurs jeux même, ont, dans une grande mesure, pour objet de développer l'esprit militaire plutôt que l'esprit pacifique. Une statistique récemment faite aux Etats-Unis a révélé que 70 % des pages des manuels d'histoire parlent de faits de guerre. Le délégué de Haïti avait présenté, à la sixième Commission de la première Assemblée, une résolution sur le désarmement moral. A ce moment, l'un de ses collègues estima que cette résolution, si elle était adoptée, aurait pour première conséquence de bouleverser tous les manuels d'histoire. La résolution fut transformée en recommandation.

Le délégué de Haïti présente le projet de résolution suivant:

« La Société des Nations, dans un but de désarmement moral, invite ses Membres à entreprendre, dans la mesure du possible, la revision de leurs manuels d'histoire, de manière à diminuer graduellement le nombre des pages consacrées aux faits de guerre et, plus spécialement, celles où l'on justifie les guerres de conquête en les glorifiant. »

## II. TWELFTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, September 16th, 1925, at 10.30 a.m.

Report on the Work of the Council (Continuation of the discussion).

M. DUCA (Roumania) said he would like to make some observations on the question of minorities.

It was not only in the interests of justice and peace and in the interest of treaties which certain States had signed, but also in the interests of the States themselves possessing minorities, that a policy of justice and generosity should be extended to them. Roumania was firmly resolved to apply to her minorities a policy inspired by the widest spirit of liberalism.

He would, however, insist that the question of minorities involved a bilateral engagement. Not only the Governments had their obligations but the minorities in their turn were under an obligation of loyalty towards the country of which they formed part.

He did not think that the real method of protecting minorities was to deal too closely with the details of procedure. Roumania had an absolute confidence in the justice and impartiality of the Council of the League, which approached the minorities problem under the twofold aspect to which he had just referred. The Council would never allow the minorities question to become for one party a source of continual obligation and for the other a pretext for interested agitation.

Reference had been made to the necessity for modifying the status of the minorities. He agreed with M. Galvanauskas, delegate for Lithuania, that, if any change were made, it must be in the direction of affirming that the protection of minorities was a duty incumbent upon all States. Otherwise the world would be divided between countries whose sovereignty was absolute and countries whose sovereignty was limited, a position incompatible with the democratic principles which now prevailed.

In regard to the Protocol of Geneva, Roumania would remain faithful to the formula of arbitration, security and disarmament. Roumania would have liked a protocol containing obligations even more clearly compulsory than those embodied in the Protocol. She realised, however, the difficulties which were felt by certain States in admitting such obligations. Roumania, therefore, was content to wait and to work meanwhile for the consolidation of peace. This work should take the form first of executing regional agreements. Roumania had already concluded such agreements and would endeavour to conclude others. Roumania would also endeavour to conclude arbitration treaties, and was at present negotiating for such treaties with several Powers. She was prepared to offer to all her neighbours without exception permanent conventions with the object of making aggression impossible.

M. DORET (Haiti) said that, as a former Minister for Public Education, he would like to say a few words concerning the part of the report dealing with the instruction of children and youth. The instruction of children and youth was one of the most powerful means of forwarding the objects of the League and an endeavour should be made to remove certain prejudices which were an obstacle to their achievement. The education of children, even their pastimes, was to a great extent calculated to encourage a military rather than a pacific spirit. Statistics recently collected in the United States showed that 70 per cent of the pages of historical handbooks referred to acts of war. He had submitted a resolution to the Sixth Committee of the First Assembly in regard to moral disarmament, and on that occasion one of his colleagues had said that this resolution, if adopted, would result in completely revolutionising all historical handbooks. The resolution had been transformed into a recommendation.

He would now present the following resolution:

"With a view to moral disarmament, the League of Nations invites its Members to undertake as far as possible the revision of their history manuals so as gradually to reduce the number of pages devoted to military events and especially those passages in which wars of conquest are justified and held up for admiration."

M. Hewitt BOSTOCK (Canada) tient à exposer clairement et brièvement l'attitude de son pays en ce qui concerne le problème de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement.

Le Canada n'a pas jugé possible de ratifier le Protocole. Cependant, il a accepté d'une manière générale les principes de l'arbitrage obligatoire et de la réduction des armements.

Le premier ministre du Canada a adressé au Secrétaire général de la Société des conclusions de son gouvernement, qui peuvent se résumer comme suit:

1° Le Canada continuera de donner son appui le plus entier à la Société des Nations, particulièrement dans son œuvre de conciliation, de coopération et de politique ouverte.

2° Il n'est dans l'intérêt ni du Canada, ni de l'Empire Britannique, ni de la Société de recommander au Parlement canadien l'adhésion au Protocole, notamment aux strictes dispositions qu'il prévoit pour l'application de sanctions économiques et militaires, pratiquement dans presque toutes les guerres futures. Cette deuxième conclusion est en partie motivée par la non-participation des Etats-Unis.

3° Le Canada est disposé à envisager l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permanente dans les différends d'ordre juridique, avec certaines réserves, et à étudier les moyens de compléter les dispositions du Pacte en vue du règlement des questions de caractère non juridique, y compris la procédure d'investigation commune.

4° Le Canada serait disposé à participer à une Conférence générale pour la réduction des armements, si cette Conférence n'impliquait pas l'acceptation préalable du Protocole.

M. VILLEGAS (Chili), s'exprimant au nom de la délégation chilienne, désire présenter certaines suggestions sur les moyens les plus efficaces et les plus rapides de réaliser l'idéal de la Société des Nations.

Si l'Amérique, par sa situation, par ses traditions, a des intérêts qui lui sont propres, et si, par suite, tous les pays américains ne sont pas représentés à l'Assemblée, ce fait ne doit pas affaiblir la volonté de tous de concourir à l'œuvre de paix et de solidarité universelle. Toutefois, ce même fait crée pour les autres pays une situation spéciale à laquelle on ne saurait demeurer indifférent. Il faut modifier cette situation, et dans ce but, faire pression sur les gouvernements et leurs représentants les plus éclairés, et surtout attirer les masses populaires en s'attachant à l'organisation et à l'éducation des nouvelles démocraties.

Il ne semble pas qu'il existe de moyen plus efficace pour former l'esprit nouveau que d'influencer la mentalité des peuples au moyen de la presse et de former les futures générations par le moyen des écoles.

Le délégué du Chili traitera ce second point à la deuxième Commission. Il se propose d'inviter le Conseil à examiner attentivement les réponses déjà reçues au Secrétariat au sujet de l'enseignement à la jeunesse, des principes de paix et de l'idéal de la Société des Nations, en vue d'une convocation d'une conférence d'instituteurs chargée d'étudier les moyens propres à créer dans les écoles l'esprit de concorde universelle.

Au sujet de l'action de la presse, le délégué du Chili soumet à l'Assemblée le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, profondément convaincue de la nécessité de créer dans le monde une conscience nouvelle d'harmonie internationale;

« Considérant que la presse est le moyen le plus sûr et le plus efficace d'orienter l'opinion vers le désarmement moral, condition et accompagnement du désarmement matériel;

« Invite le Conseil à considérer l'opportunité de réunir un Comité d'experts représentant la presse des différents continents, afin de rechercher les moyens, pour la presse, de concourir à l'œuvre du désarmement et de l'organisation de la paix:

« a) En assurant la transmission plus facile et moins coûteuse des nouvelles de presse, afin de diminuer les chances de malentendus entre les peuples;

« b) Et en discutant toute question professionnelle dont ils estimeraient que la solution peut aider à l'apaisement de l'opinion publique dans les différents pays. »

The Hon. Hewitt BOSTOCK (Canada) said he wished to state clearly and briefly the position of his country in regard to the problem of arbitration, security and disarmament.

Canada had not considered it possible to ratify the Protocol, but she accepted generally the principles of compulsory arbitration and of the reduction of armaments.

The Prime Minister of Canada had communicated to the Secretary-General of the League the conclusions of his Government, which were to the following effect:

(1) That Canada should continue to give wholehearted support to the League of Nations, particularly in its work of conciliation, co-operation and publicity.

(2) That it was not in the interests of Canada, of the British Empire, or of the League to recommend the Canadian Parliament to adhere to the Protocol, and particularly to its rigid provisions for the application of economic and military sanctions in practically every future war. Among the grounds for this conclusion was consideration of the fact of the non-participation of the United States.

(3) That Canada was prepared to consider acceptance of the compulsory jurisdiction of the Permanent Court in justiciable disputes, with certain reservations, and to consider methods of supplementing the provisions of the Covenant for the settlement of non-justiciable issues, including the method of joint investigation.

(4) That Canada would be prepared to take part in any conference for the reduction of armaments which did not involve prior acceptance of the Protocol.

M. VILLEGAS (Chile), on behalf of the Chilean delegation, wished to make certain suggestions concerning the most efficacious and the speediest method of achieving the ideal of the League of Nations.

Although America, by reason of its situation and its traditions, had interests peculiar to herself, and although, as a result, not all the American countries were represented at the Assembly, this fact should not weaken the desire of all to assist in the work of peace and universal solidarity. Nevertheless, this very fact created a special situation for certain other countries to which it was impossible to remain indifferent. The situation must be changed, and to this end pressure should be placed on Governments and on their most enlightened representatives; and, above all, popular opinion should be influenced by organising and educating the new democracies.

There was no more effective means of forming a new spirit than to influence the minds of peoples and to form the minds of future generations through the schools.

He would deal with this second point in the Second Committee. He proposed to invite the Council to study the replies already received at the Secretariat in regard to the instruction of youth in the principles of peace and the ideals of the League of Nations with a view to the convening of a conference of teachers instructed to study measures appropriate to the creation in schools of the spirit of universal concord.

As regards the action of the Press, he would submit to the Assembly the following draft resolution:

"The Assembly:

"Being profoundly convinced of the necessity of creating a new sense of international concord in the world;

"Considering that the Press constitutes the surest and the most effective means of guiding public opinion towards that moral disarmament which is the concomitant condition of material disarmament;

"Invites the Council to consider the desirability of convening a committee of experts representing the Press in the different Continents, with a view to determining by what means the Press may contribute towards the work of disarmament and the organisation of peace:

"(a) By ensuring more rapid and less costly transmission of Press news with a view to reducing risks of international misunderstanding,

"(b) And by discussing all technical problems the settlement of which would in their opinion be conducive to the tranquilisation of public opinion in the various countries."

Il semble que cette idée puisse être considérée comme relevant de l'action et de la mission de la Société. Si, toutefois, celle-ci n'a pas qualité légale pour appeler la presse du monde entier à collaborer à l'œuvre de fraternité universelle, elle a au moins l'autorité morale pour prendre cette initiative.

Le PRÉSIDENT constate que la liste des orateurs inscrit est épuisée et déclare close la discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil.

*Rapport de la Commission de l'ordre du jour.*

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que la Commission de l'ordre du jour a présenté un rapport (le texte de ce rapport est publié plus loin séparément).

*Les conclusions du rapport sont adoptées.*

*Communication de la Présidence.*

Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée, depuis la répartition des projets de résolution opérés au cours de la précédente séance, a été saisie de cinq projets nouveaux:

1° Projet de la délégation française, relatif à l'étude des difficultés économiques qui s'opposent au rétablissement de la prospérité générale;

2° Projet de la délégation du Chili, relatif à la coopération de la presse à l'œuvre du désarmement;

3° Projet de la délégation suisse, relatif à la protection de l'enfance.

Cette résolution vient d'être soumise à la présidence dans les termes suivants:

« La sixième Assemblée de la Société des Nations invite le Conseil de la Société à bien vouloir transmettre, à toutes fins utiles, à la Commission consultative pour la protection de l'enfance, les vœux et résolutions du premier Congrès général de l'enfance. »

4° Projet de la délégation de Haïti, relatif à l'influence de l'enseignement dans l'œuvre du désarmement moral.

5° Projet de la délégation du Chili, relatif à l'enseignement dans les écoles des principes de la paix.

La présidence propose le renvoi immédiat du projet de la délégation française à la deuxième Commission.

La présidence propose, d'autre part, le renvoi du premier projet de la délégation du Chili à la Commission de l'ordre du jour. Comme il ne sera pas tenu de séance plénière d'ici à quelques jours, le président demande à l'Assemblée de l'autoriser à donner une suite immédiate aux propositions que formulera la Commission de l'ordre du jour concernant le renvoi de ce premier projet de la délégation du Chili à l'une des commissions de l'Assemblée.

La présidence propose le renvoi du projet de la délégation suisse à la cinquième Commission.

La présidence propose le renvoi du projet de la délégation de Haïti à la deuxième Commission.

La présidence propose enfin le renvoi du deuxième projet de la délégation du Chili à la deuxième Commission.

*Ces propositions sont adoptées.*

III. RAPPORT A L'ASSEMBLÉE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR SUR LES PROPOSITIONS DE LA DÉLÉGATION CHINOISE.

La Commission s'est réunie le mercredi 16 septembre, à 10 heures 15, à la Réformation.

En l'absence de M. SKRZYNSKI, la Commission décide qu'elle sera présidée par M. F. SOKAL, délégué de la Pologne.

Les questions inscrites à l'ordre du jour de ses délibérations sont les suivantes:

I. *Projet de résolution présenté par la délégation chinoise, concernant l'élection des six membres non permanents du Conseil:*

« L'Assemblée renouvelle la recommandation suivante adoptée à l'unanimité par les Assemblées de 1922, 1923 et 1924.

It appeared to him that this idea might be regarded as coming within the action and mission of the League. If, however, the League had no legal qualification to invite the Press of the whole world to collaborate in the work of universal brotherhood, it had at least moral authority to undertake this initiative.

The PRESIDENT said that the list of speakers was now exhausted and that the discussion on the report on the work of the Council was closed.

*Report of the Agenda Committee.*

The PRESIDENT informed the Assembly that the Agenda Committee had submitted a report. The text of this report is given below under a separate head.

*The conclusions of the report were adopted.*

*Communication from the Chair.*

The PRESIDENT reminded the Assembly that since the distribution of the draft resolution decided upon at the previous meeting five new resolutions had been submitted:

(1) Resolution of the French Delegation concerning the study of economic difficulties which hinder the restoration of general prosperity.

(2) Resolution of the Delegation of Chile concerning the co-operation of the Press in the work of disarmament.

(3) Resolution of the Swiss Delegation on the protection and welfare of children.

The resolution of the Swiss Delegation had just been laid upon the table of the Assembly. It was in the following terms:

"The Sixth Assembly of the League of Nations requests the Council to be good enough to transmit, for any action that may be necessary, to the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young Persons, the recommendations and resolutions of the first general Congress on Child Welfare."

(4) Resolution of the Delegation of Haiti concerning the influence of teaching in the work of moral disarmament.

(5) Resolution of the Delegation of Chile concerning the teaching in all schools of the principles of peace.

He proposed that the resolution of the French Delegation should be referred at once to the Second Committee.

He proposed that the first resolution of the Delegation of Chile should be referred to the Agenda Committee.

As there would not be a plenary meeting of the Assembly for several days, he would ask leave to give immediate effect to the proposals which the Agenda Committee would submit for the reference of this first resolution of the Delegation of Chile to one of the Committees of the Assembly.

He proposed that the resolution of the Swiss Delegation should be referred to the Fifth Committee.

He proposed that the resolution of the Delegation of Haiti should be referred to the Second Committee.

Finally, he proposed that the second resolution of the Delegation of Chile should be referred to the Second Committee.

*These proposals were adopted.*

III. REPORT TO THE ASSEMBLY OF THE AGENDA COMMITTEE ON THE PROPOSALS OF THE CHINESE DELEGATION.

The Committee met at 10.15 a.m. on Wednesday, September 16th, at the Salle de la Réformation.

It decided, in the absence of M. SKRZYNSKI, that M. F. SOKAL, Delegate for Poland, should take the chair.

The questions on the agenda were the following:

I. *Draft Resolution presented by the Chinese Delegation concerning the Election of the Six Non-permanent Members of the Council:*

"The Assembly reiterates the following recommendation adopted unanimously by the Assemblies of 1922, 1923 and 1924:

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six membres non permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesse. »

La Commission estime que :

L'Assemblée s'étant déjà prononcée à l'unanimité à plusieurs reprises sur ce vœu, il n'y a pas lieu de soumettre ces propositions à un nouveau préliminaire dans une des commissions permanentes, mais de la renvoyer directement à l'Assemblée.

En conséquence, la Commission de l'ordre du jour, conformément aux décisions de l'année précédente, décide de proposer de renvoyer la proposition de la délégation chinoise directement à l'Assemblée.

2. *Projet de résolution présenté par la délégation chinoise sur la situation de la Chine.*

La Commission a reçu la communication de la part de la délégation chinoise que celle-ci désire modifier légèrement le texte proposé à l'Assemblée le 14 septembre 1925.

Le texte actuellement soumis à l'Assemblée est le suivant :

*Vœu.*

« L'Assemblée,

« Profondément intéressée par la déclaration de la délégation chinoise considérant un nouvel examen des traités de la Chine qui, d'après l'opinion de la délégation chinoise, sont devenus inapplicables;

« Heureuse d'apprendre qu'une Conférence des Etats intéressés doit bientôt avoir lieu en Chine en vue d'examiner les questions soulevées;

« Considérant que le but de cette Conférence correspond à l'esprit du Pacte et particulièrement à celui de l'article 19;

« Exprime le vœu qu'une solution satisfaisante leur soit apportée à une date prochaine. »

La Commission estime que s'agissant, en l'espèce, d'un vœu à exprimer par l'Assemblée, sans que des principes de fond soient engagés, il y a lieu, dans ce cas spécial, de renvoyer la proposition directement à l'Assemblée.

#### IV. TROISIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa troisième séance mercredi 16 septembre, sous la présidence de M. SCIALOJA (Italie).

La Commission aborde l'examen des questions portées à son ordre du jour :

1<sup>o</sup> *Discussion sur la proposition danoise concernant la création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale.*

A la suite de débats approfondis sur tous les aspects que présente la question, débats auxquels divers membres prirent part, la Commission, d'accord avec M. ZAHLE (Danemark), a décidé de proposer à l'Assemblée de renvoyer la proposition à une Assemblée ultérieure et a nommé M. URRUTIA (Colombie) pour en faire rapport à l'Assemblée.

2<sup>o</sup> *Amendement britannique à l'article 16 du Pacte.*

La Commission entend le rapport que lui fait M. FERNANDES au nom de la sous-commission dont il est rapporteur. Il développe la question en exposant la nécessité d'adopter l'amendement britannique; il propose d'en recommander l'adoption à l'Assemblée.

Conformément à ses conclusions, la Commission vote la résolution qui lui est proposée pour l'amendement à l'article 16 du Pacte, formulé par le Gouvernement britannique.

La suite des débats a été renvoyée au jeudi 17 courant, à 16 heures.

"It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent Members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious divisions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth."

The Committee considers that:

As the Assembly has already on several occasions taken a unanimous decision concerning this recommendation, these proposals should not be submitted to a further preliminary examination by one of the permanent committees but should be referred directly to the Assembly.

The Agenda Committee therefore proposes, in conformity with the decisions of the previous year, to defer the proposal of the Chinese Delegation direct to the Assembly.

2. *Draft Resolution presented by the Chinese Delegation on the Situation in China.*

The Committee has received a communication from the Chinese Delegation to the effect that it wishes slightly to modify the text which was submitted to the Assembly on September 14th, 1925.

The text as now presented to the Assembly is in the following terms:

*Recommendation:*

"The Assembly:

"Having heard with keen interest the statement of the Chinese Delegation regarding the reconsideration of China's treaties, which in the opinion of the Chinese Delegation have become inapplicable;

"Having learned with satisfaction that a Conference of the States concerned is soon to take place in China to consider the questions involved;

"Considering that the purpose of this Conference corresponds to the spirit of the Covenant, particularly to that of Article 19:

"Expresses its hope that a satisfactory solution may be found at an early date."

The Committee considers that, as this in actual fact amounts to a recommendation to be made by the Assembly, without any principles of substance being involved, the proposal should in this particular case be referred directly to the Assembly.

#### IV. THIRD MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its third meeting yesterday (Wednesday, September 16th) under the chairmanship of M. SCIALOJA (Italy).

The Committee began the examination of the questions on its agenda:

1. *Discussion of the Danish Proposal concerning the Creation of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice.*

After a thorough discussion of every aspect of the question in which various members took part, the Committee, in agreement with M. ZAHLE (Denmark), decided to recommend that the Assembly should postpone this proposal for consideration by a later Assembly. The Committee appointed M. URRUTIA (Colombia) to present a report to the Assembly.

2. *British Amendment to Article 16 of the Covenant.*

The Committee heard the report made by M. FERNANDES on behalf of the Sub-Committee of which he was the Rapporteur. He made a statement on the question and emphasised the necessity of adopting the British amendment.

The Committee, in conformity with his conclusions, adopted the resolution submitted to it for the amendment of Article 16 of the Covenant formulated by the British Government.

The continuation of the discussion was postponed to Thursday, September 17th, at 4 p.m.

V. QUATRIÈME SÉANCE  
DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa quatrième séance hier mercredi 16 septembre à 15 heures, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

*Restauration financière de la Hongrie.*

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, donne lecture de son projet de rapport à l'Assemblée. Il propose l'adoption de la résolution suivante qui s'inspire des observations faites à la deuxième séance de la Commission:

« L'Assemblée exprime sa satisfaction des progrès rapides de la restauration financière de la Hongrie. Dès la première année de l'application du programme de reconstruction, l'équilibre budgétaire a été atteint et les comptes relatifs à la période juillet 1924-juin 1925 accusent, au lieu d'un déficit à couvrir sur le produit de l'emprunt international, un excédent important. La stabilité monétaire est assurée, la situation économique s'améliore.

« L'Assemblée adresse ses félicitations au Gouvernement hongrois et au Commissaire général. Elle espère fermement que le programme de relèvement pourra être mené à son terme, dans les délais prévus par les protocoles.

« Elle prend note des déclarations du Gouvernement hongrois, touchant ses projets de réorganisation des services administratifs.

« Elle estime que les mesures prises par le Gouvernement hongrois en vue du rétablissement de la liberté des échanges sont de nature à favoriser le développement du pays; elle serait heureuse de voir conclure de nouveaux accords commerciaux entre la Hongrie et d'autres pays — surtout les pays voisins avec lesquels des négociations sont en cours — qui tendraient à déterminer en Europe Centrale une réduction progressive des tarifs et contribueraient ainsi à assurer des relations économiques plus étroites. »

Le PRÉSIDENT remercie le rapporteur et la Commission adopte par acclamations le rapport et la résolution présentés par M. Loucheur.

*Organisation d'hygiène.*

M. VELGHE (Belgique), rapporteur, annonce à la Commission qu'il a étudié les propositions présentées à la deuxième séance par différentes délégations. Il propose qu'un avis technique soit demandé au Comité d'hygiène sur ces résolutions: la Commission pourrait les renvoyer au Comité d'Hygiène; elle transmettrait par contre à l'Assemblée la résolution générale présentée par la délégation du Venezuela et appuyée par onze délégations.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba) expose les raisons pour lesquelles il a déposé une résolution tendant à organiser un échange de personnel technique entre les instituts d'hygiène publique des pays de l'Amérique latine. Il accepte le renvoi de cette résolution au Comité d'hygiène.

M. le Dr LUTRARIO (Italie) recommande l'adoption de la même procédure pour sa proposition relative à l'organisation d'une enquête sur le trachome. Il expose la gravité de cette maladie et formule un certain nombre de conseils dont connaissance sera donnée, déclare le Président, au Comité d'hygiène.

M. CABALLERO (Paraguay) défend sa proposition tendant à l'envoi d'un expert statisticien médical dans certains pays, notamment en Amérique latine, en vue de rendre comparables entre elles les statistiques sanitaires.

M. le Dr VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, propose de demander au Comité d'hygiène:

1<sup>o</sup> D'entreprendre une étude comparative des administrations sanitaires de divers pays en vue de l'organisation économique, rationnelle et efficace des services d'hygiène, y compris celui de l'assurance-maladie;

V. FOURTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its fourth meeting on Wednesday, September 16th, at 3 p.m. under the chairmanship of Jonkheer Van EYSINGA (Netherlands).

*Financial Reconstruction of Hungary.*

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, read his draft report to the Assembly. He proposed the adoption of the following resolution based on the observations made during the second meeting of the Committee:

« The Assembly notes with satisfaction the rapid progress made in the financial reconstruction of Hungary. In the first year in which the reconstruction programme has been applied, the budget has been balanced and the accounts relating to the period from July 1924 to June 1925 show a considerable surplus instead of a deficit which would have had to be covered out of the yield of the international loan. Monetary stability is assured, and there is improvement in the economic situation.

« The Assembly expresses its congratulations to the Hungarian Government and the Commissioner-General. It confidently hopes that the reconstruction programme may be brought to a conclusion within the period provided for by the Protocols.

« It notes the Hungarian Government's declarations regarding its proposals for reorganising the administrative departments.

« It considers that the measures taken by the Hungarian Government with a view to re-establishing freedom of trade are of a kind to encourage the development of the country; it would be happy to see the conclusion of further commercial agreements between Hungary and other countries—particularly the adjoining countries with which negotiations are in progress—which would tend to bring about a progressive reduction of the tariffs in Central Europe and would thus contribute to establishing closer economic relations.

The CHAIRMAN thanked the Rapporteur and the Committee adopted by acclamation the report and the resolution submitted by M. Loucheur.

*Health Organisation.*

M. VELGHE (Belgium), Rapporteur, informed the Committee that he had investigated the proposals submitted at the second meeting by various delegations. He proposed that the Health Committee should be asked to give a technical opinion on these resolutions; the Second Committee might for this purpose submit them to the Health Committee. On the other hand, it would submit to the Assembly the general resolution moved by the Delegate of Venezuela and supported by eleven delegations.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba) explained the reasons for which he had submitted the resolution in regard to the organisation of an interchange visit of technical staff between the institutes of public health in countries of Latin America. He accepted the proposal to submit this resolution to the Health Committee.

Dr. LUTRARIO (Italy) recommended the adoption of the same procedure in regard to the proposal concerning the organisation of an enquiry concerning trachoma. He explained the gravity of this disease and put forward a certain number of suggestions which, on the proposal of the Chairman, the Committee decided to refer to the Health Committee.

M. CABALLERO (Paraguay) maintained his proposal to dispatch a medical statistical expert to certain countries, especially to Latin America, with a view to making it possible to compare their health statistics.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, proposed that the Health Committee should be asked:

(1) To undertake a comparative investigation of the Health Administrations of the various countries with a view to the economic, rational and effective organisation of such services, including those concerned with health insurance;

2° D'élaborer une méthode internationale de documentation concernant les affections traitées dans les hôpitaux afin de permettre l'établissement de statistiques sur la morbidité;

3° D'étudier la possibilité d'arriver à l'unification des pharmacopées.

M. NOGARO (France) appuie les propositions présentées. Il demande que l'Organisation d'hygiène étudie la création, sur la côte occidentale d'Afrique, d'un bureau sanitaire et épidémiologique.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) recommande que le Comité d'hygiène envisage au point de vue international les mesures à recommander aux gouvernements pour réglementer, dans l'intérêt de la santé publique, la fabrication et le commerce des denrées alimentaires.

Le PRÉSIDENT propose que cette proposition soit renvoyée non seulement à l'examen du Comité d'hygiène, mais aussi à celui du Comité économique.

M. ZUMETA (Venezuela) recommande la création de bureaux sanitaires nationaux servant spécialement d'organes de liaison entre les administrations des divers gouvernements et l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations.

Il donne ensuite lecture du projet de résolution suivant, appuyé par les délégations de Belgique, de Cuba, de France, d'Italie, du Japon, du Paraguay, de la Pologne, de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de la Suisse et de la Tchécoslovaquie:

« L'Assemblée,

« Après avoir pris connaissance du rapport présenté par le Comité d'hygiène sur l'œuvre de l'Organisation d'hygiène, estime que les travaux accomplis depuis la dernière Assemblée ont été poursuivis suivant les vues exprimées par les Assemblées antérieures et en conformité des décisions du Conseil;

« Elle se réjouit de ce que, grâce aux recherches et investigations entreprises pour la solution des questions qui ont été abordées, ces travaux seront, en pratique, de la plus grande utilité aux administrations sanitaires des divers pays;

« Elle se félicite de voir les Gouvernements de plus en plus disposés à recourir à la collaboration de l'Organisation d'hygiène pour la prophylaxie des maladies transmissibles et l'amélioration des conditions hygiéniques des populations. »

*Cette résolution est adoptée.*

M. VELGHE (Belgique), rapporteur, donne ensuite lecture de son projet de rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée sur l'œuvre de l'Organisation d'hygiène. Il propose de compléter de la façon suivante la résolution précédemment votée:

« L'Assemblée,

« Prie le Conseil de renvoyer à l'examen du Comité d'hygiène et du Comité économique la proposition qui a été soumise par la délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et au Comité d'hygiène celles des délégations de Cuba, de France, d'Italie, du Paraguay, de la Tchécoslovaquie et du Venezuela, étant entendu que ces propositions n'auront pas pour conséquence d'entraîner des dépenses supérieures à celles qui figurent au budget tel qu'il a déjà été proposé pour l'année 1926. »

L'Honorable George SWINBURNE (Australie) félicite le rapporteur. Il apprécie l'œuvre internationale de l'Organisation d'hygiène, et tout en recommandant les économies nécessaires, il estime que l'efficacité du travail ne doit pas en souffrir.

M. DE MONTARROYOS (Brésil) attire l'attention sur le fond de certaines des propositions qu'il est question de renvoyer à l'examen du Comité d'hygiène.

M. ZUMETA (Venezuela) ne pourrait accepter le principe du non-engagement de nouvelles dépenses posé dans la résolution en discussion que s'il était bien entendu que le même principe sera appliqué dans tous les domaines et non seulement dans celui de l'hygiène.

(2) To draw up an international scheme for collecting information in regard to diseases treated in hospitals in order to establish statistics of morbidity;

(3) To investigate the possibility of achieving the unification of pharmacopæia.

M. NOGARO (France) supported the proposals put forward and asked that the Health Organisation should investigate the establishment on the western coast of Africa of a sanitary and epidemiological bureau.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) moved that the Health Committee should investigate from the international point of view the methods to be recommended for adoption by Governments of regulating in the interests of public health the manufacture of, and trade in, foodstuffs.

The CHAIRMAN proposed that this resolution should be sent for examination not only to the Health Committee but also to the Economic Committee.

M. ZUMETA (Venezuela) proposed the establishment of national health offices which should serve also as liaison offices between the administrations of the various Governments and the Health Organisation of the League of Nations.

He read the following draft resolution, which was supported by the Delegates of Belgium, Cuba, France, Italy, Japan, Paraguay, Poland, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Switzerland and Czechoslovakia:

“The Assembly:

“Having examined the report presented by the Health Committee on the activities of the Health Organisation, considers that the work accomplished since the last Assembly has been carried out in accordance with the recommendations of former Assemblies and in conformity with the decisions of the Council.

“The Second Committee notes with satisfaction that this work, thanks to the research and investigations undertaken for the solution of the problems examined, will be of the greatest practical value to the public health services of different countries.

“The Second Committee is glad to note that the Governments are more and more disposed to collaborate with the Health Organisation in matters concerning the prevention of communicable diseases and the improvement of health conditions.”

*The resolution was adopted.*

M. VELGHE (Belgium), Rapporteur, read the draft report of the Second Committee to the Assembly on the work of the Health Organisation. He proposed that the resolution already adopted should be completed in the following terms:

“The Assembly,

“Asks the Council to submit to the Health Committee and to the Economic Committee for examination the proposals submitted by the Delegation of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes;

“Further to submit for examination by the Health Committee the proposals of the Delegations of Cuba, France, Italy, Paraguay, Czechoslovakia, and Venezuela, it being understood that these proposals should not result in any expenditure additional to that contained in the budget as proposed for the year 1926.”

The Hon. George SWINBURNE (Australia) congratulated the Rapporteur and paid a tribute to the international work of the Health Organisation. While recommending the adoption of the economies enumerated, he thought that the efficiency of the work of the Committee should not suffer.

M. DE MONTARROYOS (Brazil) drew the Committee's attention to the principle underlying certain proposals which the Committee proposed to submit to the Health Committee for examination.

M. ZUMETA (Venezuela) could only accept the principle contained in the resolution that no new expenditure should be incurred if it were fully understood that the same principle would be applied to all activities of the League and not only to the activities of the Health Committee.

Après interventions de MM. SCHIAFFINO (Uruguay), DE VASCONCELLOS (Portugal), CABALLERO (Paraguay), Sir Atul CHATTERJEE (Inde), DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), NOGARO (France), SAMUEL (Empire Britannique) approuvant le rapport,

M. VELGHE (Belgique), rapporteur, donne à la Commission quelques informations supplémentaires. Il répond aux questions posées par certains membres et se félicite de voir l'accord unanime réalisé.

*La Commission adopte le rapport et le complément de résolution présentés par M. Velghe.*

Le PRÉSIDENT déclare clos le débat sur les travaux de l'Organisation d'hygiène.

#### VI. QUATRIÈME COMMISSION: SOUS-COMMISSION C (RÉPARTITIONS DES DÉPENSES.)

La Sous-Commission C de la quatrième Commission s'est réunie hier, mardi 16 septembre, à 14 h. 30.

M. RÉVEILLAUD, président de la Commission de répartition des dépenses, qui assistait à la séance, a fait un exposé sur le rapport de cette Commission. Il poursuivra son exposé lors de la prochaine séance de la Sous-Commission, qui aura lieu vendredi 18 septembre, à 9 heures du matin exactement.

#### VII. TROISIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa troisième séance hier mercredi, 16 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador).

##### *Minorités.*

La Commission examine la proposition ci-après, soumise à l'Assemblée par M. Galvanauskas (Lithuanie):

« La délégation lithuanienne propose à la sixième Assemblée de la Société des Nations de créer une commission spéciale, chargée d'élaborer le projet d'une convention générale entre tous les Etats membres de la Société des Nations, fixant leurs droits et devoirs communs envers les minorités. »

A la suite d'une discussion générale, à laquelle prennent part M. GALVANAUSKAS (Lithuanie), M. BENES (Tchécoslovaquie), M. KOZICHI (Pologne), M. de JOUVENEL (France), le Vicomte CECIL (Empire britannique), M. DENDRAMIS (Grèce), M. COMNÈNE (Roumanie), M. CIPPICO (Italie), M. HYMAN (Belgique) et M. TCHÉOU WEÏ (Chine), la Commission adopte à l'unanimité la résolution suivante:

« La Commission approuve la partie du rapport du Conseil relative aux minorités; le représentant de la Lithuanie ayant retiré sa proposition, la Commission a l'honneur de communiquer au Conseil la discussion qui a eu lieu à ce sujet. »

#### VIII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. Petresco Comnene, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berne, a déposé le 14 septembre 1925, les instruments de ratification par Sa Majesté le Roi de Roumanie des Conventions suivantes adoptées par la deuxième Conférence internationale du Travail, à Gênes, en 1920:

- Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage, et
- Convention concernant le placement des marins;

et des Conventions suivantes adoptées par la troisième Conférence du Travail, à Genève, en 1921:

- Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture;

M. SCHIAFFINO (Uruguay), M. DE VASCONCELLOS (Portugal), M. CABALLERO (Paraguay), Sir Atul Chandra CHATTERJEE (India), M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), M. NOGARO (France), and Mr. SAMUEL (British Empire) approved the report.

M. VELGHE (Belgium), Rapporteur, gave the Committee certain additional information and replied to questions raised by certain members. He was happy to note that unanimous agreement had been reached.

*The Committee adopted the report and the addition to the resolution submitted by M. Velghe.*

The CHAIRMAN closed the discussion on the work of the Health Organisation.

#### VI. FOURTH COMMITTEE: SUB-COMMITTEE C (ALLOCATION OF EXPENSES.)

Sub-Committee C of the Fourth Committee met yesterday, Wednesday, September 16th, at 2.30 p.m.

M. REVEILLAUD, Chairman of the Allocation Committee, was present and made a statement on the report of the Allocation Committee. He will continue his statement at the next meeting of the Sub-Committee, which was fixed for 9 a.m. (precisely) on Friday, September 18th.

#### VII. THIRD MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee held its third meeting yesterday, September 16th, at 3 p.m. under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador).

##### *Minorities.*

The Committee discussed the following proposal submitted to the Assembly by M. GALVANAUSKAS (Lithuania):

« The Lithuanian Delegation proposes that the Sixth Assembly of the League should set up a special committee to prepare a draft general convention to include all the States Members of the League of Nations and laying down their common rights and duties in regard to minorities. »

After a general discussion, in which M. GALVANAUSKAS (Lithuania), M. BENES (Czechoslovakia), M. KOZICHI (Poland), M. DE JOUVENEL (France), Viscount CECIL (British Empire), M. DENDRAMIS (Greece), M. COMNÈNE (Roumania), M. CIPPICO (Italy), M. HYMAN (Belgium), and M. TCHÉOU WEÏ (China) took part, the Committee unanimously adopted the following resolution:

« The Committee approves that part of the report of the Council dealing with minorities, and the representative of Lithuania having withdrawn his proposal, the Committee sends to the Council the discussion thereon. »

#### VIII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

M. Petresco Comnene, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary for Roumania at Berne, deposited on September 14th, 1925, the instruments of ratification by the King of Roumania of the following Conventions adopted by the Second International Labour Conference at Genoa:

- Convention concerning Unemployment Indemnity in Case of Loss or Foundering of the Ship.
- Convention for Establishing Facilities for Finding Employment for Seamen.

He also deposited ratifications of the following Conventions adopted by the Third International Labour Conference at Geneva in 1921:

- Convention concerning the Use of White Lead in Painting.



Convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture;

Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture;

Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.

#### IX. COMMUNICATION DE LA DÉLÉGATION CHINOISE

La délégation chinoise a informé le Secrétaire général de la Société qu'elle avait l'intention de soumettre à l'Assemblée un texte légèrement modifié de vœu sur la situation en Chine et de retirer le texte soumis à l'Assemblée le mercredi 16 septembre 1925.

#### X. ADJONCTION A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.

##### DEUXIÈME COMMISSION:

*Bulgarie:* M. MADJAROFF, M. KIMON GUEORGUIEFF. — M. MIKOFF (suppléant).

#### XI. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS DE L'ASSEMBLÉE, LE 16 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu provisoire: douzième séance.

Compte rendu définitif: Sixième séance.

Ordre du Jour de l'Assemblée N° 8.

A. 66 Préparation d'une conférence économique internationale. Projet de résolution présenté par la délégation française à la séance du 15 septembre 1925.

#### PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent: la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux Iles d'Aland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie; des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc., etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Frs suisses 2.— en noir, et Frs suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats  $8 \times 8$  ou  $8\frac{1}{2} \times 10$ .

Pour toute commande et tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, *Service photographique*, de la Société des Nations.

Convention concerning Workmen's Compensation in Agriculture.

Convention concerning the Age for Admission of Children to Employment in Agriculture.

Convention concerning Rights of Association and Combination of Agricultural Workers.

#### IX. COMMUNICATION FROM THE CHINESE DELEGATION.

The Chinese Delegation has informed the Secretary-General of the League of Nations that it intends to submit to the Assembly a somewhat differently worded recommendation on the situation in China and that the text presented to the Assembly on Wednesday, September 16th, 1925, will be withdrawn.

#### X. ADDITION TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

##### SECOND COMMITTEE:

*Bulgaria:* M. MADJAROFF, M. KIMON GUEORGUIEFF. — M. MIKOFF (substitute).

#### XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 16th, 1925.

Provisional Verbatim Record: Twelfth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Sixth Meeting.

Assembly Agenda No. 8.

A. 66. Preparation of an International Economic Conference. Draft Resolution presented by the French Delegation on September 15th, 1925.

#### LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection — of about 200 slides — includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Aaland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides ( $8 \times 8$  or  $8\frac{1}{2} \times 10$  centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographie Département*, of the League of Nations, Geneva.

VIENT DE PARAÎTRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

## SON ŒUVRE

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

## ALBUM ILLUSTRÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

## BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :

## A SURVEY

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

## ILLUSTRATED ALBUM

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

## PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.

DANTZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**  
**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS.**

- ARGENTINE**  
 Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**  
**AUSTRIA and GERMANY**  
 Rikola Verlag A.-G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE — BELGIUM**  
 Agence Dechenne, Messageries de la Presse S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE — BOLIVIA**  
 Flores, San Román y Cia, Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL — BRAZIL**  
 Livraria F. Brigueit & Cie., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**  
 Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 4a, SOFIA.
- CANADA**  
 League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**  
 Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- CUBA**  
 Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK — DENMARK**  
 V. Pios Boghandel — Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**  
 Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**  
 Centro Editorial « Minerva », Tudescos 39-41, MADRID, E.12.
- ÉTATS-UNIS — UNITED STATES**  
 World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE — FINLAND**  
 Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**  
 Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI<sup>e</sup>.
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE**  
**GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**  
 Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE — GREECE**  
 Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA**  
 J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10 a, Calle Oriente N° 5, GUATÉMALA.
- HAWAII — HAWAII**  
 Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- HONGRIE — HUNGARY**  
 Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**  
 Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co. BATAVIA-WELTE-VREDEN.
- ITALIE — ITALY**  
 Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON — JAPAN**  
 Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE — LATVIA**  
 Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- MEXIQUE — MEXICO**  
 Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NIGARAGUA**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE — NORWAY**  
 Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- PANAMA**  
 Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**  
 Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU — PERU**  
 Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE — POLAND**  
 Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**  
 « Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**  
 Librería Mata y Centell, SAN-SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**  
 Librairie Parisienne, maison Marguet, M. Golbert, success., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SUÈDE — SWEDEN**  
 C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**  
 Librairie Payot & C<sup>ie</sup>, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**  
 Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**  
 Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**  
 Luis Nieves, Oeste 8, N° 17, CARACAS.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

Service de vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

(Catalogue envoyé sur demande.)

*For other countries apply:*

Publication Department (Sales Branch) of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

(Catalogue sent on application.)

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 11. — VENDREDI 18 SEPTEMBRE 1925.

No. 11. — FRIDAY, SEPTEMBER 18th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	129
II. Douzième séance plénière de l'Assemblée: rectification . . . . .	131
III. Quatrième séance de la première Commission . . . . .	131
IV. Cinquième séance de la deuxième Commission . . . . .	131
V. Troisième séance de la troisième Commission . . . . .	133
VI. Quatrième séance de la quatrième Commission . . . . .	135
VII. Troisième séance de la cinquième Commission . . . . .	136
VIII. Sixième Commission: première Sous-Commission . . . . .	139
IX. Rapport de la Commission de l'ordre du jour à l'Assemblée. 139	
X. Notes sur la République Arménienne présentées par le Dr. Nansen (Norvège) à la cinquième Commission . . . . .	139
XI. Signatures et ratifications des accords internationaux . . . . .	140
XII. Corrections à la liste des Membres des Délégations . . . . .	140
XIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée le 17 septembre 1925. . . . .	141

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Première Commission.*

La première Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 18 septembre) à 16 heures, au Secrétariat (Salle B).

*Ordre du jour:* Suite de la discussion des points suivants:

I. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux;

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	129
II. Twelfth Plenary Meeting of the Assembly: Erratum. . . . .	131
III. Fourth Meeting of the First Committee . . . . .	131
IV. Fifth Meeting of the Second Committee . . . . .	131
V. Third Meeting of the Third Committee. . . . .	133
VI. Fourth Meeting of the Fourth Committee . . . . .	135
VII. Third Meeting of the Fifth Committee. . . . .	136
VIII. Sixth Committee: First Sub-Committee . . . . .	139
IX. Report to the Assembly of the Agenda Committee . . . . .	139
X. Note on the Republic of Armenia submitted by Dr. Nansen (Norway) to the Fifth Committee . . . . .	139
XI. Signatures and Ratifications of International Engagements. 140	
XII. Corrections in the List of Members of Delegations . . . . .	140
XIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 17th, 1925 . . . . .	141

### I. PROGRAMME OF MEETINGS

#### *First Committee.*

The First Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

*Agenda:* Continuation of discussion of the following points:

(1) Arbitration, Security and Reduction of Armaments: The Protocol for the Pacific Settlement of International

déclarations faites par les Membres du Conseil au cours de la session de mars 1925 et toutes autres déclarations communiquées par les Membres de la Société.

2. Etablissement de la paix par l'arbitrage, la sécurité et le désarmement: Préparation d'une Conférence pour la réduction des armements (Projet de résolution présenté par la délégation de l'Espagne. A. 53 (r). 1925. IX.)

3. Arbitrage obligatoire pour le règlement des différends internationaux. (Projet de résolution présenté par la délégation suédoise. A. 47. 1925.)

#### *Deuxième Commission.*

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 18 septembre), à 15 h., au Secrétariat (Salle F).

#### *Ordre du jour :*

1. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle (*suite*)

2. Enseignement à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société (*suite*).

3. Travaux du Comité financier.

4. Travaux du Comité économique.

5. Préparation d'une Conférence économique internationale (proposition de la délégation française, renvoyée à la deuxième Commission par la sixième Assemblée).

#### *Troisième Commission.*

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 18 septembre), à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

#### *Quatrième Commission.*

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 18 septembre), à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

#### *Quatrième Commission: Deuxième Sous-Commission (Réparation des dépenses).*

La deuxième Sous-Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 18 septembre), à 9 h., au Secrétariat (Salle D).

#### *Quatrième Commission: Troisième Sous-Commission (Construction d'une salle de conférences).*

La troisième Sous-Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 18 septembre), à 14 h. 15, au Secrétariat (Chambre 95)

#### *Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 18 septembre) à 10 h., au Secrétariat (Salle C).

#### *Sixième Commission: Première Sous-Commission (Esclavage).*

La première Sous-Commission (Esclavage) se réunira aujourd'hui (vendredi 18 septembre), à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

Disputes: Declarations by the Members of the Council made at its session in March 1925, and any other declarations communicated by Members of the League.

(2) Establishment of Peace through Arbitration, Security and Disarmament: Preparation of a Conference for the Reduction of Armaments. (Draft Resolution presented by the Spanish Delegation. A. 53 (r). 1925. IX.)

(3) Compulsory Arbitration for the Settlement of International Disputes. (Draft Resolution presented by the Swedish Delegation. A. 47. 1925.)

#### *Second Committee.*

The Second Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

#### *Agenda:*

(1) Work of the Committee on Intellectual Co-operation (*continuation*).

(2) Instruction of Youth in the Aims and Ideals of the League of Nations (*continuation*).

(3) Work of the Financial Committee.

(4) Work of the Economic Committee.

(5) Preparation of an International Economic Conference (proposal of the French Delegation, referred to the Second Committee by the Sixth Assembly).

#### *Third Committee.*

The Third Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

#### *Fourth Committee.*

The Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

#### *Fourth Committee: Second Sub-Committee (Allocation of Expenses).*

The Second Sub-Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 9 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

#### *Fourth Committee: Third Sub-Committee (Construction of a Conference Hall).*

The Third Sub-Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 2.15 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room 95).

#### *Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Friday, September 18th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

#### *Sixth Committee: First Sub-Committee (Slavery).*

The First Sub-Committee (Slavery) will meet to-day (Friday, September 18th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

## II. DOUZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE : RECTIFICATION

Par suite d'erreur, le discours prononcé lors de la douzième séance de l'Assemblée, tenue le mercredi 16 septembre, par M. YANEZ (Chili), a été inexactement attribué, dans le compte rendu publié par le *Journal de l'Assemblée*, à M. VILLEGAS (Chili).

## III. QUATRIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa quatrième séance jeudi 17 septembre, sous la présidence de M. FERNANDES (Brésil).

Cinq questions se trouvaient inscrites à son ordre du jour, dont trois connexes au Protocole, la quatrième présentée par la délégation suisse, et la cinquième par la délégation de l'Uruguay.

La Commission décide de traiter en tout premier lieu la proposition de la délégation suisse, concernant la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, proposition qui se présente au fond sous la forme d'un vœu; cette proposition a été adoptée sous la forme suivante:

« L'Assemblée,

« En prenant acte avec satisfaction du fait que quinze Etats ont accepté, jusqu'à ce jour, la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale relative à la juridiction obligatoire de la Cour;

« Constatant que certains de ces Etats ne se sont engagés que pour une période venant à expirer prochainement;

« Invite le Secrétaire général de la Société des Nations à attirer l'attention de ces Etats sur les dispositions à prendre, s'ils le jugent bon, en vue de renouveler, en temps utile, leurs engagements. »

La Commission nomme M. MOTTA (Suisse) rapporteur à l'Assemblée sur la résolution précitée.

La Commission a ensuite décidé de réserver à une séance ultérieure l'examen de la proposition de l'Uruguay relative au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et d'entamer immédiatement l'examen des questions connexes au Protocole traitant de l'arbitrage et de la sécurité.

Elle a, en principe, décidé qu'à la clôture de la discussion générale, une sous-commission serait nommée pour étudier en détail les trois questions connexes au Protocole susvisées, mais qu'au préalable, il était nécessaire qu'un débat général fut institué, débat renvoyé à la prochaine séance qui aura lieu vendredi 18 septembre, à 16 heures.

## IV. CINQUIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa cinquième séance hier jeudi 17 septembre, à 15 heures 15, sous la présidence de M. le Jonkheer van Eysinga (Pays-Bas).

*Organisation des communications et du transit (fin).*

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), rapporteur, rappelle que la Commission lui avait demandé d'examiner les propositions présentées par divers délégués. Il fait entrer dans son rapport la suggestion italienne relative à l'organisation des énergies hydro-électriques et la suggestion tchécoslovaque tendant à faire étudier le maintien des unifications réalisées avant la guerre pour les transports par voies ferrées entre certains pays d'Europe centrale et orientale. Il propose de signaler à la Conférence de l'Union télégraphique universelle actuellement réunie la proposition de l'Uruguay relative aux facilités à donner aux nouvelles concernant la Société des Nations; la même proposition serait transmise à l'organisation des communications et du transit.

Le rapporteur a tenu compte des amendements proposés par la délégation française sur la question des passeports. Il insiste sur le fait qu'aucune des résolutions proposées n'impose de dépenses supplémentaires.

## II. TWELFTH PLENARY MEETING : ERRATUM.

Owing to an error, the speech delivered by M. YANEZ (Chile) during the twelfth plenary meeting of the Assembly, held on Wednesday, September 16th, was incorrectly reported in the *Assembly Journal* as having been made by M. VILLEGAS (Chile).

## III. FOURTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its fourth meeting on Thursday, September 17th, under the chairmanship of M. FERNANDES (Brazil).

Five questions were on its agenda, three connected with the Protocol, the fourth submitted by the Swiss Delegation and the fifth by the Delegation of Uruguay.

The Committee decided to discuss first the proposal of the Swiss Delegation concerning the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice. This proposal was in substance in the form of a recommendation and was adopted in the following form:

"The Assembly:

"Noting with satisfaction the fact that fifteen States have accepted, up to the present, the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice concerning the compulsory jurisdiction of the Court;

"Noting also that some of those States have assumed this obligation for a period which will shortly terminate;

"Requests the Secretary-General of the League of Nations to draw the attention of such States to the measures to be taken, if they consider it proper, in order to renew in due course their undertakings."

The Committee appointed M. MOTTA (Switzerland) Rapporteur for this resolution.

The Committee decided to discuss at a future meeting the proposal of Uruguay concerning the Statute of the Permanent Court of International Justice, and to begin immediately the examination of the questions connected with the Protocol dealing with arbitration and security.

In principle it decided that at the end of the general discussion a sub-committee would be appointed to investigate in detail the three questions connected with the Protocol, but that, before this could be done, it would be necessary to hold a general discussion, which would take place at the next meeting to be held on Friday, September 18th, at 4 p.m.

## IV. FIFTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its fifth meeting yesterday, Thursday, September 17th, at 3.15 p.m., under the chairmanship of Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands).

*Organisation for Communications and Transit (end of the discussion).*

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, reminded the Committee that he had been entrusted with the examination of the proposals submitted by various delegates. He had included in his report the Italian suggestion concerning the organisation of hydro-electric power and the suggestion of the Czechoslovak Delegation concerning an enquiry into the maintenance of the unification achieved before the war of transport by rail between certain countries of Central and Eastern Europe. He proposed to bring to the notice of the Conference of the Universal Telegraph Union now in session the proposal of the Uruguayan Delegation concerning facilities to be granted to news concerning the League of Nations; this proposal would also be submitted to the Organisation for Communications and Transit.

He had taken into account the amendments proposed by the French Delegation in regard to the passport question. He emphasised the fact that none of the proposed resolutions would entail additional expenditure.

Après intervention de MM. DE VASCONCELLOS (Portugal), Marcel PLAISANT (France), TCHÉOU WEI (Chine) et explications de M. HAAS, secrétaire de l'Organisation du transit, M. MEDINA (Uruguay) accepte la procédure proposée pour sa résolution.

Le PRÉSIDENT constate l'approbation donnée par la Commission au rapport et aux résolutions présentés par M. Avramovitch. Il le remercie au nom de tous et déclare clos le débat sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit.

#### *Coopération intellectuelle.*

Le PRÉSIDENT félicite de sa nomination M. Luchaire, directeur de l'Institut international de coopération intellectuelle.

M. LUCHAIRE expose à la Commission l'organisation de l'Institut (ses déclarations seront reproduites dans le prochain numéro du *Journal*).

Le PRÉSIDENT remercie M. Luchaire de son magistral exposé; il s'associe à l'hommage rendu par l'orateur à la grande personnalité de M. Henri Bergson et propose à la Commission d'envoyer le télégramme suivant à l'ancien président de la Commission de coopération intellectuelle:

« M. BERGSON, Saint-Cergue (Vaud).

« La deuxième Commission de la sixième Assemblée Société des Nations réunie pour étudier travaux Coopération intellectuelle, tient à vous exprimer sa profonde admiration pour l'œuvre grandiose entreprise sous votre présidence. Elle y reconnaît la marque de votre haute pensée, de votre dévouement, de votre sens pratique et de votre enthousiasme. Elle joint ses vœux de complet rétablissement à ceux que forment vos amis du monde entier. — Van EYSINGA, président deuxième Commission ».

#### *La Commission accepte cette proposition.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), rapporteur, donne connaissance des travaux de la Commission de coopération intellectuelle; il signale aussi l'intérêt des diverses propositions tendant à favoriser par l'instruction la diffusion des principes qui sont à la base de la S. d. N. Il propose le texte d'une résolution et donne lecture d'un projet de résolution de M. Fernandez y Medina (Uruguay).

Mlle VACARESCO (Roumanie) apporte à M. Luchaire et au rapporteur les félicitations de la Roumanie; elle célèbre particulièrement la grande œuvre de l'enseignement à la jeunesse des buts de la Société des Nations et expose les résultats atteints en Roumanie.

M. SUGIMURA (Japon) attire l'attention sur la nécessité de rendre universelle l'œuvre de coopération intellectuelle. La connaissance de la civilisation occidentale progresse au Japon; la compréhension des civilisations orientales servirait à l'établissement du respect mutuel et assurerait l'organisation de la paix permanente.

M. CIPPICO (Italie) félicite M. Luchaire et rappelle la proposition du Gouvernement italien de créer à Rome un Institut pour l'unification du Droit privé international. Il souhaite la coopération des deux Instituts et des instituts similaires que d'autres pays tiendront à créer.

Mrs. MACKINNON (Australie) admire profondément l'œuvre de rapprochement intellectuel entreprise sous les auspices de la S. d. N. Elle fait valoir l'importance des rapports personnels pour une telle tâche et promet son concours le plus absolu pour la diffusion des idées internationales dans son pays.

S. G. M<sup>me</sup> la duchesse D'ATHOLL (Empire Britannique) remercie, au nom de son Gouvernement, la France, l'Italie et la Pologne pour leurs généreux concours à l'œuvre de collaboration intellectuelle internationale. Elle désire attirer l'attention sur la nécessité de consulter le Comité financier avant d'envisager des emprunts universitaires et le Comité économique avant d'étudier la question de la propriété scientifique.

Les problèmes d'instruction publique doivent, d'autre part, rester en dehors du programme des travaux de la Commission

M. DE VASCONCELLOS (Portugal), M. Marcel PLAISANT (France), M. TCHÉOU-WEI (China) also spoke.

After explanations given by M. HAAS, Secretary of the Transit Organisation, M. MEDINA (Uruguay) accepted the procedure proposed in regard to his resolution.

The CHAIRMAN noted that the Committee approved of the report and of the resolutions submitted by M. Avramovitch, whom he thanked in the name of the Committee. He declared the discussion on the work of the Organisation of Communications and Transit to be closed.

#### *Intellectual Co-operation.*

The CHAIRMAN congratulated M. Luchaire, Director of the International Institute of Intellectual Co-operation.

M. LUCHAIRE gave an account of the organisation of the Institute (his speech will be published in to-morrow's issue of the *Journal*).

The CHAIRMAN thanked M. Luchaire for his very complete statements and associated himself with the tribute paid to the great personality of M. Henry Bergson. He proposed that the Committee should send the following telegram to the former chairman of the Committee on Intellectual Co-operation:

“M. Bergson (St. Cergue, Vaud).

“The Second Committee of the Sixth Assembly of the League of Nations, met to examine the work of the international co-operation, desires to express to you its profound admiration for the very great work undertaken under your chairmanship. It considers that it bears the stamp of your high intellectual qualities, your devotion, your practical good sense and your enthusiasm. It joins with your friends throughout the world in expressing the hope that your health will be completely restored. VAN EYSINGA, Chairman Second Committee.”

*The Committee adopted this proposal.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Rapporteur, gave an account of the work accomplished by the Committee on Intellectual Co-operation and of the various proposals put forward to increase by education knowledge of the principles forming the basis of the League of Nations. He submitted a draft resolution together with a resolution proposed by M. Fernandez y Medina (Uruguay).

Mlle. VACARESCO (Roumania) congratulated M. Luchaire and the Rapporteur on behalf of her country. She laid particular stress on the great work of educating the young in the aims of the League of Nations and gave an account of the results achieved in Roumania.

M. SUGIMURA (Japan) drew the attention of the Committee to the necessity of making the work of Intellectual Co-operation universal. Knowledge of Western civilisation was progressing in Japan, and the understanding of Eastern civilisation would serve to establish mutual respect and would assure the organisation of permanent peace.

M. CIPPICO (Italy) congratulated M. Luchaire and reminded the Committee of the proposal of the Italian Government to establish in Rome an institute for the unification of private international law. He looked forward to the co-operation of the two institutes and of similar institutes which other countries might feel called upon to establish.

Mrs. MACKINNON (Australia) said she deeply admired the work of intellectual collaboration undertaken under the auspices of the League of Nations. She emphasised the importance of personal relationship in carrying out such a task and promised her most complete support for the spread of international ideas in her own country.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) thanked France, Italy and Poland on behalf of her Government for their generous assistance in the work of international intellectual collaboration. She would draw attention to the necessity of consulting the Financial Committee before contemplating university loans and the Economic Committee before investigating the question of scientific property. The problem of public education must remain outside the programme of work of the Committee on Intellectual Co-operation, and for this reason the establish-

de coopération intellectuelle: c'est pourquoi l'établissement de manuels scolaires tels que ceux proposés par le délégué de l'Uruguay serait sans doute difficile.

L'enseignement des buts de la S. d. N. peut se faire par des exemples concrets, plutôt que par l'exposé d'idées générales: dès maintenant, d'eux-mêmes, les instituteurs britanniques s'inspirent, dans leur enseignement, des idées internationales. La délégation britannique signale l'existence d'un film de propagande sur la S. d. N. qui sera projeté à Genève.

M. TCHÉOU WEI (Chine) rappelle l'importance et l'ancienneté de la civilisation chinoise; il souhaiterait voir associer quelques-uns des quatre cents millions de Chinois à l'œuvre de coopération intellectuelle; leur apport au travail commun ne manquerait pas d'être très profitable à tous.

M. Marcel PLAISANT (France) est heureux de saluer en M. Luchaire un fonctionnaire international. La France comprend la puissance des forces morales, la nécessité d'aider les penseurs dans leur grand effort. C'est pourquoi elle applaudit aux travaux de la S. d. N. tendant à organiser la collaboration intellectuelle. Elle se porte garante du caractère international de l'Institut que la France se félicite de pouvoir installer à Paris dans les bâtiments historiques du Palais Royal.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) souhaiterait voir réserver un rôle à la culture de son pays dans l'œuvre de collaboration intellectuelle.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) annonce la décision du Gouvernement néerlandais de donner dans l'enseignement de l'Histoire une large place à la Société des Nations et à ses buts.

M. DE MONTARROYOS (Brésil) expose ce qui a été fait dans son pays pour faire connaître à la jeunesse l'œuvre et l'idéal de la S. d. N. Il félicite M. Luchaire des informations apportées par lui sur les tendances de l'Institut international de coopération intellectuelle.

La suite de la discussion et l'étude des résolutions sont renvoyées à la prochaine séance.

#### V. TROISIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa troisième séance hier jeudi à 10 heures sous la présidence de M. NINTCHITCH.

*Arbitrage, sécurité et réduction des armements* (Suite de la discussion générale).

M. DEBSKY (Pologne) déclare que la délégation polonaise reste fidèle à cette idée que les travaux de l'Assemblée doivent avoir pour base les principes du Protocole. C'est dans ce sens qu'il interprète la résolution de M. Quinones de Leon, dans laquelle il veut voir une approbation de la définition de l'agression, établie par la cinquième Assemblée. Si, malheureusement, en raison des circonstances, cette résolution ne parle pas des sanctions internationales, il prend acte de ce qu'elle déclare que les accords conclus devront être en harmonie avec les principes du Protocole.

L'orateur apprécie l'intention de la proposition des Pays-Bas. Toutefois l'Organisme spécial envisagé par cette résolution et chargé d'élaborer le programme général de réduction des armements existe déjà. Il suffirait de revenir à l'esprit de la résolution de la cinquième Assemblée qui en a demandé la création. A son avis, le noyau de la Commission devrait être constitué par les représentants du Conseil, mais les représentants des Commissions techniques appelés à collaborer devraient appartenir à d'autres pays ou à d'autres courants d'opinions que ceux déjà représentés au Conseil.

La délégation polonaise est d'accord pour aborder, dès à présent, la préparation technique du désarmement. Elle estime que cette préparation fera disparaître un grand nombre d'équivoques en montrant notamment que la Puissance militaire d'un pays ne se mesure pas seulement au nombre de soldats

ment of school handbooks, such as was proposed by the delegate of Uruguay, would doubtless meet with difficulties.

Education in the objects of the League of Nations might be forwarded by concrete examples rather than by a statement of general ideas. Already British teachers on their own initiative were inspired in their teaching by international conceptions. The British Delegation would draw attention to the existence of a propagandist film on behalf of the League of Nations which would be shown at Geneva.

M. TCHÉOU WEI (China) emphasised the importance and antiquity of the Chinese civilisation. He desired to see associated with the work of intellectual co-operation some of the four hundred millions of Chinese. Their support in the common task would not fail to be of profit to all.

M. Marcel PLAISANT (France) said he was happy to welcome in M. Luchaire an international official. France understood the power of moral forces and the necessity of assisting thinkers in their important efforts. For this reason he applauded the work of the League of Nations for the organisation of intellectual co-operation. France would guarantee the international character of the Institute, which she was happy to have been able to instal in Paris in the historic building of the Palais Royal.

M. de VASCONCELLOS (Portugal) hoped that a part might be reserved in the work of intellectual co-operation for the culture of his country.

M. FRANÇOIS (Netherlands) announced that the Netherlands Government had decided to give, in the teaching of history, a large place to the League of Nations and its aims.

M. de MONTARROYOS (Brazil) explained what was being done in his country in order to acquaint its youth with the work and ideals of the League of Nations. He congratulated M. Luchaire for the information which he had given concerning the spirit and tendency of the International Institute of Intellectual Co-operation.

The continuation of the discussion and the examination of resolutions were postponed to the next meeting of the Committee.

#### V. THIRD MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its third meeting yesterday, Thursday, September 17th, at 10 a.m. under the chairmanship of M. NINTCHITCH.

*Arbitration, Security and Reduction of Armaments* (continuation of the general discussion).

M. DEBSKI (Poland) said that the Polish delegation remained faithful to the idea that the work of the Assembly should be based upon the principles of the Protocol, and it was in this sense that he interpreted the resolution of M. Quinones de Leon, in which approval was, he hoped, given to the definition of aggression as laid down by the Fifth Assembly. If, unfortunately, owing to certain circumstances, the resolution did not refer to international sanctions, he took note of the declaration that agreements reached should be in accord with the principles of the Protocol.

He appreciated the idea underlying the Netherlands proposal. The special organ contemplated by that resolution which was to be entrusted with drawing up the general programme of the reduction of armaments was already in existence, and it would be sufficient to revert to the spirit of the resolution of the Fifth Assembly which had requested the creation of the organ in question. He considered it essential that the nucleus of the Commission should be representatives of the Council, but the representatives of technical committees required to collaborate should come from other countries or reflect other opinions than those already represented on the Council.

The Polish Delegation agreed to the technical preparation for disarmament being entered upon forthwith. It was of opinion that such preparation would effect the disappearance of a great number of misunderstandings, especially by showing that the military strength of a country was not to be measured



sous les armes et au nombre de canons. La délégation polonaise est prête à apporter tout son concours à cet important travail de préparation.

M. BENES (Tchécoslovaquie), en sa qualité de rapporteur au Conseil pour la question des armements, désire répondre aux critiques adressées à la Commission de coordination. D'après le Protocole, la Conférence du désarmement devrait avoir lieu le 15 juin 1925; le travail préparatoire était donc urgent. Le Conseil a pensé qu'en raison des graves responsabilités politiques, lui seul était en mesure de prendre la haute direction de ce travail. Il estima également qu'en raison de la complexité du problème, les organismes techniques de la Société devaient être appelés à collaborer. La première séance de cette commission avait été fixée pour le 17 novembre et ce fut sur la demande des gouvernements et en raison des circonstances politiques que les réunions furent ajournées.

M. MUNCH (Danemark) rappelle les échecs successifs de la Société des Nations pour élaborer un système assurant la paix du monde. Les résultats des conversations entre les grands pays au sujet des pactes réguliers sont attendus avec impatience. Mais, même si de tels accords réussissent à faire naître un sentiment de sécurité, ils ne suffiront pas à eux seuls à assurer une paix durable. Ils devront être suivis d'une réduction générale des armements.

L'orateur constate avec satisfaction la volonté de la Commission d'entreprendre, dès maintenant, les études préliminaires à cette réduction. Il estime que la Commission chargée de ce travail doit être élargie et que le service du Secrétariat qui, depuis la première Assemblée, travaille avec un personnel restreint, devrait être renforcé. Il énumère un certain nombre de questions qui pourront se poser devant la Commission et conclut en présentant le projet de résolution suivant :

« La troisième Commission décide de nommer une Sous-Commission avec le mandat :

- « 1<sup>o</sup> De coordonner les projets de résolutions dont a été saisie la Commission, en vue d'établir un texte unique;
- « 2<sup>o</sup> D'indiquer les grandes lignes du programme des travaux préparatoires d'ordre technique pour une réduction des armements sur la base des idées émises au cours de la discussion, ainsi que le développement de l'outillage nécessaire pour ces travaux préparatoires. »

M. ENGBERG (Suède) déclare qu'à son avis la résolution de M. Quinones de Leon, qui a le mérite de souligner les principes du Protocole, est trop platonique en ce qui concerne le désarmement. La proposition de M. Loudon lui paraît préférable puisqu'elle envisage la création immédiate d'un organe spécial chargé d'élaborer un programme de réduction des armements. Il désire que cet organe fût établi sur une base aussi démocratique que possible. Il fait observer, en outre, qu'il n'est pas nécessaire, pour certains pays placés dans des circonstances favorables, d'attendre que la sécurité générale soit assurée pour entreprendre dès maintenant une réduction de leurs armements.

Il désire attirer l'attention de la Commission sur l'immense force représentée par les masses ouvrières et qui pourrait être utilisée contre la guerre. La grève générale, moyen préconisé par l'Internationale ouvrière, pourrait fournir une sanction très puissante, à la condition que l'agresseur fût nettement déterminé. En conclusion, il se rallie à l'idée exprimée par la résolution de M. Loudon.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que son pays reste attaché aux dispositions de l'article 8 du Pacte. C'est la raison pour laquelle la délégation a voté la résolution XIV et a exprimé des inquiétudes au sujet du Traité d'assistance mutuelle, dans lequel les garanties de sécurité lui paraissent insuffisantes. Il considère que le Protocole est, au point de vue du droit international, un remarquable progrès, mais, si tous les Etats en acceptent les principes, aucun n'est prêt à accepter leur application intégrale. La délégation serbe-croate-slovène accepte la résolution de M. Quinones de Leon tout en désirant qu'on insiste davantage sur les principes du Protocole et les pactes régionaux. A ce point de vue, il regrette le pessimisme exprimé à l'Assemblée par le comte Apponyi, qui a déclaré que de tels pactes ne seraient pas possibles dans la partie de l'Europe où se trouve la Hongrie.

merely by the number of soldiers under arms or the number of guns. The Polish Delegation was ready to give the fullest assistance in this important preparatory work.

M. BENES (Czechoslovakia), as Rapporteur to the Council for armaments questions, desired to answer the criticisms levelled at the Co-ordination Commission. Under the terms of the Protocol, the Disarmament Conference was to have taken place on June 15th, 1925, and in consequence the preparatory work was an urgent matter. The Council had thought that, in view of the grave political responsibility involved, it alone should take over the direction of this work, and it also thought that the technical organs of the League should be called into collaboration for so complex a problem. The first meeting of the Commission had been arranged for November 17th, but in consequence of the request of certain Governments, and in view of political circumstances, the meeting had been postponed.

M. MUNCH (Denmark) referred to the various checks which the League had encountered in drawing up a system to ensure the peace of the world. The result of the conversations going on between the great Powers as regarded regular agreements were impatiently awaited. Even if such agreements aroused a feeling of security, they would not suffice of themselves to ensure a lasting peace, and must be followed by a general reduction of armaments.

He noted with pleasure the desire of the Committee to undertake forthwith the preliminary measures for such reduction. In his opinion the Commission entrusted with the work must be enlarged, and the secretarial service, which since the First Assembly had worked with a small staff, should be increased. He indicated certain questions which the Committee should consider and he submitted the following draft resolution :

“The Third Committee decides to appoint a Sub-Committee in order :

- “(1) To co-ordinate the draft resolutions submitted to the Committee and to frame a single text;
- “(2) To lay down the general lines of the programme of the preparatory technical work necessary for the reduction of armaments, based on the views expressed during the discussions and also in regard to the machinery required for this preparatory work.”

M. ENGBERG (Sweden) said that in his opinion the resolution of M. Quinones de Leon, which had the great merit of underlining the principle of the Protocol, was too platonic in its terms as regarded disarmament. He preferred the proposal of M. Loudon, since it contemplated the immediate setting up of a special organ entrusted with drawing up a programme of the reduction of armaments. He would like to see this organ constituted on as democratic a basis as possible. He observed, moreover, that it was not necessary for certain countries, whose conditions were favourable, to await general security before undertaking a reduction of their armaments.

He would draw the attention of the Committee to the immense strength of the labouring classes which might be used against war. A general strike, the means foreshadowed by the Workers' International, would furnish a very powerful sanction if only the aggressor was fairly determined. In conclusion, he expressed agreement with the idea underlying M. Loudon's resolution.

M. MARCOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that his country remained faithful to the provisions of Article 8 of the Covenant, and for that reason his delegation had voted for Resolution XIV and had expressed apprehension as regards the Treaty of Mutual Assistance, in which the guarantees of security appeared to it inadequate. In his opinion, the Protocol, from the point of view of international law, was a remarkable step forward, but, even if all States accepted the principles therein, none of them were ready to accept the application of the Protocol in its entirety. His delegation accepted the resolution of M. Quinones de Leon, though it desired that more stress should be laid on the principles of the Protocol and on regional agreements. From that point of view, he regretted the pessimism expressed in the Assembly by Count Apponyi, who had said that such agreements would be impos-

Il regrette également la déclaration du même orateur demandant une modification du droit international existant, dont fait partie le Traité de Trianon. M. Markovitch fait toutes réserves sur ces déclarations. Il désire marquer que les clauses militaires du Traité de Trianon, que le général Tanczos a déclaré incompatibles avec le Pacte, se trouvent dans le même instrument diplomatique que le Pacte. En conclusion, la délégation serbe-croate-slovène accepte la constitution d'une sous-commission qui se tiendrait dans le cadre des idées exprimées à la troisième Commission.

M. MATSUDA (Japon) déclare partager l'avis de M. de Brouckère sur la nécessité, pour chacun, d'exprimer franchement son opinion. Pour le Japon, les trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement sont solidaires et inséparables. Le Protocole n'a fait d'ailleurs que codifier ce que l'expérience avait révélé. Il apprécie les idées qui inspirent les propositions hollandaise et hongroise. Il fait remarquer cependant que l'alinéa 2 de l'article 8 du Pacte donne au Conseil la tâche de préparer les plans de réduction. Il est évident que le Conseil a besoin, pour ce travail, d'un organisme spécial. M. Matsuda estime que les détails de cet organisme pourraient être plus utilement discutés dans une sous-commission. Il se réserve de faire connaître ultérieurement son opinion sur ces détails.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) constate l'accord général sur le fond, mais désire exprimer quelques doutes au sujet de quelques points de détail. La question est celle-ci: A quel moment sera-t-il opportun et sage d'entreprendre des travaux préparatoires?

L'orateur insiste sur la déception profonde causée par les échecs des efforts précédents en ce qui concerne la question du désarmement, et il estime qu'il faut éviter, pour le prestige de la Société des Nations, un nouvel insuccès. Pour cela, il serait bon de rechercher les raisons de ces échecs. Pour sa part, il croit qu'ils sont dus en partie à ce que l'on n'a pas suffisamment demandé l'avis des organismes responsables de la sécurité nationale dans les différents pays. Or, le problème du désarmement, qui est extrêmement complexe, exigera le concours de ces organismes nationaux. On court le risque, en procédant à des études techniques immédiates sans que la préparation préliminaire ait été faite dans les différents pays, de donner à l'opinion publique l'impression fautive que le travail du désarmement avance rapidement. Il répète que sa véritable intention en présentant ces objections est d'éviter un nouvel échec. Il estime que les résolutions hollandaise et hongroise ne donnent pas au Conseil une latitude suffisante. Il serait préférable de laisser à ce dernier le choix du moment favorable pour le début des travaux, sans l'astreindre cependant à attendre que les conditions de sécurité prévues par la résolution espagnole soient réalisées. Il désire donc que la Sous-Commission trouve une formule transactionnelle et élabore un projet de résolution qui tiendrait compte, en outre, des véritables raisons des échecs précédents.

*La suite de la discussion générale est ajournée.*

*Nomination d'un Rapporteur.*

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission désigne à l'unanimité M. GUERRERO comme rapporteur devant l'Assemblée des questions suivantes, qui ont fait l'objet de résolutions adoptées par la troisième Commission: Fabrication privée des armes et munitions et matériels de guerre; renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.

VI. QUATRIÈME SÉANCE  
DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa quatrième séance le jeudi 17 septembre, à 10 h. 15, sous la présidence de M. DA COSTA (Portugal).

*Budget de l'exercice 1926: Secrétariat et Organisations spéciales.*

La Commission poursuit l'examen détaillé du budget du Secrétariat et des Organisations spéciales pour 1926.

*Les articles 8 à 17 (chapitre II) et 18 à 21 (chapitre III) sont successivement adoptés.*

sible in that region of Europe where Hungary was situated. Similarly, he deplored the statement of the same speaker demanding a modification of the existing international law, of which the Treaty of Trianon was a part. On these statements, M. Marcovitch made the fullest reservations. He wished to point out that the military clauses of the Treaty of Trianon, which General Tanczos had said were incompatible with the Covenant, were in the same diplomatic document as the Covenant itself. In conclusion, his delegation agreed to the setting-up of a sub-committee which should take into account the views expressed in the Third Committee.

M. MATSUDA (Japan) agreed with M. de Brouckère as to the necessity for plain speaking. In the view of Japan, the three words arbitration, security and disarmament were united and inseparable. The Protocol had merely codified the results of experience. While he appreciated the ideas upon which the Dutch and Hungarian proposals were based, he would observe that paragraph 2 of Article 8 of the Covenant entrusted the Council with preparing plans of reduction. It was apparent that the Council needed a special organisation for this work, and he considered that the details of this organisation might well be discussed in a sub-committee. He reserved the right at a later date to express his final views on matters of detail.

Sir Cecil HURST (British Empire) noted that, as regards the principle, there was general agreement. At the same time, he desired to give expression to certain doubts which he had with regard to details. The question was this: At what moment would it be suitable and wise to undertake the preparatory work? He laid stress on the deep disappointment which had been caused by the failures of previous efforts toward disarmament, the repetition of which it was necessary to avoid for the sake of the prestige of the League of Nations. It would therefore be well to ascertain the reason for past failures. In his opinion, they were due partly to the fact that the opinion of the departments responsible for national security of the different countries had not been adequately consulted. The extremely difficult problem of disarmament would require the assistance of these national departments. There was a risk, if technical studies were undertaken at once without the necessary preparatory work being undertaken in the different countries, that public opinion would be deluded into the idea that the work of disarmament was making rapid strides. His real intention in formulating these suggestions was to obviate another failure. He considered that the Netherlands and Hungarian resolutions gave insufficient latitude to the Council and that it would be preferable to leave to that body the decision as to the most favourable moment for commencing the work, without, however, requiring it to wait for the realisation of the conditions of security defined in the Spanish resolution. He proposed, therefore, that the sub-committee should find a suitable formula, and should frame a draft resolution which would take into account the true reasons of past failures.

*The general discussion was adjourned.*

*Appointment of a Rapporteur.*

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee unanimously appointed M. GUERRERO as Rapporteur to the Assembly for the following questions, upon which resolutions had been adopted by the Third Committee: Private manufacture of arms, ammunition and implements of war, and statistical enquiry into the trade in arms, ammunition and implements of war.

VI. FOURTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its fourth meeting on Thursday, September 17th, at 10.15 a.m., under the chairmanship of M. DA COSTA (Portugal).

*Budget for the 1926 Financial Period: Secretariat and Special Organisations.*

The Committee continued the detailed examination of the budget of the Secretariat and Special Organisations for 1926.

*Articles 8 to 17 (Chapter II) and Articles 18 to 21 (Chapter III) were successively adopted.*

Après une longue discussion, l'article 22 (*Organisation d'hygiène*) est également adopté, étant entendu que, conformément aux suggestions émises, par la Commission de contrôle, on tiendra compte, dans l'avenir, du fait « qu'il est important d'observer une certaine proportion entre les budgets des diverses organisations, ainsi qu'entre le budget de chaque organisation et l'ensemble du budget de la Société des Nations, sinon l'équilibre du budget et l'utilité de l'œuvre de la Société des Nations pourraient être sérieusement compromis. »

#### Tarifs télégraphiques.

Sur la proposition de M. LEHMANN (Libéria) et de M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), la quatrième Commission décide de prier la deuxième Commission, qui est saisie déjà d'une question analogue, de bien vouloir émettre une suggestion quant aux démarches à entreprendre auprès de la Conférence télégraphique internationale devant se réunir à Paris le 6 octobre, dans le dessein de faire bénéficier du tarif de presse les communications télégraphiques officielles de la Société des Nations.

### VII. TROISIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa troisième séance hier jeudi 17 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. MOWINCKEL (Norvège).

*Projet de résolution soumis par la Sous-Commission chargée de coordonner les projets de résolution présentés par les délégués de la Grande-Bretagne et de la Norvège.*

Le PRÉSIDENT présente à ses collègues le projet de texte de la Sous-Commission et propose de renvoyer à une séance ultérieure la discussion du projet de M. François (Pays-Bas).

Après des explications fournies par M. SUGIMURA (Japon), rapporteur, la Commission adopte la résolution suivante:

« 1. L'Assemblée exprime son approbation du travail accompli par la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse. Elle désire en même temps souligner les vues exprimées dans la résolution de la cinquième Assemblée relative à la protection de l'enfance, aux termes de laquelle: « les études qui peuvent le plus utilement être confiées à la Société sont celles qui portent sur les points à l'égard desquels la comparaison des diverses méthodes suivies et des essais effectués dans différents pays, les avis demandés aux techniciens, les échanges de vues entre fonctionnaires et experts de divers pays, et la coopération internationale, peuvent aider les gouvernements à traiter ces problèmes ». En conséquence, l'Assemblée espère que la Commission ne perdra pas de vue les limites de sa compétence ainsi définie.

« L'Assemblée estime également désirable que la Commission consultative, dans sa collaboration avec d'autres organisations de la Société des Nations, se conforme à la résolution n° 4 de la cinquième Assemblée, au sujet des doubles emplois.

« 2. L'Assemblée recommande qu'un crédit de 50.000 francs-or, comme il est déjà proposé dans le budget, soit accordé pour la nouvelle tâche relative à la protection de l'enfance ».

#### Adjonction à l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du Secrétaire général informant la cinquième Commission que l'Assemblée a décidé de renvoyer à son examen la proposition de la délégation suisse demandant que les vœux du Congrès de l'enfance soient transmis à la Commission pour la protection de l'enfance. Il propose de remettre à une séance ultérieure la discussion de cette question, qui sera examinée en même temps que la résolution de M. François. Il propose, en outre, de désigner M. Sugimura comme rapporteur à l'Assemblée.

*Ces propositions sont approuvées par la Commission.*

After a long discussion, *Article 22 (Health Organisation)* was also adopted, it being understood that, in conformity with the suggestions made by the Supervisory Commission, account should in future be taken of the fact "that a certain proportion should be maintained both between the budgets of the various organisations themselves and between the budget of each organisation and the budget of the League as a whole; otherwise, budget equilibrium might be disturbed and the usefulness of the League's work seriously impaired."

#### Telegraphi Rates.

On the proposal of M. LEHMANN (Liberia) and M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), the Fourth Committee decided to ask the Second Committee, which was already dealing with a similar question, to make suggestions in regard to the best manner in which to approach the International Telegraphic Conference which was to meet in Paris on October 6th, in order that the official telegraphic communications of the League of Nations might be allowed to benefit from the telegraphic rates accorded to Press telegrams.

### VII. THIRD MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its third meeting on Thursday, September 17th, at 10 a.m., under the chairmanship of M. MOWINCKEL (Norway).

*Draft Resolution submitted by the Sub-Committee appointed to Co-ordinate the Texts of the Draft Resolutions submitted by the Delegates of the British Empire and of Norway.*

The CHAIRMAN submitted the text drafted by the Sub-Committee and proposed to postpone to a future meeting the discussion of the draft submitted by M. François (Netherlands).

After explanations had been given by M. SUGIMURA (Japan), Rapporteur, the Committee adopted the following resolution:

"(1) The Assembly expresses its approval of the work accomplished by the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People. It desires at the same time, to emphasise the view expressed in the resolution of the Fifth Assembly in regard to child welfare that 'the League can most usefully concern itself with the study of those problems on which the comparison of the methods and experience of different countries, consultation and interchange of views between the officials and experts of different countries and international co-operation may be likely to assist the Governments in dealing with such problems'. The Assembly therefore hopes that the Commission will not lose sight of the limits of its competence as thus defined.

"The Assembly is also of the opinion that it is desirable that, when collaborating with other organisations of the League of Nations, the Advisory Commission should conform to Resolution 4 of the Fifth Assembly on the subject of duplication of work.

"(2) The Assembly recommends that 50,000 gold francs as already proposed in the budget be allocated to the new work connected with child welfare."

#### Addition to the Agenda.

The CHAIRMAN reminded the Committee that the Assembly had decided to submit to it the examination of the proposal of the Swiss Delegation to the effect that the resolution adopted by the Congress for the Protection of Children should be submitted to the Committee for the Protection of Children. He proposed that the discussion of this question should be postponed to a future meeting, at which the resolutions proposed by M. François should at the same time be discussed. He proposed further that M. Sugimura should be appointed Rapporteur to the Assembly for this question.

*These proposals were approved by the Committee.*

*Examen du rapport sur la question du placement des réfugiés arméniens.*

Le Dr NANSEN\* (Norvège) explique que, sur les dépenses de transport, d'établissement et d'entretien des réfugiés venant de Turquie, une somme de 45.000 livres sterling provenait, en partie, du Gouvernement britannique et en partie de fonds fournis par le Lord Maire de Londres; le reste a été fourni par le Gouvernement arménien.

Le Dr Nansen expose ensuite:

1. Ce qui a été fait par la Commission au point de vue de l'enquête même;

2. L'historique du projet auquel cette enquête a abouti.

En ce qui concerne l'enquête, la Commission y a procédé sans aucune idée préconçue et sans autre désir que celui de réaliser une œuvre utile et pratique en faveur des réfugiés. Personnellement, il éprouvait d'avance bien des doutes sur la stabilité économique et politique de la République arménienne, mais il a eu la surprise agréable de faire la constatation contraire, et le projet auquel la Commission est arrivée apporte peut-être le commencement de la solution du problème arménien. La Commission a fait un long séjour dans le pays, et s'est entourée d'experts et de techniciens.

En ce qui concerne le deuxième point, il a prié M. Carle, expert agricole français, de vouloir bien expliquer à la cinquième Commission les conclusions techniques du rapport.

M. CARLE expose qu'étant donné que le problème soumis à la Commission d'experts consistait à examiner la possibilité de venir en aide aux réfugiés arméniens en leur procurant du travail agricole, il était nécessaire d'étudier trois éléments de la question: le milieu, les conditions sociales et les conditions économiques. Il expose ensuite en détail les conditions géologiques et climatiques de la vallée de l'Araxe. Le sol est fertile et les rivières, alimentées par la neige des massifs montagneux, ont un débit relativement régulier. Divers projets ont été présentés pour l'utilisation des eaux. On s'est attaché à un projet dont l'exécution était moins coûteuse et qui prévoyait l'utilisation des eaux du lac Seyanga.

En ce qui concerne les conditions sociales, l'Arménie tend vers la petite propriété. Les terres sont louées aux paysans pour une période de 9 ans, et les paysans ont la conviction qu'à l'expiration de ce délai on leur en laissera la propriété. Le Gouvernement a donné des encouragements à l'agriculture en créant des écoles d'agriculture, ainsi que des laboratoires modernes.

Au point de vue économique, l'Arménie ne semble pas avoir à craindre les dangers d'une surproduction, étant donné que ses produits: vin, alcool, fruits, trouveront toujours un débouché dans la Russie des Soviets, qui est maintenant essentiellement un pays septentrional.

M. DENDRAMIS (Grèce) apporte à la proposition du Dr Nansen l'adhésion entière de la Grèce. Il rappelle les sacrifices consentis par la Grèce en faveur des réfugiés arméniens. A peine sortie de la guerre, elle a dû recueillir plus de 1.400.000 réfugiés grecs. Elle a vu venir à elle, en même temps, des dizaines de milliers de réfugiés arméniens. Elle a secouru les Arméniens aussi bien que les réfugiés grecs, et a dépensé plus de 300.000 livres sterling pour les Arméniens seuls. M. Dendramis pose à M. Carle les questions suivantes:

1. Quelle est l'organisation du Gouvernement arménien, et quelles garanties offre-t-il pour l'emprunt projeté?

2. Les Arméniens sont-ils travailleurs, et l'emprunt sera-t-il productif?

3. La communauté arménienne en question constituera-t-elle un véritable foyer arménien?

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) désire poser à M. Carle des questions analogues à celles de M. Dendramis:

1. Au sujet de l'organisation du Gouvernement;

2. Sur l'organisation du système fiscal;

3. Sur l'organisation bancaire.

M. MADJAROFF (Bulgarie) rappelle qu'il se trouve actuellement 25.000 réfugiés arméniens en Bulgarie. Le Gouvernement bulgare doit déjà supporter une lourde charge pour secourir les réfugiés bulgares, et il salue les efforts faits par le Bureau international du Travail en vue de l'évacuation des réfugiés étrangers. Le Gouvernement bulgare désire que des instructions

*Examination of the Report on the Question of the Home for Armenian Refugees.*

Dr. NANSEN (Norway) stated that of the expenses incurred by the transport, establishment and maintenance of refugees coming from Turkey £45,000 sterling had been paid by the British Government and from funds furnished by the Lord Mayor of London; the remainder had been furnished by the Armenian Government.

He then explained: (1) what had been done by the Committee during its enquiry and (2) the history of the scheme which had resulted from that enquiry.

In regard to the enquiry, the Committee had proceeded without any prejudice and with no other desire than to do useful and practical work to aid the refugees. Personally, he had reached the country full of doubts as to the economic and political stability of the Armenian Government, but he had been agreeably surprised, and the scheme which the Committee had drafted might perhaps mean the beginning of the solution of the Armenian problem. The Committee had made a long stay in the country and had consulted many technical experts.

In regard to the second point, he requested M. Carle, French agricultural expert, to explain to the Committee the technical conclusions of the report.

M. CARLE explained that in view of the fact that the problem confronting the Committee of Experts had been to examine the possibility of assisting Armenian refugees by procuring agricultural work for them it had been necessary to divide the problem into three parts — the area, the social conditions and the economic conditions. He gave details regarding the geological and climatic conditions of the Valley of the Araxes. The soil was fertile and the rivers, fed by snow from the mountains, had a fairly regular water supply. Various schemes had been submitted for use of the water and the Committee had adopted a scheme of which the execution would be the least costly and which entailed the use of the waters of Lake Seyanga.

In regard to the social conditions, Armenia tended to become a land of peasant proprietors. The land was lent out to the peasants for a period of nine years and the peasants were convinced that at the end of this period they would own the land. The Government had encouraged agriculture by establishing schools of agriculture and modern laboratories.

From the economic point of view, there seemed to be no danger that Armenia ran the risk of over-production, in view of the fact that its produce — wine, alcohol, fruit — would always find a market in Soviet Russia, which was now definitely a northern country.

M. DENDRAMIS (Greece) on behalf of his country warmly approved of the proposal made by Dr. Nansen. He reminded the Committee of the sacrifices made by Greece and the assistance given by her to Armenian refugees. When the war was only just ended she had been compelled to receive more than 1,400,000 Greek refugees and at the same time some hundreds of thousands of Armenian refugees. She had helped the Armenians in the same way as the Greek refugees and had spent more than £300,000 sterling on Armenians alone.

He would ask the following questions of M. Carle: (1) how was the Armenian Government organised and what guarantees did it give for the proposed loan; (2) were the Armenians good workers and would the loan be productive; (3) was the Armenian community in question a real home for Armenians?

M. VEVERKA (Czechoslovakia) asked the same questions. In addition, what was the fiscal and banking organisation of the country?

M. MADJAROFF (Bulgaria) reminded the Committee that there were at the moment 25,000 Armenian refugees in Bulgaria. The Bulgarian Government had already to support heavy expenditure in order to assist Bulgarian refugees and it welcomed the efforts made by the International Labour Office to evacuate these foreign refugees. The Bulgarian Government

soient données à l'organisation du Bureau international du Travail concernant les réfugiés en Bulgarie en vue d'entreprendre immédiatement une enquête générale, et est prêt à mettre à la disposition de ce service une somme de 600 livres pour en couvrir les frais d'administration pendant l'année 1926.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) demande à M. Carle de bien vouloir donner quelques renseignements sur les ressources douanières de l'Arménie.

M. CARLE, en réponse à la deuxième question, donne des explications sur le rendement probable de la culture du coton, ainsi que sur les dépenses nécessaires pour l'irrigation et la culture, et conclut que, sur le revenu de chaque hectare, on pourra prélever une somme de 150 à 200 francs français pour le service de l'emprunt.

D'après les conversations que les membres de la mission ont eues en Arménie, on peut dire qu'il existe vraiment une âme arménienne, et il est à prévoir que la méthode choisie, et qui consiste à aider les Arméniens à s'établir comme agriculteurs, est le meilleur moyen de les attacher au sol et de créer un foyer national.

M. Carle estime que l'ouvrier arménien est travailleur. Ce qui fait défaut actuellement est l'organisation, notamment en ce qui concerne l'irrigation.

Il n'existe qu'une Banque d'Etat. Cette banque a des succursales de crédit agricole.

M<sup>lle</sup> FORCHHAMMER (Danemark) explique que si, l'année dernière, tout le monde avait éprouvé un sentiment de découragement lors de la discussion de la question arménienne, on peut se féliciter aujourd'hui de la tournure qu'a prise cette question. Elle demande à M. Carle de bien vouloir expliquer à la Commission quelles sont les possibilités d'établir des réfugiés arméniens en Syrie.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique), remercie le Dr Nansen des rectifications qu'il a apportées à son rapport, et lui exprime son admiration pour l'œuvre accomplie. Elle propose qu'un Comité technique, composé d'experts en agriculture coloniale et en matière d'irrigation, examine la question en détail.

Le PRÉSIDENT ne croit pas nécessaire de nommer un Comité technique spécial. Il pense qu'un Sous-Comité composé de 9 membres, chargé par la Commission d'étudier la question tant au point de vue technique que politique, pourrait faire appel aux experts pour obtenir les renseignements nécessaires. Il propose que ce Comité ne soit constitué que lorsqu'on aura entendu aussi l'exposé politique de la question.

M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumanie) rappelle que la Roumanie a toujours donné son appui aux réfugiés grecs et arméniens, et donné aussi asile à un grand nombre de réfugiés russes. Etant donné, cependant, les inconvénients résultant de l'existence de très grandes colonies de réfugiés, la Roumanie doit demander que le Service des réfugiés du Bureau international du Travail examine avec soin la possibilité de procéder à l'évacuation des réfugiés.

Le Dr RIDDELL (Canada) déclare qu'il faut étudier avec soin le problème de l'établissement des réfugiés au point de vue technique, politique, social et financier. Il rappelle que son pays a recueilli des fonds importants pour venir en aide aux réfugiés arméniens.

M. CARLE pense que les techniciens et les financiers peuvent très bien conclure sur la base du projet tel qu'il a été présenté. Un ingénieur anglais, M. Dupes, dont la compétence est très grande en matière d'irrigation, a fait partie de la Commission. En ce qui concerne la question arménienne en Syrie, le Haut Commissaire français a dû recevoir près de 100.000 réfugiés arméniens. Il existe maintenant des villes arméniennes, et la question ne présente plus un caractère d'urgence. Il rend hommage aux initiatives privées, entre autres à celle de M<sup>lle</sup> Jeppe. Des terrains marécageux ont été réservés par le Haut Commissariat à l'assèchement, pour y installer des Arméniens. Il propose, pour réaliser ce projet, qu'une petite partie des sommes provenant de l'emprunt demandé par le Dr Nansen soit affectée à cette fin.

desired that the International Labour Office should be instructed to undertake an immediate enquiry in regard to refugees in Bulgaria and it was ready to place the sum of £600 at the disposal of that office to cover the administrative expenses incurred during the year 1926.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) asked M. Carle to give information regarding the Customs resources of Armenia.

M. CARLE, answering the second question, whether the loan would be productive or not, said he could give explanations regarding the probable revenue to be obtained from the growing of cotton and of the necessary expenditure which would have to be incurred for the work of irrigation and cultivation. His conclusion was that each hectare could produce the sum of from 150 to 200 French francs towards the payment of the loan.

From conversation which the members of the Mission had had in Armenia it could be said that there was a real Armenian spirit in existence and he felt that the method chosen, which consisted in aiding Armenians to set themselves up as agricultural workers, was the best means of attaching them to the soil and of creating an Armenian home.

The Armenian was a good worker, but what he lacked at the moment was organisation especially in regard to the irrigation of his land.

There was only one State bank, which had agricultural branches.

M<sup>lle</sup> FORCHHAMMER (Denmark) explained that though last year everyone had felt depressed when discussing the Armenian question, it was encouraging to note the progress which had been made. She asked M. Carle to explain whether it was possible to establish Armenian refugees in Syria.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) thanked Dr. Nansen for the rectification of his report and expressed her admiration for the work which he had accomplished. She proposed that a technical committee composed of experts in colonial agriculture and in irrigation should examine the question in detail.

The CHAIRMAN thought that it would be impossible to appoint a special technical committee. The Sub-Committee, composed of 9 members, instructed by the Committee to investigate the question both from the technical and from the political point of view might call upon the services of experts in order to obtain the necessary information. He proposed that this Committee should only be set up when the political side of the question had also been discussed.

M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumania) reminded the Committee that Roumania had always aided Greek and Armenian refugees and that she had also received a large number of Russian refugees. In view, however, of the danger resulting from the establishment of great colonies of refugees within her borders, Roumania felt compelled to ask that the section of the International Labour Office concerning itself with refugees should carefully examine the means of evacuating them.

Dr. RIDDELL (Canada) said that he investigated the problem of the establishment of refugees from the technical, political, social and financial points of view. He reminded the Committee that Canada had collected important sums of money of expenditure on Armenian refugees.

M. CARLE thought that technical and financial experts would find it easy to draft a scheme on the basis of what had been submitted to them. An English engineer, Mr. Dupes, whose confidence in regard to irrigation was very great, had been a member of the Committee.

In regard to the Armenian question in Syria, the French High Commissioner had been obliged to receive nearly 100,000 Armenian refugees. There were now in existence Armenian agents and the question was no longer an urgent one. He paid a tribute to private enterprise, notably that of Miss Jeppe. The High Commissariat had set aside marshy lands for reclaiming in order to install Armenian refugees upon them. He proposed that to put this scheme into operation a small sum of the loan monies asked for by Dr. Nansen should be set aside.

Mlle VACARESCO (Roumanie) rend également hommage à l'œuvre accomplie par Mlle Jeppe, ainsi qu'à celle du Haut Commissariat français en Syrie. Elle exprime le vœu que le Sous-Comité comprenne aussi un membre français.

M. Albert THOMAS fait observer qu'il conviendrait peut-être que la Commission fit une distinction nette entre la question de l'établissement des Arméniens en Arménie et la question des réfugiés arméniens en Syrie.

*Nomination du rapporteur pour la question des réfugiés russes*

Sur la proposition du comte MENSdorFF (Autriche), appuyée par les délégués de la France, de la Roumanie et de la Grèce, M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) est désigné comme rapporteur.

VIII. SIXIÈME COMMISSION:  
PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

La première Sous-Commission (esclavage) de la sixième Commission a poursuivi, hier jeudi après-midi, la discussion des articles du projet de Protocole sur l'esclavage soumis par la délégation britannique.

IX. RAPPORT A L'ASSEMBLÉE  
DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission de l'ordre du jour a pris connaissance du projet de résolution présenté par la délégation chilienne à la séance de l'Assemblée du 16 septembre 1925, concernant la collaboration de la presse à l'œuvre du désarmement, proposition tendant à la convocation d'un comité d'experts.

La Commission estime, étant donné l'intérêt tout particulier qui s'attache à cette question, qu'il y a lieu de proposer à l'Assemblée de l'inscrire à son ordre du jour et de la renvoyer à la sixième Commission.

X. NOTES SUR LA RÉPUBLIQUE ARMÉNIENNE,

présentées par le Dr NANSEN (Norvège) à la cinquième Commission.

17 septembre 1925.

Le Dr NANSEN a l'honneur de communiquer, à titre d'information, le mémoire ci-après aux délégués à l'Assemblée<sup>1</sup>:

La République arménienne actuelle d'Erivan a une superficie de 27.000 km<sup>2</sup> (sensiblement égale à celle de la Belgique); sa population est de 1.200.000 habitants, comprenant 95 % d'Arméniens, d'après les services de statistique du Gouvernement. Tout en faisant partie de l'Union des Républiques soviétiques, la République jouit d'un gouvernement entièrement autonome en ce qui concerne l'administration intérieure du pays. Cette administration, qui comprend les services gouvernementaux, les tribunaux, l'Université, les écoles, etc., est exclusivement arménienne, et la seule langue officiellement employée est l'arménien. Le Gouvernement arménien est entièrement libre de contracter des emprunts, d'accorder des concessions et d'effectuer d'autres opérations financières sous sa propre responsabilité et à son propre compte.

Le gouvernement actuel est en fonctions depuis quatre ans. Pendant cette période, nonobstant les graves difficultés provoquées par les suites de la grande guerre, et malgré les diverses invasions qui se sont produites sur son territoire, ce gouvernement a su restaurer l'organisation économique et sociale du pays.

La population est composée de paysans dans une proportion de plus de 90 %, et c'est au développement de la prospérité agricole que le gouvernement actuel consacre surtout

<sup>1</sup> Ce document est publié dans le *Journal* de l'Assemblée, à la demande du président de la cinquième commission.

Mlle VACARESCO (Roumanie) also paid a tribute to the work accomplished by Miss Jeppe and to the French High Commissariat in Syria. She expressed the hope that the Sub-Committee would appoint a French member.

Mr. Albert THOMAS thought that the Committee should make a clear distinction between the questions of establishing Armenians in Armenia and Armenian refugees in Syria.

*Appointment of Rapporteur on the Question of Russian Refugees.*

On the proposal of Count MENSdorFF (Austria), supported by the delegates of France, Roumania and Greece, M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil) was appointed Rapporteur.

VIII. SIXTH COMMITTEE: FIRST SUB-COMMITTEE

The First Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee continued on Thursday afternoon the discussion of the articles of the Draft Protocol on Slavery presented by the British Delegation.

IX. REPORT TO THE ASSEMBLY  
OF THE AGENDA COMMITTEE.

The Agenda Committee has considered the draft resolution presented by the Delegation of Chile at the meeting of the Assembly of September 16th, 1925, concerning the collaboration of the Press in the work of disarmament, a proposal for the convening of a committee of experts.

The Committee considered that, in view of the special interest attaching to this question, the Assembly should be asked to place it on its agenda and to refer it to the Sixth Committee.

X. NOTE ON THE REPUBLIC OF ARMENIA.

Submitted by Dr. NANSEN (Norway) to the Fifth Committee.

September 17th, 1925.

The following Memorandum is circulated by Dr. Nansen for the information of Members of the Assembly.<sup>1</sup>

The present Armenian Republic of Erivan has a territory of 27,000 square kms. (roughly the area of Belgium); it has a population of 1,200,000 inhabitants, of whom, according to the statistical service of the Government, over 95 per cent are Armenian. While the Republic forms part of the Union of Soviet Republics, it is entirely self-governing so far as the internal administration of the country is concerned. This administration, including the Government departments, the law courts, the university, the schools, etc., is exclusively Armenian, and Armenian is the only official language in use. The Armenian Government is entirely free to contract loans, give concessions and carry on other financial operations on its own responsibility and account.

The present Government has been in office for four years. During that time it has, in spite of the great difficulties caused by the results of the Great War and of the various invasions of its territory which have taken place, been able to reconstruct the social and economic system of the country.

More than 90 per cent of the population consists of peasants, and to the promotion of agricultural prosperity the present Government gives the greatest part of its attention. In the

<sup>1</sup> Published in the *Assembly Journal* at the request of the Chairman of the Fifth Committee.

ses soins. Dans la partie septentrionale du pays, qui est montagneuse et contient des forêts et des pâturages, l'élevage et l'industrie laitière se sont fortement développés au cours des deux dernières années. Dans le sud, région des steppes, d'un climat sous-tropical, on trouve des terres propres à une culture intensive de coton, de tabac, de vignes, d'arbres fruitiers, de mûriers (pour les vers à soie), etc. Pour se rendre compte du progrès accompli dans le développement de la culture de ces divers produits, on peut, par exemple, prendre les chiffres de la superficie consacrée à la culture du coton. Il y avait, en 1923, 500 hectares de coton, et 17.500 hectares en 1925.

Parallèlement à l'accroissement de la production agricole, on crée actuellement des industries agricoles. Des fabriques pour la production de l'huile, du savon, et même du coton, ont été construites et sont actuellement en exploitation, et une nouvelle fabrique de coton, où travailleront de 3.000 à 4.000 ouvriers, est sur le point d'être achevée.

La culture du tabac s'est rapidement développée, et le pays produit actuellement de grandes quantités de vin, pour lequel la Russie tout entière constitue un débouché assuré. D'autres fabriques de fruits secs ou en conserves augmentent rapidement leur production.

Outre ces industries agricoles, l'Arménie possède également des ressources minérales considérables. C'est ainsi que les mines de cuivre de Zarguezour ont été réorganisées, et l'on estime que, dans un avenir prochain, elles pourront produire une quantité de cuivre qui ne sera pas inférieure à 7.000 tonnes par an.

Néanmoins, de l'avis des personnes les mieux à même de connaître le pays, il y a place encore pour une vaste exploitation. Le pays contient 200.000 hectares (500.000 acres) de terres actuellement inutilisables pour l'agriculture, soit par manque d'eau, soit par suite de leur nature marécageuse. Le gouvernement a consacré des sommes considérables à l'irrigation et au drainage d'une partie de ces terres: c'est ainsi que le canal de Chirak, construit par les soins du gouvernement, a donné 15.000 hectares à la culture; mais il reste encore beaucoup à faire si l'on peut trouver des capitaux.

(Signé) Fridtjof NANSEN.

XI. SIGNATURES ET RATIFICATIONS  
DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. M. MACWHITE, représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations, a déposé au Secrétariat, le 4 septembre 1925, les ratifications par son Gouvernement des conventions suivantes, adoptées par la première Conférence internationale du Travail, en 1919:

- Convention concernant le chômage;
- Convention concernant le travail de nuit des femmes;

- Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels;
- Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

Il a également déposé la ratification de la convention suivante adoptée par la seconde Conférence internationale du Travail, Gênes, 1920:

- Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

XII. CORRECTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES  
DÉLÉGATIONS

AUTRICHE:

Par suite du départ de M. le Dr R. SCHULLER, S. Ex. M. E. PFLUGL le remplacera en tant que représentant de l'Autriche au cours des séances ultérieures de la quatrième Commission.

URUGUAY:

Par suite du départ de S. Ex. M. Juan Antonio BUERO, S. Ex. M. Enrique BUERO le remplacera en tant que représentant de l'Uruguay au cours des séances ultérieures de l'Assemblée.

north of the country, which is mountainous and which contains forests and pasture lands, stock-breeding and dairy-farming have been making great progress in the last two years. In the south, the region of the Steppes, with a sub-tropical climate, there is land suitable for intensive cultivation of cotton, tobacco, vines, fruit trees, mulberry trees (for silk-worms), etc. The progress which is being made with the development of cultivation of these products is shown, for example, by the figures relating to the land placed under cotton. In 1923 there were 500 hectares of cotton, in 1925 there were 17,500.

Simultaneously with the increase of agricultural production, agricultural industries are being built up. Factories for the production of oil, soap, and even cotton have been built and are now operating, and a new cotton factory which will employ three to four thousand workers will shortly be completed.

The cultivation of tobacco has rapidly increased, and wine, for which there is a sure market throughout Russia, is being produced in large quantities. Other factories for preserving and drying fruits are rapidly increasing their output.

In addition to these agricultural industries, Armenia also possesses considerable mineral resources. For example, the copper mines of Zarguezour have been reorganised and it is calculated that in the early future they will be able to produce as much as 7,000 tons of copper per year.

Nevertheless, in the view of those who know the country best there is still room for great development. There are 200,000 hectares of land (500,000 acres) which cannot at present be used for agriculture, either because they are without water or because they are marshy. The Government has spent a considerable sum of money in irrigating and draining a part of this land: for example, the canal of Chirak which they have built has brought 15,000 hectares under cultivation; but there still remains much to be done, if capital were available.

(Signed) Fridtjof NANSEN.

XI. SIGNATURES AND RATIFICATIONS  
OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

Mr. M. MACWHITE, Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations, deposited at the Secretariat, on September 4th, 1925, the ratifications by his Government of the following Conventions adopted by the First International Labour Conference in 1919:

- Convention concerning Unemployment;
- Convention concerning Employment of Women during the Night;
- Convention fixing the Minimum Age for Admission of Children to Industrial Employment;
- Convention concerning the Night-Work of Young Persons employed in Industry.

He also deposited the ratification of the following Convention adopted by the Second International Labour Conference of Genoa, 1920:

- Convention fixing the Minimum Age for Admission of Children to Employment at Sea.

XII. CORRECTIONS IN THE LIST OF MEMBERS  
OF DELEGATIONS.

AUSTRIA:

Owing to the departure of M. Dr. R. SCHULLER, His Exc. M. E. PFLUGL will take his place as representative of Austria at subsequent meetings of the Fourth Committee.

URUGUAY:

Owing to the departure of His Exc. M. Juan Antonio BUERO, His Exc. M. Enrique BUERO will take his place as representative of Uruguay at subsequent meetings of the Assembly.

XIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 17 SEPTEMBRE 1925

- A. 67 Comité financier: Rapport au Conseil sur les travaux de la dix-neuvième session du Comité.
- A. 68 Commission permanente des mandats, sixième session: Rapport du représentant de la Suède et résolution adoptée par le Conseil, en date du 15 septembre 1925.
- A. 69 Question de l'esclavage: Lettre du Gouverneur général du Soudan.
- A. 70 Question de l'esclavage: Communication du directeur du Bureau du Travail du Gouvernement des Philippines.
- A. 71 Revision des manuels d'histoire en vue de la préparation du désarmement moral: Projet de résolution présenté par la délégation haïtienne à la séance du 16 septembre 1925.
- A. 72 Protection de l'enfance: Projet de résolution présenté par la délégation suisse à la séance du 16 septembre 1925.
- A. 74 Enseignement aux enfants et à la jeunesse des buts et de l'idéal de la Société des Nations: Projet de résolution présenté par la délégation chilienne à la séance du 16 septembre 1925.
- A. 75 Collaboration de la presse à l'œuvre de désarmement: Proposition tendant à la convocation d'un comité d'experts. Projet de résolution présenté par la délégation chilienne à la séance du 16 septembre 1925.

PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent: la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux Iles d'Aland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie; des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc., etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Frs suisses 2.— en noir, et Frs suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats 8 x 8 ou 8½ x 10.

Pour toute commande et tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, *Service photographique*, de la Société des Nations.

XIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 17th, 1925.

- A. 67 Financial Committee: Report to the Council on the Work of the Nineteenth Session.
- A. 68 Permanent Mandates Commission: Sixth Session: Report by the Swedish Representative and Resolution adopted by the Council on September 15th, 1925.
- A. 69 Question of Slavery: Letter from the Governor-General of the Sudan.
- A. 70 Question of Slavery: Communication from the Director of Labour of the Government of the Philippine Islands.
- A. 71 Revision of History Manuals with a view to Moral Disarmament: Draft Resolution presented by the Delegation of Haiti on September 16th, 1925.
- A. 72 Protection and Welfare of Children and Young Persons: Draft Resolution presented by the Swiss Delegation on September 16th, 1925.
- A. 74 Instruction of Youth concerning the Existence and Aims of the League of Nations: Draft Resolution presented by the Chilean Delegation on September 16th, 1925.
- A. 75 Collaboration of the Press in the Work of Disarmament: Proposal for the Convening of a Committee of Experts: Draft Resolution presented by the Chilean Delegation on September 16th, 1925.

LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection — of about 200 slides — includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Aaland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides (8 x 8 or 8½ x 10 centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographic Department*, of the League of Nations, Geneva.



VIENT DE PARAÎTRE.

• LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

---

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

---

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

---

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

---

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

---

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.  
  
THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.  
  
FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.  
  
DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

---

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).*

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**  
**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS**

**ARGENTINE**

Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

**AUTRICHE et ALLEMAGNE**

**AUSTRIA and GERMANY**

Rikola Verlag A.-G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

**BELGIQUE — BELGIUM**

Agence Dechenne, Messageries de la Presse S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

**BOLIVIE — BOLIVIA**

Flores, San Román y Cia, Librería « Renacimiento », LA PAZ.

**BRÉSIL — BRAZIL**

Livraria F. Briguier & Cie., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

**BULGARIE — BULGARIA**

Librairie Française et Etrangère, So & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 44, SOFIA.

**CANADA**

League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

**CHILI — CHILE**

Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

**COSTA-RICA**

Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**CUBA**

Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

**DANEMARK — DENMARK**

V. Pios Boghandel — Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

**ÉQUATEUR — ECUADOR**

Victor Janer, GUAYAQUIL.

**ESPAGNE — SPAIN**

Centro Editorial « Minerva », Tudescos 39-41, MADRID, E. IZ.

**ÉTATS-UNIS — UNITED STATES**

World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

**FINLANDE — FINLAND**

Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

**FRANCE**

Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI<sup>e</sup>.

**GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE**

**GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**

Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

**GRÈCE — GREECE**

Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

**GUATÉMALA**

J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10 a, Calle Oriente N° 5, GUATÉMALA.

**HAWAII — HAWAII**

Pan-Pacific Union, HONOLULU.

**HONDURAS**

Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**HONGRIE — HUNGARY**

Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.

**INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**

Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co. BATAVIA-WELTEVREDEN.

**ITALIE — ITALY**

Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

**JAPON — JAPAN**

Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

**LETTONIE — LATVIA**

Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

**MEXIQUE — MEXICO**

Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

**NIGARAGUA**

Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**NORVÈGE — NORWAY**

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

**PANAMA**

Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

**PAYS-BAS — NETHERLANDS**

Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

**PÉROU — PERU**

Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

**POLOGNE — POLAND**

Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

**ROUMANIE — ROUMANIA**

« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

**SALVADOR**

Librería Mata y Centell, SAN-SALVADOR.

**SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**

Librairie Parisienne, maison Marguet, M. Golbert, success., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.

**SUÈDE — SWEDEN**

C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.

**SUISSE — SWITZERLAND**

Librairie Payot & C<sup>ie</sup>, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

**TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**

Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

**URUGUAY**

Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

**VENEZUELA**

Luis Nieves, Oeste 8, N° 17, CARACAS.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

(Catalogue envoyé sur demande.)

Service de vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

*For other countries apply :*

(Catalogue sent on application.)

Publication Department (Sales Branch) of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 12. — SAMEDI 19 SEPTEMBRE 1925.

No. 12. — SATURDAY, SEPTEMBER 19th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	143
II. Cinquième séance de la première Commission. . . . .	144
III. Sixième séance de la deuxième Commission . . . . .	145
IV. Exposé de M. Luchaire sur les travaux de l'Institut international de coopération intellectuelle. . . . .	150
V. Quatrième séance de la troisième Commission. . . . .	154
VI. Cinquième séance de la quatrième Commission . . . . .	157
VII. Quatrième séance de la cinquième Commission . . . . .	158
VIII. Sixième Commission: première Sous-Commission . . . . .	160
IX. Lettre du Conseil international des femmes au Président de l'Assemblée, lue à la séance de la deuxième Commission . . . . .	160
X. Signatures et ratifications des accords internationaux . . . . .	160
XI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée le 18 septembre 1925. . . . .	161

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Première Commission: Deuxième Sous-Commission.*

La deuxième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 16 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

### *Deuxième Commission.*

Il y aura deux séances de la deuxième Commission aujourd'hui (samedi 19 septembre), au Secrétariat (Salle F). La première séance aura lieu à 15 heures.

### *Ordre du jour:*

- Union internationale de secours (Projet Ciralo).

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	143
II. Fifth Meeting of the First Committee. . . . .	144
III. Sixth Meeting of the Second Committee . . . . .	145
IV. Statement of M. Luchaire on the work of the International Institute of Intellectual Co-operation . . . . .	150
V. Fourth Meeting of the Third Committee . . . . .	154
VI. Fifth Meeting of the Fourth Committee . . . . .	157
VII. Fourth Meeting of the Fifth Committee . . . . .	158
VIII. Sixth Committee: First Sub-Committee . . . . .	160
IX. Letter from the International Council of Women to the President of the Assembly, read at the Meeting of the Second Committee . . . . .	160
X. Signatures and Ratifications of International Engagements. . . . .	160
XI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 18th, 1925 . . . . .	161

## I. PROGRAMME OF MEETINGS.

### *First Committee: Second Sub-Committee.*

The Second Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Saturday, September 19th) at 4.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

### *Second Committee.*

There will be two meetings of the Second Committee to-day (Saturday, September 19th) in the Offices of the Secretariat (Room F).

The first meeting will take place at 3 p.m.

### *Agenda:*

- International Relief Union (Ciralo Scheme).

La deuxième séance aura lieu après la séance du Conseil, probablement vers 17 heures.

*Ordre du jour :*

Préparation d'une Conférence économique internationale (proposition de la délégation française, renvoyée à la deuxième Commission par la sixième Assemblée).

*Troisième Commission : Première Sous-Commission.*

La première Sous-Commission de la troisième Commission aura lieu aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Salle D).

*Quatrième Commission : Première Sous-Commission (Contributions arriérées).*

La première Sous-Commission de la quatrième Commission (Contributions arriérées) aura lieu aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Bureau 95).

*Quatrième Commission : Troisième Sous-Commission (Répartition des dépenses).*

La troisième Sous-Commission de la quatrième Commission (Répartition des dépenses), se réunira aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Bureau 95).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

*Sixième Commission : Comité de rédaction de la première Sous-Commission (Esclavage).*

Le Comité de rédaction de la première Sous-Commission de la sixième Commission (Esclavage) se réunira aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 18 heures, au Secrétariat (Bureau 102).

*Bureau de l'Assemblée.*

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Bureau du Secrétaire général).

*Ordre du jour :*

Echange de vues sur la suite des travaux de l'Assemblée.

*Conseil.*

Il y aura deux séances du Conseil aujourd'hui (samedi 19 septembre) au Secrétariat (Salle F). La première séance aura lieu à 11 heures, et la deuxième à 15 heures.

*Commission de contrôle.*

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (samedi 19 septembre), à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle E).

## II. CINQUIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa cinquième séance vendredi 18 septembre, sous la présidence de M. SCIALOJA (Italie).

*I. Suite de la discussion générale sur les questions connexes au Protocole, traitant de l'arbitrage et de la sécurité.*

La parole est donnée à Sir Cecil HURST qui tient à expliquer la raison pour laquelle le Gouvernement Britannique ne peut, pour le moment, accepter la clause facultative d'arbitrage. Sir Cecil Hurst expose la situation de l'Empire Britannique et les raisons de son attitude au sujet de cette clause.

M. ROLIN (Belgique), explique de son côté la différence entre le recours à la Cour permanente de Justice et le recours au Conseil. Il démontre qu'au point de vue de la sécurité générale, il est d'une importance considérable de voir les Etats prendre

The second meeting will take place after the meeting of the Council, probably about 5 p.m.

*Agenda :*

Preparation of an international economic conference (Proposal of the French Delegation, referred to the Second Committee by the Sixth Assembly).

*Third Committee : First Sub-Committee.*

The First Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Saturday, September 19th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Fourth Committee : First Sub-Committee (Contributions in Arrears).*

The First Sub-Committee of the Fourth Committee will meet to-day (Saturday, September 19th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room 95).

*Fourth Committee : Third Sub-Committee (Allocation of Expenses).*

The Third Sub-Committee of the Fourth Committee will meet to-day (Saturday, September 19th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room 95).

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Saturday, September 19th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Sixth Committee : Drafting Committee of the First Sub-Committee (Slavery).*

The Drafting Committee of the First Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery) will meet to-day (Saturday, September 19th) at 6 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 102).

*General Committee of the Assembly.*

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Saturday, September 19th) at 10 a.m., in the Offices of the Secretariat (Room of the Secretary-General).

*Agenda :*

Exchange of views on the continuation of the work of the Assembly.

*Council.*

There will be two meetings of the Council to-day (Saturday, September 19th) in the Offices of the Secretariat (Room F). The first meeting will take place at 11 a.m., and the second meeting at 3 p.m.

*Supervisory Commission.*

The Supervisory Commission will meet to-day (Saturday, September 19th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

## II. FIFTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its fifth meeting yesterday (Friday, September 18th) under the chairmanship of M. SCIALOJA (Italy).

*I. Continuation of the general Discussion of the Questions connected with the Protocol dealing with Arbitration and Security.*

Sir Cecil HURST (British Empire) explained why the British Government, could not for the moment accept the optional clause. He explained the position of the British Empire and the reasons for its attitude towards this clause.

M. ROLIN (Belgium) explained the difference between resort to the Permanent Court of International Justice and resort to the Council. He showed that from the point of view of general security it was of considerable importance that States should

l'engagement de s'adresser à la Cour de Justice ou à quelque autre tribunal arbitral.

Parlant ensuite du projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay, le délégué de la Belgique croit qu'il est prématuré et inopportun.

M. BUERO (Uruguay) se range à l'avis de M. Rolin au sujet de l'arbitrage obligatoire. L'orateur précise plus exactement le sens de la motion de l'Uruguay concernant la Cour de Justice. Mais, dans un esprit de loyale coopération vis-à-vis de la Société des Nations, et pour ne pas entraver la marche de ses travaux, il déclare accepter l'ajournement de la discussion de cette proposition à l'année prochaine.

2. *Nomination d'une sous-commission pour l'étude des questions connexes au Protocole, traitant de l'arbitrage et de la sécurité.*

Le Président propose à la Commission de nommer une sous-commission avec mission de se mettre en rapport avec la Sous-Commission de la troisième Commission et de lui faire un rapport de ses travaux sur les trois premiers numéros de son ordre du jour relatifs à l'arbitrage, la sécurité et la réduction du désarmement.

Cette Sous-Commission est composée de:

M. ADATCI (Japon).  
Comte APPONYI (Hongrie).  
M. Léon BABINSKI (Pologne).  
M. BELLO-CODESIDO (Chili).  
M. R. W. ERICH (Finlande).  
M. R. FERNANDES (Brésil).  
Sir Cecil HURST (Empire Britannique).  
M. LIMBURG (Pays-Bas).  
M. LOEFGREN (Suède).  
M. LOUCHEUR (France).  
Sir E. CHAMIER (Inde).  
M. MOTTA (Suisse).  
M. DE PALACIOS (Espagne).  
M. H. ROLIN (Belgique).  
M. V. SCIALOJA (Italie).  
M. N. TITULESCO (Roumanie).

Cette sous-commission s'est réunie immédiatement et, en conséquence, la Commission s'est ajournée à 17 h. 35.

### III. SIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission s'est réunie à 15 heures, hier vendredi 18 septembre, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

*Coopération intellectuelle.*

Le PRÉSIDENT remercie le délégué français pour l'hospitalité que la France a décidé de donner, dans les bâtiments du Palais Royal, à l'Institut international de coopération intellectuelle.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) s'associe à ces remerciements.

M. Marcel PLAISANT (France) donne à la Commission quelques informations sur le statut juridique de l'Institut, statut qui lui permet de recevoir des legs et donations.

Le PRÉSIDENT transmet à la Commission les remerciements de M. Henri Bergson pour le télégramme qui lui avait été adressé lors de la dernière séance.

M. OPRESKO (secrétaire de la Commission de coopération intellectuelle) répond à certaines questions posées hier par la déléguée de l'Empire Britannique et par les représentants de la Chine et du Brésil.

M. TCHÉOU WEI (Chine) se déclare en mesure de fournir à la Commission de coopération intellectuelle une liste de candidats parmi lesquels un correspondant chinois pourrait être choisi.

Mme JAHN (Norvège) attache une importance particulière aux questions d'enseignement; elle appuie la proposition du rapporteur tendant à faire étudier par un sous-comité les meilleurs moyens de faire connaître à la jeunesse les principes et le travail de la Société des Nations.

undertake to apply to the Court of Justice or to some other arbitral tribunal.

Referring next to the draft resolution presented by the Delegation of Uruguay, he said he believed that this resolution was premature and inopportune.

M. BUERO (Uruguay) agreed with M. Rolin in regard to compulsory arbitration. He defined more exactly the meaning of the resolution submitted by Uruguay concerning the Permanent Court of Justice. In a spirit of loyal co-operation with the League, however, and in order not to impede the progress of the work, he would accept the adjournment of the discussion of this proposal to next year.

2. *Appointment of a Sub-Committee for the Study of Questions connected with the Protocol dealing with Arbitration and Security.*

The CHAIRMAN proposed that the Committee should appoint a Sub-Committee to get into touch with the Sub-Committee of the Third Committee, and to report to that Committee concerning its work on the three first items of its agenda relating to arbitration, security and the reduction of armaments. This Sub-Committee was composed as follows:

M. ADATCI (Japan).  
Count APPONYI (Hungary).  
M. Léon BABINSKI (Poland).  
M. BELLO-CODESIDO (Chile).  
M. R. W. ERICH (Finland).  
M. R. FERNANDES (Brazil).  
Sir Cecil HURST (British Empire).  
M. LIMBURG (Netherlands).  
M. LOEFGREN (Sweden).  
M. LOUCHEUR (France).  
Sir E. CHAMIER (India).  
M. MOTTA (Switzerland).  
M. DE PALACIOS (Spain).  
M. H. ROLIN (Belgium).  
M. V. SCIALOJA (Italy).  
M. N. TITULESCO (Roumania).

The Sub-Committee met immediately and the Committee, therefore, adjourned at 5.35 p.m.

### III. SIXTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its sixth meeting yesterday, Friday, September 18th, at 3 p.m., under the chairmanship of the Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands).

*Intellectual Co-operation.*

The CHAIRMAN thanked the French delegate for the hospitality which France had decided to give to the International Institute for Intellectual Co-operation by finding it offices in the buildings of the Palais Royal.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) associated herself with the thanks expressed by the Chairman.

M. Marcel PLAISANT (France) gave the Committee certain information in regard to the legal status of the Institute which was such as to allow it to receive gifts and legacies.

The CHAIRMAN transmitted to the Committee the thanks of M. Henri Bergson for the telegram which the Committee had sent to him at its last meeting.

M. OPRESKO (Secretary of the Committee on Intellectual Co-operation) replied to certain questions raised by the representatives of the British Empire and of China and Brazil.

M. TCHÉOU-WEI (China) said that he was ready to give the Committee on Intellectual Co-operation a list of candidates from whom a Chinese correspondent could be chosen.

Madame JAHN (Norway) attached particular importance to the question of education. She supported the proposal of the Rapporteur that a sub-committee should investigate the best means of instructing youth in the principles and work of the League of Nations.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), rapporteur, donne lecture de son projet de résolution modifié pour tenir compte de la proposition du délégué de l'Uruguay :

« 1. L'Assemblée invite la Commission internationale de coopération intellectuelle à poursuivre ses travaux dans l'esprit de prudence et de fermeté qu'elle y a apporté jusqu'à présent; elle exprime sa satisfaction des résultats obtenus et, en particulier, de la façon dont l'Institut international de coopération intellectuelle a été organisé;

• Elle constate avec plaisir que l'œuvre de la Commission internationale de coopération intellectuelle est de plus en plus appréciée et que l'on attend d'elle, dans l'avenir, des services de plus en plus grands; elle se réjouit du succès qu'ont rencontré, dans de nombreux pays, les appels qu'elle a lancés soit en faveur des nations dont la situation intellectuelle était particulièrement difficile, soit en faveur des étudiants et de la jeunesse, ou pour faciliter le travail des chercheurs.

« 2. L'Assemblée constate avec satisfaction que la plupart des Etats membres de la Société ont donné suite aux résolutions adoptées par la cinquième Assemblée au sujet de l'enseignement à donner à la jeunesse sur les idéals de la Société des Nations et sur le développement des relations entre la jeunesse des différents pays. Elle exprime sa satisfaction du rapport sur cette question, qui a été préparé par le Secrétaire général et estime que ce rapport devrait être considéré comme une première étape.

« En conséquence, elle invite le Conseil :

« 1<sup>o</sup> A examiner la possibilité de demander à tous les Etats membres de la Société des Nations et aux autres Etats de tenir le Secrétaire général au courant du progrès de cette question dans leurs pays en ce qui concerne les différents points mentionnés dans le rapport et de transmettre au Secrétaire général toutes les publications sur ce sujet dès leur apparition;

« 2<sup>o</sup> A charger le Secrétaire général de faire réunir les informations ci-dessus mentionnées. Ces informations devraient être, de temps à autre, communiquées aux Etats membres de la Société et aux Etats intéressés à la question;

« 3<sup>o</sup> A transmettre le rapport du Secrétaire général, ainsi que les propositions présentées par les délégations du Chili, de Haïti, de Pologne et d'Uruguay à la Commission de coopération intellectuelle en la priant d'étudier la possibilité de réunir un sous-comité d'experts; celui-ci examinerait les méthodes les mieux appropriées en vue de coordonner tous les efforts officiels et non officiels pour faire connaître à la jeunesse du monde entier les principes et le travail de la Société des Nations et à habituer les jeunes générations à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de conduire les affaires du monde. »

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) s'associe à cette proposition. Il est heureux de voir lier les questions de coopération intellectuelle et d'enseignement des buts de la Société.

M. VEVERKA (Vice-Président, Tchécoslovaquie) rappelle les grandes traditions de son pays dans le domaine des idées internationales. Aussi, fidèle à ses traditions, le Gouvernement tchécoslovaque, dès 1922, faisait-il enseigner dans ses écoles les principes de la Société des Nations.

L'Honorable Philippe ROY (Canada) montre l'importance des échanges universitaires entre le Canada et l'Europe. La coopération intellectuelle et l'économie politique, deux sujets soumis à la deuxième Commission, lui paraissent fournir à la Société des Nations son plus beau champ d'action.

Le délégué de POLOGNE annonce qu'à tous les degrés de l'enseignement, l'œuvre de la Société des Nations est exposée dans son pays. La connaissance des grandes œuvres littéraires mondiales est essentielle au développement de l'idée internationale; aussi le délégué polonais a-t-il proposé de faire étudier les moyens d'en assurer la diffusion.

Le comte MENSENDORFF (Autriche) désire apporter à l'œuvre entreprise les félicitations de ses compatriotes. Vienne, qui a tant apporté à la pensée mondiale, se réjouit de voir créer à Paris un Institut international dont le rayonnement sera pour tous de la plus grande utilité.

M. AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Rapporteur, read the following draft resolution, which was amended to take account of the proposal of the delegate for Uruguay :

“(1) The Assembly invites the International Committee on Intellectual Co-operation to continue its work in the same spirit of prudence and firmness as heretofore; it expresses its satisfaction with the results obtained and, in particular, with the manner in which the International Institute for Intellectual Co-operation has been organised.

“It notes with pleasure that the work of the International Committee on Intellectual Co-operation is becoming more and more appreciated and that still greater services are expected of it in the future, and it is happy to observe the response made in numerous countries to the appeals which it has issued on behalf of nations whose intellectual position is particularly difficult and of students and young people, and also with a view to assisting research workers in their task.

“(2) The Assembly notes with satisfaction that most of the States Members of the League have acted on the resolutions adopted by the Fifth Assembly on the subject of the instruction of youth in the ideals of the League of Nations and the encouragement of contact between young people of different nationalities. It expresses its satisfaction with the report prepared by the Secretary-General on this subject and considers that the report should be regarded as a first stage.

“It therefore invites the Council :

“1. To consider the possibility of requesting all States Members of the League of Nations and non-Member States to keep the Secretary-General informed of the progress made by this question in their respective countries as regards the various points mentioned in the report, and to forward to the Secretary-General all publications on this subject as soon as they appear.

“2. To instruct the Secretary-General to collect the information mentioned above. This information should be communicated from time to time to States Members of the League and to other States interested in the question.

“3. To forward the Secretary-General's report, together with the proposals submitted by the Uruguayan, Polish, Chilian and Haitian Delegations, to the Committee on Intellectual Co-operation, and to request it to consider the possibility of summoning a sub-committee of experts, to consider the best methods of co-ordinating all official and non-official efforts designed to familiarise young people throughout the world with the principles and work of the League of Nations and to train the younger generation to regard international co-operation as the normal method of conducting world affairs. ”

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) agreed with the proposal. He was happy to note the connection between questions on intellectual co-operation and education in the objects of the League.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman, reminded the Committee of the great traditions of his country in regard to international ideas. The Czechoslovak Government, faithful to these traditions, had caused the principles underlying the League of Nations to be taught in the schools since 1922.

The Hon. Philippe ROY (Canada) showed the importance of university exchanges between Canada and Europe. Intellectual co-operation and political economy, two subjects submitted to the Second Committee, appeared to him to furnish the League with its widest field of activity.

The Delegate for POLAND stated that in all grades of public education, the work of the League of Nations was being taught in his country. A knowledge of the great literary masterpieces of the world was essential to the development of the international idea. He had proposed that means to increase such knowledge should be investigated.

Count MENSENDORFF (Austria) desired to congratulate the Committee on Intellectual Co-operation on behalf of his country. Vienna, which had done so much for the thought of the world, was happy to see the creation in Paris of an international institute whose work would be of the greatest use to all.

M. CAUWELAERT (Belgique) expose la situation de l'Institut de Bibliographie que la Belgique désire développer. Il souhaite voir établir entre tous les continents une solidarité intellectuelle qui permette aux différentes civilisations de se mieux comprendre et apprécier.

Le PRÉSIDENT donne connaissance d'une lettre du Conseil international des femmes dont le texte est publié dans le présent numéro du *Journal*.

Il constate ensuite que le rapport de M. Aguero et les résolutions présentées sont adoptés.

Après intervention du délégué espagnol et de la duchesse d'Atholl (Empire Britannique), le Président clôt la discussion sur la coopération intellectuelle.

*Travaux du Comité financier.*

M. SAMUEL (Empire Britannique) donne lecture de son projet de rapport à l'Assemblée. Sans revenir sur les questions d'Autriche et de Hongrie, il expose l'état de l'action entreprise pour l'établissement des réfugiés grecs. Il fait part à la Commission de l'émission de l'emprunt de Dantzig, du concours demandé par l'Esthonie et de l'enquête effectuée à la demande de ce pays: les avis qui lui ont été donnés et qui ont été publiés représentent une nouvelle forme de collaboration entre les gouvernements et les organismes techniques de la Société. Il propose ensuite l'adoption des résolutions suivantes:

I

*Office autonome pour les réfugiés grecs.*

« L'Assemblée,

« a) A appris avec satisfaction que le plan tracé, l'année passée, pour l'établissement des réfugiés grecs, qui avait pu commencer à être mis en exécution grâce à des avances provisoires, a été réalisé à la suite du placement d'un emprunt de 10 millions de livres net, émis à Athènes, à Londres et à New-York, sur la base du Protocole du 28 septembre 1923 et de l'acte additionnel du 19 septembre 1924.

« b) Constate que sur 1.200.000 réfugiés qui, d'après les estimations du plan, devaient être établis et employés à un travail productif, plus de 700.000 ont été fixés dans des districts agricoles, ou ont reçu un logement dans des quartiers suburbains d'Athènes.

« c) Constate avec satisfaction que tous les rapports reçus démontrent que les réfugiés forment une population énergique et industrielle, capable de profiter rapidement de toutes les possibilités qui leur sont offertes, et qu'ils feront le meilleur usage des terres et du matériel que la Commission met à leur disposition.

« d) Estime que l'Office autonome des réfugiés, établi sous les auspices de la Société des Nations, a pu réaliser une œuvre qui, en dehors des avantages qu'elle assure aux réfugiés eux-mêmes, aura pour la Grèce les effets d'ordre économique et d'ordre politique les plus heureux.

« (e) Elle exprime l'espoir que, par une étroite collaboration entre le Gouvernement grec et l'Office autonome, l'œuvre d'établissement des réfugiés pourra être heureusement menée à son terme. »

II

« L'Assemblée se félicite de la part prise par le Comité financier et par le Conseil dans l'émission d'un emprunt destiné à développer l'outillage de Dantzig et à l'aménagement de son port, dans des conditions qui ont donné pleine satisfaction à tous les intérêts en cause. »

III

« L'Assemblée prend acte du dépôt des conclusions, qu'ont formulées les représentants des administrations fiscales de certains pays européens, sur les problèmes de la double imposition et de l'évasion fiscale. Elle enregistre avec satisfaction l'accord sur des principes marqués par ces conclusions, et la convocation, pour 1926, d'une conférence d'experts conçue sur une base plus large. Elle espère que cette conférence technique qui, pour la première fois, aborde, sous un mandat du Conseil, un problème financier d'une importance universelle, pourra faire des propositions d'un caractère pratique. »

M. CAUWELAERT (Belgium) explained the situation of the bibliographical institute which Belgium desired to see developed. He hoped that an intellectual union would be brought about among all continents so that the various types of civilisation would better understand and appreciate each other.

The CHAIRMAN read a letter from the International Council of Women, of which the text is to be found in to-day's issue of the *Journal*.

He announced that the report and resolution proposed by M. Aguero were adopted.

The SPANISH DELEGATE and the Duchess of ATHOLL also spoke, after which the CHAIRMAN declared the discussion on Intellectual Co-operation to be at an end.

*Work of the Financial Committee.*

Mr. SAMUEL (British Empire) read his draft report to the Assembly. Without returning to the question of Austria and of Hungary, he explained the action undertaken for the establishment of Greek refugees, and informed the Committee of the floating of a loan for Danzig, of the assistance asked by Esthonia, and of the enquiry carried out in that country as a result of the request. The advice which had been given and which was published showed a new form of co-operation between Governments and the Technical Organisations of the League. He proposed that the following resolutions should be adopted:

I.

*Greek Refugees Settlement Commission.*

“The Assembly

“(1) Has learnt with satisfaction that the scheme which was prepared, and partially put into execution through temporary advances last year, for the settlement of Greek refugees has been realised through the successful issue of a loan, yielding an effective sum of £10,000,000 in Athens, London, and New York, on the basis of the Protocol signed on September 29th, 1923, and the Additional Act signed on September 19th, 1924.

“(2) Notes that of the 1,200,000 refugees who on the estimate of the original scheme required settlement in productive work, over 700,000 have already been settled in agricultural districts or housed in urban settlements near Athens.

“(3) Notes with pleasure the reports received that the refugees form an energetic and industrious class, rapidly taking advantage of the opportunities afforded them, and will put to good use the land and materials which it is the work of the Commission to place at their disposal.

“(4) The Assembly observes that the Settlement Commission thus instituted under the auspices of the League has been able to effect a piece of work which, apart from the benefit to the refugees themselves, should have far-reaching beneficial results for Greece of both an economic and political character.

“(5) Expressed the hope that through close collaboration between the Greek Government and the Settlement Commission the work may be successfully pursued and brought to a conclusion.”

II.

“The Assembly approves the part taken by the Financial Committee and the Council in the issue of a loan for the economic development of Danzig and for the equipment of the port, under conditions which have fully satisfied all those interested. ”

III.

“The Assembly notes the conclusions which have been formulated by the representatives of the Revenue Departments of certain European countries on the problems of double taxation and fiscal evasion. It observes with satisfaction that agreement has been reached on certain common principles, which are expressed in these conclusions, and that a further Conference of Experts is to be convoked in 1926, selected on a larger basis. It hopes that this technical conference, which for the first time undertakes at the request of the Council the study of a financial problem of universal importance, may be able to submit practical proposals.”

IV

« L'Assemblée a pris connaissance avec intérêt des nouvelles publications préparées pour l'organisation financière et économique de la Société des Nations, par le Service de documentation du Secrétariat. Elle y voit une contribution très utile à l'étude des problèmes économiques et financiers. »

Le général LAIDONER (Estonie) remercie le rapporteur et rend hommage au travail de la Commission composée de MM. Avenol et Loveday, qui s'est rendue en Estonie. Il expose l'état actuel de la situation financière et les mesures qui ont été prises conformément aux avis du Comité financier.

M. BELLONI (Italie) constate que les travaux du Comité financier actuellement discutés, joints à ceux qui ont été examinés à propos de la reconstruction de l'Autriche et de la Hongrie, constituent un ensemble magnifique. Il apprécie particulièrement ce qui a été fait dans le domaine de la double taxation et l'intérêt des publications financières de la Société.

M. de VASCONCELLOS (Portugal) est heureux de voir que, dans la question de la double taxation, la Chambre de Commerce internationale a adopté le point de vue des experts de la Société des Nations. Il désire que les représentants de l'Union interparlementaire du commerce fussent invités à la conférence qui sera tenue sur ce point.

Sir Arthur SALTER expose que la réunion projetée ne comprendra que des experts qui envisageront la possibilité d'une Conférence pouvant ultérieurement arriver à des accords.

M. NOGARO (France) apprécie à leur valeur les travaux du Comité financier. Il est particulièrement heureux de dire quels services rendent les publications financières de la Société à tous ceux qui font des recherches dans ce domaine; il y a là une documentation unique qui aide grandement au travail de coopération intellectuelle.

Le délégué de la GRÈCE exprime la reconnaissance de ses compatriotes pour la grande œuvre qui a été entreprise dans son pays.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) s'associe aux félicitations des précédents orateurs.

*La résolution et le rapport de M. Samuel sont adoptés.*

*Travaux du Comité économique.*

Sir Atul Chandra CHATTERJEE (Inde), rapporteur, donne connaissance à la Commission du rapport qu'il se propose de présenter à l'Assemblée. Il montre l'importance du travail accompli et soumet le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« 1. Se référant à la résolution de la cinquième Assemblée visant les prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation;

« Prend acte des progrès réalisés par le Comité économique, au cours de l'année qui vient de s'écouler, dans l'étude de cette question complexe et délicate;

« Exprime le vœu que le projet d'accord élaboré par le Comité économique, comme base de discussion, puisse trouver auprès des gouvernements intéressés toute la considération que mérite un problème dont la solution contribuerait grandement à l'amélioration des relations internationales.

« 2. Se référant à la résolution de la quatrième Assemblée, concernant le traitement des ressortissants étrangers et des entreprises étrangères;

« Constate que le Comité économique, à la suite d'une étude systématique de la question, a établi une série de principes dont l'application assurerait un traitement équitable des étrangers en ce qui concerne leur admission à l'exercice de professions, industries et occupations;

« Exprime le vœu que les Etats puissent s'inspirer de ce corps de doctrines, tant dans les dispositions de leur législation nationale que dans la négociation d'accords bilatéraux.

IV.

« The Assembly has learnt with interest of the new publications which are in course of preparation by the Statistical Branch of the Secretariat for the use of the Financial and Economic Organisation of the League, and considers that they form a useful contribution to the study of economic and financial problems. »

General LAIDONER (Estonia) thanked the Rapporteur and paid a tribute to the work of the Committee composed of M. Avenol and Mr. Loveday, who had gone to Estonia. He gave an account of the present financial position and the measures which had been taken to put into practice the advice of the Committee.

M. BELLONI (Italy) noted that the work of the Financial Committee now under discussion was similar to that which had been examined in regard to the reconstruction of Austria and of Hungary. Both together constituted a fine piece of work. He particularly appreciated what had been done in the field of double taxation and the importance of the financial publications of the League.

M. de VASCONCELLOS (Portugal) was happy to note that in regard to the question of double taxation the International Chamber of Commerce had adopted the views of the experts of the League of Nations.

He expressed the wish that the Inter-Parliamentary Commercial Unions would be asked to the Conference which was to be held on this subject.

Sir Arthur SALTER explained that the proposed meeting would only consist of experts who would endeavour to arrange for the meeting of a conference which might at some future date draft an agreement.

M. NOGARO (France) appreciated the value of the work of the Financial Committee. He wished specially to refer to the value of the financial publications of the League, for those who were making investigations in this field. These publications formed a collection of evidence which was unique and which greatly aided the work of intellectual co-operation.

The GREEK DELEGATE expressed his thanks and that of his country for the great work which had been undertaken in Greece.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) associated himself with the congratulations expressed by previous delegates.

*The resolution and the report of Mr. Samuel were adopted.*

*Work of the Economic Committee.*

Sir Atul Chandra CHATTERJEE (India), Rapporteur, read the report which he proposed should be submitted by the Assembly on behalf of the Committee. He explained the lines of the work accomplished and submitted the following draft resolution:

« The Assembly:

(1) « Referring to the resolution of the Fifth Assembly regarding import and export prohibitions and restrictions;

« Notes the progress achieved by the Economic Committee during the past year in the study of this complex and difficult question;

« Expresses the hope that the draft agreement drawn up by the Economic Committee as a basis of discussion may receive from the Governments interested all the consideration due to a problem the solution of which would contribute in large measure to the improvement of international commercial relations.

« (2) Referring to the resolution of the Fourth Assembly concerning the treatment of foreign nationals and enterprises;

« Declares that the Economic Committee, as a result of the systematic pursuit of its study, has established a series of principles the application of which would ensure an equitable treatment of foreigners in regard to their admission to the exercise of professions, industries and occupations;

« Expresses the hope that States may be guided by this body of principles both in regard to their national legislation and in the negotiation of bilateral agreements.



« 3. Note que le Comité économique sera représenté, à titre consultatif, à la Conférence convoquée par le Gouvernement des Pays-Bas en octobre prochain, à La Haye, en vue de procéder à la révision de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, et réitère le vœu, déjà exprimé par la cinquième Assemblée, que les amendements proposés par le Comité économique en matière de concurrence déloyale puissent trouver l'appui des Etats membres à l'occasion de cette Conférence.

« 4. Suit avec intérêt les études du Comité économique en ce qui concerne la répression des fausses déclarations en douane, l'assimilation progressive des législations concernant les lettres de change, ainsi que les recherches entreprises, en collaboration avec le Bureau international du Travail et le Comité financier, en ce qui concerne les causes des crises économiques et du chômage.

« 5. En ce qui concerne la Convention pour la simplification des formalités douanières et le Protocole sur les clauses d'arbitrage,

« Prend note avec satisfaction des ratifications dont le dépôt a été effectué jusqu'à ce jour;

« Estime en même temps que l'adhésion d'un grand nombre d'Etats est désirable, afin que ces deux Actes internationaux puissent exercer toute leur influence bienfaisante. »

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) propose à la Commission une résolution relative aux garanties à donner aux acheteurs contre les marchandises sans valeur. Il désirerait que le travail commencé fût poursuivi jusqu'à publication des moyens qui existent dans les divers pays pour assurer cette protection.

M. BELLONI (Italie) appuie la résolution du rapporteur. Il passe en revue les travaux du Comité économique et fait ressortir le lien qui existe entre les études du Comité des crises et la proposition de la délégation française relative à l'examen des difficultés économiques. L'unification des statistiques serait extrêmement utile pour la préparation des recherches.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) s'attache spécialement à montrer l'importance des mesures tendant à éviter les fausses déclarations en douane; il insiste sur la nécessité de voir ratifier les conventions d'arbitrage commercial.

M. DE MONTARROYOS (Brésil) rappelle l'importance économique du Brésil et du commerce intérieur établi entre ses vingt Etats. Le Comité économique lui paraît avoir admirablement tenu compte de la nécessité d'envisager tous les éléments en jeu dans la question de l'abolition des prohibitions.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) montre que certaines restrictions au commerce aboutissent à de véritables prohibitions. Le Portugal suit avec un grand intérêt les travaux du Comité économique.

M. NOGARO (France) s'associe aux projets de résolution présentés. Il espère que les nouvelles études qui vont être effectuées sur les difficultés économiques permettront d'aboutir à de nouveaux progrès. Il examine la question de l'organisation du marché du travail.

M. VEVERKA (vice-président, Tchécoslovaquie) félicite Sir Hubert Llewellyn Smith de la prudence et de la méthode avec lesquelles le Sous-Comité qu'il préside a étudié la question des prohibitions.

Le délégué du JAPON et M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) remercient chaleureusement le Comité économique dont ils apprécient profondément les travaux.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, au nom du Comité économique et en son nom personnel, remercie la deuxième Commission des paroles qui ont été prononcées; il rappelle le rôle de la délégation italienne dans la question des prohibitions et répond à diverses questions qui ont été posées.

Après quelques observations du RAPPORTEUR, le PRÉSIDENT déclare acceptés le rapport et les résolutions du rapporteur, y compris les amendements apportés en séance.

« (3) Notes that the Economic Committee will be represented in an advisory capacity at the Conference summoned by the Netherlands Government for next October at The Hague for the revision of the International Convention for the Protection of Industrial Property, and reiterates the hope already expressed by the Fifth Assembly that the amendments proposed by the Economic Committee in respect of unfair competition may receive the support of States Members on the occasion of that Conference.

« (4) Follows with interest the studies of the Economic Committee in regard to the suppression of false Customs declarations and the progressive assimilation of laws relating to bills of exchange, and in regard to the enquiry undertaken in collaboration with the International Labour Organisation and the Financial Committee into the causes of economic crises and of unemployment.

« (5) With regard to the Convention for the Simplification of Customs Formalities and the Protocol on Arbitration Clauses;

« Takes note with satisfaction of such ratification as have been deposited up to the present;

« Considers at the same time that the adherence of a larger number of States is desirable in order that the beneficial influence of these two international instruments may operate to the fullest extent. »

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) proposed that the Committee should adopt a resolution concerning guarantees against the purchase of worthless goods. The work begun should be continued until every means of protection existing in the various countries had been published.

M. BELLONI (Italy) supported the resolution of the Rapporteur. He criticised the work of the Economic Committee in regard to the connection between the investigations of the Special Committee on Economic Crises and the proposal of the French Delegation concerning the examination of economic difficulties.

The unification of statistics would be extremely useful in preparing research work.

M. VAN CAUWELAERT (Belgium) desired specially to show the importance of measures adopted with a view to preventing false Customs declarations of value. He emphasised the necessity of obtaining the ratification of the Treaty of Commercial Arbitration.

M. DE MONTARROYOS (Brazil) reminded the Committee of the economic importance of his country and of its internal trade which was carried on between 20 States. The Economic Committee had, he thought, admirably taken account of the necessity of bearing in mind all the elements in question when considering the problem of the conference on prohibitions.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) showed that certain restrictions on trade in reality amounted to prohibitions. Portugal followed with great interest the work of the Economic Committee.

M. NOGARO (France) agreed with the draft resolution submitted. He hoped that the new investigations to be made into economic difficulties would result in the achievement of fresh progress. He discussed the question of the organisation of the labour market.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman, congratulated Sir Hubert Llewellyn Smith on the prudence and skill with which the Sub-Committee, of which he was Chairman, had investigated the question of prohibitions.

The JAPANESE DELEGATE and M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) warmly thanked the Economic Committee, whose work they highly appreciated.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, in the name of the Economic Committee and personally, thanked the Second Committee for their congratulations. He reminded it of the part played by the Italian Delegation in the question of prohibition and of the various subjects which had been raised.

After the RAPPORTEUR had replied, the CHAIRMAN declared carried the report and the resolutions, including the amendments made during the meeting.

#### IV. EXPOSÉ DE M. LUCHAIRE SUR LES TRAVAUX DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

*(Conformément à la décision adoptée le 17 septembre 1925 par la deuxième Commission, le compte rendu analytique de l'exposé de M. Luchaire est publié ci-après dans le Journal de l'Assemblée.)*

M. Julien LUCHAIRE, directeur de l'Institut international de coopération intellectuelle, dit qu'il est impossible d'exposer l'organisation et le fonctionnement du nouvel Institut, sans parler en même temps de l'œuvre de la Commission internationale de coopération intellectuelle, à laquelle l'Institut servira de bureau d'études et d'organe exécutif. La Commission reste l'âme du complexe organisme que la Société des Nations possède maintenant pour travailler à l'amélioration de la production intellectuelle par la collaboration internationale, et au rapprochement des intelligences dans tous les pays.

M. Luchaire rappelle les critiques dont le projet de l'Institut international a été l'objet. Dans les milieux internationaux on disait: c'est une affaire française. En France on a dit: c'est l'internationale installée au centre de l'esprit français. Entre ces critiques contradictoires, il apparaît maintenant que l'organisation nouvelle occupe le juste et droit chemin. Elle a surmonté aussi l'obstacle du scepticisme. On disait: la Coopération intellectuelle? matière à discours, mais non point à des réalisations pratiques. Au Sénat français, comme le Ministre de l'Instruction publique, M. François Albert, promoteur du projet, disait qu'il n'avait fait que donner corps à une conception qui était dans l'air, un contradicteur s'écria: « Dans l'air? elle y était très bien; c'est là qu'elle devait rester! ».

Cette œuvre n'est plus en l'air, elle est maintenant solidement assise sur un sol qui devient du même coup un sol international.

L'ensemble du mécanisme de la coopération intellectuelle est maintenant complet. La Commission internationale de coopération intellectuelle est la haute assemblée, délibérante qui décide de l'ordre du jour et renvoie les objets en général à ses sous-commissions.

Aux quatorze membres de la Commission ont été adjoints des correspondants choisis parmi les savants des pays qui ne sont pas représentés dans la Commission.

Quand les sous-commissions auront délibéré, l'Institut international étudiera et préparera les projets. Ceux-ci reviendront alors devant la sous-commission compétente et devant la Commission de coopération intellectuelle, qui décide de leur transmission au Conseil et à l'Assemblée. Après l'approbation du Conseil ou de l'Assemblée, l'Institut peut intervenir de nouveau pour préparer, par des pourparlers officieux, l'adhésion des Etats, des institutions, des associations, aux décisions proposées.

On a voulu que l'Institut fût indépendant financièrement de la Société des Nations, d'autant plus qu'il devait comprendre des représentants de nations n'appartenant pas encore à la Société des Nations. Il est placé sous le contrôle d'un Conseil d'administration composé des membres de la Commission de coopération intellectuelle. Le personnel de l'Institut se compose du Directeur et de sept chefs de section. Ces sections sont celles des affaires générales, dont le chef est un Anglais; des affaires universitaires, dont le chef est un Polonais; de bibliographie et des relations scientifiques, dont le chef est un Allemand; la section juridique, dont le chef est un Espagnol; la section des lettres, dont la directrice est une Chilienne; la section des arts, dont le chef est un Belge; et la section d'information, dont le chef est un Italien.

On voit que, si l'on n'a pas pu procéder à une répartition entre toutes les nations du monde, ce qui n'était pas possible, on a voulu représenter les principaux groupes de culture. En outre, le Conseil de direction, qui se réunira au mois d'oc-

#### IV. STATEMENT OF M. LUCHAIRE ON THE WORK OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

*(In conformity with a decision taken on September 17th, 1925, by the Second Committee, an analytical summary of the statement of M. Luchaire is herewith published in the Assembly Journal.)*

M. Julien LUCHAIRE, Director of the International Institute of Intellectual Co-operation, said that it was impossible to explain the organisation and working of the new Institute without referring at the same time to the work of the International Committee on Intellectual Co-operation, for which the Institute would serve as a bureau of investigation and an executive instrument. The Committee would remain the soul of the complex organisation which the League of Nations had at its disposal in working for an improvement in intellectual production by means of international co-operation and for bringing into closer touch the intellectual classes in all countries.

He would refer to the criticisms which the scheme for an international institute had given rise. It had been said in international circles that this was a French enterprise. In France it was said that it was an international enterprise installed at the centre of French intellectual life. From these contradictory criticisms it would appear that the new organisation had taken the just and right course. It had overcome the objections of the sceptical. It had been said that intellectual co-operation was merely a subject for discussion, but that it did not enter into the sphere of practical politics. In the French Senate, when the Minister for Public Education, M. François Albert, who had originated the scheme, said that it was only necessary to give embodiment to a conception which was already in the air, someone had objected: "If the conception be in the air, it would be well to leave it there."

The idea was now no longer in the air, but was solidly founded upon the ground, which had at once become an international ground.

The machinery of intellectual co-operation was now complete. The International Committee on Intellectual Co-operation was a deliberative assembly which decided the programme of work and referred the items on its programme generally to its sub-committees.

In addition to the fourteen members of the Committee there were correspondents chosen among men of science and learning of countries which were not represented on the Committee.

While the sub-committees would discuss questions, the Institute of Intellectual Co-operation would study and prepare schemes. These would be brought before the competent sub-committees and before the Committee on Intellectual Co-operation, which would take a decision in regard to forwarding them to the Council and to the Assembly. After the approval of these decisions by the Council or Assembly, the Institute might again intervene by means of informal communications in order to procure the adherence of States, institutes or associations.

It had been desired that the Institute might be financially independent of the League of Nations, particularly as it was to include the representatives of nations which did not yet belong to the League. It was placed under the control of a special Governing Body composed of members of the Committee on Intellectual Co-operation.

The staff of the Institute was composed of the Director and seven chiefs of section. The sections were those of general affairs, of whom the chief was an Englishman; university affairs, of whom the chief was a Pole; of bibliography and scientific relations, of whom the chief was a German; a legal section, of whom the chief was a Spaniard; a section for literary relations, of whom the chief was a Chilean lady; a section for artistic relations, of whom the chief was a Belgian; and an information section, of which the chief was an Italian.

It would be seen that it had not been possible to distribute posts among all the nations of the world, but an endeavour had been made to choose representatives from the principal cultural groups. The Board of Directors, which would meet

tobre prochain et qui devra nommer des chefs adjoints, pourra compléter, dans la mesure du possible, cette œuvre de répartition impartiale entre les grandes tendances intellectuelles qui se partagent aujourd'hui l'humanité.

Voici un aperçu du programme précis et positif qui sera celui de l'Institut pendant sa première période d'activité:

M. Luchaire ne veut énumérer ici, en les classant dans le cadre des sections de l'Institut international, que les questions que la Commission de coopération intellectuelle a déjà inscrites à son ordre du jour.

A la *Section des relations scientifiques* appartiendront les affaires suivantes:

Organisation internationale de la bibliographie courante analytique dans tous les ordres de la science;

Liaison entre les bibliothèques de tous les pays, en particulier pour la création de centres spécialisés de documentation scientifique;

Amélioration du régime des archives;

Extension du prêt international des livres et des manuscrits et de l'échange des publications;

Etude d'une meilleure répartition du travail de recherche scientifique entre les laboratoires des divers pays;

Etudes en vue de la création de nouveaux instituts internationaux de recherches;

Etude des mesures propres à encourager les jeunes gens qui se vouent à la vie scientifique;

Unification de la nomenclature dans certaines sciences;

Unification des étalons de mesure dans certaines sciences, etc.

Les deux points les plus importants, ou du moins ceux où l'on peut espérer obtenir les plus rapides réalisations, sont la bibliographie courante et la création de centres documentaires.

La Commission de coopération intellectuelle a entendu le cri général de désespoir qui s'élève dans les milieux scientifiques. On a déjà mis sur le chantier, à ce sujet, une œuvre pratique de mise en commun des efforts tentés dans le domaine bibliographique par une catégorie de savants: les physiciens.

En physique, en effet, on constate qu'en plus des innombrables revues qui publient des articles de physique, il existe trois revues qui font une large bibliographie analytique, mais qui se concurrencent inutilement et dont aucune n'est complète. La Commission a réuni les directeurs de ces trois publications, et ils sont aujourd'hui arrivés à un accord qui, par une répartition du travail, par des instructions données aux revues primaires, c'est-à-dire aux revues qui publient des articles scientifiques, permettra à tous les physiciens du monde d'être complètement et rapidement renseignés sur l'immense production scientifique qui se fait dans le monde dans cette branche de la science.

D'autre part, l'état de la science est tel que l'on ne conçoit plus très bien l'ancien système dans lequel on voyait d'un côté les bibliothèques, conservatoires de livres, et, d'un autre côté, le cabinet de travail du savant qui, lui aussi, essayait de réunir la documentation la plus complète possible. On considère maintenant qu'il est plus simple que ce soient les bibliothèques qui constituent le centre de documentation et renseignent le savant. Quelques bibliothèques sont entrées dans cette voie. L'Institut suivra leurs efforts avec intérêt et tâchera de les coordonner. Pour commencer, la publication d'une simple liste des bibliothèques organisées de cette façon, c'est-à-dire répondant le mieux aux besoins des chercheurs, aurait une grande utilité puisqu'elle indiquerait exactement aux savants où ils peuvent trouver ces centres de documentation.

En ce qui concerne, d'autre part, l'échange de publications scientifiques, les Conventions internationales de Bruxelles ont été reprises et légèrement modifiées. Mais c'est encore là une matière délicate qui demandera de gros efforts.

L'importante question de la propriété scientifique occupera à la fois la *section des sciences* et la *section juridique*. La Commission de coopération intellectuelle, en prenant en mains cette affaire, lui a ouvert les voies de l'avenir. Des négociations très délicates devront avoir lieu entre les Etats, les milieux scientifiques et les milieux industriels.

La *section universitaire* devra s'occuper du développement du *Bulletin universitaire* dont la publication a déjà commencé. Elle devra s'intéresser au gros problème de l'organisation du monde des étudiants et des facilités à donner aux étudiants

next October and which was to appoint assistant chiefs, would be able to complete as far as possible this work of impartial distribution among the main intellectual tendencies between which humanity was at that moment divided.

The following was a summary of the precise and positive programme which would be undertaken by the Institute during its first period of activity.

He would enumerate only these questions which the Committee on Intellectual Co-operation had already placed on its agenda, arranging them within the scheme of the sections of the International Institute:

To the *Section for Scientific Relations* would be entrusted the following questions:

The international organisation of current analytical bibliography in all branches of science;

Liaison between the libraries of all countries, particularly with a view to the creation of specialist centres for the collection of scientific documents;

Improvement of the system of archives;

Extension of the international loan of books and manuscripts and the exchange of publications;

Examination of a better method of distributing the work of scientific research among the libraries of the various countries;

Investigations with a view to the creation of new international institutes of research;

Examination of measures calculated to encourage young people devoted to scientific research;

Unification of nomenclature in certain sciences;

Unification of standards of measurement in certain sciences, etc.

The two most important subjects, or at least those in which it was hoped to obtain the most rapid results, were current bibliography and the creation of centres for the collection of documents.

The Committee on Intellectual Co-operation had heard bitter complaints from scientific circles. There had now been undertaken the practical task of pooling the efforts made by one class of scientists, namely, the physicists, in the field of bibliography. For physics there was a large number of reviews, which published articles on physics and there were three reviews which prepared a fairly wide analytical bibliography, but which competed uselessly with one another and were individually incomplete. The Committee had held a meeting with the directors of these three publications and they had reached an agreement which, by arranging for a division of the work and by giving instructions to the primary reviews — *i.e.* reviews which published scientific articles — would allow all the physicists of the world to become fully and quickly informed of the immense scientific production throughout the world in this branch of science.

The state of the science was such that the old system no longer prevailed according to which there existed on the one hand libraries which kept the books and on the other work-rooms of the scientists, who also tried to make the most complete collection of documents that they were able to obtain. Nowadays, it was considered simpler for the libraries to act as the centre for collecting documents and for informing the scientist. Some libraries had begun to follow this system. The Institute would follow their efforts with interest and try to co-ordinate them. To begin with, it would be of great use to publish a simple list of the libraries organised in this way, *i.e.*, the libraries which best met the needs of investigators, since this would indicate to the scientists where they could find these centres of information.

As regarded the exchange of scientific publications, the International Conventions of Brussels had been revised and slightly modified, but this again was a difficult question which would require much work.

The important question of scientific property would be dealt with both by the *Science Section* and the *Legal Section*. The International Committee on Intellectual Co-operation in taking up this question had opened up a future for it. Very delicate negotiations would have to take place between States and scientific and industrial circles.

The *University Section* would have to undertake the development of the *University Bulletin*, the publication of which had already begun. It would have to deal with the similar problem of the organisation of the world of students and of the facilities

pour favoriser une plus grande circulation entre les universités des divers pays, dans le monde entier. Il y a, d'autre part, les problèmes concernant l'échange des professeurs, l'équivalence des diplômes, l'équivalence du temps de scolarité, etc. On cherchera, par certaines adaptations, qui pourront se faire sans modifications importantes, à ouvrir les portes des universités à une plus large circulation des professeurs, des étudiants et des idées à travers le monde.

La Commission a déjà été saisie de nombreuses propositions en matière universitaire, par exemple celle tendant à une étude comparée des différents systèmes d'éducation, et aussi le grand projet d'une Université internationale.

La section d'information de l'Institut s'occupera, d'une façon générale, des publications de la Commission et de l'Institut international. Elle devra recueillir, dans la presse du monde entier, toutes les expressions de l'intérêt qui se manifesteront dans le public, en général, pour l'œuvre de la coopération intellectuelle; elle sollicitera aussi la presse d'apporter son appui à cette œuvre. Elle aura également à s'occuper d'une tâche dont la Commission de coopération intellectuelle a accepté le principe: la création d'une bibliographie à l'usage du grand public, indiquant, parmi les livres publiés chaque année dans les divers pays, ceux qui sont le plus susceptibles d'intéresser l'élite de toutes les nations. La section d'information devra aussi examiner les questions concernant le livre, par exemple, les questions de l'unification des formats, la lutte contre la menace de destruction que constitue l'emploi de papiers et d'encre de qualités inférieures.

M. Luchaire ne croit pas devoir indiquer, en ce moment, le programme des sections des lettres et des arts, qui doit être prochainement établi par la Sous-Commission des lettres et des arts. Mais il est aisé de l'imaginer: sur ce terrain si sensible, les mêmes problèmes d'organisation que sur le terrain scientifique se posent.

La section juridique de l'Institut devra s'occuper de l'aspect juridique de toutes les questions examinées d'autre part par les sections techniques.

La section des affaires générales, enfin, suivra de la façon la plus étroite l'orientation générale de l'Institut; elle sera en rapports très étroits avec la Direction elle-même. Le Directeur prendra soin d'éviter qu'il y ait, d'une part, un Directeur de nationalité française qui s'entoure de Français et, d'autre part, un chef de la section des affaires générales de nationalité anglaise, et qui s'entoure d'Anglais. Il importe, dans une institution internationale comme celle-ci, de maintenir une fusion complète, et celle-ci sera assurée par les soins du Directeur, aussi bien que du chef de cette section des affaires générales. Ce dernier devra, en particulier, suivre la vie intellectuelle internationale, le grand mouvement des associations et des congrès.

Parmi les questions dont cette section aura à s'occuper, figure, par exemple, celle d'une organisation internationale pour la préparation de la jeunesse aux carrières internationales. Il importe que l'on puisse disposer, dans chaque pays, pour le travail complexe de la vie internationale, d'une génération de spécialistes bien préparés. De tous côtés sont formulées des propositions à cet égard, et il semble bien que c'est par une entente internationale que l'on pourra arriver à un résultat. Il s'agirait de chercher à constituer, sans atténuer en rien la spontanéité des initiatives nationales, une sorte de consortium de toutes les institutions qui sont nées dans les divers pays du monde et qui ont pour objet une préparation technique à la vie internationale.

La section des affaires générales s'occupera aussi, naturellement, des relations avec le Secrétariat de la Société des Nations, et aussi avec les Commissions nationales de coopération intellectuelle qui sont actuellement, dans trente pays, de petites assemblées composées des représentants les plus autorisés de la vie intellectuelle, lesquels se tiendront en rapports étroits avec les centres de Genève et de Paris et transmettront l'avis des milieux intellectuels sur chacune des questions à l'ordre du jour.

Cette énumération est très incomplète. M. Luchaire espère qu'elle suffira cependant à prouver que le programme de la Commission et de son Institut tend à des réalités précises.

to be given students in order to encourage a more extensive circulation between the Universities of the various countries throughout the world. There were, moreover, problems for the exchange of professors, the equivalence of university degrees and of scholastic terms, etc. An attempt would be made by certain adaptations, which might be arranged without important modifications, to open the doors of the University to a large circle of professors and students and to encourage the circulation of ideas throughout the world.

The Committee had been asked to deal with numerous proposals concerning University matters, such as proposals for a comparative study of the various systems of education and the ambitious scheme for an international University.

The Information Section of the Institute would deal generally with the publications of the International Committee and of the Institute. It would collect from the world Press any expressions of interest which might be shown by the general public in the work of intellectual co-operation. It would also ask the Press of the world to support the Institute in its work. It would further deal with the task, of which the Committee on Intellectual Co-operation had accepted the principle, namely, the creation of a bibliography for the use of the general public, indicating among the books published each year in the various countries those which were most likely to interest educated people in all nations.

The Information Section would also examine questions concerning books, for example, the question of introducing uniformity of format and the campaign against the possibilities of destruction inherent in the use of papers and inks of inferior quality.

He did not think it his duty to indicate at present the programme of the Sections for Literary and Artistic Relations, which would shortly be established by the Sub-Committee for Literary and Artistic Relations, but it was easy to imagine what the programme would be. In this field, in which so much might be achieved, the same problems of organisation arose as in the scientific field.

The Legal Section of the Institute would deal with the legal aspect of all the questions examined by the technical sections.

The Section for General Affairs would follow as closely as possible the general development of the Institute. It would be in close relation with the Board of Directors. The Director would take care to avoid creating a position in which there would be a director of French nationality surrounded by Frenchmen on the one side, and on the other a chief of the Section for General Affairs of English nationality surrounded by Englishmen. It was important in an international institution to obtain a complete fusion of the national elements, and this would be assured by the care of the Director and of the chief of the Section for General Affairs. The latter would, in particular, follow the international intellectual life of the world and the big movements represented in international associations and congresses.

Among the questions with which this Section would deal would figure the question of an international organisation for the preparation of youth in international careers. It was important that in each country it should be possible to have at hand for the complex work of international life a body of specialists well prepared for the task. Proposals to this effect had been put forward from all sides, and it seemed that it was only by international agreement that any result could be reached. The object was to endeavour to constitute, without in any way discouraging spontaneous initiative, a kind of consortium of all the institutions created in the various countries of the world with the object of making some technical preparation for international life.

The Section for General Affairs would also deal with the relations of the Institute with the Secretariat of the League of Nations and with the National Committees of Intellectual Co-operation which at present existed in thirty countries. These Committees were small assemblies, composed of representatives of the highest authority in intellectual life, and they would keep themselves in close touch with Geneva and Paris and would forward opinions from intellectual circles on every question placed on the programme of the Institute.

This list was extremely incomplete. He hoped, however, that it would suffice to show that the programme of the Committee of this Institute had very precise objects in view.

On a dit, au début, que l'on n'arriverait à rien. Il ne faudrait pas maintenant tomber dans l'erreur contraire et croire que l'on arrivera à tout. Dans toutes ces questions, l'initiative de la Commission et de l'Institut ne suffit pas: il faut l'accord des grands groupements intellectuels. L'œuvre de l'Institut de coopération intellectuelle est essentiellement une œuvre d'interrogation, pour ainsi dire, de suggestion, de liaison. Il faut mettre en valeur, en les unissant mieux, les travaux accomplis spontanément dans tous les pays.

M. Luchaire ne croit pas utile d'entraîner son auditoire plus loin, vers ce qui serait le programme ultérieur et plus vaste de la coopération intellectuelle. Cependant, quelques points du programme actuel ouvrent des perspectives singulièrement larges.

Par exemple, la proposition de la délégation roumaine, relative à un emprunt international pour le relèvement intellectuel de la science, et en particulier dans certains pays éprouvés par la guerre.

Il y a là une idée féconde dont on aperçoit dès à présent le but immédiat: les pays éprouvés par la guerre et dont les budgets sont déjà absorbés par des besoins plus urgents demandent une aide internationale pour pouvoir remédier rapidement à certaines misères causées par la guerre dans l'ordre scientifique et scolaire.

Mais il y a là une idée plus vaste encore: l'humanité entière se demandera peut-être un jour pourquoi l'on n'hésite pas à engager des sommes considérables dans l'ordre des réalisations matérielles, des milliards pour créer, par exemple, un réseau de routes, de chemins de fer, etc. et pourquoi l'on considère que l'œuvre scolaire et scientifique doit toujours être conduite par une conception financière annuelle, alimentée pour ainsi dire au compte-gouttes.

Les membres de la Commission ont pu se rendre compte avec quelle méthode la Commission de coopération intellectuelle a conduit, jusqu'à présent, son travail et le conduit encore. L'internationalité de ce travail est assurée, non seulement par le choix des personnes qui se trouvent à la tête de l'Institut de coopération intellectuelle, mais aussi par le fait que, sur un tel terrain, les compétitions nationales n'ont guère d'objet; que, dans ce domaine, plus l'on donne, plus l'on reçoit et qu'en ouvrant les mains toutes grandes, on s'enrichit soi-même.

Il est superflu d'insister sur la mesure dans laquelle une telle œuvre peut favoriser l'établissement de la paix. Elle créera lentement, mais sûrement, des conditions intellectuelles favorables à une meilleure compréhension, entre les élites pour commencer, entre les masses ensuite, compréhension qui, dans presque tous les cas, signifie sympathie, ou tout au moins désir d'entente.

L'œuvre de la coopération intellectuelle sera également une entreprise de représentation tenace — modeste, dans un sens, mais orgueilleuse aussi — des intérêts de l'esprit en face des intérêts matériels, desquels on dit parfois qu'ils ont quelque tendance à envelopper et à étouffer ceux de l'esprit.

En terminant, M. Luchaire adresse un souvenir ému au savant éminent qui, jusqu'à ces derniers mois encore, a dirigé le travail de la Commission et qui a assisté à la naissance de l'Institut international, à ce grand citoyen du monde intellectuel qu'est Henri Bergson, qui a voulu consacrer à l'œuvre de coopération intellectuelle presque tout son temps, dans ces dernières années, faisant même parfois passer au second plan les hautes spéculations philosophiques qui avaient fait sa gloire et sa joie. M. Henri Bergson a dû renoncer à son activité pour soigner une maladie — dont il se guérira, mais qu'a, il semble, en partie aggravée son dévouement inépuisable à l'œuvre de la coopération intellectuelle.

It was said at the outset that nothing would be achieved. Care must be taken not to fall into the opposite extreme of error and to believe that everything would be achieved. In all these questions, the initiative of the Committee and of the Institute did not suffice. It was necessary to secure the agreement of the great intellectual groups. The work of the Institute on Intellectual Co-operation was essentially one of investigation, of suggestion, of keeping in touch. It was necessary to increase the value of the work spontaneously done in all countries by a better co-ordination of results.

He did not think it would serve any useful purpose to take his audience further and to speak of the subsequent and vaster programme of intellectual co-operation. Certain points of the present programme, however, opened up prospects which were particularly extensive.

There was, for example, the proposal of the Roumanian delegation for the raising of an international loan for the intellectual restoration of science, particularly in certain countries which had suffered from the war.

This was a fruitful idea, the object of which was immediately obvious. Countries which had suffered from the war, and whose budgets were already exhausted by their most pressing needs, were asking for international assistance in order to be able rapidly to remedy a certain impoverishment caused by the war in the scientific and educational field.

There was here an idea which went even further. Humanity as a whole would perhaps ask one day why people had not hesitated to spend considerable sums in order to carry out material schemes; why, for example, they had expended milliards in order to create roads and railways, and why at the same time it had been considered that educational and scientific work must always be carried out on a yearly financial basis, supported in a piecemeal fashion.

The members of the Second Committee would be able to realise the method whereby the Committee on Intellectual Co-operation had hitherto conducted its work, and would continue to conduct it. The international character of this work was assured, not only by the choice of the persons who would be at the head of the Institute of Intellectual Co-operation but also by the fact that in such a field national competition had no part to play. This was a field in which the more one gave the more one necessarily received, and in which it was only possible to enrich oneself by adopting the broadest possible attitude.

It was superfluous to insist on the degree to which such a work might favour the establishment of peace. It would slowly but surely create intellectual conditions favourable to a better understanding, which would begin with the educated classes and finally reach the greater public. Such an understanding would almost in all cases lead to sympathy, or at least to a desire for agreement.

The work of intellectual co-operation would also have the effect of emphasising the interests of the mind as contrasted with material interests, a modest but ambitious undertaking, as it was sometimes said that material interests had a tendency to envelop and smother those of the mind.

In conclusion, he would address a tribute to the memory of the distinguished scholar who up to these last months had directed the work of the Committee and who had assisted at the birth of the International Institute. He was referring to Henri Bergson, a great citizen of the intellectual world, who had devoted all his time during the last years to the work of intellectual co-operation, giving second place even to those philosophical speculations which had been his glory and his delight. Henri Bergson had been obliged to interrupt his work owing to illness, an illness which he had apparently considerably aggravated by his inexhaustible devotion to the work of intellectual co-operation.

V. QUATRIÈME SÉANCE  
DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa quatrième séance hier vendredi à 10 heures 30, sous la présidence de M. NINTCHICH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

*Arbitrage, sécurité et désarmement* (Suite de la discussion générale.)

M. COPPOLA (Italie) examine les propositions espagnole, hongroise et hollandaise et n'aurait pas de difficultés à se rallier à la première, à condition que le préambule en fût modifié de façon à tenir compte d'une réserve purement intellectuelle à l'égard des principes mêmes du protocole; car, enfin, l'universalité du protocole le sépare non seulement quantitativement, mais aussi qualitativement des pactes régionaux. Il ne croit pas nécessaire, en ce lieu et en ce moment, d'en discuter la valeur philosophique, historique et politique, mais il serait inadmissible de demander aux représentants des gouvernements qui n'ont pas cru pouvoir adhérer au protocole d'infliger, par l'acceptation de ce préambule, un désaveu à ces mêmes gouvernements.

M. Coppola ne saurait accepter la résolution du comte Apponyi, tout en comprenant les origines psychologiques de son attitude. Mais le représentant de la Hongrie semble avoir perdu de vue le fait immense de la dernière guerre, au lendemain de laquelle les vaincus ne peuvent opposer aux conséquences politiques de leur défaite que la résistance de leur esprit national. M. Coppola en parle à son aise, car l'Italie a été la toute première à désarmer moralement vis-à-vis de ses anciens ennemis, aidant la Hongrie ainsi que l'Autriche dans leur reconstruction économique et financière, de la même manière qu'elle a voulu signer un pacte d'amitié avec les Serbes, Croates et Slovènes, dont elle avait été cependant séparée pendant des années par un débat parfois dramatique sur la question de l'Adriatique. Avec la même sincérité, M. Coppola déclare qu'il ne peut accepter le but auquel visent les propositions hongroise et hollandaise, à savoir l'organisation d'une préparation technique du désarmement. Telle qu'elle a été conçue par les auteurs de ces propositions, elle lui semble inutile, démesurément longue et d'une difficulté inexécutable. Il ne saurait s'abstenir de rappeler qu'à côté des armements proprement dits, il faudrait faire un inventaire de la mobilisation industrielle, des chemins de fer, des approvisionnements, des éléments politiques: alliances, garanties, etc., et surtout des éléments moraux d'une inégalité évidente, par exemple ceux qu'a valus à la France la force de sa glorieuse tradition militaire, à l'Italie le sentiment puissant de son avenir.

Si la préparation technique devait se borner à certains éléments purement militaires et économiques, elle serait nécessairement incomplète et la réduction des armements faite sur cette base ne pourrait être qu'injuste. Si elle doit être juste, elle ne pourrait se passer d'une préparation complète et la préparation complète serait irréalisable ou du moins demanderait tellement de temps qu'une fois achevée elle se trouverait probablement devant des conditions internationales tout à fait différentes, si bien qu'il faudrait la recommencer de nouveau, et ainsi de suite. Mais la préparation technique n'est pas seulement inopérante par définition; elle pourrait être aussi dangereuse, et surtout à deux points de vue: tout d'abord elle obligerait les différents Etats à étaler devant l'investigation internationale les plus intimes rouages de leur organisation intérieure et de toute leur vie, ce qui, d'une part, pourrait amener à favoriser dans la concurrence industrielle les pays qui ne font pas partie de la Société des Nations et, d'autre part, comporterait un empiètement sur la liberté intérieure de chaque Etat qui dépasserait de beaucoup les limites acceptées par ces Etats eux-mêmes lorsqu'ils signèrent le Pacte de la Société des Nations. En outre, cet étalage des moindres éléments des diverses puissances militaires publiquement offerts aux Puissances qui sont encore en dehors de la Société constituerait un véritable danger. Ces Puissances ne comptent pas parmi les moindres: il s'agit de l'Allemagne, de la République des Etats-Unis, et surtout de la Russie bolchéviste; or, non seulement ce pays représente l'antithèse déclarée des principes fondamentaux de la civilisation occidentale, mais encore, il est en train de grouper autour de lui toutes les forces antieuropéennes qui se lèvent dans l'Asie et dans l'Afrique

V. FOURTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its fourth meeting at 10.30 a.m. yesterday (Friday, September 18th) under the chairmanship of M. NINTCHICH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).

*Arbitration, Security and Disarmament (Continuation of the General Discussion).*

M. COPPOLA (Italy) examined the Spanish, Hungarian and Dutch proposals. He said he would have no difficulty in agreeing to the first, provided the preamble were modified so as to take account of a purely mental reservation in regard to the principles of the Protocol. The universal character of the Protocol distinguished it not only quantitatively but qualitatively from regional agreements. He did not think it necessary at this moment to discuss the philosophic, historical and political value of the Protocol, but it was inadmissible to ask the representatives of Governments which had not felt it possible to adhere to the Protocol to disown their Governments by asking them to accept this preamble.

He could not accept the resolution of Count Apponyi, though he thoroughly understood the psychological motive for his attitude. The representative of Hungary seemed, however, to lose sight of the fact that there had been a war as a consequence of which the conquered could only meet the political consequences of their defeat by resistance of their national spirit. He could speak with confidence on this matter, as Italy had been the first morally to disarm in face of her former enemies, and had assisted Hungary as well as Austria in their economic and financial reconstruction, just as she had been ready to sign a friendly treaty with the Serbs, Croats and Slovenes, from whom she had, nevertheless, been separated for many years by a dispute, which occasionally took dramatic turns, on the question of the Adriatic. He must declare with the same sincerity that he could not agree with the object at which the Hungarian and Dutch proposals were aimed, namely, the organisation of a technical preparation for disarmament. Such a proposal, as conceived by its authors, appeared to him to be useless, disproportionately long, and of insuperable difficulty. He could not refrain from reminding the Committee that by the side of armaments properly so described, it would be necessary to take an inventory of the resources of industrial mobilisation, railways, supplies, political factors, alliances, guarantees, etc., and above all of moral elements of an evident inequality. There were, for example, the elements which enabled France to find support in the strength of her glorious military tradition and Italy in her strong conviction of a glorious future.

If technical preparations were limited to certain purely military and economic factors, it would necessarily be incomplete, and the reduction of armaments made on this basis could not fail to be inequitable. If reduction were to be equitable, it could not dispense with a complete preparation, and a complete preparation would prove to be impracticable, or at least would require so much time that by the time it was finished international conditions would have probably changed and become quite different, and it would be necessary to begin the work all over again.

Technical preparation was not only delusive by its very character, it might be dangerous, particularly from two points of view. First, it would compel the various States to submit for international investigation the most intimate details of their domestic organisation and domestic life, which might have the result of giving an unfair advantage in industrial competition to the countries which were not Members of the League of Nations, and which would be an infringement of the domestic liberty of each State, going far beyond the limits accepted by these States when they signed the Covenant of the League. Moreover, this broadcast investigation into the smallest details of concern to the various military Powers, publicly displayed for the benefit of Powers which were still outside the League, would constitute a real peril. These Powers were not among the least formidable. There was Germany, the United States, and, above all, Soviet Russia. Not only did the latter country represent the declared antithesis of the fundamental principles of Western civilisation, but it was still in course of grouping about itself all the anti-European forces which came from Asia and from Africa, and of giving to them a unity of political and

et de leur donner une unité de direction politique et stratégique qui menace l'Europe, sinon dans son existence, du moins dans sa position mondiale. Enfin, le secret militaire est sans doute un élément de défense et constitue un frein psychologique à l'initiative de guerre.

M. Coppola pense donc qu'il serait impossible d'aboutir à une réduction des armements en appliquant des critères techniques. Il faudra avoir recours à des critères politiques qu'il ne saurait d'ailleurs énoncer aujourd'hui tant que toutes les questions de sécurité sont en suspens. Chaque nation doit, de son côté, se préparer à les formuler en attendant le moment opportun pour la coordination. Pour toutes ces raisons, le délégué de l'Italie propose de s'en tenir pour le moment à la résolution espagnole.

Le général DRAKE-BROCKMAN (Australie) déclare qu'il avait été alarmé par l'idée souvent exprimée à la Commission d'instituer une grande enquête. Il ne croit pas utile d'insister sur les avertissements donnés par certains orateurs sur les dangers que pourrait présenter un tel travail. Il croit qu'à vouloir surcharger la Société des Nations d'un fardeau trop lourd, on risque de la briser. Les rédacteurs du Protocole ont cru légiférer pour le monde entier alors qu'ils se préoccupaient surtout des besoins de l'Europe: d'où l'échec du Protocole jugé inacceptable par les pays extra-européens. Le Protocole n'aurait même pas pu réussir pour l'Europe à cause de l'absence, dans la Société des Nations, de deux grandes Nations. La sécurité ne s'établira que lorsqu'une atmosphère de confiance se sera créée. Cette confiance mutuelle a grandi depuis la fin de la guerre et la Société des Nations y a beaucoup contribué. Il faut donc persévérer. Il est nécessaire d'instituer tout d'abord le désarmement moral. L'organisation technique d'un désarmement matériel ne ferait probablement qu'augmenter les causes de friction entre les peuples.

Il expose que l'Australie prend tant d'intérêt aux choses de l'Europe parce qu'elle a été entraînée dans une guerre européenne qui lui coûta de grands sacrifices en hommes et en argent. Elle ne veut plus que la guerre recommence. Elle désire contribuer à assurer la paix et, pour cela, elle estime que rien n'est possible dans cette voie sans le désarmement moral. En conclusion, il n'est pas d'avis d'aller aussi loin que la proposition hongroise ni d'instituer un vaste secrétariat chargé de procéder à une enquête. Il se rallie à la proposition italienne aux termes de laquelle une sous-commission recevrait la mission de trouver une formule approchant de la proposition espagnole.

M. DJUVARA (Roumanie) tient à exposer la situation psychologique et politique de cette partie de l'Europe où se trouve la Roumanie. Celle-ci, à cause de son passé de souffrance, a toujours senti le besoin d'une justice internationale, et c'est pour cela qu'elle a adopté avec enthousiasme le Pacte, tout en regrettant que l'organisation des sanctions ne fût pas assez précise. Dans le Protocole, elle a apprécié la méthode qui lie les trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement; elle regrette que le Protocole n'ait pu s'adapter aux réalités actuelles. Tout en appréciant à sa juste valeur la condamnation de la guerre d'agression, elle regrette que les sanctions qui en sont le corollaire logique n'aient pas été suffisamment définies.

La Roumanie est heureuse de l'accord réalisé sur l'idée des accords particuliers. Elle-même en a déjà conclu depuis la guerre sans que ces accords aient aucune pointe offensive contre personne, et elle offre d'en conclure de semblables avec tous ses voisins sans exception.

L'orateur insiste sur la nécessité de désarmer les esprits pour établir la justice, et pour la Roumanie la justice veut que les peuples qui, en majorité, occupent un territoire depuis des milliers d'années, soient en droit de dominer politiquement ce territoire.

L'orateur appuie chaleureusement le projet de résolution de la délégation espagnole.

M. VILLEGAS (Chili) rappelle que les Etats de l'Amérique latine sont déjà désarmés au sens de l'article 8 du Pacte. Cependant, ils sont heureux de collaborer parce qu'ils sont convaincus de l'interdépendance des nations du monde entier.

strategic direction which threatened, if not the existence of Europe, at least her position in the world.

Finally, he would point out that the preservation of military secrets was an element in the national defence and would act as a deterrent on any possible initiative in the direction of war.

He accordingly considered that it was impossible to achieve a reduction of armaments by the application of technical standards. It was necessary to introduce political standards, which he was not in a position to define at that moment owing to the fact that all questions of security were in suspense. Each nation must prepare individually to formulate her own proposals pending a suitable moment for their co-ordination. For these reasons, he proposed to confine himself for the moment to supporting the Spanish resolution.

General DRAKE-BROCKMAN (Australia) said he had been alarmed by the proposal often mentioned in the Committee that an extensive enquiry should be undertaken. He did not think it necessary to lay too much emphasis on the warnings uttered by certain speakers concerning the dangers which might arise from such an inquiry. He thought that by placing on the League of Nations too heavy a burden there was a risk of breaking its back. The framers of the Protocol had set out to legislate for the whole world, though they were mainly pre-occupied with the necessities of Europe. For this reason the Protocol had failed, being considered unacceptable by countries outside Europe. The Protocol could not have succeeded even in Europe owing to the absence from the League of Nations of two great countries. Security could only be established when an atmosphere of confidence had been created. This mutual confidence had increased since the end of the war, and the League of Nations had largely contributed to this happy result. It was necessary to persevere. It was essential to bring about first of all moral disarmament. The technical organisation of material disarmament would probably only increase causes of friction between nations.

Australia took so much interest in European affairs because she had been drawn into a European war which had cost her large sacrifices in men and money. She did not wish for the war to begin again. She desired to help in ensuring peace, and considered that nothing could be achieved in this direction without moral disarmament. Finally, he did not think it advisable to go so far as the Hungarian proposal, nor to set up a vast secretariat entrusted with an enquiry. He supported the Italian proposal according to which a Sub-Committee would receive instructions to find a formula similar to that of the Spanish proposal.

M. DJUVARA (Roumania) said he would like to explain the psychological and political position of that part of Europe in which Roumania was situated. Roumania, in her troubled past, had always felt the need for an international justice and for this reason had adopted the Covenant with enthusiasm, regretting, however, that the organisation of its sanctions was not sufficiently precise. Roumania had appreciated the way in which the three terms "Arbitration, Security and Disarmament" were linked together in the Protocol. She regretted that it had not been possible to adapt the Protocol to present realities. While appreciating it at its true value the condemnation of aggressive war, she regretted that the sanctions which were a logical deduction from this condemnation had not been sufficiently defined.

Roumania was happy to note the agreement which had been reached concerning special treaties. She herself had already concluded several such agreements since the war. There was in these agreements nothing in the least offensive or directed against any State and she had offered to conclude similar agreements with all her neighbours without exception.

He would insist on the need of disarming the minds of men in order to establish justice. For Roumania, justice required that the peoples who, as a majority, had occupied a territory for thousands of years, should have the right to rule that territory. He warmly supported the draft resolution of the Spanish Delegation.

M. VILLEGAS (Chile) said that the States of Latin America were already disarmed in the sense of Article 8 of the Covenant. Nevertheless, they were happy to collaborate because they were convinced if the inter-dependence of the sanctions of the whole world.

Il estime qu'il faut s'efforcer d'éviter tout échec et qu'il est essentiel également d'éviter les déceptions qu'éprouveraient les peuples en voyant la Société des Nations suspendre toute activité au sujet du désarmement. Il pense que la sixième Assemblée pourrait s'inspirer de la résolution adoptée le 2 octobre 1924 et qui donnait les grandes lignes d'un programme de réduction des armements. Elle pourrait également examiner à nouveau les travaux de la Commission temporaire mixte relatifs à l'échange de renseignements prévus à l'article 8 du Pacte en corrélation avec les accords régionaux.

En ce qui concerne l'organisme spécial, l'orateur estime qu'il n'y aurait pas un grand inconvénient à atténuer l'emprise directe du Conseil sur cet organisme et à admettre des représentants d'autres pays ou des personnalités choisies dans les différents organismes de la Société.

M. JOUHAUX (France) déclare que le Conseil avait déterminé la constitution et le fonctionnement de la Commission de coordination avec des intentions justes et logiques. Mais, à l'expérience, il s'est produit des situations un peu arbitraires pour certains membres des organisations techniques en regard de celle des Membres du Conseil. Il estime que tous les membres de la Commission devraient être sur un pied d'égalité. L'avis fourni par la Commission ainsi constituée n'engagerait pas la responsabilité du Conseil. Il est d'ailleurs bon que dans les Commissions, à côté de membres responsables vis-à-vis de leurs gouvernements et liés par des instructions, siègent des personnalités libres d'exprimer d'autres idées et d'ouvrir d'autres voies.

Il ne croit pas que l'échec des efforts précédents soit dû à ce que les organes responsables de la défense nationale des différents pays n'ont pas été consultés. En fait, ces organes l'ont été, car ils étaient représentés à la Commission temporaire mixte, qui fut créée d'ailleurs à cause de l'impossibilité, pour la Commission permanente consultative, composée uniquement de techniciens responsables devant leurs gouvernements, d'établir un programme de désarmement.

En réalité, la solution du problème dépend d'une certaine quantité de bonne volonté, de sincérité de la part des gouvernements.

Si cette bonne volonté existe, les travaux pourront être fructueux. Ils consisteront non pas à instituer une enquête ou un contrôle intérieurs, mais à chercher à préciser les questions qui se posent dans ce problème du désarmement.

M. Jouhaux ne pense pas que la limitation des armements soit liée à une enquête sur l'organisation économique. Ceci est un autre problème dont la Société des Nations va se charger et qui ne pourra être résolu sans qu'une grande publicité soit donnée à tous les faits économiques. Cette publicité, d'ailleurs, ne révélera aucun secret qui ne soit déjà connu de tous les experts. Il ne faut pas exagérer d'ailleurs non plus la rapidité et la facilité avec laquelle les fabrications de paix peuvent se transformer en fabrication de guerre.

La Commission chargée d'établir un programme de réduction devra avoir un mandat pratique.

Pour terminer, l'orateur rappelle avec quel enthousiasme le Protocole fut accueilli par les organisations ouvrières. Il estime qu'il y a là un courant d'opinions à utiliser par la Société des Nations. C'est ainsi que le contrôle sur les fabrications clandestines de guerre et les fabrications chimiques ne sera vraiment efficace que si la classe ouvrière collabore avec confiance à l'œuvre entreprise par la Société des Nations.

M. BRANCO CLARK (Brésil) expose que pour le Brésil, comme pour tous les Etats sud-américains, il ne peut être question de désarmement sans assistance mutuelle. M. Fernandes et M. de Mello-Franco ont démontré la nécessité des pactes intercontinentaux, car en Amérique latine, les pactes régionaux seraient non seulement inutiles, mais dangereux.

Le Brésil estime toutefois qu'il pourrait entrer dans des accords particuliers pour la limitation des armements, accords qui seraient inclus dans le cadre général de la Société des Nations, qui assurerait aux contractants des garanties générales supplémentaires.

Le Brésil accueille avec enthousiasme la proposition tendant à la réunion d'une Conférence économique. Il appuie également

He thought that every effort should be made to avoid any failure, and that it was essential to give no cause for the disappointment which the nations would feel on seeing the League of Nations suspend its activities in the direction of disarmament. The Sixth Assembly should allow its action to be governed by the resolution adopted on October 2nd, 1924, which indicated the broad lines of a programme for the reduction of armaments. It might also again examine the work of the Temporary Mixed Commission for the exchange of information, contemplated in Article 8 of the Covenant, considering this subject in relation with regional agreements.

As regarded the proposed special organ, he thought that there would be no great disadvantage in weakening the direct hold of the Council over this organ, and in admitting representatives of other countries or persons chosen from the various organisations of the League.

M. JOUHAUX (France) said that the Council had determined the constitution and the working of the Co-ordination Commission with intentions which were logical and just. There had, however, in practice arisen situations which were somewhat arbitrary for certain members of the Technical Organisations in their relationship to the Members of the Council. He considered that all the members of the Commission should be on a footing of equality. The opinions formulated by a Commission constituted in this way would not engage the responsibility of the Council. It was, moreover, advisable that in the Commission, beside members who were responsible to their Governments and bound by their instructions, there should sit persons who were free to express other views and to open up other avenues.

He did not think that the failure of the previous efforts was due to the fact that the departments responsible for national defence of the various countries had not been consulted. These departments, on the contrary, had in fact been consulted, as they were represented on the Temporary Mixed Commission, which had been created owing to the impossibility of the Permanent Advisory Commission, which was composed solely of experts responsible to their Governments, establishing a programme of disarmament.

In reality the solution of the problem depended on a certain amount of good-will and sincerity on the part of the Governments. Given this good-will, the work might be fruitful. It would consist not in instituting an inquiry or an internal supervision, but in endeavouring to define precisely the questions which arose in the problem of disarmament.

He did not think that the limitation of armaments should be bound up with an inquiry into economic organisation. This was another problem, which the League of Nations was going to take up and which could not be solved without a large measure of publicity being given to all the economic factors. This publicity would not result in the revelation of any secrets which were not already known to all experts. The rapidity and ease with which peace manufactures could be transformed into war manufactures must not be exaggerated.

The Committee entrusted with drawing up a programme of reduction should have a practical mandate.

He would remind the Committee in conclusion with what enthusiasm the Protocol had been received by the workers' organisations. Here was a current of opinion which should be used by the League of Nations. The supervision of the secret manufacture of materials of war and of chemical materials could only be really effective if the working-class collaborated confidently in the work undertaken by the League.

M. BRANCO CLARK (Brazil) said that for all the South American States there could be no question of disarmament without mutual assistance. M. Fernandes and M. de Mello-Franco had shown the necessity of inter-continental agreements, as in Latin America regional agreements would not only be useless but even dangerous.

Brazil thought, however, that it would be possible for her to enter into special agreements for the limitation of armaments, to be included in the general frame-work of the League of Nations, which would provide the contracting parties with supplementary general guarantees.

Brazil welcomed with enthusiasm the proposal for a financial and economic conference. She also supported the three resolu-



les trois résolutions concernant le désarmement qui, à son avis, peuvent être fondues en une seule. Il insiste sur les points de la résolution espagnole visant la condamnation de la guerre d'agression, les accords de sécurité mutuelle s'appliquant au monde entier et la méthode basée sur les trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement.

Le Brésil est toujours d'avis que les accords régionaux peuvent être nécessaires en Europe. Il espère que les négociations en cours réussiront, mais que disparaîtra l'idée que la Société des Nations doit devenir un organisme purement européen. En résumé, constatant que la résolution XIV contient en embryon tous les principes soulevés au cours des discussions dernières, il déclare accepter les propositions hollandaise et hongroise, à condition que ces amendements restent dans l'esprit de ladite résolution.

Le PRÉSIDENT déclare la discussion close.

Sir George GRAHAME (Empire Britannique) présente la résolution ci-dessous, qui est adoptée à l'unanimité:

« La troisième Commission décide de nommer une sous-commission qui sera chargée d'examiner les projets de résolutions soumises à la Commission, dans le but de rédiger un texte commun tenant compte des débats de l'Assemblée et de la troisième Commission à ce sujet. »

La Sous-Commission est constituée des membres suivants:

M. DE PALACIOS	M. MATSUDA
Le général TANCZOS	M. DE BROUCKÈRE
M. LOUDON	M. BENES
Sir George GRAHAME	M. VILLEGAS
M. PAUL-BONCOUR	M. MUNCH
M. COPPOLA	M. DEBSKI

*Adoption du rapport de M. Guerrero.*

La Commission adopte, sans débat, le rapport présenté par M. Guerrero sur les renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.

PREMIÈRE RÉUNION DE LA SOUS-COMMISSION DE LA TROISIÈME COMMISSION.

La Sous-Commission de la troisième Commission a tenu sa première séance hier, 18 septembre, à 15 h. 30.

Elle a élu à l'unanimité M. DE BROUCKÈRE comme Président et M. BENES comme rapporteur.

Elle a procédé à une discussion générale sur la résolution votée à la séance du matin par la troisième Commission. Elle a décidé de discuter séparément, d'un côté, les sept premiers paragraphes de la résolution de M. Quinones de Léon, et d'un autre côté, le dernier paragraphe de cette résolution avec l'amendement hongrois et la proposition hollandaise.

Après des débats de caractère général sur l'un et l'autre de ces deux ordres de questions, elle a ajourné la discussion à demain matin 10 heures.

M. BENES a été prié de présenter des propositions afin de concilier les textes en présence au sujet du dernier paragraphe de la résolution espagnole.

VI. CINQUIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa cinquième séance le vendredi 18 septembre 1925, à 10 h. 30, sous la présidence de M. da COSTA (Portugal).

*Suite de l'examen des prévisions budgétaires pour l'exercice 1926.*

La Commission poursuit la discussion des prévisions budgétaires et adopte successivement, sans modification, les articles 23 à 36 du budget du Secrétariat.

*Proposition du délégué du Brésil relative à la publication d'un bulletin bibliographique annuel.*

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE déclare que la Commission de contrôle examinera la proposition de M. Bar-

tions regarding disarmament which in her opinion might be blended into one. He would emphasise the points in the Spanish resolution concerning wars of aggression, the advisability of agreements of mutual security applicable to the whole world, and the method based on the three terms, arbitration, security and disarmament.

Brazil was always of the opinion that regional agreements might be necessary in Europe. She hoped that the negotiations which were going forward would succeed, but that the idea of the League of Nations as a purely European organisation would entirely disappear. To sum up, while expressing the opinion that Resolution XIV contained in embryo all the principles raised during recent discussions, he would accept the Dutch and Hungarian proposals, provided these amendments remained within the spirit of that resolution.

The CHAIRMAN declared the general discussion to be closed.

Sir George GRAHAME (British Empire) submitted the following resolution, which was unanimously adopted:

"The Third Committee decides to appoint a Sub-Committee which will be entrusted with the examination of the draft resolutions submitted to the Committee with a view to framing a common text, taking into account the discussions of the Assembly and of the Third Committee."

The Sub-Committee was constituted as follows:

M. DE PALACIOS	M. MATSUDA
General TANCZOS	M. DE BROUCKERE
M. LOUDON	M. BENES
Sir George GRAHAME	M. VILLEGAS
M. PAUL-BONCOUR	M. MUNCH
M. COPPOLA	M. DEBSKI

*Adoption of the Report of M. Guerrero.*

The Committee adopted without discussion the report submitted by M. Guerrero on statistical information concerning the traffic in arms, munitions and implements of war.

FIRST MEETING OF THE SUB-COMMITTEE OF THE THIRD COMMITTEE.

The Sub-Committee of the Third Committee held its first meeting at 3.30 p.m. yesterday (September 18th, 1925).

It unanimously elected M. DE BROUCKERE as Chairman and M. BENES as Rapporteur.

It proceeded to a general discussion on the general resolution voted at the morning meeting by the Third Committee.

It decided to discuss separately: (a) the seven paragraphs of the resolution of M. Quinones de Leon and (b) the last paragraph of this resolution, together with the Hungarian amendment and the Dutch proposal.

After a general discussion of these questions, it adjourned a further examination of the texts until the following morning at 10 a.m.

M. BENES was asked to present proposals, with a view to reconciling the texts before the Sub-Committee covering the last paragraph of the Spanish resolution.

VI. FIFTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its fifth meeting on Friday, September 18th, 1925, at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. da COSTA (Portugal).

*Continuation of the Examination of the Budgetary Estimates for the Financial Period 1926.*

The Committee continued its discussion of the budgetary estimates and adopted successively without change Articles 23 and 36 of the budget of the Secretariat.

*Proposal of the Brazilian Delegate concerning the Publication of an Annual Bibliographical Bulletin.*

The CHAIRMAN OF THE SUPERVISORY COMMITTEE said that the Supervisory Committee would examine the proposal of

boza Carneiro (Brésil) relative à la préparation d'un bulletin bibliographique annuel des publications traitant de la Société des Nations et de son activité.

*Caisse de décès et d'invalidité.*

La Commission décide de transmettre au Secrétaire général, qui avisera aux mesures à prendre, la lettre reçue par Sir James Allen (Nouvelle-Zélande) et contenant un exposé fait par le Professeur Attolico de la situation actuelle de la question de l'octroi d'allocations à prélever sur la Caisse de décès et d'invalidité.

*Communication de la troisième Commission.*

Il est décidé, conformément à l'article 19 du Règlement financier, de soumettre à l'examen préalable de la Commission de contrôle une résolution de la troisième Commission au sujet des mesures à prendre à l'effet de mettre en pratique une recommandation contenue dans l'Acte final de la Convention pour le contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre.

*Suite de l'examen des prévisions budgétaires pour l'exercice 1926 (Cour permanente de Justice internationale).*

La Commission adopte successivement tous les articles du Budget afférents à l'exercice 1926 de la Cour permanente de Justice internationale.

*Suite de l'examen des prévisions budgétaires pour l'exercice 1926. (Bureau international du Travail).*

Après avoir entendu les explications données sur divers points de détail par MM. Albert THOMAS, Directeur, et H. B. BUTLER, Directeur adjoint du Bureau international du Travail, la Commission adopte sans modification l'ensemble des prévisions budgétaires pour l'Organisation internationale du Travail.

VII. QUATRIÈME SÉANCE  
DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa quatrième séance hier, 18 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. MOWINCKEL (Norvège).

*Discussion du rapport du Dr Nansen sur la question du placement de réfugiés arméniens.*

M. DUPUIS (expert technique anglais, membre de la Commission d'enquête), donne des informations sur les trois projets d'irrigation qui avaient été soumis à la Commission. Celui de Sardarabad se révélant comme trop onéreux, la Commission s'est arrêtée à celui de la vallée de l'Araxe. Elle estime que l'évaluation des frais de la mise à exécution de ce projet est raisonnable.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) estime que, pour résoudre le problème de l'établissement des réfugiés arméniens, il faut tout d'abord comprendre ce qu'est le Gouvernement arménien. Il possède des personnalités de haute valeur intellectuelle et morale, bien qu'en général il faut reconnaître que l'élite arménienne se trouve surtout disséminée en Europe. L'Arménie a été ruinée par l'émigration; en outre, faisant partie de l'Union des Républiques soviétiques, elle ne peut rien faire sans l'assentiment de Moscou: par conséquent, lorsqu'on parle du Gouvernement arménien, il faut entendre par là le Gouvernement des Soviets.

Quant à la colonisation, les Anglo-Saxons ont une très grande expérience dans cette matière, qui dépend avant tout des conditions économiques, et qui exige des capitaux, de la bonne volonté et de l'endurance. Les plus beaux sentiments humanitaires ne sauveront pas l'Arménie. Il faut que la Société des Nations s'engage tout entière, et mette en œuvre sa politique intelligente et puissante.

M. DUPUIS explique qu'il avait assisté à l'inauguration d'un ouvrage d'irrigation. Ce travail, sans être d'une importance considérable, montre que le peuple arménien est capable d'entreprendre et de mener à bonne fin une œuvre technique, pourvu qu'il dispose des capitaux nécessaires.

M. Barbosa-Carneiro (Brazil) concerning the preparation of an annual bibliographical bulletin of publications dealing with the League of Nations and its activities.

*Death and Invalidity Fund.*

The Committee decided to submit to the Secretary-General, who would give his opinion on the measures to be taken, a letter received by Sir James Allen (New Zealand) containing a statement drawn up by Professor Attolico of the present situation of the question of the payments to be made by the Death and Invalidity Fund.

*Communication from the Third Committee.*

In conformity with Article 19 of the Financial Regulations, it was decided to submit to the Supervisory Commission for preliminary examination a resolution of the Third Committee concerning the measures to be taken to put into practice a recommendation to be found in the Final Act of the Convention for the Control of the International Trade in Arms, Munitions and Implements of War.

*Continuation of the Examination of the Budgetary Estimates for the year 1926 (Permanent Court of International Justice).*

The Committee adopted in succession all the articles in the budget for the year 1926 concerning the Permanent Court of International Justice

*Continuation of the Examination of the Budgetary Estimates for the year 1926. (International Labour Office).*

After examining the various explanations given on various points of detail by M. Albert THOMAS, Director, and Mr. BUTLER, Deputy Director, of the International Labour Office, the Committee adopted without change all the budgetary estimates for the International Labour Office.

VII. FOURTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its fourth meeting yesterday, September 18th, at 10 a.m., under the chairmanship of M. MOWINCKEL (Norway).

*Discussion of the Report of Dr. Nansen on the Question of a Home for Armenian Refugees.*

Mr. DUPUIS (English Technical Expert, Member of the Committee of Enquiry) gave information in regard to the three irrigation schemes which had been submitted to the Committee. The scheme in the neighbourhood of Sardarabad proving too costly, the Committee had agreed on a scheme to be carried out in the valley of the Araxes. The estimates for the cost of executing this work were in his view reasonable.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) thought that, in order to solve the problem of the establishment of Armenian refugees in Armenia, the Committee should first understand the character of the Armenian Government. The Armenian Government possessed persons of high moral and intellectual standing, though, generally speaking, the best of the Armenian nation was to be found scattered throughout Europe. Armenia had been ruined by emigration; moreover, as she belonged to the Union of Soviet Republics, she could do nothing without the assent of Moscow. Consequently, to speak of the Armenian Government was equivalent to referring to the Soviet Government.

Anglo-Saxon peoples had a great experience in colonisation, which depended, above all, upon economic conditions and needed capital, good-will and endurance. The mere expression of lofty humanitarian sentiments would not save Armenia. The League of Nations would have to attack the problem wholeheartedly by pursuing an intelligent and strong policy.

Mr. DUPUIS, referring to irrigation, explained that he had been present at the opening of an irrigation works. Without being of great importance, this particular enterprise showed that the Armenian people were capable of undertaking technical operations with success, provided that it was given the necessary capital.

Le Dr NANSSEN (Norvège), abordant le problème au point de vue politique, rappelle que pendant et après la guerre, les Alliés ont déclaré qu'en reconnaissance du fait que les Arméniens avaient pris parti pour eux pendant la guerre, ils s'efforceraient de créer un foyer national arménien. Depuis la création de la Société des Nations, l'Assemblée et le Conseil ont également adopté un certain nombre de résolutions à ce sujet, et le Conseil avait déjà examiné et approuvé un plan analogue à celui qui se trouve aujourd'hui devant la cinquième Commission.

Le Dr Nansen cite, en outre, des déclarations des représentants officiels de l'Italie et de la Grande-Bretagne, et il en tire la conclusion que la responsabilité morale des gouvernements et de la Société des Nations est engagée dans le problème des réfugiés arméniens. Il rappelle que, enfin, pendant la guerre, les Turcs ont effectué sur les biens arméniens des saisies s'élevant à 200 millions de livres sterling; après la guerre, les Alliés ont saisi à leur tour 5 millions de livres sterling déposés par le Gouvernement turc à Berlin. Les Turcs ayant, à la Conférence de Lausanne, renoncé à leurs droits de propriété sur cette somme, les Alliés ont décidé que ces fonds seraient affectés au paiement des dommages de guerre encourus par des ressortissants des Puissances alliées en Asie Mineure. Mais les Arméniens ont été exclus de cet arrangement.

Quant au caractère de la République arménienne d'Erivan, le Dr Nansen déclare que la population en est arménienne dans la proportion de 95 %; le personnel de l'administration et des institutions d'Etat est également arménien. Lorsque le Gouvernement britannique a dû résoudre le problème de l'établissement des 7.000 réfugiés arméniens en Mésopotamie, il les a installés non pas en Egypte ou en Palestine, mais en Arménie, ce qui semble prouver que l'Angleterre est d'accord sur les principes qui servent de base au projet que le Dr Nansen a présenté.

Quant aux garanties, le Dr Nansen croit que le Gouvernement arménien donnera les assurances nécessaires. Ce gouvernement est prêt à accepter le contrôle de l'emploi des fonds et à faciliter l'établissement des réfugiés en leur accordant le transport gratuit par chemin de fer, en les exemptant de l'impôt militaire pendant une certaine période. L'ex-Président de la République arménienne est prêt à déclarer devant la Commission que le Gouvernement actuel est bien la représentation du peuple arménien, et que la république actuelle arménienne est le seuls corps constitué sur lequel on puisse compter pour la création d'un foyer national arménien.

La Duchesse D'ATHOLL, revenant à la somme de 5 millions de livres sterling saisie par les Alliés à Berlin, déclare que son Gouvernement croit savoir que cette somme a été déposée en 1915 par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en couverture de la première émission de billets de banque turcs, et qu'il ne s'agit donc pas d'argent arménien.

Le Dr NANSSEN explique qu'il a voulu simplement dire que les Arméniens ayant perdu en Arménie la somme de 200.000 livres turques, prétendaient avoir le droit d'être indemnisés sur pied d'égalité avec les ressortissants de pays alliés qui avaient subi des pertes du fait des Turcs.

M. Albert THOMAS tient à faire observer que, selon le plan du Dr Nansen, ni la Société des Nations, ni le Bureau international du Travail n'auraient à assumer des responsabilités, puisque le rapatriement des réfugiés en Arménie serait volontaire.

Il est intéressant de remarquer que tous les hommes politiques arméniens, quel que soit leur parti, sont d'accord pour recommander l'exécution du projet Nansen, et le confier au Gouvernement actuel. De plus, tous ceux qui connaissent ce Gouvernement, le trouvent digne de confiance. En outre, le Dr Nansen pense que l'emprunt pourra être réalisé par une sorte de consortium bancaire, et que, grâce à la vente de produits agricoles, il pourra être remboursé assez rapidement.

Une autre question qui se posera devant la sous-commission sera de savoir quel sera l'appui que peut donner la Société des Nations. Il se pourrait que la Société des Nations jugeât opportun d'émettre l'emprunt sous sa propre garantie. Il se pourrait aussi qu'elle engageât les grandes Puissances qui possèdent des organisations bancaires puissantes, à offrir cette garantie. L'idéal serait que les représentants de ces Etats, qui siègeront à la Sous-Commission, déclarent que leur pays sont prêts à garantir l'emprunt. Enfin il se pourrait que les

Dr. NANSSEN (Norway), referring to the political aspect of the problem, said that, in regard to the establishment of a national Armenian home, both during and after the war, the Allies had stated that, in gratitude for the fact that the Armenians had taken the Allied side during the war, they would endeavour to create a national Armenian home. Since the creation of the League of Nations, the Assembly and the Council had also adopted a certain number of resolutions to the same effect, and the Council had already examined and approved a plan similar to that now before the Committee.

He quoted, further, the statements made by the official representatives of Italy and Great Britain, and drew the conclusion that Governments and the League of Nations were morally responsible for the solving of the problem of Armenian refugees. During the war, the Turks had seized Armenian property to the value of £200,000,000 sterling. After the war, the Allies had seized £5,000,000 sterling deposited by the Turkish Government in Berlin. The Turks, at the Conference of Lausanne, had renounced their rights of property concerning this sum, and the Allies had therefore decided that it should be used towards paying the war damages incurred by nationals of Allied Powers in Asia Minor. The Armenians, however, had been excluded from this arrangement.

In regard to the character of the Armenian Republic of Erivan, he would point out that the population was 95 per cent Armenian, that the staff of the administrative services and of State institutions was also Armenian. When the British Government had been confronted with the problem of establishing 7,000 Armenian refugees in Mesopotamia they had placed them, not in Egypt or in Palestine, but in Armenia, which seemed to show that the British Government was in agreement with the principles on which the scheme which he had submitted was based.

In regard to guarantees, he thought that the Armenian Government would be ready to give the necessary assurances. It was ready to accept the control of the use of the funds and to facilitate the establishment of refugees by granting them free railway transport and exemption from taxation and military service for a certain period. The ex-President of the Armenian Republic was ready to make a statement before the Committee to the effect that the present Government was the only one which could create an Armenian home.

The Duchess of ATHOLL informed the Committee that, in regard to the sum of £5,000,000 sterling seized by the Allies in Berlin, the British Government thought that it had been deposited in 1915 by Germany and Austria-Hungary to cover the first issue of Turkish banknotes. The money was therefore not Armenian.

Dr. NANSSEN explained that, since the Armenians had lost in Armenia a sum of £T.200,000 they maintained they had the right to be indemnified on the same footing as those nationals of Allied countries who had also sustained losses owing to Turkish action.

M. Albert THOMAS said that, according to the scheme of Dr. Nansen, neither the League nor the International Labour Office would assume any responsibility in regard to guarantees since the repatriation of refugees to Armenia would be voluntary.

It was of interest to observe that all Armenian politicians of whatever party were agreed in recommending the carrying-out of the Nansen scheme and of entrusting it to the present Government. Further, all who know that Government found it worthy of confidence. Dr. Nansen thought that the land might be obtained by a kind of consortium of banks and that, thanks to the sale of agricultural produce, it could be fairly quickly repaid.

The Sub-Committee would also be asked to decide what support the League of Nations should give to the scheme. It might be that the League would find that it would have to guarantee the loan itself or induce the Great Powers with very strong banking organisations to give their guarantee. The ideal solution would be for the representatives of those States who formed part of the Committee to declare that their countries were ready to guarantee the loan. The third possibility was that the great States, by declaring their agreement

grands Etats, tout en se déclarant d'accord en principe, demandassent à être informés plus à fond des détails. Dans ce cas, on risque de perdre du temps, ce qu'il faut éviter à tout prix. Si la Société des Nations peut prendre une décision, les travaux peuvent commencer au mois de mars prochain.

*Constitution d'une Sous-Commission chargée d'étudier la question des réfugiés arméniens.*

Sur la proposition du PRÉSIDENT, une sous-commission de dix membres est constituée, composée comme suit:

- M. SWINBURNE (Australie),
- M. de BROUCKÈRE (Belgique),
- La Duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique),
- M. MADJAROFF (Bulgarie),
- Le Dr RIDDELL (Canada),
- Mlle FORCHHAMMER (Danemark),
- M. PAMS (France),
- M. DENDRAMIS (Grèce),
- M. SUVICH (Italie),
- M. PARRA-PEREZ (Venezuela).

*Rapport sur l'œuvre en faveur des réfugiés.*

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil), Rapporteur, donne lecture de son rapport.

La discussion de ce rapport est ajournée à la prochaine séance.

VIII. SIXIÈME COMMISSION:  
PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

La première sous-commission (Esclavage) de la sixième Commission a siégé hier après-midi, 18 septembre, et a poursuivi la discussion des articles du projet de Protocole sur l'esclavage soumis par la délégation britannique.

Un Comité de rédaction, composé de six membres, a été chargé de préparer un texte de projet de Protocole, qui sera soumis à la Sous-Commission.

Ce Comité est composé comme suit: le vicomte CECIL, M. Louis AUBERT, le Comte VAN LYNDEN, M. Freire d'ANDRADE, M. A. CIPPICO, M. JOHR.

IX. LETTRE DU CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE LUE A LA SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

Le Conseil international des femmes a vu avec la plus grande satisfaction que la question de l'enseignement à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations était de nouveau à l'ordre du jour de la sixième Assemblée. Il espère qu'en dehors de l'action recommandée aux différents gouvernements, des dispositions pourront être prises permettant de donner suite à l'enquête faite sur cette question par le Secrétariat et d'encourager les efforts des différentes associations internationales.

(Signed) Marquise d'ABERDEEN et TEMAIR.

X. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale et du Travail de la République du Chili a fait parvenir au Secrétariat, le 15 septembre 1925, les ratifications par son gouvernement des Conventions suivantes adoptées par la première Conférence du Travail, à Washington (29 octobre-29 novembre 1919):

Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels;

Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement,

on the principle, might ask to have further details submitted to them. In this case a loss of time would result which should be avoided. Were the League to find itself able to take a decision, the work could begin next March.

*Appointment of a Sub-Committee to investigate the Question of Armenian Refugees.*

On the proposal of the CHAIRMAN, a Sub-Committee of ten members was appointed as follows:

- Mr. SWINBURNE (Australia),
- M. de BROUCKERE (Belgium),
- Duchess of ATHOLL (British Empire),
- M. MADJOROFF (Bulgaria),
- Dr. RIDDELL (Canada),
- Mlle. FORCHHAMMER (Denmark),
- M. PAMS (France),
- M. DENDRAMIS (Greece),
- M. SUVICH (Italy),
- M. PARRA-PEREZ (Venezuela).

*Report on the Work done for Refugees.*

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil), Rapporteur, read his report, the discussion of which was postponed to the next meeting.

VIII. SIXTH COMMITTEE: FIRST SUB-COMMITTEE.

The First Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee held a meeting yesterday afternoon, September 18th, and continued the discussion on the articles of the draft Protocol on Slavery presented by the British Delegation.

A Drafting Committee of six members was appointed to establish the text of the proposed protocol for submission to the Sub-Committee.

The Sub-Committee was composed as follows: Viscount CECIL, M. Louis AUBERT, Count Van LYNDEN, M. Freire d'ANDRADE, M. A. CIPPICO, M. JOHR.

IX. LETTER FROM THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN TO THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY, READ AT THE MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The International Council of Women has seen with great satisfaction that the teaching of youth about the existence and aims of the League of Nations has again been placed on the agenda for the Assembly. The Council hopes that, in addition to the line of action recommended to the different Governments, arrangements will be made to follow up the report presented by the Secretariat of the League by encouraging the efforts of the various international associations already engaged in this work.

(Signed) I. ABERDEEN,  
President.

X. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

The Minister for Health, Social Assurance and Labour of the Republic of Chile forwarded to the Secretariat on September 15th, 1925, the ratifications by his Government of the following Conventions adopted by the First Labour Conference at Washington (October 29th to November 29th, 1919):

Convention limiting the Hours of Work in industrial Undertakings to Eight in the Day and to Forty-eight in the Week;

Convention concerning the Employment of Women before and after Childbirth;

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels;

Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie;

et des Conventions suivantes adoptées par la troisième Conférence internationale du Travail, Genève (25 octobre-19 novembre 1921):

Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles;

Convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture;

Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture;

Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels.

M. le Dr D. ZAUNIUS, Ministre de Lithuanie à Berne, délégué permanent à la Société des Nations, a signé, le 17 septembre 1925, au nom de son gouvernement:

Le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Genève, le 17 juin 1925.

Le Baron LEHMANN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Libéria en France, a signé, le 17 septembre 1925, au nom de son gouvernement:

Le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux, annexé à la résolution adoptée par la cinquième Assemblée, le 2 octobre 1924.

#### XI. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 18 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu provisoire: septième séance.

A. 60 (1) Situation en Chine: Projet de résolution présenté par la délégation chinoise.

A. 73 Proposition de la délégation des Pays-Bas concernant les réponses formulées par le Comité spécial de juristes prévu par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923: Rapport présenté à l'Assemblée par la première Commission.

#### PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent: la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux Iles d'Åland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie; des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc., etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Frs suisses 2.— en noir, et Frs suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats 8 × 8 ou 8½ × 10.

Pour toute commande et tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, *Service photographique*, de la Société des Nations.

Convention fixing the Minimum Age for Admission of Children to Industrial Employment;

Convention concerning the Night-work of Young Persons employed in Industry.

Ratifications were also forwarded of the following Conventions adopted by the Third International Labour Conference at Geneva (October 25th to November 19th, 1921):

Convention concerning the Rights of Association and Combination of Agricultural Workers;

Convention concerning Workmen's Compensation in Agriculture;

Convention concerning the Use of White Lead in Painting;

Convention concerning the Application of the Weekly Rest in Industrial Undertakings.

Dr. D. ZAUNIUS, Minister of Lithuania at Berne, Permanent Delegate to the League of Nations, signed, on September 17th, 1925, on behalf of his Government:

The Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare, Geneva, June 17th, 1925.

Baron LEHMANN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Liberia in France, signed on September 17th, 1925, on behalf of his Government:

The Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes annexed to the resolution adopted by the Fifth Assembly on October 2nd, 1924.

#### XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 18th, 1925.

Definitive Verbatim Record: Seventh Meeting.

A. 60 (1) Situation in China: Draft Resolution presented by the Chinese Delegation.

A. 73. Proposal by the Netherlands Delegation concerning the replies of the Special Committee of Jurists appointed under the Council's resolution of September 28th, 1923; Report to the Assembly by the First Committee.

#### LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection — of about 200 slides — includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Åland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides (8 × 8 or 8½ × 10 centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographic Department*, of the League of Nations, Geneva.

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

## SON ŒUVRE

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

## ALBUM ILLUSTRÉ

DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

## BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.

LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRÉ ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) pendant les séances de l'Assemblée, et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :

## A SURVEY

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

## ILLUSTRATED ALBUM

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

## PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.

MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.

DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) during the meetings of the Assembly, and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 13. — DIMANCHE 20 SEPTEMBRE 1925.

No. 13. — SUNDAY, SEPTEMBER 20th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	163
II. Septième séance de la deuxième Commission. . . . .	165
III. Troisième Commission: séances de la Sous-Commission. . . . .	168
IV. Quatrième Commission: Sous-Commission C (Répartition des dépenses) . . . . .	168
V. Cinquième séance de la cinquième Commission . . . . .	168
VI. Congrès international des Associations de mutilés et anciens combattants . . . . .	170
VII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée le 19 septembre 1925. . . . .	172
VIII. Liste révisée des délégués: Rectification . . . . .	172
IX. Rectification . . . . .	172

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu demain (lundi 21 septembre), à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation.

#### Ordre du jour:

1. *Situation en Chine.*  
Projet de résolution présenté par la délégation chinoise. (Document A. 60 (2). 1925).
2. *Travaux de l'Organisation d'hygiène.*  
Rapport de la deuxième Commission. (Document A. 79. 1925 III.) Rapporteur: M. VELGHE (Belgique).
3. *Restauration financière de la Hongrie.*  
Rapport de la deuxième Commission. (Document A. 80. 1925. II) Rapporteur: M. LOUCHEUR (France).
4. *Restauration financière de l'Autriche.*  
Rapport de la deuxième Commission. (Document A. 78. 1925. II) Rapporteur: M. MICHELET (Norvège).

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	163
II. Seventh Meeting of the Second Committee . . . . .	165
III. Third Committee: Meetings of the Sub-Committee . . . . .	168
IV. Fourth Committee: Sub-Committee C (Allocation of Expenses) . . . . .	168
V. Fifth Meeting of the Fifth Committee. . . . .	168
VI. International Congress of the Associations of Wounded Soldiers and Ex-Combatants . . . . .	170
VII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 19th, 1925 . . . . .	172
VIII. Revised List of Delegates: Correction . . . . .	172
IX. Erratum . . . . .	172

## I. PROGRAMME OF MEETINGS.

### Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-morrow (Monday, September 21st) at 10.30 a.m. in the Salle de la Réformation.

#### Agenda:

1. *Situation in China.*  
Draft Resolution proposed by the Chinese Delegation (Document A.60 (2). 1925).
2. *Work of the Health Organisation.*  
Report of the Second Committee (Document A.79.1925. III). Rapporteur: M. VELGHE (Belgium).
3. *Financial Reconstruction of Hungary.*  
Report of the Second Committee (Document A.80.1925. II). Rapporteur: M. LOUCHEUR (France).
4. *Financial Reconstruction of Austria.*  
Report of the Second Committee (Document A.78.1925. II). Rapporteur: M. MICHELET (Norway).

5. *Travaux de l'Organisation des communications et du transit.*  
Rapport de la deuxième Commission. (Document A. 81. 1925. VIII.) Rapporteur: M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

6. *Proposition de la délégation des Pays-Bas concernant les réponses du Comité spécial des juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923.*

Rapport de la première Commission. (Document A. 73. 1925. V.) Rapporteur: M. LIMBURG (Pays-Bas).

7. *Amendement à l'article 16 du Pacte proposé par le Gouvernement britannique.*

Projet de résolution proposé par la première Commission. (Document A. 77. 1925. V.) Rapporteur: M. FERNANDES (Brésil).

8. *Renseignements statistiques au sujet du commerce des armes, munitions et matériels de guerre.*

Rapport de la troisième Commission. (Document A. 82. 1925. IX.) Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).

*Première Commission: Deuxième Sous-Commission.*

La deuxième Sous-Commission de la première Commission se réunira demain (lundi 21 septembre) à 15 h., au Secrétariat (Salle B).

*Deuxième Commission.*

La deuxième Commission se réunira demain (lundi, 21 septembre) à 16 heures, au Secrétariat (Salle F).

*Ordre du jour:*

1. A la demande de la délégation du Venezuela, reprise de la discussion sur les travaux du Comité économique.

2. Union internationale de secours aux populations frappées de calamités.

La discussion de la proposition française renvoyée à la deuxième Commission par l'Assemblée (préparation d'une Conférence économique internationale), sera reprise à la séance de mardi 22 septembre, à 15 heures.

*Troisième Commission: Sous-Commission.*

La Sous-Commission de la troisième Commission se réunira demain (lundi, 21 septembre), à 16 heures, au Secrétariat (Salle D).

*Quatrième Commission: Sous-Commission (Contributions arriérées).*

La Sous-Commission (Contributions arriérées) de la quatrième Commission se réunira demain (lundi, 21 septembre), à 10 h. 15, à la Salle de la Réformation (Salle de la présidence).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira demain (lundi, 21 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

*Cinquième Commission: Sous-Commission (Réfugiés).*

La Sous-Commission (Réfugiés) de la cinquième Commission se réunira demain (lundi 21 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Salle D).

*Cinquième Commission: Sous-Commission (Réfugiés arméniens).*

La Sous-Commission (Réfugiés arméniens) de la cinquième Commission se réunira demain (lundi 21 septembre), à 17 h. 15, au Secrétariat (Salle E).

*Sixième Commission.*

La sixième Commission se réunira demain (lundi, 21 septembre) à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

*Ordre du jour:*

1. Mandats.
2. Minorités.

*Sixième Commission: Comité de rédaction de la Sous-Commission (Esclavage).*

Le Comité de rédaction de la Sous-Commission (Esclavage) se réunira demain (lundi 21 septembre), immédiatement après la séance de la sixième Commission.

*Commission de contrôle.*

La Commission de contrôle se réunira demain (lundi, 21 septembre), à 10 h. 30, à la Salle de la Réformation (Bureau du Secrétaire général).

5. *Work of the Organisation for Communications and Transit.*  
Report of the Second Committee (Document A. 81. 1925. VIII). Rapporteur: M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).

6. *Proposal by the Netherlands Delegation regarding the Replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the Resolution adopted by the Council on September 28th, 1923.*

Report of the First Committee (Document A. 73. 1925. V). Rapporteur: M. LIMBURG (Netherlands).

7. *Amendment to Article 16 of the Covenant proposed by the British Government.*

Draft Resolution proposed by the First Committee (Document A. 77. 1925. V). Rapporteur: M. FERNANDES (Brazil).

8. *Statistical Information regarding the Trade in Arms, Munitions and Implements of War.*

Report of the Third Committee (Document A. 82. 1925. IX). Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).

*First Committee: Second Sub-Committee.*

The Second Sub-Committee of the First Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

*Second Committee.*

The Second Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

*Agenda:*

(1) Resumption of the Discussion on the Work of the Economic Committee, at the request of the Delegation of Venezuela.

(2) International Union of Relief for Peoples overtaken by Disaster.

The discussion of the French proposal referred to the Second Committee by the Assembly (preparation of an International Economic Conference) will be resumed at the meeting on Tuesday, September 22nd, at 3 p.m.

*Third Committee: Sub-Committee.*

The Sub-Committee of the Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Fourth Committee: Sub-Committee (Contributions in Arrears).*

The Sub-Committee (Contributions in Arrears) of the Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 10.15 a.m. at the Salle de la Réformation (President's Room).

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

*Fifth Committee: Sub-Committee (Refugees).*

The Sub-Committee (Refugees) of the Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Fifth Committee: Sub-Committee (Armenian Refugees).*

The Sub-Committee (Armenian Refugees) of the Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 5.15 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

*Sixth Committee.*

The Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Agenda:*

- (1) Mandates.
- (2) Minorities.

*Sixth Committee: Drafting Committee of the Sub-Committee (Slavery).*

The Drafting Committee of the Sub-Committee (Slavery) will meet to-morrow (Monday, September 21st) immediately after the meeting of the Sixth Committee.

*Supervisory Commission.*

The Supervisory Commission will meet to-morrow (Monday, September 21st) at 10.30 a.m. in the Salle de la Réformation (Room of the Secretary-General).



## II. SEPTIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa septième séance hier samedi 19 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

*Union internationale de secours aux populations frappées de calamités.*

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur, rappelle l'histoire de l'organisation. Il montre comment l'idée du sénateur Ciraolo a pu être réalisée en pratique dans le projet qu'a établi le Comité préparatoire; la contribution financière des gouvernements serait extrêmement faible. Le Conseil de la Société des Nations ayant félicité le sénateur Ciraolo, a décidé de reprendre l'étude du projet lorsque la sixième Assemblée aurait exprimé ses vues à ce sujet.

M. le sénateur CIRAULO, président du Sous-Comité d'études, remercie tous ceux qui ont contribué à mettre au point l'idée qu'il avait lancée il y a cinq années: les Croix-Rouges, la Commission préparatoire présidée par M. Fernandez y Medina ont donné à l'œuvre tous leurs efforts. L'orateur montre que l'article 25 du Pacte est à la base de l'action, que l'esprit de la Société des Nations domine tout le projet: les garanties d'organisation sont telles qu'on peut avoir une confiance absolue quant à l'emploi des fonds.

La Société des Nations et les gouvernements ne peuvent que gagner à la réalisation d'une grande œuvre pratique de solidarité.

Le PRÉSIDENT, après avoir remercié M. le sénateur Ciraolo de son exposé, ouvre la discussion générale.

M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Suède) croit difficile de faire approuver le rapport par l'Assemblée: le Gouvernement suédois trouve trop imprécises les prévisions financières; sans doute, la contribution première des gouvernements est très faible, mais les gouvernements ne sont pas convaincus que cette participation est en définitive la seule qui leur sera demandée. Aussi le Gouvernement suédois ne pourrait-il s'associer aux conclusions du rapport; il ne s'oppose pas à ce qu'il soit envoyé aux différents Etats pour qu'ils puissent exprimer leur opinion.

La Maharaja DHIRAJ OF PATIALA (Inde) apprécie la grandeur des buts que se propose d'atteindre le projet du sénateur Ciraolo. Mais il ne croit pas que ce projet permette de réaliser pratiquement les nobles idées exprimées; les épidémies, les inondations, les famines périodiques sont des fléaux exclus des stipulations de l'union. Or ces fléaux paraissent cependant au délégué de l'Inde avoir le caractère de calamités; mais si l'on devait les comprendre dans le plan, les charges financières seraient énormes, si l'on en juge par l'importance des sommes que l'Inde doit dépenser chaque année pour de pareils sinistres.

M. TCHÉOU-WEI (Chine) estime, lui aussi, trop restrictive la définition qui est donnée des calamités dans le projet d'union; il craint que les sinistres autres que les tremblements de terre ne soient exclus par la définition et il tient à rappeler l'importance des désastres qui, trop souvent, actuellement encore, frappent la Chine.

M. COBIAN (Espagne) s'associe aux propositions de la Commission. Il est convaincu que le projet actuel sera étudié avec une grande sympathie par son gouvernement. Il souhaiterait voir retoucher sur certains points les stipulations de ses articles.

M. ERICH (Finlande) félicite le sénateur Ciraolo et la Commission d'études. La délégation finlandaise aimerait voir compléter le projet par un amendement d'ordre général; certains Etats, en raison de leur situation géographique spéciale, sont exposés à des dangers d'agression malgré leur caractère pacifique et leur désir de voir régler par l'arbitrage tous les conflits. Le risque spécial de ces Etats pourrait être couvert par l'assurance, de même que les dangers qui résultent des calamités physiques; il s'agit de cas de force majeure auxquels peuvent s'appliquer les grands principes de solidarité humaine.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

## II. SEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its seventh meeting yesterday (Saturday, September 19th) at 3 p.m. under the chairmanship of Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands).

*International Union for the Relief of Peoples overtaken by Disaster.*

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Rapporteur, gave an account of the history of the organisation. The idea put forward by Senator Ciraolo had resulted in the scheme drawn up by the Preparatory Committee. The contribution of Governments would be extremely small. The Council had congratulated Senator Ciraolo and had decided to continue the investigation of the scheme when the Sixth Assembly had expressed its views on the subject.

Senator CIRAULO, Chairman of the Sub-Committee of Investigation, thanked all those who had contributed to working out the idea which he had initiated five years previously. The Red Cross Societies, the Preparatory Committee, of which M. Fernandez y Medina had been Chairman, had helped the work wholeheartedly. Article 25 of the Covenant formed the basis of the proposed action, and the spirit of the League of Nations governed the whole scheme. The guarantees of the organisation were such as to make it possible to have absolute confidence in the use to which the funds would be put.

The League and the Governments would have everything to gain were such a practical expression of solidarity achieved.

The CHAIRMAN thanked Senator Ciraolo for his statement and opened the discussion.

Mme. BUGGE-WICKSELL (Sweden) said it was difficult for the Assembly to approve the report. The Swedish Government thought that the financial provisions were not sufficiently precise. Though the first contribution of Governments might be very small, they were not convinced that this would be the only sum they would be called upon to pay. The Swedish Government could not associate itself with the conclusions of the report, but it would offer no objection to the scheme being sent to the various States for an expression of their views.

The Maharaja DHIRAJ OF PATIALA (India) appreciated the lofty ideal aimed at in the scheme of Senator Ciraolo. He did not think, however, that it would be possible to put it into practice. Epidemics, floods and periodical famines were evils excluded from the action of the proposed Union, but in his view such evils should be described as calamities. If, however, they were included in the scheme, the financial burden would be enormous, judging from the important sums India had to spend each year to meet such disasters.

M. TCHÉOU-WEI (China) thought that the definition given to calamities was too limited in the Union scheme. He feared, however, that disasters other than earthquakes were excluded by the definition and he would emphasise the importance of the disasters by which China was too often, even now, overtaken.

M. COBIAN (Spain) supported the proposals of the Committee. He was convinced that the present scheme would be examined with great sympathy by his Government. He would like to see certain provisions of its articles revised in some respects.

M. ERICH (Finland) congratulated Senator Ciraolo and the Preparatory Committee. The Finnish Delegation would like to see the scheme completed by an amendment of a general character. Certain States owing to their special geographical position were exposed to dangers of aggression in spite of their pacific character and their desire to have all disputes regulated by arbitration. The special risks incurred by these States might be covered by the scheme of assurance in the same way as dangers resulting from physical calamities. He was referring only to risks which it was beyond the power of any States to meet and to these cases there should be applied the great principle of human solidarity.

The continuation of the discussion was postponed to the next meeting.

*Préparation d'une Conférence économique internationale.*

Sur la proposition du président, M. BELLONI (Italie) est désigné par la Commission comme rapporteur de cette question à l'Assemblée.

M. LOUCHEUR (France) rappelle qu'il a exposé à la tribune de l'Assemblée les raisons de la proposition française. Il se contentera donc pour l'instant de déclarer que deux questions paraissent à la délégation française devoir être écartées des discussions: la question des dettes interalliées, celle de l'immigration et de l'émigration. Pour le reste, il désire connaître le point de vue de la Commission avant de développer sa pensée. Il compte le faire en répondant aux observations des différentes délégations.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique), tout en reconnaissant l'intérêt de la proposition française, constate qu'elle a été déposée trop subitement pour que le Gouvernement britannique ait eu le temps de consulter ses experts. Il estime, comme M. Loucheur, que les difficultés économiques risquent de troubler la paix du monde; mais la question lui paraît si délicate qu'on ne peut dire *a priori* si les résultats d'une enquête sur ce point seraient fructueux. Comme M. Loucheur aussi, il se rend compte que beaucoup de choses peuvent être faites pour assurer la reconstruction économique du monde; il se demande toutefois si une intervention à l'heure actuelle ferait plus de bien que de mal: la confiance n'est pas encore rétablie, le crédit général s'en ressent. Non seulement la question des dettes et celle de l'émigration risquent de soulever d'immenses difficultés, mais les problèmes de la répartition des matières premières, des rapports entre le capital et le travail, de l'organisation de la production sont également fort épineux. L'heure n'est peut-être pas venue de les aborder. Aussi le représentant de l'Empire britannique se demande-t-il s'il convient d'inviter le Conseil à créer immédiatement un comité préparatoire comme le propose M. Loucheur. La création de ce comité lui paraît le fait important, plus important peut-être même que la convocation ultérieure de la Conférence par une nouvelle décision du Conseil, après achèvement des travaux préparatoires. Au lieu « d'inviter le Conseil à constituer un Comité », le représentant de l'Empire britannique propose de « l'inviter à examiner l'opportunité de le constituer ». Si le Conseil reconnaissait la nécessité de cette création, le Gouvernement britannique collaborerait de toutes ses forces à la grande œuvre qu'il faudrait alors accomplir.

M. VENNERSTEN (Suède) estime que la proposition française vient à son heure. Le monde souffre, le malaise économique augmente; les pays actuellement prospères comme la Suède ne peuvent compter sur le maintien de cette situation favorable si le sort du reste du monde ne s'améliore pas. L'orateur ne sait si la proposition de M. Loucheur permettra d'atteindre le but visé, mais tout le monde désire le savoir, et pour cela il faut que l'expérience soit faite. C'est pourquoi il appuie la proposition du délégué français. Le choix des questions sera difficile; il ne faudrait pas non plus que les gouvernements, attendant les résultats de la Conférence, suspendissent leurs efforts pour résoudre des problèmes de jour en jour plus urgents. Mais l'urgence même exige qu'on accueille favorablement la proposition actuelle: la crise sucrière a été résolue, en 1902, quand les Etats, lancés dans une politique de surenchère aux primes nationales de production, se sont réunis à Bruxelles pour chercher d'autres remèdes. L'accord international est peut-être aujourd'hui susceptible, lui aussi, de sauver le monde de la misère économique dans laquelle il se débat.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) appuie chaleureusement la proposition de M. Loucheur; il lui paraît indispensable d'étudier les conditions normales de la production pour rétablir l'équilibre économique du monde; à l'heure actuelle, partout, des contraintes artificielles pèsent sur la production et la consommation. Il en résulte un gaspillage de forces et une discordance d'intérêts qui risquent de faire naître de nouveaux conflits.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, membre du Comité économique, bien que n'ayant pu discuter la question avec ses

*Préparation for an International Economic Conference.*

On the proposal of the CHAIRMAN, M. BELLONI (Italy) was appointed by the Committee as Rapporteur to the Assembly for this question.

M. LOUCHEUR (France) reminded the Committee that he had explained from the tribune of the Assembly the reasons underlying the French proposal. He would therefore content himself for the moment with stating that for the French Delegation there were two questions which should be left out of the discussions. One was the question of inter-Allied debts and the other was the question of emigration and immigration. For the rest he would like to know the views of the Committee before developing his own opinions. He would like to explain his own position by way of reply to the observations of the various delegations.

Viscount CECIL (British Empire), while recognising the interest of the French proposal, pointed out that it had been submitted too suddenly for the British Government to have had time to consult its experts. He thought, with M. Loucheur, that economic difficulties were a danger to the peace of the world, but the question appeared to him to be so thorny that it was impossible to say *a priori* whether the results of an enquiry into the matter would be fruitful. He realised, as did M. Loucheur, that many things might be done in order to promote the economic reconstruction of the world. He wondered, however, whether any intervention at the present moment would not do more harm than good. Confidence had not yet been restored and general credit felt the effects of the position. There was not only a risk that the questions of debts and of emigration might rouse immense difficulties; there were also the problems of the distribution of raw materials, of the relations between capital and labour, and of the organisation of production, which were also extremely delicate. The moment had not perhaps yet come to take up these questions. He also wondered whether it was advisable to ask the Council to constitute immediately a preparatory committee as M. Loucheur proposed. The constitution of this committee appeared to him to be a most important step, more important perhaps than the ultimate convening of the conference by a new decision of the Council, when the preparatory work had been done. Instead of asking the Council to constitute a committee, he proposed that the Council should be invited to examine the desirability of appointing a committee. If the Council recognised the necessity of constituting the committee, the British Government would do its utmost to collaborate in the important work which it would then be necessary to undertake.

M. VENNERSTEN (Sweden) thought that the French proposal was timely. The world was passing through an arduous period and the difficulties of the economic position were increasing. Countries which were at present prosperous, like Sweden, could not count on maintaining this favourable situation if the condition of the rest of the world were not improved. He did not know whether the proposal of M. Loucheur would enable the object at which it was aimed to be attained, but everyone wished to know whether this was possible and it was therefore essential that the experiment should be tried. For this reason he supported the proposal of the French delegate. The choice of the questions to be discussed would be difficult. It was necessary that the Governments should not, pending the results of the Conference, suspend their efforts to settle the most urgent problems from day to day, but the urgency of these very problems made it necessary to welcome the present proposal. The sugar crisis in 1902 had been settled when the States which had engaged in a policy of competition by means of national subsidies had assembled at Brussels in order to seek other remedies. International agreement would perhaps to-day be able to save the world from the economic penury which at present prevailed.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) warmly supported the proposal of M. Loucheur. It appeared to him to be indispensable that the normal conditions of production should be studied in order that the economic equilibrium of the world might be restored. Everywhere at the present moment artificial restraints were impeding production and consumption. As a result of this there was a waste of effort and a discordance of interests which ran the risk of giving rise to further conflicts.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, member of the Economic Committee, said that, though he had not been able to discuss

collègues, désire éclairer le débat en rappelant à la Commission l'expérience de ce Comité. Si le Comité économique était chargé par le Conseil d'étudier la suggestion actuelle, il le ferait avec un absolu dévouement, mais sans se départir de la prudence qui a jusqu'ici inspiré ses travaux. On constate, en effet, à l'étude, que les difficultés économiques sont graves, qu'il ne faut rien négliger pour y porter remède, mais que des précautions doivent être prises. Il serait essentiel d'établir un lien entre l'enquête projetée et le travail courant du Comité économique: ce n'est pas sans raison que celui-ci a effectué un choix parmi les problèmes économiques, ne retenant que ceux qui lui paraissent les plus mûrs pour une solution internationale; au problème des formalités douanières il a apporté la solution par une conférence internationale suivie d'une convention; pour l'arbitrage commercial, c'est un protocole; pour d'autres questions, d'autres remèdes. Les experts qu'il a réunis pour ces résultats sont excellents et il en est de même dans le domaine des organisations financière et du transit.

Sir Hubert Llewellyn Smith ne croit donc pas nécessaire de constituer, comme on le propose, un nouveau comité *ad hoc*. Point n'est besoin de faire appel à des compétences extérieures. Il y a, là aussi, une question de confiance envers les organisations techniques de la Société des Nations et le Bureau international du Travail. Si ces organismes ont paru progresser lentement, cela tient aux sujets qu'ils traitent; toute conférence attaquant les mêmes problèmes fera bien d'adopter la même procédure prudente.

L'orateur tient enfin à rappeler que plusieurs conférences économiques spéciales sont en préparation; il conviendrait d'éviter qu'une grande conférence, en les mettant dans l'ombre, ne nuise à leur succès.

Sur la demande de M. LOUCHEUR, Sir Hubert LLEWELLYN SMITH précise qu'il n'a aucun mandat pour parler au nom du Comité économique et qu'il n'a jeté dans la discussion le nom de celui-ci que pour éclairer le débat. Ses collègues l'avaient désigné pour suivre les travaux de l'Assemblée et des commissions sans le charger d'intervenir dans la question actuelle, dont la discussion n'était pas annoncée.

M. CABALLERO (Paraguay) se rallie d'autant plus volontiers à la proposition française qu'il a soutenu lui-même à l'Assemblée qu'on n'éviterait les guerres qu'en étudiant leurs causes; les raisons économiques de conflits sont multiples. Il convient de chercher à en réduire le nombre et les effets.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) s'associe entièrement à la proposition de M. Loucheur. La Belgique a besoin du rétablissement de la stabilité économique mondiale pour retrouver sa prospérité. D'autre part, la question de l'assainissement économique est liée à celle de la paix: le régime actuel, créé par la guerre, prépare la guerre; les Etats s'organisent économiquement comme s'ils cherchaient à se préparer à des guerres futures, ce qui est en contradiction absolue avec les buts de la Société des Nations.

La Conférence financière de Bruxelles n'avait pas, elle non plus, préparé des conventions, mais donné des directives; c'est ce que peut et doit faire la conférence économique, surtout en matière douanière. Sans doute, le Comité économique de la Société des Nations accomplit une tâche très utile, mais dans l'état actuel des difficultés économiques, il convient de réunir une conférence spéciale, prudemment préparée, entourée du prestige que lui donnera sa convocation exceptionnelle, ainsi que l'universalité de sa composition.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) est heureux de constater que le Gouvernement britannique accepte en principe la proposition de M. Loucheur. Il espère que les difficultés de procédure pourront être tranchées pour que la Conférence puisse avoir lieu et accomplir la grande tâche qu'on attend d'elle. Le Gouvernement tchécoslovaque est fermement convaincu qu'une conférence générale peut seule permettre de rétablir la situation.

La suite de la discussion générale est renvoyée au mardi 22 septembre, à 15 heures.

the question with his colleagues, he desired to assist the discussions by reminding the Committee of the experience of the Economic Committee. If the Economic Committee was instructed by the Council to examine the present suggestion, it would carry out these instructions in a spirit of entire devotion but without departing from that prudence which had hitherto inspired its work. It was clear that the present economic difficulties were serious and that no means must be neglected of finding a remedy. Precautions, however, must be taken. It was essential to establish a connection between the proposed enquiry and the current work of the Economic Committee. It was not without good reason that the Economic Committee had made a choice among the economic problems which required consideration, dealing only with those which appeared to the Committee to be most ripe for an international solution. The Committee had found a solution for the problem of Customs formalities by means of an international conference followed by a convention. It had found a solution for the problem of commercial arbitration by means of a protocol. For other questions there might be other remedies. The experts assembled by the Economic Committee in order to achieve these results were excellent, and this was also true as regards the work which had been done by the Financial and Transit Organisations.

He did not think it necessary to constitute, as had been proposed, a new *ad hoc* committee, nor was there any need of an appeal to experts outside the Committee. Here there was involved a question of confidence in the Technical Organisations of the League of Nations and the International Labour Office. If these organisations had seemed to progress slowly, this was due to the nature of the subjects with which they had been dealing. Any conference which tackled the same problems would do well to adopt the same prudent procedure.

Finally, he would remind the Committee that several special economic conferences were in course of preparation. It was advisable to avoid the possibility that a great conference might prejudice the success of these other conferences by putting them into the shade.

At the request of M. LOUCHEUR, Sir Hubert LLEWELLYN SMITH explained that he had no authority to speak on behalf of the Economic Committee and that he had used the name of the Committee in order to assist the discussion. His colleagues had appointed him to follow the work of the Assembly and its Committees without instructing him to intervene in the present question, the discussion of which had not been announced.

M. CABALLERO (Paraguay) supported the French proposal all the more willingly as he had himself maintained before the Assembly that wars could only be avoided by investigating their causes. The economic causes of conflicts were numerous. It was well to endeavour to reduce their number and their effect.

M. van CAUWELAERT (Belgium) associated himself completely with the proposal of M. Loucheur. Belgium, in order to recover her prosperity, required that the economic stability of the world should be restored. Moreover, the question of economic restoration was bound up with the question of peace. The present system, created by the war, was likely to lead to further war. The States were organising themselves economically as though they were endeavouring to prepare for future wars, and this was in absolute contradiction to the aims of the League of Nations.

The Financial Conference at Brussels had not prepared Conventions but had merely laid down guiding principles. The proposed economic conference could and must do the same, above all in the domain of Customs.

Doubtless the Economic Committee of the League of Nations was accomplishing a useful task, but to meet the present economic difficulties it was advisable to convene a special conference, cautiously prepared and surrounded with the prestige which its exceptional convocation and the universal character of its composition would bestow.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) was happy to note that the British Government accepted in principle the proposal of M. Loucheur. He hoped that the difficulties of procedure might be settled in order that the conference might take place and accomplish the great work which was expected of it. The Czechoslovak Government was firmly convinced that a general conference could alone lead to a restoration of the position.

The continuation of the discussion was postponed until Tuesday, September 22nd, at 3 p.m.

### III. TROISIÈME COMMISSION

#### SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission a tenu hier, samedi 19 septembre, deux séances, sous la présidence de M. de BROUCKÈRE (Belgique).

Elle a procédé à la discussion des projets de résolutions présentés par M. BENES (Tchécoslovaquie).

Elle tiendra sa prochaine séance demain (lundi 21 septembre) à 16 heures, pour la discussion des projets de rapport sur ces résolutions.

### IV. QUATRIÈME COMMISSION.

#### SOUS-COMMISSION C (RÉPARTITION DES DÉPENSES).

La Sous-Commission de la quatrième Commission (Répartition des dépenses) a tenu séance à 9 heures, le vendredi 18 septembre. M. Réveillaud a complété l'exposé qu'il avait commencé à la séance précédente sur la méthode de travail adoptée par la Commission de répartition des dépenses. Après une brève discussion générale du sujet, M. MÉLOT (Belgique), le général TANCZOS (Hongrie) et M. DE MODZELEWSKI (Pologne) ont présenté à la Sous-Commission les observations de leurs gouvernements respectifs sur l'échelle de répartition projetée.

Une nouvelle séance de la sous-commission a eu lieu hier, samedi 19 septembre, à 10 heures. Elle a entendu plusieurs exposés faits par les délégués suivants: M. TSENG-SZE (Chine), M. PFLUGL (Autriche), M. GALVANAUSKAS (Lithuanie), et M. PETRESCO-COMNÈNE (Roumanie).

### V. CINQUIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu samedi, 19 septembre, sa cinquième séance, qui a été ouverte par le vice-président, M. GARAY (Panama), puis présidée par M. MOWINCKEL (Norvège).

#### *Suite de la discussion du rapport du Bureau international du Travail sur l'œuvre en faveur des réfugiés.*

M. SUVICH (Italie) croit utile, avant de soumettre à l'Assemblée un programme de travaux, de demander des avis techniques au Conseil d'administration du Bureau international du Travail. En effet, le rapport du délégué du Brésil envisage des activités nouvelles; des crédits importants devront être votés; de plus, la cinquième Commission est maintenant saisie d'une proposition du délégué de l'Autriche, tendant à ce que l'œuvre des réfugiés s'intéresse également au sort des chômeurs de tous les pays. Il conviendrait également d'attendre le résultat des délibérations de la sous-commission qui a été chargée de traiter la question de l'emprunt arménien.

Le Comte MENSdorFF (Autriche) propose d'ajouter le paragraphe ci-après au projet de résolution du délégué du Brésil:

"4. Considérant, en outre, que dans plusieurs pays d'Europe, il existe des groupes importants de chômeurs à qui l'on pourrait, semble-t-il, procurer du travail en Amérique du Sud et dans d'autres pays d'immigration;

"Ayant pris acte du fait que certains gouvernements sud-américains ont exprimé le vœu que les efforts de la Section des réfugiés de l'Organisation internationale du Travail ne se limitent pas au placement des réfugiés;

"Considérant que l'organisation de cette section, chargée de procéder au choix et au placement judicieux des réfugiés sans travail, devrait être utilisée pour le placement d'autres chômeurs,

### III. THIRD COMMITTEE.

#### MEETINGS OF THE SUB-COMMITTEE.

The Sub-Committee of the Third Committee held two meetings yesterday (Saturday, September 19th) under the chairmanship of M. DE BROUCKERE (Belgium).

It discussed the draft resolutions submitted by M. BENES (Czechoslovakia).

The next meeting will be held to-morrow (Monday, September 21st) at 4 p.m., when the draft reports on the resolutions will be considered.

### IV. FOURTH COMMITTEE.

#### SUB-COMMITTEE C (ALLOCATION OF EXPENSES).

The Sub-Committee of the Fourth Committee on the Allocation of Expenses held a meeting at 9 a.m. on Friday, September 18th, when M. Réveillaud completed the explanation of the method of work adopted by the Allocation Committee which he had begun at the previous meeting. After a short general discussion of this subject, M. MÉLOT (Belgium), General TANCZOS (Hungary), and M. DE MODZELEWSKI (Poland) presented to the Sub-Committee the observations of their respective Governments upon the proposed scale of allocation.

A further meeting of the Sub-Committee took place yesterday, Saturday, September 19th, at 10 a.m., when statements made by the following delegates were heard by the Committee: M. TSENG-SZE (China), M. PFLUGL (Austria), M. GALVANAUSKAS (Lithuania), M. PETRESCO-COMNÈNE (Roumania).

### V. FIFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its fifth meeting on Saturday, September 19th, first under the chairmanship of M. GARAY (Panama), Vice-Chairman, and afterwards under the chairmanship of M. MOWINCKEL (Norway).

#### *Report of the International Labour Office on Work for Refugees (Continuation of the discussion).*

M. SUVICH (Italy) thought that, before submitting a programme of work to the Assembly, the technical opinion of the Governing Body of the International Labour Office should be asked. The report of the Brazilian delegate contemplated the undertaking of new activities necessitating the allocation of important credits. Further, the Fifth Committee had now before it a proposal by the Austrian delegate to the effect that the work done for refugees should also be extended to unemployment in all countries.

The Committee should await the result reached by the Sub-Committee which had been instructed to deal with the question of the Armenian loan.

Count MENSdorFF (Austria) proposed to add the following paragraph to the draft resolution submitted by the Brazilian delegate:

"4. Considering, moreover, that several countries in Europe have large unemployed populations who could conceivably be placed in employment in South American and other immigration countries;

"Having noted the wishes expressed by certain South American Governments that the efforts of the Refugee Section of the International Labour Organisation should not be confined to the placing of refugees;

"Considering that the organisation of that section providing for the effective selection of and placing of unemployed refugees should be utilised for the placing of others unemployed;

« Recommande à l'Assemblée d'inviter l'Organisation internationale du Travail à mettre, sur la demande des Gouvernements intéressés, les services de sa Section des réfugiés à la disposition des chômeurs d'autres nationalités. »

Le PRÉSIDENT, à l'occasion des remarques du représentant de l'Italie, rappelle que la cinquième Commission n'a pas à se préoccuper du côté financier de la question. C'est à la quatrième Commission de prendre une décision à cet égard.

M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau international du Travail, explique que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail avait accepté avec quelque hésitation la tâche de poursuivre l'œuvre entreprise en faveur des réfugiés. Pendant l'année écoulée, 18.000 réfugiés ont été placés. Mais il reste encore beaucoup à faire. On avait envoyé une mission en Amérique du Sud pour savoir s'il n'y aurait pas possibilité d'y placer un certain nombre de réfugiés.

Le Dr RIDDELL (Canada), se référant à la proposition de la délégation autrichienne, est d'avis qu'il est prématuré d'envisager la création d'un bureau international pour la lutte contre le chômage. Il suffira à la Commission de concentrer pour le moment toute son attention sur le problème des réfugiés.

Le PRÉSIDENT signale que le colonel Procter, chef de la mission qui avait été envoyée en Amérique du sud, est à la disposition des membres de la Commission pour répondre à toutes questions.

Le Dr NANSEN (Norvège), parlant en sa qualité de Haut Commissaire pour les réfugiés, rappelle que des centaines de milliers de réfugiés se trouvent encore disséminés par toute l'Europe. L'activité de la Société des Nations, par l'intermédiaire du Bureau international du Travail, se présente sous deux formes:

- 1<sup>o</sup> Protection générale accordée aux réfugiés;
- 2<sup>o</sup> Protection et assistance particulière accordées à des individus.

Le Bureau international du Travail, grâce à ses agences, a pu fournir du travail à 2.000 réfugiés par mois. Il ne s'agit pas ici seulement d'une tâche humanitaire, mais d'une œuvre de reconstruction financière et économique. L'orateur estime que la création d'un fonds de roulement permettrait de résoudre une grande partie du problème de l'établissement des réfugiés en Amérique du Sud.

M. DENDRAMIS (Grèce) estime que la solution du problème des réfugiés arméniens est urgente, surtout pour la Grèce. Il accepte le rapport du délégué du Brésil, mais propose d'intercaler, entre le deuxième et le troisième alinéa, la phrase suivante: « L'Assemblée se rend compte de la nécessité urgente du placement des réfugiés arméniens se trouvant en Grèce ».

M. SUVICH (Italie) croit que l'on pourrait recommander à l'Assemblée de renouveler les crédits accordés l'année dernière, mais qu'en ce qui concerne les nouvelles propositions, il serait désirable d'avoir l'opinion technique du Conseil d'administration du Bureau international du Travail avant d'arriver à une décision.

M. PAMS (France) expose les efforts qui ont été faits par le Haut Commissariat en Syrie en faveur des 100.000 réfugiés arméniens; la France secondera de tout son pouvoir l'œuvre entreprise par la Société. Sur son propre territoire, la France a toujours recueilli avec la plus grande bienveillance des réfugiés, non seulement de Russie et d'Arménie, mais de tous les pays de l'Europe centrale.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) estime qu'il faut, sans tenir compte d'aucune considération d'ordre politique, résoudre la question de savoir si les réfugiés russes, aussi bien que les Arméniens, doivent retourner dans leur pays. Cela concerne l'Assemblée et le Conseil de la Société, non pas la Commission.

M. ADRIANI (Venezuela) craint que, si l'œuvre du Dr Nansen englobe l'aide à donner aux chômeurs autres que des réfugiés, cette œuvre ne devienne une organisation permanente.

« Recommends the Assembly to urge the International Labour Organisation to place the machinery of its Refugee Section at the disposal of the unemployed of other nationalities at the request of their Governments. »

The CHAIRMAN, in reply to the Italian representative, reminded the Committee that the financial side of the question did not concern it. The Fourth Committee would have to take a decision on that aspect of the matter.

M. Albert THOMAS (Director of the International Labour Office) explained that the Governing Body of the International Labour Office had hesitated somewhat to accept the task of continuing work for refugees. During the past year work had been found for 18,000 refugees, but there still remained much to be done. A mission had been sent to South America with the object of finding out whether it would be possible to place a certain number of refugees in that country.

Dr. RIDDELL (Canada), with reference to the proposal made by the Austrian delegate, was of the opinion that it would be premature to consider the possibility of establishing an international office for conducting a campaign against unemployment. It would be sufficient for the Committee to concentrate its attention for the moment entirely on the problem of refugees.

The CHAIRMAN said that Colonel Procter, head of the mission sent to South America, was at the disposal of members of the Committee in order to reply to any questions.

Dr. NANSEN (Norway), speaking as High Commissioner for Refugees, reminded the Committee that hundreds of thousands of refugees were still to be found scattered throughout Europe. The activity of the League of Nations, as carried on by the International Labour Office, was of two kinds:

- (1) The general protection given to refugees;
- (2) The protection and special aid given to individuals.

The International Labour Office, thanks to its agencies, had given work to 2,000 refugees a month. This was not merely a humanitarian work but an enterprise of financial and economic reconstruction. The speaker thought that the establishment of a working capital fund would help to solve a great part of the problem of establishing refugees in South America.

M. DENDRAMIS (Greece) considered that it was urgently necessary to find a solution for the problem of Armenian refugees, above all those in Greece. He accepted the report of the Brazilian Delegate, but proposed to insert between the second and third paragraphs the following sentence:

« The Assembly takes into account the urgent necessity of finding a home for the Armenian refugees at present in Greece. »

M. SUVICH (Italy) thought that the Assembly could be recommended to renew the sums set aside last year, but in regard to the new proposals it would be desirable to have the expert advice of the Governing Body of the International Labour Office before taking a decision.

M. PAMS (France) gave an account of the efforts of the High Commissariat in Syria to come to the assistance of one hundred thousand Armenian refugees. France would second to the best of her ability the efforts of the League. In her own territory she had received and welcomed refugees not only from Russia and Armenia but from all countries of Central Europe.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) thought that, putting aside any considerations of a political kind, a solution for the question whether Russian and Armenian refugees ought to return to their own country should be found. This should be decided by the Assembly and the Council of the League and not by the Committee.

M. ADRIANI (Venezuela) feared that, were the work performed by Dr. Nansen to be extended to unemployed other than refugees, it would become a permanent organisation.

Le Dr NANSSEN (Norvège) répond au délégué de l'Italie qu'il ne s'agit pas d'entreprendre cette année une œuvre nouvelle, mais bien de poursuivre celle qui est commencée. La suggestion du délégué de l'Italie d'attendre la décision du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, signifierait l'abandon pur et simple de l'œuvre des réfugiés. La solution du problème ne peut souffrir de retard.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) estime que l'établissement des réfugiés n'est pas de la compétence du Bureau international du Travail, dont l'activité est strictement définie par l'article 396 du Traité de Versailles. Il est vrai que la cinquième Assemblée avait chargé le Bureau international du Travail d'une tâche administrative et temporaire, mais elle ne pense pas que le Bureau international du Travail était autorisé à entreprendre l'établissement même des réfugiés. En ce qui concerne les fonds de roulement, il avait été suggéré de les trouver en prélevant une taxe sur les cartes d'identité. Cette manière de procéder serait contraire à la Constitution britannique.

M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau international du Travail, estime que le Bureau international du Travail n'est pas sorti du rôle qui lui a été attribué par la cinquième Assemblée et qui avait été accepté par son Conseil d'administration. Le Bureau international du Travail demande un fonds de roulement permettant au Dr Nansen et à ses collaborateurs de poursuivre leur œuvre. Ce fonds pourrait justement être parfaitement indépendant du Bureau international du Travail. Il pourrait être géré par trois hommes de confiance dont un pourrait être nommé par le Conseil de la Société et un autre par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Il fallait profiter des offres précises qui avaient été faites de l'Amérique du Sud.

*Constitution d'une sous-commission.*

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé de créer une sous-commission chargée d'examiner la question, et composée des membres suivants:

- M. de BROUCKÈRE (Belgique).
- M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil).
- M<sup>me</sup> la duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique).
- M. MADJAROFF (Bulgarie).
- Dr CHAO-HSIN CHU (Chine).
- M. REI (Esthonie).
- M. PAMS (France).
- M. DENDRAMIS (Grèce).
- M. SUVICH (Italie).
- M. CABALLERO (Paraguay).
- Dr RIDDELL (Canada).

Le PRÉSIDENT, obligé de quitter Genève, remercie les membres de la cinquième Commission de la bienveillance et de l'indulgence qu'ils lui ont témoignées.

M. BURCKHARDT (Suisse), au nom de la Commission, rend hommage à la façon dont le président s'est acquitté de sa mission.

VI. CONGRÈS INTERNATIONAL DES ASSOCIATIONS DE MUTILÉS ET ANCIENS COMBATTANTS

(Genève, 18 et 19 septembre 1925.)

Le Président de l'Assemblée, le Président du Conseil et le Secrétaire général ont reçu, le 19 septembre, dans le cabinet du Secrétaire général, des délégations du Congrès international des Associations de mutilés et anciens combattants, représentant les organisations française, allemande, yougoslave, roumaine, autrichienne, polonaise, tchécoslovaque et italienne.

Les deux résolutions suivantes ont été présentées au Président de l'Assemblée:

Dr. NANSSEN (Norway), replying to the Italian delegate, said that there was no question of undertaking any new work for this year but of continuing that which had already been commenced. The suggestion of the Italian delegate to await the decision of the Governing Body of the International Labour Office would mean the entire abandonment of the work undertaken for refugees. The solution of the problem would only be made more difficult by delay.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) thought that the establishment of refugees was not within the competence of the International Labour Office, of which the activity was strictly defined by Article 396 of the Treaty of Versailles. It was true the Fifth Assembly had instructed the International Labour Office to perform an administrative and temporary task, but she did not think that the International Labour Office had been authorised to undertake the establishment of refugees.

In regard to the working capital fund, it had been suggested that it should be created by imposing a tax on identity cards. This procedure would be contrary to the British constitution.

M. Albert THOMAS, Director of the International Labour Office, thought that the International Labour Office had not gone beyond the scope of the task entrusted to it by the Fifth Assembly, which had been accepted by the Governing Body. The International Labour Office desired the creation of a working capital fund in order that Dr. Nansen and his assistants might continue their work. This fund could be made quite independent of the International Labour Office. It could be directed by three trustworthy persons who could be appointed by the Council of the League of Nations and by the Governing Body. The definite offers which had been made in South America should not be rejected.

*Appointment of a Sub-Committee.*

On the proposal of the CHAIRMAN, it was decided to appoint a sub-committee to investigate the question and that the following members should serve on it:

- M. DE BROUCKERE (Belgium),
- M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil),
- The Duchess of ATHOLL (British Empire),
- M. MADJAROFF (Bulgaria),
- Dr. CHAO-HSIN CHU (China),
- M. REI (Esthonia),
- M. PAMS (France),
- M. DENDRAMIS (Greece),
- M. SUVICH (Italy),
- M. CABALLERO (Paraguay);
- Dr. RIDDELL (Canada).

The CHAIRMAN, who was obliged to leave Geneva, thanked the members of the Fifth Committee for the kindness and indulgence which they had shown him.

M. BURCKHARDT (Switzerland), in the name of the Committee, paid a tribute to the manner in which the Chairman had presided over the Committee.

VI. INTERNATIONAL CONGRESS OF THE ASSOCIATIONS OF WOUNDED SOLDIERS AND EX-COMBATANTS

(Geneva, September 18th-19th, 1925).

The President of the Assembly, the President of the Council and the Secretary-General received in the Secretary-General's room on Saturday, September 19th, members of the Congrès international des associations de mutilés et anciens combattants, representing French, German, Yugo-Slav, Roumanian, Austrian, Polish, Czechoslovak and Italian organisations. The following resolutions were presented to the President of the Assembly:

## 1. *Résolution sur l'organisation de la paix.*

« Les représentants des associations de mutilés de guerre et anciens combattants,

« Réunis à Genève les 18 et 19 septembre 1925, et parlant au nom de trois millions de membres;

« Considérant que les hommes qui ont fait la guerre, et qui portent encore sur leur chair la marque des souffrances qu'ils ont endurées, ont le droit et le devoir de collaborer activement à la pacification des esprits et à l'organisation rationnelle des relations entre les peuples;

« Considérant qu'en général les victimes de la guerre n'ont pas obtenu les réparations auxquelles elles ont droit;

« Considérant que des réparations équitables ne pourront être pleinement obtenues que lorsque tous les Etats seront à l'abri du danger de guerres nouvelles et que les peuples jouiront — la paix durable leur étant acquise — de conditions favorables à leur développement moral, intellectuel, économique et financier;

« Reconnaissent explicitement comme but suprême de leurs efforts l'établissement d'une paix durable, actuellement insuffisamment assurée,

« Et se déclarent prêts à soutenir tous les efforts visant à garantir, par un règlement pacifique des conflits, l'avènement de la paix durable;

« Considérant, d'autre part, que la création de la Société des Nations, du Bureau international du Travail et de la Cour permanente de justice constitue la première tentative d'organisation générale de la paix, et qu'elle a fait naître, chez un grand nombre de peuples, de légitimes espoirs,

« Estiment que ces institutions peuvent et doivent être perfectionnées en conformité avec les principes démocratiques modernes et que, notamment, la Société des Nations doit devenir une communauté universelle de peuples libres et égaux;

« Affirment que la paix véritable ne pourra être réalisée que par l'application et le respect des principes fondamentaux: arbitrage obligatoire, sécurité et désarmement général, et par l'instauration d'un régime économique assurant à toutes les nations des conditions humaines de production et de vie,

« Et décident de suivre avec attention les travaux de la Société des Nations et du Bureau international du Travail, et de travailler à orienter l'opinion publique vers les idées de paix internationale et de collaboration loyale entre les nations, afin d'accroître l'autorité des institutions de Genève. »

## 2. *Situation des victimes de la guerre en Autriche.*

« Le Congrès des associations de mutilés et anciens combattants, réuni à Genève les 18 et 19 septembre 1925, et parlant au nom de trois millions de membres,

« Attire respectueusement l'attention de l'Assemblée de la Société des Nations sur les conséquences qu'ont eues, pour les victimes autrichiennes de la guerre, les mesures prises sous le contrôle de la Société des Nations en vue d'assurer l'assainissement des finances de l'Autriche.

« Le Congrès constate que, dans l'œuvre de réorganisation des finances autrichiennes, l'indemnisation des victimes de la guerre a subi de très fortes compressions et qu'à l'heure actuelle les pensions allouées, notamment à certaines catégories d'invalides de guerre (atteints d'une incapacité de gain de 35 à 75 %), aux veuves et orphelins de guerre, sont manifestement insuffisantes pour assurer aux ayants droit un strict minimum d'existence.

« En conséquence, le congrès prie l'Assemblée de donner aux organes compétents des instructions tendant à ce que les compressions excessives que supportent les victimes de la guerre soient atténuées et que les mesures de rétablissement financier exécutées au nom de la Société des Nations sauvegardent les intérêts d'une catégorie de la population autrichienne qui a déjà particulièrement souffert de la guerre et de ses conséquences économiques. »

## 1. *Resolution on the Organisation of Peace.*

“The representatives of the Associations of Wounded Soldiers and Ex-combatants,

“Assembled at Geneva on September 18th and 19th, 1925, and speaking on behalf of three million members;

“Considering that the men who fought and who still bear upon them the marks of the sufferings which they endured have the right and the duty of collaborating actively in the pacification of minds and the rational organisation of relations between peoples;

“Considering that in general the victims of war have not obtained the indemnities to which they have a right;

“Considering that just indemnities can only be fully obtained when all States will be sheltered from the danger of new wars and when the nations will enjoy, as the result of a durable peace being ensured to them, favourable conditions for their moral, intellectual, economic and financial development;

“Expressly recognising as the supreme object of their efforts the establishment of a durable peace at present insufficiently assured,

“And declaring themselves ready to support any efforts aimed at guaranteeing the advent of a durable peace by a pacific settlement of disputes;

“Considering, moreover, that the creation of the League of Nations, of the International Labour Office, and of the Permanent Court of International Justice constitute the first general effort to organise peace, and that they have given rise to legitimate hopes among a great number of nations:

“Believes that these institutions can and must be perfected in conformity with modern democratic principles, and that in particular the League of Nations must become a universal community of free and equal peoples;

“Affirms that true peace can only be realised by the application of, and respect for, the fundamental principles: compulsory arbitration, security and general disarmament, and by the institution of an economic system ensuring to all nations humane conditions of production and of daily life;

“And decides to follow attentively the work of the League of Nations and of the International Labour Office, and to work to direct public opinion towards the idea of international peace and loyal collaboration between nations in order to increase the authority of the institutions of Geneva.”

## 2. *The Position of the Victims of the War in Austria.*

“The Congress of Associations of Wounded Soldiers and Ex-combatants assembled at Geneva on September 18th and 19th, 1925, and speaking on behalf of three million members:

“Respectfully draws the attention of the Assembly of the League of Nations to the consequences, for the Austrian victims of the war, of the measures taken under the supervision of the League of Nations with a view to ensuring the reconstruction of the finances of Austria.

“The Congress notes that in the work of re-organising the Austrian finances the payment of indemnities to the victims of war has suffered considerable reduction, and that at present the pensions allotted, particularly to certain classes of war invalids whose earning power has been reduced by 35 to 75 per cent, to widows and war orphans are clearly inadequate to assure those with the right to such indemnities a strict minimum necessary for existence.

“The Congress accordingly begs the Assembly to give instructions to the competent bodies so that the excessive reductions suffered by the victims of the war may be alleviated and that the measures of financial reconstruction taken on behalf of the League of Nations may safeguard the interests of a class of the Austrian population which has already suffered in a special way from the war and from its economic consequences.”

VII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX  
DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE LE 19 SEPTEMBRE 1925

Compte rendu définitif: Huitième séance.

- A. 76 Disposition facultative du statut de la Cour permanente de Justice internationale: Projet de résolution proposé par la première Commission à l'adoption de l'Assemblée.
- A. 77 Amendement à l'article 16 du Pacte, proposé par le Gouvernement britannique: Projet de résolution proposé par la première Commission à l'adoption de l'Assemblée.
- A. 78 Restauration financière de l'Autriche: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.

VIII. LISTE REVISÉE DES DÉLÉGUÉS:  
RECTIFICATION

La délégation italienne fait connaître que l'adresse de M. Ciraolo est: La Résidence, route de Florissant, et non plus à l'Hôtel des Bergues.

IX. ERRATUM.

N° 12 du *Journal de l'Assemblée*, page 157. — Dans la résolution présenté par Sir G. GRAHAME, quatrième ligne, lire: « un texte *unique* » au lieu de « un texte commun ».

PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux îles d'Aland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie, des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Frs suisses 2.— en noir, et Frs suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats 8 x 8 ou 8 1/2 x 10.

Pour toute commande et tout renseignement, s'adresser à la Section d'informations, *Service photographique*, de la Société des Nations.

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE  
MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON  
SEPTEMBER 19th, 1925.

Definitive Verbatim Record: Eighth Meeting.

- A. 76 Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice: Draft Resolution proposed by the First Committee for Adoption by the Assembly.
- A. 77 Amendment to Article 16 of the Covenant proposed by the British Government: Draft Resolution proposed by the First Committee for Adoption by the Assembly.
- A. 78 Financial Reconstruction of Austria: Report of the Second Committee to the Assembly.

VIII. REVISED LIST OF DELEGATES: CORRECTION.

The Italian Delegation announces that the address of M. Ciraolo is La Résidence, route de Florissant, instead of the Hôtel des Bergues.

IX. ERRATUM.

No. 12 of the *Assembly Journal*, page 157. — In the resolution submitted by Sir G. GRAHAME, fourth line: "a common text" should read "a *single* text".

LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection—of about 200 slides—includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Aaland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides (8 x 8 or 8 1/2 x 10 centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographic Department*, of the League of Nations, Geneva.



VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) pendant les séances de l'Assemblée, et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared, a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.  
THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.  
FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.  
DANTZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) during the meetings of the Assembly, and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**  
**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS**

- ARGENTINE**  
 Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**  
**AUSTRIA and GERMANY**  
 Rikola Verlag A.-G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE — BELGIUM**  
 Agence Dechenne, Messageries de la Presse S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE — BOLIVIA**  
 Flores, San Román y Cia, Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL — BRAZIL**  
 Livraria F. Briguier & Cie., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**  
 Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 44, SOFIA.
- CANADA**  
 League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**  
 Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- CUBA**  
 Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK — DENMARK**  
 V. Pios Boghandel — Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**  
 Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**  
 Centro Editorial « Minerva », Tudescos 39-41, MADRID, E. IZ.
- ÉTATS-UNIS — UNITED STATES**  
 World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE — FINLAND**  
 Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**  
 Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI<sup>e</sup>.
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE**  
**GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**  
 Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE — GREECE**  
 Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA**  
 J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10 a, Calle Oriente N° 5, GUATÉMALA.
- HAWAII — HAWAII**  
 Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- HONGRIE — HUNGARY**  
 Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**  
 Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co. BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE — ITALY**  
 Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON — JAPAN**  
 Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE — LATVIA**  
 Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- MEXIQUE — MEXICO**  
 Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NIGARAGUA**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE — NORWAY**  
 Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- PANAMA**  
 Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 771, PANAMA.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**  
 Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU — PERU**  
 Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE — POLAND**  
 Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**  
 « Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**  
 Librería Mata y Centell, SAN-SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**  
 Librairie Parisienne, maison Marguet, M. Golbert, success., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SUÈDE — SWEDEN**  
 C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**  
 Librairie Payot & C<sup>ie</sup>, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**  
 Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**  
 Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**  
 Luis Nieves, Oeste 8, N° 17, CARACAS.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

Service de vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

(Catalogue envoyé sur demande.)

*For other countries apply:*

Publications Sales Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

(Catalogue sent on application.)

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 14. — MARDI 22 SEPTEMBRE 1925.

No. 14. — TUESDAY, SEPTEMBER 22nd, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	173
II. Treizième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	175
III. Huitième séance de la deuxième Commission . . . . .	181
IV. Troisième Commission: Quatrième séance de la Sous-Commission . . . . .	183
V. Quatrième Commission: Première Sous-Commission (Contributions arriérées) . . . . .	183
VI. Sixième séance de la cinquième Commission . . . . .	183
VII. Cinquième séance de la sixième Commission . . . . .	185
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée le 21 septembre 1925. . . . .	187

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	173
II. Thirteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	175
III. Eighth Meeting of the Second Committee . . . . .	181
IV. Third Committee: Fourth Meeting of the Sub-Committee . . . . .	183
V. Fourth Committee: First Sub-Committee (Contributions in Arrears) . . . . .	183
VI. Sixth Meeting of the Fifth Committee . . . . .	183
VII. Fifth Meeting of the Sixth Committee . . . . .	185
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 21st, 1925 . . . . .	187

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mardi, 22 septembre), à 10 heures, dans la Salle de la Réformation.

#### *Ordre du jour:*

- Situation in China.*  
Projet de résolution présenté par la délégation chinoise. Document A. 60 (3). 1925.
- Renseignements statistiques au sujet du commerce des armes, munitions et matériels de guerre.*  
Rapport de la troisième Commission. Document A. 82. 1925. Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).
- Création d'une Commission de conciliation. Proposition présentée par le Gouvernement danois.*  
Rapport de la première Commission. Document A. 85. 1925. Rapporteur: S. Ex. M. URRUTIA (Colombie).

## I. PROGRAMME OF MEETINGS.

### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 22nd) at 10 a.m. in the Salle de la Réformation.

#### *Agenda:*

- Situation in China.*  
Draft Resolution proposed by the Chinese Delegation. Document A. 60 (3). 1925.
- Statistical Information regarding the Trade in Arms, Munitions and Implements of War.*  
Report of the Third Committee. Document A. 82. 1925. Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).
- Establishment of a Conciliation Commission: Proposal of the Danish Government.*  
Report of the First Committee. Document A. 85. 1925. Rapporteur: H.E. M. URRUTIA (Colombia).

4. *Disposition facultative du statut de la Cour permanente de Justice internationale.*

Projet de résolution proposé par la première Commission. Document A. 76. 1925. V. Rapporteur: M. MOTTA (Suisse).

5. *Travaux du Comité financier.*

Rapport de la deuxième Commission. Document A. 84. 1925. Rapporteur: M. SAMUEL (Empire Britannique).

6. *Travaux de la Commission de coopération intellectuelle.*

Rapport de la deuxième Commission. Document A. 83. 1925. Rapporteur: M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).

7. *Protection des minorités.*

Rapport de la sixième Commission. Document A. 88. 1925. Rapporteur: M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas).

8. *Mandats.*

Projet de résolution présenté par la sixième Commission. Document A. 89. 1925.

*Deuxième Commission.*

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 22 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

*Ordre du jour:*

Préparation d'une conférence économique internationale (proposition de la Délégation française).

*Troisième Commission.*

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 22 septembre), à 15 heures 30, au Secrétariat (Salle C);

*Quatrième Commission.*

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 22 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle B).

*Quatrième Commission: Sous-Commission (Construction d'une Salle de Conférences).*

La Sous-Commission (Construction d'une Salle de Conférences) se réunira aujourd'hui (mardi 22 septembre), à 9 heures, à la Salle de la Réformation (Salle de la Présidence).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mardi, 22 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

*Cinquième Commission: Sous-Commission (réfugiés).*

La Sous-Commission (réfugiés), se réunira aujourd'hui (mardi 22 septembre), à 10 heures, au Secrétariat (Salle D).

*Cinquième Commission: Sous-Commission (Réfugiés arméniens).*

La Sous-Commission (Réfugiés arméniens) se réunira aujourd'hui (mardi 22 septembre), à 18 h. 30, au Secrétariat (Salle E).

*Réunions des deuxième et cinquième Commissions.*

Le Président des deuxième et cinquième Commissions, depuis que celles-ci ont lieu inévitablement en même temps, prie les délégations de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour qu'elles soient représentées à ces commissions.

*Sixième Commission: Comité de rédaction de la Sous-Commission (Esclavage).*

Le Comité de rédaction de la Sous-Commission (Esclavage) se réunira aujourd'hui (mardi, 22 septembre), à 11 h., à la Salle de la Réformation (Bureau du Secrétaire général).

4. *Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice.*

Draft Resolution proposed by the First Committee. Document A. 76. 1925. V. Rapporteur: M. MOTTA (Switzerland).

5. *Work of Financial Committee.*

Report of the Second Committee. Document A. 84. 1925. Rapporteur: Mr. SAMUEL (British Empire).

6. *Work of the Committee on Intellectual Co-operation.*

Report of the Second Committee. Document A. 83. 1925. Rapporteur: M. AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).

7. *Protection of Minorities.*

Report of the Sixth Committee. Document A. 88. 1925. Rapporteur: M. van LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands).

8. *Mandates.*

Draft Resolution presented by the Sixth Committee. Document A. 89. 1925.

*Second Committee.*

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

*Agenda:*

Preparation of an International Economic Conference. (Proposal of the French Delegation.)

*Third Committee.*

The Third Committee will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

*Fourth Committee.*

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

*Fourth Committee: Sub-Committee (Construction of a Conference Hall).*

The Sub-Committee (Construction of a Conference Hall) will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 9 a.m. in the Salle de la Réformation (President's Room).

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

*Fifth Committee: Sub-Committee (Refugees).*

The Sub-Committee (Refugees) will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

*Fifth Committee: Sub-Committee (Armenian Refugees).*

The Sub-Committee (Armenian Refugees) will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 6.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

*Meetings of the Second and Fifth Committees.*

The Chairmen of the Second and Fifth Committees, since they have unavoidably to meet simultaneously, request delegations to take the necessary steps to be represented on both these Committees.

*Sixth Committee: Drafting Committee of the Sub-Committee (Slavery).*

The Drafting Committee of the Sub-Committee (Slavery) will meet to-day (Tuesday, September 22nd) at 11 a.m. at the Salle de la Réformation (Room of the Secretary-General).

II. TREIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 21 septembre 1925, à 10 h. 30.

*Communication de la Commission de vérification des pouvoirs.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), président de la Commission de vérification des pouvoirs, déclare que cette Commission estime que M. Enrique BUERO est dûment accrédité comme délégué de l'Uruguay, en remplacement de M. Juan Antonio Buero.

*Motion de la délégation chinoise: Ajournement.*

Le PRÉSIDENT déclare que la délégation chinoise, désirant soumettre à un nouvel examen le texte de son projet de résolution sur la situation en Chine, la discussion de cette question est ajournée à la séance suivante.

*Travaux de l'Organisation d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission.*

Le Jonkheer van Eysinga (Pays-Bas), président de la deuxième Commission, et M. Velghe, rapporteur, prennent place à la tribune.

M. VELGHE (Belgique), rapporteur, résume le rapport de la deuxième Commission sur les travaux de l'Organisation d'hygiène qui, forte des encouragements qu'elle avait reçus de la cinquième Assemblée, a poursuivi son action dans des conditions qui lui ont valu l'approbation de la deuxième Commission.

A propos du service de renseignements épidémiologiques, il convient de signaler l'importance des modifications télégraphiques des cas de peste et de choléra dans les ports de la Méditerranée et de la Mer Noire; c'est là un sérieux progrès, la promptitude des notifications permettant de déclencher immédiatement l'action prophylactique.

La création du Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour, qui fonctionne depuis le 1<sup>er</sup> mars, grâce à l'appui généreux de l'*International Health Board* de la Fondation Rockefeller, témoigne de l'intérêt tout spécial que le Comité d'hygiène attache à l'amélioration de la situation sanitaire des pays d'Orient.

Les services rendus par le Bureau de Singapour ont d'ailleurs incité la délégation française à proposer l'institution d'un Bureau analogue sur la côte occidentale d'Afrique, Bureau qui pourrait en même temps rendre de précieux services aux contrées de l'Amérique du Sud.

Le rapporteur expose ensuite les travaux accomplis par l'Organisation d'hygiène en matière de comparabilité des statistiques démographiques, de standardisation des produits biologiques et des sérums, de paludisme, etc.

Deux gouvernements ont fait appel à l'Organisation d'hygiène: la Perse, en vue d'une enquête sur les conditions d'organisation, dans ce pays, de la lutte antiépidémique, et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, pour une enquête sur les causes de la persistance de l'endémie pesteuse dans certaines parties de la Sibérie orientale.

Une Conférence sur la maladie du sommeil et la tuberculose en Afrique équatoriale s'est réunie à Londres au mois de mai.

Les échanges de personnel sanitaire se poursuivent avec succès. En outre, trois échanges de spécialistes ont été organisés, dont l'un, d'accord avec le Bureau international du Travail, s'adressait à des médecins inspecteurs du travail. Un échange a été réservé aux fonctionnaires sanitaires d'Amérique latine; un autre aura lieu pour les pays d'Orient. Des arrangements spéciaux ont été pris pour certains dominions britanniques. Les relations qui résultent de ces divers échanges créent un esprit d'entente mutuelle et d'émulation, grandement profitable aux participants et à leurs administrations sanitaires.

En exécution d'une décision de la cinquième Assemblée, le Comité d'hygiène a commencé ses travaux sur la valeur des mesures prises contre la tuberculose dans les différents pays. Une Commission a été chargée de poursuivre ces travaux dans les directions déterminées.

II. THIRTEENTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation on Monday, September 21st, 1925, at 10.30 a.m.

*Report from the Credentials Committee.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman of the Committee on Credentials, said that that Committee considered that M. Enrique BUERO was duly accredited as delegate of Uruguay, replacing M. Juan Antonio Buero.

*Adjournment of the Proposal submitted by the Chinese Delegation.*

The PRESIDENT said that the Chinese Delegation wished to have the text of its draft resolution on the situation in China reconsidered. The discussion on this question would accordingly be adjourned to the following meeting.

*The Work of the Health Organisation. Report of the Second Committee.*

Jonkheer van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Second Committee, and M. Velghe, Rapporteur, came to the platform.

M. VELGHE (Belgium), Rapporteur, summarised the work of the Second Committee and the work of the Health Organisation, which, thanks to the encouragement given it by the Fifth Assembly, had carried on its activity in conditions which had won the approval of the Second Committee.

In regard to the epidemiological intelligence service, it was important to emphasise the work it performed in notifying by telegram cases of plague and cholera occurring in the Mediterranean and the Black Sea ports. This was an important step forward, since the promptitude with which this information was received made it possible to take preventive measures immediately.

The establishment of the Epidemiological Information Bureau at Singapore, which, thanks to the generous support of the International Health Board of the Rockefeller Foundation, had been in operation since March 1st, showed the very special interest which the Health Committee had taken in the betterment of the health situation in Eastern countries.

The services of the Singapore Office had further moved the French Delegation to propose the establishment of a similar office on the West Coast of Africa. This office could at the same time render valuable service to the countries of South America.

He gave an account of the work accomplished by the Health Organisation in the questions of the comparability of demographic statistics, the standardisation of biological products and sera, and in the campaign against malaria.

Two Governments had appealed to the Health Organisation: Persia, which had asked for an enquiry into the conditions necessary to organise within her territory a campaign against epidemic diseases, and the Union of Socialist Soviet Republics in regard to an enquiry into the cause of the persistence of endemic plague in certain parts of Eastern Siberia.

A Conference on Sleeping-Sickness and Tuberculosis in Equatorial Africa had met in London during the month of May.

The interchange visits of health staff were proceeding with success. Further, three interchange visits of specialists had been organised, one of which, with the agreement of the International Labour Office, had included health inspectors of labour. An exchange visit would be carried out by the health officers of Latin America; another would take place in Eastern countries. Special arrangements had been made in regard to certain British dominions. The relations which had been created by these various interchange visits had resulted in the appearance of a feeling of mutual *entente* and friendly rivalry which had proved very profitable to the participants and to their health administrations.

In accordance with the decision of the Fifth Assembly, the Health Committee had begun an enquiry into the value of work undertaken against tuberculosis in the various countries. The Committee had been instructed to carry on this work along certain fixed lines.

La cinquième Assemblée avait reconnu que l'œuvre accomplie par l'Organisation d'hygiène était conforme à la mission confiée à la Société par le paragraphe f) de l'article 23 du Pacte. La deuxième Commission désire également signaler que la grande majorité des activités de cette Organisation est issue, non pas tant d'initiatives qu'elle a prises elle-même, que de demandes émanant soit de gouvernements ou d'administrations sanitaires nationales, soit du Conseil ou de l'Assemblée. Les études ainsi entreprises rendent non seulement service aux autorités sanitaires particulières, mais encore à toutes les nations, qui sont en effet solidaires en matière d'hygiène. C'est ce que la Société a parfaitement compris, tant par la constitution de l'Organisation d'hygiène que par l'approbation qu'elle a donnée aux méthodes de travail adoptées par le Comité d'hygiène.

Pour reconnaître l'activité déployée par l'Organisation d'hygiène, la deuxième Commission propose à l'Assemblée d'adopter la résolution suivante, déposée par la délégation du Venezuela, appuyée par celles de Belgique, de Cuba, de France, d'Italie, du Japon, du Paraguay, de Pologne, de Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de la Suisse et de la Tchécoslovaquie, résolution dont l'adoption n'entraînera aucune dépense supplémentaire:

« L'Assemblée a pris connaissance du rapport présenté par le Comité d'hygiène sur l'œuvre de l'Organisation d'hygiène et estime que les travaux accomplis depuis la dernière Assemblée sont poursuivis suivant les vues exprimées par les Assemblées antérieures et en conformité des décisions du Conseil;

« Elle se réjouit de ce que, grâce aux recherches et investigations entreprises pour la solution des questions qui ont été abordées, ces travaux seront, en pratique, de la plus grande utilité aux administrations sanitaires des divers pays.

« Elle se félicite de voir les gouvernements de plus en plus disposés à recourir à la collaboration de l'Organisation d'hygiène pour la prophylaxie des maladies transmissibles et l'amélioration des conditions hygiéniques des populations;

« Elle prie le Conseil de renvoyer à l'examen du Comité d'hygiène et du Comité économique la proposition qui lui a été soumise par la délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et à l'examen du Comité d'hygiène celles soumises par les délégations de Cuba, de la France, de l'Italie, du Paraguay, de la Tchécoslovaquie et du Venezuela, étant entendu que ces propositions n'auront pas pour conséquence d'entraîner des dépenses supérieures à celles qui figurent au budget, tel qu'il a été proposé pour l'année 1926. »

*La résolution est adoptée.*

*Organisation des communications et du transit: Rapport de la deuxième Commission.*

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), rapporteur, prend place à la tribune. Il présente son rapport et soumet à l'Assemblée les deux résolutions suivantes:

I. « L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du rapport de la Commission consultative et technique des communications et du transit sur l'œuvre de l'organisation des communications et du transit entre la cinquième et la sixième Assemblée;

« Se félicite des efforts poursuivis et des résultats obtenus par la Commission consultative et technique et ses organes ainsi que par les diverses personnalités chargées de missions spéciales par désignation du président de la Commission consultative et technique;

« S'associant à la résolution adoptée par la Commission consultative et technique à sa dernière session, estime hautement désirable que les Conventions adoptées à la dernière Conférence générale des communications et du transit entrent en vigueur le plus tôt possible entre le plus grand nombre possible d'Etats, attire sur ce fait l'attention des gouvernements intéressés et rappelle que, dans le cas où il paraîtrait opportun à tel ou tel de ces gouvernements, pour faciliter la procédure de ratification ou d'adhésion, d'obtenir sur ces conventions des infor-

The Fifth Assembly had recognised that the work done by the Health Committee was in conformity with the mission entrusted to the League by paragraph (f) of Article 23 of the Covenant. The Second Committee wished to point out that the great majority of the activities of this Organisation came not so much from its own initiative as from requests made either by Governments or by national health administrations or by the Council or the Assembly. The investigations thus undertaken were not only of service to the health authorities in question but to every nation, since all nations were in fact united in regard to health questions. This the League had well understood both by the manner in which it had constituted the Health Committee and by the approval which it had given to the methods of work which that Committee had pursued.

Recognising the activity of the Health Organisation, the Second Committee of the Assembly had adopted a resolution submitted by the Delegation of Venezuela, supported by the delegations of Belgium, Cuba, France, Italy, Japan, Paraguay, Poland, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Switzerland and Czechoslovakia. The resolution would entail no additional expenditure. It was as follows:

“ The Assembly has examined the report presented by the Health Committee on the activities of the Health Organisation and considers that the work accomplished since the last Assembly has been carried out in accordance with the recommendations of former Assemblies and in conformity with the decisions of the Council.

“ The Assembly notes with satisfaction that this work, thanks to the research and investigations undertaken for the solution of the problems examined, will be of the greatest value to the public health services of different countries.

“ The Assembly is glad to note that the Governments are more and more disposed to collaborate with the Health Organisation in matters concerning the prevention of communicable diseases and the improvement of health conditions of the people.

“ The Assembly requests the Council to refer to the Health Committee and to the Economic Committee for their consideration the proposal submitted by the Delegation of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and to the Health Committee the proposals of the delegations of Cuba, Czechoslovakia, France, Italy, Paraguay and Venezuela, on the assumption that these proposals will not involve any expenditure supplementary to the estimates already submitted for 1926.”

*The resolution was adopted.*

*Organisation for Communications and Transit: Report of the Second Committee.*

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) Rapporteur, came to the platform. He submitted his report with the two following resolutions:

I. “ The Assembly,

“ Having taken note of the report of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit on the work of the Organisation for Communications and Transit between the Fifth and Sixth Assemblies,

“ Expresses its gratification at the work undertaken and the results obtained by the Advisory and Technical Committee, its Sub-Committees and the various persons appointed by the Chairman of the Advisory and Technical Committee to undertake special missions;

“ Associating itself with the resolution adopted by the Advisory and Technical Committee at its last session, considers it highly desirable that the Conventions adopted at the last General Conference on Communications and Transit should come into force as early as possible between the greatest possible number of States; draws the attention of the Governments concerned to this fact, and reminds them that, should it seem desirable to any of these Governments to obtain, with a view to facilitating ratification or adhesion, any necessary information or particulars as to

mations ou des éclaircissements jugés nécessaires afin de dissiper tout malentendu, la Commission consultative ne manquerait pas, à ce propos, de prêter le concours qui serait requis.

« Compte que la Conférence européenne sur le jaugeage des bateaux de navigation intérieure, qui doit être réunie le 20 novembre prochain, ne manquera pas d'obtenir le succès complet que permettent d'augurer ses travaux préparatoires faits avec une extrême précision, par la Commission consultative et technique avec l'entière collaboration des Etats européens non membres de la Société;

« Attire l'attention de tous les gouvernements sur l'importance particulière de la Conférence relative aux passeports qui doit être convoquée en 1926 et de laquelle l'opinion publique, et en particulier les milieux économiques, attendent certainement au moins une étape vers la suppression la plus généralisée possible du régime des passeports et une atténuation considérable des inconvénients et frais que ce régime entraîne pour les relations entre les peuples et les facilités du commerce international;

« Suit avec un vif intérêt les travaux de l'Organisation des communications et du transit qui peuvent avoir pour résultat la convocation d'une Conférence des communications et du transit à laquelle seraient invités les Etats européens intéressés, en vue de maintenir, préserver, et, s'il y a lieu, adapter aux circonstances actuelles les unifications du droit privé des transports intérieurs applicables aux transports internationaux effectués par voie de contrats successifs, du mode de présentation des tarifs, du mode de présentation des règlements d'exploitation, déjà réalisés avant la guerre entre certains réseaux ferrés d'Europe centrale et orientale;

« Considérant toute l'importance que les problèmes se référant à l'organisation et à l'exploitation des énergies hydro-électriques présentent pour l'économie d'un grand nombre de pays de la Société des Nations, et l'influence que des accords favorables exercera sur la reconstruction économique de l'Europe et sur l'amélioration des conditions de l'économie mondiale, attire de nouveau l'attention des gouvernements et de l'Organisation des communications et du transit sur ces problèmes et signale qu'indépendamment de la question de la ratification des conventions conclues à la dernière Conférence générale, il importe que les organes compétents de la Société élaborent un programme concret d'action pour établir les moyens les plus pratiques afin d'intéresser aussi activement que possible la Société des Nations à la solution de ces problèmes; et

« Convaincue que les Membres de la Société faciliteront, dans tous ses domaines, l'œuvre de l'Organisation, et spécialement les efforts de conciliation technique des différends entre Etats relatifs aux communications internationales dont la Commission consultative a donné, au cours de la dernière année, de remarquables exemples;

« Invite l'Organisation des communications et du transit à continuer ses travaux dans le même esprit et selon les mêmes méthodes en vue de faciliter les transports internationaux et de développer le droit des gens en matière de communications internationales. »

II. « L'Assemblée de la Société,

« Estimant que toutes améliorations des communications ferroviaires, télégraphiques, radiotélégraphiques, téléphoniques et radiotéléphoniques entre le siège de la Société des Nations et les Etats membres ou non membres de la Société, présentent la plus grande importance politique et pratique pour le fonctionnement et le développement de la Société;

« Ayant pris connaissance des efforts faits par l'Organisation des communications et du transit pour l'amélioration des horaires des chemins de fer intéressant les relations avec le siège de la Société;

« Attire l'attention des gouvernements intéressés sur la nécessité de nouveaux progrès complétés par une amélioration des conditions des formalités douanières aux frontières proches du siège de la Société, qui entraînent encore actuellement des délais et inconvénients déjà signalés

these Conventions in order to dispel all misunderstandings, the Advisory Committee would be ready to give any assistance which might be required;

“ Trusts that the European Conference of the Tonnage Measurement of Vessels employed in Inland Navigation, which is to meet on November 20th next, will obtain the complete success which can be already expected as a result of the excellent preparatory work of the Advisory and Technical Committee carried out with the full co-operation of the European States not Members of the League;

“ Draws the attention of all the Governments to the special importance of the Conference on Passports to be held in 1926, which public opinion, particularly in economic circles, undoubtedly expects to take at least a step towards the abolition, to the widest extent possible, of the passport system, and to mitigate considerably the disadvantages and expense which that system entails for the relations between peoples and for international trade facilities;

“ Follows with keen interest the work of the Organisation for Communications and Transit which may result in the convening of Conference on Communications and Transit of the European States concerned with a view to maintain, preserve and, if necessary, adapt to present circumstances, the unification of private law concerning internal traffic as applicable to international traffic on successive contracts, of the method of presentation of tariffs and of the method of presentation of operation regulations which were all effected before the war between certain railway systems in Central and Eastern Europe;”

“ In view of the great economic importance which problems relating to the organisation and exploitation of hydro-electric power present for a large number of countries Members of the League of Nations, and in view of the influence which favourable agreements will exercise on the economic reconstruction of Europe and the improvement of the general economic conditions of the world, again draws the attention of Governments and the Organisation for Communications and Transit to these problems, and to the fact that, apart from the question of the ratification of the Conventions concluded at the last General Conference, it is desirable that the competent organs of the League should draw up a definite plan of action for instituting the most practical methods whereby the League of Nations may take as active a part as possible in the solution of these problems;

“ Convinced that the Members of the League will further the work of the Organisation in every direction, and in particular will assist its efforts to arrange for the technical settlement between States of disputes concerning international communications, of which remarkable examples have been given by the Advisory Committee during the past year:”

“ Invites the Organisation for Communications and Transit to continue its work in the same spirit and on the same lines, with a view to the improvement of international transport and the development of international law in regard to communications.”

II. “ The Assembly:

“ Considering that all improvements in railway, telegraphic, radio-telegraphic, telephonic and radio-telephonic communications between the seat of the League of Nations and the States Members or non-Members of the League are of the highest political and practical importance to the working and development of the League;

“ And having taken note of the efforts of the Organisation for Communications and Transit to secure improvements in the railway time-tables which affect communications with the seat of the League;

“ Calls the attention of the Governments concerned to the necessity for further progress accompanied by an improvement in conditions as regards Customs formalities at the frontiers near the seat of the League. These conditions are still giving rise to the delays and incon-

lors des débats de la dernière Assemblée, et prie l'Organisation des communications et du transit de continuer à collaborer à l'obtention de tels progrès;

« S'associant à la résolution adoptée par la Commission consultative et technique à sa dernière session, relativement aux questions soulevées par l'établissement d'un nouveau réseau téléphonique européen à longue distance, attire l'attention des gouvernements intéressés sur l'opportunité que, dans l'ordre de priorité pour l'établissement des diverses lignes, les relations entre le siège de la Société et les principales capitales européennes soient traitées comme des relations entre grandes capitales et bénéficient de la même préoccupation d'urgence;

« Recommande l'inscription à l'ordre du jour de l'Organisation des communications et du transit de la résolution proposée par la délégation de l'Uruguay<sup>1</sup> sur la question des facilités télégraphiques en vue de la diffusion des informations sur l'œuvre de la Société des Nations. Cette Organisation sera invitée à examiner quelle action, à ce sujet, lui paraîtrait utile et possible. »

*Les résolutions sont adoptées.*

*Restauration financière de la Hongrie: Rapport de la deuxième Commission.*

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, prend place à la tribune. Il présente son rapport et soumet à l'Assemblée la résolution suivante:

« L'Assemblée exprime sa satisfaction des progrès rapides de la restauration financière de la Hongrie. Dès la première année de l'application du programme de restauration, l'équilibre budgétaire a été atteint et les comptes relatifs à la période juillet 1924-juin 1925 accusent, au lieu d'un déficit à couvrir sur le produit de l'emprunt international, un excédent important. La stabilité monétaire est assurée, la situation économique s'améliore.

« L'Assemblée adresse ses félicitations au Gouvernement hongrois et au Commissaire général. Elle espère fermement que le programme de relèvement pourra être mené à son terme dans les délais prévus par les protocoles;

« Elle prend note des déclarations du Gouvernement hongrois, touchant ses projets de réorganisation des services administratifs;

« Elle estime que les mesures prises par le Gouvernement hongrois en vue du rétablissement de la liberté des échanges sont de nature à favoriser le développement du pays; elle serait heureuse de voir conclure de nouveaux accords commerciaux entre la Hongrie et d'autres pays — surtout les pays voisins avec lesquels des négociations sont en cours — qui tendraient à déterminer en Europe centrale une réduction progressive des tarifs et contribueraient ainsi à assurer des relations économiques plus étroites. »

*La résolution est adoptée.*

*Restauration financière de l'Autriche.*

M. MICHELET (Norvège), rapporteur, prend place à la tribune. En présentant son rapport, il expose que c'est avec une grande satisfaction que la deuxième Commission a pu envisager une étape nouvelle et décisive dans l'œuvre de la Société, à savoir la liquidation graduelle du contrôle international. Cette liquidation est soumise à certaines conditions, mais il y a lieu d'espérer que les nuages qui peuvent encore exister sur l'horizon autrichien seront bientôt dissipés.

<sup>1</sup> *Projet de Résolution:* «...prie la Conférence de l'Union télégraphique universelle actuellement réunie d'examiner la possibilité, pour les administrations télégraphiques, de faciliter l'œuvre de la Société des Nations et sa diffusion dans l'opinion publique, en donnant aux journaux et aux journalistes qui suivent les travaux de la Société les plus grandes facilités en matière de tarifs, se rapprochant autant que possible de l'uniformité, et en étudiant l'amélioration des différents services de communications télégraphiques et radiotélégraphiques qui peuvent et doivent être utilisés pour la plus grande diffusion des nouvelles sur les travaux de la Société des Nations. »

veniences to which attention was drawn in the discussions of the last Assembly, and the Assembly requests the Organisation for Communications and Transit to continue to co-operate in the endeavour to achieve such progress;

“ Associating itself with the resolution adopted by the Advisory and Technical Committee at its last session with reference to the questions raised by the establishment of a new European long-distance telephone system, draws the attention of the Governments concerned to the desirability of treating communications between the seat of the League and the principal European capitals on the same footing as communications between important capitals, when considering the question of priority and urgency for the establishment of different lines;

“ Recommends that a resolution proposed by the delegate for Uruguay<sup>1</sup> on the subject of telegraphic facilities for the dissemination of information regarding the work of the League of Nations should be referred to the Organisation for Communications and Transit for consideration and for any action which it may think expedient and possible.

*The resolutions were adopted.*

*Financial Reconstruction of Hungary: Report of the Second Committee.*

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, came to the platform. He submitted his report, with the following resolution:

“The Assembly notes with satisfaction the rapid progress made in the financial reconstruction of Hungary. In the first year in which the reconstruction programme has been applied, the budget has been balanced and the accounts relating to the period from July 1924 to June 1925 show a considerable surplus instead of a deficit, which would have had to be covered out of the yield of the international loan. Monetary stability is assured and there is an improvement in the economic situation.

“The Assembly expresses its congratulations to the Hungarian Government and the Commissioner-General. It confidently hopes that the reconstruction programme may be brought to a conclusion within the period provided for by the Protocols.

“It notes the Hungarian Government's declarations regarding its proposals for re-organising the administrative departments.

“It considers that the measures taken by the Hungarian Government with a view to re-establishing freedom of trade are of a kind to encourage the development of the country; it would welcome the conclusion of further commercial agreements between Hungary and other countries — particularly the adjoining countries with which negotiations are in progress — which would tend to bring about a progressive reduction of the tariffs in Central Europe and would thus contribute to establishing closer economic relations.”

*The resolution was adopted.*

*Financial Reconstruction of Austria.*

M. MICHELET (Norway), Rapporteur, came to the platform. In presenting his report, M. Michelet said that it was with great joy that the Second Committee had felt itself able to contemplate a new and decisive stage in the work of the League of Nations which would be marked by a gradual termination of the scheme of international control. This termination was subject to certain conditions, but there was every reason to believe that any clouds which might still remain on the Austrian horizon would very shortly be dissipated.

<sup>1</sup> *Draft Resolution:* “...requests the Conference of the Universal Telegraphic Union to consider how far it is possible for the Telegraphic Administrations to further the work of the League of Nations and assist in bringing it to public notice by affording newspapers and journalists who follow the work of the League the widest facilities in regard to rates, approximating as nearly as possible to uniformity, and by considering the improvement of the telegraphic and radio-telegraphic services, which can and should be utilised for the wider dissemination of information regarding the work of the League of Nations.”



Il soumet les résolutions suivantes:

« 1. L'Assemblée exprime sa satisfaction des progrès réalisés par l'Autriche, en ce qui concerne la stabilité financière, qui ont été portés à sa connaissance par les rapports du Commissaire général et par la déclaration du ministre des Affaires étrangères de l'Autriche. Elle adresse ses félicitations au Gouvernement autrichien et au Commissaire général;

« 2. Elle est heureuse que l'œuvre entreprise par la Société des Nations approche de son terme, et elle prend acte des résolutions du Conseil et du rapport du Comité financier qui envisage la terminaison prochaine du contrôle;

« Elle espère que les mesures qui doivent permettre de supprimer le contrôle pourront être réalisées.

« 3. L'Assemblée a pris connaissance également des conclusions du rapport des experts chargés par le Conseil d'étudier la situation économique de l'Autriche;

« Elle espère que l'étude confiée au Comité économique pourra donner des résultats positifs et prochains. »

Le Colonel BOLLI (Suisse) offre à l'Autriche les sincères félicitations de son pays pour sa rapide restauration.

M. SUVICH (Italie) insiste sur l'influence prépondérante prise par la Société des Nations dans la restauration financière de l'Autriche. Avant cette intervention, l'Autriche avait reçu des avances et une certaine assistance de certains pays, parmi lesquels la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie; toutefois, cette assistance n'avait pu faire autre chose que de prolonger la crise; il était nécessaire de trouver le moyen qui permit à l'Autriche de se relever et de vivre. Ce moyen a consisté, d'un côté, en un contrôle strict, mais raisonné et intelligent, et d'un autre côté, dans un esprit de parfaite bonne volonté. Ces conditions ont été remplies, et grâce à l'harmonie parfaite existant entre la Société des Nations et ses organes, le Commissaire général, le Conseil de la Banque nationale, le Gouvernement et le peuple autrichiens, cette tâche s'est heureusement achevée.

L'équilibre budgétaire est maintenant réalisé, et depuis l'élaboration du plan de réforme, la couronne autrichienne est restée stable. Dans ces circonstances, on peut s'attendre à ce que les conditions contenues dans le projet de cessation de contrôle ne constituent pas d'entrave sérieuse à l'économie autrichienne; elles seront, au contraire, un élément de confiance dans les finances publiques du pays qui permettra la conclusion d'emprunts à longs termes et à taux modérés destinés au développement de la production industrielle autrichienne.

Les conditions économiques de l'Autriche sont encore critiques, ainsi que l'indique le chômage, qui ne tend pas encore à diminuer. Les experts, MM. Layton et Rist, ont fait un rapport remarquable sur les conditions économiques de l'Autriche et ont attribué cette crise à deux facteurs principaux: en premier lieu, le prix de revient résultant de l'organisation économique de certaines entreprises qui remontent à la période d'inflation, et le taux élevé d'intérêt; en second lieu, la difficulté de trouver des débouchés en raison des systèmes douaniers et tarifaires des pays danubiens.

Les experts envisagent la possibilité d'une coopération plus étroite de l'Autriche avec ses voisins, dans le domaine de la politique commerciale et douanière. La question doit être étudiée, et le Conseil en a renvoyé l'examen au Comité économique.

L'Italie, au cas où l'on suivrait cette suggestion, est disposée à marcher dans cette direction avec un vif désir de contribuer à la restauration économique de l'Autriche et à l'accomplissement de la tâche de la Société des Nations.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) déclare que l'admirable rapport de MM. Rist et Layton a suscité la conviction que la grande œuvre d'assainissement économique et financier de l'Autriche touche à sa fin. Les assurances données par le Gouvernement autrichien au Conseil et à la seconde Commission ont confirmé cette conviction. Il est dès maintenant établi que l'Autriche est viable et qu'elle ne souffre pas de maux spécifiques; qu'elle ne sera jamais forcée de recourir de nouveau à des mesures qui ne seraient pas conformes à son évolution normale et à sa mission historique.

He submitted the following resolutions:

« 1. The Assembly desires to express its satisfaction at the progress made by Austria towards the stabilisation of her finances, as shown in the Commissioner-General's reports and in the declaration of the Austrian Minister for Foreign Affairs. It tenders its congratulations to the Austrian Government and to the Commissioner-General.

« 2. It is happy to see that the work undertaken by the League is approaching its conclusion and notes the resolutions of the Council and the report of the Financial Committee, which contemplate the speedy termination of the control.

« It hopes that the measures which will allow the control to be abolished will soon be realised.

« 3. The Assembly has further noted the conclusions embodied in the report of the experts entrusted by the Council with the investigation of the economic situation of Austria.

« It hopes that the enquiry to be carried out by the Economic Committee will soon yield positive results. »

Colonel BOLLI (Switzerland) offered Austria the sincere congratulations of Switzerland upon her rapid recovery.

M. SUVICH (Italy) emphasised the determining influence which the League of Nations had exercised in the financial reconstruction of Austria. Before the intervention of the League, Austria had received advances and help from certain Powers, including Great Britain, France, Italy and Czechoslovakia. This assistance had done no more than prolong the crisis. It had been necessary to find a means for enabling Austria to recover and to exist. The means had been on the one side a strict but reasoned and intelligent control, and on the other side a spirit of complete good-will. These conditions had been fulfilled, and thanks to the perfect agreement between the League of Nations and its bodies, the Commissioner-General, the Council of the National Bank and the Austrian people and Government the task had been successfully achieved.

Budgetary equilibrium was now restored, and the Austrian currency had since the introduction of the reforms remained stable. In these circumstances, it was to be expected that the conditions contained in the scheme for terminating the control would not constitute any serious impediment to the Austrian economic system. They would, on the contrary, be a ground of confidence in the public finances of the country, which might enable loans to be concluded at long terms and at a moderate interest for the development of Austria's productive industries.

The economic position in Austria was still critical, as was shown by the amount of unemployment, which did not yet tend to diminish. The experts, Mr. Layton and M. Rist, had made a remarkable report on economic conditions in Austria and had attributed the crisis to two principal factors. The first was the cost of production, resulting from the economic organisation of certain undertakings which went back to the period of inflation and the high rate of interest. The second was the difficulty of finding outlets for Austrian products owing to the Customs and tariffs systems in force in the countries of the Danube.

The experts suggested the possibility of a closer co-operation between Austria and her neighbours in the field of economic and Customs policy. The question should be studied and the Council had referred it for examination to the Economic Committee.

Italy, in the event of the suggestion being followed up, was prepared to proceed in this direction with a keen desire to contribute to the economic restoration of Austria and the completion of the work of the League.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) said that the admirable report of M. Rist and Mr. Layton had given rise to the conviction that the great work of the economic and financial reconstruction of Austria was nearing its completion. The assurances given by the Austrian Government to the Council and to the Second Committee had confirmed this conviction. It was now established that Austria was able to pay its way; that she was not suffering from any specific evils; and that she would never be obliged to resort again to measures which were not in conformity with her normal organic development and her historic mission.

La Tchécoslovaquie, ayant eu à faire face aux mêmes problèmes économiques et devant ressentir toutes les répercussions de la situation économique générale, se réjouit de voir un pays voisin sortir avec succès de la situation périlleuse où il se trouvait.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que son pays entretient avec l'Autriche les plus étroites relations économiques et financières depuis 1918; récemment, il a conclu avec le Gouvernement autrichien un traité de commerce, qui doit contribuer à l'assainissement financier de l'Autriche, en même temps qu'à la prospérité du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Non seulement la Société des Nations, mais encore les pays créditeurs de l'Autriche doivent se féliciter de l'œuvre qui vient d'être achevée. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'a pas hésité à abandonner certains droits légitimes, afin de lutter contre de graves difficultés financières et économiques, convaincu qu'en agissant ainsi il aidait non seulement au relèvement de l'Autriche, mais encore à la pacification du monde.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) exprime la profonde gratitude de son pays au représentant de la Suisse, pour la façon amicale dont il a parlé de l'Autriche.

Le rapport de la seconde Commission constate que la monnaie autrichienne a été stabilisée et l'équilibre budgétaire réalisé; en outre, il reproduit la résolution du Conseil envisageant la cessation prochaine du contrôle de la Société des Nations. Le Conseil, en mettant fin au contrôle, a jugé opportun d'imposer certaines mesures de précaution, pour lesquelles le Gouvernement fédéral aura encore à obtenir le consentement du Parlement. Parmi ces mesures, il y a le maintien d'un conseiller étranger à la Banque nationale pour une période de trois ans et la possibilité d'un rétablissement du contrôle, si, dans le cours des dix prochaines années, l'équilibre budgétaire venait à être sérieusement menacé ou si les gages affectés au service de l'emprunt devenaient insuffisants. Ces éventualités sont des plus improbables. Les lois répondant à ces conditions seront soumises au Parlement à Vienne et constituent le dernier pas dans la voie de l'accomplissement intégral de la restauration financière.

Il tient à rendre hommage au Commissaire général, M. Zimmerman, à Mgr Seipel, ainsi qu'au peuple autrichien, qui s'est soumis avec patience et courage aux durs sacrifices qui lui étaient imposés par la nécessité des réformes.

MM. Rist et Layton ont montré dans leur rapport que la situation économique de l'Autriche était susceptible d'amélioration; le remède sera trouvé grâce aux efforts des gouvernements intéressés représentés à l'Assemblée, dont plusieurs ont envisagé des solutions possibles. L'orateur rappelle en particulier l'importante déclaration de M. Scialoja devant le Comité d'Autriche du Conseil. Il demande aux représentants des pays voisins de l'Autriche de collaborer pour améliorer sa situation économique. Ainsi que le représentant de la Tchécoslovaquie vient de le faire remarquer, les difficultés économiques sont les mêmes pour tous les pays d'Europe centrale.

*Les résolutions sont adoptées.*

*Proposition de la délégation des Pays-Bas concernant les réponses formulées par le Comité spécial de juristes prévu par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923: Rapport de la première Commission.*

M. Scialoja (Italie), président de la première Commission et M. Limburg, rapporteur prennent place à la tribune.

M. LIMBURG (Pays-Bas) déclare que le Conseil, en mars 1924, a approuvé les réponses données par un Comité spécial de juristes à cinq questions portant sur certains points d'interprétation du Pacte. La tâche de ce Comité spécial présente une grande valeur, et il sera avantageux de la mener plus loin, d'autant plus que certains doutes pourraient surgir sur certaines des réponses qui ont été données.

La délégation des Pays-Bas a présenté l'an dernier une résolution invitant la première Commission à examiner dans quelle mesure de nouveaux éclaircissements seraient désirables. Elle ne demande pas que cette tâche soit entreprise immédiatement par la première Commission; mais dans l'intérêt qu'elle voit à élucider à fond ce problème, elle soumet le texte suivant:

\* L'Assemblée prie le Conseil de la Société d'inviter les gouvernements des Etats membres qui trouveraient dans

Czechoslovakia, which had to meet similar economic problems and could not help feeling the effects of the general economic situation, rejoiced to see her neighbour successfully issue from the perilous situation in which she had been placed.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that his country had entertained with Austria the closest economic and financial relations since 1918, and it had recently concluded with the Austrian Government a commercial treaty which would necessarily contribute to her financial reconstruction as well as to the prosperity of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Not only the League of Nations but the creditor States of Austria might congratulate themselves on the work which had been achieved. The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes had not hesitated to abandon certain legitimate rights in order to combat serious financial and economic difficulties, convinced that, in so doing, it was assisting not only the reconstruction of Austria but the pacification of the world.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) expressed the profound gratitude of his country to the representative of Switzerland for his friendly references to Austria.

It was noted in the report of the Second Committee that the Austrian currency had been stabilised and budgetary equilibrium established, and the report reproduced the resolution of the Council contemplating a speedy termination of the control of the League of Nations. The Council, in terminating the control, thought it advisable to lay down certain precautionary conditions for which the Austrian Government still had to obtain the consent of the Austrian Parliament. Among these measures was the maintenance of the Foreign Adviser at the National Bank for a period of three years, and the possibility of a re-establishment of the control if in the next ten years budgetary equilibrium should be seriously threatened or if the securities assigned to the services of the loan became insufficient. These possibilities were unlikely to arise. The laws referring to these conditions would be submitted to the parliament at Vienna and would constitute the last step in the full accomplishment of financial reconstruction.

He would pay a tribute to the Commissioner-General, M. Zimmerman, to Mgr. Seipel, and also to the Austrian people, which with patience and courage had submitted to the heavy sacrifices imposed upon it by the necessities of reform.

M. Rist and Mr. Layton had shown in their report that the economic position of Austria was capable of improvement. A remedy would be found, thanks to the efforts of the interested Governments represented at the Assembly, several of which had considered possible solutions. He would refer in particular to the important declaration made by M. Scialoja to the Austrian Committee of the Council. He would ask the representatives of those countries which were neighbours of Austria to collaborate in the work of improving the Austrian economic position. The representative of Czechoslovakia had just pointed out that the economic difficulties were much the same for all the countries of Central Europe.

*The resolutions were adopted.*

*Proposal by the Netherlands Delegation regarding the Replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the Resolution adopted by the Council on September 28th, 1923: Report of the First Committee.*

M. Scialoja (Italy), Chairman of the First Committee, and M. Limburg, Rapporteur, came to the platform.

M. LIMBURG (Netherlands) said that the Council had, in March 1924, approved the replies given by a special committee of jurists to five questions dealing with certain points requiring interpretation in the Covenant. The work of this special committee had been of great value, and it would be of advantage to carry it further, particularly as certain doubts might arise in regard to certain of the replies which had been given.

The Netherlands Delegation had submitted last year a resolution begging the First Committee to examine to what extent further explanations were desirable. The Netherlands Delegation did not now ask that this work should be undertaken at once by the First Committee, but in the interests of a thorough elucidation of the subject it had submitted the following text:

"The Assembly requests the Council of the League to invite the Governments of States Members of the League

le rapport du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923 des points douteux à élucider, ou qui auraient d'autres observations à faire sur ce rapport, à les faire parvenir au Secrétariat de la Société des Nations avant le 1<sup>er</sup> février 1926, aux fins d'un examen éventuel par une commission à nommer par le Conseil. »

La première Commission a accepté cette formule et la résolution ci-dessus est maintenant soumise à l'approbation de l'Assemblée.

*La résolution est adoptée.*

*Amendement à l'article 16 du Pacte, proposé par le Gouvernement britannique: rapport de la première Commission.*

M. FERNANDES (rapporteur) prend place à la tribune.

M. FERNANDES (Brésil) déclare que la première Commission a examiné le projet d'amendement britannique à l'article 16 du Pacte et s'est prononcé à l'unanimité en faveur de son adoption.

Cet amendement est nécessaire au cas où les membres de la Société des Nations viendraient éventuellement à adopter les amendements à l'article 16 discutés et votés par les Assemblées de 1922 et 1924.

La première Commission présente donc la résolution suivante:

« L'Assemblée adopte la résolution suivante, comportant amendement à l'article 16 du Pacte:

« Les mots « en ce cas » qui se trouvent dans le deuxième alinéa du texte original de l'article 16 du Pacte seront supprimés ».

« Cet amendement sera soumis à la ratification des Membres de la Société.

« Il sera dressé immédiatement un Protocole relatif audit amendement, conformément aux principes adoptés par la deuxième Assemblée pour les amendements au Pacte. »

*La résolution est adoptée.*

### III. HUITIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa huitième séance hier, 21 septembre à 16 heures, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

*Travaux du Comité économique.*

A la demande de M. Parra-Pérez (Venezuela), certains amendements sont faits par le rapporteur, sir Atul Chatterjee (Inde), à son projet de rapport, qui est transmis à l'Assemblée.

*Union internationale de secours.*

Mlle VACARESCO (Roumanie) apporte au projet du sénateur Ciraolo l'approbation de son Gouvernement. La Roumanie qui n'est pas menacée de calamités se réjouit de voir réaliser de grandes idées. Elle espère que le développement de sa prospérité économique lui permettra d'apporter un jour à cette grande œuvre une contribution matérielle.

Le PRÉSIDENT rappelle la suggestion faite par M. Erich (Finlande) à la dernière séance de la Commission: M. Erich communique à la Commission que l'amendement proposé par lui a été déposé à titre personnel et non de la part de son gouvernement.

Mrs. MACKINNON (Australie) pense qu'il serait utile de transmettre aux divers gouvernements le projet sous sa forme nouvelle; elle rappelle l'attitude première de la Croix-Rouge australienne qui craignait que l'existence d'un fonds n'arrêtât les initiatives des particuliers. Aujourd'hui le moment lui paraît venu d'examiner à nouveau la réalisation de l'idée.

M. CASSIN (France) annonce que le Gouvernement français adhère complètement aux stipulations du projet; il lui semble que les modifications qu'il a subies permettent d'écartier les critiques précédemment formulées. Le fonds primitif est faible, ce qui a l'avantage de limiter la contribution des gouvernements

which find in the report of the Special Committee of Jurists appointed under the resolution of the Council of September 28th, 1923, doubtful points which require elucidation, or which may have other comments to make on this report, to forward their observations to the Secretariat of the League of Nations before February 1st, 1926, with a view to a possible examination of the matter by a committee to be appointed by the Council."

The First Committee had accepted this formula, and the above resolution was now submitted for the approval of the Assembly.

*The resolution was adopted.*

*Amendment to Article 16 of the Covenant: Proposal by the British Delegation: Report of the First Committee.*

M. FERNANDES, rapporteur, came to the platform.

M. FERNANDES (Brazil) said that the First Committee had examined the proposed British amendment to Article 16 of the Covenant, and had unanimously concluded in favour of its adoption.

The amendment would be necessary in the event of the possible adoption by the Members of the League of the amendments to Article 16 discussed and voted by the Assemblies of 1922 and 1924.

The First Committee therefore submitted the following resolution:

"The Assembly adopts the following resolution, being an amendment to Article 16 of the Covenant:

"The words 'in such case' in the second paragraph of the original text of Article 16 of the Covenant shall be deleted.

"This amendment shall be submitted for ratification by the Members of the League.

"A protocol embodying the amendment shall at once be drawn up in accordance with the principles adopted by the Second Assembly for amendments to the Covenant."

*The resolution was adopted.*

### III. EIGHTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its eighth meeting yesterday (September 21st) at 4 p.m. under the chairmanship of Jonkheer van EYSINGA (Netherlands).

*Work of the Economic Committee.*

At the request of M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) certain amendments were made by the rapporteur, Sir Atul Chandra CHATTERJEE (India) to his draft report, which was forwarded to the Assembly.

*International Relief Union.*

Mlle. VACARESCO (Roumania), on behalf of her Government, approved the scheme of Senator Ciraolo. Roumania, which was not threatened with calamities, rejoiced to see a practical realisation of great ideas, and hoped that the development of her economic prosperity would enable her to make a material contribution to this work on some future occasion.

The CHAIRMAN referred to the suggestion made by M. ERICH (Finland) at the last meeting of the Committee. M. Erich had informed the Committee that the amendment which he had proposed was submitted in his own name, and not on behalf of his Government.

Mrs. MACKINNON (Australia) thought that it would be useful to forward the scheme in its new form to the various governments. She referred to the first reception of the scheme by the Australian Red Cross, which feared that the creation of a body of funds would not end with private donations. The moment had now come to examine once more the realisation of this idea.

M. CASSIN (France) said that the French Government completely adhered to the provisions of the scheme. It seemed to France that the modifications which had been made met the criticisms which had previously been brought forward. The original funds were small, and this had the advantage of limiting

et de ne pas risquer de tarir la générosité privée. L'appui des Croix-Rouges permet d'espérer qu'au moment du besoin les secours nécessaires seront trouvés par l'organisme dont la création s'impose. Son principe a été accepté. Il faut, cette année, aller plus loin : non seulement transmettre le projet aux gouvernements, mais encore préparer la réunion de la Conférence constitutive.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) constate que plusieurs des critiques apportées l'an passé n'ont plus de raison d'être. Toutefois, la création d'une troisième organisation, distincte des deux sociétés internationales de la Croix-Rouge, lui paraît d'un intérêt discutable. Il regrette aussi la définition trop stricte de la notion de « calamité » : bien peu de cataclysmes, dans l'histoire, rentrent dans cette définition. D'où le pouvoir discrétionnaire donné au Comité exécutif. Le délégué des Pays-Bas ne croit pas à la nécessité de poser le principe du droit au secours. Il estime, comme la déléguée de la Suède, que les administrations actuelles peuvent suffire à la tâche au moment du besoin. Il ne s'oppose pas à l'envoi du projet aux gouvernements, mais cela n'implique pas approbation des Pays-Bas. N'approuvant pas le principe, il ne propose pas d'amendements.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) annonce qu'il appuiera la proposition du sénateur Ciralo.

M. DUZMANS (Lettonie) approuve le principe du projet et sa forme actuelle. Les secours ne doivent pas être accordés par grâce, mais par justice. Il rappelle les dévastations que la guerre a provoquées dans son pays et appuie l'amendement proposé par M. Erich, tendant à faire entrer de tels désastres dans la notion de « calamités ».

M. PAPA (Grèce) accepte le projet sous réserve des modifications de forme qui pourraient être reconnues nécessaires.

Le DÉLÉGUÉ DU JAPON affirme la nécessité de l'existence d'un organisme tout prêt à agir au moment du besoin. Son pays apprécie plus que tout autre la générosité privée, mais la Croix-Rouge japonaise a senti l'intérêt qu'il y aurait à l'existence d'une organisation centrale. Aussi appuie-t-il le projet qui doit être envoyé aux gouvernements.

Le Maharaja DE PATIALA (Inde) ne s'oppose pas à l'envoi aux gouvernements du projet modifié, mais il annonce dès maintenant que le Gouvernement de l'Inde ne saurait l'accepter.

M. PARODI (Italie) constate que tout le monde est d'accord sur le principe du projet. Se rendant compte qu'une nouvelle étude peut permettre de perfectionner encore tout le plan, il propose à la Commission le texte de résolution suivant :

« L'Assemblée, ayant pris connaissance du rapport de la Commission préparatoire chargée d'élaborer des propositions concrètes concernant le projet de M. le sénateur Ciralo pour la création d'une œuvre de solidarité internationale entre les peuples contre leurs calamités ;

« Retenant avec un vif intérêt la proposition de la Commission préparatoire ;

« Considérant qu'une institution internationale telle qu'on l'envisage dans l'espèce et pouvant comprendre parmi ses Membres des Etats qui ne font pas partie de la Société des Nations, devrait être constituée par un accord spécial entre les gouvernements ; que la cinquième Assemblée, dans sa résolution du 26 septembre 1924, a prévu la consultation des différents gouvernements et que cette consultation n'a pas encore pu avoir lieu ;

« Prie le Conseil de renvoyer le projet à la Commission préparatoire, pour qu'elle y introduise les modifications qui pourraient résulter des observations formulées dans la deuxième Commission de l'Assemblée ;

« Prie le Conseil de soumettre ensuite aux gouvernements des Etats, membres ou non de la Société des Nations, pour leur examen formel, les statuts ainsi révisés ;

the contribution of the governments and of not risking the discouragement of private generosity. The support of the Red Cross Societies justified the hope that at time of need the necessary help would be found by the organisation, the creation of which appeared to be necessary. The principle of this organisation had been accepted. It was necessary this year to go further and not only to forward the scheme to the governments, but to prepare for the convening of a conference which would constitute the organisation.

M. FRANÇOIS (Netherlands) noted that several of the criticisms made last year were no longer justified. The creation, however, of a third organisation, distinct from the two international societies of the Red Cross, appeared to him to be open to doubt. He also deprecated the too strict definition of the idea of calamities. Very few calamities known to history would fall within this definition. Hence the discretionary power given to the Executive Committee. He did not believe it was necessary to raise the principle of the right to relieve. He thought, with the delegate of Sweden, that the present administrations would suffice for the task when the moment came. He did not oppose the despatch of the scheme to the governments, but this did not imply the approval of the Netherlands. As he did not approve the scheme in principle, he was not proposing any amendments.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) said that he supported the proposal of Senator Ciralo.

M. DUZMANS (Latvia) approved the principle of the scheme in its present form. Relief must not be given as a matter of grace, but as a matter of justice. He referred to the devastations produced by the war in his country, and supported the amendment proposed by M. Erich which would have the effect of bringing such disasters within the scope of calamities.

M. PAPA (Greece) accepted the scheme subject to modifications of form, which appeared to him to be recognised as necessary.

The DELEGATE OF JAPAN affirmed the necessity of the existence of an organisation ready to act in case of need. His country appreciated more than any other the force of private generosity, but the Japanese Red Cross had felt the advisability of the existence of a central organisation. Accordingly he supported the scheme, which should be referred to the governments.

The Maharaja DHIRAJ OF PATIALA (India) said he did not oppose the despatch of the amended scheme to the governments, but he must declare at once that the Government of India would be unable to accept it.

M. PARODI (Italy) said that everyone was agreed as to the principle of the scheme, realising that a further examination might enable the whole plan to be further improved. He proposed the following resolution :

“The Assembly, having taken note of the report of the Preparatory Committee instructed to draw up concrete proposals regarding Senator Ciralo's scheme for the creation of an organisation of international solidarity and mutual insurance between peoples against the calamities which may befall them ;

“Noting with great interest the Preparatory Committee's proposal ;

“Considering that an international institution such as that contemplated in the present instance and possibly including among its members States not belonging to the League of Nations should be constituted by a special agreement between the various Governments ; that the Fifth Assembly in its resolution of September 26th, 1924, laid down that the different Governments should be consulted, and that it had not yet been possible to do so ;

“Requests the Council to refer the scheme back to the Preparatory Committee in order that the latter may introduce any modifications which may be called for by the observations put forward in the Second Committee of the Assembly ;

“Requests the Council to submit the statutes thus revised to the Governments of all States, whether Members or not of the League of Nations, for their formal consideration ;

« Recommande que les gouvernements soient priés de faire connaître les résultats de cet examen à une date à fixer par le Conseil, cela, afin que le Conseil puisse, éventuellement, procéder à la convocation d'une réunion de représentants desdits gouvernements, dûment autorisés, en vue de conclure l'accord nécessaire pour établir définitivement l'union proposée, si le Conseil estime que les réponses reçues sont telles qu'elles permettent d'envisager la conclusion de cet accord. »

M. BURCKHARDT (Suisse), tout en approuvant les tendances des statuts, pense que des améliorations peuvent encore y être faites; il a confiance que l'entreprise pourra être menée à bonne fin.

M. TARNOWSKI (Pologne) appuie la proposition de M. Parodi.

M. MATTER, conseiller juridique de la Commission préparatoire, remercie la deuxième Commission des suggestions qui ont été faites et dont il sera tenu compte. Il a l'assurance qu'il sera possible de concilier tous les points de vue.

Après un échange d'observations entre les membres de la Commission et déclarations de MM. van Cauwelaert (Belgique) et Avramovitch (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), le projet de résolution est adopté.

Le PRÉSIDENT prie M. Fernandez y Medina de préparer son rapport pour l'Assemblée.

Le sénateur CIRAULO remercie la Commission de l'intérêt qu'elle a montré pour l'Union internationale de secours. Il espère que l'œuvre qu'il défend depuis cinq années pourra être réalisée pour que les peuples victimes de calamités sentent l'existence des grandes idées de solidarité internationale.

#### IV. TROISIÈME COMMISSION

##### QUATRIÈME SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION.

La Sous-Commission a tenu sa quatrième séance sous la présidence de M. de BROUCKÈRE (Belgique), hier lundi à 16 h.

Elle a procédé à la discussion du rapport de M. BENES (Tchécoslovaquie) à la troisième Commission qui, ainsi que les projets de résolutions présentés par le rapport, a été finalement adopté à l'unanimité.

#### V. QUATRIÈME COMMISSION

##### PREMIÈRE SOUS-COMMISSION (Contributions arriérées).

La première Sous-Commission de la quatrième Commission (contributions arriérées) s'est réunie, hier lundi 21 septembre, à 15 h., sous la présidence de M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil).

La Sous-Commission a poursuivi, sur la question portée à son ordre du jour, ses discussions, qui ne sont pas encore terminées.

#### VI. SIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu, hier lundi, 21 septembre, à 15 heures, sa sixième séance, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

##### *Protection de l'Enfance et de la Jeunesse.*

##### a) *Projet de résolution présenté par la délégation suisse.*

M. BURCKHARDT (Suisse) soumet à la Commission le projet de résolution présenté par la délégation suisse à l'Assemblée, le 16 septembre, et relatif à la transmission, à la Commission consultative pour la protection de l'enfance, des vœux et réso-

« Recommends that the Governments should be requested to communicate their views by a date to be fixed by the Council, in order that the Council may, if necessary, proceed to the convocation of a meeting of the duly authorised representatives of the aforesaid Governments with a view to the conclusion of the necessary arrangements for the definite establishment of the proposed union, if the Council considers that the replies received are such as to permit the consideration of the conclusion of an Agreement to this effect. »

M. BURCKHARDT (Switzerland), while approving the intentions of the provisions of the scheme, thought that improvements might still be made. He was confident that the enterprise could be successfully undertaken.

M. TARNOWSKI (Poland) supported the proposal of M. Parodi.

M. MATTER, legal expert of the Preparatory Committee, thanked the Second Committee for the suggestions which had been made, and of which account would be taken. He was sure it would be possible to reconcile all points of view.

After an exchange of views between the members of the Committee and declarations on the part of M. VAN CAUWELAERT (Belgium) and M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), the draft resolution was adopted.

The CHAIRMAN asked M. Fernandez y Medina (Uruguay) to prepare his report for the Assembly.

Senator CIRAULO thanked the Committee for the interest which it had taken in the International Relief Union. He hoped that it would be possible to undertake the work which he had advocated for five years, in order that the peoples overtaken by calamities might feel that there were in existence great ideas of international solidarity.

#### IV. THIRD COMMITTEE

##### FOURTH MEETING OF THE SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee held its fourth meeting under the chairmanship of M. de BROUCKÈRE (Belgium) yesterday (Monday) at 4 p.m.

It discussed the report of M. BENES (Czechoslovakia) to the Third Committee which, together with the draft resolutions contained in the report, was unanimously adopted.

#### V. FOURTH COMMITTEE.

##### FIRST SUB-COMMITTEE (Contributions in Arrears).

The First Sub-Committee of the Fourth Committee (Contributions in Arrears) met yesterday (Monday, September 21st) at 3 p.m. under the chairmanship of M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil).

The Sub-Committee continued its discussion, which has not yet been concluded, of the question on its agenda.

#### VI. SIXTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its sixth meeting yesterday, September 21st, at 3 o'clock, under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

##### *Protection of Children and Young People:*

##### (a) *Draft Resolution submitted by the Swiss Delegation.*

M. BURCKHARDT (Switzerland) submitted to the Committee a draft resolution presented by the Swiss Delegation to the Assembly on September 16th. It concerned the forwarding to the Advisory Committee for the Protection of Children the

lutions du premier Congrès général de l'enfance. M. Burckhardt rappelle que ce congrès a eu lieu à Genève, du 24 au 28 août, sous les auspices du Gouvernement suisse. Plus de cinquante Etats y ont participé. Si le Gouvernement suisse a consenti à transmettre ces résolutions à la Société des Nations, c'est sans se prononcer sur le fond des questions dont elles traitent. Quant à la voie à suivre pour la transmission à la Commission consultative, M. Burckhardt laisse à la Commission d'en décider.

Après une discussion à laquelle prennent part, outre le PRÉSIDENT et M. BURCKHARDT (Suisse), M. VELGHE (Belgique) et M. SUGIMURA (Japon), la Commission adopte la proposition du Président tendant à ce que le secrétaire de la cinquième Commission soit chargé de transmettre, à titre d'information, à la Commission consultative, le texte des résolutions adoptées par le premier Congrès de jeunesse, ainsi que le texte des procès-verbaux de la cinquième Commission relatifs au même sujet.

b) *Projet de résolution proposé par la délégation des Pays-Bas.*

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) présente le projet de résolution déjà soumis à la Commission lors de sa première séance. Il se défend d'avoir voulu, en quoi que ce soit, froisser le Comité d'hygiène en proposant de lui adjoindre des experts compétents en matière d'hygiène infantile.

M. VELGHE (Belgique) explique, en sa qualité de membre du Comité d'hygiène, la constitution de cet organisme. Il n'appartient pas au Conseil de la Société de modifier la composition du Comité d'hygiène. Il existe entre ce Comité et le Comité international d'hygiène publique à Paris une sorte de contrat. Le Comité d'hygiène a souvent besoin d'avoir recours à des spécialistes, qui se réunissent en Sous-Commissions sous la direction, le contrôle et la responsabilité du Comité d'hygiène. M. François aura donc pleine satisfaction, même si la Commission n'adopte pas de résolution au sujet de la consultation d'experts en matière d'hygiène infantile. Il propose un amendement à la proposition néerlandaise, amendement qui est accepté par M. François.

Sir Joseph COOK (Australie) craint qu'il ne résulte de la multiplicité des Sous-Commissions une perte de temps, une augmentation de dépenses, et moins d'unité dans le travail. Il désire que la question de l'hygiène infantile tout entière soit confiée au Comité d'hygiène.

Après une discussion à laquelle prennent part M. VELGHE (Belgique), la Duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique), M<sup>lle</sup> FORCHHAMMER (Danemark), M. SUGIMURA (Japon) et M. FRANÇOIS (Pays-Bas), la proposition néerlandaise, avec les amendements de M. Velghe, est adoptée par la Commission dans la forme suivante:

- « L'Assemblée,
- « Considérant que, conformément à une résolution de la cinquième Assemblée, le Conseil a invité l'Organisation de l'hygiène à examiner toute mesure relevant de sa compétence qu'il pourrait sembler désirable et pratique d'entreprendre en vue d'assurer la protection de l'enfance au point de vue de l'hygiène;
- « Convaincue de l'importance de cette œuvre de la protection de l'enfance;
- « Décide de charger l'Organisation d'hygiène d'étudier la mortalité infantile au point de vue de l'alimentation de la première enfance;
- « Prie le Conseil de bien vouloir charger le Comité d'hygiène d'entreprendre cette étude et d'examiner l'opportunité de constituer une sous-commission, à laquelle serait assurée la collaboration de spécialistes de divers pays dans la matière de l'hygiène de l'enfance, et qui serait chargée de préparer cette étude, ainsi que l'étude des autres questions en matière d'hygiène infantile, dont l'utilité s'imposera. »

*Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.*

La DUCHESSE D'ATHOLL (Empire Britannique), rapporteur, donne un résumé de son rapport, qui avait été communiqué

recomendations and resolutions adopted by the first General Conference on Child Welfare. M. Burckhardt reminded the Committee that this Conference had taken place at Geneva from August 24th to 28th under the auspices of the Swiss Government. More than 50 States had taken part in it. The Swiss Government had agreed to submit these resolutions to the League of Nations without adopting any attitude in regard to the principles contained in them. M. Burckhardt thought that the manner in which they should be forwarded to the Advisory Committee should be decided by the Committee.

After an exchange of views in which the CHAIRMAN, M. BURCKHARDT (Switzerland), M. VELGHE (Belgium) and M. SUGIMURA (Japan) took part, the proposal of the Chairman was adopted to the effect that the Secretary of the Fifth Committee should be instructed to forward for information to the Advisory Committee the text of the resolutions adopted by the first Congress on Child Welfare, as well as the text of the minutes of the Fifth Committee concerning this question.

(b) *Draft resolution submitted by the Dutch Delegation.*

M. FRANÇOIS (Netherlands) presented a draft resolution already submitted to the Committee at its first meeting. He explained that he had never in the least degree intended to question the competence of the Health Committee by proposing that experts in the problems connected with the health of the child should be appointed to serve on that Committee.

M. VELGHE (Belgium), as a member of the Health Committee, explained its constitution. It was not the duty of the Council of the League to alter the composition of the Health Committee. A kind of contract was in existence between the Committee and the Comité international d'hygiène publique at Paris. He explained that the Health Committee had often had need to have recourse to specialists who met in sub-committees under the direction, control and responsibility of the Health Committee. The views of M. François would therefore be entirely met even though the Committee were to refuse to adopt the resolution recommending the consultation of experts in problems connected with the health of children. He proposed an amendment to the Dutch Delegation's proposal, which was accepted by M. François.

Sir Joseph COOK (Australia) feared that, as a result of the large number of sub-committees, time would be lost, expenditure increased and the work would suffer from a lack of co-ordination. The entire question of the health of children should be entrusted to the Health Committee.

After a discussion in which M. VELGHE (Belgium), the Duchess of ATHOLL (British Empire), M<sup>lle</sup> FORCHHAMMER (Denmark), M. SUGIMURA (Japan), and M. FRANÇOIS (Netherlands) took part, the Dutch proposal, with the amendments of M. Velghe, was adopted by the Committee in the following form:

- “The Assembly,
- “Considering that the Council, in accordance with a resolution of the Fifth Assembly, invited the Health Organisation of the League to consider any measures within its competence which it would be desirable and practicable to undertake for the protection of children from the hygienic point of view, and
- “Convinced of the importance of this form of child welfare work;
- “Decides to request the Health Organisation to investigate infant mortality from the point of view of feeding in infancy;
- “Requests the Council to instruct the Health Committee to undertake this investigation and to enquire into the advisability of constituting a sub-committee which would be able to call upon the co-operation of specialists in various countries in questions concerning child hygiene and which would be requested to initiate the investigation of this and of any other questions connected with child hygiene the consideration of which might be deemed expedient.”

*Protection of Women and Children in the Near East.*

The Duchess of ATHOLL (British Empire), rapporteur, summed up her report which was before the Committee. She

à la Commission. Elle demande de recommander qu'un crédit de 75.000 francs soit voté pour l'œuvre de Miss Jeppe, à Alep, et un crédit de 30.000 francs pour l'œuvre du Dr Kennedy à Constantinople.

M. MONTIGNY (France) fait observer que, l'année dernière, on a voté une somme de 75.000 francs pour les deux œuvres ensemble, mais que cette année on désire que cette somme soit employée exclusivement à l'œuvre de Miss Jeppe, qui, par conséquent aura son budget doublé. D'après les renseignements que la France a reçus de Syrie, les résultats auxquels peut espérer arriver Miss Jeppe ne justifient pas de nouveaux crédits.

Le délégué de la France se réfère, en outre, à un vœu exprimé par la duchesse d'Atholl dans son rapport, à l'effet que les autorités françaises de Syrie continuent à donner leur appui à Miss Jeppe et à ses assistants. Il demande qu'on supprime les mots « et à ses assistants », la France ne reconnaissant qu'un représentant de la Société des Nations, Miss Jeppe elle-même.

La DUCHESSE D'ATHOLL (Empire Britannique) informe la Commission que Miss Jeppe accepte la dernière proposition française, et que, d'autre part, la quatrième Commission a déjà voté une somme de 75.000 francs pour les deux œuvres. Elle propose qu'on alloue 45.000 francs à l'œuvre de Miss Jeppe et 30.000 francs à l'œuvre du Dr Kennedy.

*Cette proposition est adoptée.*

La DUCHESSE D'ATHOLL (Empire Britannique) est désignée comme rapporteur à l'Assemblée pour cette question.

## VII. CINQUIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu, lundi 21 septembre, à 15 h. 30, sa cinquième séance, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador).

### I. Minorités.

La Commission a entendu et adopté le rapport de M. le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), en décidant de soumettre à l'approbation de l'Assemblée le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée prend acte du rapport de la sixième Commission au sujet de la question de la protection des minorités et adopte la résolution suivante:

« L'Assemblée approuve la partie du rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat, etc., qui traite de la procédure suivie en matière de protection des minorités (paragraphe VI du chapitre 7 du rapport supplémentaire).

« Le représentant de la Lithuanie ayant retiré la proposition présentée par lui le 14 septembre 1925, l'Assemblée demande au Secrétaire général de communiquer au Conseil la discussion qui a eu lieu dans la sixième Commission à ce sujet. »

### II. Mandats.

Le Dr NANSEN (Norvège) expose que les responsabilités assumées par la Société, pour les territoires administrés en son nom, en vertu d'un mandat, comptent parmi ses tâches les plus importantes et les plus significatives. Les travaux de la Commission permanente des mandats ont pris un rapide développement, tous les mandats ayant fini par entrer en vigueur. Les problèmes qui se posent devant les Puissances mandataires, la Commission des mandats et le Conseil, en ce qui concerne les mandats du Proche-Orient, sont naturellement beaucoup plus compliqués que ceux qui résultent de l'administration des autres territoires. Le délégué de la Norvège se réfère à ce sujet aux dépêches concernant la situation dans certaines parties de la Syrie, et aux controverses auxquelles a donné lieu la politique suivie en Palestine pour l'immigration.

asked that the Committee should recommend the allocation of a sum of 75,000 francs towards the work performed by Miss Jeppe at Aleppo, and the sum of 30,000 francs for the work of Dr. Kennedy at Constantinople.

M. MONTIGNY (France) pointed out that last year a sum of 75,000 francs had been voted for both undertakings but that this year it was proposed that that amount should be used only for the work performed by Miss Jeppe, who would thus find that her budget had been doubled. According to the information possessed by France in regard to Syria, the results which Miss Jeppe might hope to achieve did not justify fresh credits.

The French delegate quoted in addition the recommendation made in the Duchess of Atholl's report to the effect that the French authorities in Syria should continue to give their support to Miss Jeppe and her assistants. He asked that the words "and her assistants" be deleted since France recognised but one representative of the League of Nations, who was Miss Jeppe herself.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) informed the Committee that Miss Jeppe had accepted the last proposal of the French delegation and, further, that the Fourth Committee had already voted a sum of 75,000 francs for the two undertakings. She proposed that 45,000 francs should be given to Miss Jeppe and 30,000 francs to Dr. Kennedy.

*This proposal was adopted.*

The Duchess of ATHOLL (British Empire) was elected rapporteur to the Assembly for this question.

## VII. FIFTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee held its fifth meeting at 3.30 p.m. yesterday (Monday, September 21st, 1925).

The meeting was opened by the Chairman, M. GUERRERO (Salvador).

### I. Minorities.

The Committee heard and adopted the report of Count van Lynden van SANDENBURG (Netherlands), and decided to submit to the Assembly for its approval the following draft resolution:

"The Assembly takes note of the Sixth Committee's report with regard to the protection of Minorities, and adopts the following resolution:

"The Assembly approves that part of the Report on the Work of the Council, the Work of the Secretariat, etc., dealing with the procedure followed with regard to the protection of minorities (paragraph VI of Chapter 7 of the Supplementary Report). The Lithuanian representative having withdrawn the proposal submitted by him on September 14th, 1925, the Assembly requests the Secretary-General to communicate to the Council the discussion which has taken place in the Sixth Committee in this connection."

### II. Mandates.

Dr. NANSEN (Norway) said that the responsibility of the League of Nations for the territories administered under Mandate on its behalf was one of its most important and significant tasks. The work of the Permanent Mandates Commission was developing very quickly as all the Mandates had finally come into force. The problems confronting the mandatory Powers, the Mandates Commission and the Council, in connection with the Near East Mandates, were naturally much more complicated than those arising out of the administration of the other territories. He referred in this connection to the despatches concerning the situation in certain parts of Syria, and to the controversy which had resulted from the immigration policy in Palestine.

Il constate avec satisfaction que la Commission, au cours de l'année dernière, a eu la bonne fortune de se trouver en contact personnel avec le Haut Commissaire pour la Palestine, Sir Herbert Samuel, ainsi qu'avec d'autres fonctionnaires qui participent directement à l'administration des territoires sous mandat.

Les documents fournis à la Commission prouvent que les Puissances mandataires agissent, non seulement selon la lettre, mais encore en sympathie avec l'esprit des mandats et du Pacte. Les procès-verbaux des séances de la Commission des mandats projettent une vive lumière sur la situation des territoires, notamment les discussions entre la Commission et le représentant de l'Union sud-africaine, au sujet du gouvernement local du territoire et de l'enseignement indigène. En ce qui concerne l'administration du Sud-Ouest africain, la sixième Commission apprendra avec la plus grande satisfaction que la rébellion récente de la communauté Réhoboth a pu prendre fin sans qu'il ait été versé une seule goutte de sang. Il a pleine confiance que la Puissance mandataire veillera à ce que les droits de cette communauté soient pleinement respectés.

Le délégué de la Norvège signale ensuite les taux élevés de mortalité parmi les indigènes employés au Chemin de fer du Centre dans le Cameroun français et aux mines du Sud-Ouest africain. Il enregistre avec plaisir la décision prise par le Gouvernement australien d'exempter le territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée de l'application des dispositions de la loi australienne sur la navigation relatives au cabotage.

Il appelle également l'attention de la Commission sur certaines questions générales, par exemple le problème des emprunts, avances et placements dans les territoires sous mandat (au sujet duquel le Conseil vient d'adopter une résolution), le trafic des spiritueux et l'extension de certaines conventions internationales aux territoires sous mandat. A propos de ce dernier point, il est d'avis que l'Assemblée pourra se rallier nettement aux recommandations que vient de faire le Conseil sur cette question.

M. J. SMIT (Union sud-africaine) remercie le Dr Nansen des paroles sympathiques qu'il a prononcées à propos du Sud-Ouest africain. Il désire, en même temps, appeler l'attention de la Commission sur la situation spéciale où se trouve le territoire par rapport à d'autres territoires, et qui résulte du fait que sa population comprend, en plus de la population indigène, un grand nombre de colons blancs et de gens de couleur. Il n'est pas possible, dans ces conditions, de suivre une politique visant *exclusivement* les intérêts spéciaux des indigènes, et il faut aussi tenir compte des autres éléments de la population. Un projet de loi vient d'être adopté, qui dotera le territoire d'une certaine autonomie.

Le délégué de l'Afrique du Sud parle ensuite de l'affaire des Réhoboths, que l'on ne saurait guère qualifier de rébellion. Un membre éminent de la magistrature de l'Afrique du Sud vient de se rendre dans le territoire pour y faire une enquête dont les résultats seront communiqués à la Société.

M. DORET (Haïti) désire savoir si les habitants des territoires sous mandat connaissent bien leur droit d'envoyer des pétitions, et si, en fait, ce droit est exercé sans difficulté.

Le Dr NANSEN (Norvège) déclare n'avoir pas connaissance de cas où il se serait produit des difficultés; il semble que les habitants connaissent réellement leur droit de pétition.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) propose de soumettre à l'Assemblée le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée,

« Ayant pris acte des rapports de la Commission permanente des mandats sur ses cinquième et sixième sessions, ainsi que des documents y relatifs;

« (a) Désire exprimer le vif intérêt et la vive satisfaction qu'elle a éprouvés en prenant connaissance de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil de la Société, en exécution des obligations qui leur incombent selon l'article 22 du Pacte, au sujet de l'application du système des mandats;

« (b) Exprime en particulier l'espoir que tous les membres de la Société des Nations donneront effet sans délai à la recommandation formulée par le Conseil dans le paragraphe II (1) de sa résolution du 15 septembre 1925, concer-

He noted with satisfaction that the Commission had had during the past year the benefit of personal contact with the High Commissioner for Palestine, Sir Herbert Samuel, as well as other officials directly participating in the administration of the mandated territories.

The documents before the Committee proved that the mandatory Powers were acting not only on the letter, but also in sympathy with the spirit of the Mandates and the Covenant. The Minutes of the meetings of the Mandates Commission threw much light on the situation in the territories, as evidenced for instance, by the discussions between the Commission and the Representative of the Union of South Africa concerning the local government for the territory and native education. As regarded the administration of South-West Africa, the Sixth Committee would be very glad to note that the recent rebellion of the Rehoboth Community had been dealt with without the loss of a single drop of blood. He had full confidence that the Mandatory Power would see that the rights of the Community were fully respected.

He further referred to the high death rates among the natives employed on the Central Railway in the French Cameroons, and in the mines of South-West Africa. He noted with satisfaction the decision of the Australian Government to exempt the mandated territory of New Guinea from the operation of the coastal trade provisions of the Australian Navigation Act.

He also called the attention of the Committee to the situation as to certain general questions, such as the problem of loans, advances and investments of capital in mandated territories (on which point the Council had now adopted a resolution), the liquor traffic, and the extension of special international conventions to mandated territories. As for this latter point, he thought that the Assembly might definitely support the recommendations which the Council had just made with regard to this matter.

Mr. J. SMIT (South Africa) thanked Dr. Nansen for his sympathetic references to South-West Africa. At the same time he wished to draw the attention of the Committee to the special situation of the territory as compared with other territories resulting from the fact that its population comprised a large number of white settlers and coloured people in addition to the native population. In these circumstances it was not possible to apply a policy *exclusively* in the special interests of the natives, but account must also be taken of the other elements of the population. A bill had just been adopted which would give to the territory a certain amount of self-government.

He further referred to the Rehoboth affair, which could hardly be called a rebellion. A prominent South African judge had gone to the territory to make an enquiry, the results of which would be communicated to the League.

Mr. DORET (Haiti) raised the question as to whether the inhabitants of mandated territories were fully aware of their right of petition and whether this right was, in fact, exercised without any difficulty.

Dr. NANSEN (Norway) replied that he knew of no case where there had been any difficulty and said that it seemed that the inhabitants were in fact informed of their rights of petition.

Dr. VEVERKA (Czechoslovakia) proposed the following draft resolution for submission to the Assembly:

“ The Assembly,

“ Having noted the reports of the Permanent Mandates Commission on its fifth and sixth sessions, and the documents relevant thereto,

“ (a) Desires to express its keen interest in and satisfaction with the work of the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council of the League, in fulfilling the duties devolving on them under Article 22 of the Covenant in connection with the application of the Mandates system;

“ (b) Expresses in particular the hope that all the Members of the League of Nations will give effect without delay to the recommendation made by the Council in paragraph II (1) of its resolution of September 15th, 1925,



nant l'extension aux territoires sous mandat de conventions internationales spéciales.»

Le délégué de la Tchécoslovaquie propose d'envoyer directement cette résolution à l'Assemblée, sans qu'il soit nécessaire de désigner un rapporteur sur la question.

*Cette procédure est approuvée et le projet de résolution est adopté.*

III. *Collaboration de la presse à l'œuvre de désarmement: Proposition tendant à réunir un Comité d'experts.*

La Commission décide d'inviter M. Hymans et M. de Jouvenel à collaborer avec M. Yanez à la préparation d'un bref rapport concernant le projet de résolution présenté par la délégation chilienne, sur la question ci-dessus; ce rapport sera soumis à la Commission lors de sa prochaine séance.

VIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE, LE 21 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu provisoire: treizième séance.

Compte rendu définitif: neuvième séance.

Ordre du jour de l'Assemblée N° 9.

Addendum à la liste des délégués et membres des délégations.

- A. 79 Oeuvre de l'Organisation d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 80 Restauration financière de la Hongrie: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 81 Organisation des communications et du transit: Rapport sur l'œuvre de l'Organisation entre la cinquième et la sixième Assemblée.
- A. 82 Réduction des armements: Rapport de la troisième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 85 Proposition du Gouvernement danois concernant la création, après de la Cour permanente de Justice internationale, d'une Commission de conciliation: Rapport présenté à l'Assemblée par la première Commission.

PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux îles d'Aland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie, des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc.

*Le prix de ces dispositifs est de:*

Fr. suisses 2.— en noir, et Fr. suisses 5.— en couleur.

- Ils peuvent être exécutés en formats 8 × 8 ou 8 1/2 × 10.

Pour toute commande ou tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, *Service photographique*, de la Société des Nations.

concerning the extension of special international conventions to mandated territories."

He further suggested that this resolution should be sent direct to the Assembly without it being necessary to appoint a rapporteur for the question.

*The Committee agreed to this procedure and adopted the draft resolution.*

III. *Collaboration of the Press in the Work of Disarmament: Proposal for the Convening of a Committee of Experts.*

The Committee decided to ask M. Hymans and M. de Jouvenel to collaborate with M. Yanez in preparing a short report on the draft resolution presented by the Chilean delegation on the above subject for presentation at the next meeting.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 21st, 1925.

Provisional Verbatim Record: Thirteenth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Ninth Meeting.

Assembly Agenda No. 9.

Addendum to the List of Delegates and Members of Delegations

- A. 79 The Work of the Health Organisation. Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 80 Financial Reconstruction of Hungary. Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 81 Organisation for Communications and Transit. Report on the Work accomplished by the Organisation between the Fifth and Sixth Assemblies.
- A. 82 Reduction of Armaments. Report of the Third Committee to the Assembly.
- A. 85 Proposal of the Danish Government concerning the Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice. Report of the First Committee to the Assembly.

LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection—of about 200 slides—includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Aaland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

*Price of Slides (8 × 8 or 8 1/2 × 10 centimetres):*

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographic Department*, of the League of Nations, Geneva.

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) pendant les séances de l'Assemblée, et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS:  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.  
THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.  
FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.  
DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) during the meetings of the Assembly, and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).*

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 15. — MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1925.

No. 15. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 23rd, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	189
II. Quatorzième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	190
III. Neuvième séance de la deuxième Commission . . . . .	198
IV. Sixième séance de la quatrième Commission . . . . .	200
V. Septième séance de la cinquième Commission . . . . .	201
VI. Cinquième séance de la troisième Commission . . . . .	202
VII. Corrections à la liste des membres des délégations . . . . .	205
VIII. Signatures et ratifications des Accords Internationaux . . . . .	205
IX. Film documentaire sur la Société des Nations . . . . .	206
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée le 22 septembre 1925. . . . .	206

## CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	189
II. Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	190
III. Ninth Meeting of the Second Committee . . . . .	198
IV. Sixth Meeting of the Fourth Committee . . . . .	200
V. Seventh Meeting of the Fifth Committee . . . . .	201
VI. Fifth Meeting of the Third Committee . . . . .	202
VII. Corrections in the List of Members of Delegations . . . . .	205
VIII. Signatures and Ratifications of International Engagements. . . . .	205
IX. A League of Nations Film . . . . .	206
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 22nd, 1925 . . . . .	206

## I. PROGRAMME DES SÉANCES

### *Première Commission.*

La première Commission se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 10 h. 30, Secrétariat (Salle B).

### *Ordre du jour:*

Rapport de la Sous-Commission N° 2 (projets de résolutions proposés par la Sous-Commission après examen des propositions faites à l'Assemblée par la délégation espagnole (A.53/1/1925) et par la délégation suédoise (A. 47. 1925), et des propositions faites à la Sous-Commission par les délégations belge et japonaise).

### *Deuxième Commission.*

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre) à 11 h., au Secrétariat (Salle F).

## I. PROGRAMME OF MEETINGS

### *First Committee.*

The First Committee will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

### *Agenda:*

Report of Sub-Committee No. 2 (Draft Resolutions proposed by the Sub-Committee after consideration of the Proposals made to the Assembly by the Spanish (A.53(1).1925) and Swedish (A.47.1925) Delegations and Proposals made in the Sub-Committee by the Japanese and Belgian Delegations).

### *Second Committee.*

The Second Committee will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 11 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

*Quatrième Commission.*

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 17 h., au Secrétariat (Salle B).

*Quatrième Commission: Sous-Commission (Contributions arriérées).*

La Sous-Commission (Contributions arriérées) se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle E).

*Quatrième Commission: Sous-Commission (Répartition des dépenses).*

La Sous-Commission (Répartition des dépenses) se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 15 h., au Secrétariat (Salle E).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission tiendra deux séances aujourd'hui (mercredi, 23 septembre). La première séance aura lieu à 10 h. et la deuxième séance à 16 h., au Secrétariat (Salle C).

*Cinquième Commission: Sous-Commission (Réfugiés).*

La Sous-Commission (Réfugiés) se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 9 h., au Secrétariat (Salle D).

*Cinquième Commission: Sous-Commission (Réfugiés arméniens).*

La Sous-Commission (Réfugiés arméniens) se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 14 h. 45, au Secrétariat (Salle D).

*Sixième Commission :*

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

*Commission générale de l'Assemblée*

La Commission générale de l'Assemblée se réunira aujourd'hui (mercredi, 23 septembre), à 10 h., au Secrétariat (Bureau du Secrétaire général).

II. QUATORZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le mardi 22 septembre 1925, à 10 heures.

*Démission de Costa-Rica de la Société des Nations: Résolution présentée par la délégation française.*

M. Jean MONTIGNY (France) déclare qu'il a déposé sur le bureau de l'Assemblée le projet de résolution suivant:

- « La sixième Assemblée de la Société des Nations,
- « Ayant appris que la République de Costa-Rica avait manifesté l'intention de donner sa démission de Membre de la Société des Nations :
- « Constate avec un vif regret l'absence d'un membre dont la participation aux travaux de l'Assemblée avait été unanimement et hautement appréciée;
- « Exprime le vœu que le Gouvernement de la République de Costa-Rica juge possible d'apporter à nouveau à la Société des Nations son utile collaboration. »

L'origine de cette résolution est la suivante:

L'an dernier, les services financiers de la Société des Nations ont adressé à divers gouvernements une lettre pour leur rappeler qu'il existait un arriéré dans leurs contributions aux frais de la Société des Nations. Le Gouvernement de la République de Costa-Rica s'est trouvé offensé de recevoir cette lettre, et le Président de la République a fait connaître au Secrétariat que son gouvernement avait l'intention de donner sa démission de Membre de la Société.

Les nations de l'Amérique latine ont été particulièrement émuës par cette nouvelle; elles ont vivement regretté qu'une nation sœur prit une décision aussi grave à la suite d'un incident futile. Elles avaient l'intention de présenter devant

*Fourth Committee.*

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 5 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

*Fourth Committee: Sub-Committee (Contributions in Arrears).*

The Sub-Committee (Contributions in Arrears) will meet to-day (Wednesday, September 23rd), at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

*Fourth Committee: Sub-Committee (Allocation of Expenses).*

The Sub-Committee (Allocation of Expenses) will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

*Fifth Committee.*

There will be two meetings of the Fifth Committee to-day (Wednesday, September 23rd). The first meeting will take place at 10 a.m., and the second meeting at 4 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Fifth Committee: Sub-Committee (Refugees).*

The Sub-Committee (Refugees) will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 9 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Fifth Committee: Sub-Committee (Armenian Refugees).*

The Sub-Committee (Armenian Refugees) will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 2.45 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Sixth Committee.*

The Sixth Committee will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

*General Committee of the Assembly.*

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Wednesday, September 23rd) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room of the Secretary-General).

II. FOURTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Tuesday, September 22nd, 1925, at 10 a.m.

*Resignation from the League of Costa Rica: Resolution moved by the French Delegation.*

M. Jean MONTIGNY (France) said he had placed on the table of the Assembly the following draft resolution:

- "The Assembly,
- "Having learnt that the Republic of Costa Rica has expressed its intention of resigning her membership of the League:
- "Deeply regrets to note the absence of a Member whose participation in the work of the Assembly had been unanimously and highly appreciated;
- "Expresses the hope that the Government of the Republic of Costa Rica may again find it possible to afford the League its valuable co-operation."

The origin of the resolution was as follows. Last year the Financial Administration of the League of Nations had addressed to various Governments a letter reminding them that their contributions to the League were in arrears. The Government of the Republic of Costa Rica had taken offence at this letter and the President of the Republic had notified the Secretariat that his Government intended to resign its membership of the League.

The countries of Latin America had been particularly disturbed by this announcement, keenly regretting that a sister nation should take so serious a decision as the result of a trivial incident. They had intended to submit to the Assembly

l'Assemblée un projet de résolution conçu dans le sens de celui qui vient d'être lu, pour demander au Gouvernement de Costa-Rica s'il ne lui serait pas possible de procéder à un nouvel examen de la question et de reprendre sa participation aux travaux de l'Assemblée. La délégation française agit en ce moment au nom des pays de l'Amérique latine dont elle interprète les vœux.

Le PRÉSIDENT propose qu'étant donné l'urgence de cette question, la résolution soit inscrite à l'ordre du jour d'une des prochaines séances de l'Assemblée.

*Cette proposition est adoptée.*

#### *Situation en Chine.*

Le PRÉSIDENT déclare que la forme de la résolution concernant la situation en Chine a été légèrement modifiée depuis qu'elle avait été présentée pour la première fois.

Le texte actuel est le suivant:

« L'Assemblée,  
« Profondément intéressée par la suggestion du délégué chinois, touchant la possibilité de considérer, dans l'esprit du Pacte, la situation internationale actuelle de la Chine;

« Heureuse d'apprendre qu'une conférence des Etats intéressés doit bientôt avoir lieu en Chine, en vue d'examiner les questions soulevées;

« Exprime le vœu qu'une solution satisfaisante leur soit apportée à une date prochaine. »

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) a présenté cette résolution pour deux raisons: en premier lieu, la Chine se tourne vers la Société des Nations pour y trouver un appui moral, conformément à la lettre et à l'esprit de l'article 19 du Pacte; en second lieu, tout le monde reconnaît que l'article 19 fournit le moyen de modifier les situations internationales qui pourraient mettre en danger la paix du monde. L'application de cet article au cas de la Chine justifiera d'une manière plus complète l'existence de la Société des Nations et donnera au monde entier la preuve de son activité et de son efficacité. En particulier, elle fera une excellente impression sur la Conférence douanière qui doit se tenir à Pékin le 26 octobre, ainsi que sur les Conférences ultérieures, lorsqu'on procédera à un nouvel examen de l'ensemble de la question de la révision des traités conclus entre la Chine et les Puissances étrangères, qui sont généralement considérés comme désuets et inapplicables.

*La résolution est approuvée et adoptée sous forme de vœu.*

#### *Renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.*

M. de Brouckère (Belgique), vice-président du troisième Comité, et M. Guerrero (Salvador), rapporteur, montent à la tribune.

M. GUERRERO donne lecture du projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, tenant compte des stipulations de la Convention sur le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre, signée à Genève le 17 juin 1925;

« Considérant les avantages qui découleraient de l'unification des nomenclatures et des méthodes statistiques concernant ce commerce;

« Considérant le paragraphe 3 de la résolution de la cinquième Assemblée, en date du 27 septembre 1924, en vertu duquel « les Etats membres et non membres de la « Société des Nations sont priés de remettre au Secrétariat « tous documents qu'ils estiment de nature à faciliter la « préparation du recueil de renseignements statistiques sur « le commerce des armes, munitions et matériels de guerre »;

« Recommande à tous les Etats d'adopter, aussitôt qu'il leur sera possible, les modèles qui figurent en annexe I à ladite Convention pour leurs statistiques nationales et pour les documents qu'ils fournissent au Secrétariat en vue de la préparation du recueil susmentionné. »

*La résolution est adoptée.*

a draft resolution in the same sense as that which he had just read, asking the Government of Costa Rica if it would not be possible to reconsider the question and to participate again in the work of the Assembly. The French delegation was acting on behalf of the countries of Latin America and interpreting their wishes.

The PRESIDENT proposed that, in view of the urgency of the question, the resolution should be placed on the agenda of one of the next meetings of the Assembly.

*The proposal was adopted.*

#### *Situation in China.*

The PRESIDENT said that the form of the resolution concerning the situation in China had been slightly modified since its first submission.

The resolution was now as follows:

“The Assembly,

“Having heard with deep interest the Chinese delegate's suggestion regarding the possibility of considering, according to the spirit of the Covenant, the existing international conditions of China;

“Having learned with satisfaction that a conference of the interested States is soon to take place in China to consider the questions involved;

“Expresses its hope that a satisfactory solution may be reached at an early date.”

M. CHAO-HSIN CHU (China) said that he had put forward this resolution for two reasons: first, China looked earnestly to the League of Nations for moral support in accordance with the letter and spirit of Article 19 of the Covenant; secondly, Article 19 was unanimously recognised to provide an opportunity to change international conditions which might endanger the peace of the world. The application of Article 19 to the case of China would more fully justify the existence of the League and convince the whole world of its activity and efficiency. It would, in particular, create a very good impression upon the tariff conference to be held at Peking on October 26th, and, at a subsequent time, when the whole question of the revision of China's treaties with foreign Powers, generally regarded as out of date and inapplicable, would be brought up for reconsideration.

*The resolution was approved and carried in the form of a recommendation.*

#### *Statistical Information in regard to the Trade in Arms, Ammunition and Implements of War.*

M. de Brouckère (Belgium), Vice-Chairman of the Third Committee, and M. Guerrero (Salvador), Rapporteur, came to the platform.

M. GUERRERO read the following draft resolution:

“The Assembly,

“Taking into account the provisions of the Convention for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War, signed at Geneva on June 17th, 1925;

“Considering the advantage to be derived from the standardisation of nomenclature and statistical systems for this trade;

“Considering paragraph 3 of the resolution of the Fifth Assembly dated September 27th, 1924, in virtue of which ‘States Members and non-Members of the League of Nations are invited to transmit to the Secretariat all documents which they may deem likely to be of assistance in the preparation of a collection of statistical data concerning the trade in arms, munitions and implements of war’;

“Recommends all States, so soon as they may find it possible, to adopt the models given in Annex I to the said Convention for their national statistics and for the documents they supply to the Secretariat as data for the preparation of the above-mentioned collection.”

*The resolution was adopted.*

*Proposition du Gouvernement danois concernant la création, auprès de la Cour permanente de Justice internationale, d'une Commission de conciliation. Rapport de la première Commission.*

M. Scialoja (Italie), président de la première Commission et M. Urrutia (Colombie), rapporteur, montent à la tribune

M. URRUTIA donne lecture du projet de résolution suivant :

« L'Assemblée décide de renvoyer à une session ultérieure la prise en considération de la proposition du Gouvernement danois sur la création d'une Commission de conciliation auprès de la Cour permanente de Justice internationale. »

Il déclare que la majorité des membres de la Commission craignaient qu'il fût impossible, pour le moment, de donner suite à une innovation pouvant entraîner des amendements au Statut de la Cour permanente de Justice internationale. D'autres objections ont été soulevées fondées sur le caractère judiciaire de la Cour ainsi que sur les conditions spéciales, distinctes de celles des juges, que doivent réunir les médiateurs dans des conflits internationaux.

D'autre part, la Commission a apprécié au plus haut point l'importance de la proposition danoise, tendant à unifier et à fortifier les méthodes de conciliation internationale, qui occupent à l'heure actuelle une place prépondérante parmi les moyens envisagés pour assurer la paix.

Elle a estimé que la meilleure voie à suivre serait d'ajourner l'étude de cette proposition pendant un laps de temps suffisant pour que les gouvernements puissent en examiner à fond le contenu et la portée, à la lumière des opinions qui se sont manifestées à l'intérieur de la Commission. La délégation danoise a accepté cette proposition.

*La résolution est adoptée.*

*Disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. — Rapport de la première Commission.*

M. MOTTA (Suisse) monte à la tribune et présente le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée,

« En prenant acte avec satisfaction du fait que quinze Etats ont accepté, jusqu'à ce jour, la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale relative à la juridiction obligatoire de la Cour;

« Constatant que certains de ces Etats ne se sont engagés que pour une période venant à expirer prochainement;

« Invite le Secrétaire général de la Société des Nations à attirer l'attention de ces Etats sur les dispositions à prendre, s'ils le jugent bon, en vue de renouveler, en temps utile, leurs engagements. »

Il déclare que l'article 36 du Statut de la Cour permanente concernant la juridiction obligatoire a été accepté d'une manière définitive et sans réserve par quinze Etats et que huit autres Etats ont accepté cette clause en principe avec certaines réserves. La majorité des Etats qui avaient accepté la clause définitivement et sans réserve se sont liés pour une période de cinq ans sous conditions de réciprocité. Pour beaucoup d'entre eux, cette période vient à expiration dans le cours de l'année prochaine. Il importe donc qu'ils prennent les mesures nécessaires pour renouveler leurs engagements s'ils le jugent bon.

La proposition suisse, qui est à l'origine du projet de résolution, n'était qu'un simple vœu. D'après la proposition actuelle, le Secrétaire général de la Société des Nations est invité à faire des démarches auprès des Etats en question. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'un acte de pression, mais d'un simple geste amical d'encouragement. Les Etats qui n'ont pas accepté la juridiction obligatoire peuvent se féliciter de ce que d'autres Etats soient déjà entrés dans cette voie, et peuvent donc, sans être illogiques avec eux-mêmes, voter cette résolution.

Tous les membres de la première Commission ont reconnu que l'idée qui dominait pour le moment était celle de l'arbitrage obligatoire avec toutes les idées qui peuvent en découler, comme, par exemple, l'extension de la juridiction obligatoire de la Cour, et certains délégués ont annoncé que leurs Etats accepteraient prochainement la juridiction obligatoire.

*La résolution est adoptée.*

*Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice: Proposal of the Danish Government: Report of the First Committee.*

M. Scialoja (Italy), Chairman of the First Committee, and M. Urrutia (Colombia), Rapporteur, came to the platform.

M. URRUTIA presented the following draft resolution:

"The Assembly decides to adjourn to a subsequent session the consideration of the proposal of the Danish Government as to the establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice."

He said that the majority of the members of the First Committee had feared that it was not possible for the moment to carry out an innovation which might involve amendments to the Statute of the Permanent Court of Justice. Other objections had been raised based on the judicial character of the Court and upon the special conditions, distinct from those of judges, which should be fulfilled by mediators in international affairs.

The Committee, however, highly appreciated the importance of the Danish proposal, which would tend to unify and strengthen the methods of international conciliation which at the present moment held a preponderant position among the methods contemplated for the assurance of peace.

The Committee thought that the best course would be to postpone the examination of this proposal for a sufficient time to enable the Governments to examine thoroughly its content and scope by the light of the opinions expressed in the Committee. The Danish Delegation had accepted this proposal.

*The resolution was adopted.*

*Optional Clause of the Permanent Court of International Justice: Report of the First Committee.*

M. MOTTA (Switzerland) came to the platform. He submitted the following draft resolution:

"The Assembly,

"Noting with satisfaction the fact that up to the present fifteen States have accepted the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice concerning the compulsory jurisdiction of the Court;

"Noting also that some of those States have assumed this obligation for a period which will shortly terminate:

"Requests the Secretary-General of the League of Nations to draw the attention of such States to the measure to be taken, if they consider it proper, in order to renew in due course their undertakings."

He said that Article 36 of the Statute of the Permanent Court dealing with compulsory jurisdiction had been accepted finally and without reserve by fifteen States, and that eight other States had accepted the clause in principle, subject to certain reservations. The majority of the States which had accepted the clause finally and without reservation were bound for a period of five years, subject to reciprocity. In many of these States this period would come to an end during the forthcoming year. It was therefore important that they should take the necessary steps to renew, if they thought fit, their undertakings.

The Swiss proposal, on which was based the draft resolution, was put forward as a recommendation. According to the present proposal, the Secretary-General of the League of Nations was being asked to make representations to the States concerned. This was in no way an act of pressure but merely a friendly encouragement. Those States which had not accepted compulsory jurisdiction might congratulate themselves that other States had been able to do so and could accordingly without inconsistency vote for the resolution.

All the members of the First Committee had agreed that the prevailing idea at the moment was that of compulsory arbitration with all the ideas which might result from this conception, as, for example, the extension of the compulsory jurisdiction of the Court; and certain delegates had announced that their States would shortly accept compulsory jurisdiction.

*The resolution was adopted.*

*Travaux du Comité financier (non compris l'Autriche et la Hongrie). — Rapport de la deuxième Commission.*

Le Jonkheer Van Eysinga (Pays-Bas), président de la deuxième Commission, et M. Samuel (Empire britannique) rapporteur, montent à la tribune.

M. SAMUEL donne lecture des projets de résolutions suivants:

I.

« L'Assemblée.

« (a) A appris avec satisfaction que le plan tracé, l'année passée, pour l'établissement des réfugiés grecs, qui avait pu commencer à être mis en exécution grâce à des avances provisoires, a été réalisé à la suite du placement d'un emprunt de 10 millions de livres net, émis à Athènes, à Londres et à New-York, sur la base du Protocole du 29 septembre 1923 et de l'Acte additionnel du 19 septembre 1924;

« (b) Constate que, sur 1.200.000 réfugiés qui, d'après les estimations du plan, devaient être établis et employés à un travail productif, plus de 700.000 ont été fixés dans des districts agricoles, ou ont reçu un logement dans des quartiers suburbains d'Athènes;

« (c) Constate avec satisfaction que tous les rapports reçus démontrent que les réfugiés forment une population énergique et industrielle, capable de profiter rapidement de toutes les possibilités qui leur sont offertes, et qu'ils feront le meilleur usage des terres et du matériel que la Commission met à leur disposition;

« (d) Estime que l'Office autonome des réfugiés établi sous les auspices de la Société des Nations a pu réaliser une œuvre qui, en dehors des avantages qu'elle assure aux réfugiés eux-mêmes, aura pour la Grèce les effets d'ordre économique et d'ordre politique les plus heureux;

« (e) Elle exprime l'espoir que, par une étroite collaboration entre le Gouvernement grec et l'Office autonome, l'œuvre d'établissement des réfugiés pourra être heureusement menée à son terme. »

II.

« L'Assemblée se félicite de la part prise par le Comité financier et par le Conseil dans l'émission d'un emprunt destiné à développer l'outillage de Danzig, et à l'aménagement de son port, dans des conditions qui ont donné pleine satisfaction à tous les intérêts en cause. »

III.

« L'Assemblée prend acte du dépôt des conclusions qu'ont formulées les représentants des administrations fiscales de certains pays européens, sur les problèmes de la double-imposition et de l'évasion fiscale. Elle enregistre avec satisfaction l'accord sur les principes communs marqué par ces conclusions, et la convocation, pour 1926, d'une conférence d'experts conçue sur une base plus large. Elle espère que cette conférence technique qui, pour la première fois, aborde, sous un mandat du Conseil, un problème financier d'une importance universelle, pourra faire des propositions d'un caractère pratique. »

IV.

« L'Assemblée a pris connaissance avec intérêt des nouvelles publications préparées pour l'organisation financière et économique de la Société des Nations, par le Service de documentation du Secrétariat. Elle y voit une contribution très utile à l'étude des problèmes économiques et financiers. »

*Les résolutions sont adoptées.*

*Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), rapporteur, monte à la tribune.

Il présente son rapport et soumet les résolutions suivantes:

I. « L'Assemblée invite la Commission internationale de coopération intellectuelle à poursuivre ses travaux dans l'esprit de prudence et de fermeté qu'elle y a apporté

*Work of the Financial Committee (except the Financial Reconstruction of Austria and Hungary): Report of the Second Committee.*

Jonkheer Van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Second Committee, and Mr. Samuel (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Mr. SAMUEL read the following draft resolutions:

I.

« The Assembly:

« (a) Has learnt with satisfaction that the scheme which was prepared, and partially put into execution through temporary advances last year, for the settlement of Greek refugees has been realised through the successful issue of a loan, yielding an effective sum of £10,000,000 in Athens, London and New York, on the basis of the Protocol signed on September 29th, 1923, and the Additional Act signed on September 19th, 1924;

« (b) Notes that, of the 1,200,000 refugees who, on the estimate of the original scheme, required settlement in productive work, over 700,000 have already been settled in agricultural districts or housed in urban settlements near Athens;

« (c) Notes with pleasure the reports received that the refugees form an energetic and industrious class, rapidly taking advantage of the opportunities afforded them, and will put to good use the land and materials which it is the work of the Commission to place at their disposal;

« (d) Observes that the Settlement Commission thus instituted under the auspices of the League has been able to effect a piece of work which, apart from the benefit to the refugees themselves, should have far-reaching beneficial results for Greece of both an economic and political character;

« (e) Expresses the hope that, through close collaboration between the Greek Government and the Settlement Commission, the work may be successfully pursued and brought to a conclusion. »

II.

« The Assembly approves the part taken by the Financial Committee and the Council in the issue of a loan for the economic development of Danzig and for the equipment of the port, under conditions which have fully satisfied all those interested. »

III.

« The Assembly notes the conclusions which have been formulated by the representatives of the Revenue Departments of certain European countries on the problems of double taxation and fiscal evasion. It observes with satisfaction that agreement has been reached on certain common principles, which are expressed in these conclusions, and that a further Conference of Experts is to be convoked in 1926, selected on a larger basis. It hopes that this technical conference, which for the first time undertakes at the request of the Council the study of a financial problem of universal importance, may be able to submit practical proposals. »

IV.

« The Assembly has learnt with interest of the new publications which are in course of preparation by the Statistical Branch of the Secretariat for the use of the Financial and Economic Organisation of the League, and considers that they form a useful contribution to the study of economic and financial problems. »

*The resolutions were adopted.*

*Work of the International Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Rapporteur, came to the platform.

He presented his report and submitted the following resolutions:

I. « The Assembly invites the International Committee on Intellectual Co-operation to continue its work in the same spirit of prudence and firmness as heretofore; it

jusqu'à présent; elle exprime sa satisfaction des résultats obtenus et, en particulier, de la façon dont l'Institut international de coopération intellectuelle a été organisé;

« Elle constate avec plaisir que l'œuvre de la Commission internationale de coopération intellectuelle est de plus en plus appréciée et que l'on attend d'elle, dans l'avenir, des services de plus en plus grands; elle se réjouit du succès qu'ont rencontré dans de nombreux pays les appels qu'elle a lancés, soit en faveur des nations dont la situation intellectuelle était particulièrement difficile, soit en faveur des étudiants et de la jeunesse, ou pour faciliter le travail des chercheurs. »

II. « L'Assemblée constate avec satisfaction que la plupart des Etats membres de la Société ont donné suite aux résolutions adoptées par la cinquième Assemblée au sujet de l'enseignement à donner à la jeunesse sur les idéals de la Société des Nations et sur le développement des relations entre la jeunesse des différents pays. Elle exprime sa satisfaction du rapport sur cette question qui a été préparé par le Secrétaire général et estime que ce rapport devrait être considéré comme une première étape.

« En conséquence, elle invite le Conseil :

« a) A examiner la possibilité de demander à tous les Etats membres de la Société des Nations et aux autres Etats de tenir le Secrétaire général au courant du progrès de cette question dans leurs pays en ce qui concerne les différents points mentionnés dans le rapport et de transmettre au Secrétaire général toutes les publications sur ce sujet dès leur apparition;

« b) A charger le Secrétaire général de faire réunir les informations ci-dessus mentionnées. Ces informations devraient être de temps à autre communiquées aux Etats membres de la Société et aux autres Etats intéressés à la question;

« c) A transmettre le rapport du Secrétaire général, ainsi que les propositions présentées par les délégations du Chili, de Haïti, de la Pologne et de l'Uruguay<sup>1</sup> à la Commission de coopération intellectuelle en la priant d'étudier la possibilité de réunir un sous-comité d'experts; celui-ci examinerait les méthodes les mieux appropriées en vue de coordonner tous les efforts officiels et non officiels pour faire connaître à la jeunesse du monde entier les principes et le travail de la Société des Nations et à habituer les jeunes générations à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de conduire les affaires du monde. »

*Les résolutions sont adoptées.*

<sup>1</sup> ENSEIGNEMENT AUX ENFANTS ET A LA JEUNESSE DES BUTS ET DE L'IDÉAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

*Projet de résolution présenté par la délégation chilienne à la séance du 16 septembre 1925 (matin).*

- L'Assemblée,
- Estimant que l'éducation de la jeunesse dans un esprit de concorde et de paix internationale constitue une des puissantes sauvegardes de l'œuvre de la Société des Nations,
- Et estimant que l'école peut contribuer de la manière la plus efficace à créer un esprit nouveau dans les générations futures,
- Invite le Conseil
- A soumettre à un examen attentif les réponses déjà reçues au Secrétariat au sujet de l'enseignement aux enfants et à la jeunesse des principes de paix et de l'idéal de la Société des Nations, en vue de la convocation éventuelle d'une conférence d'instituteurs ayant pour objet d'étudier les meilleurs moyens pour créer dans les écoles l'esprit de concorde universelle. »

REVISION DES MANUELS D'HISTOIRE EN VUE DE LA PRÉPARATION DU DÉSARMEMENT MORAL.

*Projet de résolution présenté par la délégation haïtienne à la séance du 16 septembre 1925 (matin).*

- La Société des Nations, dans un but de désarmement moral, invite ses Membres à entreprendre, dans la mesure du possible, la revision de leurs manuels d'histoire, de manière à diminuer graduellement le nombre des pages consacrées aux faits de guerre, et plus spécialement celles où l'on justifie les guerres de conquête en les glorifiant. »

*Projet de résolution présenté par la délégation polonaise à la deuxième Commission.*

- Vu l'influence profonde que les œuvres littéraires exercent sur l'éducation des grandes masses, des lecteurs en général et de la

expresses its satisfaction with the results obtained and, in particular, with the manner in which the International Institute for Intellectual Co-operation has been organised.

« It notes with pleasure that the work of the International Committee on Intellectual Co-operation is becoming more and more appreciated and that still greater services are expected of it in the future, and it is happy to observe the response made in numerous countries to the appeals which it has issued on behalf of nations the intellectual position of which was particularly difficult and of students and young people, and also with a view to assisting research workers in their task.

« II. The Assembly notes with satisfaction that most of the States Members of the League have acted on the resolutions adopted by the Fifth Assembly on the subject of the instruction of youth in the ideals of the League of Nations and the encouragement of contact between young people of different nationalities. It expresses its satisfaction with the report prepared by the Secretary-General on this subject and considers that the report should be regarded as a first stage.

« It therefore invites the Council :

« (a) To consider the possibility of requesting all States Members of the League of Nations and non-Member States to keep the Secretary-General informed of the progress made in their respective countries as regards the various points mentioned in the report, and to forward to the Secretary-General all publications on this subject as soon as they appear.

« (b) To instruct the Secretary-General to collect the information mentioned above. This information should be communicated from time to time to States Members of the League and to other States interested in the question.

« (c) To forward the Secretary-General's report, together with the proposals submitted by the Chilean, Haitian, Polish and Uruguayan delegations<sup>1</sup>, to the Committee on Intellectual Co-operation and to request it to consider the possibility of summoning a sub-committee of experts to consider the best methods of co-ordinating all official and non-official efforts designed to familiarise young people throughout the world with the principles and work of the League of Nations and to train the younger generation to regard international co-operation as the normal method of conducting world affairs. »

*The resolutions were adopted.*

<sup>1</sup> INSTRUCTION OF YOUTH CONCERNING THE EXISTENCE AND AIMS OF THE LEAGUE OF NATIONS.

*Draft Resolution presented by the Chilean Delegation at the Meeting of the Assembly held on September 16th, 1925 (morning).*

- The Assembly,
- Considering that the education of youth in a spirit of concord and international peace constitutes one of the most powerful safeguards for the work of the League of Nations,
- And considering that the school can most effectively help to create a new spirit in future generations:
- Invites the Council:
- To submit to careful consideration the replies already received by the Secretariat concerning the instruction of children and youth in the principles of peace and the ideals of the League of Nations, with a view to convening, if necessary, a conference of school teachers to study the best means for creating a spirit of world fraternity in schools. »

REVISION OF HISTORY MANUALS WITH A VIEW TO MORAL DISARMAMENT.

*Draft Resolution presented by the Delegation of Haiti at the Meeting held on September 16th, 1925 (morning).*

- With a view to moral disarmament, the League of Nations invites its Members to undertake as far as possible the revision of their history manuals so as gradually to reduce the number of pages devoted to military events and especially those passages in which wars of conquest are justified and held up for admiration »

*Draft Resolution presented by the Delegation of Poland to the Second Committee.*

- In view of the profound influence which literature has on the education of the great mass of readers in general and of the young



*Protection des minorités: Rapport de la sixième Commission.*

Sur l'invitation du PRÉSIDENT, M. van Lynden van Sandenburg (Pays-Bas), rapporteur, et M. Guerrero (Salvador), président de la sixième Commission, prennent place à la tribune.

M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), rapporteur, présente un historique de la question de la protection des minorités, depuis la conclusion des traités de paix et des traités spéciaux de minorités jusqu'aux résolutions adoptées par les précédentes Assemblées, en particulier au sujet de la procédure devant le Conseil.

La délégation lithuanienne a soumis à la présente Assemblée une résolution tendant à charger une Commission spéciale d'élaborer un projet de convention générale fixant les droits et devoirs communs de tous les Etats membres de la Société envers les minorités. La discussion de cette résolution, qui avait été renvoyée devant la sixième Commission, a révélé certaines divergences de vues, et la Commission, sur la déclaration faite par M. Galvanauskas qu'il retirait sa proposition, a décidé d'adopter un projet de résolution tendant à demander au Secrétaire général de communiquer au Conseil la discussion qui a eu lieu au sein de la sixième Commission à ce sujet.

La Commission a, en outre, pris connaissance de la partie du rapport du Conseil relative à la procédure suivie par lui dans les questions de minorités. Cette procédure a déjà maintes fois fait l'objet de délibérations au Conseil ainsi que dans l'Assemblée; notamment, le 22 octobre 1920, le 27 juin 1921 et le 5 septembre 1923, des résolutions ont été adoptées par le Conseil. Celui-ci vient d'adopter des règles destinées à faciliter cette tâche si délicate et si importante et dont la principale concerne la constitution du « Comité des trois ». Si une pétition est présentée, recevable selon la résolution du Conseil du 5 septembre 1923<sup>1</sup>, elle est examinée par le président du Conseil et par des

jeunesse en particulier, la deuxième Commission invite la Commission de coopération intellectuelle à étudier la question de la diffusion universelle des œuvres littéraires de toutes les nations, des œuvres de grande valeur artistique et dont l'esprit correspond aux principes et aux buts de la Société des Nations. »

\* \* \*

*Projet de résolution présenté par la délégation uruguayenne à la deuxième Commission.*

« Le Conseil est prié d'autoriser la Commission de coopération intellectuelle à désigner une ou plusieurs personnalités compétentes pour rédiger des textes pouvant servir de modèles ou d'exemples aux membres de l'enseignement pour faire connaître l'organisation, les buts et l'œuvre de la Société des Nations. Ces textes devront être, après examen et approbation de la Commission de coopération intellectuelle, soumis au Conseil de la Société des Nations.

« La Commission de coopération intellectuelle sera invitée à étudier, lorsque ces textes seront définitivement approuvés, la façon la plus appropriée pour les faire connaître non seulement aux gouvernements qui en feraient la demande, mais aussi aux institutions d'enseignement libre du monde entier. »

<sup>1</sup> Le paragraphe I de cette résolution est le suivant:

« Se référant à ses résolutions antérieures relatives à la procédure à suivre en matière de protection des minorités des 22 et 25 octobre 1920 et du 27 juin 1921, le Conseil de la Société des Nations, décide que:

« 1. Pour être soumises à la procédure établie par les résolutions du Conseil du 22 et du 25 octobre 1920 et du 27 juin 1921, les pétitions adressées à la Société des Nations, relatives à la protection des minorités:

« a) Doivent avoir pour objet la protection des minorités conformément aux traités;

« b) En particulier, elles ne doivent pas être présentées sous la forme d'une demande de rupture de liens politiques entre la minorité en question et l'Etat dont elle fait partie;

« c) Elle ne doivent pas émaner d'une source anonyme ou mal établie;

« d) Elles doivent être rédigées sans violence de langage;

« e) Elles doivent contenir des informations ou signaler des faits qui n'ont pas récemment fait l'objet d'une pétition soumise à la procédure ordinaire.

« Au cas où l'Etat intéressé soulèverait, pour une raison quelconque, des objections contre la recevabilité d'une pétition, le Secrétaire général soumettra la question de recevabilité au président du Conseil, qui pourra inviter deux autres Membres du Conseil à l'assister dans l'examen de cette question. Si l'Etat intéressé le demande, cette question de procédure pourra être inscrite à l'ordre du jour du Conseil. »

*Protection of Minorities: Report of the Sixth Committee.*

At the request of the PRESIDENT, M. Lynden Van Sandenburg (Netherlands), Rapporteur, and M. Guerrero (Salvador), Chairman of the Sixth Committee, came to the platform.

M. VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), Rapporteur, gave an account of the history of the protection of minorities from the conclusion of the Treaties of Peace and the special Minorities Treaties down to the resolutions adopted by previous Assemblies on the question of the procedure followed by the Council.

The Lithuanian delegation to the Assembly had submitted a resolution to the effect that a special committee should be instructed to draft a general convention concerning the common rights and duties of all States Members of the League towards minorities. This resolution, which had been referred to the Sixth Committee, had given rise to a certain divergence of view, and the Committee had accordingly agreed, on the announcement that M. Galvanauskas had withdrawn his proposal, to accept a draft resolution to the effect that the Secretary-General should be instructed to communicate to the Council the account of the discussion held in the Sixth Committee.

The Committee had further noted the report of the Council concerning the procedure followed by the Council in regard to minorities. This procedure had been many times discussed by the Council and the Assembly, notably on October 22nd, 1920, on June 27th, 1921, and on September 5th, 1923, on which dates resolutions had been adopted by the Council. The Council had now adopted certain rules in order to facilitate this very delicate and important task, the most important of which concerned the constitution of the "Committee of Three". On the presentation of a petition, if it were to be in conformity with the resolution of the Council of September 5th, 1923<sup>1</sup>, it was

in particular, the Second Committee invites the Committee on Intellectual Co-operation to consider the question of spreading universally the works of great literary and artistic value of all nations the spirit of which corresponds to the principles and aims of the League of Nations."

\* \* \*

*Draft Resolution submitted by the Delegation of Uruguay to the Second Committee.*

"The Council is requested to authorise the Committee on Intellectual Co-operation to appoint a qualified person or persons to prepare documents for use as models or examples for the guidance of members of the teaching profession in explaining the organisation, the aims, and the work of the League of Nations. After being examined and approved by the Committee on Intellectual Co-operation, these documents will be submitted to the Council of the League of Nations.

"When the documents in question have received final approval, the Committee on Intellectual Co-operation will be asked to consider the best means of bringing them to the notice of such Governments as may so request, and of private educational establishments throughout the world."

<sup>1</sup> Paragraph I of this resolution is as follows:

"With reference to the previous resolutions relating to the procedure to be followed with regard to the protection of minorities dated October 22nd and 25th, 1920, and June 27th, 1921, the Council of the League of Nations decides that:

"1. In order that they may be submitted to the procedure established by the Council resolutions dated October 22nd and 25th 1920, and June 27th, 1921, petitions addressed to the League of Nations concerning the protection of minorities:

"(a) Must have in view the protection of minorities in accordance with the treaties;

"(b) In particular, must not be submitted in the form of a request for the severance of political relations between the minority in question and the State of which it forms a part;

"(c) Must not emanate from an anonymous or unauthenticated source;

"(d) Must abstain from violent language;

"(e) Must contain information or refer to facts which have not recently been the subject of a petition submitted to the ordinary procedure.

"If the interested State raises for any reason an objection against the acceptance of a petition, the Secretary-General shall submit the question of acceptance to the President of the Council, who may invite two other Members of the Council to assist him in the consideration of this question. If the State concerned so requests, this question of procedure shall be included in the agenda of the Council."

membres désignés par lui, et qui ne doivent être des représentants ni de l'Etat auquel appartient la minorité ayant adressé la pétition, ni d'un Etat voisin, ni d'un Etat dont la majorité de la population appartient, au point de vue ethnique, au même peuple que ladite minorité. Si les éventualités susmentionnées s'appliquent au président, celui-ci est remplacé par le Membre du Conseil qui exerçait la fonction de président immédiatement avant le président actuel, à condition qu'il ne se trouve pas dans la même situation. L'examen d'une pétition de minorités par ce Comité a uniquement pour objet d'établir s'il convient ou non d'exercer le droit de signaler à l'attention du Conseil l'infraction ou le danger d'infraction faisant l'objet de la pétition, tout en réservant aux autres Membres le droit d'initiative reconnu par les traités. Tous les Membres du Conseil, s'ils portent un intérêt spécial à la pétition soumise à l'examen du Comité, peuvent être tenus au courant par le Secrétariat général et, éventuellement, présenter leurs propres observations.

La sixième Commission propose à l'Assemblée d'approuver la procédure adoptée par le Conseil et dont il vient d'être parlé, et lui soumet en conséquence le projet de résolution ci-après :

« L'Assemblée approuve la partie du rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée, qui traite de la procédure suivie en matière de protection des minorités (paragraphe VI du chapitre 7 du rapport supplémentaire). Le représentant de la Lithuanie ayant retiré la proposition présentée par lui le 14 septembre 1925, l'Assemblée demande au Secrétaire général de communiquer au Conseil la discussion qui a eu lieu dans la sixième Commission à ce sujet. »

Le comte APPONYI (Hongrie) déclare que la délégation hongroise a le regret de ne pouvoir s'associer aux conclusions du rapport soumis par la sixième Commission, et qui contient une approbation sans réserve des résultats auxquels ont abouti le Conseil et le Secrétariat dans la question des minorités. Le délégué de la Hongrie a déjà eu l'occasion de signaler ce qu'il trouvait de déficient à la procédure, tout en affirmant qu'il n'avait pas l'intention de diriger des critiques contre les hautes personnalités qui constituent le Conseil. Il s'est contenté de présenter des suggestions parce que, en vertu du Règlement et du Pacte, le Conseil, dans la sphère de ses attributions, est autonome. C'est pourquoi il a simplement proposé que le Conseil veuille bien prendre en considération ses suggestions pour les incorporer dans son règlement intérieur. Tant qu'il n'en aura pas été fait ainsi, la délégation hongroise se trouvera dans l'impossibilité d'exprimer une approbation formelle et sans réserve de l'activité du Conseil et du Secrétariat dans la question des minorités.

On a objecté que l'acceptation des propositions du délégué de la Hongrie rendrait nécessaire une modification des traités de minorités. Or, il ne pense pas qu'il en soit ainsi, et il se fait fort de le prouver lorsqu'il sera possible de revenir sur la discussion. Pour le moment, la délégation hongroise, à son grand regret, ne voit pas la possibilité de s'associer aux conclusions du rapport de la sixième Commission sur la question des minorités et se réserve le droit de revenir sur ce sujet lors de la prochaine Assemblée.

M. HYMANS (Belgique) expose que la sixième Commission a discuté assez longuement sur l'œuvre du Conseil en ce qui concerne la question des minorités et a examiné tous les points de vue ainsi que certaines suggestions formulées à la tribune de l'Assemblée. La Commission propose d'envoyer au Conseil le procès-verbal de ses débats sur la question, à titre d'information. Le Conseil a pris récemment diverses mesures en vue de perfectionner la procédure pour l'étude des questions relatives aux minorités, et le délégué de la Belgique croit pouvoir assurer au délégué de la Hongrie que le Conseil est tout prêt à accueillir les suggestions propres à perfectionner la procédure qu'il suit actuellement en cette matière. L'esprit du Conseil reste largement ouvert à toutes les suggestions de nature à améliorer cette procédure si délicate et si intéressante.

examined by the President of the Council and two members chosen by himself who were neither the representatives of a State to which the minority petitioning belonged nor the representative of a neighbouring State, nor the representative of a State of which the majority of the population belonged from the racial point of view to the same people as the petitioning minority. If the President himself suffered from the foregoing disabilities, he was replaced by that member of the Council who had taken the Chair immediately before the Acting President, provided that he fulfilled the necessary conditions. The examination of a minority petition by this Committee was carried out solely with a view to ascertaining whether it would be right or not to exercise the power to draw the attention of the Council to the infraction, or to danger of infraction, referred to in the petition, while at the same time reserving the right of action recognised by the Minorities Treaties of the other Members. Any Member of the Council, if he were particularly interested in the petition under examination, could obtain information from the Secretariat and express his views if he thought good.

The Sixth Committee proposed that the Assembly should approve the procedure adopted by the Council which he had described, and he accordingly submitted the following resolution:

"The Assembly approves that part of the Report on the Work of the Council, the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly, dealing with the procedure followed with regard to the protection of minorities (paragraph VI of Chapter 7 of the Supplementary Report). The Lithuanian representative having withdrawn the proposal submitted by him on September 14th, 1925, the Assembly requests the Secretary-General to communicate to the Council the discussion which has taken place in the Sixth Committee in this connection."

Count APPONYI (Hungary) said that the Hungarian delegation regretted that it was unable to associate itself with the conclusions of the report submitted by the Sixth Committee, which contained an unreserved approval of the action taken by the Council and the Secretariat in regard to minorities. He had already made certain suggestions criticising what he considered to be defects in the procedure, while at the same time making it clear that he made no attack on the persons composing the Council. He had only made suggestions because, according to the rules of procedure and the Covenant, the Council was autonomous in its own sphere. He had accordingly proposed merely that the Council should take these suggestions unto consideration and incorporate them into its rules of procedure. As long as it did not do so the Hungarian delegation would find it impossible to express formal approval without reservation of the action of the Council and the Secretariat in regard to minorities.

It had been said that the acceptance of the proposals which he had made would make it necessary to amend the minorities treaties. He did not believe this to be the case, and was ready to reply to such a contention when an opportunity offered. For the moment, however, the Hungarian Delegation would confine itself to expressing great regret at being unable to associate itself with the conclusions of the Sixth Committee's report in regard to minorities, and reserved the right to raise the question anew at the next Assembly.

M. HYMANS (Belgium) said that the Sixth Committee had discussed at length the work of the Council in regard to minorities and had examined all points of view together with the suggestions made at the Assembly. The Committee proposed to submit to the Council the minutes of its discussion for its information. The Council had recently taken various measures to perfect the procedure adopted for the investigation of minorities questions, and he could assure Count Apponyi that the Council would welcome all suggestions which might result in perfecting the procedure which it followed. The Council was ready to respond to any suggestion which might effect improvement in so delicate and essential a question.

M. Henry de JOUVENEL (France) précise que, au sein de la sixième Commission, la partie du rapport du Conseil dont il est question dans le projet de résolution a été l'objet d'une approbation unanime.

*Le rapport et le projet de résolution de la sixième Commission sont adoptés.*

*Mandats: Rapport de la sixième Commission.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, prend place à la tribune.

M. VEVERKA expose que la résolution soumise par la sixième Commission est une courte synthèse des discussions qui se sont déroulées dans son sein et, en particulier, des idées exposées par le Dr Nansen et par le représentant de l'Afrique du Sud. Le second paragraphe contient une recommandation adressée par le Conseil aux Membres de la Société, et ayant pour but d'étendre autant que possible aux territoires sous mandat les bénéfices qui sont accordés aux territoires voisins appartenant aux Puissances mandataires. Au nom de la sixième Commission, il soumet à l'Assemblée la résolution ci-après:

« L'Assemblée,

« Ayant pris acte des rapports de la Commission permanente des mandats sur ses cinquième et sixième sessions, ainsi que des documents y relatifs:

« (a) Désire exprimer le vif intérêt et la vive satisfaction qu'elle a éprouvée en prenant connaissance de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil de la Société, en exécution des obligations qui leur incombent selon l'article 22 du Pacte, au sujet de l'application du système des mandats;

« (b) Exprime en particulier l'espoir que tous les Membres de la Société des Nations donneront effet sans délai à la recommandation formulée par le Conseil dans le paragraphe II (1) de sa résolution du 15 septembre 1925 concernant l'extension aux territoires sous mandat de conventions internationales spéciales. »

Le Dr NANSEN (Norvège) appuie la résolution présentée par le rapporteur. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par la sixième Commission, qui a estimé que les responsabilités de la Société à l'égard des territoires administrés en son nom sous mandats sont d'une grande importance, non seulement pour les indigènes, mais encore pour la Société elle-même. C'est pour cette raison qu'il est bon, pour l'Assemblée, d'examiner l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, telle que la présentent les rapports soumis par ces dernières, ainsi que le rapport de la Commission permanente des mandats. Aujourd'hui que l'ensemble du système fonctionne à plein, la Commission permanente des mandats s'est trouvée dans la nécessité de tenir deux sessions par an, ce qui est une preuve de plus de la conscience avec laquelle elle comprend son travail et de l'élévation de ses vues. C'est pourquoi le projet de résolution exprime la satisfaction de l'Assemblée en présence de l'œuvre accomplie par la Commission permanente des mandats aussi bien que par les Puissances mandataires et le Conseil.

Des progrès remarquables ont été réalisés. On peut s'en rendre compte en comparant les événements qui se sont déroulés dans le Sud-Ouest africain il y a peu d'années, lors de la rébellion des Bondelswarts, et les événements qui se sont produits cette année au sujet des troubles survenus dans la communauté Réhoboth. Il a pu être mis fin à ces désordres sans qu'une goutte de sang ait été versée, et, dès que l'affaire eut été réglée, le Gouvernement de l'Afrique du Sud envoya une Commission d'enquête pour se renseigner sur les divers problèmes qui avaient donné lieu aux troubles. L'Assemblée peut avoir pleine confiance que la Puissance mandataire assurera aux Réhoboths l'exercice de tous leurs droits.

Un autre exemple des progrès réalisés est fourni par la décision qu'a prise le Gouvernement australien d'exempter le territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée de l'application des dispositions de la loi sur la navigation relative au cabotage. Ce fait montre l'empressement avec lequel la Puissance mandataire s'est conformée à la suggestion de la Commission permanente des mandats, qui estimait que l'application de cette loi serait susceptible d'entraver le développement économique de la Nouvelle-Guinée.

Le Conseil a définitivement adopté une résolution précise à l'égard de la question si controversée des emprunts, avances

M. Henry de JOUVENEL (France) explained that the report of the Council referred to in the resolution of the Sixth Committee had been unanimously approved in that Committee.

*The report of the Sixth Committee and the resolutions were adopted.*

*Mandates: The Report of the Sixth Committee.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, came to the platform.

M. VEVERKA said that the resolution submitted by the Sixth Committee was a short summary of the discussion which had taken place in it and especially of the proposals made by Dr. Nansen and the representative of South Africa. The second paragraph of the resolution contained a recommendation to be addressed by the Council to the Members of the League with the object of extending as far as possible to mandated territories the benefits enjoyed by neighbouring territories belonging to the same mandatory Powers. On behalf of the Sixth Committee, he proposed the following resolution:

"The Assembly,

"Having noted the reports of the Permanent Mandates Commission on its fifth and sixth sessions and the documents relevant thereto:

"(a) Desires to express its keen interest in, and satisfaction with, the work of the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council of the League in fulfilling the duties devolving on them under Article 22 of the Covenant in connection with the application of the mandates system;

"(b) Expresses, in particular, the hope that all the Members of the League of Nations will give effect without delay to the recommendation made by the Council in paragraph II (1) of its resolution of September 15th, 1925, concerning the extension of special international conventions to mandated territories."

Dr. NANSEN (Norway) supported the resolution submitted by the Rapporteur. It had been unanimously adopted by the Sixth Committee, which had considered that the responsibility of the League for the territories administered under mandate on its behalf was of great importance not only to the inhabitants but also to the League itself. It was for this reason that it was right for the Assembly to consider the work which had been accomplished by the mandatory Powers as shown in the reports submitted by them and in the report of the Permanent Mandates Commission. Now that the whole mandatory system was in working order, the Permanent Mandates Commission had found it necessary to hold two sessions a year, which was one further proof of the thoroughness with which it did its work and the high standard reached by it. The proposed resolution accordingly expressed the satisfaction of the Assembly with the work done by the Permanent Mandates Commission and also with the work of the mandatory Powers and of the Council.

Notable progress had, indeed, been achieved, as shown by a comparison between the events in South-West Africa a few years previously on the occasion of the Bondelswarts rebellion and the events this year in connection with the disturbance in the Rehoboth Community. The latter disturbance was dealt with without bloodshed, and as soon as it was over the South-African Government had despatched a special commission to investigate the problems which had given rise to the trouble. The Assembly could have full confidence that the mandatory Power would ensure to the Rehoboths all the rights to which they were entitled.

The decision of the Australian Government to exempt the mandated territory of New Guinea from the coastal trade provisions of the Navigation Act was another example of progress and showed the promptness with which the mandatory Power had acted on the suggestion of the Permanent Mandates Commission, which had considered the application of this Act to be a hindrance to the economic development of New Guinea.

The Council had finally adopted a definite resolution in regard to the vexed question of loans, advances and invest-

et placements de capitaux privés ou publics dans les territoires sous mandat. Cette résolution a pour objet d'enlever de l'esprit des capitalistes les doutes qu'ils pourraient avoir sur la stabilité des obligations financières contractées dans les territoires sous mandat ou pour leur compte.

Les maux engendrés par le trafic des spiritueux chez les indigènes ont fait, depuis de nombreuses années, l'objet d'une réglementation internationale, et l'on espérait que l'article 22 du Pacte permettrait de supprimer définitivement ce trafic et de protéger les indigènes contre les conséquences de l'attitude peu scrupuleuse des trafiquants en spiritueux. Toutefois, l'application des mandats a été quelque peu entravée par l'obscurité de l'article en question, l'accord n'ayant pu se faire sur une définition des termes techniques qui sont employés dans l'article lui-même, dans le texte du mandat et dans la Convention de Saint-Germain de 1919. Il faut espérer que les membres de la Société qui n'ont pas encore fait connaître leur manière de voir sur ce point le feront sans délai, de manière à permettre à la Commission permanente des mandats, dans un avenir rapproché, de prendre des décisions précises.

Il ne subsiste une certaine anxiété qu'en ce qui concerne la situation sanitaire et le taux de la mortalité dans certaines entreprises installées dans les territoires africains placés sous mandat. Cependant, sous les réserves qui s'imposent, l'on peut dire que le système des mandats institué par la Société augmente en vigueur d'année en année. Les relations entre les peuples avancés et les peuples arriérés sont appelées à prendre une importance énorme, et il se peut que la forme même de la civilisation actuelle dépende de la solution qui sera donnée aux problèmes soulevés par ces relations.

M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Suède) déclare que la question de la restriction du trafic des spiritueux dans les territoires sous mandat a été examinée par la Commission permanente des mandats à chacune de ses sessions. L'un des membres les plus éminents de cette Commission a accepté de rédiger un mémoire spécial sur cette question, mémoire qui sera discuté lors de la prochaine réunion de la Commission.

*La résolution est adoptée.*

### III. NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa neuvième séance hier mardi 22 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA.

#### *Conférence économique internationale.*

M. URRUTIA (Colombie) rappelle que les bons rapports économiques font les bons rapports politiques. L'idée de la collaboration internationale appliquée dans le Pacte n'est pas compatible avec celle du nationalisme économique; on a pu s'en apercevoir dans les exemples de la restauration financière de l'Autriche et de la Hongrie. L'assainissement économique de ces pays n'a pas fait les mêmes progrès que l'assainissement budgétaire, car il suppose généralisation du problème. Il faut qu'au moins, entre les Etats européens, une entente intervienne. La Colombie, se réjouissant des résultats obtenus par les précédentes conférences internationales, accepterait même l'idée d'une Conférence universelle, car elle souhaite voir se développer les liens économiques qui sont nécessaires à la prospérité générale.

L'orateur reconnaît la difficulté de la préparation d'une telle conférence: certains problèmes économiques tels que l'émigration ont pris un caractère politique. La France a donc raison de les exclure. Son projet rencontre la plus grande sympathie de la part de la délégation de Colombie.

M. NIEDZIALKOWSKI (Pologne) désire appuyer vivement la proposition de M. Loucheur au nom de la délégation polonaise. Il insiste sur l'importance d'un Comité et d'une conférence organisés sur « de larges bases », c'est-à-dire faisant appel à tous les pays intéressés, ainsi qu'aux consommateurs et aux représentants de la classe ouvrière.

Actuellement, toutes les nations cherchent un remède par leurs propres moyens; il faut un programme général tel que celui qui peut résulter d'une Conférence comme celle actuellement proposée.

ments of private or public capital in mandated territories. The resolution was calculated to remove from the minds of investors any doubt concerning the stability of the financial obligations contracted in or for mandated territories.

The evils of the liquor traffic among natives had for many years been the subject of international regulation, and it was hoped that Article 22 of the Covenant would definitely stamp out the evil and protect the natives against the unscrupulous conduct of liquor traders. The application of the mandates, however, had been somewhat hampered by the obscure wording of the article, which contained no agreed definition of the technical terms employed in the article itself, in the mandate and in the Convention of St. Germain of 1919. It was to be hoped that those Members of the League which had not yet expressed their views on the question would do so without delay so that the Permanent Mandates Commission might shortly reach a definite decision.

There was room for anxiety only about health conditions and the rate of mortality in certain enterprises in mandated territories in Africa, but, with due allowance made, it was still possible to say that the mandates system of the League was growing yearly in strength. The relationship between the advanced and backward peoples of the world was destined to be of immense importance, and the whole fabric of present-day civilisation might depend upon finding a solution for the problems raised by such relations.

Mme. BUGGE-WICKSELL (Sweden) said that the question of the restriction of the liquor traffic in mandated areas had been considered by the Permanent Mandates Commission at each of its sessions. One of the most prominent members of the Mandates Commission had agreed to write a special memorandum on the subject, which would be discussed at the next meeting of the Commission.

*The resolution was adopted.*

### III. NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its ninth meeting yesterday (Tuesday, September 22nd), at 3 p.m. under the chairmanship of Jonkheer VAN EYSINGA.

#### *Proposed International Economic Conference.*

M. URRUTIA (Colombia) said that the good economic relations made for good political relations. The idea of international co-operation contained in the Covenant was not compatible with that of economic nationalism. This could be realised by looking at the examples afforded by the financial restoration of Austria and Hungary. The economic reconstruction of these countries had, not made the same progress as the financial reconstruction, as it involved a generalisation of the problem. It was necessary that there should be an agreement at least between the European States. Colombia, satisfied with the results obtained by previous international conferences, was prepared to accept the idea of a universal conference, as she desired to see a development of economic bounds which were necessary to general prosperity.

He recognised the difficulty of preparing for such a conference. Certain economic problems, such as emigration, had taken on a political character, and France was right in excluding them. The scheme put forward by France had the fullest sympathy of the Colombian Delegation.

M. NIEDZIALKOWSKI (Poland) cordially supported the proposal of M. Loucheur on behalf of the Polish Delegation. He emphasised the importance of having a Committee and a Conference organised on a broad basis, which could appeal to all the interested countries, not only to the consumers but to the representatives of the industrial classes.

At present all nations were seeking a remedy on their own account. A general programme was necessary such as might result from a conference like the one now proposed.

M. Niedzialkowski désire déclarer que l'ajournement du Protocole a provoqué une grande déception dans la classe ouvrière. L'ajournement de la proposition actuelle en provoquerait une plus grande encore. Certes, il faut de la prudence, il faut aussi de l'enthousiasme.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) rappelle que la proposition française est l'aboutissement logique de toute une série d'efforts. Ceux qui ont suivi le travail des organisations techniques ne peuvent qu'appuyer l'idée exprimée. La délégation serbe-croate-slovène donne sa complète approbation à la proposition de M. Loucheur.

En ce qui concerne la marche des travaux, M. Avramovitch espère qu'il sera possible d'aboutir à des résultats pratiques: non, certes, une convention universelle, mais peut-être des accords régionaux en plus des directives générales à tracer.

Pour que les travaux soient entrepris sur une large base, M. Avramovitch voudrait que le Conseil fit appel aux organisations techniques, mais aussi à des experts de nationalités non représentées dans ces organisations. Il espère qu'un accord sur les questions de procédure pourra intervenir entre la délégation britannique et la délégation française.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) montre toute l'importance de la proposition actuelle pour son pays. Après des efforts héroïques, le Portugal a stabilisé sa situation financière, mais il connaît une grave crise économique qui ne peut être résolue que par la coopération économique. Tout en rendant justice aux organisations techniques, l'orateur croit à la nécessité d'un comité *ad hoc*. C'est au nom de son gouvernement qu'il appuie énergiquement la proposition de M. Loucheur. Si l'opinion générale se ralliait à l'amendement britannique, il l'accepterait cependant, afin que l'on pût aboutir. L'insuccès serait une trop grande déception.

M. DE MONTARROYOS (Brésil), quoique le Brésil puisse se suffire à lui-même, tient à appuyer la proposition française dans l'intérêt général. Il rappelle les conseils de prudence de la délégation britannique, mais fait observer que la proposition française ne prévoit aucune contrainte. En ce qui concerne la procédure, l'orateur croit que la proposition de M. Loucheur répond aux nécessités de la situation en prévoyant un large comité faisant appel aux organisations techniques, mais aussi, comme à Barcelone, à des éléments qui n'y sont pas représentés. L'orateur rappelle comment s'est trouvée posée, par la délégation brésilienne, la question du traitement équitable du commerce; il fait observer que les progrès réalisés depuis sont de faible importance et qu'il en sera toujours ainsi tant que des aspects fragmentaires de la situation seront seuls étudiés. Or, le Comité économique ne peut procéder autrement. C'est pourquoi l'orateur préfère voir examiner la question par un organisme plus largement constitué.

Il se réjouit de voir exclure de la discussion certains problèmes par la proposition française elle-même. Il apprécie la grandeur de l'œuvre qui doit être menée à bien; le Brésil s'honorera d'y participer.

M. JOUHAUX (France) intervient au double titre de membre de la délégation française et de représentant des travailleurs organisés internationalement. Le problème économique intéresse au plus haut point la classe ouvrière. Elle a supporté depuis la guerre de grandes souffrances. M. Jouhaux a soulevé lui-même, devant la dernière Assemblée, la question de l'étude des difficultés économiques.

La classe ouvrière comprend les difficultés du problème. Elle n'a pas l'illusion qu'on puisse aboutir à des conventions internationales, après la crise de nationalisme économique que le monde a traversée depuis la guerre. Les éléments de division du travail qui s'étaient établis avant la guerre ont été perdus en partie. La classe ouvrière a toujours été en faveur d'une organisation permettant l'augmentation de la production et, par conséquent, de la richesse.

La Conférence financière de Bruxelles a posé, en matière financière, des principes généraux dont l'expérience a montré la valeur. D'autre part, les organisations techniques ont traité de questions variées, mais limitées.

Ces expériences démontrent les possibilités d'action. La nécessité d'accepter certaines idées de contrôle se dégage de plus en plus. Le programme de la Conférence doit être large

The adjournment of the Protocol had caused great disappointment among the working-classes. The adjournment of the present proposal would cause even greater disappointment. Doubtless prudence was necessary, but enthusiasm also was essential.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that the French proposal was the logical result of a whole series of efforts. Those who had followed the work of the technical organisations could not fail to support it. His own delegation completely approved the proposal of M. Loucheur.

As regards the programme of work, he hoped it would be possible to achieve practical results. These should include not only a general convention, but perhaps regional agreements and general guiding principles.

In order that the work might be undertaken on a broad basis, he would like to see the Council appealing not only to the technical organisations but also to the experts of nationalities not represented in these organisations. He hoped that an agreement on questions of procedure might be reached between the French and British Delegations.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) emphasised the importance for his country of the present proposal. Portugal, as a result of heroic effort had stabilised her financial position, but she recognised the existence of a serious economic crisis which could only be met by economic co-operation. While rendering full justice to the technical organisations, he thought it was necessary to constitute a special committee, and he supported the proposal of M. Loucheur on behalf of his Government. If it were generally agreed to accept the British amendment, he was prepared to accede to it in order that some result might be achieved. Failure would result in a very serious disappointment.

M. DE MONTARROYOS (Brazil) said that, though Brazil was self-supporting, he wished to support the French proposal in the interests of all concerned. He noted the prudent attitude of the British Delegation, but would point out that the French proposal did not involve any constraint. As regarded procedure, he thought that the proposal of M. Loucheur corresponded with the necessities of the position by providing for a large committee, by appealing to the technical organisations, but also by including, as at Barcelona, elements which were not represented in those organisations. He would remind the Committee how the question of the equitable treatment of commerce had been raised by the Brazilian Delegation. The progress since realised was of small importance, and would continue to be so as long as the aspects of the situation were examined piecemeal. The Economic Committee could not proceed in any other way, and for this reason he would prefer to have the question examined by an organisation more broadly constituted.

He was happy to note that certain subjects were excluded from the scope of the French proposal. He appreciated the importance of the task, which must be carried to success, and Brazil would be honoured by being invited to participate.

M. JOUHAUX (France) intervened in the discussion as member of the French Delegation and as representative of the workers internationally organised. The economic problem was of the utmost interest to the working-classes, which since the war had undergone serious hardships. He had himself at the last Assembly raised the question of an examination of existing economic difficulties.

The working-classes understood the difficulties of the problem. It had no illusions that it would be possible to frame international conventions after the acute economic nationalism from which the world had suffered since the war. The advantages of the division of labour secured before the war had in part been lost. The working-classes had always been in favour of an organisation which would enable production and the wealth of the world to be increased.

The Financial Conference at Brussels had in the financial field laid down certain general principles of which experience had shown the value. Moreover, the technical organisations had dealt with varied but limited questions.

These experiments showed that it was possible to achieve something. The necessity of accepting certain ideas of supervision became continually clear. The programme of the

et complet. L'orateur s'étonne des limitations qui y ont été apportées. Dans le problème économique, tout est lié. Le Bureau du Travail s'est trouvé amené à se préoccuper des garanties que doivent trouver les émigrants. La question de l'émigration ne doit pas être séparée de l'ensemble du problème économique. Si même, par un engagement formel, on se refuse à aboutir à des conventions internationales sur les questions de main-d'œuvre, on ne pourra éviter de rencontrer ce problème, si l'on veut traiter à fond les autres.

Les pays ne peuvent, par des solutions purement nationales, trouver de remède aux crises qu'ils traversent.

Le Comité préparatoire doit comprendre des techniciens de la Société des Nations et du Bureau international du Travail et, en outre, des représentants d'intérêts appartenant aux diverses branches de la production. Les organisations techniques offrent un point de départ, mais ne peuvent suffire à elles seules à la tâche.

Les droits des Etats sont sauvegardés. C'est à eux qu'il appartiendra de prendre des décisions à la Conférence.

La Société des Nations doit non seulement être préparée à résoudre les problèmes politiques, mais à arbitrer les différends économiques et à organiser la paix.

M. ZUMETA (Venezuela), rappelant une proposition faite par le Venezuela en 1921, voudrait voir instituer un système d'études tendant à organiser la coordination des moyens de production sur le modèle des observatoires économiques qui existent déjà dans certains pays.

M. PUSCARIU (Roumanie) persuadé que le Conseil saura écarter les dangers redoutés par certains, appuie la proposition de M. Loucheur.

M. BELLONI (Italie) est heureux d'apporter l'adhésion complète de l'Italie à la proposition française. Il remercie tous ceux qui ont rappelé les initiatives de M. Pirelli et de M. Cavazzoni. Le gouvernement italien accepte que le problème des dettes interalliées et celui de l'émigration soient exclus des discussions. Il pense, toutefois, que des problèmes en dehors de l'ordre du jour exerceront sur les discussions leur influence, car la Société des Nations doit se rapprocher des réalités économiques.

L'orateur insiste sur l'utilité d'examiner la question par branches de production et non seulement par économie nationale. Il croit qu'une étude objective de la situation montrera que la vérité n'est pas toujours telle qu'on le supposait.

Le PRÉSIDENT annonce que la délégation des Pays-Bas se rallie à la proposition française.

M. LOUCHEUR (France) répond aux différents orateurs. (Ce discours, ainsi que la réplique du vicomte Cecil, paraîtront *in extenso* dans le numéro de demain du *Journal de l'Assemblée*.)

Après un échange de vues, l'adoption du texte définitif de la résolution et l'adoption du rapport sont renvoyés à la prochaine séance.

#### *Union internationale de secours.*

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) donne lecture de son projet de rapport à l'Assemblée, qui est adopté par la Commission.

#### IV, SIXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa sixième séance hier mardi 22 septembre 1925, à 15 heures, sous la présidence de M. DA COSTA (Portugal).

#### *Lettre du Président de la deuxième Commission.*

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du président de la deuxième Commission, accueillant favorablement, au nom de cette Commission, la suggestion qui lui avait été communiquée par la quatrième Commission, aux termes de laquelle la Conférence télégraphique internationale de Paris serait invitée à examiner la possibilité de recommander aux diverses com-

Conférence must be extensive and complete, and he was surprised at the limitations which had already been suggested. Everything in the economic problem was inter-connected. The Labour Office had been called upon to deal with the guarantees which should be found for emigrants. The question of emigration must not be separated from the economic problem as a whole. Even though the Governments formally refused to frame international conventions concerning labour, the problem could not be avoided if it was desired to deal thoroughly with the other questions.

Countries could not by purely national solutions find a remedy for the critical conditions which prevailed.

The Preparatory Committee should include experts of the League of Nations and of the International Labour Office, and representatives of interests concerned with the various branches of production. The technical organisations furnished a point of departure but did not in themselves suffice for the accomplishment of the task.

The rights of States were safeguarded. It was for them to take the decisions which would be reached by the Conference.

The League of Nations must not only be prepared to solve political problems but to deal with economic disputes and to organise peace.

M. ZUMETA (Venezuela) referred to a proposal made by Venezuela in 1921. He would like to see instituted a system of inquiries with the object of co-ordinating means of production modelled on the economic information offices which already existed in certain countries.

M. PUSCARIU (Roumania) was persuaded that the Council would be able to avoid the dangers feared by certain delegates and supported the proposal of M. Loucheur.

M. BELLONI (Italy) said that the Italian Delegation entirely supported the French proposal. He thanked all those who had referred to the initiative taken by M. Pirelli and M. Cavazzoni. The Italian Government agreed that the problems of inter-Allied debts and emigration should be excluded from the discussions. He thought, however, that problems outside the agenda would exert a certain influence on the discussion, as the League of Nations must keep in touch with economic realities.

He emphasised the advisability of examining the question according to the various branches of production, and not merely in accordance with the various national economies. He thought that an examination of the position would show that the truth was not always what was commonly imagined.

The CHAIRMAN announced that the Netherlands Delegation supported the French proposal.

M. LOUCHEUR (France) replied to the various speakers. (The text of his speech, together with the reply of Viscount Cecil, will be published *in extenso* in to-morrow's issue of the *Journal*.)

After an exchange of views, the adoption of the final text of the resolution and of the report were postponed to the next meeting.

#### *International Relief Union.*

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) read his draft report to the Assembly, which was adopted by the Committee.

#### IV. SIXTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its sixth meeting at 3 p.m. yesterday (Tuesday, September 22nd) under the chairmanship of M. DA COSTA (Portugal).

#### *Letter from Chairman of the Second Committee.*

The CHAIRMAN read a letter from the Chairman of the Second Committee, welcoming on behalf of the Committee the suggestion communicated by the Fourth Committee to the effect that the International Telegraphic Conference in Paris should be invited to consider the possibility of recommending to the various telegraphic companies the concession to the Secretariat

pagnies télégraphique l'octroi au Secrétariat et au Bureau international du Travail de tarifs équivalents à ceux qui sont accordés aux représentants de la Presse.

*Examen du second rapport de la Commission de contrôle.* (Document A. IV. 3. 1925.)

La Commission, ayant examiné ce document et entendu les explications supplémentaires présentées par le président de la Commission de contrôle, adopte sans modification les diverses conclusions qui s'y trouvent formulées, et qui portent sur les points suivants:

- 1) Budget de la Section du désarmement (Tableau Q, Poste 25 du budget de 1926).
- 2) Comité d'experts chargés d'examiner les amendements au Pacte (suppression de ce poste).
- 3) Traitements accordés au Bureau du Sous-Secrétaire général pour les Bureaux internationaux et questions du même ordre. (Page 9, N° 6.)

*Examen du premier rapport de la Commission de contrôle.* (Document A. IV. 2. 1925.)

La Commission ayant examiné ce document et entendu les explications supplémentaires présentées par le président de la Commission de contrôle, adopte sans modification les diverses conclusions qui s'y trouvent formulées et qui portent sur les points suivants:

- 1) Répartition de l'excédent de 1924. Formation d'un fonds pour les constructions de la Société.
- 2) Amendement au Statut du personnel.
- 3) Secrétariat: Crédits supplémentaires.
- 4) Bureau international du Travail: Crédits supplémentaires.

(En ce qui concerne le crédit supplémentaire réclamé à la suite des nouvelles demandes formulées par la République et Canton de Genève, au sujet des égouts du nouveau bâtiment du Bureau international du Travail, la Commission après avoir entendu les explications du Directeur, adopte un crédit de 50.000 fr. comme devant représenter le maximum de la participation de la Société des Nations à la dépense projetée.)

- 5) Questions diverses.
- 6) Statut de la Caisse de Prévoyance du personnel.

*Amendements au statut de la Caisse de Prévoyance du personnel* (Document A. 18. 1925. X.)

La Commission, ayant pris acte de ce document, décide de recommander à l'Assemblée l'approbation formelle de l'amendement provisoire qui s'y trouve présenté.

*Situation des chefs de division au Bureau international du Travail.*

Après avoir entendu les explications du Directeur du Bureau international du Travail, du Secrétaire général de la Société des Nations et du Président de la Commission de contrôle, la Commission, après une brève discussion de cette question, décide de la renvoyer à la Commission de contrôle, pour un nouvel examen de fond, étant bien entendu qu'avant qu'une nouvelle décision intervienne, aucune proposition d'augmentation des crédits actuels ne pourra être admise.

V. SEPTIÈME SÉANCE  
DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu hier mardi, 22 septembre 1925, à 15 heures, sa septième séance, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

*Protection de l'enfance.*

M. SUGIMURA (Japon), rapporteur, présente un projet de rapport destiné à être soumis à l'Assemblée.

A la suite d'amendements proposés par le RAPPORTEUR, par la Duchesse d'ATHOLL (Empire britannique) et par M<sup>me</sup> BUGGE-WICKSELL (Suède), le rapport est approuvé.

and International Labour Office of rates equivalent to those accorded to representatives of the Press.

*Examination of Second Report of the Supervisory Commission.* (Doc. A. IV. 3. 1925.)

The Committee, having considered this document and heard supplementary explanations thereon from the Chairman of the Supervisory Commission, adopted without modification the several conclusions therein contained, relating respectively to:

- (1) Budget of the Disarmament Section (Schedule Q, Item 25, of the Budget for 1926);
- (2) Committee of Experts to consider Amendments to the Covenant (Deletion of Item);
- (3) Salaries of the Under-Secretary-General's Office for International Bureaux and Kindred Questions (Budget, Page 9, No. 6).

*Examination of First Report of the Supervisory Commission.* (Doc. A. IV. 2. 1925.)

The Committee, having considered this document and heard supplementary explanations thereon from the Chairman of the Supervisory Commission, adopted without modification the several conclusions therein contained, relating respectively to:

- (1) Allocation of 1924 Surplus. Formation of a League Building Fund;
- (2) Amendment to Staff Regulations;
- (3) Secretariat: Supplementary Credits;
- (4) International Labour Office Supplementary Credits.

(In respect of the supplementary credit asked for in consequence of the special requirements formulated by the Republic and Canton of Geneva with regard to the sewage arrangements of the new building of the International Labour Office, the Committee, after hearing the explanations of the Director, adopted a credit of 50,000 francs as the maximum share to be assumed by the League of Nations in the expenditure proposed.)

- (5) Miscellaneous Questions;
- (6) Staff Provident Fund Regulations.

*Amendments to the Regulations of the Staff Provident Fund.* (Doc. A. 18. 1925. X.)

The Committee, having taken note of this document, decided to recommend to the Assembly the formal approval of the provisional amendment therein submitted.

*Position of Chiefs of Division in the International Labour Office.*

After hearing explanations on this subject from the Director of the International Labour Office, the Secretary-General of the League of Nations and the Chairman of the Supervisory Commission, the Committee, as the result of a short discussion, decided to refer back the substance of the question for further examination by the Supervisory Commission, it being understood that, pending some further decision thereon, no proposal for an increase in existing credits could be entertained.

V. SEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its seventh meeting yesterday, Tuesday, September 22nd, at 3 p.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

*Protection of Children.*

M. SUGIMURA (Japan), Rapporteur, submitted a draft report for presentation to the Assembly.

This report was approved, after amendments proposed by the Rapporteur, the Duchess of ATHOLL (British Empire) and MME BUGGE-WICKSELL (Sweden).

*Traffic de l'opium et autres drogues dangereuses.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, présente un projet de rapport destiné à être soumis à l'Assemblée.

La Commission procède à une discussion sur les quatre points suivants:

- 1<sup>o</sup> Trafic de l'opium dans le Golfe Persique;
- 2<sup>o</sup> Culture de l'opium en Chine;
- 3<sup>o</sup> Travaux de la première et de la seconde Conférence de l'Opium et mesures à prendre en vue de la ratification des conventions adoptées par ces conférences;
- 4<sup>o</sup> Composition de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues dangereuses.

Les délégués ci-après ont pris part à la discussion:

- Prince ARFA (Perse),
- M. FERREIRA (Portugal),
- Vicomte CECIL (Empire Britannique),
- M. MACWHITE (Etat libre d'Irlande),
- M. SUGIMURA (Japon),
- M. SJOSTRAND (Suède),
- Dr RIDDELL (Canada),
- M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumanie),
- M. CHAO-HSIN CHU (Chine),
- M. FRANÇOIS (Pays-Bas),
- M. ZAHLE (Danemark),
- Le DÉLÉGUÉ DU SIAM,
- M. MONTIGNY (France).

La suite de la discussion est ajournée à la séance d'aujourd'hui.

VI. CINQUIÈME SÉANCE  
DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa cinquième séance hier mardi 22 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. NINTCHITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

I. Arbitrage. Sécurité. Désarmement.

M. BENES (Tchécoslovaquie), rapporteur de la Sous-Commission, explique que le préambule de la résolution Quinones de Leon, modifié par une sous-commission de la première Commission, a été accepté tel quel par la sous-commission de la troisième Commission. Il propose qu'il n'y ait pas d'autre discussion sur ce préambule, à moins que la première Commission n'y apporte des changements substantiels. Il donne lecture du paragraphe final de la résolution, tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission. Ce paragraphe est ainsi conçu:

« L'Assemblée ..... et s'inspirant de l'article 8 du Pacte, invite le Conseil à procéder à des études préparatoires pour l'organisation d'une Conférence en vue de la réduction et de la limitation des armements afin que, lorsque, du point de vue de la sécurité générale, des conditions satisfaisantes auront été assurées comme il est prévu dans la résolution XIV de la troisième Assemblée, la réduction et la limitation générales des armements puissent être réalisées. »

Il donne également lecture d'une seconde résolution adoptée par la Sous-Commission et ainsi conçue:

« L'Assemblée,  
« Prend acte de la résolution du Conseil en date du 3 octobre 1924 organisant la Commission de coordination,  
« Et attire l'attention du Conseil sur les suggestions faites au cours des travaux de la troisième Commission et contenues dans le rapport présenté à l'Assemblée quant au nom et à la composition de cette Commission ainsi que sur la nécessité d'établir son règlement. »

M. Benes donne lecture du rapport, qui a été adopté par la Sous-Commission à l'unanimité.

Au cours de la lecture, un certain nombre d'amendements de faible importance ont été apportés par plusieurs délégués.

*Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, submitted a draft report for presentation to the Assembly.

The following four points were discussed by the Committee:

1. Traffic in Opium in the Persian Gulf.
2. Cultivation of Opium in China.
3. Work of the First and Second Opium Conferences and measures to be taken to secure the ratification of the Conventions adopted by them.
4. Composition of the Advisory Committee on the Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.

The following took part in the discussion:

- Prince ARFA (Persia);
- M. FERREIRA (Portugal);
- Viscount CECIL (British Empire);
- Mr. MACWHITE (Free State of Ireland);
- M. SUGIMURA (Japan);
- M. SJOSTRAND (Sweden);
- Dr. RIDDELL (Canada);
- M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumania);
- M. CHAO-HSIN CHU (China);
- M. FRANÇOIS (Netherlands);
- M. ZAHLE (Denmark);
- DELEGATE OF SIAM;
- M. MONTIGNY (France).

The remainder of the discussion was postponed until to-day's meeting.

VI. FIFTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its Fifth Meeting yesterday, September 22nd, 1925, at 3.30 p.m., under the Chairmanship of M. NINTCHITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).

I. Arbitration. Security. Disarmament.

M. BENES (Czechoslovakia), Rapporteur of the Sub-Committee, explained that the Preamble of the Resolution proposed by M. Quinones de Leon, amended by a Sub-Committee of the First Committee, had been accepted as it stood by the Sub-Committee of the Third Committee. He proposed that no further discussion should take place on this Preamble unless the First Committee made any substantial change in it. He read the final paragraph of the resolution in the form in which it had been adopted by the Sub-Committee. This paragraph was as follows:

“ The Assembly

.....  
“ And, in conformity with the spirit of Article 8 of the Covenant, requests the Council to make a preparatory study with a view to a Conference on the Reduction and Limitation of Armaments in order that, as soon as satisfactory conditions have been assured from the point of view of general security as provided for in Resolution XIV of the Third Assembly, a general Reduction and Limitation of Armaments may be realised.”

He next read the second resolution adopted by the Sub-Committee in the following terms:

“The Assembly,

“Takes note of the Council Resolution dated October 3rd, 1924, establishing the Co-ordination Commission,  
“And invites the attention of the Council to the suggestions made during the proceedings of the Third Committee, as contained in the Report submitted to the Assembly, with regard both to the designation and the composition of that Commission, and also to the necessity of determining its rules of procedure”.

Finally, he read the report, which had been unanimously adopted by the Sub-Committee.

During the reading of the Report a certain number of amendments of small importance were made by various delegates



Le général TANCZOS (Hongrie) demande que soient publiés en annexe aux Actes de la troisième Commission les procès-verbaux de la sous-commission qui donnent l'interprétation de certains passages du rapport.

Après un échange d'observations auquel prennent part M. BENES (Tchécoslovaquie), le général BROCKMAN-DRAKE (Australie), M. DE BROUCKÈRE (Belgique), le général DE MARINIS (Italie) et M. de PALACIOS (Espagne), la proposition est adoptée.

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur l'ensemble du rapport et des résolutions.

M. MOTTA (Suisse) fait observer que le paragraphe final de la première résolution, tel qu'il est proposé, ne dit pas explicitement que la Conférence de réduction des armements sera convoquée quand les conditions satisfaisantes auront été assurées. Il propose de modifier en conséquence les deux dernières lignes de la résolution.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) répond que le texte proposé lui paraît meilleur, car le but final n'est pas la réunion d'une Conférence, mais la réduction et la limitation des armements. D'autre part, la réunion de celle-ci semble suffisamment prévue par le début du paragraphe.

M. BENES (Tchécoslovaquie) propose la formule suivante pour la fin du paragraphe:

«..... dans la résolution XIV de la troisième Assemblée, ladite Conférence soit convoquée et que la réduction et la limitation générales des armements puissent être réalisées.»

*Cet amendement est adopté.*

Sir George GRAHAME (Empire Britannique) se félicite du résultat obtenu grâce à la bonne volonté et à l'esprit de conciliation de tous et aux efforts du président et du rapporteur. Il exprime l'espoir que dans l'esprit de tous la délégation britannique aura donné l'impression de collaborer sans arrière-pensée à la solution du problème du désarmement. La délégation britannique désirait seulement apporter un esprit de prudence et de circonspection, par crainte que des plans hâtifs et trop ambitieux n'aboutissent à un échec qui produirait ainsi une plus grande déception à l'opinion publique et qui nuirait au prestige de la Société des Nations.

La délégation britannique a accepté volontiers le texte de la délégation espagnole; elle était même prête à aller plus loin, à la condition que les travaux préparatoires restassent dans le champ des possibilités. Il estime que la solution présentée est la meilleure et qu'elle ouvre des perspectives prochaines sur des résultats fructueux. L'expérience a démontré que, de toutes les tâches imposées à la Société des Nations, le désarmement est la plus difficile. Il est reconnu que la trilogie: arbitrage, sécurité, désarmement, indique la voie du progrès et que la solution du problème du désarmement doit être considérée, non pas comme la base de la paix, mais comme son couronnement.

M. le Jonkheer LOUDON (Pays-Bas) s'associe aux compliments faits par Sir George Grahame au président et au rapporteur de la sous-commission et insiste sur la différence entre le projet primitif de résolution et le texte présenté. Ce dernier a tenu compte de l'opinion des délégations qui désiraient commencer de suite le travail préparatoire, de celles qui désiraient laisser toute latitude au Conseil et a même rallié celles qui estimaient tout travail préparatoire inutile.

Il espère que le Conseil vaudra bien porter toute son attention sur les points signalés et adoptera l'opinion exprimée par la grande majorité des membres de la troisième Commission.

M. ENGBERG (Suède) se félicite de ce que la résolution ne subordonne pas le commencement des travaux préparatoires à l'établissement des conditions de sécurité. Il exprime sa confiance dans le Conseil, dont les droits sont sauvegardés, et dit son espoir qu'il vaudra bien ne pas retarder le début des travaux, ce qui donnerait une arme dangereuse aux adversaires de la Société des Nations. Il trouve également satisfaisantes les propositions faites en ce qui concerne la réorganisation de la Commission de coordination.

General TANCZOS (Hungary) asked that the Minutes of the Sub-Committee, which gave explanations in regard to certain passages of the Report, should be published as an Annex to the records of the Third Committee.

After an exchange of views between M. BENES (Czechoslovakia), General BROCKMAN-DRAKE (Australia), M. DE BROUCKERE (Belgium), General DE MARINIS (Italy) and M. DE PALACIOS (Spain), the proposal was adopted.

The CHAIRMAN asked the Committee to discuss the Report and the Resolutions as a whole.

M. MOTTA (Switzerland) pointed out that the final paragraph of the Resolution as proposed did not say explicitly that the Conference on the Reduction of Armaments would be convened when satisfactory conditions obtained. He therefore proposed that the last two lines of the Resolution should be amended.

M. DE BROUCKERE (Belgium) replied that the text proposed appeared to him to be preferable. The final end to be achieved was not the calling of a conference, but the reduction and limitation of armaments. Further, the meeting of such a conference seemed to be sufficiently provided for at the beginning of the paragraph.

M. BENES (Czechoslovakia) proposed the following formula for the end of the paragraph:

"... in Resolution XIV of the Third Assembly, the Conference in question should be convened and the reduction and general limitation of armaments should be realised."

*This amendment was adopted.*

Sir George GRAHAME (British Empire) congratulated the Committee on the result obtained, thanks to the conciliation shown by all and to the efforts of the Chairman and the Rapporteur. He expressed the hope that the Delegations had felt that the British Delegation desired to collaborate without any reserve in the solution of the problem of armaments. The British Delegation had wished merely to emphasize the necessity of prudence and circumspection for fear lest hasty and too ambitious plans should result in a check which would be alike a great disappointment to public opinion and harmful to the prestige of the League of Nations.

The British Delegation willingly accepted the text of the Spanish Delegation. It was ready to go even further provided the preparatory work remained within the scope of possibilities. The solution put forward was the best, and showed a near prospect of obtaining fruitful results. Experience had shown that of all the tasks imposed on the League of Nations that of disarmament was the most difficult. It was recognised that the three words, "Arbitration, Security and Disarmament" showed the path along which progress should be made, and that the solution of the problem of disarmament ought to be considered not as the foundation of peace, but as its coping stone.

Jonkheer LOUDON (Netherlands) associated himself with the tribute paid by Sir George Grahame to the Chairman and to the Rapporteur of the Sub-Committee. He emphasized the difference between the original draft resolution and the text now before the Committee. The final text took account of the opinion of those Delegations which desired the preparatory work to be begun, of those who desired the Council to be left entire freedom, and even of those who thought that all preparatory work was useless.

He hoped that the Council would pay careful attention to the points emphasized, and would adopt the opinion expressed by the majority of the members of the Third Committee.

M. ENGBERG (Sweden) was happy to note that the resolution did not subordinate the beginning of the preparatory work to the establishment of conditions of security. He expressed his confidence in the Council, whose rights were safeguarded, and expressed the hope that it would not delay the beginning of the work, as delay would give the opponents of the League of Nations a dangerous opportunity for criticism. He was also happy to note the proposals made for the reorganisation of the Co-ordination Committee.

M. DE PALACIOS (Espagne) déclare qu'en somme la proposition de la délégation espagnole a été acceptée dans ses parties les plus essentielles, c'est-à-dire le maintien des trois termes: arbitrage, sécurité, désarmement. Seule a été modifiée une des modalités de la procédure envisagée. La délégation espagnole se félicite donc d'avoir présenté cette résolution et elle remercie toutes les délégations d'avoir bien voulu l'examiner.

M. PAUL-BONCOUR (France) voudrait faire ressortir que la Sous-Commission a réussi à concilier les différentes opinions parce que les délégations se sont toutes retrouvées sur un terrain solide dans leur volonté de refléter la volonté de l'Assemblée et la situation actuelle de la Société des Nations. Les circonstances imposent une attitude de recueillement et d'attente, et, parce que la Société des Nations entre toujours davantage dans les réalités, il est logique qu'elle en subisse les contre-coups.

La réalité internationale actuelle est la suivante: aucun des principes élaborés jusqu'alors n'est remis en discussion; tout le monde veut la paix par la sécurité; les divergences profondes de l'année dernière ont disparu et chacun a adopté, cette année, la conception essentielle synthétisée dans les trois termes: arbitrage, sécurité, désarmement. Toutefois, il y a hésitation sur la méthode la meilleure pour réaliser les principes indiscutés.

Dans cette situation, la Sous-Commission fut sage en prenant la position marquée par le rapport. Il est impossible de rester inactif devant le problème du désarmement. Il est également impossible, dans la situation internationale actuelle, de convoquer une conférence, mais il est possible de préparer dès maintenant le travail long, délicat et complexe préliminaire à cette conférence. La Sous-Commission, par esprit de convenances, n'a pas voulu fixer la date où le Conseil devrait commencer son travail, mais elle a voulu, et après elle la Commission et l'Assemblée voudront, marquer le point de départ et indiquer la méthode en donnant les indications nécessaires pour réorganiser l'outil chargé de la préparation.

M. MUNCH (Danemark) exprime sa vive satisfaction du résultat obtenu qui dépasse ses prévisions. Il est en particulier très heureux de la référence faite aux devoirs imposés au Conseil par l'article 8 du Pacte. Il aurait désiré que l'Assemblée donnât quelques indications sur le programme de travail, mais il a le sentiment que certains membres du Conseil insisteront pour que les études soient entreprises dans un avenir très prochain.

M. CASTBERG (Norvège) souligne l'importance que la Norvège attache à ce rapport qui marque un pas important fait dans la voie du désarmement, que la Norvège a toujours considéré comme une des tâches essentielles de la Société des Nations.

M. LOUDON (Pays-Bas) désirerait qu'il fût dit, soit dans la résolution, soit dans le rapport, que la conférence pour la réduction et la limitation des armements devrait être générale.

M. DE PALACIOS (Espagne) croit préférable de ne pas entamer un débat sur ce sujet et de garder le texte tel qu'il est.

M. BENES (Tchécoslovaquie) ajoute qu'il n'y a pas de doute sur l'idée, et que, de plus, la résolution parle de la réduction et de la limitation générales.

M. MOTTA (Suisse) estime qu'une phrase du rapport pourrait donner satisfaction à M. Loudon.

M. PAUL-BONCOUR (France) déclare que l'idée de M. Loudon est commune à tous, mais qu'il faudrait alors qu'il fût bien clair que le jour où il serait possible de convoquer une conférence générale, la réduction et la limitation générales des armements ne seraient compatibles qu'avec un système général de sécurité.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) fait observer, en outre, qu'une telle précision est dangereuse. Il pourrait se faire qu'un Membre de la Société des Nations refusât de venir à la Conférence du désarmement si elle n'était pas générale et fit ainsi échouer toute l'œuvre entreprise.

M. DE PALACIOS (Spain) said that the proposal of the Spanish Delegation had been accepted so far as its essential features were concerned, namely, the maintenance of the three terms, arbitration, security and disarmament. Only the methods of the proposed procedure had been modified. The Spanish Delegation congratulated itself on having submitted this resolution, and thanked all the Delegations for having considered it.

M. PAUL-BONCOUR (France) emphasised that the Sub-Committee had succeeded in reconciling the various opinions because the delegations had found a solid basis of agreement in their desire to define the will of the Assembly and the present position of the League of Nations. Circumstances imposed an attitude of welcome and expectation. The League of Nations was coming more and more to grips with reality and it was only natural that it should occasionally feel the results of this fact.

The reality of the present international position was as follows: None of the principles so far elaborated had been questioned. Everyone desired peace through security. The profound differences of opinion of last year had disappeared and everyone had this year adopted the essential synthetic conception comprised in the three terms, arbitration, security, disarmament. There was, however, a hesitation as regards the best method of putting into effect these undisputed principles.

In these circumstances the sub-committee had been wise in adopting the position defined in the report. It was impossible to do nothing when confronted with the problem of disarmament. It was equally impossible in the present international situation to convene a conference. But it was possible to prepare at once for the long delicate and complicated work preliminary to this conference. The sub-committee, owing to its spirit of conciliation, had not desired to fix the date when the Council should begin its work, but it had wished, and the Committee and the Assembly would wish, to indicate the point of departure and the method to be pursued by giving such indications as were necessary in order to reorganise the instrument which would be entrusted with the preparatory work.

M. MUNCH (Denmark) expressed his keen satisfaction at the results obtained. These results surpassed his expectations. He was particularly happy to note the reference made to the duties imposed on the Council by Article 8 of the Covenant. He would have liked the Assembly to give some indications concerning the programme of work, but he felt that certain members of the Council would insist that the examination of the questions should be undertaken in the near future.

M. CASTBERG (Norway) emphasised the importance which Norway attached to this report. The report marked an important step in the direction of disarmament, which Norway had always considered as one of the essential tasks of the League of Nations.

Jonkheer LOUDON (Netherlands) wished it might be said either in the resolution or in the report that the conference for the reduction and limitation of armaments should be of a general character.

M. DE PALACIOS (Spain) thought it preferable not to open a discussion on this subject, and to keep the text as it stood.

M. BENES (Czechoslovakia) added that there was no doubt as to the idea intended. The resolution referred to a "general" reduction and limitation.

M. MOTTA (Switzerland) thought that satisfaction might be given to M. Loudon by a sentence in the report.

M. PAUL-BONCOUR (France) said the idea of M. Loudon was shared by everyone, but it would be necessary to make it quite clear that, when it was possible to convene a general conference, the general reduction and limitation of armaments would only be compatible with the general system of security.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) observed that such indications were dangerous. It might happen that a Member of the League of Nations would refuse to come to the conference on disarmament if it were not general, and that in this way the whole enterprise would run the risk of failure.

M. BENES (Tchécoslovaquie) insiste pour ne rien modifier. Il constate que la conférence sera ouverte à tous et trouve prématuré de poser dès maintenant des conditions.

Le général de MARINIS (Italie) désire déclarer dès maintenant que pour l'Italie la Conférence doit être générale. Il serait impossible d'aboutir si toutes les grandes Puissances du monde n'étaient pas présentes et il préférerait que, suivant la suggestion de M. Motta, cela fût dit expressément dans le rapport.

M. BRANCO-CLARK (Brésil) propose, pour résoudre la question, de reprendre une proposition de M. ENCKELL (Finlande) consistant à introduire dans le rapport une référence à la résolution XIV, dont l'alinéa premier déclare qu'aucune réduction ne pourra aboutir que si elle est générale.

M. BENES (Tchécoslovaquie) se rallie à cette proposition qui est adoptée par la Commission.

*Le rapport ainsi modifié et les résolutions sont adoptés à l'unanimité*

M. Benes est nommé rapporteur à l'Assemblée pour cette question.

2. *Fabrication des armes, munitions et matériels de guerre.*

M. GUERRERO (Salvador) donne lecture d'un projet de rapport qui est adopté à l'unanimité.

M. Guerrero est désigné comme rapporteur à l'Assemblée pour cette question.

3. *Annuaire militaire.*

M. GUERRERO (Salvador) présente un projet de rapport et un projet de résolution, qui sont adoptés à l'unanimité.

M. Guerrero est désigné comme rapporteur à l'Assemblée pour cette question.

VII. CORRECTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

ROUMANIE:

Par suite du départ de S. E. M. Duca et de S. E. M. Titulesco, la composition de la délégation roumaine a été modifiée de la manière suivante:

*Délégués:* S. E. M. Nicolas Petresco COMNÈNE; M. Mircea DJUVARA; M<sup>lle</sup> Hélène VACARESCO.

*Délégué adjoint:* M. Sextil PUSCARIU.

*Secrétaire de la Délégation:* M. Edmond CIUNTU.

VIII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

L'honorable R. DANDURAND, sénateur, président de la sixième Assemblée, a signé, le 22 septembre 1925, au nom du Canada:

- 1) l'amendement à l'article 16 du Pacte, adopté par la cinquième Assemblée, le 27 septembre 1924,
- 2) la Convention élaborée par la seconde Conférence de l'opium de la Société des Nations, Genève, le 19 février 1925, et les actes suivants adoptés par la Conférence du désarmement, Genève, le 17 juin 1925:
- 3) Convention concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre,
- 4) le Protocole de signature,
- 5) la déclaration concernant le territoire d'Ifni,
- 6) l'Acte final.

M. Enrique BUERO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Uruguay à Berne, a signé, le 22 septembre 1925:

la Convention et l'Acte final, élaborés par la Conférence du désarmement, Genève, le 17 juin 1925.

M. BENES (Czechoslovakia) insisted that the report should not be modified. He noted that the conference would be open to all nations and considered it premature immediately to lay down conditions.

General DE MARINIS (Italy) wished to declare at once that, so far as Italy was concerned, the conference must be general. It would be impossible to succeed unless all the great Powers of the world were represented, and he would prefer that this should be expressly stated in the report, as M. Motta had suggested.

M. BRANCO-CLARK (Brazil) proposed that, in order to settle the question, a proposal of M. ENCKELL (Finland) should be taken up. This proposal was to the effect that a reference to resolution XIV should be introduced into the report. The first paragraph of this resolution laid down that no reduction of armaments could succeed unless it were general.

M. BENES (Czechoslovakia) supported this proposal, which was adopted by the Committee.

*The report thus modified and the resolutions were unanimously adopted.*

M. BENES was appointed rapporteur to the Assembly for this question.

2. *Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War.*

M. GUERRERO (Salvador) read a draft report, which was adopted unanimously.

M. Guerrero was appointed as rapporteur to the Assembly for this question.

3. *Military Year-Book.*

M. GUERRERO (Salvador) presented a draft report and resolution, which was adopted unanimously.

M. Guerrero was appointed as rapporteur to the Assembly for this question.

VII. CORRECTIONS IN THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

ROUMANIA:

Owing to the departure of His Exc. M. Duca and His Exc. M. Titulesco, the composition of the Roumanian Delegation is now as follows:

*Delegates:* His Exc. M. Nicolas Petresco COMNÈNE; M. Mircea DJUVARA; Mlle. Hélène VACARESCO.

*Substitute:* M. Sextil PUSCARIU.

*Secretary of Delegation:* M. Edmond CIUNTU.

VIII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

The Hon. R. DANDURAND, Senator, President of the Sixth Assembly, signed on September 22nd, 1925, on behalf of the Government of Canada:

- (1) Protocol of an Amendment to Article 16, adopted by the Fifth Assembly, Geneva, September 27th, 1924.
- (2) Convention of the Second Opium Conference of the League of Nations, Geneva, February 19th, 1925. He also signed the following documents adopted by the Disarmament Conference, Geneva, June 17th, 1925:
- (3) Convention for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War.
- (4) Protocol of Signature.
- (5) Declaration regarding the Territory of Ifni.
- (6) Final Act.

M. Enrique BUERO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Uruguay at Berne, signed on September 22nd, 1925:

Convention and Final Act drawn up by the Disarmament Conference, Geneva, June 17th, 1925.

M. G. MORAWSKI, Ministre de la Pologne près la Société des Nations, a signé, le 22 septembre 1925:

le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, Genève, le 24 septembre 1923,

avec la réserve: « que, conformément à l'alinéa 2 de l'article premier, l'engagement prévu au dit article s'appliquera uniquement aux contrats qui sont déclarés commerciaux par le droit national polonais ».

IX. FILM DOCUMENTAIRE SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

A la demande de la deuxième Commission, il sera projeté jeudi soir, à 22 h. 30, au Secrétariat, un film documentaire sur la Société des Nations: *The Star of Hope*. Les délégués à la sixième Assemblée sont invités à assister à cette représentation.

X. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE LE 22 SEPTEMBRE 1925

Compte rendu provisoire: quatorzième séance.  
Ordre du jour de l'Assemblée N° 10.

- A. 60 (3) Situation en Chine: Projet de résolution présenté par la délégation chinoise.
- A. 83 Travaux de la Commission internationale de Coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 84 Travaux du Comité financier: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 86 Proposition de la délégation des Pays-Bas concernant les réponses formulées par le Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923: Résolution proposée par la première Commission et adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1925.
- A. 87 Amendement à l'article 16 du Pacte, proposé par le Gouvernement britannique: Résolution proposée par la première Commission et adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1925.
- A. 88 Protection des minorités: Rapport et résolution présentés à la sixième Assemblée par la sixième Commission.
- A. 89 Mandats: Résolution présentée à l'Assemblée par la sixième Commission.
- A. 90 Restauration financière de la Hongrie: Résolution proposée par la deuxième Commission et adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1925.
- A. 91 Organisation des communications et du transit: Résolutions proposées par la deuxième Commission et adoptées par l'Assemblée le 21 septembre 1925.
- A. 93 Restauration financière de l'Autriche: Résolutions proposées par la deuxième Commission et adoptées par l'Assemblée le 21 septembre 1925.

M. G. MORAWSKI, Resident Minister of Poland accredited to the League of Nations, signed on September 22nd, 1925: Protocol on Arbitration Clauses (Geneva, September 24th, 1923).

with the following reservation: "The undertaking contemplated in the said article will apply only to contracts which are declared to be commercial in accordance with national Polish law."

IX. A LEAGUE OF NATIONS FILM.

At the request of the Second Committee, a film on the League of Nations — "The Star of Hope" — will be shown on Thursday evening, at 10.30 p.m., in the Secretariat.

The delegates of the Sixth Assembly are invited to be present at this representation.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 22nd, 1925.

Provisional Verbatim Record: Fourteenth Meeting.  
Assembly Agenda No. 10.

- A. 60 (3) Situation in China: Draft Resolution presented by the Chinese Delegation.
- A. 83 Work of the International Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 84 Work of the Financial Committee: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 86 Proposal of the Netherlands Delegation concerning the Replies of the Special Committee of Jurists appointed under the Council's Resolution of September 28th, 1923: Resolution proposed by the First Committee and adopted by the Assembly on September 21st, 1925.
- A. 87 Amendment to Article 16 of the Covenant proposed by the British Government: Resolution proposed by the First Committee and adopted by the Assembly on September 21st, 1925.
- A. 88 Protection of Minorities: Report and Resolution submitted by the Sixth Committee to the Assembly.
- A. 89 Mandates: Resolution submitted by the Sixth Committee to the Assembly.
- A. 90 Financial Reconstruction of Hungary: Resolution proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 21st, 1925.
- A. 91 Organisation for Communications and Transit: Resolutions proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 21st, 1925.
- A. 93 Financial Reconstruction of Austria: Resolutions proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 21st, 1925.

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) pendant les séances de l'Assemblée, et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beaugard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.  
THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.  
FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.  
DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) during the meetings of the Assembly, and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beaugard).*

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**  
**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS**

- ARGENTINE**  
 Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**  
**AUSTRIA and GERMANY**  
 Rikola Verlag A.-G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE — BELGIUM**  
 Agence Dechenne, Messageries de la Presse S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE — BOLIVIA**  
 Flores, San Román y Cia, Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL — BRAZIL**  
 Livraria F. Briguiet & Cie., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**  
 Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 4a, SOFIA.
- CANADA**  
 League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**  
 Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- CUBA**  
 Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK — DENMARK**  
 V. Pios Boghandel — Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**  
 Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**  
 Centro Editorial « Minerva », Tudescos 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS — UNITED STATES**  
 World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE — FINLAND**  
 Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**  
 Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI<sup>e</sup>.
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE**  
**GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**  
 Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE — GREECE**  
 Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA**  
 J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10 a, Calle Oriente N° 5, GUATÉMALA.
- HAWAII — HAWAII**  
 Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- HONGRIE — HUNGARY**  
 Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**  
 Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co. BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE — ITALY**  
 Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON — JAPAN**  
 Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE — LATVIA**  
 Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- MEXIQUE — MEXICO**  
 Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NIGARAGUA**  
 Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE — NORWAY**  
 Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- PANAMA**  
 Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**  
 Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU — PERU**  
 Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE — POLAND**  
 Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**  
 « Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**  
 Librería Mata y Centell, SAN-SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**  
 Librairie Parisienne, maison Marguet, M. Golbert, success., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SUÈDE — SWEDEN**  
 C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**  
 Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**  
 Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**  
 Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**  
 Luis Nieves, Oeste 8, N° 17, CARACAS.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

(Catalogue envoyé sur demande.)

Service de vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

*For other countries apply:*

(Catalogue sent on application.)

Publications Sales Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 16. — JEUDI 24 SEPTEMBRE 1925.

No. 16. — THURSDAY, SEPTEMBER 24th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 21 septembre 1925 par la sixième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	207
II. Sixième séance de la première Commission . . . . .	208
III. Organisation d'une conférence économique internationale: discours de M. Loucheur (France) et du vicomte Cecil of Chelwood (Grande-Bretagne) à la neuvième séance de la deuxième Commission, le mardi 22 septembre 1925 . . . . .	209
IV. Dixième séance de la deuxième Commission . . . . .	214
V. Septième séance de la quatrième Commission . . . . .	214
VI. Septième et huitième séances de la cinquième Commission . . . . .	215
VII. Sixième séance de la sixième Commission . . . . .	219
VIII. Signatures et ratifications des Accords Internationaux . . . . .	219
IX. Liste révisée des délégués: rectification . . . . .	220
X. Liste des documents distribués aux Membres de l'Assemblée le 23 septembre 1925. . . . .	220

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

*Séance plénière de l'Assemblée.*

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui; (jeudi, 24 septembre), à 10 h., dans la Salle de la Réformation.

*Ordre du Jour:*

- I. *Projet de résolution présenté par la délégation française, concernant la démission de Costa-Rica.*  
Document A. 96. 1925.

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the Amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 21st, 1925, by the Sixth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	207
II. Sixth Meeting of the First Committee . . . . .	208
III. Proposed International Economic Conference: Speeches delivered by M. Loucheur (France) and Viscount Cecil of Chelwood (Great Britain) at the Ninth Meeting of the Second Committee, held on Tuesday, September 22nd, 1925 . . . . .	209
IV. Tenth Meeting of the Second Committee . . . . .	214
V. Seventh Meeting of the Fourth Committee . . . . .	214
VI. Seventh and Eighth Meetings of the Fifth Committee . . . . .	215
VII. Sixth Meeting of the Sixth Committee . . . . .	219
VIII. Signatures and Ratifications of International Engagements . . . . .	219
IX. Revised List of Delegates: Correction . . . . .	220
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 23rd, 1925 . . . . .	220

### I. PROGRAMME OF MEETINGS.

*Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 24th), at 10 a.m., at the Salle de la Réformation.

*Agenda:*

- I. *Draft Resolution proposed by the French Delegation regarding the Withdrawal of Costa Rica from the League.*  
Document A. 96. 1925.

2. *Projet de résolution présentée par la délégation chinoise sur l'élection des six membres non permanents du Conseil.*  
Document A. 58. 1925.
3. *Union internationale de secours (projet Ciraolo).*  
Rapport préparé par la deuxième Commission. Document A. 110. 1925. Rapporteur: M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay).
4. *Travaux du Comité économique.*  
Rapport de la deuxième Commission. Document A. 92. 1925. Rapporteur: Sir Atul Chandra CHATTERJEE (Inde).
5. *Préparation d'une Conférence économique internationale.*  
Rapport de la deuxième Commission. Document A. 112. 1925. Rapporteur: M. BELLONI (Italie).

*Quatrième Commission.*

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 24 septembre), à 14 h. 45, au Secrétariat (Salle B).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 24 septembre), à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

*Sixième Commission.*

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 24 septembre), à 17 h., au Secrétariat (Salle D).

*Ordre du jour:*

Esclavage.

*Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).*

La Sous-Commission (Esclavage) se réunira aujourd'hui (jeudi, 24 septembre), à 16 h. 30, au Secrétariat (Salle D).

*Sixième Commission: Comité de rédaction de la Sous-Commission (Esclavage).*

Le Comité de rédaction de la Sous-Commission (Esclavage) se réunira aujourd'hui (jeudi, 24 septembre), à 10 h., dans la Salle de la Réformation (Bureau du Secrétaire général).

*Conseil.*

Le Conseil se réunira aujourd'hui (jeudi, 24 septembre), à 16 heures, au Secrétariat (Salle F).

II. SIXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa sixième séance, mercredi 23 septembre, sous la présidence de M. SCIALOJA (Italie).

*Rapport de la Sous-Commission N° 2 sur le Règlement pacifique des différends internationaux.*

Rapporteur: M. Henri ROLIN (Belgique).

Le RAPPORTEUR expose que la deuxième Sous-Commission avait reçu mandat de la Commission plénière d'étudier les projets de résolutions espagnols et suédoise, déposés devant l'Assemblée, ainsi qu'une proposition de la délégation japonaise, faite en Commission, et une proposition de la délégation belge se rattachant au même ordre d'idées.

Toutes ces propositions s'inspirent, dit-il, de préoccupations semblables: le règlement pacifique des différends internationaux.

Il donne ensuite, au nom de la Sous-Commission, lecture de son rapport sur les différentes propositions espagnole, japonaise et belge, soumises à l'étude de la Sous-Commission.

La discussion générale est ouverte sur les conclusions de son rapport qui expose les travaux de la Sous-Commission et propose à la Commission l'adoption des résolutions ci-dessus, amendées à la suite de délibérations de la Sous-Commission. Un certain nombre de délégués font valoir les raisons des modifications à introduire au texte du rapport, et présentent des additions aux résolutions dont la Commission a été saisie.

Après un échange de vues, la Commission se met d'accord sur les textes qui lui sont soumis et les approuve entièrement.

2. *Draft Resolution by the Chinese Delegation on the Election of the Six Non-permanent Members of the Council.*  
Document A. 58. 1925.

3. *International Union for Relief (Ciraolo Scheme).*  
Report of the Second Committee. Document A. 110. 1925. Rapporteur: M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay).

4. *Work of the Economic Committee.*  
Report of the Second Committee. Document A. 92. 1925. Rapporteur: Sir Atul Chandra CHATTERJEE (India).

5. *Preparation for an International Economic Conference.*  
Report of the Second Committee. Document A. 112. 1925. Rapporteur: M. BELLONI (Italy).

*Fourth Committee.*

The Fourth Committee will meet to-day (Thursday, September 24th) at 2.45 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Thursday, September 24th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

*Sixth Committee.*

The Sixth Committee will meet to-day (Thursday, September 24th) at 5 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Agenda:*

Slavery.

*Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).*

The Sub-Committee (Slavery) will meet to-day (Thursday, September 24th) at 4.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

*Sixth Committee: Drafting Committee of the Sub-Committee (Slavery).*

The Drafting Committee of the Sub-Committee (Slavery) will meet to-day (Thursday, September 24th) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation (Room of the Secretary-General).

*Council.*

The Council will meet to-day (Thursday, September 24th) at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

II. SIXTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its sixth meeting yesterday (Wednesday, September 23rd) under the chairmanship of M. SCIALOJA (Italy).

*Report of the Second Sub-Committee on the Peaceful Settlement of International Disputes.*

Rapporteur: M. Henri ROLIN (Belgium).

The RAPPORTEUR explained that the Second Sub-Committee had been instructed by the Committee to investigate the draft Spanish and Swedish resolutions submitted to the Assembly, as well as a proposal of the Japanese Delegation moved at a meeting of the Committee and a proposal of a similar nature from the Belgian Delegation.

All these proposals were inspired by the same idea: the peaceful settlement of international disputes.

He then read his report, submitted in the name of the Sub-Committee, on the various proposals from the Spanish, Japanese and Belgian delegations, which the Sub-Committee had examined.

There was a general discussion on the conclusions of the report, which dealt with the work of the Sub-Committee and which proposed that the above resolutions as amended by the Sub-Committee should be adopted. A certain number of delegations gave reasons for supporting the amendments introduced into the text of the report and proposed additions to the resolutions before the Committee.

After an exchange of views, the Committee agreed upon texts submitted to it and approved them.



### III. ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE.

DISCOURS DE M. LOUCHEUR (FRANCE) ET DU VICOMTE CECIL OF CHELWOOD (GRANDE-BRETAGNE) A LA NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION, LE MARDI 22 SEPTEMBRE 1925.

*Note:* Les deux discours suivants sont publiés conformément à la décision prise par la deuxième Commission à sa neuvième séance. Ce texte, en raison de sa longueur, n'a pu paraître dans le *Journal* d'hier.

M. LOUCHEUR (France). — Ma tâche se trouve singulièrement facilitée. Dans les débats si intéressants qui viennent de se poursuivre devant cette Commission, je n'ai pas, en effet, entendu une seule voix s'élever contre le projet que la délégation française a eu l'honneur de présenter à l'Assemblée. J'ai entendu, au contraire, de nombreuses nations lui apporter, par la voix de leurs représentants les plus autorisés, l'appui le plus complet et le plus franc. Je les en remercie.

Je sais aussi que celles qui n'ont pas exprimé publiquement leur avis, avec le souci d'écourter ces débats, ont déclaré qu'elles émettraient un vote approbatif, appuyant également notre initiative.

Lorsque l'autre jour, à la fin de ma brève intervention à l'Assemblée, je disais que les peuples attendaient de vous le vote de cette résolution, je ne pensais pas être si près de la vérité. L'émoi même qu'a causé dans le monde l'annonce de ce projet, de cette volonté de la Société des Nations de s'attaquer aux problèmes économiques d'une façon plus large qu'elle ne l'avait fait jusqu'à présent, les nombreux télégrammes qui nous sont parvenus de tous les pays du monde, sont la preuve la plus éclatante de ce désir des peuples.

Je m'excuse auprès de ceux de nos collègues qui ont parlé. J'aurais voulu reprendre et résumer certaines des idées qu'ils ont émises. J'aurais voulu signaler, par exemple, combien j'ai été frappé de l'heureuse intervention de la Suède, de son opportune référence à la Conférence des sucres, frappé aussi d'entendre les paroles aussi nettes, aussi fermes, du Venezuela, de la Belgique, de la Tchécoslovaquie, de la Colombie, de la Pologne. J'ai applaudi aux exposés faits par le Portugal et par les Serbes, Croates et Slovènes, à la pensée du Brésil qui, très justement, a cité le précédent de la Conférence de Barcelone et l'intervention de son éminent homme d'Etat, M. Demetrio Ribero, et enfin aux observations de la Roumanie, de l'Italie, et en dernier lieu des Pays-Bas. Mais je demande à tous ces éminents collègues de me permettre de m'arrêter plus spécialement sur les déclarations de la Belgique et de la Grande-Bretagne.

Dans son si éloquent discours, le représentant du Gouvernement belge a voulu discerner les motifs qui avaient poussé la France à porter devant la sixième Assemblée le problème si grave auquel nous voulons tous nous attaquer aujourd'hui. Il a compris que nous voulions aborder de front le malaise économique. Il a ajouté que, si vous le faisiez, il fallait vous y appliquer avec confiance, avec foi, et il a dit aussi qu'à son avis l'un des résultats de la décision à prendre serait surtout d'apporter devant l'opinion publique du monde la preuve qu'il y avait là un grand et grave problème.

Je le remercie d'avoir su si bien, en quelques phrases, préciser ma pensée. Je ne m'en étonne pas. Son pays souffre plus que d'autres de ce malaise économique. Depuis la guerre, vivant à côté de lui, j'ai pu constater les efforts magnifiques accomplis pour sortir de la difficile situation dans laquelle il s'est trouvé au lendemain du conflit européen.

J'ai écouté aussi avec le plus grand intérêt, et relu avec le plus grand soin, les paroles de mon éminent ami, le vicomte Cecil. J'ai lu dans quelques journaux que le vicomte Cecil n'avait eu d'autre dessein, en couvrant de fleurs la résolution française, que de mieux l'enterrer. Mais, Messieurs, je connais le vicomte Cecil. J'ai eu l'honneur de travailler avec lui depuis 1917, depuis l'époque où, ensemble et sous sa présidence, nous avons essayé d'apporter un peu d'ordre dans un monde alors en complet désordre. J'ai pu me rendre compte dans ce

### III. PROPOSED INTERNATIONAL ECONOMIC CONFERENCE.

SPEECHES DELIVERED BY M. LOUCHEUR (FRANCE) AND VISCOUNT CECIL OF CHELWOOD (GREAT BRITAIN) AT THE NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE, HELD ON TUESDAY, SEPTEMBER 22nd, 1925.

*Note.* — The two following speeches are published in accordance with the decision of the Second Committee taken at its ninth meeting. Owing to the length of the text, it was found impossible to publish them in the *Journal* of yesterday.

M. LOUCHEUR (France) spoke as follows: My task has been extremely simplified. In the very interesting discussion which has just taken place in the Committee, I have not so far heard a single expression of opinion against the scheme which the French Delegation has had the honour to submit to the Assembly. On the contrary, I have heard the fully authorised representatives of numerous nations completely and frankly support it. For this I thank them.

I am aware, too, that those who have not publicly expressed their opinion in order not unduly to prolong the debate have said that they would vote in the affirmative and would support the proposed measure.

When, the other day, at the end of the short speech which I made to the Assembly, I said that the peoples awaited your adoption of this resolution, I did not think that I was so close to the truth. The emotion, shown by the numerous telegrams which have reached us from all parts of the world, caused by the announcement of the scheme and by the expressed will of the League of Nations to attack economic problems on a larger scale than hitherto, furnishes a most striking proof of the desires of all peoples.

I beg the indulgence of some of my colleagues who have already spoken. I would have desired to sum up certain of the ideas which they have expressed and to explain to you, for example, how much struck I have been by the happy reference made by the Delegate of Sweden to the Sugar Conference, and the clear definite expression of opinion of the delegates of Venezuela, Belgium, Czechoslovakia, Colombia and Poland. I also welcome the statements made by the delegates of Portugal and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the expression of opinion of Brazil, whose delegate so aptly referred to the precedent of the Barcelona Conference, and to the initiative of that distinguished statesman, M. Demetrio Ribero, and finally the observations of the delegates of Roumania, Italy and the Netherlands. I should like, however, if my distinguished colleagues will allow me, to pay particular attention to the statements made by the delegates of Belgium and Great Britain.

In his very eloquent speech, the representative of the Belgian Government outlined the motives which caused France to put before the Sixth Assembly the very grave problem which we are now all desirous of attacking to-day. He showed that he was aware that we wished to deliver a frontal attack on the general economic evils. He added that, if this attack were undertaken, it would be necessary to push it home with confidence and faith, and that in his opinion one of the results of the decision to be taken would, above all, be to make public opinion in the world understand that there was a very great and grave problem before it.

I desire to thank him for having in a few words explained what was at the back of my mind. I am not astonished that he has been able to do so. His country has suffered more than others from economic ills. Since the war, living as I do in a country neighbouring his own, I have been able to note the magnificent efforts accomplished by Belgium to free herself from the difficult position in which she found herself at the conclusion of the European conflict.

I have also listened with the greatest interest and re-read with the greatest care a speech by my distinguished friend Viscount Cecil. I have seen it stated in several newspapers that Viscount Cecil has no further object than to cover with wreaths the grave in which the French resolution should repose. Gentlemen, I know Viscount Cecil. I have had the honour to work with him since 1917, that is to say, from the time when together, under his guidance, we have tried to bring a little order into a world which was then completely in dis-

long contact que, lorsqu'il veut combattre une proposition, il le fait à ciel ouvert, bannière déployée. Ayant, dis-je, relu son discours, je suis certain que c'est très loyalement et très sincèrement qu'il nous a déclaré que notre but était également cher à son pays. Lorsqu'il a affirmé qu'il travaillerait avec nous pour essayer de résoudre le grand problème que, brusquement, je le reconnais, nous posions devant lui et devant vous, je suis certain qu'il nous exprimait toute sa pensée.

Il nous a invités seulement à la prudence. Il a eu raison. Je ne suis pas de ces imprudents qui s'en vont par les routes sans se méfier des bolides qui pourraient nous écraser. Je suis convaincu, comme lui, qu'il nous faudra apporter dans notre travail beaucoup de circonspection. Mais il ne m'en voudra pas si, fidèle à notre tradition française, j'essaie le plus souvent possible d'allier l'audace à la prudence. Ce sont là deux choses à mon avis parfaitement compatibles.

Je voudrais maintenant dissiper devant vous un léger malentendu qui s'est glissé dans le discours du vicomte Cecil. Il a parlé d'une enquête préliminaire. Or, je n'ai pas voulu cette enquête préliminaire; j'ai demandé simplement qu'un comité préparatoire soit constitué. J'estime, en effet, que, grâce aux travaux si complets effectués jusqu'à ce jour par les organisations techniques de la Société des Nations, et surtout par le Bureau international du Travail, ce Comité préparatoire aura à sa disposition tous les matériaux nécessaires à sa tâche. Je veux, en passant, comme mon collègue et ami, M. Jouhaux, rendre ici un sincère hommage au travail admirable réalisé par le Bureau international du Travail. J'avais encore, hier, l'occasion de parcourir les deux derniers volumes qu'il a publiés et j'y ai trouvé des documents de la plus haute valeur. Une enquête préliminaire me paraît donc inutile.

Avec cette prudence, qui n'est pas sa caractéristique personnelle, car nous voulons tous posséder cette qualité au même degré que lui, le vicomte Cecil a déclaré: « Le jour où la Conférence sera convoquée ou sur le point de l'être, selon un proverbe anglais, la graisse sera déjà sur le feu ». Peut-être, mais n'est-ce pas la meilleure méthode de faire de la bonne cuisine? Il faut que la graisse soit sur le feu. Il suffira de bien surveiller le feu et le récipient. Pour cela, je compte sur vous, mon cher ami, et sur nous tous.

D'une façon générale, je veux donc noter ici, non seulement l'accord de la Grande-Bretagne, mais la promesse d'appui qu'elle s'est loyalement engagée à nous apporter. Tout à l'heure, d'ailleurs, je préciserai comment je comprends l'amendement déposé par le vicomte Cecil et les conditions dans lesquelles, pour ma part, je serais disposé à m'y rallier.

Après avoir ainsi dit très rapidement ce que je pensais des diverses observations présentées par nos collègues, je veux maintenant jeter un rapide coup d'œil sur les véritables raisons qui nous ont engagés à poser ce problème devant vous.

Ai-je besoin de discuter la question de savoir si les conflits économiques sont une des principales causes des guerres? Je n'ai entendu personne s'élever contre cette affirmation. A la tribune de l'Assemblée je n'ai pas voulu citer des exemples. Je n'en citerai pas non plus ici, parce que la Société des Nations, c'est la grande maison de la réconciliation, et je ne veux pas soulever des questions qui pourraient blesser la susceptibilité de certains. Mais c'est là un fait, et laissez-moi vous le dire, brutalement peut-être, ce pourrait être dès demain un grave danger.

La situation, en effet, ne s'améliore pas. Elle s'améliore peut-être en apparence, mais ne faisons pas comme certains hommes politiques qui se contentent trop facilement d'apparences pour avoir l'occasion de faire approuver leurs actes devant leurs parlements.

Ici, nous devons voir les choses avec plus de souci des réalités, avec plus de philosophie, plus de hauteur, oserai-je dire. Je pense que ce n'ai pas seulement des méfaits de la guerre que nous souffrons, comme j'ai essayé de l'expliquer rapidement à l'Assemblée, c'est aussi de la désorganisation économique d'avant-guerre. La guerre n'a fait qu'aggraver une situation difficile, elle n'a fait qu'aiguïser, si je peux ainsi parler, les pointes de la courbe. En réalité, le défaut de règlement de la production générale pourrait nous conduire à d'autres conflits.

Si on recherche la cause principale de cet état de choses, on la trouvera dans ce fait qu'on a laissé agir les initiatives indi-

order. During that long personal contact I have been brought to realise that, when he wishes to oppose a proposal, he utters his standard openly. Having, I say, re-read his speech, I am sure that he is most loyal and most sincere when he states that the object which we are pursuing is also one of great concern to his country.

When he stated that he would work with us in trying to solve the great problem which, as I realise, we put somewhat abruptly, both before him and before you, I am sure that he was hiding nothing. He has merely asked us to exercise prudence and he is right. I am not one of those rash persons who rush about heedless of thunderbolts which may fall and crush them. I am convinced with Lord Cecil that we must be very circumspect in the manner in which we carry out our work. But I am sure he will not be annoyed if, faithful to the tradition of our race, I try as often as possible to combine prudence with audacity. These are two things which in my opinion are perfectly compatible.

I wish now to dissipate immediately a small misunderstanding which appears in the speech of Viscount Cecil. He referred to a preliminary enquiry. Now I did not advocate a preliminary enquiry. I asked simply that a preparatory committee should be appointed. I think that, thanks to the very complete work done hitherto by the technical organisations of the League of Nations, and above all by the International Labour Office, this preparatory committee will have at its disposal all the necessary materials for the accomplishment of its work. I would like in passing, as my colleague and friend M. Jouhaux did, to pay a sincere tribute to the admirable work of the International Labour Office. I already had occasion yesterday to go through the last two volumes which it has published, in which I found documents of the greatest value. A preliminary enquiry seemed to me therefore useless.

With that prudence, which is not his personal monopoly, for we all desire to possess such a quality even in the degree to which he enjoys it, Viscount Cecil said that by the day on which the Conference was, or was about to be, convened the fat, according to the English proverb, would be already in the fire. This may perhaps be so, but is not this the best way of cooking? The fat should be in the fire. All that is necessary is that the fire and the saucepan on the fire should be carefully watched. For this reason, I count on your help, my dear colleague, and upon the help of all of you.

Generally speaking, I should like to note here not only the agreement of Great Britain but also the promise of support which it has loyally given to us. In a moment I will explain in what sense I understand the amendment put forward by Viscount Cecil and the conditions on which I should, for my part, be ready to agree to it.

After having thus very rapidly said what I think of the various opinions expressed by my colleagues, I should like now to throw a rapid glance over the real reasons which have caused us to raise this problem.

Have I any need to discuss the question whether economic conflicts are really one of the principal causes of wars? I have heard no one deny this statement. When I spoke at the Assembly I did not wish to quote examples. Nor will I give you examples now, for the League of Nations is the great temple of reconciliation, and I do not wish to raise questions which might wound certain susceptibilities. This contention, however, is a fact, and let me tell you quite brutally that it may constitute a grave danger in the immediate future.

The situation is not improving. It is improving, perhaps, on the surface, but do not let us act like certain statesmen who are too easily contented with appearances in order to obtain the approval of their Parliaments for their actions.

Here it is our duty to face things as they really are with greater philosophy, with greater loftiness of thought, if I may so express myself. I think that it is not only the mistakes of the war from which we are suffering but, as I have already explained briefly to the Assembly, it is also the economic disorganisation prevalent before the war. The war only increased the difficult situation. It heightened, if I may use the expression, the line of the curve. In actual fact the absence of any control of general methods of production may plunge us into further conflict.

If the principal cause for this state of things is sought for, it will be found in the fact that reliance has been placed entirely

viduelles, sans aucun contrôle. Vous allez peut-être vous étonner et mes amis britanniques plus que d'autres, de trouver une pareille affirmation dans la bouche d'un homme qui a essayé de travailler avec indépendance, de toutes ses forces, pendant de nombreuses années. Je suis, en ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans les exploitations industrielles, profondément anti-étatiste. Je n'ai que très peu de confiance dans les vertus de l'Etat exploitant. Mais, ayant vu de près de grands conflits, ayant touché à toutes les branches de la production et de l'activité humaine, j'ai pu me rendre compte qu'à de certains moments les Etats devaient mettre un frein aux excès de l'individualisme et qu'il doit même exister une sorte de statut de ces relations nécessaires entre l'Etat et la production.

Nous sommes à une heure tragique de l'histoire. Voulez-vous que je vous donne quelques exemples des troubles que j'aperçois ? Je m'excuse si j'interviens dans le domaine de certains pays voisins du mien. J'essaierai en tout cas de le faire avec toute la discrétion possible. Prenons la question du charbon. Avant la guerre, la Grande-Bretagne exportait facilement son charbon. Grâce à cette exportation, elle profitait d'un fret de retour très bon marché. Elle pouvait, par conséquent, amener chez elle, dans des conditions faciles pour la vie de ses habitants, les denrées nécessaires à leur alimentation. La guerre est venue. Les champs d'action ont manqué à l'Angleterre, certains marchés extérieurs lui ont échappé. En même temps, la production des mines d'autres pays a augmenté, si bien qu'aujourd'hui nous voyons la Grande-Bretagne en proie à de graves difficultés. Elles mettent ce grand et noble pays devant un problème dont, à la rigueur, certains égoïstes pourraient se désintéresser, mais dont nous avons le devoir de nous préoccuper ici, par ce que les maux dont souffrent nos amis, dont souffrent les pays voisins du nôtre, ne peuvent nous laisser indifférents.

Ils ne peuvent nous laisser indifférents, d'abord à cause de la solidarité humaine, et puis aussi parce que l'expérience nous a démontré qu'au bout de peu de temps ces mêmes maux arriveraient à fondre sur nous, si bien que c'est presque de l'égoïsme que de souffrir avec les autres !

Aussi, Messieurs, me suis-je mis à étudier ce problème du charbon. J'ai examiné les chiffres de la production de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France et des divers pays producteurs. J'ai constaté ainsi que sur une extraction européenne qui atteint près de 700 millions de tonnes, c'est un excédent de 15 millions de tonnes au maximum qui crée tout ce trouble. Ne serait-il pas possible de le faire disparaître en se mettant autour d'une table, en relevant nos manches, comme nous disons en France, et en recherchant ensemble le moyen d'harmoniser production et consommation ?

J'ai constaté, pour les prix intérieurs, un phénomène du même ordre. Mon pays a heureusement su ou pu conserver une agriculture florissante. L'année dernière, il a produit 80 millions de quintaux de blé, alors que notre consommation intérieure est de 90 millions. C'est le prix des 10 millions de quintaux supplémentaires, importés en France, qui a fixé le prix des 80 millions de quintaux que la France avait produits. Est-ce là véritablement un système économique rationnel ?

On pourrait faire des raisonnements analogues pour la production métallurgique, comme on l'a fait jadis à Bruxelles pour la production du sucre. Il faut, en un mot, essayer pour chaque branche de trouver les solutions compatibles avec le cas spécial considéré.

D'autres problèmes doivent attirer aussi l'attention de ceux qui auront la lourde tâche de mener à bien les travaux de la Conférence économique. Rappelez-vous, par exemple, l'activité qu'a déployée la Société des Nations pour rendre à l'Autriche et à la Hongrie une bonne situation financière. Or, à peine cet effort accompli, il éclatait dans un de ces pays une crise économique grave. Réfléchissez également à ce que, en Allemagne, où a été réalisée il y a deux ans bientôt la stabilisation monétaire, avec l'appui de plusieurs des nations qui sont ici, il s'en est suivi immédiatement une crise économique. On arrive à ce paradoxe étonnant qu'au fur et à mesure que l'on stabilise les monnaies, des crises économiques éclatent. Je suis convaincu qu'en prenant quelques précautions, ces inconvénients eussent pu être évités, et je voudrais que, grâce aux travaux de la Conférence, ils soient diminués pour les nations qui, dans un bref délai, auront à procéder également à leur assainissement monétaire.

on individual effort without any control. You will perhaps be astonished, and my British friends more than others, to hear such a statement fall from the lips of a man who has tried to work wholeheartedly in independence for many years. I am, in regard to the intervention of the State in industrial enterprises, profoundly against State control. I have very little confidence in the virtues of State exploitation; but, having seen at close quarters great conflicts, having touched all branches of production and all human activity, I have been brought to realise that there comes a moment when States have to put a check on excessive individual enterprise, and that it is even necessary for a kind of statute to be drawn up regulating the necessary relations between the State and the producing elements.

We are living in tragic times. Do you desire me to give you some examples of the troubles which I have noticed ? You must excuse me if I refer to certain countries, neighbours of my own. In any case I will endeavour to do so as discreetly as possible. Take the question of coal. Before the war Great Britain found it easy to export her coal. Thanks to this export trade, she was able to take advantage of very low return freight charges. Consequently, she was able to import under favourable conditions the foodstuffs necessary for her inhabitants. Then came the war. The activity of England was reduced. Certain foreign markets were lost to her. At the same time, the production of the mines of other countries increased, so that to-day Great Britain is faced with grave difficulties as a result. That great and noble country is confronted with a problem which certain persons who think only of themselves can, it is true, afford to ignore, but which it is our duty to deal with here because the ills from which our friends are suffering when they are our neighbours cannot remain an object of indifference to us.

We cannot remain indifferent; first, for reasons of human solidarity, and, secondly, because experience has shown us that after a certain time these same ills will fall upon us. So true is this, that to suffer with others is almost a mark of egoism.

Therefore, gentlemen, I have investigated this problem of coal. I have examined the figures of the production of Great Britain, Germany, France and various other producing countries. I have thus been able to note that, out of about 700 million tons of coal extracted in Europe, only about 15 million surplus tons at the maximum have caused the trouble. Would it not be possible to make this disappear by discussing it round a table with all cards upon it, and for us to seek together the means to harmonise production and consumption.

In regard to internal prices, I have noted a phenomenon of the same kind. Agriculture in my country has happily remained flourishing. Last year France produced 80 million quintals of wheat and her internal consumption was 90 millions. It was the price of the ten million additional quintals imported into France which fixed the price of the 80 million quintals produced by France. Can this really be called a rational economic system ? A similar reasoning might be applied to the production of iron and steel as was formerly done at Brussels to the production of sugar. In a single word, it is necessary to try for each branch of production to find solutions compatible with the case under consideration.

Further problems ought also to command the attention of those whose heavy task it will be to bring to a successful conclusion the work of the Economic Conference. Do not forget, for example, the activity displayed by the League of Nations in reconstituting the financial position of Austria and Hungary. Scarcely had this been achieved, when in one of those countries a grave economic crisis arose. Remember, too, what has happened in Germany, where monetary stability has prevailed for nearly two years, thanks to the assistance of several nations represented here, and yet was immediately followed by an economic crisis. Thus, the astonishing paradox becomes apparent that, as money becomes here and there stabilised, economic crises arise. I am convinced that, if certain precautions had been taken, these evils could have been avoided, and I desire that, thanks to the work of the Conference, they should be reduced in regard to those nations which in a short time will also have to proceed to the stabilisation of their currency.

Dans cette conférence, il ne faudra pas, au point de vue monétaire, discuter les points de doctrine, comme par exemple le retour à l'étalon-or, combattu par certains, fortement appuyé par d'autres. A mon sens, ce ne sera pas le lieu de discuter de pareilles questions. Ce qu'on devra chercher, ce sont les moyens pratiques de redonner enfin aux peuples une monnaie stable, sans provoquer des crises nouvelles. Ce sera la seule façon de rétablir des courants commerciaux normaux et de faire disparaître l'instabilité des échanges.

Telles sont les observations que je voulais présenter rapidement en ce qui concerne les causes du malaise économique et les remèdes qu'il y aurait lieu d'y apporter. Je ne me dissimule pas plus que tous les orateurs qui m'ont précédé, combien la tâche sera difficile, combien il sera important surtout d'arriver à la préciser suffisamment pour aboutir à des résultats utiles. A cet égard, je vous demande de ne pas être trop pessimistes. Au lendemain de la Conférence de Bruxelles — c'était, je crois, M. van Cauwelaert qui le rappelait — tout le monde disait que cette conférence avait échoué, et qu'elle n'avait abouti qu'à de vagues recommandations, sans portée aucune. Certes, beaucoup d'économistes avertis savaient, avant la Conférence de Bruxelles, que l'inflation était un malheur public pour un pays, mais après la Conférence de Bruxelles, personne dans le monde n'a plus osé défendre ni soutenir le système de l'inflation.

C'est à un résultat de ce genre que je voudrais arriver dans la future Conférence, notamment dans la question des tarifs douaniers. En cette matière, mon pays a une position que tout le monde connaît bien. Elle vaut ce qu'elle vaut. Nous la confronterons avec les autres. Mais j'indique — et ce fut la cause déterminante du dépôt si rapide de notre proposition — que nous sommes effrayés de voir en Europe se poursuivre la course aux hauts tarifs douaniers, que l'on peut comparer à la course aux armements d'avant-guerre. Faites ce rapprochement dans vos esprits, et vous serez frappés de la marche des événements.

J'en arrive, maintenant, à la proposition de résolution elle-même et à l'amendement britannique.

Le vicomte Cecil a précisé qu'il déposait son amendement parce qu'il désirerait un intervalle de quelques semaines pour permettre aux gouvernements représentés au Conseil — et dont certains sont parmi les plus importants au point de vue commercial et financier — de consulter leurs experts sur la constitution du Comité sans courir le risque de faire plus de mal que de bien. Le Gouvernement britannique, en un mot, demande le temps d'étudier la question.

Je trouve pour ma part ce désir tout naturel et, sous les réserves que je vais préciser, je suis prêt, au nom du Gouvernement français, à accepter l'amendement britannique.

Je voudrais, d'abord, que le vicomte Cecil consentit à ce que nous précisions que l'examen par le Conseil devra être fait dans le plus bref délai possible. Je voudrais également que soit insérée dans le rapport présenté à l'Assemblée, la déclaration suivante :

Dans notre pensée, nous désirerions que le Conseil examinât dès sa prochaine session, en décembre probablement, l'opportunité de créer ou non le comité préparatoire. Pour qu'il n'y ait aucun temps perdu, la France, dans l'intervalle, saisirait le Secrétariat général d'une proposition quant à la composition de ce comité. Le Secrétariat général consulterait, cela va sans dire — et nous pourrions même l'y inviter dans le rapport — les organismes techniques de la Société, pour que le Conseil, à sa prochaine session, ait en mains les documents nécessaires pour se prononcer en toute connaissance de cause.

C'est là, vous le comprendrez, une précision indispensable, et je suis persuadé que la délégation britannique peut l'accepter, parce qu'elle est conforme aux déclarations faites ici et à celles qu'a bien voulu me faire en particulier le vicomte Cecil.

Il me reste un mot à dire sur cette question du rôle des organisations techniques qui a été soulevée de divers côtés. Je veux aussi, sur ce point, m'expliquer nettement.

Je suis de ceux qui admirent l'œuvre des organisations techniques de la Société des Nations. J'ai vu l'effort du Comité économique. Je suis pas à pas celui du Comité financier. Je sais ce qu'a réalisé déjà la Commission du transit et des voies de communication. J'ai déjà eu l'occasion de dire l'estime que je

In this Conference, it should not be necessary from the currency point of view to discuss questions of doctrine, as, for example, the return to the gold standard, which has been so strongly supported and so strongly opposed by different authorities. In my opinion, that Conference will not be the place to discuss such questions. What ought to be done is to find practical means of giving to the peoples a stable currency without provoking new crises. This will be the only way of establishing normal commercial relations and of causing the instability of the exchanges to disappear.

These are the observations which I have desired to present rapidly to you in regard to the causes of the economic unrest and the remedies which should be applied to it. I am, like the preceding speakers, in no way unmindful of the difficulty of the task and of the pre-eminent importance of defining it sufficiently closely in order to achieve useful results. I ask you in this respect not to be too pessimistic. After the Brussels Conference, as I believe M. van Cauwelaert said, everyone complained that it had failed and that it had only achieved vague recommendations without any definite meaning. It is true that many wise economists were aware before the Brussels Conference that inflation was an evil for any country. After the Brussels Conference, however, nobody dared any longer to defend the system of inflation.

It is at a result of this kind which I hope the future Conference will aim, especially in regard to the question of Customs tariffs. As regard this question, my country is in a position well known to everyone. I will say nothing about it. We shall compare it with others, but I must point out, and this was the final cause of our sudden proposal, that we are disturbed to see in Europe a competition in Customs tariffs which may be compared with the tendency towards the competition in armaments before the war. Try to compare the two things and you will be astonished at the parallel.

I will now refer to the proposal itself and to the British amendment.

Viscount Cecil has explained that he submitted his amendment because he wished an interval of some weeks to elapse in order to allow the Governments represented on the Council, of whom some are among the most important commercially and financially, to consult their experts in regard to the appointment of the Committee without running the risk of doing more harm than good. The British Government, in fact, asks for time to investigate the question. I consider this request to be quite a natural one, and I am ready in the name of the French Government to accept the British amendment with the following reservations :

I wish first of all to ask Viscount Cecil to agree to lay down that the examination to be made by the Council must be carried out in the shortest possible space of time. I wish also that the following declaration be inserted in the report submitted to the Assembly.

In our view, we desire that the Council should examine at its next session, to be held probably in December, the question whether or not to establish a Preparatory Committee. In order that no time may be lost, France in the interval will submit to the Secretary-General a proposal with regard to the composition of the Committee. The Secretary-General will obviously consult—and we could even request him to do so in the report—the Technical Organisations of the League, in order that the Council at its next meeting may have in its hands the necessary documents so as to be able to decide with a full knowledge of the facts.

This I think you will understand is an indispensable amendment, and I am sure that the British Delegation will be able to accept it because it is in conformity with the statements made here, and those which Viscount Cecil has been good enough to make to me in private.

There remains one word to be said on the question of the part to be played by the Technical Organisations, to which references have been made by various delegations. I wish to make myself quite clear on this point also.

I am one of those who admire the work of the Technical Organisations of the League. I have witnessed the efforts made by the Economic Committee, and I follow, step by step, the work of the Financial Committee. I know what the Committee for Communications and Transit has clearly

professe pour l'œuvre du Bureau international du Travail. Mais ces organismes ont une tâche limitée. L'œuvre à laquelle nous voulons nous consacrer aujourd'hui est considérable, et je ne pense pas que la composition de ces organismes, leurs travaux actuels, si utiles mais en même temps forcément si restreints, soient tels qu'ils puissent donner au monde la confiance nécessaire dans le grand travail à entreprendre.

Certes, dans le Comité préparatoire, les organismes techniques devront être largement représentés, et nous avons eu soin de dire aussi que ce Comité préparatoire s'appuierait sur eux. Mais il est absolument indispensable que d'autres personnes soient appelées à y collaborer afin d'apporter du sang nouveau. C'est d'autant plus nécessaire que la Conférence internationale n'aura pas le succès espéré par les peuples si toutes les nations n'y sont pas conviées. A mon sens, par exemple, il est absolument inutile d'étudier la situation économique de l'Europe si, autour de la table, l'Allemagne n'est pas présente. Il est donc indispensable que, dans la constitution de ce Comité préparatoire, il soit tenu compte des nations auxquelles on fera appel pour les travaux de la Conférence même.

Je ne veux pas terminer sans vous rappeler que, si la France a pris cette initiative, c'est, comme je l'ai expliqué à l'Assemblée, sans intérêt personnel et avec le seul souci de porter remède aux maux dont souffre le monde. Tout à l'heure, M. Belloni a parlé de Léonard de Vinci. Il ne pouvait placer la délégation italienne sous un meilleur patronage. A mon tour, je me tourne vers Rome, vers son histoire la plus ancienne, et je me rappelle les vers du poète: *Homo sum: humani nihil a me alienum puto*. (Je suis homme et rien de ce qui est humain ne me laisse indifférent.)

Telle est la pensée qui doit nous guider.

Le travail auquel nous voulons nous consacrer, nous devons l'entreprendre avec enthousiasme et avec foi. Le pessimisme est destructeur, on ne bâtit que dans l'optimisme! C'est donc avec foi que nous vous demandons d'entreprendre cette grande œuvre. Puisque j'ai plusieurs fois mis en cause mon éminent ami, le vicomte Cecil, je veux terminer par un proverbe anglais, que je cite souvent: *Where there's a will, there's a way*. (Où il y a une volonté, il y a un chemin!) Engageons-nous résolument dans ce chemin, parce que c'est celui qui mène à la paix.

Le vicomte CECIL DE CHELWOOD (Empire Britannique) se déclare entièrement d'accord avec la modification que M. Loucheur désire apporter à son amendement, modification tendant à ce que le conseil examine la question aussitôt que possible. Le vicomte Cecil croit comprendre que la proposition de M. Loucheur tend à ce que cet examen ait lieu effectivement à la prochaine session ordinaire du Conseil. S'il en est ainsi, il a le plaisir de constater une fois de plus sa parfaite concordance de vues avec M. Loucheur.

Le PRÉSIDENT demande si lord Cecil est également d'accord pour que le Gouvernement français soumette au Conseil le projet relatif à la préparation de la Conférence et à l'institution du Comité préparatoire.

Le vicomte CECIL répond que le Gouvernement français a le droit de prendre cette mesure et qu'il ne voit aucune objection à ce qu'il exerce ce droit.

Le PRÉSIDENT déclare que les travaux de la future Commission seront facilités par la publication dans le *Journal de l'Assemblée* du discours de M. Loucheur et de la réponse de lord Cecil.

accomplished, and I have already had occasion to express my esteem for the work of the International Labour Office. These organisations, however, have a limited task. The work to which we now desire to devote ourselves is considerable, and I do not think that the composition of these organisations or their present work, which, although very useful, is of necessity restricted, is such as to be able to give the world in general the necessary confidence for the great task to be undertaken. Obviously the Technical Organisations must be strongly represented on the Preparatory Committee, and we have been careful to say here that the Preparatory Committee should seek their support, but it is quite indispensable that other persons should also be called upon to co-operate in order to infuse fresh blood. This is all the more necessary, in view of the fact that the International Conference will not achieve the success hoped for by everyone unless all nations take part in it. In my opinion, for example, it is quite useless to investigate the economic situation of Europe if Germany is not present at the discussion. It is therefore indispensable, when appointing the Preparatory Committee, that account should be taken of the nations which will be called upon to take part in the work of the Conference.

I will end by reminding you that, though France may have taken the first step, she has, as I have explained already to the Assembly, no personal interest at stake. She is moved with the sole desire to remedy the evils from which the world is suffering. M. Belloni referred just now to Leonardo da Vinci. He could not have found a better patron for the Italian Delegation. I also will turn towards Rome, towards Ancient Rome, and remind you of the lines of the poet: *Homo sum: humani nihil a me alienum puto* — "I am a man and nothing which has to do with mankind is without interest for me."

This is the spirit which should guide us.

The work which we wish to perform must be undertaken with enthusiasm and conviction. Pessimism is a destructive force and only on optimism can sure foundations be laid. It is therefore with conviction that we ask you to undertake this great work. Since I have more than once referred to the views of my distinguished friend, Viscount Cecil, allow me to end by quoting an English proverb which is often on my lips: "Where there's a will, there's a way." Let us therefore proceed resolutely along that way which will surely lead us to peace.

Viscount CECIL OF CHELWOOD (Great Britain) said that he fully accepted the modifications of his amendment which was desired by M. Loucheur—namely, that the Council should consider the matter with as little delay as possible. He understood M. Loucheur's proposal to be that that consideration of the matter should be effectively undertaken at the next ordinary sitting of the Council. On that understanding, which he thought was clear, he had the greatest pleasure in once more finding himself in complete accord and agreement with M. Loucheur.

The CHAIRMAN asked whether Viscount Cecil also agreed that the French Government should submit to the Council the scheme for the preparation of the Conference and the creation of the Preparatory Committee.

Viscount CECIL replied that the French had the right to do so and that he had no objection to the exercise of that right.

The CHAIRMAN said that the work of the future Committee would be best facilitated if the speech of M. Loucheur and Lord Cecil's reply were printed in the *Assembly Journal*.

#### IV. DIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa dixième séance, hier mercredi 23 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas).

##### *Préparation d'une Conférence économique internationale.*

A la demande du PRÉSIDENT, le vicomte CECIL (Empire britannique) déclare accepter le projet de résolution tel qu'il a été arrêté à la dernière séance:

« L'Assemblée,

« 1. Fermement résolue à rechercher tous les moyens capables de faire régner la paix dans le monde;

« 2. Convaincue que la paix économique contribuera grandement à assurer la sécurité des peuples;

« 3. Persuadée qu'il est nécessaire d'examiner les difficultés économiques qui s'opposent au rétablissement de la prospérité générale, ainsi que de mettre en lumière les meilleurs moyens de surmonter ces difficultés et d'éviter les conflits;

« 4. Invite le Conseil à examiner dans le plus bref délai l'opportunité de constituer, sur de larges bases, un Comité préparatoire qui, en s'appuyant sur les organisations techniques de la Société et le Bureau international du Travail, préparerait les travaux d'une Conférence économique internationale.

« 5. La convocation de cette conférence, sous les auspices de la Société des Nations, ferait l'objet d'une décision ultérieure du Conseil ».

M. NOGARO (France) remercie le vicomte Cecil, au nom de la délégation française.

M. BELLONI (Italie), rapporteur, donne connaissance de son leur projet de rapport.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. NOGARO (France), VENNERSTEN (Suède), le vicomte CECIL (Empire Britannique), TCHÉOU-WEI (Chine), FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovénes), COBIAN (Espagne), VAN CAUWELAERT (Belgique), le rapporteur est chargé de présenter le rapport à l'Assemblée.

##### *Fin des travaux.*

Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de travail assidu.

Après une réponse de M. VAN CAUWELAERT (Belgique) la deuxième Commission de la sixième Assemblée déclare terminée ses travaux.

#### V. SEPTIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa septième séance, le mercredi 23 septembre 1925, à 17 heures, sous la présidence de M. DA COSTA (Portugal).

##### *Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments pour le Secrétariat général.*

La Commission, après une longue discussion, approuve le rapport de la Sous-Commission chargée de l'étude de cette question et propose à l'Assemblée l'adoption des résolutions suivantes :

« 1. L'Assemblée approuve le rapport de sa quatrième Commission sur la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général et vote en conséquence le crédit de 11.700.000 francs, dont 8.000.000 pour la construction d'une salle des Assemblées, 2.000.000 pour l'achat du terrain de construction et 1.700.000 pour l'annexe à l'immeuble actuel du Secrétariat général.

« 2. Elle invite le Conseil à nommer une Commission qui, au cas où l'immeuble où est installé actuellement le Secrétariat général serait vendu, dans le délai et aux conditions

#### IV. TENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its tenth meeting yesterday (Wednesday, September 23rd) at 11 a.m. under the chairmanship of Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands)

##### *Preparation for an International Economic Conference.*

In reply to the CHAIRMAN, Viscount CECIL (British Empire) stated that he accepted the draft resolution as proposed at the last meeting in the following terms:

"The Assembly:

"1. Firmly resolved to seek all possible means of establishing peace throughout the world;

"2. Convinced that economic peace will largely contribute to security among the nations;

"3. Persuaded of the necessity of investigating the economic difficulties which stand in the way of the revival of general prosperity and of ascertaining the best means of overcoming these difficulties of preventing disputes:

"4. Invites the Council to consider at the earliest possible moment the expediency of constituting on a wide basis a preparatory committee which, with the assistance of the Technical Organisations of the League and the International Labour Office, will prepare the work for an International Economic Conference.

"5. The convening of this Conference under the auspices of the League of Nations shall be a matter for subsequent decision by the Council."

M. NOGARO (France) thanked Viscount Cecil in the name of the French Delegation.

M. BELLONI (Italy), Rapporteur, read his draft report.

There was a discussion, in which the following members took part: M. NOGARO (France); M. VENNERSTEN (Sweden); Viscount CECIL (British Empire); M. TCHÉOU-WEI (China); M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay); M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes); M. COBIAN (Spain); M. VAN CAUWELAERT (Belgium).

The RAPPORTEUR was instructed to present the report to the Assembly.

##### *End of the Work of the Committee.*

The CHAIRMAN thanked the members of the Committee for the zeal with which they had performed their work.

After a reply made by M. VAN CAUWELAERT (Belgium), the Second Committee of the Sixth Assembly brought its work to a close.

#### V. SEVENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its seventh meeting yesterday (Wednesday, September 23rd) at 5 p.m. under the chairmanship of M. DA COSTA (Portugal).

##### *Construction of an Assembly Hall and of Annexes for the Use of the Secretariat.*

The Committee, after a long discussion, approved the report of the Sub-Committee instructed to investigate this question and proposed that the Assembly should adopt the following resolutions:

"1. The Assembly approves the report of its Fourth Committee on the erection of the Assembly Hall and Annexes of the Secretariat, and votes for this purpose a credit of 11,700,000 francs, made up as follows: 8,000,000 for the erection of an Assembly Hall, 2,000,000 for the purchase of the site, and 1,700,000 for the Annex to the present Secretariat building.

"2. The Assembly invites the Council to appoint a Committee of six Members to report, should the building at present occupied by the Secretariat be sold within

précisées au rapport de la quatrième Commission, aurait pour mission d'indiquer au Conseil si de nouvelles solutions, quant au choix du terrain et au groupement des différents bâtiments, devraient être substituées à la décision approuvée au paragraphe 1 de la présente résolution. »

*Examen du troisième rapport de la Commission de contrôle.*

La Commission approuve les suggestions contenues dans le rapport de la Commission de contrôle et relatives :

1. aux crédits à prévoir pour la construction d'une salle de conférences et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général ;
2. aux prévisions budgétaires afférentes à la préparation d'une conférence économique internationale.

VI. SEPTIÈME ET HUITIÈME SÉANCES DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission, au cours de ses septième et huitième séances, a discuté la question du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

SEPTIÈME SÉANCE

*tenue le mardi 22 septembre, à 15 heures.*

*Trafic de l'Opium.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, présente un projet de rapport destiné à être soumis à l'Assemblée.

Le prince ARFA (Perse) expose que ce serait une idée fautive de croire que c'est la Perse qui inonde d'opium le marché mondial. La Perse a cherché par plusieurs moyens à remédier au mal, et elle demande maintenant l'envoi d'une Commission d'enquête.

M. FERREIRA (Portugal) rappelle le rôle que le Portugal a joué dans la lutte contre l'opium. Le Portugal préconise la méthode de la diminution progressive du trafic. Il met la Commission en garde contre les mesures trop radicales et trop précipitées et engage la Commission à recommander à l'Assemblée d'insister auprès des gouvernements pour qu'ils signent et ratifient la Convention élaborée par la deuxième Conférence de l'opium.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) estime que la question la plus importante est celle du trafic illicite. Le délégué britannique espère que le délégué de la Perse sera d'accord sur les conclusions du rapport de la Commission consultative au sujet de la suppression du trafic illicite. Trois méthodes sont recommandées par la Commission : (1) le système des licences, ou autorisations d'exportations ; (2) un règlement analogue à celui établi par le Gouvernement britannique pour la surveillance du transport de l'opium sur les bâtiments britanniques en provenance du Golfe persique ; (3) Surveillance du transbordement de l'opium ou de drogues en cours de route.

Le Canada vient de ratifier la Convention élaborée par la deuxième Conférence de l'opium. D'autre part, le Gouvernement britannique a obtenu de son Parlement britannique l'autorisation de ratifier la Convention aussitôt que possible, après le 30 septembre. Le délégué britannique propose d'ajouter au projet de résolution le paragraphe suivant :

« La cinquième Commission insiste pour que la Convention adoptée par la seconde Conférence de l'opium soit signée et ratifiée par tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait. »

M. MACWHITE (Etat libre d'Irlande) propose que la Commission soit reconstituée de façon à représenter non seulement les pays producteurs et fabricants, mais aussi les pays consommateurs de l'opium. La Commission consultative risque de faire double emploi avec l'organe central prévu par la Convention élaborée à la deuxième Conférence de l'opium.

the period and under the conditions laid down in the Fourth Committee's report, whether any changes as regards the selection of the site and the arrangement of the various buildings should be made in the decision adopted in paragraph 1 of the present resolution."

*Examination of the Third Report of the Supervisory Commission.*

The Committee approved the suggestion contained in the report of the Supervisory Commission concerning :

- (1) The credits for the construction of an Assembly Hall and of Annexes for the use of the Secretariat ;
- (2) The provisions in the budget to be used for the preparation of an International Economic Conference.

VI. SEVENTH AND EIGHTH MEETINGS OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee during its seventh and eighth meetings discussed the question of the traffic in opium and other dangerous drugs, under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

SEVENTH MEETING

*Held on Tuesday, September 22nd, at 3 p.m.*

*Traffic in Opium.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, submitted a draft report for presentation to the Assembly.

Prince ARFA (Persia) said it would be untrue to maintain that Persia was flooding the world's market with opium. Persia had sought various methods for remedying the evil and she now asked that a Commission of Enquiry should be sent to the country.

M. FERREIRA (Portugal) reminded the Committee of the part played by Portugal in the campaign against opium. Portugal favoured the method of progressive diminution of the traffic. He warned the Committee against the adoption of too radical or too precipitate measures and asked it to recommend the Assembly to make representations to Governments with the object of inducing them to sign and ratify the Convention drawn up by the Second Opium Conference.

Viscount CECIL (British Empire) thought that the most important question was that of the illicit traffic. He hoped that the Persian delegate was in agreement with the conclusions of the report of the Advisory Committee in regard to the suppression of the illicit traffic. The Committee recommended three methods : (1) the system of licences or export authorisations ; (2) a system similar to that used by the British Government for the supervision of the transport of opium on British vessels coming from the Persian Gulf ; (3) supervision of the transshipment of opium or drugs in transit.

Canada had just ratified the Convention drawn up by the Second Conference on Opium, and the British Government had obtained authority from Parliament to authorise the ratification of the Convention at the earliest possible date after September 30th. He proposed to add the following paragraph to the draft resolution :

"The Fifth Committee urges all States, if they have not already done so, to sign and ratify the Convention adopted by the Second Conference on Opium."

Mr. MACWHITE (Irish Free State) proposed that the Advisory Committee should be reconstituted, so that not only the producing countries should be represented on the Committee but also the countries which consumed opium. There was a danger that the Advisory Committee would duplicate the work of the Central Organisation provided for by the Convention drawn up by the Second Opium Conference.

M. SUGIMURA (Japon), après avoir rendu hommage aux efforts du représentant britannique, ainsi qu'aux présidents des deux Conférences, M. van Wettum et M. Zahle, suggère au vicomte Cecil d'inclure aussi dans ses propositions la Convention de la première Conférence de l'opium.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) accepte cette suggestion.

Le prince ARFA (Perse) rappelle que la Perse n'a pas adhéré à l'article 3 de la Convention de La Haye; en vendant de l'opium, elle ne se livre pas au trafic illicite. La Perse ne pourrait pas accepter les trois mesures suggérées par le rapport avant l'envoi de la Commission d'enquête qu'elle demande. En supprimant simplement la culture de l'opium, la Perse exposerait à la famine 40.000 cultivateurs de pavot.

Le Dr RIDDELL (Canada) rappelle que le Canada a déjà mis en vigueur la Convention d'extradition avec les Etats-Unis et qu'il a également ratifié la Convention de Genève.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) fait appel aux pays qui bénéficient de l'exterritorialité en Chine pour qu'ils défendent à leurs ressortissants de se livrer au trafic illicite. Il proteste contre les affirmations contenues dans le rapport de la Commission consultative, selon lesquelles la Chine est le principal pays producteur de l'opium. Les provinces de Chine où l'on cultive l'opium sont hors du contrôle du gouvernement central, et il y en a d'autres où la culture et le trafic de l'opium sont supprimés. En ce qui concerne l'envoi d'une Commission d'enquête dans les pays qui le désirent, les instructions qu'il a reçues de son gouvernement lui permettent de déclarer que la Chine ne le désire pas.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) est d'avis qu'il faut attendre la mise en vigueur de la Convention de Genève et la constitution du Comité central avant de changer l'organisation de la Commission consultative.

M. LUANG SRI-VISARNVAJA (Siam) fait remarquer que le Siam, qui fait partie de la Commission consultative, n'est ni un pays producteur, ni un pays manufacturier.

M. MONTIGNY (France) informe la Commission que la France ratifiera la Convention cet automne. Il se rallie à l'avis exprimé par M. François, qu'il n'y a pas lieu de modifier à l'heure actuelle la Commission consultative.

La Perse étant d'accord sur les mesures proposées par la Société pour supprimer le trafic illicite, il ne faut pas, selon lui, demander à la Perse un engagement plus précis actuellement. En ce qui concerne la compétence de la Commission à envoyer en Perse, il désire faire remarquer que la Société doit se borner au rôle d'ingénieur-conseil, et non pas assumer celui de courtier ou de banquier.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique), rappelle qu'il ne s'agit pas de la question de la culture du pavot, mais de la question du trafic de l'opium. Il sait qu'au point de vue juridique la Perse ne se livre pas à un trafic illégal, étant donné qu'elle a signé la Convention de La Haye avec une réserve. Mais le côté moral subsiste et le trafic, à ce point de vue, est illicite.

M. SJOSTRAND (Suède) se rallie en principe à la suggestion irlandaise. Si la Convention de Genève n'entre pas en vigueur sous peu, et si le Comité central n'est pas constitué dans un délai de six mois, il conviendra d'augmenter le nombre des membres de la Commission consultative, en y ajoutant des représentants des pays consommateurs.

Sir Malcolm DELEIVINGNE (Président de la Commission consultative), se rallie aux observations du vicomte Cecil, sur la situation dans le Golfe persique. En ce qui concerne la production de l'opium en Chine, il est d'avis que, même en divisant par deux le chiffre communiqué à la deuxième Conférence de l'opium, il n'en resterait pas moins que la Chine est le principal pays producteur. En ce qui concerne la proposition irlandaise, il ne voit pas comment la Commission consultative pourrait faire

M. SUGIMURA (Japan); after paying a tribute to the efforts made by the British representative, as well as to the Presidents of the two Conferences, M. van Wettum and M. Zahle, proposed that Lord Cecil should extend his proposal to cover the Convention drafted by the First Opium Conference.

Viscount CECIL (British Empire) accepted his suggestion.

Prince ARFA (Persia) reminded the Committee that Persia had not adhered to Article 3 of the Hague Convention. In selling opium she did not carry on an illicit traffic. Persia could not accept the three proposals put forward in the report until the Commission of Enquiry for which she had asked had been despatched. The mere suppression of the cultivation of opium would expose 40,000 cultivators of the poppy in Persia to famine.

Dr. RIDDELL (Canada) recalled the fact that Canada had already put the Extradition Convention signed with the United States into force and had already ratified the Convention of Geneva.

M. CHAO-HSIN CHU (China) appealed to countries which enjoyed ex-territorial rights in China to prevent their nationals from carrying on illicit traffic. He protested against the statements made in the report of the Advisory Committee to the effect that China was the principal country producing opium. The Chinese provinces in which opium was cultivated were at the moment beyond the control of the Central Government, but there were others on which the cultivation and traffic in opium had been suppressed.

In regard to the despatch of a Commission of Enquiry into the countries which desired it, instructions which he had received from his Government enabled him to state that China desired no such measure.

M. FRANÇOIS (Netherlands) was of opinion that, before changing the organisation of the Advisory Committee, the Assembly should wait for the putting into force of the Convention of Geneva and the appointment of the Central Board.

M. LUANG SRI VISARNVAJA (Siam) pointed out that Siam, which was a member of the Advisory Committee, was neither a producing nor a manufacturing country.

M. MONTIGNY (France) informed the Committee that France would ratify the Convention this autumn. He agreed with the view expressed by M. François that there was no need, at the moment, to change the composition of the Advisory Committee.

Since Persia was in agreement with the measure proposed by the League for the suppression of the illicit traffic, she should not be asked, in his opinion, to undertake a more definite engagement for the moment. In regard to the competence of the Commission to be sent to Persia, he would point out that the League should confine itself to playing the part of an expert adviser and should not assume that of a broker or a banker.

Viscount CECIL (British Empire) reminded the Committee that the proposal was not concerned with the cultivation of the poppy but with the traffic in opium. He was well aware that legally Persia was not conducting an illicit traffic, in view of the fact that she had made reservations when signing the Hague Convention. From the moral point of view, however, the traffic was illegal.

M. SJOSTRAND (Sweden) agreed in principle with the suggestion put forward by the delegate for the Irish Free State. If the Geneva Convention did not come into force shortly, and if the Central Board was not established within six months, it would be necessary to increase the number of the members of the Advisory Committee by adding representatives of the consuming countries.

Sir Malcolm DELEIVINGNE (Chairman of the Advisory Committee) agreed with the observations made by Viscount Cecil concerning the situation in the Persian Gulf. In regard to the production of opium in China, he thought that, even if the figures communicated to the Second Opium Conference were halved, China would still remain the principal opium-producing country.

Referring to the proposal of the delegate for the Irish



double emploi avec le Comité central à créer. La Commission donne des avis au Conseil sur la politique à suivre en matière d'opium en général. Son activité sera tout à fait différente de celle du Comité central.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) proteste contre le chiffre auquel a fait allusion Sir Malcolm Delevingne. Ce chiffre émane d'une association non officielle et le rapport où il figurait n'a pas été accepté par le Gouvernement chinois.

La Commission décide de soumettre le projet de résolution du vicomte Cecil à la Section juridique du Secrétariat, en vue d'une rédaction précise.

#### HUITIÈME SÉANCE

tenue le mercredi 23 septembre 1925, à 10 heures.

#### *Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.*

Le projet de rapport à l'Assemblée, élaboré par la duchesse d'Atholl, est adopté par la Commission avec un amendement proposé par M<sup>lle</sup> FORCHHAMMER (Danemark).

#### *Envoi d'une Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, donne lecture de son rapport.

M. ZAHLE (Danemark) a eu l'impression que la situation, en ce qui concerne la production et le commerce de l'opium en Perse, a changé ces derniers temps. Autrefois, l'opium persan était envoyé en Europe et en Amérique, pour la préparation de drogues médicales. Maintenant, il semble que la distribution de l'opium se fasse d'une autre manière. Il serait heureux d'apprendre du délégué de la Perse si cette impression est erronée.

Le Prince ARFA (Perse) déclare, au nom de son gouvernement, que les affirmations relatives à l'augmentation de la culture et de l'exportation de l'opium de la Perse sont exagérées. Il informe la Commission que la Perse a promulgué un décret interdisant l'emploi de l'opium à fumer dans les cafés publics de la Perse.

Il insiste de nouveau pour qu'une Commission d'enquête soit envoyée dans son pays.

M. ZAHLE (Danemark) remercie le représentant de la Perse pour cette déclaration officielle qui dissipe l'impression erronée de la discussion de la veille.

Le Vicomte CECIL (Empire Britannique) tient à préciser qu'il ne s'agit pas, en ce moment, de réglementer la consommation de l'opium en Perse, mais de l'exportation de l'opium de la Perse. Les chiffres donnés par la Commission consultative sur l'exportation du port de Bouchire, pour les trois dernières années, semblent montrer qu'il n'y a pas de diminution dans l'exportation. Avant de donner son approbation à l'envoi d'une Commission d'enquête, il désire avoir l'assurance, de la part du Gouvernement persan, que celui-ci prendra des mesures de précaution analogues à celles déjà prises par d'autres pays civilisés.

Le Prince ARFA (Perse) déclare qu'il n'est pas à même de donner l'assurance demandée au nom du Gouvernement persan, mais qu'il s'engage à faire des recommandations à cet effet à son Gouvernement.

Quant aux chiffres cités par le vicomte Cecil, au sujet des exportations d'opium, il fait remarquer qu'une grande partie de l'opium qui est vendu comme opium persan provient des Indes.

Le Vicomte CECIL (Empire Britannique) se déclare satisfait de la déclaration du Prince Arfa et se rallie à la proposition relative à l'envoi d'une Commission d'enquête.

M. Rushbrook WILLIAMS (Inde) pense qu'il y a un malentendu dans la déclaration du délégué persan, étant donné que l'opium indien ne peut être exporté sans autorisation d'exportation et seulement sur présentation d'un certificat émanant du gouvernement du pays auquel l'opium est destiné.

Free State, he was unable to understand how the Advisory Committee could be said to duplicate the work of the Central Board which was to be established. The Committee gave advice to the Council with regard to the policy that it pursued in dealing with opium in general. Its activities were therefore quite different from those of the Central Board.

M. CHAO-HSIN CHU (China) protested against the figure quoted by Sir Malcolm Delevingne. This figure was given by an unofficial association and the report in which it was included had not been accepted by the Chinese Government.

The Committee decided to submit the draft resolution proposed by Viscount Cecil to the Legal Section of the Secretariat in order that its final wording might be settled.

#### EIGHTH MEETING

Held on Wednesday, September 23rd, 1925, at 10 a.m.

#### *Protection of Women and Children in the Near East.*

The draft report to the Assembly framed by the Duchess of Atholl was adopted by the Committee, with an amendment proposed by Mlle FORCHHAMMER (Denmark).

#### *Despatch of a Commission of Enquiry into certain of the Opium-Producing Countries.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, read his report.

M. ZAHLE (Denmark) said he had the impression that the position as regards the production of trade in Persia had changed of recent times. Formerly, Persian opium was sent to Europe and America for the preparation of medical drugs. It seemed now that opium was otherwise distributed. He would be happy to learn from the delegate of Persia if this impression were incorrect.

Prince ARFA (Persia), on behalf of his Government, said that the statements concerning the increase in the cultivation and export of Persian opium were exaggerated. Persia had issued a decree prohibiting the use of opium for smoking in the public cafés of Persia. He again insisted that a Commission of Enquiry should be sent to his country.

M. ZAHLE (Denmark) thanked the representative of Persia for his formal declaration, which would remove the incorrect impression left by the discussion of the previous day.

Viscount CECIL (British Empire) said that there was no question at this moment of regulating the consumption of opium in Persia but of dealing with the export of opium from Persia. The figures given by the Advisory Committee concerning exports from the Port of Bushire for the last three years seemed to show that there was no decrease in these exports. Before giving his approval to the despatch of a Commission of Enquiry, he would like to have an assurance from the Persian Government that it would take precautionary steps similar to those already taken by other civilised countries.

Prince ARFA (Persia) said that he was not in a position to give the assurance required on behalf of the Persian Government, but that he would make recommendations to his Government.

As for the figures quoted by Viscount Cecil for the exports of opium, he would observe that a large proportion of the opium sold as Persian opium came from India.

Viscount CECIL (British Empire) said he was satisfied with the declaration of Prince Arfa. He accepted the proposal for the despatch of a Commission of Enquiry.

Mr. Rushbrook WILLIAMS (India) thought there was a misunderstanding in the declaration of the Persian delegate, since Indian opium could not be exported without an export licence and only upon presentation of a certificate from the Government of the country for which the opium was destined.

Le Prince ARFA (Perse) répond que l'opium en question arrive en Perse en contrebande.

*Le rapport est adopté.*

*Composition de la Commission d'enquête.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, soumet un rapport supplémentaire relatif à la composition de la Commission d'enquête. Il propose que la Commission soit composée de trois membres, dont un expert dans l'aspect agricole du problème, et un autre ayant de l'expérience dans les affaires et les marchés de l'Orient, ainsi que du problème des transports. Il prévoit une somme de fr.-or 200.000 pour les frais de cette Commission.

Le prince ARFA (Perse) estime préférable de laisser au Conseil le soin de décider la composition de la Commission et il estime que la Perse devra être représentée au Conseil, lors de la discussion de cette question.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) pense qu'il en sera ainsi.

M. DENDRAMIS (Grèce) considère la somme de 200.000 francs-or comme trop élevée. Il rappelle qu'on a voté avec difficulté un crédit de Fr. 100.000 pour les réfugiés arméniens.

Le prince ARFA (Perse) rappelle à ce sujet les conditions géographiques de la Perse, qui rendent le voyage très difficile et coûteux.

Le Dr RIDDELL (Canada), M. DE PALACIOS (Espagne), M. SUVICH (Italie) et M. BOURGOIS (France) appuient le projet de résolution.

La proposition est adoptée dans la forme suivante :

« La cinquième Commission recommande qu'une Commission soit envoyée en Perse: a) pour étudier la situation en ce qui concerne la culture du pavot; b) pour étudier le remplacement d'une proportion de cette culture par d'autres récoltes.

« La Commission ne devrait pas se composer de plus de trois membres qui seraient nommés par le Conseil, à savoir: une personne qui serait dûment qualifiée pour remplir les fonctions de Président; d'un expert qui s'occuperait de l'aspect agricole du problème et qui serait nommé par le Conseil après consultation avec l'Institut international d'Agriculture; d'une personne ayant l'expérience des affaires et des marchés de l'Orient ainsi qu'une connaissance des problèmes des transports.

« La cinquième Commission est d'avis qu'une telle enquête exigerait, pour être menée à bien, 200.000 francs-or. »

*Projet de recommandation présenté par la délégation brésilienne.*

M. BANDEIRE DE MELLO (Brésil) soumet à la Commission le projet suivant:

« La Commission, constatant qu'il est nécessaire de rendre plus efficace le contrôle international du commerce de l'opium et d'autres drogues nuisibles, en vue de réprimer le trafic illicite de ces produits et de restreindre, autant que possible, leur champ d'activité:

« Prie le Conseil de demander l'avis de la Commission consultative sur l'opportunité de recommander aux gouvernements des pays qui ne sont ni producteurs, ni fabricants, ni distributeurs de stupéfiants et qui limitent l'importation de ces derniers uniquement aux besoins médicaux et scientifiques;

« De prendre les mesures qu'ils jugeront utiles et équitables, dans le but d'interdire la réexportation de ces drogues. »

M. BOURGOIS (France) estime qu'une discussion sur le fond de la question doit avoir lieu au sein de la Commission consultative et non pas dans la cinquième Commission.

M. KAWAI (Japon) propose que le projet de résolution soit inséré sous forme de vœu dans le rapport à l'Assemblée.

Cette proposition est appuyée par les représentants de la NORVÈGE, de CUBA et de la FRANCE.

Prince ARFA (Persia) said that the opium in question arrived in Persia as contraband.

*The report was adopted.*

*Composition of the Commission of Enquiry.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, submitted a supplementary report regarding the composition of the Commission of Enquiry. He proposed that the Commission should be composed of three members, including an expert in the agricultural aspect of the problem, and an expert with experience in the business and markets of the East, and in the problem of transport. He would set aside a sum of 200,000 gold francs for the cost of this Commission.

Prince ARFA (Persia) thought that it would be preferable to leave the Council free to decide as to the composition of the Commission, and he thought that Persia should be represented on the Council when the question was discussed.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, thought that this would be the case.

M. DENDRAMIS (Greece) considered that the sum of 200,000 gold francs was too large. A sum of 100,000 francs had with difficulty been voted for the Armenian refugees.

Prince ARFA (Persia) reminded the Committee that the geographical conditions in Persia would make a mission very difficult and costly.

Dr. RIDDELL (Canada), M. DE PALACIOS (Spain), M. SUVICH (Italy) and M. BOURGOIS (France) supported the resolution.

The proposal was adopted in the following form:

«The Fifth Committee recommends that a Commission should be sent to Persia: (a) in order to study the position as regards the cultivation of the poppy, and (b) in order to study the replacement of a proportion of this cultivation by other crops.

«The Committee should not consist of more than three members, who would be appointed by the Council. These should include: a person duly qualified to fulfil the duties of President; an expert who would deal with the agricultural aspect of the problem, to be appointed by the Council after consultation with the International Institute of Agriculture; and a person having experience of the business and markets of the East, as well as a knowledge of transport problems.

«The Fifth Committee considers that such an enquiry would require for its successful prosecution a sum of 200,000 gold francs.»

*Draft Recommendation presented by the Brazilian Delegation.*

M. BANDEIRE DE MELLO (Brazil) submitted the following draft resolution:

«The Committee, recognising the need of increasing the efficacy of the international supervision over the trade in opium and other dangerous drugs in order to suppress the illicit traffic in such drugs and to restrict the scope of its activity as far as possible:

«Requests the Council to ask the opinion of the Advisory Committee as to the expediency of recommending the Governments of those countries which do not produce, manufacture or distribute narcotics, and which limit the importation thereof entirely to medical and scientific requirements;

«To take such steps as they may deem expedient and equitable to prohibit the re-export of the said drugs.»

M. BOURGOIS (France) thought that the discussion on the substance of the question should take place in the Advisory Committee and not in the Fifth Committee.

M. KAWAI (Japan) proposed that the draft resolution should be inserted as a recommendation in the report to the Assembly.

This proposal was supported by the representatives of NORWAY, CUBA and FRANCE.

Les représentants de CUBA, du CHILI et du VENEZUELA proposent que la recommandation soit adressée à tous les gouvernements pour maintenir les Etats sur un pied d'égalité et pour laisser à la Commission consultative la décision en ce qui concerne les détails.

Sir Malcolm DELEIVINGNE (Président de la Commission consultative) trouve que les propositions des délégués du Venezuela et du Chili auront pour résultat d'interdire aux pays qui importent les matières premières en vue de la fabrication des drogues de faire le commerce international, ce qui serait mettre une entrave inutile au commerce légitime.

M. BOURGOIS (France) trouve que cette proposition sortirait du cadre des obligations déjà acceptées par la Convention de Genève. Cette Convention, dont la ratification est demandée, permettra de mettre fin au trafic illégitime.

Après des remarques de MM. FRANÇOIS (Pays-Bas), BURCKHARDT (Suisse), RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), M. SJOSTRAND (Suède) soumet une proposition d'après laquelle la recommandation brésilienne sera insérée dans le rapport à l'Assemblée sous forme de vœu. Les auteurs des diverses propositions sont invités par le Président à s'entendre avec le rapporteur pour la rédaction de ce vœu à insérer dans le rapport à l'Assemblée.

La discussion sur ce texte aura lieu dans la séance suivante.

#### VII. SIXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu, hier mercredi après-midi 23 septembre, sa sixième séance.

*Collaboration de la presse à l'organisation de la paix : Proposition tendant à la convocation d'un Comité d'experts.*

M. EDWARDS-BELLO (Chili) présente des explications sur la proposition de la délégation chilienne.

A la suite d'une discussion à laquelle prennent part MM. DE PALACIOS (Espagne), le comte APPONYI (Hongrie), M. FERNANDES Y MEDINA (Uruguay), le vicomte CECIL (Empire Britannique), COMNÈNE (Roumanie), Henry DE JOUVENEL (France), CIPPICO (Italie), NAGAI (Japon) et TCHOU-WEI (Chine), la Commission adopte la résolution ci-après, présentée et commentée par M. HYMANS (Belgique):

« L'Assemblée,

« Considérant que la presse est le moyen le plus efficace d'orienter l'opinion vers le désarmement moral — condition et accompagnement du désarmement matériel:

« Invite le Conseil à examiner l'opportunité de la convocation d'un Comité d'experts représentant la presse de différents continents, afin de rechercher les moyens de concourir à l'organisation de la paix, notamment:

« a) Par la transmission plus facile et moins coûteuse des nouvelles de presse, afin de diminuer les chances de malentendus entre les peuples;

« b) Par la discussion de toutes les questions professionnelles dont la solution peut aider à l'apaisement de l'opinion publique. »

#### VIII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. Z. BARANYAI, de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations, a signé, le 23 septembre 1925, la Convention adoptée à la seconde Conférence de l'opium de la Société des Nations, le 19 février 1923, à Genève.

The representatives of CUBA, CHILE and VENEZUELA proposed that the recommendation should be addressed to all the Governments in order to keep the States on a footing of equality and in order to leave to the Advisory Committee the decision as regards details.

Sir Malcolm DELEIVINGNE (Chairman of the Advisory Committee) thought that the proposals of the delegates of Venezuela and Chile would result in preventing countries which imported raw materials with a view to the manufacture of drugs from engaging in international commerce and that this would be a useless impediment to legitimate commerce.

M. BOURGOIS (France) thought that this proposal fell outside the scope of the obligations already accepted under the Geneva Convention. This Convention, the ratification of which was requested, would enable an end to be put to illicit traffic.

After further observations from M. FRANÇOIS (Netherlands), M. BURCKHARDT (Switzerland), and M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), M. SJOSTRAND (Sweden) submitted a proposal, according to which the Brazilian motion would be inserted in the report to the Assembly in the form of a recommendation. The authors of the various proposals were invited by the Chairman to agree with the Rapporteur in the drafting of this recommendation, which would be inserted in the report to the Assembly.

The discussion of the text of the recommendation would be taken at the next meeting of the Committee.

#### VII. SIXTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee held its sixth meeting yesterday (Wednesday, September 23rd).

*Collaboration of the Press in the Organisation of Disarmament: Proposal for the Convening of a Committee of Experts.*

M. EDWARDS-BELLO (Chile) explained the proposal of the Chilean Delegation.

After a discussion, in which M. DE PALACIOS (Spain), Count APPONYI (Hungary), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Viscount CECIL (British Empire), M. COMNÈNE (Roumania), M. DE JOUVENEL (France), M. CIPPICO (Italy), M. NAGAI (Japan) and M. TCHOU-WEI (China) took part, a resolution, proposed and explained by M. HYMANS (Belgium), was adopted. The resolution was as follows:

“The Assembly,

“Considering that the Press constitutes the most effective means of guiding public opinion towards that moral disarmament which is a concomitant condition of material disarmament:

“Invites the Council to consider the desirability of convening a Committee of Experts representing the Press of the different continents, with a view to determining methods of contributing towards the organisation of peace, especially:

“(a) By ensuring the more rapid and less costly transmission of Press news with a view to reducing risks of international misunderstanding;

“(b) And by discussing all technical problems the settlement of which would be conducive to the tranquillisation of public opinion.”

#### VIII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

M. Z. BARANYAI, of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, signed on September 23rd, 1925, the Convention adopted at the Second Opium Conference of the League of Nations (Geneva, February 19th, 1925).

IX. LISTE REVISÉE DES DÉLÉGUÉS

FRANCE:

*Quatrième Commission*: Délégué adjoint, M. RÉVEILLAUD.

X. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE, LE 23 SEPTEMBRE 1925.

Compte rendu définitif: dixième séance.

- A. 92 Travaux du Comité économique. Rapport et projets de résolutions présentés par la deuxième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 94 Travaux de l'Organisation d'hygiène. Résolution proposée par la deuxième Commission et adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1925.
- A. 96 Question de la démission de Costa-Rica. Projet de résolution présenté par la délégation française à la séance du 22 septembre 1925.
- A. 98 Protection de l'enfance et de la jeunesse. Rapport de la cinquième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 100 Proposition du Gouvernement danois concernant la création, auprès de la Cour permanente de justice internationale, d'une commission de conciliation. Résolution proposée par la première Commission et adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1925.
- A. 101 Disposition facultative du Statut de la Cour permanente de justice internationale. Résolution proposée par la première Commission et adoptée par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.
- A. 102 Situation en Chine. Vœu proposé par la délégation chinoise et adopté par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.
- A. 103 Renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre. Recommandation proposée par la troisième Commission et adoptée par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.
- A. 104 Protection des minorités. Résolution proposée par la sixième Commission et adoptée par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.
- A. 105 Mandats. Résolution proposée par la sixième Commission et adoptée par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.
- A. 106 Travaux du Comité financier. Résolutions proposées par la deuxième Commission et adoptées par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.
- A. 107 Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Résolutions, proposées par la deuxième Commission et adoptées par l'Assemblée, le 22 septembre 1925.

PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'Information du Secrétariat de la Société des Nations fait savoir aux personnes qui s'intéressent aux projections lumineuses qu'elle fera une démonstration de sa collection de positifs, aujourd'hui 24 septembre, à 21 heures, au Secrétariat.

IX. REVISED LIST OF DELEGATES.

FRANCE:

*Fourth Committee*: Substitute, M. RÉVEILLAUD.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 23rd, 1925.

Definitive Verbatim Record: Tenth Meeting.

- A. 92 Work of the Economic Committee: Report and Draft Resolutions presented by the Second Committee to the Sixth Assembly.
- A. 94 Work of the Health Organisation: Resolution proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 21st, 1925.
- A. 96 Question of the Withdrawal of Costa Rica from the League: Draft Resolution presented by the French Delegation at the Meeting of the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 98 Protection and Welfare of Children and Young People: Report of the Fifth Committee to the Sixth Assembly.
- A. 100 Proposal of the Danish Government concerning the Establishment of a Conciliation Commission attached to the Permanent Court of International Justice: Resolution proposed by the First Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 101 Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice: Resolution proposed by the First Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 102 Situation in China. Recommendation proposed by the Chinese Delegation and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 103 Statistical Information on the Trade in Arms, Ammunition and Implements of War: Recommendation proposed by the Third Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 104 Protection of Minorities: Resolution proposed by the Sixth Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 105 Mandates: Resolution proposed by the Sixth Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 106 Work of the Financial Committee: Resolutions proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.
- A. 107 Work of the International Committee on Intellectual Co-operation: Resolutions proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 22nd, 1925.

LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations informs persons interested in the Lantern Slides that it will give a demonstration this evening (September 24th) at 9 p.m. in the Secretariat.

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.  
LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRÉ ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) pendant les séances de l'Assemblée, et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.

DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) during the meetings of the Assembly, and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard).*

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**  
**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS**

**ARGENTINE**

Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

**AUTRICHE et ALLEMAGNE**

**AUSTRIA and GERMANY**

Rikola Verlag A.-G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

**BELGIQUE — BELGIUM**

Agence Dechenne, Messageries de la Presse S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

**BOLIVIE — BOLIVIA**

Flores, San Román y Cia, Librería « Renacimiento », LA PAZ.

**BRÉSIL — BRAZIL**

Livraria F. Briguier & Cie., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

**BULGARIE — BULGARIA**

Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 4a, SOFIA.

**CANADA**

League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

**CHILI — CHILE**

Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

**COSTA-RICA**

Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**CUBA**

Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

**DANEMARK — DENMARK**

V. Pios Boghandel — Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

**ÉQUATEUR — ECUADOR**

Victor Janer, GUAYAQUIL.

**ESPAGNE — SPAIN**

Centro Editorial « Minerva », Tudescos 39-41, MADRID, E.12.

**ÉTATS-UNIS — UNITED STATES**

World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

**FINLANDE — FINLAND**

Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

**FRANCE**

Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI<sup>e</sup>.

**GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE**

**GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**

Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

**GRÈCE — GREECE**

Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

**GUATÉMALA**

J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10 a, Calle Oriente N° 5, GUATÉMALA.

**HAWAII — HAWAII**

Pan-Pacific Union, HONOLULU.

**HONDURAS**

Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**HONGRIE — HUNGARY**

Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7SZ., BUDAPEST IV, KER.

**INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES**

Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co. BATAVIA-WELTE-VREDEN.

**ITALIE — ITALY**

Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

**JAPON — JAPAN**

Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

**LETONIE — LATVIA**

Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

**MEXIQUE — MEXICO**

Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

**NIGARAGUA**

Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA-RICA.

**NORVÈGE — NORWAY**

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

**PANAMA**

Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

**PAYS-BAS — NETHERLANDS**

Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

**PÉROU — PERU**

Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

**POLOGNE — POLAND**

Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

**ROUMANIE — ROUMANIA**

« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

**SALVADOR**

Librería Mata y Centell, SAN-SALVADOR.

**SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**

Librairie Parisienne, maison Marguet, M. Golbert, success., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.

**SUÈDE — SWEDEN**

C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.

**SUISSE — SWITZERLAND**

Librairie Payot & C<sup>ie</sup>, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

**TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**

Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

**URUGUAY**

Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

**VENEZUELA**

Luis Nieves, Oeste 8, N° 17, CARACAS.

*Pour les autres pays, s'adresser :*

Service de vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

(Catalogue envoyé sur demande.)

*For other countries apply:*

Publications Sales Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

(Catalogue sent on application.)

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 17. — VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1925.

No. 17. — FRIDAY, SEPTEMBER 25th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard):

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 21 septembre 1925 par la sixième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

## AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the Amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 21st, 1925, by the Sixth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	221
II. Quinzième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	222
III. Huitième séance de la quatrième Commission. . . . .	228
IV. Neuvième séance de la cinquième Commission . . . . .	230
V. Dixième séance de la cinquième Commission . . . . .	234
VI. Sixième séance de la sixième Commission . . . . .	235
VII. Corrections à la liste des membres des délégations . . . . .	235
VIII. Liste des documents distribués aux Membres de l'Assemblée le 24 septembre 1925. . . . .	236

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séance plénière de l'Assemblée.*

L'Assemblée tiendra deux séances plénières aujourd'hui vendredi, 25 septembre. La première à 10 heures, dans la Salle de la Réformation. L'heure de la deuxième séance sera annoncée par le président au cours de la séance du matin.

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	221
II. Fifteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	222
III. Eighth Meeting of the Fourth Committee. . . . .	228
IV. Ninth Meeting of the Fifth Committee . . . . .	230
V. Tenth Meeting of the Fifth Committee . . . . .	234
VI. Sixth Meeting of the Sixth Committee . . . . .	235
VII. Corrections to the List of Members of Delegations . . . . .	235
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 24th, 1925 . . . . .	236

### I. PROGRAMME OF MEETINGS.

#### *Plenary Meeting of the Assembly.*

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Friday, September 25th), the first at 10 a. m., at the Salle de la Réformation. The hour of the second meeting will be announced by the President during the morning meeting.

*Ordre du jour:*

1. *Arbitrage, sécurité et réduction des armements.*
  - (a) Rapport de la première Commission: Document A.115.1925. Rapporteur: M. Henri ROLIN (Belgique).
  - (b) Rapport de la troisième Commission: Document A.99.1925. Rapporteur: M. BENES (Tchécoslovaquie).
  - (c) Résolution proposée par les première et troisième Commissions: Document A.113.1925.
2. *Réduction des armements: Fabrication des armes, munitions et matériels de guerre.*  
Rapport de la troisième Commission: Document A.109.1925. Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).
3. *Réduction des armements: Renseignements généraux et statistiques sur les armements terrestres, navals et aériens.*  
Rapport de la troisième Commission: Document A.108.1925. Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).
4. *Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.111.1925. Rapporteur: La Duchesse D'ATHOLL (Empire Britannique).
5. *Protection de l'enfance et de la jeunesse.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.98.1925. Rapporteur: M. SUGIMURA (Japon).
6. *Construction d'une Salle des Assemblées.*  
Rapport de la quatrième Commission: Document A.116.1925. Rapporteur: M. RÉVEILLAUD (France).
7. *Collaboration de la Presse à l'organisation de la paix.*  
Rapport de la sixième Commission: Document A.114.1925. Rapporteur: M. HYMANS (Belgique).

*Cinquième Commission.*

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 25 septembre), à 9 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

*Commission de contrôle.*

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (vendredi, 25 septembre), à 9 h., dans la Salle de la Réformation (Bureau du Secrétaire général).

*Sixième Commission.*

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 25 septembre), à 14 h. 30, à la Salle de la Réformation.

II. QUINZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 24 septembre 1925, à 10 heures.*

*Démission de Costa-Rica de la Société des Nations: Résolution présentée par la délégation française.*

Le PRÉSIDENT rappelle que le texte de cette résolution est le suivant:

- « L'Assemblée,
- « Ayant appris que la République de Costa-Rica avait manifesté l'intention de donner sa démission de Membre de la Société des Nations;
- « Constate avec un vif regret l'absence d'un Membre dont la participation aux travaux de l'Assemblée avait été unanimement et hautement appréciée;
- « Exprime le vœu que le Gouvernement de la République de Costa-Rica juge possible d'apporter à nouveau à la Société des Nations son utile collaboration. »

*Agenda:*

1. *Arbitration, Security and Reduction of Armaments.*
  - (a) Report of the First Committee: Document A.115.1925. Rapporteur: M. Henri ROLIN (Belgium).
  - (b) Report of the Third Committee: Document A.99.1925. Rapporteur: M. BENES (Czechoslovakia).
  - (c) Resolution proposed by the First and Third Committees: Document A.113.1925.
2. *Reduction of Armaments: Manufacture of Arms, Ammunition and Implements of War.*  
Report of the Third Committee: Document A.109.1925. Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).
3. *Reduction of Armaments: General and Statistical Information on Military, Naval and Air Armaments.*  
Report of the Third Committee: Document A.108.1925. Rapporteur: M. GUERRERO (Salvador).
4. *Protection of Women and Children in the Near East.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.111.1925. Rapporteur: The Duchess of ATHOLL (British Empire).
5. *Protection and Welfare of Children and Young People.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.98.1925. Rapporteur: M. SUGIMURA (Japan).
6. *Construction of an Assembly Hall.*  
Report of the Fourth Committee: Document A.116.1925. Rapporteur: M. RÉVEILLAUD (France).
7. *Collaboration of the Press in the Work of Disarmament.*  
Report of the Sixth Committee: Document A.114.1925. Rapporteur: M. HYMANS (Belgium).

*Fifth Committee.*

The Fifth Committee will meet to-day (Friday, September 25th), at 9.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room C).

*Supervisory Commission.*

The Supervisory Commission will meet to-day (Friday, September 25th), at 9 a.m., at the Salle de la Réformation (Room of the Secretary-General).

*Sixth Committee.*

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 25th), at 2.30 p.m., at the Salle de la Réformation.

II. FIFTEENTH PLENARY MEETING

*Held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 24th, 1925, at 10 a.m.*

*Withdrawal of Costa Rica from the League of Nations: Resolution submitted by the French Delegation.*

The PRESIDENT submitted to the Assembly the following resolution:

- “The Assembly,
- “Having learned that the Republic of Costa Rica has expressed its intention of resigning its membership of the League;
- “Deeply regrets to note the absence of a Member whose participation in the work of the Assembly has been unanimously and highly appreciated;
- “And expresses the hope that the Government of the Republic of Costa Rica may again find it possible to afford the League its valuable co-operation.”



M. GUERRERO (Salvador) rappelle que son pays figure parmi ceux qui se sont associés avec la France pour soumettre ce projet de résolution. Le Salvador, qui a toujours été associé à Costa-Rica dans les événements heureux et malheureux de son histoire, serait profondément affligé de voir une séparation se produire au moment où les deux pays sont appelés à remplir ensemble une tâche importante en étendant au delà de leurs limites naturelles leur influence pacificatrice et humanitaire et en faisant valoir les droits des petits Etats tels qu'ils ont été établis pour la première fois dans l'histoire par la Société des Nations.

C'est pourquoi M. Guerrero tient à associer chaleureusement son pays à la manifestation de sympathie que l'Assemblée fait à la République de Costa-Rica.

M. DE PALACIOS (Espagne) déclare que le Gouvernement espagnol s'est empressé de prier le Gouvernement de Costa-Rica de bien vouloir examiner de nouveau la situation tout en tenant compte de la susceptibilité légitime de ce gouvernement et de son droit souverain d'appréciation.

Par conséquent, en donnant son appui le plus chaleureux à la proposition actuelle, la délégation espagnole ne fait que ratifier un désir qu'elle avait déjà formulé.

*La résolution est adoptée.*

*Election des six membres non permanents du Conseil: Vœu présenté par la délégation chinoise.*

Le PRÉSIDENT rappelle que le texte de ce projet est le suivant:

« L'Assemblée renouvelle le vœu suivant, adopté à l'unanimité par les Assemblées de 1922, 1923 et 1924:

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six Membres non permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses des divers types de civilisation et des sources principales de richesse ».

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) rappelle que la Société des Nations a été constituée pour grouper toutes les Puissances du monde; chacun espère vivement que ce vœu pourra être réalisé.

En 1922 on a augmenté le nombre des membres non permanents du Conseil de quatre à six afin de donner une représentation universelle à cet organe exécutif. M. Chao-Hsin Chu croit être en droit d'affirmer que tout au moins pendant les trois premières années, le principe qui a inspiré l'élection des membres non permanents était la préoccupation de tenir le plus grand compte des divisions géographiques dominantes, de la population, du territoire, de la richesse et de la civilisation des différentes nationalités.

A partir de 1922 on a ignoré ce principe en accordant quatre des sièges non permanents à l'Europe et deux à l'Amérique du Sud. Afin d'obtenir une représentation convenable et équitable de tous les continents, il est nécessaire d'augmenter de nouveau le nombre des membres non permanents du Conseil. La délégation chinoise n'est inspirée dans cette proposition par aucune préoccupation égoïste; elle veut simplement augmenter le prestige et le pouvoir du Conseil.

A ce propos, M. Chao-Hsin Chu signale que le sixième Congrès des sociétés pour la Société des Nations a adopté, en juillet dernier, le principe géographique pour cette élection en demandant qu'il fût appliqué cette année, afin de donner satisfaction aux légitimes aspirations de plusieurs centaines de millions d'Asiatiques. Du reste, le vœu dont est saisie l'Assemblée n'est pas nouveau: chaque année des recommandations similaires ont été adoptées à l'unanimité.

M. LÖFGREN (Suède) est certain que l'Assemblée est unanime à reconnaître l'équité du principe qui inspire cette résolution. Il se permettra de signaler une question qui est en rapport étroit avec le sujet et qui a déjà été signalée par le premier délégué de Norvège: jusqu'ici on n'a jamais mis en vigueur le système de roulement pour l'élection des membres non permanents du Conseil, qui avait fait l'objet d'un amendement au Pacte et de plusieurs résolutions adoptées à l'unanimité. Le Gouvernement suédois estime indispensable qu'une solution de cet ordre soit approuvée sans plus de délai; il est persuadé qu'elle renforcera la situation et l'influence du Conseil.

M. GUERRERO (Salvador) reminded the Assembly that his country was one of those which had associated itself with France in putting forward the draft resolution. Salvador had always been associated with Costa Rica in the vicissitudes of her history and would be very much distressed to witness her separation from the League at a moment when the two countries were called upon to fulfil together an important task by extending their peaceful and humanitarian influence beyond their natural frontiers and by maintaining the rights of small States as established for the first time in history by the League of Nations.

For this reason, he desired warmly to associate his country with the expressions of sympathy expressed by the Assembly with the Republic of Costa Rica.

M. DE PALACIOS (Spain) stated that the Spanish Government had immediately asked the Government of Costa Rica to examine afresh her position, taking account of the legitimate feelings of the Government and of its sovereign right to be judge of the matter.

Consequently, in giving its warmest support to the present proposal, the Spanish delegation was only registering a desire which it had already expressed.

*The resolution was adopted.*

*Election of the Six Non-permanent Members of the Council: Recommendation proposed by the Chinese Delegation.*

The PRESIDENT laid before the Assembly the following draft recommendation:

"The Assembly reiterates the following recommendation adopted unanimously by the Assemblies of 1922, 1923 and 1924:

"It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent Members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth."

M. CHAO-HSIN CHU (China) reminded the Assembly that the League of Nations had been established with the object of uniting all the countries of the world. Everyone hoped that this desire would be fulfilled.

In 1922, the number of non-permanent Members of the Council had been increased from four to six, in order that this executive organ should be universally representative. He thought he was right in stating that, for the first three years at least, the principle which had inspired the election of the non-permanent Members had been a care to take into full account the principal geographical divisions of the population, the territory, the riches and the civilisation of the various nationalities.

From 1922, however, this principle had been disregarded by allotting four non-permanent seats on the Council to Europe and two to Latin America. In order that all continents should be properly and justly represented, it was necessary to increase once more the number of non-permanent Members of the Council. The Chinese delegation had made the proposal in no egoistic spirit. It wished simply to increase the prestige and power of the Council.

He felt it his duty to point out that the Sixth Congress of the Federation of League of Nations Societies approved in July last the geographical principle in regard to this election by asking that it should be applied this year in order to give satisfaction to the legitimate aspirations of several hundred million Asiatics. Further, the recommendation before the Assembly was not a new one. Each year similar recommendations had been unanimously adopted.

M. LÖFGREN (Sweden) was sure that the Assembly would be unanimous in recognising the justice of the principle underlying this resolution. He desired to refer to a question which was closely connected with this matter and which had already been referred to by the first delegate of Norway. Up to the moment, the system of rotation in the election of the non-permanent Members of the Council had never been followed, although it had been included in an amendment to the Covenant and had been the subject of several resolutions unanimously adopted. The Swedish Government thought it indispensable that a solution of a problem of this nature should be adopted without further delay. By such means the position and influence of the Council would be strengthened.

Le Prince ARFA (Perse) espère que cette année l'Assemblée ne se contentera pas d'adopter un vœu platonique. La Chine, la Perse et le Siam ne demandent que la justice lorsqu'ils réclament un des sièges non permanents, étant donné leur importance considérable au point de vue géographique, ethnographique et l'ancienneté de leur civilisation.

*La proposition est adoptée à l'unanimité sous forme de vœu.*

#### *Union internationale de secours (Projet Ciraolo).*

Le Jonkheer van Eysinga, président de la deuxième Commission et M. Fernandez y Medina, rapporteur, prennent place à la tribune.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (rapporteur) déclare que la deuxième Commission est tombée d'accord à l'unanimité sur le texte suivant de résolution:

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du rapport de la Commission préparatoire chargée d'élaborer des propositions concrètes concernant le projet de M. le sénateur Ciraolo pour la création d'une œuvre de solidarité internationale entre les peuples contre leurs calamités;

« Retenant avec un vif intérêt la proposition de la Commission préparatoire de créer une Union internationale de secours;

« Considérant qu'une institution internationale, telle qu'on l'envisage dans l'espèce et pouvant comprendre parmi ses membres des Etats qui ne font pas partie de la Société des Nations, devrait être constituée par un accord spécial entre les gouvernements; que la cinquième Assemblée, dans sa résolution du 26 septembre 1924, a prévu la consultation des différents gouvernements et que cette consultation n'a pas encore pu avoir lieu:

« Prie le Conseil de renvoyer le projet à la Commission préparatoire, pour qu'elle y introduise les modifications qui pourraient résulter des observations formulées dans la deuxième Commission de l'Assemblée;

« Prie le Conseil de soumettre ensuite aux gouvernements des Etats, membres ou non de la Société des Nations, pour leur examen formel, les statuts ainsi révisés;

« Recommande que les gouvernements soient priés de faire connaître les résultats de cet examen à une date à fixer par le Conseil, cela afin que le Conseil puisse, éventuellement, procéder à la convocation d'une réunion de représentants desdits gouvernements, dûment autorisés, en vue de conclure l'accord nécessaire pour établir définitivement l'Union proposée, si le Conseil estime que les réponses reçues sont telles qu'elles permettent d'envisager la conclusion de cet Accord. »

*La résolution est adoptée.*

#### *Travaux du Comité économique.*

Le Jonkheer van Eysinga (Pays-Bas), président de la deuxième Commission, et Sir Atul Chandra Chatterjee (Inde), rapporteur, prennent place à la tribune.

Sir Atul Chandra CHATTERJEE, en présentant son rapport, expose que celui-ci ne contient aucune allusion à la discussion très importante qui a eu lieu, sur l'initiative de la délégation française, au sujet de la question de la réunion d'une Conférence internationale ayant mission d'examiner la situation économique générale de tous les pays du monde. Le rapport ne traite que de l'activité du Comité économique de la Société pendant l'année écoulée.

Il présente les résolutions ci-après:

« L'Assemblée,

« 1. Se référant à la résolution de la cinquième Assemblée visant les prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation;

« Prend acte des progrès réalisés par le Comité économique, au cours de l'année qui vient de s'écouler, dans l'étude de cette question complexe et délicate;

Prince ARFA (Persia) hoped that this year the Assembly would not content itself with the adoption of a merely platonic recommendation. China, Persia and Siam were only asking for the barest justice when they demanded one of the non-permanent seats, in view of their considerable importance from a geographical and racial point of view and from the point of view of the antiquity of their civilisation.

*The proposal was unanimously adopted in the form of a recommendation.*

#### *International Relief Union (Ciraolo Scheme).*

Jonkheer van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Second Committee, and M. Fernandez y Medina, Rapporteur, came to the platform.

M. FERNANDEZ Y MEDINA, Rapporteur, informed the Assembly that the Second Committee had unanimously adopted the following resolution:

"The Assembly,

"Having taken note of the report of the Preparatory Committee instructed to draw up concrete proposals regarding Senator Ciraolo's scheme for the creation of an organisation of international solidarity between peoples against the calamities which may befall them;

"Noting with great interest the Preparatory Committee's proposal to set up an International Relief Union;

"Considering that an international institution such as that contemplated in the present instance, and possibly including among its members States not belonging to the League of Nations, should be constituted by a special agreement between the various Governments; that the Fifth Assembly in its resolution of September 26th, 1924, laid down that the different Governments should be consulted; and that it has not yet been possible for this consultation to take place:

"Requests the Council to refer the scheme back to the Preparatory Committee in order that the latter may introduce any modifications which may be called for by the observations put forward in the Second Committee of the Assembly;

"Requests the Council to submit the statutes thus revised to the Governments of all States, whether Members or not of the League of Nations, for their formal consideration;

"Recommends that the Governments should be requested to communicate their views by a date to be fixed by the Council, in order that the Council may, if necessary, proceed to the convocation of a meeting of the duly authorised technical representatives of the aforesaid Governments with a view to the conclusion of the necessary arrangements for the definite establishment of the proposed Union, if the Council considers that the replies received are such as to permit the conclusion of an Agreement to this effect."

*The resolution was adopted.*

#### *Work of the Economic Committee.*

Jonkheer Van Eysinga (Netherlands), Chairman of the Second Committee, and Sir Atul Chandra Chatterjee (India), Rapporteur, came to the platform.

Sir Atul Chandra CHATTERJEE, presenting his report, said that it did not contain any reference to the very important discussion that had been initiated by the French delegation on the question of assembling an international conference to consider the general economic position in all the countries of the world. His report dealt only with the work of the Economic Committee of the League during the past year.

He submitted the following resolutions:

"The Assembly:

"1. Referring to the resolution of the Fifth Assembly regarding import and export prohibitions and restrictions:

"Notes the progress achieved by the Economic Committee during the past year in the study of this complex and difficult question;

« Exprime le vœu que le projet d'accord élaboré par le Comité économique, comme base des discussions ultérieures, puisse trouver auprès des gouvernements intéressés toute la considération que mérite un problème dont la solution contribuerait grandement à l'amélioration des relations internationales.

« 2. Se référant à la résolution de la quatrième Assemblée concernant le traitement des ressortissants étrangers et des entreprises étrangères;

« Constate que le Comité économique, à la suite d'une étude systématique de la question, a établi une série de principes dont l'application assurerait un traitement équitable des étrangers en ce qui concerne leur admission à l'exercice de professions, industries et occupations;

« Exprime le vœu que les Etats puissent s'inspirer de ce corps de doctrines, tant dans les dispositions de leur législation nationale que dans la négociation d'accords bilatéraux.

« 3. Note que le Comité économique sera représenté, à titre consultatif, à la Conférence convoquée par le Gouvernement des Pays-Bas en octobre prochain à La Haye, en vue de procéder à la révision de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, et réitère le vœu, déjà exprimé par la cinquième Assemblée, que les amendements proposés par le Comité économique en matière de concurrence déloyale puissent trouver l'appui des Etats membres à l'occasion de cette Conférence.

« 4. En ce qui concerne la protection de l'acheteur étranger contre les marchandises sans valeur;

« Exprime le désir que l'étude entreprise par la Section économique soit activement poursuivie en utilisant toutes les données de sources officielles aussi bien que les données qui pourraient être fournies par les organisations industrielles et commerciales, afin qu'une documentation aussi complète que possible puisse être réunie et publiée.

« 5. Suit avec intérêt les études du Comité économique en ce qui concerne la répression des fausses déclarations en douane, l'assimilation progressive des législations concernant les lettres de change, ainsi que les recherches entreprises, en collaboration avec le Bureau international du Travail et le Comité financier, en ce qui concerne les causes des crises économiques et du chômage.

« 6. En ce qui concerne la Convention pour la simplification des formalités douanières et le Protocole sur les clauses d'arbitrage:

« Prend note avec satisfaction des ratifications dont le dépôt a été effectué jusqu'à ce jour;

« Estime en même temps que l'adhésion d'un grand nombre d'Etats est désirable, afin que ces deux Actes internationaux puissent exercer toute leur influence bienfaisante.»

*Les résolutions sont adoptées.*

*Préparation d'une Conférence économique internationale.*

M. Belloni (Italie), rapporteur, prend place à la tribune.

M. BELLONI donne lecture de son rapport et présente la résolution ci-après:

« L'Assemblée,

« Ferme et résolue à rechercher tous les moyens capables de faire régner la paix dans le monde;

« Convaincue que la paix économique contribuera grandement à assurer la sécurité des peuples;

« Persuadée qu'il est nécessaire d'examiner les difficultés économiques qui s'opposent au rétablissement de la prospérité générale, ainsi que de mettre en lumière les meilleurs moyens de surmonter ces difficultés et d'éviter les conflits:

« Invite le Conseil à examiner, dans le plus bref délai, l'opportunité de constituer, sur de larges bases, un Comité préparatoire qui, en s'appuyant sur les organisations techniques de la Société des Nations et du Bureau international du Travail, préparerait les travaux d'une Conférence économique internationale.

« La convocation de cette Conférence, sous les auspices de la Société des Nations, ferait l'objet d'une décision ultérieure du Conseil.»

« Expresses the hope that the draft agreement drawn up by the Economic Committee as a basis of further discussion may receive from the Governments interested all the consideration due to a problem the solution of which would contribute in large measure to the improvement of international commercial relations.

« 2. Referring to the resolution of the Fourth Assembly concerning the treatment of foreign nationals and enterprises:

« Declares that the Economic Committee, as a result of the systematic pursuit of its study, has established a series of principles the application of which would ensure an equitable treatment of foreigners in regard to their admission to the exercise of professions, industries and occupations;

« Expresses the hope that States may be guided by this body of principles both in regard to their national legislation and in the negotiation of bilateral agreements.

« 3. Notes that the Economic Committee will be represented in an advisory capacity at the Conference summoned by the Netherlands Government for next October at The Hague for the revision of the International Convention for the Protection of Industrial Property, and reiterates the hope already expressed by the Fifth Assembly that the amendments proposed by the Economic Committee in respect of unfair competition may receive the support of States Members on the occasion of that Conference.

« 4. With regard to the protection of foreign purchasers against worthless goods:

« Expresses the desire that the investigations undertaken by the Economic Section be actively pursued with the help of all data that can be obtained from official sources and also of any data which may be supplied by industrial and commercial organisations, in order that as complete information as possible may be collected and published.

« 5. Follows with interest the studies of the Economic Committee in regard to the suppression of false Customs declarations and the progressive assimilation of laws relating to bills of exchange, and in regard to the enquiry undertaken in collaboration with the International Labour Organisation and the Financial Committee into the causes of economic crises and of unemployment.

« 6. With regard to the Convention for the Simplification of Customs Formalities and the Protocol on Arbitration Clauses:

« Takes note with satisfaction of such ratifications as have been deposited up to the present;

« Considers at the same time that the adhesion of a larger number of States is desirable in order that the beneficial influence of these two international instruments may operate to the fullest extent.»

*The resolutions were adopted.*

*Preparation for an International Economic Conference.*

M. Belloni (Italy), Rapporteur, came to the platform.

M. BELLONI read his report and moved the following resolution:

« The Assembly:

« Firmly resolved to seek all possible means of establishing peace throughout the world;

« Convinced that economic peace will largely contribute to security among the nations;

« Persuaded of the necessity of investigating the economic difficulties which stand in the way of the revival of general prosperity and of ascertaining the best means of overcoming these difficulties and of preventing disputes:

« Invites the Council to consider at the earliest possible moment the expediency of constituting on a wide basis a Preparatory Committee which, with the assistance of the Technical Organisations of the League and the International Labour Office, will prepare the work for an International Economic Conference.

« The convening of this Conference under the auspices of the League of Nations shall be a matter for subsequent decision by the Council.»

M. JOUHAUX (France) exprime l'espoir que la résolution sera adoptée à l'unanimité par l'Assemblée. Cette résolution donne corps à la pensée énoncée par le Président Wilson dans la troisième stipulation de ses « Quatorze points », à savoir que, pour revenir à un état de justice, il faut abolir toutes les barrières commerciales et industrielles. L'idée d'une conférence économique se relie également à une manifestation faite à la première Conférence du Travail de Washington par le monde ouvrier, qui demandait que les grands problèmes économiques fussent examinés internationalement et que des solutions internationales leur fussent apportées. Si cette suggestion avait été retenue par la Conférence de Washington, bien des maux dont le monde a souffert auraient été largement atténués. En dehors d'une collaboration internationale complète, il n'est pas de remède aux problèmes en question. A l'heure actuelle, on assiste partout à de grandes crises de chômage et à des augmentations incessantes du coût de la vie.

La résolution actuelle peut être adoptée avec confiance, parce que le redressement qui s'est opéré dans le domaine économique et financier est le résultat, non pas de mesures nationales prises par les pays les uns contre les autres, mais de mesures internationales prises par la Société et appliquées par ses divers organes.

Le Jonkheer LOUDON (Pays-Bas) croit hors de doute que le problème de la sécurité et du désarmement est étroitement lié à celui des rapports économiques dans le monde.

Il est indispensable que les nations collaborent entre elles afin d'écartier les dangers d'une anarchie économique qui menace la sécurité générale. Il est nécessaire que, de temps à autre, les gouvernements et les peuples se rendent compte de la situation économique dans son ensemble, afin de constater les progrès réalisés et d'indiquer les desiderata d'un proche avenir. Cette nécessité s'impose d'autant plus qu'elle rentre entièrement dans le cadre du paragraphe (e) de l'article 23 du Pacte, qui prescrit aux Membres de la Société de prendre les dispositions nécessaires pour assurer un équitable traitement du commerce.

Il serait oiseux de réunir une conférence économique internationale avant que la reconstruction financière du monde eût fait des progrès notables. Comme le disait M. Loucheur, cette reconstruction — sur la base de l'or — est en bonne voie de réussite. L'importance de la Conférence financière de Bruxelles de 1920, en ce qui concerne la restauration de la stabilité financière, est incontestable, et les Comités économique et financier de la Société ont travaillé de la façon la plus méritoire, mais ils ne pouvaient accomplir qu'une œuvre plutôt restreinte. Aussi, que de fois n'a-t-on pas demandé, dans le sein de la Société, aussi bien qu'au dehors, que les grands problèmes économiques internationaux soient abordés du point de vue général.

La résolution française a pour but d'examiner les difficultés économiques actuelles et de mettre en lumière les meilleurs moyens de les surmonter et d'éviter les conflits. La Conférence aura donc pour tâche de diagnostiquer le mal et de rechercher les remèdes.

A l'inverse de l'œuvre de restauration financière, la restauration économique dépend en premier lieu des individus et non des gouvernements. Les délégués de la Conférence devront donc être les vrais représentants de la vie économique des divers pays.

Le Conseil examinera l'opportunité de constituer un comité qui préparera les travaux de la conférence. A cette conférence, les difficultés économiques du monde seront discutées et les limites possibles d'une action internationale seront peut-être établies. En tout cas, l'opinion mondiale se fera valoir. Dans l'esprit du délégué néerlandais, la conférence recueillera les exposés de la situation économique de chaque pays et discutera les principes capables de servir à la reconstruction économique du monde. Le Conseil entreprendra sans délai la préparation de la conférence, en se réservant de décider à quel moment elle doit être convoquée.

Les conférences internationales périodiques sont un des rouages les plus importants de la Société et si, à côté des Conférences internationales du travail, du transit et, comme on peut l'espérer, du désarmement, on peut instituer, grâce à l'initiative française, des conférences économiques périodiques, on aura fait un grand pas en avant.

M. JOUHAUX (France) said he hoped the resolution would be unanimously adopted by the Assembly. It gave effect to the idea defined by President Wilson in the third of his Fourteen Points, which laid down that, in order to return to conditions of justice, it was necessary to abolish all commercial and industrial barriers. The idea of an economic conference was connected also with the demonstration made by the working-classes of the world at the First International Labour Conference at Washington, when it was suggested that the great economic problems should be examined internationally and that international solutions should be found for them. If this suggestion had been adopted by the Washington Conference, many evils from which the world was now suffering would have been greatly attenuated. Without a complete international co-operation of all the nations, there did not appear to be any remedy for these problems. At the present moment, there were everywhere serious crises of unemployment and a continual increase in the cost of living.

The resolution might with confidence be adopted in view of the fact that the most fruitful results so far achieved in the financial and economic field had been the result not of national measures taken by the countries in rivalry but of international measures taken by the League of Nations and applied by its various organs.

Jonkheer LOUDON (Netherlands) said there could be no doubt that the problems of security and disarmament were closely bound up with that of existing economic relationships. It was necessary that the nations should collaborate in order to keep at bay the dangers of an economic anarchy which threatened general security. It was necessary for the Governments and the nations periodically to consider the economic situation as a whole, to note the progress achieved, and to indicate what should be done in the near future. The necessity for such action was all the more obvious as it fell entirely within the scope of Article 23 (e) of the Covenant, which laid down that the Members of the League of Nations should take the necessary steps to ensure an equitable treatment of commerce.

It would have been useless to convene an international economic Conference before some progress had been made in the financial reconstruction of the world. Happily, however, this reconstruction was well on the way to success. The Financial Conference of Brussels of 1920 had been of indisputable importance for the restoration of financial stability, and the Economic and Financial Committees of the League had worked in a way deserving of all praise, though necessarily they could only accomplish a somewhat limited task. For this reason requests had on several occasions been made, both within and outside the League, that the great international economic problems should be considered from a general point of view.

The object of the French resolution was to arrange for an examination of existing economic difficulties and to throw into relief the best means of overcoming them and of avoiding disputes. The task of the Conference would be to diagnose the evil and to look for remedies.

Unlike the work of financial reconstruction, the work of economic reconstruction depended, in the first place, on individuals and not on the Governments. The delegates to the Conference should therefore be real representatives of the economic life of the various countries.

The Council would examine the advisability of constituting a committee to prepare the work of the Conference. The economic difficulties of the world would be discussed at the Conference and the possible limits of international action would perhaps be established. In any case, worldwide opinion would make itself felt. The Conference, as he understood it, would receive statements on the economic situation from each of the countries and would discuss the principles which might serve for the economic reconstruction of the world. The Council would undertake the preparation of the Conference without delay, reserving the right to decide at what moment it should be convened.

Economic conferences were an important part of the mechanism of the League of Nations, and a great step in advance would be made if, at the side of the international conferences for labour, communications, and, as was hoped, disarmament, these could be instituted periodical economic conferences.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) déclare que la délégation belge apporte son adhésion entière au projet de résolution. L'Assemblée a applaudi à la restauration financière de l'Autriche et de la Hongrie, ainsi qu'aux progrès réalisés dans l'unification du droit commercial, dans la simplification des formalités douanières et en matière de loyauté commerciale. Toute l'œuvre de paix serait vaine si elle n'était pas fondée sur la paix économique. Malheureusement, l'évolution de l'heure présente suit une direction opposée à celle du désarmement dans le domaine économique, et l'effort à réaliser par la Société ne sera pas seulement un effort de réajustement et de discipline, mais un effort de conversion.

Le délégué de la France a insisté sur le défaut de réglementation de la production générale et a signalé les dangers grandissants du protectionnisme outré, qui dresse les États les uns contre les autres. Sans doute, des raisons honorables peuvent être invoquées pour justifier les mesures de défense que même les pays traditionnellement attachés au libre échange ont été obligés de prendre depuis la guerre, mais il est impossible de méconnaître le danger immense que présente pour l'avenir un nationalisme économique jaloux.

Le délégué de la France, avec raison, a voulu, d'une part, écarter dès l'origine les problèmes qui provoqueraient des incompréhensions fatales ou des incompatibilités entre nations, et, d'autre part, il a tenu à ne pas imposer aux gouvernements des formules ou des projets de conventions qu'ils pourraient difficilement accepter. Le but de la conférence doit être d'éclairer le monde et de jeter le poids de son autorité dans les délibérations publiques et parlementaires des divers pays.

C'est à la sagesse du Conseil qu'il faut s'en remettre pour les méthodes de préparation de la conférence, pour le choix des problèmes et pour la convocation éventuelle de cette conférence. L'Assemblée a une confiance absolue dans le Conseil, assisté d'experts dont tous apprécient la haute valeur.

M. COBIAN (Espagne) déclare que la délégation espagnole appuie le projet de résolution avec la plus grande satisfaction et se félicite de l'esprit de prudence avec lequel ce projet a été rédigé et qui montre toute l'importance et toute la gravité du problème en cause.

M. LOUCHEUR (France) désire résumer le débat qui s'est déroulé à la deuxième Commission. Après avoir remercié M. Loudon et M. van Eysinga, ainsi que ses collègues de la deuxième Commission, pour la sympathie qu'ils ont témoignée à l'égard du projet de la délégation française, il constate qu'il n'existe plus de divergence sur le but poursuivi en commun. Tous sont d'accord sur cette idée que l'œuvre à laquelle la délégation française convie l'Assemblée est la continuation logique de l'œuvre entreprise depuis plus de deux ans pour aboutir enfin à la sécurité des peuples.

Quelques discussions se sont produites au sujet de la procédure. Certains auraient voulu que la deuxième Commission fixât immédiatement la composition du Comité préparatoire. Il a finalement été décidé qu'elle serait fixée par le Conseil lui-même.

La divergence apparente qui avait surgi entre les délégations britannique et française a été heureusement effacée parce que, en réalité, les deux délégations étaient d'accord sur le but à atteindre. La délégation française a accepté que, en décembre prochain, le Conseil soit appelé à décider de l'opportunité de convoquer ou non la Conférence et, par conséquent, de l'opportunité de créer le Comité préparatoire. De son côté, la délégation britannique a admis, et la deuxième Commission l'a confirmé, que la France, avant décembre, aurait la faculté d'envoyer au Secrétariat un schéma de la constitution du Comité, qui permettrait au Conseil de prendre sa décision sans retard. Il est d'ailleurs entendu que les comités techniques de la Société seront consultés sur le schéma que présentera la France.

Certains ont cru que la délégation française voulait déposer les comités techniques de la Société des tâches qui leur sont assignées. La délégation française tient à rendre hommage à l'œuvre que ces comités poursuivent avec tant de persévérance et d'intelligence, et elle a pris soin, dans son projet de résolution, de viser plus spécialement le Bureau international du Travail.

M. VAN CAUWELAERT (Belgium) said the Belgian delegation wholeheartedly supported the resolution. The Assembly had applauded the financial reconstruction of Austria and Hungary and the progress achieved in the unification of commercial law, the simplification of Customs formalities, and in the field of commercial good faith. All work for peace would be in vain if it were not founded on economic peace. Unfortunately, the tendency of the present moment was in the opposite direction from that of disarmament in the economic field, and the League of Nations would have to make not only an effort of adjustment and discipline but an effort to stem the tide.

M. Loucheur had insisted on the lack of any regulation of general production and had emphasised the increasing danger of extreme protectionism, whereby States set themselves up in rivalry against one another. Doubtless very honourable reasons could be quoted in justification of the measures of defence which even those countries which were traditionally attached to the system of free exchange had been obliged to take since the war, but it was impossible to disguise the great danger involved in a jealous economic nationalism.

M. Loucheur had rightly wished to put on one side problems which might provoke fatal misunderstandings and a conflict of interest between the nations, and did not desire to impose on the Governments any texts or draft conventions which it would be difficult for them to accept. The object of the Conference was to enlighten the world and to bring an influence to bear on public and parliamentary discussions in the various countries.

The methods of preparation for the Conference were left to the wisdom of the Council, together with the choice of the problems to be considered and the date of its convocation. The Assembly had absolute faith in the Council, which was assisted by technical experts whose qualifications were highly appreciated.

M. COBIAN (Spain) said that the Spanish delegation supported the proposed resolution with the greatest satisfaction, and was happy to note that it had been drafted in a spirit of prudence which emphasised the importance and gravity of the problem.

M. LOUCHEUR (France) said he would like to summarise the discussion which had taken place in the Second Committee. After thanking M. Loudon, M. van Eysinga and his colleagues of the Second Committee for the sympathy which they had shown for the proposal of the French delegation, he pointed out that there no longer existed any difference of opinion in regard to the object to be pursued in common. All were agreed that the work which the French delegation invited the Assembly to undertake was a logical continuation of the work begun more than two years ago in order to ensure security for the nations.

There had been some discussion on the question of procedure. Certain delegates had desired that the Second Committee should immediately decide the composition of the Preparatory Committee. Finally, it had been resolved that the composition of the Committee should be fixed by the Council.

The apparent diversity of opinion which had arisen between the British and French delegations had happily been dissipated owing to the fact that the two delegations were in reality agreed as to the object to be achieved. The French delegation had accepted an arrangement according to which the Council would be asked in December next to decide as to the advisability of convening the conference or not, and it would then have an opportunity to appoint the Preparatory Committee. The British delegation had agreed, and the Second Committee had confirmed this agreement, that France previous to December was at liberty to send to the Secretariat a scheme for the constitution of the Committee, which would enable the Council to take its decision without delay. It was, moreover, understood that the technical committees of the League would be consulted on the scheme presented by France.

Several delegates had thought that the French delegation desired to take from the technical committees of the League tasks which had been assigned to them. The French delegation wished to pay a tribute to the work which these committees were doing with so much perseverance and intelligence, and it had been careful in its draft resolution to mention more particularly the International Labour Office.

On ne saurait résoudre actuellement l'énorme problème de l'organisation économique du monde sans l'intervention effective du monde du travail, et le Bureau international du Travail doit être la pierre de fondation de l'œuvre à entreprendre. Les travaux que le Bureau international du Travail et les autres organisations économiques ont déjà effectués éviteront d'ailleurs au Comité préparatoire de perdre du temps dans des recherches préliminaires.

Toutefois, si l'œuvre des comités techniques doit servir de base à la nouvelle entreprise, il faut qu'un peu de sang nouveau soit infusé. Par exemple, ne serait-il pas absurde de vouloir entreprendre l'œuvre de restauration économique de l'Europe sans que l'Allemagne fût représentée aux travaux du Comité préparatoire? Au nom de la France, M. Loucheur considère qu'il faudra appeler à cette œuvre toutes les nations du monde, œuvre difficile, et qu'il convient d'autant plus de commencer sans délai qu'elle s'échelonne sur de nombreuses années.

L'exposé des causes du malaise économique a déjà été fait, et plusieurs délégués sont venus apporter de nouvelles et intéressantes observations à l'appui de la thèse de la délégation française. Comme le disait M. Loudon, il ne faut pas que l'intérêt général vienne à succomber, victime de l'anarchie des intérêts particuliers. Il ne s'agit pas seulement, pour les peuples, de poursuivre chez eux une politique fiscale qui leur impose une certaine politique douanière: il faut se persuader que la politique douanière doit être la première examinée, en dehors de la fiscalité, et dans le seul souci de l'équilibre économique.

En ce qui concerne la tâche du comité préparatoire, celui-ci pourra examiner, par exemple, si la puissance de consommation des vieux peuples d'Europe s'est accrue parallèlement au nombre des habitants. Il sera peut-être intéressant de considérer ce qui se passe dans les continents plus neufs, où la puissance de consommation a donné à l'industrie un magnifique essor de consommation. Puissance de consommation, nombre des habitants à nourrir, capacité de production, tels sont les trois termes du problème que le Comité préparatoire et la Conférence auront à résoudre.

Après avoir félicité M. Belloni de son si éloquent rapport et rappelé les interventions, à la deuxième Commission, du délégué belge, le délégué de la France déclare que sa délégation a tenu à écarter du débat les sujets pouvant prêter à controverse aigüe, en particulier la question des dettes inter-alliées et celle de l'émigration.

Comme le disait le délégué belge, le travail nouveau doit être entrepris avec confiance et avec foi. Sans doute, la tâche est difficile, et peut-être sera-t-il impossible de résoudre complètement le problème, mais ce chemin est celui de la paix certaine. Les peuples n'attendent pas seulement de l'Assemblée des congratulations réciproques dans un accord constant. Il est préférable qu'il ressorte, du débat actuel, le sentiment que les Membres de l'Assemblée se rendent compte des difficultés auxquelles ils s'attaquent. Comme le disait Léonard de Vinci: « Les entraves à la vérité se convertissent en châtement. » Il faut dire la vérité aux peuples.

*La résolution est adoptée.*

### III. HUITIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa huitième séance le jeudi 24 septembre, à 14 h. 45, sous la présidence de M. DA COSTA (Portugal).

#### EXAMEN DES RAPPORTS DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE.

*Quatrième rapport: Organisation et Personnel du Secrétariat de la Société des Nations.*

La quatrième Commission approuve ce rapport et décide d'en insérer le texte dans son propre rapport à l'Assemblée.

*Cinquième rapport: I. Question de l'opium en Perse.*

Les conclusions du rapport de la Commission de contrôle à ce sujet sont approuvées par 13 voix contre 12 et 11 abstentions.

It was impossible at present to settle the enormous problem of the economic organisation of the world without the effective participation of the working-classes, and the International Labour Office would be the foundation stone of the work to be undertaken. The work which the International Labour Office and the other economic organisations had already done would enable the Preparatory Committee to avoid losing time in preliminary enquiries.

If, however, the work of the technical committees would serve as a basis for the new undertaking, it was essential that there should be an infusion of new blood. Would it not, for example, be absurd to undertake the work of the economic reconstruction of Europe without Germany being represented in the work of the Preparatory Committee? He wished to declare on behalf of France that he considered that all the nations of the world must be called upon to take part in this difficult work, and that it was all the more necessary to make a beginning without delay as it would probably extend over a number of years.

Explanations of the causes of the present economic unrest had already been given, and several delegates had made new and interesting observations in support of the thesis of the French delegation. As M. Loudon had said, it was essential that the general interest should not suffer as a victim of the anarchy which prevailed among individual interests. It was not sufficient for the nations to pursue at home a fiscal policy rendered necessary by their Customs policy. The idea must be accepted that the Customs policy must be the first question to be examined, apart from fiscal considerations and with the sole object of achieving economic equilibrium.

The Preparatory Committee, in carrying out its task, might consider whether the consuming power of the older nations of Europe had increased in proportion to the number of the inhabitants. It would perhaps be interesting to consider what was happening in the newer continents where consuming power had given to industry a strong stimulus. The three terms of the problem which the Preparatory Committee of the Conference would have to consider were consuming power, the number of inhabitants to be supported, and capacity of production.

After congratulating M. Belloni upon his eloquent report, and having referred to the intervention of the Belgian delegate in the Second Committee, he went on to state that his delegation had felt it necessary to leave out of discussion subjects which might lead to acute controversy, particularly the problem of inter-Allied debts and the problem of emigration.

As the Belgian delegate had said, the new work must be undertaken with confidence and faith. Doubtless the task was difficult, and perhaps it would be impossible to settle the problem completely, but this was the only way towards certain peace. The nations expected more from the Assembly than mutual congratulations upon their continual agreement. It was preferable that there should emerge as a result of the present discussion a feeling that the members of the Assembly realised the difficulties with which they were confronted.

As Leonardo de Vinci had said: "Impediments to truth induce their own punishment". It was necessary that the truth should be told to the nations of the world.

*The resolution was adopted.*

### III. EIGHTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its eighth meeting yesterday (Thursday, September 24th) at 2.45 p.m. under the chairmanship of M. DA COSTA (Portugal).

*Examination of the Reports of the Supervisory Commission.*

*Fourth Report: Organisation and Staff of the Secretariat of the League of Nations.*

The Fourth Committee approved this report and decided to embody the text in its own report to the Assembly.

*Fifth Report: P. Question of Opium in Persia.*

The conclusions of the report of the Supervisory Commission on this question were approved by 13 votes to 12, with 11 abstentions.

En conséquence, la quatrième Commission décide d'inscrire au projet de budget de la Section des questions sociales une somme de 150.000 francs pour l'enquête envisagée et de recommander au Conseil de bien vouloir s'efforcer d'obtenir, en dehors du budget de la Société des Nations, le complément nécessaire, notamment par une contribution spéciale du Gouvernement persan.

*II. Commission de l'esclavage.*

Conformément aux recommandations de la Commission de contrôle, la quatrième Commission décide de rayer l'article 28 (18.000 francs pour les dépenses prévues pour la Commission temporaire), la Commission de l'esclavage ayant terminé ses travaux.

*III. Comité d'experts: Proposition de la sixième Commission.*

Conformément aux recommandations de la Commission de contrôle, il est décidé d'inscrire au projet de budget une somme de 30.000 francs pour faire face aux dépenses de ce Comité.

*Crédits pour les réfugiés.*

La Commission est saisie, en ce qui la concerne, du rapport y relatif de la cinquième Commission. Elle repousse la résolution N° 4 et approuve la résolution N° 5 dont la teneur est la suivante:

« La Commission invite le Conseil à examiner l'opportunité de réunir une Conférence intergouvernementale qui serait chargée d'étudier les propositions formulées dans le rapport en vue de la création et de l'administration d'un fonds de roulement d'au moins 100.000 livres sterling destiné à faciliter les migrations des réfugiés russes et arméniens et à améliorer le système actuel des certificats d'identité des réfugiés. »

Elle décide enfin d'adopter pour les réfugiés un crédit de 303.000 francs.

*Réfugiés arméniens.*

Conformément aux recommandations de la Commission de contrôle, la Commission adopte un crédit de 50.000 francs pour faire face à l'étude de la question de l'établissement des réfugiés arméniens.

*Projet de rapport général à la sixième Assemblée.*

Le projet de rapport général est adopté sous réserve des modifications de rédaction que les membres désireraient y voir apporter.

Les résolutions suivantes sont proposées à l'approbation de l'Assemblée:

« 1. L'Assemblée de la Société des Nations, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le sixième exercice financier, clos le 31 décembre 1924. »

« 2. L'Assemblée, en vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations:

« Arrête, pour l'exercice 1926, le budget général de la Société des Nations, du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale, s'élevant, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de francs-or;

« Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Officiel*.

« 3. L'Assemblée adopte, dans la mesure où elles ont été approuvées par la quatrième Commission, les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen, en même temps qu'elle lui adresse le témoignage de sa reconnaissance pour ses éminents services. »

« 4. L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission. »

The Fourth Committee accordingly decided to place on the budget of the Social Section a sum of 150,000 francs for the proposed inquiry, and to recommend the Council to endeavour to obtain the necessary complementary sums outside the budget of the League of Nations, particularly by a special contribution from the Persian Government.

*II. Committee on Slavery.*

The Fourth Committee, in conformity with the recommendations of the Supervisory Commission, decided to strike out Item 28 (18,000 francs for the expenses of the Temporary Committee), as the Committee on Slavery had finished its work.

*III. Committee of Experts: Proposal of the Sixth Committee.*

It was decided, in conformity with the recommendations of the Supervisory Commission, to place on the budget a sum of 30,000 francs to meet the expenditure of this Committee.

*Credits for the Refugees.*

The Committee had before it the part of the report of the Fifth Committee dealing with this subject with which it was concerned. It rejected the fourth resolution and approved the fifth resolution, which was in the following terms:

“The Committee asks the Council to examine the advisability of summoning an inter-governmental conference which will be instructed to study the proposals formulated in the report with a view to the creation of a capital fund of at least £100,000 to facilitate the migration of Russian and Armenian refugees and to improve the present system of identity certificates for refugees.”

It finally decided to adopt for the refugees a credit of 303,000 francs.

*Armenian Refugees.*

The Committee, in conformity with the recommendations of the Supervisory Commission, adopted a credit of 50,000 francs to meet the cost of the inquiry into the question of the establishment of the Armenian refugees.

*Draft General Report to the Sixth Committee.*

The draft general report was adopted, subject to such drafting modifications as the Members of the Committee might desire to make.

The following resolutions were proposed for the approval of the Assembly:

“1. The Assembly of the League of Nations, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League, finally approves the audited accounts of the League for the sixth financial period, ending December 31st, 1924.

“2. The Assembly, in virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League:

“Approves, for the financial year 1926, the general budget of the League, of the Secretariat and of the Special Organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice, the total amount of which, including supplementary credits, is gold francs;

“And decides that the said budgets shall be published in the *Official Journal*.

“3. The Assembly adopts, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted to its consideration, and at the same time expresses to the Supervisory Commission its thanks for the services it has so well rendered.

“4. The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee.”

*Lettre du Président de la sous-commission de la répartition des dépenses.*

En conformité de la recommandation formulée dans cette lettre, il est décidé d'ajourner toutes décisions à prendre au sujet des contributions payées par le Panama à la prochaine session de l'Assemblée.

*Contributions arriérées.*

La Commission adopte la résolution suivante proposée par la Sous-Commission compétente:

« La cinquième Assemblée, se référant à l'avis de la quatrième Commission au sujet de la question des contributions arriérées:

« 1<sup>o</sup> Décide d'approuver le règlement du compte de la République Argentine;

« 2<sup>o</sup> Exprime sa satisfaction pour l'effort fait par quelques membres pour s'acquitter de leurs dettes envers la Société;

« 3<sup>o</sup> Fait un appel pressant aux Membres dont les contributions n'ont pas encore été payées pour prendre les mesures nécessaires au règlement de leurs dettes envers la Société; invite le Secrétaire général à tenter de nouvelles et pressantes démarches auprès de ces Membres;

« 4<sup>o</sup> Invite le Secrétaire général à faire au Conseil, au cours de sa session de juin 1926, un rapport sur le résultat de ses démarches, afin de permettre à celui-ci d'examiner la question des contributions arriérées et d'en faire rapport à la septième Assemblée. »

*Répartition des dépenses.*

La Commission adopte le rapport de la Sous-Commission compétente, quelques délégations ayant toutefois formulé des réserves, et propose à l'Assemblée l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« I. Prie le Conseil de demander au Comité de répartition des dépenses de suivre le développement économique des divers États membres en vue de soumettre un barème révisé à l'Assemblée de 1928;

« II. Approuve, pour les années 1926, 1927 et 1928, le barème pour la répartition des dépenses de la Société, qui figure en annexe à la présente résolution. »

*Clôture de la session.*

M. SUGIMURA (Japon) adresse au Président les remerciements de la Commission.

Le PRÉSIDENT exprime aux membres de la Commission, à la Commission de contrôle et aux membres du Secrétariat sa gratitude de l'assistance qu'ils lui ont prêtée.

IV. NEUVIÈME SÉANCE  
DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa neuvième séance le mercredi 23 septembre à 16 heures, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

*Coopération municipale internationale.*

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) présente son rapport à la Commission.

M. Ruy DE LUGO VINA (Cuba) accueille avec satisfaction ce rapport qui introduit dans la sphère d'action de la Société des Nations un problème qui avait été primitivement posé par son propre pays.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) se déclare en faveur de l'adoption du rapport et donne des détails qui montrent à quel point déjà s'est développée en Grande-Bretagne la coopération intermunicipale. Elle exprime la satisfaction qu'elle éprouve à voir que le rapport ne suggère nullement la création d'un nouveau corps international.

*Letter from the Chairman of the Sub-Committee on Allocation of Expenses.*

It was decided, in conformity with the recommendations contained in this letter, to adjourn to the next session of the Assembly any decisions to be taken on the subject of the contributions paid by Panama.

*Contributions in Arrears.*

The Committee adopted the following resolution proposed by the competent Sub-Committee:

"The Fifth Assembly, referring to the opinion of the Fourth Committee with regard to the question of contributions in arrears:

"(1) Decides to approve the settlement of the Argentine Republic's debt;

"(2) Expresses its satisfaction with the efforts made by certain Members to pay their debts to the League;

"(3) Makes a pressing appeal to Members whose contributions have not yet been paid to take the necessary measures for the settlement of their debts to the League of Nations; requests the Secretary-General to make further urgent representations to those Members;

"(4) Invites the Secretary-General to report to the Council on the results of these representations at its session of June 1926, in order to enable the Council to examine the question of contributions in arrears and report to the Seventh Assembly."

*Allocation of Expenses.*

The Committee adopted the report of the competent Sub-Committee, certain delegations formulating reservations. The Committee proposed that the Assembly should adopt the following resolution:

"The Assembly,

"Requests the Council to ask the Committee on the Allocation of Expenses to follow the economic development of the various Member States with a view to submitting a revised scale to the Assembly of 1928;

"Approves for the years 1926, 1927 and 1928 the scale for the allocation of the expenses of the League annexed to the present resolution."

*Close of the Session.*

M. SUGIMURA (Japan) addressed to the Chairman the thanks of the Committee.

The CHAIRMAN expressed to the members of the Committee, to the members of the Supervisory Commission, and to the members of the Secretariat his gratitude for the help which they had afforded him.

IV. NINTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its ninth meeting on Wednesday, September 23rd, at 4 p.m., under the Chairmanship of M. GARAY (Panama).

*International Municipal Co-operation.*

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) presented his report to the Committee.

M. Ruy DE LUGO VINA (Cuba) heartily welcomed the report, which brought within the sphere of the League of Nations a question originally raised by his own country.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) supported the adoption of the report and gave details showing the high degree of inter-municipal co-operation that had been achieved in Great Britain. She was glad the report did not suggest the formation of any new international body.



M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumanie) se réjouit de voir la Société des Nations donner son appui à une œuvre d'une telle importance et déclare approuver le rapport.

M. VALDES-MENDEVILLE (Chili), bien qu'approuvant le rapport dans ses grandes lignes, déclare que la résolution qu'il contient tend plutôt à encourager la coopération intermunicipale nationale qu'une coopération véritablement internationale. Il estime que le rapport apporte trop de restrictions à l'initiative de la Société en pareille matière et propose, en conséquence, un amendement au texte de la résolution.

M. PAMS (France), tout en appréciant la valeur incontestable de l'idée de coopération intermunicipale, exprime quelques craintes au sujet des troubles politiques ou sociaux qui pourraient en découler, ce danger lui apparaissant comme très réel.

La Société des Nations ne doit pas entrer en concurrence avec les organismes déjà existants qui traitent de coopération intermunicipale; elle doit se borner à offrir ses lumières et son concours à ces organismes et s'abstenir avec soin de toute intervention dans la législation intérieure des Etats. La délégation française, à cette réserve près, soutiendra la résolution.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas), tout en donnant son approbation au rapport, estime que la résolution insiste trop et à tort sur l'aspect international de la coopération municipale. Il propose un amendement au texte de la résolution afin de rétablir l'importance du caractère national dans le problème de la coopération municipale.

M. PARRA-PERREZ (Venezuela) s'associe aux réserves formulées par M. Pams et estime nécessaire de modifier le texte de la résolution de façon à tenir compte de ces réserves.

M. VALDES-MENDEVILLE (Chili), tout en se déclarant prêt à accepter ces amendements, exprime l'espoir que la Société des Nations aura toute latitude pour reprendre le problème plus tard.

M. AVRAMOVITCH, rapporteur, estime que la proposition du délégué du Chili engagerait la responsabilité des gouvernements et de la Société plus profondément que ne le fait son projet à lui. Il importe, dans tous les cas, de ne pas abandonner le projet, que la Société pourra reprendre quand il lui plaira.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) approuve pleinement le rapport. Il met en lumière le rôle important joué par les municipalités et le concours qu'elles ont apporté à la Société des Nations dans la lutte qu'elle a menée contre les maux sociaux. Il n'est nullement nécessaire de créer un organisme nouveau puisqu'il en existe un: l'Union internationale des villes et des communes, qui peut apporter un concours précieux à la Société dans le domaine de la coopération intermunicipale.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) approuve la réserve faite par M. Pams et demande que le texte de la résolution comprenne les mots: « dans les limites strictes de la souveraineté nationale ». Elle ne peut donner son assentiment au vœu formulé par le délégué du Chili et tendant à l'extension, dans ce domaine, de l'activité de la Société des Nations.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare être de l'avis du délégué de la Belgique et approuve le rapport.

M. RUY DE LUGO VINA (Cuba) estime que les craintes du délégué de la France ne sont nullement fondées. La Société ne doit pas craindre de travailler au développement de la coopération intermunicipale; d'ailleurs, l'extension de l'activité envisagée se bornerait à un échange d'informations sous l'étroite surveillance des gouvernements intéressés.

M. AVRAMOVITCH, rapporteur, présente en définitive le texte suivant:

« L'Assemblée,

« Approuvant le rapport sur la coopération municipale internationale, qui a été soumis par le Secrétariat, conformément à la résolution adoptée par la cinquième Assemblée, le 20 septembre 1924;

« Décide d'attirer l'attention des différents gouvernements membres sur l'intérêt qu'une coopération nationale

M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumania), in agreeing to the report, was glad to see the League of Nations give its support to a work of such importance.

M. VALDES-MENDEVILLE (Chile), whilst in sympathy with the object of the report, thought that the resolution it contained tended more to encourage national co-operation between municipalities than a truly international co-operation. The report limited too severely the initiative the League might take in this matter, and he therefore proposed an amended text of the resolution contained in the report.

M. PAMS (France), whilst appreciating the great value of inter-municipal co-operation, felt that such relations should not be allowed to cause serious political and social disturbances, a danger which he considered to be very real. The League of Nations should not compete with existing organisations dealing with inter-municipal co-operation, but should confine itself to offering help and information, carefully refraining from interfering in any way with the internal legislation of States. The French delegation would support the resolution with this reserve.

M. FRANÇOIS (Netherlands), whilst approving the report, thought that the resolution emphasised unduly the international aspect of municipal co-operation as opposed to the national aspect. He proposed an amendment to the text of the resolution with a view to giving national co-operation a more important position.

M. PARRA-PERREZ (Venezuela) associated himself with the reservation made by M. Pams. The text of the resolution should be modified to conform with the reservations that had been made.

M. VALDES-MENDEVILLE (Chile), whilst ready to amend his proposal, hoped that the door would be left open for the League of Nations to take up the question again at a later date.

M. AVRAMOVITCH, Rapporteur, thought that the proposal of the delegate for Chile would commit the various Governments and the League more deeply than his own. There was no question of burying the proposal. The League was always free to take up the problem again.

M. VAN CAUWELAERT (Belgium) fully approved the report. He emphasised the importance of the rôle played by the municipalities in assisting the League in its fight against social evils. There was no need to create any new organisation, since there was a body — the *Union internationale des villes et communes* — which could offer valuable assistance to the League in the field of inter-municipal co-operation.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) agreed with the reservation made by M. Pams and desired that the words of the former resolution, "within the strict limits of national sovereignty", should be retained. She could not agree with the more extended activity contemplated by the proposals of the delegate for Chile.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) supported the remarks of the Belgian delegate. He approved the report.

M. RUY DE LUGO VINA (Cuba) thought the fears of the French delegate were groundless. The League should have no fear in encouraging the development of inter-municipal co-operation. The extension favoured by his delegation was limited to the exchange of information under the close supervision of the Governments concerned.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, presented the following text:

"The Assembly,

"Endorsing the report on International Municipal Co-operation, submitted by the Secretariat in accordance with the resolution adopted by the Fifth Assembly on September 20th, 1924:

"Decides to call the attention of the different Governments to the advantages which closer co-operation,

et internationale plus étroite entre les municipalités, dans les strictes limites de la souveraineté nationale, présente au point de vue des buts poursuivis par la Société des Nations;

« Et d'inviter le Conseil à autoriser les organisations techniques de la Société à donner une suite favorable, dans la mesure qu'elles jugeront possible, aux demandes d'assistance ou de coopération qui leur seront adressées par les diverses organisations internationales non officielles s'occupant des questions intéressant les municipalités. »

M. VALDES-MENDEVILLE (Chili) retire son amendement. Un Etat membre de la Société aura ultérieurement la possibilité de soulever la question de nouveau.

*La résolution est adoptée avec les amendements résultant de la discussion.*

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) est désigné comme rapporteur à l'Assemblée.

*Rapport de la Commission consultative du trafic de l'opium.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, donne lecture d'un passage de son rapport qu'il a modifié de façon à tenir compte de la discussion qui a eu lieu à la huitième séance de la Commission sur la proposition du délégué du Brésil.

Les délégués du Brésil, de Cuba, du Chili et du Venezuela acceptent cet amendement, qui est approuvé par la Commission.

*Rapport du Bureau international du travail sur l'œuvre en faveur des réfugiés.*

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil), rapporteur, en présentant son rapport, rappelle qu'une sous-commission avait été désignée afin d'examiner le rapport primitif qu'il avait adressé sur cette question à la cinquième Commission. Le rapport qu'il présente actuellement est la suite de l'accord qui s'est réalisé au sein de la Sous-Commission.

M. SUVICH (Italie) fait des réserves sur trois des points soulevés dans le rapport de M. Bandeira de Mello:

1° Avant que l'on s'engage dans un développement de l'œuvre, il estime qu'il conviendrait d'obtenir l'avis du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

2° Les crédits supplémentaires de 100.000 francs-or demandés pour cette année ne lui paraissent pas nécessaires.

3° Il lui est impossible d'appuyer la proposition faite en vue de la création d'un fonds de roulement, pour lequel les garanties mentionnées dans le rapport ne semblent pas suffisantes.

Une déclaration contenant ces réserves devra être insérée dans le rapport destiné à être envoyé à la quatrième Commission.

M. MENSENDORFF (Autriche), tout en regrettant le malentendu qui s'est produit au sujet de sa proposition relative au chômage, se déclare disposé à accepter le rapport.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) accepte le rapport avec un léger amendement.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) rend hommage à l'œuvre accomplie par M. Albert Thomas. Il constate avec satisfaction que l'on a supprimé du rapport la question générale du chômage.

Le Dr NANSSEN (Norvège), Haut Commissaire, regrette de ne pouvoir se rallier aux réserves du délégué de l'Italie. On constatera, en fin de compte, que le crédit supplémentaire demandé est une économie. Si l'on diminue la somme dont on pourra disposer, l'œuvre trainera en longueur; or, il sera impossible à la Société d'abandonner la tâche lorsqu'elle sera à moitié achevée. Il exprime au colonel Proctor ses sincères remerciements pour le remarquable travail qu'il a accompli.

Mlle VACARESCO (Roumanie) approuve les principes généraux du rapport, tout en faisant une réserve sur les visas de passeport. Le Gouvernement roumain sera disposé à prélever une somme de 10 francs pour chaque réfugié. Elle espère que la

national and international, between the municipalities, within the strict limits of national sovereignty, present from the point of view of the aims of the League of Nations;

“And to request the Council to authorise the Technical Organisations of the League to give favourable consideration, so far as they may find it practicable to do so, to requests for assistance or co-operation addressed to them by the various non-official international organisations which deal with municipal questions.”

M. VALDES-MENDEVILLE (Chile) withdrew his amendment. At a later date some State Member of the League could raise the question again.

*The resolution, as amended, was adopted.*

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was appointed Rapporteur to the Assembly.

*Report of the Advisory Committee on the Traffic in Opium.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, read a passage in his report which he had modified to take into account the discussion on the proposal of the Brazilian delegate during the eighth meeting of the Committee.

The delegates of Brazil, Cuba, Chile and Venezuela accepted this amendment, which was approved by the Committee.

*Report of the International Labour Office on the Work for the Refugees.*

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil), Rapporteur, in presenting his report, recalled that a Sub-Committee had been appointed to examine his original report to the Fifth Committee on this question. The report he now presented was the result of an agreement which had been reached in the Sub-Committee.

M. SUVICH (Italy) made a reservation with regard to three points raised in M. Bandeira de Mello's report. There were three points on which he disagreed with the report:

(1) Before undertaking an extension of the work, he thought that the opinion of the Governing Body of the International Labour Office should be secured;

(2) The extra credits of 100,000 gold francs asked for this year did not seem to him to be necessary;

(3) He could not support the proposal for the creation of a revolving fund, for which the guarantees mentioned in the report did not seem to be adequate.

A declaration embodying these reservations should be inserted in the report to be sent to the Fourth Committee.

M. MENSENDORFF (Austria), whilst regretting that his proposal in regard to unemployment had been misunderstood, was prepared to accept the report.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) accepted the report with a slight amendment.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) paid a tribute to the work which had been done by M. Albert Thomas. He noted with satisfaction that the general question of unemployment had been omitted from the report.

Dr. NANSSEN (Norway), High Commissioner, regretted to be unable to agree with the reservation made by the delegate for Italy. The extra credit asked for would, in the long run, prove an economy. If a smaller sum were made available the work would be protracted, and it would be impossible for the League to abandon the task when half completed. He expressed sincere thanks to Colonel Proctor for the excellent work which he had accomplished.

Mlle. VACARESCO (Roumania) approved the general principles of the report with a reservation concerning passport visas. The Roumanian Government would be prepared to exact a sum of ten francs from each refugee. She hoped that the 100,000

Commission de contrôle approuvera la demande de crédits de 100.000 francs et que le projet de fonds de roulement sera mené à bonne fin.

M. TARNOWSKI (Pologne) approuve le rapport. Sa délégation professe la plus haute admiration pour l'œuvre accomplie par le Service des réfugiés du Bureau international du Travail et pour celle du Dr Nansen. Son Gouvernement fera tout le possible pour coopérer à l'œuvre des réfugiés.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) désire savoir s'il serait possible au délégué de l'Italie de retirer au moins partiellement les réserves qu'il a présentées, en raison des explications qui ont été fournies.

M. SUVICH (Italie) répond qu'il est dans l'obligation de maintenir les réserves qu'il a précédemment exposées.

*Le rapport est adopté, ainsi que la résolution, amendée sous la forme suivante :*

« La cinquième Commission :

« 1. Ayant pris connaissance avec le plus vif intérêt du rapport présenté par le service des réfugiés du Bureau international du Travail sur l'œuvre accomplie en faveur des réfugiés au cours des sept premiers mois de 1925, rapport signalant la possibilité de développer d'une manière intensive le placement des réfugiés dans des occupations productives en différentes parties du monde :

« Désire exprimer sa profonde gratitude aux gouvernements qui ont bien voulu prêter à cette œuvre leur précieuse collaboration, soit sous forme de contributions financières, soit en prêtant assistance de leurs services techniques, soit encore en accordant des facilités de visas et de transports ;

« Exprime sa vive appréciation de l'œuvre accomplie en collaboration avec le Dr Nansen par le service des réfugiés du Bureau international du Travail et se rend compte de la nécessité urgente de trouver des emplois rémunérateurs pour les réfugiés arméniens vivant en Grèce ;

« 2. Prenant acte des propositions contenues dans le rapport en vue de la continuation et de l'extension du Service des réfugiés et, en particulier, de la déclaration un crédit supplémentaire de 100.000 francs suisses est nécessaire pour la création de deux nouvelles agences de ce Service, en Amérique du Sud, tout en reconnaissant que ce n'est qu'un service entièrement temporaire, recommande à l'Assemblée de comprendre, dans le budget du Bureau international du Travail de 1926, une somme de 303.000 francs suisses pour le Service des réfugiés ;

« 3. Considérant que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail n'a pas encore eu l'occasion d'examiner ces propositions, recommande que le rapport soit soumis le plus tôt possible au Conseil d'administration du Bureau international du Travail et autorise le Conseil de la Société des Nations à entrer, le cas échéant, en négociations avec le Conseil d'administration du Bureau international du Travail en vue de déterminer les mesures les mieux appropriées pour donner effet aux conclusions du rapport.

« 4. La Commission suggère que la solution la plus simple serait de compléter les méthodes actuellement employées pour réunir les fonds nécessaires aux transports envisagés, en obtenant de l'Assemblée une avance temporaire immédiate au compte d'un fonds de roulement qui resterait éventuellement fixé à 100.000 livres sterling, les sommes ainsi avancées devant être remboursées dans le plus bref délai possible par les moyens indiqués à la page 5 du présent rapport, nos 2 et 3 ;

« 5. La Commission invite le Conseil à examiner l'opportunité de réunir une Conférence intergouvernementale qui serait chargée d'étudier les propositions formulées dans le rapport en vue de la création et de l'administration d'un fonds de roulement d'au moins 100.000 livres sterling destiné à faciliter les migrations des réfugiés russes et arméniens et à améliorer le système actuel des certificats d'identité des réfugiés. »

francs asked for would be approved by the Supervisory Commission and that the scheme for a revolving fund would be carried through successfully.

M. TARNOWSKI (Poland) approved the report. His delegation had the greatest admiration for the work of the Refugees' Service of the International Labour Office and for that of Dr. Nansen. His Government would do everything possible to assist in the work for the refugees.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil) wished to know whether the delegate for Italy would withdraw any part of the reservations he had made, in view of the explanations that had been offered.

M. SUVICH (Italy) replied that he must maintain the reservations he had previously made.

*The report and resolution, as amended, were adopted, the resolution being as follows :*

« The Fifth Committee :

« 1. Having read with great interest the report of the Refugee Service of the International Labour Office on the work accomplished for the refugees during the first seven months of 1925, indicating the possibility of developing on an extensive scale the placing of refugee workers in employment in various parts of the world :

« Wishes to record its deep gratitude to the Governments which have afforded their valuable co-operation in this connection by means of financial contributions, the collaboration of their technical services or by visa and transport facilities ;

« Expresses its great appreciation of the work accomplished by the Refugees Service of the International Labour Office in co-operation with Dr. Nansen, and notes the urgent necessity of finding employment for Armenian refugees living in Greece.

« 2. Taking note of the proposals in the report for the continuation and extension of the Refugee Service and, in particular, of the statement that an additional sum of 100,000 Swiss francs is required for the establishment for two additional agencies of that Service in South America, while recognising that it is an entirely temporary service, recommends the Assembly to include in the budget of the International Labour Office for 1926 the sum of 303,000 Swiss francs for the Refugee Service.

« 3. In view of the fact that the Governing Body of the International Labour Office has not yet had an opportunity of examining these proposals, recommends that the report should be submitted as soon as possible to the Governing Body for its consideration, and authorises the Council to enter into negotiations with the Governing Body if necessary for determining the measures by which effect can best be given to the report.

« 4. The Committee suggests that the simplest solution would be to supplement the existing methods of financing the schemes of transport by obtaining from the Assembly an immediate temporary advance on account of a revolving fund which should eventually stand at £100,000 sterling; any sum so advanced should be reimbursed at the earliest possible moment from the sources indicated on page 5 of this report, Nos. 2 and 3.

« 5. The Committee invites the Council to consider the advisability of convening an Inter-Governmental Conference for the purpose of examining the suggestions put forward in the report for the creation and administration of a revolving fund of not less than £100,000 sterling, to assist the migration of Russian and Armenian refugees and of effecting an improvement in the present system of Refugee identity certificates. »

## V. DIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu hier jeudi, 24 septembre 1925, à 15 heures, sa dixième séance sous la présidence de M. GARAY (Panama).

### *Examen du rapport de la Sous-Commission de l'emprunt arménien.*

Sur la proposition de M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur de la Sous-Commission, la Commission décide de tenir d'abord une séance privée.

(La séance publique est ouverte à 16 h. 30.)

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur de la Sous-Commission, constate que si, l'année dernière, il avait paru impossible de mettre en exécution le projet soumis à l'Assemblée au sujet des réfugiés arméniens, la situation est aujourd'hui meilleure, et le projet actuel a beaucoup de chances de réussir.

La grosse difficulté est la question financière: il faut 900.000 livres pour réaliser le projet. Le rapporteur énumère alors les garanties que l'on peut offrir pour un emprunt. Il rappelle les engagements pris par la Société vis-à-vis de l'Arménie, et soumet à la Commission le projet de résolution suivant:

« La sixième Assemblée,

« Vu la résolution adoptée par la cinquième Assemblée dans sa séance du 25 septembre 1924, « invitant le Bureau international du Travail, en collaboration avec le Dr Nansen, à procéder à une enquête qui aura pour but d'étudier la possibilité d'établir un grand nombre de réfugiés arméniens au Caucase ou ailleurs »;

« Vu le rapport d'enquête du Dr Fridtjof Nansen et ceux des experts qui se sont rendus avec lui en Arménie;

« Vu que ces rapports concluent unanimement à la possibilité d'effectuer des travaux d'irrigation qui permettraient d'installer en Arménie, dans de bonnes conditions, au moins 15.000 réfugiés arméniens se trouvant en Grèce et à Constantinople, ainsi que 10.000 réfugiés déjà rapatriés, pourvu que l'on puisse disposer d'une somme de 9.000.000 de roubles-or (900.000 livres sterling) environ, destinée à l'exécution des travaux nécessaires;

« Désireuse de saisir toute possibilité pratique de donner suite aux résolutions si souvent renouvelées par les Assemblées précédentes et relatives au retour des réfugiés arméniens au foyer:

« Invite le Conseil à désigner dès maintenant des commissaires, dont le nombre ne dépasserait pas cinq, auxquels il donnerait le mandat suivant:

« a) S'assurer définitivement de la possibilité technique de mener à bien l'entreprise proposée;

« b) Poursuivre tous les échanges de vues utiles avec les organes de la Société des Nations, le Gouvernement de la République arménienne et les autres gouvernements, les associations et les particuliers dont l'intervention leur paraîtrait utile à la réalisation du projet;

« c) S'ils arrivent à une conclusion favorable, proposer au Conseil la constitution d'un organisme autonome (body of trustees) auquel ces statuts donneraient notamment les pouvoirs suivants:

« 1<sup>o</sup> Conclure avec toutes les autorités publiques et privées tous les contrats nécessaires pour exécuter le plan d'établissement des réfugiés, accepter au besoin une concession que le Gouvernement arménien lui ferait des terrains à irriguer;

« 2<sup>o</sup> Négocier au besoin l'émission d'un emprunt, rester dans ce cas dépositaires des fonds et en effectuer le service financier.

« L'Assemblée invite le Conseil à placer à la disposition des commissaires la somme nécessaire, en 1925, pour la mise à exécution de la résolution ci-dessus, somme qu'il prélèverait sur le poste du budget relatif aux dépenses imprévues.

« Elle décide d'inscrire pour le même objet un poste de 50.000 francs au budget de 1926. »

M. DENDRAMIS (Grèce) espère que le rapatriement des réfugiés arméniens se fera à brève échéance avec le concours du Dr Nansen.

## V. TENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its tenth meeting yesterday (Thursday, September 24th), at 3 p.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

### *Examination of the Report of the Sub-Committee on the Armenian Loan.*

The Committee decided, on the proposal of M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur of the Sub-Committee, to hold a private meeting.

(The public meeting was resumed at 4.30 p.m.)

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur of the Sub-Committee, said that last year it had seemed impossible to put into execution the scheme submitted to the Assembly for dealing with the Armenian refugees. The situation was now more favourable, and the present scheme had considerable chance of success.

The great difficulty was the financial question. £900,000 would be necessary in order to carry out the scheme. After enumerating the guarantees which might be offered for a loan, he referred to the engagements entered into by the League towards Armenia, and submitted to the Committee the following draft resolution:

“ The Sixth Assembly,

“ In view of the resolution adopted by the Fifth Assembly at its meeting on September 25th, 1924, inviting the International Labour Office, in collaboration with Dr. Nansen, to institute an enquiry with a view to studying the possibility of settling a substantial number of Armenian refugees in the Caucasus and elsewhere’;

“ In view of the reports by Dr. Fridtjof Nansen and by the experts who were sent with him to Armenia;

“ In view of the fact that these reports are unanimous as to the possibility of carrying out irrigation works which would allow of the settlement in Armenia under good conditions of at least 15,000 Armenian refugees, now in Greece and Constantinople, as also of 10,000 refugees already repatriated, on condition that the sum of 9,000,000 gold roubles (900,000 pounds sterling) is forthcoming for the execution of the necessary work;

“ Desirous of availing itself of every practical opportunity of giving effect to the resolution so often renewed by former Assemblies regarding the return of Armenian refugees to a national home:

“ Invites the Council to appoint at once Commissioners, not more than five in number, whom it would empower:

“ (a) To ascertain finally the technical possibility of the proposed undertaking;

“ (b) To exchange such views as may be necessary with the organs of the League of Nations, the Government of the Armenian Republic, and the other Governments, the associations and private individuals whose help would appear useful for the realisation of the scheme;

“ (c) If their findings are favourable, to propose to the Council the constitution of a body of trustees to whom its statutes would give especially the following powers:

“ (1) To conclude with all authorities public and private all necessary contracts for the execution of the plan for settling the refugees; to accept if necessary from the Armenian Government a concession of the areas to be irrigated;

“ (2) To negotiate, if necessary, the issue of a loan; and, in that case, to act as trustees of the funds and to assure the financial arrangements.

“ The Assembly invites the Council to place at the disposal of the Commissioners the sum required in 1925 for the execution of the above resolution, this sum to be entered in the budget under unforeseen expenditure;

“ It decides to enter an item of 50,000 francs in the 1926 budget for the same purpose.”

M. DENDRAMIS (Greece) hoped that the repatriation of the Armenian refugees would soon be achieved with Dr. Nansen's assistance.

Le Dr NANSSEN (Norvège) recommande l'adoption de la résolution qui permettra de négocier avec les autorités intéressées sans engager la responsabilité de la Société des Nations. L'adoption de cette résolution sera un premier pas fait par la Société pour donner aux réfugiés arméniens un foyer national.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) estime que le projet de résolution présente, outre un aspect humanitaire, un aspect politique sur lequel la cinquième Commission n'a pas compétence pour se prononcer. Toutefois, vu l'état avancé des travaux, il ne présente pas de proposition à cet effet.

*Le projet de résolution, amendé par le rapporteur, est adopté.*

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) est désigné comme rapporteur à l'Assemblée.

#### *Coopération municipale internationale.*

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovénes), rapporteur, présente le texte de son rapport, amendé à la suite de la discussion de la dernière séance.

*Le rapport est adopté* avec certains amendements proposés au cours d'une discussion à laquelle prennent part les représentants de Cuba, de l'Empire Britannique, de la Norvège et de la Suède.

#### *Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.*

Le rapport de M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) est adopté avec un amendement proposé par le DÉLÉGUÉ DE LA FRANCE, d'accord avec le RAPPORTEUR.

### VI. SIXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

Lors de sa sixième séance, tenue hier jeudi après-midi, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador), la sixième Commission a discuté le rapport et le projet de Protocole sur la question de l'esclavage, présentés par sa sous-commission.

Après des exposés du comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), vice-président de la Sous-Commission, et du Vicomte CECIL (Empire Britannique), rapporteur, la Commission a examiné le projet de protocole article par article.

A la suite d'une longue discussion, à laquelle ont pris part MM. FREIRE D'ANDRADE (Portugal), L. PALACIOS (Espagne), Dr NANSSEN (Norvège), lord WILLINGDON (Inde), MM. GRAY (Nouvelle-Zélande), RIDDELL (Canada), DORET (Haïti), SMIT (Union de l'Afrique du Sud), Général DRAKE-BROCKMAN (Australie), LOUWERS (Belgique) et le RAPPORTEUR, la Commission a approuvé, sous réserve de certains amendements, les articles 1 à 6 du projet de Protocole et les passages correspondants du rapport.

### VII. CORRECTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

#### FINLANDE.

Par suite du départ de S. E. M. Karl Gustaf IDMAN, la composition de la délégation finlandaise a été modifiée de la manière suivante:

*Délégués:* S. E. M. Carl Johan Alexis ENCKELL; S. E. M. Rafael Waldemar ERICH; S. E. M. Eino Rudolf Woldemar HOLSTI.

*Délégués adjoints:* M. Jaakko William KETO; M. VALVANNE.

#### GRÈCE.

Par suite du départ de S. E. M. RENTIS, M. Alexandre CARAPANOS est maintenant à la tête de la délégation hellénique.

#### NORVÈGE.

Par suite de l'absence de S. E. M. MOWINCKEL, le Dr NANSSEN devient le chef de la délégation norvégienne et M. MICHELET, délégué adjoint, devient délégué.

Dr. NANSSEN (Norway) recommended the adoption of the resolution, which would allow of negotiations with the interested authorities without incurring the responsibility of the League of Nations. The adoption of this resolution would be a first step made by the League towards giving the Armenians a national home.

M. FRANÇOIS (Netherlands) considered that the draft resolution presented, besides an humanitarian aspect, a political aspect on which the Fifth Committee was not competent to give an opinion. However, as the work was so advanced, he would make no proposal to that effect.

*The draft resolution, amended by the Rapporteur, was adopted.*

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) was appointed Rapporteur to the Assembly.

#### *International Municipal Co-operation.*

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, submitted the text of his report, amended as the result of the discussion during the previous meeting.

The report was adopted, with certain amendments proposed during a discussion in which the representatives of CUBA, BRITISH EMPIRE, NORWAY and SWEDEN took part.

#### *Work of the Advisory Committee on the Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.*

The report of M. VEVERKA (Czechoslovakia) was adopted, with an amendment proposed by the DELEGATE OF FRANCE and accepted by the RAPPORTEUR.

### VI. SIXTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee, at its meeting yesterday (Thursday) afternoon under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador), discussed the report and Draft Protocol on the Question of Slavery submitted by its Sub-Committee.

The Committee, after statements by the Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), Vice-Chairman of the Sub-Committee, and Viscount CECIL, (British Empire) Rapporteur, examined the Draft Protocol, article by article.

After a long discussion, in which the following members took part: M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. L. PALACIOS (Spain), Dr. NANSSEN (Norway), Lord WILLINGDON (India), Mr. GRAY (New Zealand), Dr. RIDDELL (Canada), M. DORET (Haiti), Mr. SMIT (South Africa), General DRAKE-BROCKMAN (Australia), M. LOUWERS (Belgium) and the RAPPORTEUR, the Committee approved Articles 1 to 6 of the Protocol and the corresponding parts of the report, subject to certain amendments.

### VII. CORRECTIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS.

#### FINLAND.

Owing to the departure of His Exc. M. Karl Gustaf IDMAN, the composition of the Finnish Delegation is now as follows:

*Delegates:* His Exc. M. Carl Johan Alexis ENCKELL; His Exc. M. Rafael Waldemar ERICH; His Exc. M. Eino Rudolf Woldemar HOLSTI.

*Substitutes:* M. Jaakko William KETO; M. VALVANNE.

#### GREECE.

Owing to the departure of His Exc. M. RENTIS, M. Alexandre CARAPANOS is now at the head of the Hellenic Delegation.

#### NORWAY.

Owing to the absence of His Exc. M. MOWINCKEL, Dr. NANSSEN becomes head of the Delegation of Norway, and M. MICHELET, hitherto Assistant Delegate, becomes Delegate.

VIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE LE 24 SEPTEMBRE 1925

Compte rendu provisoire: quinzième séance.  
Compte rendu définitif: onzième séance.  
Ordre du jour de l'Assemblée N° 11.

- A. 95 Protocole relatif à un amendement à l'article 16 (deuxième alinéa du texte original) du Pacte. Adopté par la sixième Assemblée, le 21 septembre 1925.
- A. 99 Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport de la troisième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 108 Réduction des armements: Rapport de la troisième Commission à la sixième Assemblée. Renseignements généraux et statistiques sur les armements terrestres, navals et aériens.
- A. 109 Réduction des armements: Rapport de la troisième Commission à la sixième Assemblée. Fabrication des armes, munitions et matériels de guerre.
- A. 110 Union internationale de secours: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 111 Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la cinquième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 112 Conférence économique générale: Rapport de la deuxième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 113 Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Projet de résolution présenté par la délégation de l'Espagne.
- A. 115 Le règlement pacifique des différends internationaux: Rapport présenté par la première Commission à la sixième Assemblée.

**PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES**

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux îles d'Aland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie, des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Fr. suisses 2.— en noir, et Fr. suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats 8 × 8 ou 8½ × 10.

Pour toute commande ou tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, *Service photographique*, de la Société des Nations.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 24th, 1925.

Provisional Verbatim Record: Fifteenth Meeting.  
Definitive Verbatim Record: Eleventh Meeting.  
Assembly Agenda No. 11.

- A. 95 Protocol of an Amendment to Article 16 (Second Paragraph of the Original Text) of the Covenant: Adopted by the Sixth Assembly on September 21st, 1925.
- A. 99 Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report of the Third Committee to the Sixth Assembly.
- A. 108 Reduction of Armaments: Report of the Third Committee to the Sixth Assembly: Year-Book of General and Statistical Information on Military, Naval and Air Armaments.
- A. 109 Reduction of Armaments: Report of the Third Committee to the Sixth Assembly: Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War
- A. 110 International Relief Union: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 111 Protection of Women and Children in the Near East: Report of the Fifth Committee to the Sixth Assembly.
- A. 112 General Economic Conference: Report of the Second Committee to the Sixth Assembly.
- A. 113 Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Draft Resolution submitted by the Spanish Delegation.
- A. 115 Pacific Settlement of International Disputes: Report presented by the First Committee to the Sixth Assembly.

**LANTERN SLIDES FOR LECTURES**

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection—of about 200 slides—includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Aaland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides (8 × 8 or 8½ × 10 centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographic Department*, of the League of Nations, Geneva.

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 18. — SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1925.

No. 18. — SATURDAY, SEPTEMBER 26th, 1925.

## COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

## AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 21 septembre 1925 par la sixième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	237
II. Seizième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	238
III. Dix-septième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	245
IV. Onzième séance de la cinquième Commission . . . . .	252
V. Septième séance de la sixième Commission . . . . .	252
VI. Protocole relatif aux clauses d'arbitrage: Communication de la Délégation polonaise . . . . .	254
VII. Acceptation par la Belgique de la disposition facultative reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale . . . . .	254
VIII. Liste des documents distribués aux Membres de l'Assemblée le 25 septembre 1925. . . . .	255

### I. PROGRAMME DES SÉANCES

#### *Séances plénières de l'Assemblée.*

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui (samedi, 26 septembre), à la Salle de la Réformation.  
La séance du matin aura lieu à 9 h. 30.

## COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

## AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the Amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 21st, 1925, by the Sixth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

### CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	237
II. Sixteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	238
III. Seventeenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	245
IV. Eleventh Meeting of the Fifth Committee . . . . .	252
V. Seventh Meeting of the Sixth Committee . . . . .	252
VI. Protocol on Arbitration Clauses: Communication from the Delegation of Poland . . . . .	254
VII. Acceptance by Belgium of the Optional Provision recognising the Compulsory Jurisdiction of the Permanent Court of International Justice . . . . .	254
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly on September 25th, 1925 . . . . .	255

### I. PROGRAMME OF MEETINGS.

#### *Plenary Meetings of the Assembly.*

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Saturday, September 26th), at the Salle de la Réformation.  
The morning meeting will take place at 9.30 a.m.

*Ordre du jour :*

1. *Répartition des dépenses.*  
Rapport de la quatrième Commission: Document A.125.1925. Rapporteur: M. ENCKELL (Finlande).
2. *Questions financières: Budget de 1926.*  
Rapport de la quatrième Commission: Document A.4 (2). 1925. Rapporteur: M. CAVAZZONI (Italie).
3. *Contributions arriérées.*  
Rapport de la quatrième Commission: Document A.131.1925. Rapporteur: M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil).
4. a) *Travaux de la Commission consultative de l'opium.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.123.1925. Rapporteur: M. VEVERKA (Tchécoslovaquie);  
b) *Travaux de la Commission d'enquête envoyée dans certains pays producteurs d'opium.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.127.1925. Rapporteur: M. VEVERKA (Tchécoslovaquie).
5. *Réfugiés arméniens.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.126.1925. Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE (Belgique).
6. *Mesures d'assistance en faveur des réfugiés.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.128. Rapporteur: M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil).
7. *Esclavage.*  
Rapport de la cinquième Commission: Document A.130.1925. Rapporteur: vicomte CECIL (Empire britannique).

La séance de l'après-midi aura lieu à 15 heures.

*Ordre du jour :*

1. *Election des six membres non permanents du Conseil.*
2. *Discours de clôture.*

*Conseil.*

Le Conseil se réunira aujourd'hui (samedi, 26 septembre), à 17 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

**II. SEIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE**

*tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi 25 septembre 1925, à 10 heures.*

*Arbitrage, sécurité, réduction des armements.*

Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée est saisie des rapports et résolutions ci-après:

- 1<sup>o</sup> Rapport de la première Commission;
- 2<sup>o</sup> Rapport de la troisième Commission;
- 3<sup>o</sup> Résolution présentée en commun par les première et troisième Commissions.

M. SCIALOJA (Italie), président de la première Commission, et M. ROLIN (Belgique), rapporteur, prennent place à la tribune, ainsi que M. NINTCHITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), président de la troisième Commission, et M. BENES (Tchécoslovaquie), rapporteur.

M. ROLIN (Belgique), déclare que la première Commission soumet au vote de l'Assemblée les trois résolutions suivantes:

- « L'Assemblée,
- « Prenant acte des déclarations produites devant le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations au sujet du Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux et du fait que ledit Protocole n'a pas recueilli jusqu'à présent les ratifications nécessaires pour recevoir une application immédiate;
- « Convaincue que le besoin actuel le plus pressant est le rétablissement de la confiance mutuelle entre les nations;

*Agenda:*

1. *Allocation of Expenses.*  
Report of the Fourth Committee: Document A.125.1925. Rapporteur: M. ENCKELL (Finland).
2. *Financial Questions: Budget for 1926.*  
Report of the Fourth Committee: Document A.4 (2). 1925. Rapporteur: M. CAVAZZONI (Italy).
3. *Contributions in Arrears.*  
Report of the Fourth Committee: Document A.131.1925. Rapporteur: M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil).
4. (a) *Work of the Advisory Committee on Opium.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.123.1925. Rapporteur: M. VEVERKA (Czechoslovakia).  
(b) *Work of the Committee of Enquiry in Certain Opium-Producing Countries.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.127.1925. Rapporteur: M. VEVERKA (Czechoslovakia).
5. *Armenian Refugees.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.126.1925. Rapporteur: M. DE BROUCKERE (Belgium).
6. *Measures for the Relief of Refugees.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.128.1925. Rapporteur: M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil).
7. *Slavery.*  
Report of the Fifth Committee: Document A.130.1925. Rapporteur: Viscount CECIL (British Empire).

The afternoon meeting will take place at 3 p.m.

*Agenda:*

1. *Election of the Six Non-permanent Members of the Council.*
2. *Closing Speech.*

*The Council.*

The Council will meet to-day (Saturday, September 26th), at 5.30 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room C).

**II. SIXTEENTH PLENARY MEETING.**

*Held at the Salle de la Réformation on Friday, September 25th, 1925, at 10 a.m.*

*Arbitration, Security and Reduction of Armaments.*

The PRESIDENT said that the following reports and resolutions were before the Assembly:

1. Report of the First Committee;
2. Report of the Third Committee;
3. Resolution proposed by the First and Third Committees.

M. SCIALOJA (Italy), Chairman of the First Committee, and M. ROLIN (Belgium), Rapporteur of the First Committee, came to the platform, together with M. NINTCHITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Chairman of the Third Committee, and M. BENES (Czechoslovakia), Rapporteur of the Third Committee.

M. ROLIN (Belgium) said that the First Committee submitted for the approval of the Assembly the three following resolutions:

- “ The Assembly,
- “ Taking note of the declarations submitted to the Council and the Assembly of the League of Nations in respect of the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes and of the fact that the said Protocol has not up to the present received the ratifications necessary for putting it into operation immediately;
- “ Convinced that the most urgent need of the present time is the re-establishment of mutual confidence between nations;



« Proclamant à nouveau que la guerre d'agression doit constituer un crime international :

« Voit avec faveur l'effort fait par certaines nations pour atteindre ces buts par la conclusion de conventions d'arbitrage et de traités de sécurité mutuelle, conçus dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations et en harmonie avec les principes du Protocole (arbitrage, sécurité, désarmement) ;

« Constate que de tels accords ne doivent pas nécessairement être limités à une région restreinte, mais peuvent s'appliquer au monde entier ;

« Exprime le désir que, après le dépôt de ces conventions et traités à la Société des Nations, le Conseil les étudie afin de faire un rapport à la septième Assemblée sur les progrès que ces Pactes auront fait faire à la sécurité générale ;

« S'engage à nouveau à travailler à l'établissement de la paix par la sûre méthode de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement ; . . . . . »

« L'Assemblée,

« Vu l'importance qu'il y a d'étudier à fond tout ce qui a été exposé devant elle et le Conseil ayant traité au règlement pacifique des différends internationaux ;

« Persuadée que cette étude contribuera au développement d'un système de solution pacifique des conflits internationaux ;

« Prie le Conseil de soumettre à un examen approfondi les propositions, déclarations et suggestions faites devant l'Assemblée et le Conseil, en vue du règlement pacifique des litiges internationaux et de faire rapport à la septième Assemblée sur le progrès réalisable dans cette matière. »

« La sixième Assemblée,

« Réserve la question de savoir s'il est opportun d'insérer, dans une convention générale nouvelle, les dispositions relatives à l'arbitrage obligatoire contenues dans le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux ;

« Rappelant les garanties prévues dans le Pacte de la Société des Nations :

« Attire l'attention des Etats membres de la Société des Nations sur l'avantage que pourrait présenter pour leur sécurité la conclusion des conventions particulières d'arbitrage ou de règlement judiciaire. »

Le délégué de la Belgique désire commenter brièvement ces résolutions pour en faire ressortir la tendance générale.

Les discours qui ont été prononcés dans les commissions de l'Assemblée n'ont pas tous été des éloges funèbres ; ils ressemblaient bien plutôt à une objurgation de résurrection, au cri de : « Lazare, Lazare, lève-toi ! ».

Le principal fait qui résulte même des discours contenant des réserves et critiques à l'adresse du Protocole, est que le problème avait été, l'an dernier, correctement posé. Il avait été convenu, l'an passé, qu'il n'y avait pas de désarmement possible sans sécurité, pas de sécurité possible sans arbitrage, et que, dans tous les cas, la guerre d'agression devait être exclue comme mode de règlement des différends.

Les résolutions actuellement proposées marquent la fidélité de l'Assemblée à ces principes.

La première résolution souligne l'importance de deux méthodes : d'abord la conclusion de conventions d'arbitrage, puis la négociation de pactes de sécurité.

En ce qui concerne les conventions d'arbitrage, le Pacte de la Société, dans son article 13, traçait une distinction entre les différends susceptibles de solution arbitrale ou judiciaire et ceux qui ne l'étaient pas. L'énumération, dans cet article, des catégories de différends susceptibles de solution arbitrale, était faite avec une double réserve. La liste n'était présentée que comme constituant une énumération des différends généralement susceptibles de solution arbitrale ou judiciaire, et le Pacte laisserait à chaque Etat la liberté d'apprécier si un différend donné rentrait dans cette catégorie. Or, dans un grand nombre de conventions d'arbitrage conclues entre les Membres de la Société, ceux-ci ont non seulement renoncé à cette faculté d'appréciation, mais ont supprimé en pratique les distinctions inscrites dans le Pacte et ont considéré la totalité des différends

« Declaring afresh that a war of aggression should be regarded as an international crime :

« Regards favourably the effort made by certain nations to attain those objects by concluding arbitration conventions and treaties of mutual security conceived in the spirit of the Covenant of the League of Nations and in harmony with the principles of the Protocol (arbitration, security, disarmament) ;

« Records the fact that such agreements need not be restricted to a limited area but may be applied to the whole world ;

« Recommends that, after these conventions and treaties have been deposited with the League of Nations, the Council should examine them in order to report to the Seventh Assembly on the progress in general security brought about by such agreements ;

« Undertakes again to work for the establishment of peace by the sure method of arbitration, security and disarmament . . . . . »

« The Assembly,

« In view of the importance of making a thorough study of the views which have been expressed in the Assembly and the Council on the subject of pacific settlement of international disputes ;

« Convinced that such study will contribute to the development of a system of pacific settlement of international disputes ;

« Requests the Council to submit to careful examination the proposals, declarations and suggestions made at the Assembly and the Council with a view to pacific settlement of international disputes, and to report to the Seventh Assembly upon the progress which can be made in this matter. »

« The Sixth Assembly,

« Reserving the question whether it is at present desirable to embody in a new general Convention the provisions concerning compulsory arbitration contained in the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes ;

« Recalling the guarantees provided in the Covenant of the League of Nations :

« Calls the attention of States Members of the League to the desirability, from the point of view of their security, of concluding particular conventions for arbitration or for the judicial settlement of disputes. »

He would like to make a few comments in order to show the general tendency of the above resolutions.

The discussions which had taken place in the Committees of the Assembly were not in the nature of funeral speeches but rather were a summons to resurrection, like the voice which cried : « Lazarus, come forth ! ».

The principal fact emerging from the speeches in which reservations or criticisms had been made concerning the Protocol was that last year the problem had been correctly stated. It had then been decided that there could be no disarmament without security and no security without arbitration, and that in all cases a war of aggression as a means for the settlement of disputes must be excluded.

The resolutions now submitted were faithful to these principles.

The first resolution emphasised the importance of two methods. One was the conclusion of arbitration agreements, and the other was the negotiation of pacts of security.

In regard to arbitration agreements, the Covenant of the League, in Article 13, drew a distinction between disputes suitable for submission to arbitration and those which were not suitable. The enumeration in this article of disputes suitable for arbitration was made with a twofold reservation. The list was presented merely as an enumeration of disputes which were generally suitable for arbitration, and the Covenant left it open for each individual State in a given case to decide whether a given dispute fell within this category. A large number of arbitration agreements had been concluded in which Members of the League of Nations not only renounced this freedom of judgment but in practice suppressed the distinction drawn in the Covenant and treated all disputes as suitable for submission to an arbitral or judicial procedure. This

comme susceptibles de solution arbitrale ou judiciaire. Il y a là un progrès considérable qui suffit à marquer combien, en quelques années, la Société des Nations a fait réaliser de progrès dans les idées et dans la pratique des gouvernements.

On a appelé les pactes de sécurité des ententes régionales. Or, ils sont entièrement différents des ententes régionales, auxquelles, les années précédentes, l'Assemblée avait accordé sa sympathie. Les pactes de sécurité actuellement envisagés sont précisément des conventions d'arbitrage générales, doublées d'une garantie, et sont ainsi d'un type entièrement nouveau. Ce double fait peut, en un petit nombre d'années, modifier profondément la situation politique de l'Europe, et il était juste que la Commission montrât combien il était désirable que l'usage de pareils traités s'étendît et se généralisât dans le monde. C'est pourquoi la première Commission propose de demander au Conseil d'en suivre le développement et de présenter à la prochaine Assemblée un rapport sur les modifications qu'ils auront pu apporter à la situation de l'Europe.

Les deuxième et troisième résolutions traitent également de l'arbitrage. La délégation suédoise avait proposé d'inviter le Conseil à soumettre à un nouvel examen les clauses du Protocole relatives à l'arbitrage. La première Commission a estimé qu'elle ne pouvait pas recommander l'adoption de cette proposition, mais elle en a retenu l'essentiel. Le point principal de la proposition suédoise, à savoir l'étude de l'arbitrage en soi, à la lumière des conventions qui se concluent actuellement dans le monde, se retrouvent, en effet, dans la proposition adoptée par la première Commission sur l'initiative de la délégation japonaise. La résolution couvre non seulement l'arbitrage, mais aussi la conciliation, et le Conseil est invité à considérer le problème du règlement pacifique des différends internationaux dans son ensemble et à en faire l'objet d'une étude d'ici à la prochaine Assemblée. La troisième résolution est due à l'initiative de la délégation belge et traite des conventions d'arbitrage. Elle a pour but de rappeler aux Membres de la Société qu'une convention d'arbitrage obligatoire est tout au moins couverte de plein droit par les garanties générales du Pacte de la Société. Le Pacte garantit, par son article 13, que le Conseil aura l'obligation, faute d'exécution de la sentence, de proposer les mesures qui doivent en assurer l'effet. Il garantit également l'intervention de la Société dans le cas où un Etat recourrait à la guerre contre un autre Membre de la Société se conformant à une sentence arbitrale. Il en résulte qu'il suffit que des Membres de la Société parviennent, par voie de convention, à obtenir une sentence arbitrale ou judiciaire dans tous les cas, quels qu'ils soient, de différend, pour s'assurer le minimum de garanties qui leur est donné par le Pacte. Si ces résolutions sont adoptées et appliquées, le réseau des traités d'arbitrage et de sécurité se sera étendu et la Société aura, cette année encore, bien mérité de l'humanité.

M. BENES (Tchécoslovaquie), rapporteur de la troisième Commission, déclare que, en comparaison avec les années précédentes, la troisième Commission présente, cette fois-ci, une œuvre assez modeste.

D'après la proposition espagnole, présentée le 12 septembre à la présente Assemblée, celle-ci devait inviter le Conseil à préparer l'organisation d'une conférence en vue de la réduction des armements, dès qu'il estimerait que, du point de vue de la sécurité générale, des conditions satisfaisantes ont été réalisées, comme il est prévu dans la résolution XIV de la troisième Assemblée.

Le projet de résolution présenté par la délégation néerlandaise le 11 septembre, et l'amendement déposé le 14 septembre par la délégation hongroise, peuvent tous deux être considérés comme des amendements au dernier alinéa de la résolution espagnole. L'idée de ces amendements est que l'Assemblée devrait inviter le Conseil à étudier dès à présent, sans délai, le plan de la réduction ou de la limitation générale des armements et à préparer en même temps l'organisation d'une conférence à cet effet.

Après avoir examiné ces diverses propositions, la troisième Commission a décidé de proposer de remplacer le dernier alinéa de la proposition espagnole par le texte suivant :

« L'Assemblée, .....  
et, s'inspirant de l'article 8 du Pacte, invite le Conseil à procéder à des études préparatoires pour l'organisation d'une Conférence en vue de la réduction et de la limitation des armements, afin que, lorsque, du point de vue de la

marked a considerable step forward, which showed that in a few years the League of Nations had made appreciable progress in the minds and in the practice of the Governments.

Pacts of security were described as regional agreements. They were, however, entirely different from the regional agreements which had in previous years been advocated by the Assembly. The pacts of security at present contemplated were general arbitration agreements with the addition of a guarantee, and they were thus of a type which was entirely unprecedented. They would within a few years profoundly modify the political position in Europe, and it was only right for the Committee to emphasise that it was desirable for the conclusion of such treaties to be extended and generalised throughout the world. The First Committee accordingly proposed that the Council should follow the development of these treaties and submit to the next Assembly a report on the changes which they effected in the European situation.

The second and third resolutions dealt with the question of arbitration. The Swedish delegation had brought forward a proposal that the Council should again examine the clauses of the Protocol relating to arbitration. The First Committee had not felt it possible to recommend the adoption of this proposal but had retained its essential feature. The main point of the Swedish proposal was that arbitration should in itself be studied by the light of the agreements which were at present in process of conclusion, and this point was embodied in the proposal adopted by the First Committee on the initiative of the Japanese delegation. The resolution covered not only arbitration but conciliation, and the Council was asked to consider the problem of the pacific settlement of international disputes as a whole and to present the results of its examination to the next Assembly.

The third resolution was due to the initiative of the Belgian delegation and dealt with arbitration agreements. Its object was to remind the Members of the League that compulsory arbitration was covered by the general guarantees of the Covenant of the League. The Covenant, in Article 13, guaranteed that, in the event of any failure to comply with an arbitral award, it would be the duty of the Council to propose what steps should be taken to give effect to it. It also guaranteed that the League would intervene in the event of any State resorting to war against another Member of the League which complied with an award. It accordingly sufficed for Members of the League by means of an agreement to obtain an arbitral or judicial award in the event of a dispute in order to obtain the minimum guarantee provided by the Covenant.

These resolutions, if adopted and applied, would lead to an extension of the system of treaties of arbitration and security, and the League would thereby once again deserve well of humanity.

M. BENES (Czechoslovakia), Rapporteur for the Third Committee, said that that Committee, in comparison with previous years, was submitting a modest contribution to the problem.

According to the Spanish proposal submitted to the present Assembly on September 12th, the Assembly was asked to invite the Council to prepare for the organisation of a conference with a view to the reduction of armaments as soon as, in its opinion, satisfactory conditions had been reached from the point of view of general security as provided for in Resolution XIV of the Third Assembly.

The draft resolution submitted by the Netherlands delegation on September 11th and the amendment moved on September 14th by the Hungarian delegation might both be regarded as amendments to the Spanish resolution. The sense of these amendments was that the Assembly should ask the Council to examine, immediately and without delay, a scheme for the reduction and general limitation of armaments and to prepare at the same time for the organisation of a conference to these ends.

The Third Committee, after considering these various suggestions, had agreed upon the following text as a substitute for the last paragraph of the Spanish resolution :

“ And, in conformity with the spirit of Article 8 of the Covenant, requests the Council to make a preparatory study with a view to a conference for the reduction and limitation of armaments in order that, as soon as satisfactory conditions have been assured from the point of

sécurité générale, des conditions satisfaisantes auront été assurées comme il est prévu dans la résolution XIV de la troisième Assemblée, ladite Conférence soit convoquée et que la réduction et la limitation générale des armements puissent être réalisées. »

Ce texte donne des précisions quant au champ d'activité du Conseil en matière de réduction et de limitation des armements, modifie la proposition espagnole quant au moment où l'activité du Conseil en cette matière devrait se développer, et déclare que c'est au Conseil d'arrêter le programme de cette activité.

La troisième Commission propose d'adopter encore un autre texte. Elle a examiné la résolution de la cinquième Assemblée relative à l'organisme chargé du travail en question, ainsi que la résolution prise par le Conseil, le 3 octobre 1924, organisant la Commission de coordination destinée à remplacer l'ancienne Commission temporaire mixte.

La proposition de la troisième Commission est la suivante :

« L'Assemblée,  
« Prend acte de la résolution du Conseil en date du 3 octobre 1924 organisant la Commission de coordination.  
« Et attire l'attention du Conseil sur les suggestions faites au cours des travaux de la troisième Commission et contenues dans le rapport présenté à l'Assemblée quant au nom et à la composition de cette Commission, ainsi que sur la nécessité d'établir son règlement. »

Sans doute, les résultats des travaux de la troisième Commission pendant la session actuelle sont moins imposants que l'œuvre accomplie les années précédentes. Cette constatation ne doit cependant pas être une raison d'inquiétude ou de mécontentement. Les discussions de cette année sur le Protocole, sur le Pacte de garantie, sur le désarmement et même sur plusieurs autres questions, ont parfois provoqué des inquiétudes ou du découragement dans l'opinion publique. Cependant, le résultat positif de l'Assemblée actuelle est la consécration nouvelle et solennelle et la consolidation des trois grands principes : arbitrage, sécurité, désarmement, autour desquels va tourner encore, dans les prochaines années, toute l'activité politique de la Société.

L'année dernière, il y eut de longues et ardentes discussions à ce sujet. Cette année, ceux-là même qui sont sceptiques à l'égard du Protocole acceptent entièrement ces trois principes. C'est un pas en avant, un résultat grand et positif, qui ne peut laisser place au pessimisme.

Le vicomte CECIL of CHELWOOD (Empire Britannique) appuie les résolutions présentées par les rapporteurs des deuxième et troisième Commissions. C'est pour lui une question de satisfaction personnelle que de rappeler à l'Assemblée que, depuis plusieurs années, il a pris la parole sur cette question particulière de désarmement et de sécurité sans avoir jamais eu à modifier ou à retirer une partie quelconque des opinions qu'il avait formulées sur ce sujet. Le désarmement constitue une question vitale pour la paix et la prospérité, et la Société des Nations n'a pas de devoir plus important que de travailler pour atteindre ce but qui lui est imposé par l'article 8 du Pacte et par la préface aux clauses de désarmement du Traité de Paix. Dans la grande cause du désarmement, l'Assemblée peut encore fonder ses travaux sur les grands principes acceptés en 1922, à savoir que, pour être efficace, le désarmement doit être général et que la sécurité et le désarmement doivent marcher de pair, étant indispensables l'un à l'autre. La résolution actuelle affirme explicitement de nouveau ces principes qui ont été formulés pour la première fois en 1922.

Qu'après la tempête et la gravité des controverses de ces trois dernières années, l'Assemblée revienne aux principes qui avaient été fixés dès le début et soit encore en mesure de les affirmer de nouveau, cela ne représente pas un bénéfice minime.

L'orateur attache une grande importance au paragraphe de la résolution où la guerre d'agression se trouve formellement dénoncée. Il y a là un principe d'importance vitale : d'après l'ancien système de législation internationale, la guerre était un droit ; maintenant, le monde est prêt à déclarer que la guerre d'agression est un crime international.

Les négociations qui, on doit l'espérer, aboutiront à la conclusion d'un pacte entre certains pays, sont formellement approu-

view of general security as provided for in Resolution XIV of the Third Assembly, the said conference may be convened and a general reduction and limitation of armaments may be realised."

This text indicated the present field of activity of the Council in the matter of the reduction and limitation of armaments, modifying the Spanish proposal as to the moment when the action of the Council should be extended and declaring that it was for the Council to fix the programme of this activity.

The Third Committee proposed a further text. It had examined the resolution of the Fifth Assembly concerning the body which should deal with this work, as well as the resolution adopted by the Council on October 3rd, 1924, under which the Co-ordination Commission was to replace the former Temporary Mixed Commission.

The proposal of the Third Committee was as follows :

" The Assembly:  
" Takes note of the Council resolution dated October 3rd, 1924, establishing the Co-ordination Commission;  
" And invites the attention of the Council to the suggestions made during the proceedings of the Third Committee, as contained in the report submitted to the Assembly, with regard both to the designation and the composition of that Commission, and also to the necessity of determining its rules of procedure."

The result of the work of the Third Committee during the present session was undoubtedly less imposing than the work of the previous years. This, however, should not give rise to any anxiety or disappointment. The discussions of the present year on the Protocol, on the Treaty of Guarantee, on disarmament and on several other questions had at times given rise to misgivings and discouragement in the minds of the public. But the positive results of the present Assembly were a new and solemn acceptance and consolidation of the three great principles : arbitration, security and disarmament, round which the political activities of the League of Nations would for the next few years inevitably circle.

Last year these principles had been the subject of long and arduous discussions. At present, however, they were entirely accepted, even by those who were sceptical in their attitude towards the Protocol. This was a very real step in advance, and there was no occasion for pessimism.

VISCOUNT CECIL OF CHELWOOD (British Empire) supported the resolutions submitted by the Rapporteurs of the First and Third Committees. It was a matter of personal gratification to himself to remind the Assembly that he had for several years addressed it upon the particular question of disarmament and security and that he had never had to modify or withdraw any part of his views on these questions. Disarmament was vital to peace and to prosperity and there was no duty more incumbent upon the League than to work for that object, which was imposed upon it by Article 8 of the Covenant and by the preface of the disarmament clauses in the Treaties of Peace. In the great cause of disarmament the Assembly could still rely upon the broad principles accepted in 1922 that disarmament to be effective must be general, and that security and disarmament must go hand-in-hand, being essential to each other. The resolution before the Assembly explicitly reaffirmed these principles first stated in 1922.

It was no little gain that, after the storm and stress of the controversies of the past three years, the Assembly still returned to the principles originally established and was still able to reaffirm them.

He attached great importance to the paragraph in the resolution in which aggressive war was formally denounced. This was a vital principle. Under the old system of international law war was a right ; now the world was prepared to say that aggressive war was an international crime.

The negotiations which would, it was hoped, result in a pact between certain countries were definitely approved of in the

vées dans la résolution. Cela constitue également un retour aux principes de 1922, car l'une des méthodes envisagées était la réduction des armements « soit sous la forme, qui serait la plus souhaitable, d'un traité général, soit sous la forme de traités particuliers, mais destinés à s'élargir et demeurant accessibles à tous les pays. »

En 1922, M. de Jouvenel avait préconisé la conclusion de traités spéciaux devant aboutir en dernier ressort à la conclusion d'un traité général, tandis que le vicomte Cecil avait soutenu la thèse contraire.

La situation se trouve maintenant renversée, et s'il ne reconnaîtra pas qu'il s'est trompé, le vicomte Cecil tient au moins à féliciter M. de Jouvenel pour ses qualités supérieures de perspicacité. Cependant, la situation actuelle montre que l'Assemblée ne s'écarte pas des bases qu'elle avait fixées en 1922, mais qu'elle adopte tout simplement la seconde des deux méthodes en y ajoutant le principe de l'arbitrage.

On a critiqué l'attitude du Gouvernement britannique à l'égard de l'arbitrage, mais il n'existe pas dans le monde un défenseur plus ardent de ce principe que le peuple britannique et son gouvernement, qui, dans la pratique, l'a toujours défendu. Le litige entre la Grande-Bretagne et la Turquie sur la frontière de Mossoul en est un exemple. Chaque fois que la Grande-Bretagne s'est trouvée au seuil d'un grave litige international, elle a toujours sollicité l'arbitrage. A la veille de la grande guerre, ses ministres ont insisté pour que le litige fût soumis à cette large discussion entre peuples que permet maintenant le Pacte de la Société des Nations. Par conséquent, dans toutes les crises réelles, la politique de la Grande-Bretagne a toujours été l'arbitrage; mais, ainsi que l'a fait remarquer M. Chamberlain, il existe, profondément ancré dans l'esprit britannique, une méfiance à l'égard des principes généraux, et bien que lorsque la difficulté surgit, la Grande-Bretagne soit toujours désireuse de recourir à l'arbitrage, elle est mal disposée et manque de confiance lorsqu'il est question d'accepter des principes larges et généraux dont on ne peut évaluer toute la portée ni apprécier la pleine répercussion sur les intérêts en jeu avant que le moment soit venu.

Le vicomte Cecil estime que l'arbitrage n'est pas la base, mais le couronnement de l'édifice; il est le résultat bien plus que la cause de l'attitude d'esprit dont dépend la paix du monde.

C'est ainsi que, dans le cas du litige sur Mossoul, par exemple, la difficulté qu'on a rencontrée était de savoir si les deux parties étaient également disposées à accepter l'arbitrage. C'est précisément parce que l'arbitrage ne peut pas être imposé à une nation, mais doit résulter de l'esprit qui l'inspire, que l'opérateur soutiendra toujours qu'il doit constituer la dernière mesure plutôt que la première.

L'histoire montre qu'il en est bien ainsi. En Angleterre, la suprématie de la loi n'a pas été la première, mais la dernière étape parcourue. La première a constitué à mettre fin à la guerre entre particuliers; c'est une tâche qui a été entreprise par la splendide lignée de rois si heureusement importés de France, qui commence à Guillaume I<sup>er</sup> pour se continuer jusqu'à Edouard I<sup>er</sup>. Ce n'est que lorsqu'un système de sécurité intérieure et, bien que ce soit dans une certaine mesure encore imparfaite, lorsqu'un système de désarmement intérieur ont été obtenus que la loi, en Angleterre, est devenue le meilleur arbitre de tous les litiges dans la vie civile.

Il est de la plus haute importance que la vie internationale se débarrasse de cette conception que la guerre représente le seul moyen de régler les litiges internationaux et qu'elle établisse fermement le principe que la sécurité et le désarmement doivent être la règle de la vie internationale. C'est alors que l'arbitrage, qui constitue le véritable système de règlement des litiges, deviendra tellement inévitable qu'on ne rencontrera aucune difficulté. Les trois grands éléments: sécurité, désarmement et arbitrage, dépendent les uns des autres. Un peu de sécurité amènera un peu de désarmement; un peu de désarmement amènera un peu plus de sécurité; un peu plus de ces deux principes produira plus d'arbitrage. Plus on aura recours à l'arbitrage, et plus grandes seront les perspectives de sécurité et de désarmement. Rien ne peut être plus inconsideré ou plus injuste que l'impatience qu'on manifeste parfois devant l'attitude prudente de la Grande-Bretagne et la suggestion tacite que les Anglais manquent de conviction et d'empressement. Pendant tous les débats de l'Assemblée actuelle, le vicomte

resolution. This, too, marked a return to the principles of 1922, for one of the methods contemplated was reduction of armament "either by means of a general treaty, which is the most desirable plan, or by means of partial treaties designed to be extended and open to all countries". In 1922, M. de Jouvenel had advocated the conclusion of special treaties leading ultimately to the conclusion of a general treaty, while Viscount Cecil had put forward the opposite view. The position was now reversed, and while Viscount Cecil would not admit that he had been wrong, he would beg to congratulate M. de Jouvenel upon his superior foresight. The position now reached, however, showed that the Assembly was not departing from the basis laid down in 1922 but was merely adopting the other of the two methods to which it had added the principle of arbitration.

The British attitude towards arbitration had been criticised but there was no warmer supporter of arbitration among the nations of the world than the British people and the British Government, which had always supported it in practice. The dispute between Great Britain and Turkey with regard to the frontier of Mosul was a case in point. Whenever Great Britain had found herself on the threshold of a serious international dispute, she had always urged arbitration. On the eve of the Great War, the British Ministers had urged that the dispute should be submitted to that broad discussion between peoples which had now been made possible by means of the Covenant of the League. Thus, in actual crises, arbitration had always been the British policy; but, as Mr. Chamberlain had pointed out, deep down in the British nature there was a distrust of general principles, and though, when it came to the point, the British Empire was always anxious to have recourse to arbitration, yet she was nervous and distrustful to accept wide and general principles of which the full extent could not be measured nor the full bearing of the interests at stake appreciated until the moment came.

Arbitration in Viscount Cecil's view was not the foundation but the final coping-stone of the structure; the result more than the cause of that attitude of mind on which the peace of nations depended.

In regard, for instance, to the dispute about Mosul, the difficulty which had arisen was the doubt whether both parties were equally ready to accept arbitration. It was precisely because arbitration could not be imposed upon a nation but must be the result of the spirit by which that nation was guided that he would always hold that it must be the last, rather than the first, step.

History showed that this was the case. In England, the supremacy of the law was not the first step but the last. The first step had been to put a stop to private war, and it had been taken by the splendid line of kings, so successfully imported from France, starting with William I and continuing down to Edward I. It was only when a system of internal security, and, albeit to an imperfect extent, internal disarmament had been secured, that in civil life the law in England became the best arbitrator of all disputes.

It was of the utmost importance in international life to get rid of the conception that war was the only way of settling international disputes and to establish firmly the principle that security and disarmament must be the rule of international life. Then arbitration, which was the actual machinery for settling disputes, would become so inevitable that no difficulties would be encountered. The three great causes — security, disarmament and arbitration — were inter-dependent. A little security would bring a little disarmament, a little disarmament would bring more security. More of both would produce more arbitration. The more arbitration the greater the prospects of security and disarmament. Nothing could be more foolish or more unjust than the impatience sometimes shown with the British attitude of caution and the tacit suggestion that the British were not in earnest. Throughout the present Assembly, he had been engaged in an effort to establish a new Convention for the abolition of slavery. The British Government had proposed that a Convention should

Cecil a consacré ses efforts à la création d'une nouvelle convention pour l'abolition de l'esclavage; son gouvernement avait proposé qu'une convention fût signée pendant l'Assemblée, mais on avait fait observer que d'autres nations souhaitaient qu'on leur donnât la possibilité d'examiner cette question et de peser les importantes suggestions qui avaient été avancées. Le Gouvernement britannique a déféré à ce désir, estimant qu'une telle attitude était parfaitement raisonnable. Par conséquent, le désir de procéder avec prudence ne signifie nullement qu'on refuse de marcher jusqu'au bout.

La Société des Nations est en pleine croissance; elle est sortie de la période d'incertitude et d'installation; elle représente l'événement international le plus considérable de l'époque; ses principes généraux ont été heureusement réglés et ses fondations solidement établies. Par conséquent, dès maintenant, la tâche de l'Assemblée est d'examiner, non seulement ce qui est souhaitable, mais encore ce qu'il est possible de faire. En Angleterre, on emploie l'expression « gush » pour signifier qu'on désire exprimer quelque chose qui ne possède aucune base réelle, formuler des aspirations qui ont oublié d'avoir le moindre côté pratique. Il existe pour l'Assemblée le danger d'être parfois tenté de s'épancher en un enthousiasme démesuré et de substituer des aspirations à l'action. C'est un grave danger, car l'Assemblée n'a pas le devoir direct et immédiat de mettre à exécution les principes qu'elle a acceptés: elle fixe les principes, mais les gouvernements les exécutent; il est donc à craindre que, parfois, elle n'adopte les motions les plus retentissantes, tout en laissant aux gouvernements des différents Etats le soin de les mettre à exécution du mieux qu'ils pourront. Personne ne peut accuser le vicomte Cecil de manquer de sympathie ou de confiance pour la Société des Nations, mais il doit insister auprès de ses collègues pour bien leur montrer que le seul point de vue auquel ils doivent se placer pour le moment, devant toute proposition qui leur est soumise, est celui-ci: mes concitoyens accepteront-ils cela? Adopteront-ils la législation nécessaire pour le mettre à exécution?

Il est nécessaire que la Société des Nations avance d'une façon réelle, nette et positive, aussi lentement que ce soit, et par conséquent, le vicomte Cecil appuie de tout cœur les propositions de la résolution aux termes desquelles les grands principes et les buts du désarmement et de l'arbitrage devraient être soumis à une étude scientifique approfondie.

On a beaucoup parlé sur les principes du Protocole pour le règlement pacifique des litiges internationaux et du pacte d'assurance mutuelle. Personnellement, il estime qu'il importe peu de savoir si ce qu'on fait effectivement est plus ou moins conforme à l'une ou l'autre catégorie de principes, car le grand principe est celui de la paix, et dans cette direction-là, il est certain que la Société des Nations a pris la bonne route.

M. Hymans, parlant de l'organisation de la paix, a spécifié qu'il n'entendait point, par cette expression, l'antique organisation de la paix basée sur le système romain, mais plutôt une organisation fondée sur la base nouvelle de la Société des Nations telle qu'elle se trouve réalisée dans la résolution tendant au rétablissement de la confiance entre les nations. Tel est le principe dont s'inspirent les négociations poursuivant l'établissement d'accords privés entre nations et le principe aussi dont doivent s'inspirer les travaux de l'Assemblée. Aucune nation n'est plus profondément convaincue que la Grande-Bretagne de l'importance vitale de ce principe. Il a été établi au cours d'années où la paix se confondait avec les intérêts les plus fondamentaux de l'Empire Britannique. Il ajoute que c'est là le devoir le plus urgent qui s'impose à la Grande-Bretagne, et une majorité écrasante du peuple britannique est convaincue de la vérité de ce principe. Aucun gouvernement ne pourrait se maintenir en Angleterre, s'il négligeait d'en tenir compte. En conséquence, c'est au nom du Gouvernement britannique qu'il exprime le souhait que l'Assemblée poursuive sa tâche avec succès, car il n'y a pas de nation au monde qui puisse lui apporter un concours plus utile que le peuple britannique.

M. Henry DE JOUVENEI (France) déclare que la résolution de M. Quinones de Leon permet de mesurer les résultats auxquels est parvenue l'Assemblée actuelle.

Le vicomte Cecil a déclaré que jusqu'ici, la grande faiblesse de la Société des Nations venait de ce que l'Assemblée pouvait voter des résolutions sans que cette adoption engageât nécessairement la responsabilité des organismes respectifs des divers gouvernements. Le Gouvernement français a toujours été préoccupé par cette difficulté; c'est pour cette raison

be signed during the Assembly, but it had been ultimately pointed out that other nations desired to have an opportunity of considering the matter and weighing the serious suggestions made. The British Government had readily yielded and considered such an attitude to have been a perfectly reasonable one. A desire, however, to march cautiously did not mean reluctance to march to the end.

The League was growing up. No longer was it passing through a period of uncertainty or establishment. It was the greatest international fact of the day. The general principles of it had been well settled; the foundations truly laid. Henceforward, therefore, it was the Assembly's business to consider not only what was desirable but what could be done. In England there was an expression called "gush", which meant desiring to express something not possessing a basis of reality — aspirations which forgot to be practical. There was a danger that the Assembly might sometimes be tempted to gush, and thus substitute aspiration for action. This was a grave danger. For the Assembly was without the direct and immediate duty of carrying into effect the principles which it had accepted. The Assembly laid down the principles but the national Governments put them into practice, and there was therefore a danger that sometimes the highest sounding motions might be passed while the Governments of the respective States were left to carry them out as best they could. No one could accuse him of any lack of warmth or belief in the League of Nations, but he urged his colleagues that the only possible point of view which they could adopt at the moment in regard to any proposal submitted was — would my own countrymen accept this? Would they pass the necessary legislation to carry it out?

It was necessary for the League to make actual, definite and positive advance, even though it was slow, and he therefore heartily supported the proposals contained in the resolution that the great principles and objects of disarmament and arbitration should be submitted to a careful scientific study.

Much had been said about the principles of the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes and of the Treaty of Mutual Assistance. He thought it of no great importance whether what was actually being done was more in accordance with one set of principles or with the other, for the great principle was that of peace, and towards that he was certain that the League had taken the right road.

M. Hymans, in speaking of the organisation of peace, had said that he did not mean by that the old organisation of peace on the Roman basis, but rather, on the new basis of the League of Nations, enshrined in the resolution providing for the re-establishment of confidence between nations. That was the principle by which the pact negotiations were being inspired and the principle which should guide the Assembly. There was no nation more convinced of the essential importance of that principle than Great Britain. It had been laid down for years that peace was the greatest of British interests. He would add that it was the greatest of British duties, and the overwhelming majority of the British people were convinced of the truth of that principle. No Government would exist for any length of time in England which disregarded it. Therefore, in the name of the British Government, he bade the Assembly continue in this work and prosper, for there was no nation in the world who would render them greater assistance than the British people.

M. Henry DE JOUVENEI (France) said that the resolution of M. Quinones de Leon was a measure of the result achieved by the present Assembly.

Viscount Cecil had said that the great weakness of the League of Nations had hitherto been the fact that, though the Assembly might vote resolutions, their adoption did not necessarily engage the responsibility of the organs of the various Governments. The French Government had always been sensible of this difficulty. It had for that reason asked M. Lebrun

qu'il avait demandé à M. Lebrun, au moment de la discussion du Traité de garantie mutuelle, en 1923, de parler au nom de la France, car il était ancien ministre de la guerre, président de la Commission temporaire mixte et parfaitement au courant de l'opinion des organismes responsables militaires en France. C'est pour la même raison que M. Paul-Boncour a pris la parole au nom de la France à l'Assemblée précédente, en sa qualité de président de la Commission d'études de la Défense nationale. Le Gouvernement français désire toujours, dans ces questions de désarmement, être représenté par quelqu'un qui puisse engager non seulement le gouvernement du jour, mais encore les états-majors de l'armée et de la marine.

M. de Jouvenel se félicite de voir que la phase de l'irresponsabilité est maintenant passée; on comprend que maintenant les délégués à l'Assemblée parlent pour leurs gouvernements. En outre, pendant cette session, les gouvernements ont expressément invité la Société des Nations à intervenir dans leurs combinaisons internationales; elle a été constamment présente dans les négociations qui se poursuivent depuis février dernier. Le Gouvernement britannique et le Gouvernement français ne signeront pas de pacte et ne lui donneront pas force exécutoire tant que l'Allemagne ne sera pas entrée dans la Société des Nations, et les gouvernements ne conclueront donc plus de pacte particulier qui ne soit enveloppé dans le pacte général de la Société des Nations.

Cela représente un progrès tout à fait sans précédent. Jusqu'ici, on n'avait jamais vu de grandes nations, lorsqu'elles délibéraient et préparaient des traités entre elles, ouvrir tout à coup les portes et déclarer à tous les Etats, grands et petits, que les traités qu'elles allaient signer étaient non seulement d'accord avec le Pacte, mais encore avec le Protocole, qui, tout en n'étant pas signé par certains Etats, était considéré comme un document résumant les aspirations universelles.

Le Protocole n'est pas mort; il est tellement vivant que c'est lui qui confère la vie aux traités particuliers qui, lentement ou rapidement, qu'ils réussissent ou qu'ils échouent, reviendront à lui. C'est l'esprit même du Protocole, qui est appliqué à la partie la plus menacée du continent européen. Si la Société des Nations n'a pas réussi à mettre le Protocole en vigueur, elle a du moins créé une méthode générale à laquelle elle a désormais soumis les diplomates.

M. de Jouvenel ne mettra pas l'arbitrage dans la même classe que le vicomte Cecil; il estime qu'il doit rester à la place où on l'avait mis.

Quelle que soit l'importance des signatures données à l'article 36 du Statut permanent de la Cour de La Haye, cet article, isolé lui-même du Protocole, ne constitue pas une protection suffisante, parce que sa souplesse laisse la place ouverte à toute espèce de réserves. De même, la nécessité subsiste de fermer la brèche de l'article 15 d'après lequel il suffit qu'un seul membre du Conseil refuse de ratifier le rapport de ses collègues pour que toutes les nations soient en droit de reprendre leur pleine liberté d'action.

Mais, quand bien même on aurait supprimé toutes les réserves à l'article 36 et fermé toutes les issues qu'ouvre l'article 15, la cause de la justice internationale serait compromise si l'arbitrage était sans sanction. On a prétendu que mieux valait prévenir que guérir. Mais la plupart des crimes internationaux viennent de ce que les criminels espèrent échapper au châtiement. La loi et la justice internationales veulent que si la loi est menacée, on lui sacrifie ses intérêts et son repos pour courir à son secours. Etablir l'arbitrage sans sanction ne donnerait aucune amélioration de la situation.

Il est également indispensable que le désarmement soit considéré comme constituant un tout et un bloc. La Société des Nations ne doit pas être considérée comme une entreprise de désarmement des autres; cela ne servirait qu'à déterminer de nouvelles formules d'insécurité. De même, un système de désarmement ne peut pas être improvisé et il serait dangereux de tenir une Conférence de désarmement sans l'avoir préparée avec soin. La réduction des armements devra être proportionnée aux sécurités que les pactes particuliers apporteront, et les organismes de la Société devront, en préparant la Conférence, évaluer le degré de sécurité réalisé.

Ces pactes particuliers ne pourront pas suffire très longtemps; ils ne constituent pas une politique, mais le commencement d'une politique. En développant ce système, il sera nécessaire de respecter les diverses conceptions nationales dont la variété fait la richesse de la vie commune des peuples. Loin de vouloir

during the discussions of the Treaty of Mutual Assistance in 1923, to speak on behalf of France as former Minister for War and Chairman of the Temporary Mixed Commission, familiar with the views of the responsible military departments in France. For the same reason, M. Paul-Boncour had last year spoken for France at the Assembly as President of the French Committee of National Defence. The French Government always wished, in dealing with questions of disarmament, to be represented by someone who could answer not only for the Government of the day but for the naval and military services.

He was glad to know that henceforth the period of irresponsibility was past. It was realised that the delegates at the Assembly spoke for their Governments. Moreover, during the present session, the Governments had expressly invited the League of Nations to intervene in their international combinations. The League had been constantly present in the negotiations which had been in progress since February last. The British and French Governments would sign no agreement and give it no executive force so long as Germany was not a Member of the League, and Governments would henceforth conclude no special agreements which were not covered by the general Covenant of the League of Nations.

This was a step forward which was quite unprecedented. Hitherto no great nations had ever been known, in discussing and preparing treaties among themselves, to throw open the door and declare to all States, great or small, that the treaties which they were about to sign were not only in agreement with the Covenant but with the principles of a Protocol which, though unsigned by certain States, was regarded to embody universal aspirations.

The Protocol was not dead. It was so much alive that it conferred life on the special treaties, which, sooner or later, whether they succeeded or failed, would come back to the Protocol. The very spirit of the Protocol was to be applied to the most threatened part of the continent of Europe. If the League had not succeeded in putting the Protocol into force, it had at least created a general scheme to which henceforth all diplomacy would be subject.

He would not place arbitration in the same position as Viscount Cecil. Arbitration should be left in its original position.

However important might be the signatures of Article 36 of the Statute of the Permanent Court at The Hague, this article, isolated from the Protocol, did not constitute a sufficient protection, owing to the fact that its elasticity left room for every possible kind of reservation. The necessity also remained of closing the gaps in Article 15, under which it was sufficient for a single member of the Council to refuse to ratify the report of his colleagues, in order that all the nations might resume their full liberty of action.

Even though all the reservations to Article 36 were suppressed and all the gaps in Article 15 were closed, the cause of international justice would be compromised if arbitration were left without sanctions. It had been argued that it was better to prevent than to punish. The majority of international crimes, however, arose from the fact that the criminals hoped to escape punishment. International law and justice required that, if the law were menaced, the nations should be prepared to sacrifice their interests and their peace in order to come to its assistance. To establish arbitration without sanctions would not effect any improvement in the situation.

It was essential that disarmament should be regarded as constituting a single and universal problem. The League of Nations must not be regarded as an enterprise for the disarmament of others. This would merely give rise to new forms of insecurity. A system of disarmament could not be improvised, and it would be dangerous to hold a conference on disarmament without careful preparation. The reduction of armaments would have to be made proportionate to the security ensured by special agreements, and the organs of the League in preparing for the conference would have to estimate the measure of security attained.

These regional agreements would not suffice for very long. They were not a policy, but the beginning of a policy. In developing the system, it would be necessary to respect the various national conceptions, whose variety constituted the wealth of the common life of peoples. Far from wishing to

niveler les différences entre l'esprit latin et l'esprit saxon, l'orateur estime qu'il est souhaitable que l'esprit germanique soit également en mesure d'apporter sa contribution au problème.

Les grandes Puissances ont approuvé la méthode fixée l'an dernier d'après laquelle l'arbitrage, la sécurité et le désarmement sont liés. Elles sont maintenant sur le point de conclure des Pactes, qu'elles puissent insérer dans le Pacte général de la Société des Nations; non seulement elles ont pris l'engagement de les mettre en harmonie avec les principes du Protocole, mais encore elles se sont engagées à les présenter à la Société des Nations, afin que celle-ci puisse examiner dans quelle mesure ils contribuent à la sécurité générale.

Dès que l'Assemblée sera terminée, une conférence des gouvernements responsables va s'ouvrir sous l'influence morale de la Société des Nations. Cette conférence va fonctionner conformément aux méthodes fixées par l'Assemblée. Si les gouvernements échouent, ils ne pourront se retourner que vers la Société des Nations; s'ils réussissent, c'est à la Société des Nations qu'ils apporteront le résultat de leurs travaux.

### III. DIX-SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenue à la Salle de la Réformation le vendredi 25 septembre 1925, à 15 h. 30.*

#### *Arbitrage, sécurité, réduction des armements.*

M. Scialoja (Italie), président, et M. Rolin (Belgique), rapporteur de la première Commission, prennent place à la tribune, ainsi que M. Nintchitch (Royaume des Serbes, Croates et Slovénes), président, et M. Benes (Tchécoslovaquie) rapporteur de la troisième Commission.

M. SOKAL (Pologne) déclare que la délégation polonaise votera le texte présenté à l'Assemblée et qu'elle considère comme l'expression de la volonté de celle-ci d'assurer la continuité des travaux de la Société.

La Pologne aurait préféré voir incorporer les idées et les principes du Protocole dans le droit international positif. Elle se rend cependant compte de l'opportunité de ne procéder que par étapes, sans jamais perdre de vue le but final. La sixième Assemblée a travaillé avec une extrême prudence et a fait un travail très utile. La Pologne prend acte, en particulier, de la déclaration insérée dans la résolution, à savoir que la Société s'engage à nouveau à travailler à l'établissement de la paix par la sûre méthode de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement. C'est une réponse à tous ceux qui prétendaient qu'en face des pourparlers poursuivis en dehors de la Société, celle-ci se désintéresse du problème de la sécurité.

La réorganisation de la Commission de coordination, que le Conseil jugera sans doute utile de transformer en une Commission d'études pour la réduction et la limitation des armements, prouve de la meilleure façon que la Société prévoit, dans un avenir pas très éloigné, la réalisation de conditions satisfaisantes au point de vue de la sécurité générale.

M. COPPOLA (Italie) constate que tous sont d'accord sur le but à atteindre, mais qu'il peut exister quelques différences d'appréciation sur les méthodes à adopter.

Le délégué de l'Italie croit que tous préféreront la vérité à l'unanimité à tout prix. L'unanimité est nécessairement le résultat d'un compromis, et si le compromis peut être le résultat de bonne volonté et d'esprit de conciliation, elle peut aussi être le résultat d'un peu de mensonge.

Le délégué de l'Italie a déjà eu l'occasion d'exprimer, à propos du désarmement, certaines réserves visant surtout la méthode à suivre. La méthode des grandes investigations par de grands organismes créés à cet effet est, à son avis, inutile et peut-être dangereuse. Elle est inutile, parce que le champ de l'investigation est immense et porte non seulement sur les éléments militaires, mais aussi sur les facteurs économiques, politiques et moraux. Parmi ces facteurs, les uns sont assez facilement mesurables; d'autres, difficilement, ou même pas du tout. Ou bien ces investigations aboutiront à des résultats incomplets, et alors le désarmement que l'on voudrait faire sur ces bases sera nécessairement injuste; ou bien il devra être juste et pour cela être complet: dans ce cas, il est, à son

level the differences between the Latin and Anglo-Saxon spirit, he felt it was desirable that the German spirit should also be enabled to make its contribution to the problem.

The great Powers had approved the conception framed last year according to which arbitration, security and disarmament were inter-dependent. They were now to conclude agreements which might be covered by the general Covenant of the League. They had not only undertaken to put these agreements into harmony with the principles of the Protocol, but had promised to bring these agreements to the League in order that the League might consider them and examine to what extent they contributed to the general security.

As soon as the Assembly was finished, a conference of responsible Governments would meet under the moral influence of the League of Nations. This conference would proceed according to the methods fixed by the Assembly. If the Governments failed, they could only return to the League. If they succeeded, they would bring to the League the results of their work.

### III. SEVENTEENTH PLENARY MEETING

*Held at the Salle de la Réformation on Friday, September 25th, 1925, at 3.30 p.m.*

#### *Arbitration, Security and Reduction of Armaments.*

M. Scialoja (Italy), Chairman of the First Committee, and M. Rolin (Belgium), Rapporteur, came to the platform, together with M. Nintchitch (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Chairman of the Third Committee, and M. Benes (Czechoslovakia), Rapporteur.

M. SOKAL (Poland) said that the Polish delegation would vote for the resolutions before the Assembly as the expression of a desire to ensure the continuity of the work of the League.

Poland would have preferred the incorporation of the ideas and principles of the Protocol in the system of international law. She realised, however, that it was necessary to proceed by stages towards the realisation of the final object. The Sixth Assembly had worked with extreme prudence but had performed a very useful task. Poland particularly noted the declaration contained in the resolution to the effect that the League of Nations again undertook to work for the establishment of peace by the sure method of arbitration, security and disarmament. This was a reply to all those who alleged that, in face of the negotiations taking place outside the League, the latter took no further interest in the problem of security.

The re-organisation of the Co-ordination Commission, which the Council would doubtless wish to transform into a commission of investigation for the reduction and limitation of armaments, proved in the best possible way that the League contemplated in the not very distant future the attainment of satisfactory conditions from the point of view of general security.

M. COPPOLA (Italy) said that everyone was agreed as to the object to be achieved, but that there might exist some difference of opinion as to the methods to be adopted.

He presumed that everyone would prefer to establish the truth than to obtain unanimity at any price. Unanimity was necessarily the result of a compromise, and, though a compromise might be the result of good-will and a spirit of conciliation, it might also contain an element of insincerity.

He had already had occasion to make certain reservations in regard to disarmament, particularly regarding the method to be pursued. The method of extensive investigations by large bodies created for the purpose was, in his opinion, useless and perhaps dangerous. It was useless, because the field of investigation was immense and included not only military factors but economic, political and moral factors. Some of these factors could be estimated; others could only be estimated with difficulty or not at all. Either the result of such an investigation must be incomplete, in which case the system of disarmament based on it would necessarily be unjust. Or, if it must be just, it must be complete; and, in that case, it would, in his opinion, be incapable of realisation.

avis, irréalisable. Le danger d'investigations de ce genre réside surtout dans leur publicité, qui offrirait aux Puissances qui sont encore en dehors de la Société tous les éléments pour apprécier la capacité de résistance des Etats soumis à l'investigation, alors qu'eux-mêmes ne seraient en aucune manière obligés à la réciprocité.

La délégation italienne pense qu'on ne pourrait obtenir le désarmement que sur des bases politiques ou, mieux encore, grâce à la tendance naturelle des peuples à se soulager de l'énorme fardeau des armements. Les armements sont les moyens que prévoient les peuples pour parer aux dangers qui les menacent ou faire face à certaines nécessités capitales qu'ils ne croient pas pouvoir satisfaire sans avoir recours à cette *ultima ratio*. Le seul moyen de réduire les armements est de diminuer la nécessité des armements, ou le sentiment que l'on a de cette nécessité. Cela ne peut être fait qu'en donnant aux peuples le sentiment que leur sécurité est assurée et que leurs nécessités historiques peuvent être satisfaites par des voies pacifiques. On obtiendra alors le désarmement automatique et spontané, le désarmement se produisant de l'intérieur vers l'extérieur, et non pas à la suite d'une pression exercée de l'extérieur. Cette dernière conception peut être étendue à la question plus générale de la paix et au système propre à assurer uné paix équitable.

A certains moments de l'histoire, il existe un équilibre politique international qui correspond aux besoins et aux capacités des différents peuples. C'est cet état qui caractérise la période de paix. Toutefois, cet équilibre est menacé dès que les besoins et les capacités d'une nation ne correspondent plus à la situation politique internationale, qui demeure immobile. Il se produit alors des craquements dans le système: ces craquements ne sont autres que la guerre.

La question se pose de savoir comment rendre la guerre aussi rare que possible. Il y a deux moyens de résoudre le problème: l'un consiste à augmenter la force et la rigidité du premier facteur de l'équilibre politique international; c'est ce moyen qui a été de préférence envisagé à Genève et qui a trouvé sa formule mathématique dans le Protocole de l'an dernier.

Le délégué de l'Italie doute cependant que cette méthode soit la plus sûre et la plus sage. Elle peut retarder les craquements auquel il a fait allusion — en d'autres termes, retarder la guerre —, mais elle ne peut pas l'empêcher de se produire. Ce système ne pourra, à la longue, qu'augmenter la disproportion entre les deux facteurs d'équilibre, et le craquement final n'en sera que plus violent.

L'autre méthode consiste à rendre le système politique du monde non pas plus rigide, mais au contraire plus flexible, de manière quelle puisse s'adapter à l'équilibre des forces et des capacités des diverses nations. C'est, à son avis, la seule manière d'empêcher la guerre ou de la rendre moins fréquente et moins grave. Si l'on usait du moyen mécanique, même si l'on avait l'illusion d'avoir réussi, on n'arriverait pas à établir une paix réelle, mais simplement un système d'équilibre ne correspondant pas à la vérité des choses. En d'autres termes, on arriverait à instituer une injustice, ce qui ne peut être le but de la Société.

La guerre est un mal, c'est la destruction et le sacrifice. Toutefois, elle présente un autre aspect, car elle est aussi l'exaltation des sentiments héroïques et moraux qui ont leur prix. Si la guerre est un mal matériel, l'injustice est un mal moral peut-être encore plus grand. Le but auquel il faut viser est une organisation flexible de la paix, qui ne pourra être obtenue que par la diminution et la suppression des causes de guerre. Une telle paix sera une paix juste et ce n'est qu'une paix juste que la Société des Nations peut rechercher.

M. HYMANS (Belgique) déclare que les propositions soumises par les première et troisième Commissions répondent aux vues de la délégation belge. L'accord qui s'est réalisé au sein de la troisième Commission est une expression nouvelle de l'esprit de cette Assemblée.

Le délégué de la Belgique désire faire une déclaration à l'Assemblée. Les gouvernements, en Belgique, ont pu changer, mais la politique internationale de la Belgique ne varie pas. Tous les partis sont d'accord sur les principes qui gouvernent la politique étrangère du pays. Le Gouvernement belge a foi dans l'idée de l'arbitrage et dans son efficacité. Il veut aider par un acte à l'instauration d'une méthode pacifique de règlement des différends internationaux. C'est pour cette raison que

The danger of such investigations was due, above all, to their publicity. This publicity would enable Powers outside the League to measure the capacity of resistance of the States submitting to investigation without their being obliged in any way to accept a reciprocal obligation.

The Italian delegation thought that disarmament could best be obtained on a political basis or, better still, thanks to the natural tendency of the nations to relieve themselves from the onerous burden of armaments. Armaments were due to the desire of the nations to protect themselves against dangers which threatened them, or to certain capital needs which they did not think could be satisfied without resort to the *ultima ratio*. The only way to induce disarmament was to diminish their necessity or the feeling of their necessity. This could only be done by giving peoples the feeling that their security was assured and that their historical needs might be satisfied by pacific means. Thereby would be brought about an automatic and spontaneous disarmament, a movement working from within and not a pressure exercised from without. This conception might be extended to the more general question of peace and the system proper to ensure peace.

At certain moments of history there existed an international political equilibrium, which corresponded with the needs and capacities of the various nations. Such a period was a period of peace. This equilibrium, however, was disturbed as soon as the needs and capacities of nations no longer corresponded with the political international position, which remained static. This produced fissures in the system or, in other words, brought about war.

The question was how war might be rendered as rare as possible. There were two ways of dealing with the problem. One was to increase the strength and rigidity of the international political system, a method which had hitherto been preferred at Geneva, and which had found mechanical expression in the Protocol of last year.

He doubted, however, whether it was the surest or wisest method. It might result in the postponement of those fissures in the system to which he had referred — in other words, it might delay war — but it could not prevent them from appearing. In the long run it could only have the effect of increasing the disproportion between the mechanical and the real equilibrium, and the final disturbance would only be all the more violent.

Another method was to make the international system not more rigid but more flexible, so that it might be adapted to the equilibrium of the forces and capacities of the various nations. This was, in his opinion, the only way of preventing war and of rendering it more rare and less considerable.

The mechanical method, even though its object were achieved, would not result in the establishment of a true peace, but of a rigid system which did not correspond with the truth. In other words, it would result in establishing an injustice.

War was an evil involving wholesale destruction and sacrifice. There was, however, another side to war, in that it gave rise to heroic and moral sentiments which had their own value. If war was a material evil, injustice might be a moral evil, which was even greater. The object to be aimed at was a flexible system of peace, which could only be obtained by diminishing and suppressing the causes of war. A peace of this character would be a just peace, and it was only a just peace which the League of Nations could endeavour to establish.

M. HYMANS (Belgium) said that the proposals submitted by the First and Third Committees corresponded with the views of the Belgian delegation. The agreement reached in the Third Committee was a new expression of the spirit of the Assembly.

He had a declaration to make to the Assembly. The governments in Belgium changed, but the international policy of Belgium suffered no variation. All parties were agreed on the principles which governed the foreign policy of his country.

The Belgian Government placed its faith in the idea of arbitration and in its effectiveness. It wished by a decisive act to assist in the institution of a pacific method for settling international disputes. It had for this reason instructed him to



le Gouvernement a donné à son délégué pour instructions d'adhérer à la Clause 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

(Le texte de cette déclaration figure sous une rubrique distincte du présent numéro.)

M. LÖFGREN (Suède) remercie la première Commission pour la façon dont elle a accueilli l'initiative de la délégation suédoise, en faveur du principe de l'arbitrage obligatoire; il remercie également M. Adatci pour son amicale intervention. La délégation suédoise est prête à accepter le texte amendé proposé par la délégation japonaise et adopté par la première Commission.

Le but de la résolution de la délégation japonaise est de renforcer les méthodes de conciliation pour le règlement pacifique des litiges et ne se limite pas à l'arbitrage obligatoire. On demande au Conseil de prendre des mesures immédiates, afin de soumettre le problème combiné de la conciliation et de l'arbitrage à un examen approfondi.

L'orateur tient à dissiper tout malentendu qui aurait pu se produire sur le texte primitif de la proposition suédoise en déclarant que sa délégation désire que l'examen dont il s'agit soit entrepris sur une base aussi large que possible. Le Protocole de l'an dernier pourrait être considéré comme le point de départ pour l'action de la Société des Nations en vue d'aboutir à une solution définitive du problème; mais l'examen ne doit pas se limiter à une étude critique des dispositions particulières sur l'arbitrage, que contient la proposition suédoise. Il y a d'autres éléments, dont on doit faire état, parmi lesquels on pourrait faire entrer, par exemple, l'examen international des problèmes économiques proposé par la délégation française.

Du point de vue des petits pays, l'arbitrage constitue la base de tout système général tendant à l'organisation d'une paix stable. Sans arbitrage, par exemple, il serait impossible de définir l'agresseur. Pour les petites Puissances, il est de la plus haute importance que l'arbitrage ne soit seulement appliqué que lorsque les Puissances acceptent de s'y soumettre; elles doivent être certaines d'avance que tous les litiges, même ceux qui touchent aux intérêts vitaux des gouvernements du monde, seront soumis à un règlement pacifique.

M. DE PALACIOS (Espagne) déclare que sa délégation désire exprimer publiquement sa gratitude aux délégués de l'Assemblée pour la façon dont ils ont accueilli la proposition présentée par M. Quinones de Leon.

L'attitude du Gouvernement espagnol a été manifestée assez nettement, lorsqu'il a signé le Protocole; il a éprouvé certains scrupules au sujet du système des accords spéciaux, mais un accord général est impossible pour le moment et l'on envisage la possibilité de parvenir au même résultat au moyen d'ententes spéciales. La proposition de la délégation espagnole tend à exprimer les sentiments communs des diverses délégations de l'Assemblée; après les différents amendements qu'elle a reçus, elle a toute la souplesse nécessaire pour pouvoir s'adapter aux circonstances et pour rendre efficace l'activité de la Société des Nations. Les amendements auxquels faisait allusion M. de Palacios ne sont pas très nombreux et n'affectent pas le fond même de la question.

La mise en relief des principes de l'arbitrage est conforme aux vues du Gouvernement espagnol sur ce principe, et l'amendement introduit dans la proposition espagnole, aux termes duquel l'Assemblée invite le Conseil à procéder à des études préparatoires pour l'organisation d'une conférence sur la réduction et la limitation des armements donne satisfaction aux points de vue des différentes délégations. La liberté laissée au Conseil de choisir le moment où cette tâche devra être entreprise permettra de la mener à bien, sans qu'on ait à s'engager dans des chemins dangereux et à suivre des méthodes insuffisamment efficaces.

*Les rapports présentés par les première et troisième Commissions sont approuvés et les résolutions adoptées.*

#### *Protection de l'enfance et de la jeunesse.*

M. Garay (Panama), président de la cinquième Commission, et M. Sugimura (Japon), rapporteur, montent à la tribune.

M. SUGIMURA (Japon) présente à l'adoption de l'Assemblée le projet de rapport de la cinquième Commission et la résolution suivante:

adhere to Clause 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice. (The text of this declaration is published under a separate heading.)

M. LÖFGREN (Sweden) thanked the First Committee for the welcome it had given to the initiative of the Swedish delegation on behalf of the principle of compulsory arbitration. He would also thank M. Adatci for his friendly intervention. The Swedish delegation was prepared to accept the amended text proposed by the Japanese delegation and adopted by the First Committee.

The object of the resolution of the Japanese delegation was to strengthen the methods of conciliation for the pacific settlement of disputes, and was not limited to compulsory arbitration. The Council was asked to take immediate steps with a view to submitting the combined problems of conciliation and arbitration to a thorough examination.

He would remove any misunderstanding which might have arisen as to the original Swedish proposal by stating that the Swedish delegation desired this examination to be undertaken upon as broad a basis as possible. The Protocol of last year might be regarded as a point of departure for the League in seeking a final solution of the problem, but the examination should not be limited to a critical study of the special provisions of the Swedish proposal concerning arbitration. There were other factors to be taken into account, among which the international examination of economic problems proposed by the French delegation might perhaps fall to be reckoned.

Arbitration from the point of view of small countries was the indispensable basis of any general system for the organisation of a stable peace. Without arbitration, for example, it would be impossible to define the aggressor. For a small State it was of the highest importance that arbitration should not only be applied in cases where the Powers consented to submit to it. Small nations must be assured in advance that all disputes, even those touching the vital interests of the Governments of the world, would be submitted to a peaceful settlement.

M. DE PALACIOS (Spain) said that the Spanish delegation desired publicly to express its gratitude to the delegates of the Assembly for the welcome which had been accorded to the proposal submitted by M. Quinones de Leon.

The attitude of the Spanish Government had been sufficiently declared when it signed the Protocol. It had felt certain scruples concerning the system of special agreements, but a general agreement was impossible for the moment, and it was expected that the same results might be achieved by means of special agreements. The proposal submitted by the Spanish delegation was intended to express the common feeling of the various delegations of the Assembly. The proposal, as a result of the amendments which had been introduced, was now sufficiently elastic to enable it to be adapted to the circumstances of the moment and to render effective the activity of the League of Nations. The amendments to which he had alluded were not numerous and did not touch the substance of the question.

The emphasis laid on arbitration was in accordance with the views on arbitration of the Spanish Government, and the amendment to the Spanish proposal, in accordance with which the Assembly invited the Council to undertake preparatory studies for the conference for the reduction and limitation of armaments, met the views of the various delegations. The freedom left to the Council to choose the time when this work should be undertaken would enable the work to be continued without embarking upon any dangerous courses or trusting to methods which were inadequate.

*The reports presented by the First and Third Committees were approved and the resolutions adopted.*

#### *Protection of Children and Young People.*

M. GARAY (Panama), Chairman of the Fifth Committee, and M. SUGIMURA (Japan), Rapporteur, came to the platform.

M. SUGIMURA (Japan) presented the draft report of the Fifth Committee and submitted the following resolution:

« L'Assemblée,

« Considérant que, conformément à une résolution de la cinquième Assemblée, le Conseil a invité l'Organisation d'hygiène à examiner toute mesure relevant de sa compétence qu'il pourrait sembler désirable et pratique d'entreprendre en vue d'assurer la protection de l'enfance au point de vue de l'hygiène;

« Convaincue de l'importance de cette œuvre de la protection de l'enfance;

« Décide de charger l'Organisation d'hygiène d'étudier la mortalité infantile au point de vue de l'alimentation de la première enfance;

« Prie le Conseil de bien vouloir charger le Comité d'hygiène d'entreprendre cette étude et d'examiner l'opportunité de constituer une sous-commission, à laquelle serait assurée la collaboration de spécialistes de divers pays dans la matière de l'hygiène de l'enfance, et qui serait chargée de préparer cette étude, ainsi que l'étude des autres questions en matière d'hygiène infantile dont l'utilité s'imposera. »

Certains critiques ont prétendu que la Société des Nations devait concentrer ses efforts dans le domaine politique, plutôt que dans le domaine des questions humanitaires.

Cela témoigne d'une regrettable ignorance des résultats obtenus. Depuis la création de la Société des Nations, on a pu constater une amélioration indéniable dans une question d'une importance aussi considérable que celle de la traite des femmes; grâce à la Société, les gouvernements ont concentré leurs efforts, et leur étroite collaboration donne d'heureux résultats.

En outre, la tâche de la Société des Nations, dans le domaine humanitaire, est d'une telle efficacité, que des Etats qui n'en font pas partie, et notamment les Etats-Unis d'Amérique, viennent y participer. La Commission consultative pour le trafic des femmes et la protection de l'enfance accomplit une tâche qui s'élève au-dessus de toutes les nationalités, de toutes les religions et de toutes les races et réveille partout l'idéal de l'humanité.

La Société des Nations a une double mission: elle doit maintenir la paix d'aujourd'hui et préparer la paix de demain, et l'une de ses tâches les plus importantes est d'enseigner aux enfants l'idéal de justice et de paix. M. Sugimura enregistre avec satisfaction la tâche que la Société des Nations a déjà accomplie dans cette sphère; elle est de bon augure pour l'avenir.

M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumanie) a suivi l'activité de la Société depuis le commencement; toutes les prophéties qu'elle entendit faire sur son inefficacité se sont révélées comme entièrement fausses. La Société des Nations a triomphé du scepticisme et de l'indifférence, et ce qu'on tournait en dérision autrefois comme utopie est devenu une réalité puissante. La tâche effectuée sur la traite des femmes et le trafic des narcotiques dangereux est réellement efficace.

C'est par la coopération intellectuelle que s'accroît le prestige de la Société des Nations. En Roumanie, chaque classe d'étudiants apprend à penser d'un point de vue mondial. Un Institut de coopération intellectuelle va s'ouvrir à Paris, au milieu d'un grand peuple qui a toujours été connu pour son amour de la liberté.

La Société des Nations n'est jamais restée sourde devant les personnes en détresse, et ce n'est pas une petite partie de sa popularité que celle qui lui vient de la tâche accomplie dans le domaine humanitaire. M<sup>lle</sup> Vacaresco donne son entière adhésion aux déclarations de la duchesse d'Atholl sur la protection de l'enfance. Un lien existe entre la protection de l'enfance et la coopération intellectuelle, car les jeunes ont besoin d'instruction. Mais elle ne pense pas qu'il y ait le moindre risque de voir l'une ou l'autre de ces Commissions empiéter par leur activité sur la souveraineté des Etats ou sur leurs tâches respectives. Personne n'accusera un organisme d'intervenir mal à propos, lorsque cette intervention préserve de misérables enfants du vice, du crime ou de la mort et les transforme en bons citoyens.

Parmi toute les tâches effectuées par la Société des Nations dans les sphères économique et politique, pour maintenir la paix et reconstruire le monde, le sort de l'enfance ne doit pas être négligé. La sauvegarde des enfants est un devoir international et la Société des Nations a beaucoup à faire dans ce domaine, en particulier dans les questions de travail et d'émigration de l'enfance. Plus le prestige de la Société grandira dans

« The Assembly,

« Considering that the Council, in accordance with a resolution of the Fifth Assembly, invited the Health Organisation of the League to consider any measures within its competence which it would be desirable and practicable to undertake for the protection of children from the hygienic point of view; and

« Convinced of the importance of this form of child welfare work:

« Decides to request the Health Organisation to investigate infant mortality from the point of view of feeding in infancy;

« Requests the Council to instruct the Health Committee to undertake this investigation and to enquire into the advisability of constituting a sub-committee which would be able to call upon the co-operation of specialists in various countries in questions concerning child hygiene and which would be requested to initiate the investigation of this and of any other questions connected with child hygiene the consideration of which might be deemed expedient. »

It had been mentioned by certain critics that the League should concentrate on the political rather than on the humanitarian side of its activities. This showed a regrettable ignorance of the real facts. There was an undeniable improvement since the creation of the League in so grave a question as the traffic in women. Thanks to the League, Governments had concentrated their efforts and were co-operating closely and with good result.

Further, so efficacious was the work of the League in the humanitarian field that States not members of the League — notably the United States of America — were taking a share in it. The Advisory Committee for Traffic in Women and the Protection of Children was performing a work which transcended all nationalities, religions and races and which was awakening everywhere the ideal of humanity.

The League of Nations had a double task. It was required to maintain peace, now and for the future, and one of its most important tasks was the instruction of young persons in the ideals of justice and peace. He could record with satisfaction the work which had been already accomplished by the League in this sphere which was of good augury for the future.

M<sup>lle</sup> VACARESCO (Roumania) said that she had followed the activities of the League from the beginning and that all prophecies as to its lack of effectiveness had been entirely false. The League had triumphed over scepticism and indifference, and what was once mocked at as an Utopia was becoming a powerful reality. The work which the League was doing in regard to the traffic in women and the traffic in dangerous drugs was real and effective.

It was by intellectual co-operation that the prestige of the League of Nations was increased. In Roumania every class of student was taught to think internationally.

An Institute of Intellectual Co-operation was about to open its doors in Paris, in the midst of a great people who had always been famous for their love of liberty.

The League of Nations had never turned a deaf ear to persons in distress, and no small part of its popularity was due to her humanitarian work. She entirely agreed with all the Duchess of Atholl had said on the protection of children. There was a link between the protection of children and intellectual co-operation, for young people needed education. There was in her view no risk that either of these Committees would by their activities encroach upon the sovereignty of States nor would either in any respect duplicate the other's work. No one would accuse any organisation of undue interference which saved from vice, crime or death miserable children and converted them into good citizens. In all the work that the League was doing in economic and political spheres towards the maintenance of peace and the reconstruction of the world, the fate of children should never be neglected. The safeguarding of children was an international duty, and there was much work for the League to do in this field, notably in regard to child labour and child immigration. The greater grew the prestige of the League in this field, the more sums of money would be at its disposal, and the work already being accomplished

ce domaine<sup>o</sup> plus elle verra affluer l'argent que l'on mettra à sa disposition, et la tâche déjà accomplie par la Commission consultative n'est qu'un prélude à des efforts encore plus grands et plus heureux.

*La résolution est adoptée.*

*Réduction des armements: fabrication des armes, munitions et matériels de guerre. Rapport de la troisième Commission.*

M. Nintchitch (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), président de la troisième Commission et M. Guerrero (Salvador), rapporteur, montent à la tribune.

M. GUERRERO (Salvador) présente son rapport et soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée fait sienne la déclaration insérée dans son Acte final par la Conférence sur le contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre, réunie à Genève en mai-juin 1925, affirmant que la Convention concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre « doit être considérée comme une étape importante vers un système général d'accords internationaux au sujet des armes et munitions et des matériels de guerre, et qu'il est désirable que l'aspect international de la fabrication des armes et munitions et des matériels de guerre soit examiné le plus tôt possible par les différents gouvernements. »

« L'Assemblée invite le Conseil à poursuivre les travaux préparatoires au sujet du contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre, afin qu'ils aboutissent, le plus rapidement possible, à l'établissement d'un projet de Convention, à discuter dans une Conférence internationale que le Conseil devra convoquer, si possible, avant la prochaine Assemblée.

« Elle exprime l'avis que la coopération d'un représentant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux travaux préparatoires à ce sujet est nécessaire au succès de la Conférence et elle prie le Conseil d'inviter le dit Gouvernement à cette coopération dès qu'il estimera pouvoir le faire. »

*La résolution est adoptée.*

*Réduction des armements: renseignements généraux et statistiques sur les armements terrestres, navals et aériens.*

M. GUERRERO (Salvador) donne lecture de son rapport et présente la résolution suivante:

« L'Assemblée déclare que l'Annuaire de renseignements généraux et statistiques sur l'état d'armement des différents pays constitue un précieux auxiliaire des travaux relatifs à la réduction et à la limitation des armements et compte sur le Secrétaire général pour que cette publication soit continuée et élargie dans le sens de la résolution de la cinquième Assemblée. »

*La résolution est adoptée.*

*Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la cinquième Commission.*

M. Garay (Panama), vice-président de la cinquième Commission et la Duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique), rapporteur, montent à la tribune.

La Duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) présente son rapport et soumet à l'Assemblée les résolutions suivantes:

« 1. L'Assemblée approuve les rapports du Dr Kennedy et de Miss Karen Jeppe. Elle exprime sa vive satisfaction des résultats qu'ils ont, eux et leurs assistants, obtenus.

« 2. Considérant que la Commission pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient, créée en exécution de la résolution adoptée par les première et deuxième Assemblées comprend en réalité deux œuvres distinctes qui fonctionnent l'une à Constantinople et l'autre en Syrie, l'Assemblée décide que ces œuvres seront disjointes et que des crédits distincts seront accordés, d'une part, au Dr Kennedy pour la « Maison neutre » de Constantinople et, d'autre part, à Miss Jeppe pour le sauvetage des femmes et des enfants en Syrie.

by the Advisory Committee was but a prelude to greater and more successful efforts.

*The resolution was adopted.*

*Reduction of Armaments: Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War: Report of the Third Committee.*

M. Nintchitch (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Chairman, and M. Guerrero (Salvador), Rapporteur, of the Third Committee, came to the platform.

M. GUERRERO presented his report and submitted the following resolution:

“The Assembly adopts the declaration inserted in its Final Act by the Conference for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War which met at Geneva in May and June 1925, declaring that the Convention concerning the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War must be considered as an important step towards a general system of international agreements regarding arms and ammunition and implements of war, and that it is desirable that the international aspect of the manufacture of such arms and ammunition and implements of war receive early consideration by the different Governments’;

“The Assembly invites the Council to continue the preliminary work on the subject of the control of the private manufacture of arms, ammunition and implements of war so that a draft Convention may be prepared as speedily as possible and that the Council may summon an international Conference to consider it, if possible, before the next Assembly.

“It is of opinion that the co-operation of a representative of the United States Government in the preliminary work for this Convention is indispensable to the success of the Conference and begs the Council to invite the said Government to co-operate as soon as it considers such a step possible.”

*The resolution was adopted.*

*Reduction of Armaments: General and Statistical Information on Military, Naval and Air Armaments.*

M. GUERRERO (Salvador) read his report and submitted the following resolution:

“The Assembly declares that the Year-Book of General and Statistical Information regarding the armaments of the various countries is of great assistance in connection with the work for the reduction and limitation of armaments, and it trusts that the Secretary-General will arrange for the continuation and enlargement of this publication on the lines laid down in the resolution of the Fifth Assembly.”

*The resolution was adopted.*

*Protection of Women and Children in the Near East: Report of the Fifth Committee.*

M. Garay (Panama), Vice-Chairman of the Fifth Committee, and the Duchess of Atholl (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

The Duchess of ATHOLL presented her report and submitted the following resolutions:

“1. The Assembly approves the reports submitted by Dr. Kennedy and Miss Karen Jeppe. It expresses its high appreciation of the work they and their assistants have accomplished.

“2. Whereas the Commission for the Protection of Women and Children in the Near East set up in fulfilment of the resolutions adopted by the First and Second Assemblies is in practice composed of two distinct missions in Constantinople and in Syria respectively, the Assembly decides that these missions shall be divided and that separate credits shall be voted to Dr. Kennedy for the ‘Neutral House’ at Constantinople and to Miss Jeppe for the protection of women and children in Syria.

« 3. L'Assemblée décide que la « Maison neutre » de la Société des Nations à Constantinople continuera à fonctionner pendant une année encore. Au cas où le Dr Kennedy se trouverait dans l'impossibilité de conserver ses fonctions actuelles, elle invite le Conseil à prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'œuvre soit poursuivie.

« 4. L'Assemblée décide que, sous la haute autorité de la Puissance qui exerce le mandat en Syrie au nom de la Société des Nations, Miss Jeppe poursuivra pendant une année encore l'œuvre de sauvetage des femmes et des enfants. L'Assemblée prie cette Puissance de bien vouloir continuer son appui à Miss Jeppe.

« 5. L'Assemblée décide d'accorder un crédit de 45.000 francs pour l'œuvre de Miss Jeppe et un crédit de 30.000 francs pour l'œuvre du Dr Kennedy pendant l'année 1926.

« Le Dr Kennedy et Miss Jeppe soumettront à la septième Assemblée un rapport sur leurs travaux. »

Il est possible que le Dr Kennedy ne puisse plus continuer la tâche qu'il accomplissait depuis plusieurs années à Constantinople pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient. Cependant la cinquième Commission espère que la tâche continuera et demande à l'Assemblée de voter une somme de 30.000 francs dans ce but.

La tâche effectuée par Miss Karen Jeppe à Alep en aidant à libérer des femmes et des enfants arméniens captifs dans des foyers d'une autre race a été effectuée par l'intermédiaire d'agents établis dans différents districts entre Alep et la frontière turque, partout où l'on s'attendait à voir arriver des femmes et des enfants fugitifs. Ces agents n'ont traversé la frontière turque que très rarement et leur activité s'est exercée à l'intérieur des territoires sous mandat.

L'an dernier, Miss Karen Jeppe a fondé un village arménien afin d'éduquer les femmes et les enfants qui venaient implorer du secours et de les mettre en état de subvenir à leurs besoins. Il est entendu qu'à l'avenir toute tâche de cet ordre sera accomplie par la Puissance mandataire.

La cinquième Commission estime qu'il est nécessaire de continuer cette œuvre aussi longtemps que possible et de la pousser avec une extrême vigueur. Miss Karen Jeppe, pendant ces quelques dernières années, est entrée de plus en plus étroitement en rapport avec les familles arméniennes dispersées dans les différents pays : elle a donc aujourd'hui beaucoup plus de facilité qu'il y a deux ans pour rendre des fugitives arméniennes à leur famille. Miss Karen Jeppe estime qu'il pourrait être possible, dans le cours des quatre ou cinq prochaines années, de secourir environ 2.000 femmes, nombre qui ne représente qu'une minime fraction de celles qui vivent dans un état d'esclavage virtuel et d'opprobre.

*Les résolutions sont adoptées.*

*Construction d'une salle des assemblées: Rapport de la quatrième Commission.*

M. da Costa (Portugal), président de la quatrième Commission, le baron Lehmann, président de la Sous-Commission et M. Réveillaud (France), rapporteur, montent à la tribune.

M. RÉVEILLAUD (France), présente le rapport de la quatrième Commission et résume les conclusions.

Il présente la résolution suivante :

« 1<sup>o</sup> L'Assemblée approuve le rapport de sa quatrième Commission sur la construction d'une salle des Assemblées et des bâtiments annexes pour le Secrétariat général et vote le crédit de 11.700.000 francs, dont 8.000.000 pour la construction d'une salle des Assemblées, 2.000.000 pour l'achat du terrain de construction et 1.700.000 pour l'annexe à l'immeuble actuel du Secrétariat général.

« 2<sup>o</sup> L'Assemblée invite le Conseil à nommer une Commission qui, au cas où l'immeuble où est installé actuellement le Secrétariat général serait vendu, dans le délai et aux conditions précisées au rapport de la quatrième Commission, aurait pour mission d'indiquer au Conseil si de nouvelles solutions, quant au choix du terrain et au groupement des différents bâtiments, devraient être substituées à la décision approuvée par le paragraphe 1 de la présente résolution. »

« 3. The Assembly decides that the 'Neutral House' of the League of Nations at Constantinople shall continue for another year. Should Dr. Kennedy be unable to continue his present appointment, it invites the Council to take all the necessary measures for the continuation of this work.

« 4. The Assembly decides that, under the supreme control of the Power which holds a mandate in Syria under the League of Nations, Miss Jeppe will continue for another year her work for the protection of women and children. It requests the mandatory Power to continue to give its aid and patronage to Miss Jeppe.

« 5. The Assembly decides that the sum of 45,000 francs shall be allocated for the work of Miss Jeppe and the sum of 30,000 francs for the work of Dr. Kennedy during 1926.

« A report on their work will be submitted by them to the Seventh Assembly. »

It was possible that Dr. Kennedy might not be able to continue to carry on the work which he had been doing for some years at Constantinople for the protection of women and children in the Near East. The Fifth Committee hoped, however, that the work would continue and was asking the Assembly to vote a sum of 30,000 francs for this purpose.

The work done by Miss Karen Jeppe at Aleppo in helping to free Armenian women and children who were captives in the home of another race was carried on through agents established in various districts between Aleppo and the Turkish frontier, wherever it was expected that fugitive women and children might come. These agents very seldom crossed the Turkish frontier, and their work was carried on within mandated territories.

Last year Miss Karen Jeppe had founded an Armenian village in order to train the women and children who came to her for assistance and to make them self-supporting. It was understood that in future all work of this kind would be done by the mandatory Power.

The Fifth Committee felt it was necessary to continue the work as long as possible, and to prosecute it with the utmost vigour. Miss Karen Jeppe had during the last few years got more and more closely in touch with Armenian families scattered throughout the various countries and so was better able to restore fugitive Armenian women to their relations than was the case two years ago. She had been able to return to their friends about three-fourths of the fugitives who had come to her. Miss Karen Jeppe thought it might be possible to rescue during the next four of five years some 2,000 women, a number which represents only a small fraction of those living under conditions of virtual slavery and outrage.

*The resolutions were adopted.*

*Construction of an Assembly Hall: Report of the Fourth Committee.*

M. da Costa (Portugal), Chairman of the Fourth Committee, Baron Lehmann (Liberia), Chairman of the Sub-Committee, and M. Reveillaud (France), Rapporteur, came to the platform.

M. REVEILLAUD presented the report of the Fourth Committee and summarised its conclusions.

He submitted the following resolution :

« 1. The Assembly approves the report of its Fourth Committee on the erection of the Assembly Hall and Annexes for the Secretariat, and votes for this purpose a credit of 11,700,000 francs, made up as follows: 8,000,000 for the erection of an Assembly Hall, 2,000,000 for the purchase of the site, and 1,700,000 for the Annex to the present Secretariat building.

« 2. The Assembly invites the Council to appoint a Committee to report to the Council, should the building at present occupied by the Secretariat be sold within the period and under the conditions laid down in the Fourth Committee's report, whether any changes as regards the selection of the site and the arrangement of the various buildings should be made in the decision adopted in paragraph 1 of the present resolution. »

M. MOTTA (Suisse) exprime à la quatrième Commission les remerciements de la Suisse et du Canton de Genève pour les décisions qui viennent d'être prises.

*La résolution est adoptée.*

*Collaboration de la presse à l'œuvre de désarmement: Rapport de la sixième Commission.*

M. Paul Hymans (Belgique), président de la sixième Commission et M. Guerrero (Salvador), rapporteur, montent à la tribune.

M. GUERRERO (Salvador) présente la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Considérant que la presse est le moyen le plus efficace d'orienter l'opinion vers le désarmement moral — condition et accompagnement du désarmement matériel:

« Invite le Conseil à examiner l'opportunité de la convocation d'un Comité d'experts représentant la presse de différents continents, afin de rechercher les moyens de concourir à l'organisation de la paix, notamment:

« a) Par la transmission plus facile et moins coûteuse des nouvelles de presse, afin de diminuer les chances de malentendus entre les peuples;

« b) Par la discussion de toutes les questions professionnelles dont la solution peut aider à l'apaisement de l'opinion publique. »

Il insiste sur le point que cette résolution n'a pas la moindre intention de porter atteinte à la liberté absolue qui appartient à la presse pour guider l'opinion publique.

M. PLAISANT (France) rend hommage à l'œuvre accomplie par la presse en répandant par le monde les résultats de la tâche de la Société des Nations.

M. YANEZ (Chili), au nom de sa délégation, accepte le rapport avec gratitude.

*La résolution est adoptée.*

*Coopération municipale internationale: Rapport de la cinquième Commission.*

M. Garay (Panama), président de la cinquième Commission et M. Avramovitch (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), rapporteur, montent à la tribune.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) présente son rapport et en résume les conclusions.

Il soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Approuvant le rapport sur la coopération municipale internationale, qui a été soumis par le Secrétariat, conformément à la résolution adoptée par la cinquième Assemblée le 20 septembre 1924:

« Décide d'attirer l'attention des différents gouvernements sur l'intérêt qu'une coopération nationale et internationale étroite entre les municipalités, dans les strictes limites de la souveraineté nationale, présente au point de vue des buts poursuivis par la Société des Nations;

« Et invite le Conseil à autoriser les organisations techniques de la Société à donner une suite favorable, dans la mesure qu'elles jugeront possible, aux demandes d'assistance et de coopération qui leur seront adressées par les diverses organisations internationales non officielles s'occupant des questions intéressant les municipalités. »

M. LUGO VINA (Cuba) déclare que le but de cette résolution est d'encourager la coopération municipale internationale sous la protection de l'Etat. Elle ne peut se prêter à aucun soupçon d'intentions de rupture; au contraire, elle aura des effets tout à fait opposés en rapprochant les Etats, en servant d'élément auxiliaire dans les administrations publiques et en encourageant un développement plus harmonieux des activités municipales à l'intérieur des Nations.

*La résolution est adoptée.*

M. MOTTA (Switzerland) expressed the thanks of Switzerland and of the Canton of Geneva to the Fourth Committee for the decisions which had been taken.

*The resolution was adopted.*

*Collaboration of the Press in the Work of Disarmament: Report of the Sixth Committee.*

M. Paul Hymans (Belgium), Chairman, and M. Guerrero (Salvador), Rapporteur, came to the platform.

M. GUERRERO presented the following resolution:

"The Assembly,

"Considering that the Press constitutes the most effective means of guiding public opinion towards that moral disarmament which is a concomitant condition of material disarmament:

"Invites the Council to consider the desirability of convening a committee of experts representing the Press of the different continents with a view to determining methods of contributing towards the organisation of peace, especially:

"(a) By ensuring the more rapid and less costly transmission of Press news with a view to reducing risks of international misunderstanding;

"(b) And by discussing all technical problems the settlement of which would be conducive to the tranquillisation of public opinion."

He emphasised that it was not in any way the intention of the resolution to interfere with the full liberty of the Press in guiding public opinion.

M. PLAISANT (France) paid a tribute to the work done by the Press in spreading abroad the results of the work of the League of Nations.

M. YANEZ (Chile), on behalf of his delegation, accepted the report with gratitude.

*The resolution was adopted.*

*International Municipal Co-operation: Report of the Fifth Committee.*

M. Garay (Panama), Chairman, and M. Avramovitch (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, came to the platform.

M. AVRAMOVITCH introduced his report and summarised its conclusions.

He presented the following resolution:

"The Assembly,

"Endorsing the report on the International Municipal Co-operation, submitted by the Secretariat in accordance with the resolution adopted by the Fifth Assembly on September 20th, 1924:

"Decides to call the attention of the different Governments to the advantages which close co-operation, national and international, between the municipalities within the strict limits of national sovereignty presents from the point of view of the aims of the League of Nations;

"And requests the Council to authorise the Technical Organisations of the League to give favourable consideration, so far as they may find it practicable to do so, to requests for assistance or co-operation addressed to them by the various non-official international organisations which deal with municipal questions."

M. LUGO VINA (Cuba) said the object of the proposal before the Assembly was to encourage international municipal co-operation under the protection of the State. The proposal could give rise to no suspicion of a disruptive intention, but, on the contrary, should have the opposite effect, drawing States closer together, serving as an auxiliary element in public administration, encouraging a better development of national municipal activities.

*The resolution was adopted.*

#### IV. ONZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu, hier jeudi 24 septembre 1925, à 9 h. 30, sa onzième séance, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

*Rapport à l'Assemblée sur l'établissement de réfugiés arméniens dans la République d'Arménie.*

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, présente son rapport, qui est adopté par la Commission.

*Rapport à l'Assemblée sur la proposition tendant à l'envoi d'une Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium.*

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, présente son rapport, qui est adopté avec un léger amendement de forme.

*Rapport à l'Assemblée sur les mesures destinées à aider les réfugiés.*

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil), rapporteur, présente son rapport et explique que, par suite de la décision prise par la quatrième Commission, il sera nécessaire de modifier légèrement la résolution N° 5. Il propose le texte ci-après :

« 5. L'Assemblée invite instamment le Conseil à prendre des dispositions en vue de la convocation aussi rapide que possible d'une conférence intergouvernementale, qui serait chargée d'étudier les propositions formulées dans le rapport en vue de la création et de l'administration d'un fonds de roulement d'au moins £ 100.000 destiné à faciliter les migrations des réfugiés russes et arméniens et d'améliorer le système actuel des certificats d'identité des réfugiés. »

M. CABALLERO (Paraguay) propose l'adoption du rapport et attire l'attention sur les grandes facilités offertes aux émigrants dans son pays et sur le traitement libéral que leur assure son gouvernement.

Le rapport est adopté avec certains amendements proposés par les délégués de l'Italie et de l'Empire Britannique.

*Clôture des travaux de la Commission.*

Le PRÉSIDENT remercie ses collègues du zèle dont ils n'ont cessé de faire preuve ainsi que de l'indulgence qu'ils ont bien voulu lui témoigner.

Sur la proposition de M. SUVICH (Italie), la Commission, à l'unanimité, vote ses remerciements au président.

La duchesse D'ATHOLL (Empire britannique) rend hommage au zèle et à l'impartialité déployés par Dame Rachel Crowdy, secrétaire de la Commission.

#### V. SEPTIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu, hier, vendredi 25 septembre, sa septième séance, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador).

*Esclavage: Exposé du premier délégué de Libéria.*

Le baron LEHMANN (Libéria) présente un exposé au sujet de certaines allusions à la situation du Libéria figurant dans le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage.

Un échange de vues a lieu à ce propos entre M. GOHR, président de la Commission temporaire de l'esclavage et le baron LEHMANN.

*Rapport de la Sous-Commission de l'esclavage.*

La Sous-Commission poursuit la discussion du rapport et des projets de protocole et de résolution présentés par la Sous-Commission.

L'article 7 (échange de textes législatifs et de règlements) est approuvé sans discussion.

#### IV. ELEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its eleventh meeting on Thursday, September 24th, at 9.30 a.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

*Report to the Assembly on the Settlement of Armenian Refugees in the Armenian Republic.*

M. DE BROUCKERE (Belgium), Rapporteur, submitted his report, which was adopted by the Committee.

*Report to the Assembly on the Proposal to send a Commission of Enquiry into Certain Opium-Producing Countries.*

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, submitted his report, which was adopted by the Committee with a small drafting amendment.

*Report to the Assembly on Measures to Assist Refugees.*

M. A. BANDEIRA DE MELLO (Brazil), Rapporteur, submitted his report and stated that, as a result of the decision of the Fourth Committee, a slight change would be necessary in Resolution 5.

He proposed the following text:

“ The Assembly urges the Council to arrange for the convocation of an inter-Governmental conference as soon as possible for the purpose of examining the suggestions put forward in the report for the creation and administration of a revolving fund of not less than £100,000 sterling to assist the migration of Russian and Armenian refugees, and of effecting an improvement in the present system of refugee identity certificates.”

M. CABALLERO (Paraguay), supporting the adoption of the report, drew attention to the excellent opportunities offered to immigrants in his country and to the liberal treatment afforded them by his Government.

The report was adopted, with certain amendments proposed by the delegates for ITALY and the BRITISH EMPIRE.

*Conclusion of the Work of the Committee.*

The CHAIRMAN thanked the members of the Committee for the zeal with which they had performed their work and the indulgence they had shown to him.

On the proposal of M. SUVICH (Italy), the Committee unanimously adopted a vote of thanks to the Chairman.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) paid a tribute to the zeal and impartiality which had been displayed by Dame Rachel Crowdy, Secretary of the Committee.

#### V. SEVENTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee held its seventh meeting under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador) yesterday, Friday, September 25th.

*Slavery.*

*Statement by the First Delegates of Liberia.*

Baron LEHMANN (Liberia) made a statement concerning certain references to conditions in Liberia found in the report of the Temporary Slavery Commission.

An exchange of views on this question took place between M. Gohr, Chairman of the Temporary Slavery Commission, and Baron Lehmann.

*Report by the Sub-Committee on Slavery.*

The Committee continued the discussion of the report and draft Protocol and resolution submitted by the Sub-Committee.

Article 7 (Exchange of Laws and Regulations) was approved without discussion.

Au sujet de l'article 8 (abrogation des conventions antérieures), le Comte van LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) fait observer que l'adoption de cet article sous sa forme actuelle risquerait de provoquer certaines difficultés. Il réserve donc le droit de son Gouvernement de présenter ultérieurement des observations sur l'article en question.

Le Vicomte CECIL (Empire Britannique) fait également des réserves analogues.

Les articles 9, X et XI (adhésions et ratifications) sont approuvés sans discussion.

La Commission approuve également le projet de résolution annexé au rapport de la Sous-Commission et destiné à être soumis à l'Assemblée.

Le Dr NANSSEN (Norvège) présente deux projets d'articles dont il propose l'insertion dans le Protocole. Le Comité de rédaction a estimé que ces articles soulevaient des questions de principe et décidé qu'ils devaient être discutés en Commission plénière.

Le délégué de la Norvège propose, en premier lieu, qu'il soit inséré dans le Protocole un article relatif à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, analogue à l'article 35 de la Convention sur le trafic des armes et aux articles correspondants d'autres conventions conclues sous les auspices de la Société.

A la suite d'une discussion, à laquelle prennent part le Général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), le Vicomte CECIL (Empire britannique), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), le Comte Van LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), M. AUBERT (France) et M. LOUWERS (Belgique), il est décidé que ce projet d'article sera mentionné dans le rapport et soumis à l'examen des gouvernements.

Le Dr NANSSEN (Norvège) présente en outre le projet d'article ci-après:

« Les Etats signataires s'engagent à communiquer chaque année au Secrétaire général de la Société des Nations un rapport sur les effets des mesures qu'ils ont prises pour atteindre le but visé par le Protocole.

« Le Secrétaire général soumettra chaque année à l'Assemblée de la Société des Nations un résumé des rapports qui lui auront été ainsi communiqués. »

La Commission décide d'adopter pour ce projet d'article la même procédure que pour le précédent.

Le Dr NANSSEN (Norvège) propose enfin le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée,

« Ayant examiné le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage, qui a été communiqué aux Membres de la Société des Nations, et

« Ayant pris acte des allusions faites dans ce rapport à la situation grave qui pourrait se créer dans les pays où les conditions de travail des indigènes ne sont pas en harmonie avec les principes posés par l'article 23 du Pacte;

« Etant d'avis que cette question est d'un caractère extrêmement urgent;

« Attire l'attention de l'Organisation internationale du travail sur la nécessité de l'étudier en vue d'une action internationale. »

À la suite d'une discussion à laquelle prennent part le Général DRAKE-BROCKMAN (Australie), M. SMIT (Afrique du Sud), le Vicomte CECIL (Empire britannique), le Comte Van LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas) et le Dr NANSSEN (Norvège), la Commission décide d'adopter pour ce projet de résolution la même procédure que ci-dessus.

#### Clôture des travaux de la Commission.

M. AUBERT (France), au nom de la Commission, adresse ses félicitations au Vicomte Cecil, auquel principalement sont dus les résultats des travaux de la Commission en matière d'esclavage.

Le Vicomte CECIL (Empire britannique) adresse à M. Gohr, président de la Commission temporaire de l'esclavage et à M. Guerrero, président de la sixième Commission, ses remerciements et ceux de ses collègues.

#### Article 8 (Abrogation of previous Conventions).

Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) pointed out that the adoption of this article as it stood might lead to certain difficulties. He therefore reserved the right of his Government to make observations on this article at a later date.

Viscount CECIL (British Empire) also made similar reservations.

Articles 9, 10 and 11 (adhesion and ratification) were approved without discussion.

The Committee also approved the draft resolution to be submitted to the Assembly annexed to the report of the Sub-Committee.

Dr. NANSSEN (Norway) presented two draft articles which he proposed should be inserted in the Protocol. As the Drafting Committee had thought that they raised questions of principle, it had been decided that they should be discussed by the full Committee.

In the first place, Dr. Nansen proposed that the Protocol should contain an article dealing with the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, similar to that of Article 35 of the Arms Traffic Convention and corresponding articles of other Conventions concluded under the auspices of the League.

After a discussion, in which the following members of the Committee took part, General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), Viscount CECIL (British Empire), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), M. AUBERT (France), M. LOUWERS (Belgium), it was decided that this draft article should be mentioned in the report and submitted to the Governments for consideration.

Dr. NANSSEN further submitted the following draft article:

“ The signatory States undertake to communicate annually to the Secretary-General of the League of Nations a report on the working of the measures which they have taken to carry out the purposes of the protocol.

“ The Secretary-General shall present to the annual Assembly of the League of Nations a summary of the reports so communicated. ”

It was decided to treat this proposal in the same manner.

Finally, Dr. NANSSEN moved the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Having examined the report of the Temporary Slavery Commission which has been communicated to the Members of the League of Nations, and

“ Having noted the references therein to the grave consequences which may arise where the conditions of native labour are not such as are consonant with the principles inscribed in Article 23 of the Covenant;

“ Being of opinion that this question is one of the most urgent character;

“ Calls the attention of the International Labour Organisation to the necessity for its study with a view to international action. ”

After a discussion in which General DRAKE-BROCKMAN (Australia), M. Jacobus SMIT (South Africa), Viscount CECIL (British Empire), Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands) and Dr. NANSSEN (Norway) took part, it was decided that this proposal should be dealt with in the same way as the others.

#### Close of the Session.

M. AUBERT (France), on behalf of the Committee, congratulated Viscount Cecil, to whom the result of the work of the Committee in the matter of slavery was principally due.

Viscount CECIL (British Empire) addressed to M. Gohr, Chairman of the Temporary Slavery Commission, and to the Chairman of the Sixth Committee, Dr. Guerrero, the thanks of the Committee.

VI. PROTOCOLE RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE: COMMUNICATION DE LA DÉLÉGATION POLONAISE.

Lettre adressée par M. Gaëtan Morawski, délégué de la Pologne, à M. le Président de la sixième Assemblée de la Société des Nations, au sujet de la signature, par la Pologne, du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage.

Genève, le 24 septembre 1925.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, à la date du 22 septembre courant, j'ai signé, au nom et d'ordre du Gouvernement polonais, le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage adopté par la quatrième Assemblée de la Société des Nations le 24 septembre 1923. La Pologne, tout en appréciant hautement la valeur et la portée pratique de ce texte pour le développement des relations commerciales internationales, n'était pas en mesure, jusqu'à présent, d'apposer sa signature au bas du Protocole, étant donné que sa législation intérieure, en ce qui concerne la plus grande partie des provinces polonaises, refusait l'efficacité juridique à la « clause compromissoire » dans les contrats.

Afin de rendre possible la signature du Protocole, mon gouvernement ne recula pas devant la novellisation du Code de procédure civile, en vigueur dans l'ancien Royaume du Congrès et dans les voïevodies de l'Est. Un projet de loi y relatif fut déposé en été 1924. A la date du 16 juillet 1925, il est devenu texte de loi et rien ne s'opposait dès lors à la signature du Protocole.

Le nouvel article 1370 du Code de procédure civile susmentionné aura désormais la rédaction suivante, qui assure l'efficacité à la clause compromissoire:

« Dans les cas où, en raison d'un engagement préalable, l'affaire doit être décidée par un tribunal des arbitres, et l'une des parties refuse de procéder à la rédaction du compromis (article 1360) ou bien lorsque les parties ne se seraient pas mises d'accord sur les conditions de ce compromis, le Tribunal, vu la requête d'une des parties, établira le texte du compromis ».

Les cadres de procédure civile, en vigueur dans d'autres provinces polonaises (Code autrichien et Code allemand) assureraient déjà, par leurs dispositions originaires, la validité de la clause compromissoire.

(Signé) Gaëtan D. MORAWSKI,  
Délégué à la sixième Assemblée.

VII. ACCEPTATION PAR LA BELGIQUE DE LA DISPOSITION FACULTATIVE RECONNAISSANT LA JURIDICTION OBLIGATOIRE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

Son Excellence M. Paul HYMANS, délégué de la Belgique, à la sixième Assemblée de la Société des Nations a apposé, le 25 septembre, au Protocole contenant le Statut de la Cour permanente, la déclaration suivante comportant l'acceptation par la Belgique de la disposition facultative reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour:

« Au nom du Gouvernement belge, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de 15 années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenus ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ».

VI. PROTOCOL ON ARBITRATION CLAUSES: COMMUNICATION FROM THE DELEGATION OF POLAND.

Letter addressed by M. Gaëtan Morawski, Delegate of Poland, to the President of the Sixth Assembly of the League of Nations, concerning the Signature by Poland of the Protocol on Arbitration Clauses, Geneva, September 24th, 1925.

Mr. President,

I have the honour to notify you that, on September 22nd, I signed, on behalf and upon the instructions of the Polish Government, the Protocol on Arbitration Clauses adopted by the Fourth Assembly of the League of Nations on September 24th, 1923.

Poland, while highly appreciating the value and practical scope of this document for the development of international commercial relations, had not hitherto been in a position to sign the Protocol, since her domestic legislation, so far as the majority of the Polish provinces were concerned, made it impossible to give legal effect to the arbitration clause in commercial contracts.

My Government, in order to be able to sign the Protocol, did not hesitate to introduce an innovation into the code of civil procedure in force in the Kingdom of Congress Poland, and in the voievodies of the East. A bill concerning the matter was tabled in the spring of 1924. On July 16th, 1925, this bill became law, and thenceforth there was nothing to prevent Poland from signing the Protocol.

The new Article 1370 of the code of civil procedure above mentioned will henceforth render effective the arbitration clause. It is in the following terms:

In cases where, owing to a previous undertaking, a matter must be decided by an arbitral tribunal and one of the parties refuses to draft the agreement to arbitrate (Article 1369), or when the parties cannot agree as to the terms of this agreement, the tribunal upon the request of one of the parties will itself establish the text of the agreement.

The codes of civil procedure in force in the other Polish provinces (Austrian Code and German Code) already ensure by their original provisions the validity of the arbitration clause.

(Signed) Gaëtan D. MORAWSKI,  
Delegate to the Sixth Assembly.

VII. ACCEPTANCE BY BELGIUM OF THE OPTIONAL PROVISION RECOGNISING THE COMPULSORY JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

M. Paul HYMANS, delegate of Belgium to the Sixth Assembly of the League of Nations, affixed to the Protocol containing the Statute of the Permanent Court, on September 25th, the following declaration, being the acceptance by Belgium of the optional provision recognising the compulsory jurisdiction of the Court:

“ On behalf of the Belgian Government, I recognise as compulsory, *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of fifteen years, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement.”



VII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS  
AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE LE 25 SEPTEMBRE  
1925.

- Compte rendu provisoire: seizième séance.  
Compte rendu définitif: douzième séance.  
Ordre du jour de l'Assemblée N° 12.
- A. 97. Mandats: Frontière entre l'Angola et le Sud-Ouest africain.
- A. 114. Collaboration de la Presse à l'organisation de la paix: Proposition de la délégation chilienne tendant à la convocation d'un Comité d'experts: Rapport et résolution présentés à la sixième Assemblée par la sixième Commission.
- A. 115. (Errata). Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport de la première Commission à l'Assemblée.
- A. 116. Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général: Rapport présenté à la sixième Assemblée par la quatrième Commission.
- A. 117. Election des Membres non permanents du Conseil: Vœu présenté par la délégation chinoise et adopté par l'Assemblée le 24 septembre 1925 (matin).
- A. 118. Question de la démission de la République de Costa-Rica: Vœu proposé par la délégation française et adopté par l'Assemblée le 24 septembre 1925 (matin).
- A. 119. Conférence économique internationale: Résolutions proposées par la deuxième Commission et adoptées par l'Assemblée le 24 septembre 1925 (matin).
- A. 120. Travaux du Comité économique: Résolutions proposées par la deuxième Commission et adoptées par l'Assemblée le 24 septembre 1925 (matin).
- A. 121. Union internationale de secours: Résolution proposée par la deuxième Commission et adoptée par l'Assemblée le 24 septembre 1925 (matin).
- A. 122. Coopération municipale internationale: Rapport de la cinquième Commission à la sixième Assemblée.
- A. 123. Trafic de l'opium: Rapport de la cinquième Commission à la sixième Assemblée.

PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux îles d'Åland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie, des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Fr. suisses 2.— en noir, et Fr. suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats 8 × 8 ou 8½ × 10.

Pour toute commande ou tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, *Service photographique*, de la Société des Nations.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS  
OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 25th, 1925.

- Provisional Verbatim Record: Sixteenth Meeting.  
Definitive Verbatim Record: Twelfth Meeting.  
Assembly Agenda No. 12.
- A. 97. Mandates: Frontier between Angola and South-West Africa.
- A. 114. Collaboration of the Press in the Organisation of Peace: Proposal from the Chilean Delegation for the convening of a Committee of Experts: Report and Resolution submitted to the Sixth Assembly by the Sixth Committee.
- A. 115. (Errata) Pacific Settlement of International Disputes: Report presented by the First Committee to the Sixth Assembly.
- A. 116. Erection of an Assembly Hall and of Annexes for the Use of the Secretariat: Report submitted to the Sixth Assembly by the Fourth Committee.
- A. 117. Election of the Six Non-Permanent Members of the Council: Recommendation proposed by the Chinese Delegation and adopted by the Assembly on September 24th, 1925 (morning).
- A. 118. Question of the Withdrawal of the Republic of Costa Rica from the League. Recommendation proposed by the French Delegation and adopted by the Assembly on September 24th, 1925 (morning).
- A. 119. International Economic Conference: Resolutions proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 24th, 1925 (morning).
- A. 120. Work of the Economic Committee: Resolutions proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 24th, 1925 (morning).
- A. 121. International Relief Union: Resolution proposed by the Second Committee and adopted by the Assembly on September 24th, 1925 (morning).
- A. 122. International Municipal Co-operation: Report of the Fifth Committee to the Sixth Assembly.
- A. 123. Traffic in Opium: Report of the Fifth Committee to the Sixth Assembly.

LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection—of about 200 slides—includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Åland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides (8 × 8 or 8½ × 10 centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, *Photographic Department*, of the League of Nations, Geneva.

VIENT DE PARAITRE.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :  
**SON ŒUVRE**

(JANVIER 1920 — JUIN 1925)

Résumé substantiel et autorisé de l'œuvre accomplie depuis le début, janvier 1920, jusqu'en juin 1925, avec une introduction sur la nature et l'histoire de la Société des Nations.

Fr. 1.— (argent suisse)

**ALBUM ILLUSTRÉ**

DE LA

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

Fr. 5.— (argent suisse)

Album de 84 pages grand format (17 × 24 cm.), contenant plus de cent photographies, graphiques, cartes, etc., servant à illustrer les diverses phases de l'organisation et de l'activité de la Société, et un texte explicatif divisé en seize chapitres, où sont résumés le développement, la constitution et l'œuvre de la Société.

**BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION**

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations.

Toutes ces brochures sont publiées en français et en anglais, langues officielles de la Société des Nations, et plusieurs d'entre elles le sont également dans la plupart des autres langues européennes. Ci-dessous, les titres des diverses brochures.

Le PACTE ET SES AMENDEMENTS.  
CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.  
COMMUNICATIONS ET TRANSIT.  
L'ACTIVITÉ POLITIQUE.  
L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.  
LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.  
L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.  
ADMINISTRATION FINANCIÈRE ET RÉPARTITION DES DÉPENSES.

LES MANDATS.  
LES MINORITÉS.  
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE.  
LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Un exemplaire . . . . . Fr. 0.25  
Cent exemplaires . . . . . » 20.—

*Les publications de la Société des Nations sont en vente à la Salle de l'Assemblée (entrée publique, boulevard Helvétique) pendant les séances de l'Assemblée, et au Secrétariat (Service de vente, Villa Beauregard).*

JUST PUBLISHED.

THE LEAGUE OF NATIONS :  
**A SURVEY**

(JANUARY 1920 — JUNE 1925)

An informed and authoritative record summarising the work accomplished since the beginning in January 1920 up to June 1925, with an introductory survey of the character and development of the League.

1/- \$ 0.20

**ILLUSTRATED ALBUM**

OF THE

**LEAGUE OF NATIONS**

4/- \$1.00

This album contains 84 pages (17 × 24 cms.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

**PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION**

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work.

All the pamphlets are issued in both languages (English and French) and several in other European languages. The following is the list of subjects:

THE COVENANT (WITH AMENDMENTS).  
THE CONSTITUTION AND ORGANISATION OF THE LEAGUE.  
THE ECONOMIC AND FINANCIAL WORK OF THE LEAGUE.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.  
TRANSIT AND COMMUNICATIONS.  
POLITICAL PROBLEMS.  
THE HEALTH ORGANISATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.  
THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.  
DISARMAMENT.  
HUMANITARIAN ACTIVITIES.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND APPORTIONMENT OF EXPENSES.  
MANDATES.  
MINORITIES.  
INTELLECTUAL CO-OPERATION.

DANZIG AND THE SAAR.

Single copies . . . . . 3d. \$0.05  
Per hundred . . . . . £1 4.00

*The publications of the League of Nations are on sale at the Assembly Hall (Public Entrance, Boulevard Helvétique) during the meetings of the Assembly, and at the Secretariat (Sales Department, Villa Beauregard)*

# JOURNAL

DE LA  
SIXIÈME ASSEMBLÉE  
DE LA  
SOCIÉTÉ DES NATIONS  
GENÈVE 1925

OF THE  
SIXTH ASSEMBLY  
OF THE  
LEAGUE OF NATIONS  
GENEVA 1925

N° 19. — DIMANCHE 27 SEPTEMBRE 1925.

No. 19. — SUNDAY, SEPTEMBER 27th, 1925.

## AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 21 septembre 1925 par la sixième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

## AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the Amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 21st, 1925, by the Sixth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

### SOMMAIRE:

	Pages
I. Dix-huitième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	257
II. Dix-neuvième séance plénière de l'Assemblée . . . . .	265
III. Signatures et ratifications des Accords Internationaux . . . . .	268

### CONTENTS:

	Page
I. Eighteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	257
II. Nineteenth Plenary Meeting of the Assembly . . . . .	265
III. Signatures and Ratifications of International Engagements . . . . .	268

## I. DIX-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 26 septembre 1925, à 9 h. 30.*

*Répartition des dépenses: Rapport de la quatrième Commission.*

M. da Costa (Portugal), président de la quatrième Commission, et M. Enckell (Finlande), rapporteur, montent à la tribune.

Ils présentent le nouveau projet de barème provisoire élaboré par la Commission de répartition des dépenses. Cette Commission, après avoir examiné les budgets pour 1923 des 54 Etats membres de la Société, en a tiré une série d'indices destinés à guider la quatrième Commission dans ses décisions. Celle-ci a procédé à un examen minutieux du nouveau barème; elle est arrivée à la conclusion que les changements réclamés par certaines délégations en détruiraient l'équilibre; elle recommande donc à l'Assemblée de l'adopter sans modification. Il va sans dire que le nombre d'unités accordé à chaque pays ne saurait correspondre exactement à la différence réelle qui existe entre les capacités de paiement des différents Etats; ces écarts sont inévitables dans un barème qui ne comporte pas des fractions d'unités.

La quatrième Commission a également adopté la proposition de la Commission de répartition des dépenses aux termes de laquelle l'Assemblée serait invitée à mettre ce barème en vigueur pour les années 1926, 1927 et 1928; la Commission de répartition des dépenses ne resterait donc en fonctions que pour suivre la situation économique et présenter en 1928 le résultat de ses travaux, qui servirait de base à une nouvelle enquête pour l'établissement du barème futur.

## I. EIGHTEENTH PLENARY MEETING

*Held at the Salle de la Réformation, Saturday, September 26th, 1925, at 9.30 a.m.*

*Allocation of Expenses: Report of the Fourth Committee.*

M. da Costa (Portugal), Chairman of the Fourth Committee, and M. Enckell (Finland), Rapporteur, came to the platform.

They submitted a new scheme for a provisional scale drawn up by the Committee on the Allocation of Expenses. This Committee, after having examined the budgets for 1923 of the 54 Members of the League, had drawn up a series of indices for the guidance of the Fourth Committee in its decision. The Fourth Committee had closely examined the new scale and had reached the conclusion that the changes asked for by certain delegations would destroy its balance. It recommended, therefore, that the Assembly should adopt the scale without amendment. It was obvious that the number of units given to each country could not exactly correspond to the real difference between the capacities for payment of the different States. Such defects were inevitable in a scale which did not contain fractions of units.

The Fourth Committee had also adopted a proposal of the Committee on the Allocation of Expenses, according to which the Assembly would be asked to put this scale into force for the years 1926, 1927 and 1928. The Committee on the Allocation of Expenses would not therefore continue its duties except in order to follow the economic situation and submit in 1928 the results which could serve as a basis for a fresh enquiry into the establishment of a future scale.

En conclusion, la quatrième Commission présente les résolutions suivantes:

« L'Assemblée,

« I. Prie le Conseil de demander à la Commission de répartition des dépenses de suivre le développement économique des divers Etats membres en vue de soumettre un barème révisé à l'Assemblée de 1928.

« II. Approuve, pour les années 1926, 1927 et 1928 le barème pour la répartition des dépenses de la Société, qui figure en annexe à la présente résolution. »

*Annexe.*

BARÈME DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ POUR LES ANNÉES 1926, 1927 et 1928

Pays	Unités
Afrique du Sud (Union de l')	15
Albanie	1
Argentine	29
Australie	27
Autriche	8
Belgique	18
Bolivie	4
Brésil	29
Bulgarie	5
Canada	35
Chili	14
Chine	46
Colombie	6
Costa Rica	1
Cuba	9
Danemark	12
Dominicaine, République	1
Espagne	40
Esthonie	3
Ethiopie	2
Finlande	10
France	79
Grande-Bretagne	105
Grèce	7
Guatemala	1
Haïti	1
Honduras	1
Hongrie	8
Indes	56
Irlande (Etat libre d')	10
Italie	60
Japon	60
Lettonie	3
Libéria	1
Lithuanie	4
Luxembourg	1
Nicaragua	1
Norvège	9
Nouvelle-Zélande	10
Panama	1
Paraguay	1
Pays-Bas	23
Pérou	9
Perse	5
Pologne	32
Portugal	6
Roumanie	22
Salvador	1
Serbes, Croates et Slovènes (Royaume des)	20
Siam	9
Suède	18
Suisse	17
Tchécoslovaquie	29
Uruguay	7
Venezuela	5
	<u>5</u>

937

M. GALVANAUSKAS (Lithuanie) fait observer que la Commission de répartition, après avoir dépouillé le budget de 54 pays, n'a cependant pas voulu se baser sur les données qui résultaient de cet examen; en effet, si l'on veut établir un barème sur des données scientifiques, il ne suffit pas d'envisager le budget, mais il faut prendre en considération bien d'autres éléments parmi lesquels M. Galvanauskas met en premier lieu

Finally, the Fourth Committee submitted the following resolutions:

"The Assembly,

"I. Requests the Council to ask the Committee on the Allocation of Expenses to follow the economic development of the various Member States with a view to submitting a revised scale to the Assembly of 1928.

"II. Approves for the years 1926, 1927 and 1928 the scale for the allocation of the expenses of the League annexed to the present resolution."

*Annex.*

SCALE OF ALLOCATION OF THE EXPENSES OF THE LEAGUE FOR 1926, 1927 AND 1928.

Country	Units
Abyssinia	2
Albania	1
Argentine	29
Australia	27
Austria	8
Belgium	18
Bolivia	4
Brazil	29
Bulgaria	5
Canada	35
Chile	14
China	46
Colombia	6
Costa Rica	1
Cuba	9
Czechoslovakia	29
Denmark	12
Dominican Republic	1
Esthonia	3
Finland	10
France	79
Great Britain	105
Greece	7
Guatemala	1
Haïti	1
Honduras	1
Hungary	8
India	56
Irish Free State	10
Italy	60
Japan	60
Latvia	3
Liberia	1
Lithuania	4
Luxemburg	1
Netherlands	23
New Zealand	10
Nicaragua	1
Norway	9
Panama	1
Paraguay	1
Persia	5
Peru	9
Poland	32
Portugal	6
Roumania	22
Salvador	1
Serbs, Croats and Slovenes (Kingdom of)	20
Siam	9
Spain	40
South Africa (Union of)	15
Sweden	18
Switzerland	17
Uruguay	7
Venezuela	5
	<u>5</u>

937

M. GALVANAUSKAS (Lithuania) pointed out that the Committee on the Allocation of Expenses, after having investigated the budgets of the 54 countries, had nevertheless decided not to base its recommendations on the statistics obtained by such an investigation. Were an endeavour made to establish a scale based on scientific statistics, it was sufficient merely to take account of the budgets, for many other elements had to be

le territoire du pays, en second lieu le chiffre de la population, en troisième lieu la fortune nationale accumulée dans un pays, et enfin le chiffre des exportations et des importations.

Pour montrer à quel point le barème actuel est loin de correspondre à la réalité, M. Galvanauskas prend l'exemple de la Lithuanie et de la Pologne; la première paie deux unités par million d'habitants et la seconde une unité seulement. Il rappelle que les quatre unités mises à la charge de la Lithuanie avaient été fixées à une époque où l'on espérait que le territoire de Vilna serait rendu à la Lithuanie; or, ce territoire est toujours occupé par la Pologne.

Le Gouvernement lithuanien qui a toujours versé sa contribution, bien qu'il ait subi la répercussion de la chute du mark allemand et qu'il soit passé par de graves difficultés politiques, estime que la situation qui lui est faite par le barème actuel est anormale et injuste. En conclusion, la délégation lithuanienne ne considère pas ce barème comme obligatoire pour son pays; elle réserve la libre appréciation de son gouvernement et s'abstiendra de prendre part au vote.

*Les propositions sont adoptées.*

*Questions financières: Rapport de la quatrième Commission.*

M. da Costa (Portugal) et M. Cavazzoni (Italie), rapporteur, montent à la tribune.

M. CAVAZZONI (Italie) rappelle qu'à la dernière Assemblée M. de Vasconcellos avait formulé le vœu que la Société des Nations persévérât dans une gestion économique et prudente. Ce vœu a été heureusement réalisé.

Les versements effectués par les Etats membres pour l'exercice 1924 se sont élevés à 83,2 % des sommes à recevoir, contre 61,7 % en 1923. Le versement des contributions arriérées a dépassé 8 millions sur les 13 millions qui étaient en souffrance. L'administration de la Société des Nations progresse d'une façon tout à fait satisfaisante et s'appuie sur des règles plus précises et plus fermes. L'excédent pour l'ensemble des trois organisations s'élève à 9.395.721,35 francs-or. Le compte d'avances s'élevait, au 31 août, à 4.352.423,11 francs-or. L'achat de l'Hôtel National a été soldé une année à l'avance, et une recette imprévue assez importante a pu être inscrite en augmentation du fonds destiné aux nouvelles constructions de la Société.

M. Cavazzoni présente donc les résolutions suivantes:

« 1. L'Assemblée de la Société des Nations, en vertu de l'article 38 du règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le sixième exercice financier, clos le 31 décembre 1924.

« 2. L'Assemblée, en vertu de l'article 17 du règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations;

« Arrête, pour l'exercice 1926, le budget général de la Société des Nations, du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de 22.980.633 francs-or;

« Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Officiel*.

« 3. L'Assemblée adopte, dans la mesure où elles ont été approuvées par la quatrième Commission, les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen, en même temps qu'elle lui adresse le témoignage de sa reconnaissance pour ses éminents services.

« 4. L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission. »

M. ZUMETA (Venezuela) fait toutes réserves sur l'inscription des crédits concernant une enquête sur la production de l'opium en Perse et sur l'augmentation de 100.000 francs pour le placement des réfugiés russes; il s'abstiendra de les voter.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) déclare, au sujet du premier de ces postes, que les délégations qui s'y sont opposées à la quatrième Commission seraient disposées à l'accepter par esprit de conciliation s'il était réduit à 100.000 francs.

considered, including in the first place the territory of the country, in the second place the number of the population, in the third place the total wealth of the country, and finally the figures for exports and imports.

In order to prove how far the present scale was from corresponding with the state of affairs, he would take, as an example, Lithuania and Poland. Lithuania paid two units per million inhabitants, Poland only one unit. He reminded the Assembly that the units for which Lithuania was responsible had been fixed at a time when it had been hoped that the territory of Vilna would be returned to Lithuania. This territory, however, was still in the occupation of Poland.

The Lithuanian Government had always paid its contribution, even though it had suffered from the effects of the fall in the German mark and from grave political difficulties and though it thought that the position in which it was placed by the present scale was abnormal and unjust.

The Lithuanian delegation did not consider itself bound by this scale. It reserved the freedom of action of its Government; it would accordingly take no part in the vote.

*The proposals were adopted.*

*Financial Questions: Report of the Fourth Committee.*

M. da Costa (Portugal) and M. Cavazzoni (Italy), Rapporteur, came to the platform.

M. CAVAZZONI (Italy) reminded the Assembly that last year M. de Vasconcellos had put forward the recommendation that the League of Nations should continue to concentrate upon economy and prudence.

This recommendation had been adopted.

Payments made by States Members for the period 1924 amounted to 83.2 per cent as compared with 61.7 per cent in 1923. The payment of contributions in arrears had exceeded 8 millions out of the 13 millions concerned. The administration of the League of Nations progressed in a most satisfactory manner and was based on more precise and firmer regulations. The surplus accumulated by the three organisations amounted to 9,395,721.35 francs. The advances made had amounted on August 31st to 4,352,423.11 gold francs.

The final instalment on the price of the Hotel National had been paid for a year in advance and an unexpected but fairly important sum had been set aside for increasing the amounts destined to pay for the new buildings of the League.

M. Cavazzoni submitted the following resolutions:

“1. The Assembly of the League of Nations, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League, finally approves the audited accounts of the League for the sixth financial period, ending December 31st, 1924.

“2. The Assembly, in virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League:

“Approves, for the financial year 1926, the general budget of the League, of the Secretariat and of the Special Organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice, the total amount of which, including supplementary credits, is 22,980,633 gold francs;

“And decides that the said budgets shall be published in the *Official Journal*.

“3. The Assembly adopts, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted to its consideration, and at the same time expresses to the Supervisory Commission its thank for the services it has so well rendered.

“4. The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee.”

M. ZUMETA (Venezuela) made a reservation regarding the credits for an enquiry into the production of opium in Persia and regarding the proposed increase of 100,000 francs for the placing of Russian refugees. He would abstain from voting.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) said that, in regard to the first of these items, delegations which had opposed them in the Fourth Committee were ready to accept them in order to mark their spirit of conciliation, provided they were reduced to 100,000 francs.

Le prince ARFA (Perse) accepte cette réduction; il espère d'ailleurs que le Conseil pourra trouver d'autres ressources. En tout cas la Perse accordera toutes facilités à la Commission d'enquête.

M. DA COSTA (Portugal) accepte au nom de la quatrième Commission.

*Le rapport est adopté.*

*Contributions arriérées.*

M. Barboza Carneiro (Brésil) monte à la tribune.

Il déclare que la Sous-Commission constituée par la quatrième Commission a constaté que de notables progrès avaient été réalisés, mais qu'il existait encore un certain nombre de cas qui devaient faire l'objet de nouvelles démarches auprès du Secrétaire général.

Il présente la résolution suivante:

« L'Assemblée,  
« A la suite du rapport qui lui a été présenté par sa quatrième Commission:

« 1. Décide d'approuver le règlement du compte de la République Argentine;

« 2. Exprime sa satisfaction pour l'effort fait par quelques Membres pour s'acquitter de leurs dettes envers la Société;

« 3. Fait un appel pressant aux Membres dont les contributions n'ont pas encore été payées pour prendre les mesures nécessaires au règlement de leurs dettes envers la Société, et invite le Secrétaire général à tenter de nouvelles et pressantes démarches auprès de ses Membres.

« 4. Invite le Secrétaire général à faire au Conseil, au cours de sa session de juin 1926, un rapport sur le résultat de ses démarches, afin de permettre à celui-ci d'examiner la question des contributions arriérées et d'en faire rapport à la septième Assemblée. »

*Le rapport et la résolution sont adoptés.*

*Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.*

a) *Tâche de la Commission consultative.*

b) *Commission d'enquête à envoyer dans certains pays producteurs d'opium.*

M. Garay (Panama), président de la cinquième Commission, et M. Veverka (Tchécoslovaquie), rapporteur, montent à la tribune.

M. VEVERKA déclare que l'immensité du but poursuivi est le seul critérium avec lequel il faut mesurer le travail accompli. Le fléau menace de devenir universel et ne pourra être combattu que par un effort commun et loyal de tous sans exception.

Les deux Conférences de l'opium ont montré la délicatesse et la complexité du problème et ont établi qu'il fallait, ou bien en finir avec le trafic de l'opium, ou bien accepter que la race humaine soit définitivement détériorée. On ne pourra parvenir au succès qu'en unissant étroitement l'expérience technique et l'idéalisme. Les deux conférences ont heureusement diagnostiqué la maladie et suggéré des mesures pour y remédier. La Commission consultative poursuit ses travaux d'après les mêmes méthodes et mérite les félicitations de l'Assemblée.

Il ne sera possible de diminuer la production de l'opium que lorsque tous les pays producteurs auront pris l'engagement de ne pas augmenter leur production actuelle ou de chercher de nouveaux débouchés au détriment d'autres parties de l'humanité. Le coolie surmené n'abandonnera jamais les narcotiques qui lui procurent un court repos artificiel avant de pouvoir être assuré d'une situation moins pénible. Pour cela de nombreux et grands sacrifices sont nécessaires. La Société des Nations qui travaille sous le contrôle moral de tous les peuples ne doit pas perdre courage.

Au nom de la cinquième Commission il soumet les résolutions suivantes:

« I. La cinquième Commission adopte le rapport de la Commission consultative sur le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, ainsi que les résolutions qu'il contient.

« II. La cinquième Commission prie instamment les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier les accords et résolutions adoptés par la première et la deuxième Conférences, ou d'y adhérer. »

Prince ARFA (Persia) accepted this resolution. He hoped, further, that the Council might be able to find other sources. In any case, Persia would accord every facility to a Commission of Enquiry.

M. DA COSTA (Portugal) accepted the amendment in the name of the Fourth Committee.

*The report was adopted.*

*Contributions in Arrears.*

M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil) came to the platform.

He stated that the Sub-Committee set up by the Fourth Committee had noted that notable progress had been made but that there was still a certain number of cases which required further action by the Secretary-General. He presented the following resolution:

“The Assembly,  
“Having considered the report which was submitted to it by its Fourth Committee:

“(1) Decides to approve the settlement of the Argentine Republic's debt;

“(2) Expresses the satisfaction with the efforts made by certain Members to pay their debts to the League;

“(3) Makes a pressing appeal to Members whose contributions have not yet been paid to take the necessary measures for the settlement of their debts to the League of Nations and requests the Secretary-General to make further urgent representations to these Members;

“(4) Invites the Secretary-General to report to the Council on the results of these representations at its session of June 1926, in order to enable the Council to examine the question on contributions in arrears and report to the Seventh Assembly.”

*The report and the resolution were adopted.*

*Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.*

(a) *Work of the Advisory Committee;*

(b) *Committee of Enquiry to be Despatched to Certain Opium-producing Countries.*

M. Garay (Panama), Chairman of the Fifth Committee, and M. Veverka (Czechoslovakia), Rapporteur, came to the platform.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) said that the vastness of the object pursued was the only standard by which the amount of work accomplished should be judged. The evil was threatening to become universal and could only be combated by a common and loyal effort put forward by all, without a single exception.

The two opium conferences had shown the difficult and complex nature of the problem and had clearly demonstrated that either the traffic in opium must be suppressed or else the human race would definitely deteriorate. Success could only be achieved by the close union of technical knowledge with idealism. The two conferences had successfully diagnosed the malady and suggested the curative measures. The Advisory Committee was pursuing similar methods and deserved the congratulations of the Assembly.

It would only be possible to diminish the production of opium when all producing countries, without exception, undertook not to increase their present production or to seek new markets to the detriment of further sections of humanity. The overworked coolie would never abandon the drugs which gained him a short artificial respite unless he could be assured of better conditions. For this many great sacrifices were necessary. The League which worked under the moral control of all peoples must not lose heart.

On behalf of the Fifth Committee, he submitted the following resolutions:

“ I. The Assembly adopts the report of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs, together with the resolutions embodied therein.

“ II. The Assembly urges on all States which have not already done so to ratify or to adhere to the agreements and resolutions adopted by the First and Second Conferences.”

Enfin, comme conclusion au second rapport, il soumet les résolutions suivantes :

« I. L'Assemblée,

« Ayant examiné la résolution qui figure dans l'Acte final de la deuxième Conférence internationale de l'opium, concernant la nomination d'une commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium :

« Recommande qu'une Commission de ce genre soit envoyée en Perse pour étudier :

« a) La situation en ce qui concerne la culture du pavot ;

« b) Le remplacement d'une certaine proportion de cette culture par d'autres cultures.

« II. La Commission ne devrait pas se composer de plus de trois Membres qui seraient nommés par le Conseil, à savoir : une personne qui serait dûment qualifiée pour remplir les fonctions de président, un expert qui s'occuperait de l'aspect agricole du problème et qui serait nommé après consultation avec l'Institut international d'agriculture, et une personne ayant l'expérience des affaires et des marchés de l'Orient, ainsi qu'une connaissance du problème des transports.

« III. L'Assemblée est d'avis qu'une telle enquête exigerait pour ses travaux une somme de 100.000 francs-or et décide qu'un crédit correspondant sera adopté à cet effet. »

M. DA COSTA (Portugal) déclare que son pays avait été l'un de ceux qui n'avaient pas pu voter le crédit de 150.000 francs proposé pour la Commission d'enquête dans certains pays producteurs d'opium et, en particulier, en Perse. Mais il se rallie à la proposition présentée par M. Fernandez y Medina tendant à adopter ce poste à condition que le montant en soit réduit à 100.000 francs.

Quant à la tâche générale accomplie par la Commission consultative sur le trafic de l'opium, il doit déclarer, au nom de son gouvernement :

1<sup>o</sup> Que le Portugal, signataire de la Convention de La Haye de 1912, a pris part aux conférences de l'opium de 1924 et 1925, réalisées à Genève sous les auspices de la Société des Nations ;

2<sup>o</sup> Que le Gouvernement portugais a signé les accords et résolutions adoptées par ces deux Conférences avec les réserves que lui imposaient les circonstances de fait et les obligations découlant des contrats passés d'accord avec les dispositions de la Convention de La Haye ;

3<sup>o</sup> Que le Gouvernement portugais a déjà présenté à la ratification du Parlement les accords et résolutions des deux dernières Conférences ;

4<sup>o</sup> Que le Portugal approuve la deuxième résolution proposée à cette Assemblée, par la cinquième Commission, avec d'autant plus d'empressement que c'est le délégué de Portugal qui l'a suggérée en premier lieu au sein de cette Commission ;

5<sup>o</sup> Que ce vote nous paraît en ce moment le seul légitime et vraiment utile pour les buts humanitaires que nous poursuivons, car cette Assemblée doit montrer toute sa confiance dans les résultats des deux conférences, auxquelles ont pris part des Etats qui ne sont pas membres de la Société des Nations ;

6<sup>o</sup> Que la délégation portugaise refuse donc son vote à la première résolution qui nous est soumise, étant néanmoins décidée à appuyer toute proposition destinée à donner au Conseil de la Société des Nations les pouvoirs les plus étendus pour qu'il facilite par tous les moyens l'exécution intégrale des résolutions adoptées par les deux Conférences.

*Les résolutions sont adoptées.*

#### *Réfugiés arméniens.*

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, prend place à la tribune.

Le délégué de la Belgique explique que son rapport traite de la question du placement des réfugiés arméniens au Caucase. Il est proposé de désigner un Comité d'enquête et d'information, et de renouveler le crédit de 50.000 francs déjà accordé l'an dernier.

Finally, as a conclusion to the second report, he submitted the following resolutions :

" I. The Assembly,

" Having considered the resolution contained in the Final Act of the Second International Opium Conference with regard to the appointment of a Commission of Enquiry in certain opium-producing countries :

" Recommends that such a Commission should be sent to Persia to study :

" (a) The existing situation with regard to the cultivation of the poppy ;

" (b) The replacement of a proportion of this cultivation by other crops.

" II. The Commission shall consist of not more than three persons to be appointed by the Council ; a person having the necessary qualifications to act as Chairman, an expert on the agricultural side of the problem to be nominated after consultation with the International Institute of Agriculture, and a person having experience of business conditions and markets in the East and knowledge of transport problems.

" III. The Assembly is of opinion that such an enquiry would require for its work the sum of 100,000 gold francs and decides that this sum be voted for the purpose."

M. DA COSTA (Portugal) said that his country had been one of those which had felt unable to vote for the proposed expenditure of 150,000 francs on the Committee of Enquiry to be sent to certain opium-producing countries, notably Persia. He agreed, however, to the proposal of M. Fernandez y Medina to adopt this item provided the amount were reduced to 100,000 francs.

In regard to the general work being done by the Advisory Committee on Traffic in Opium, he desired to state in the name of his Government :

(1) That Portugal, being a signatory of the Hague Convention of 1912, had taken part in the Opium Conferences of 1924 and 1925 which had met in Geneva under the auspices of the League ;

(2) That the Portuguese Government had signed the agreements and resolutions adopted by those two conferences with such reservations as were imposed upon her by circumstances of fact and by obligations arising from contracts concluded in agreement with the provisions of the Hague Convention.

(3) That the Portuguese Government had already submitted the ratification of the agreements and resolutions adopted by the last two conferences to the Portuguese Parliament.

(4) That Portugal approved the second resolution adopted by the Fifth Committee of the Assembly, all the more readily because it had first been put forward by the Portuguese delegate in that Committee.

(5) That the adoption of the resolutions appeared to the Portuguese delegation to be the only legitimate and really useful method of achieving the humanitarian ends pursued, for the Assembly should show its confidence in the results of the two conferences in which States not Members of the League of Nations had taken part.

(6) That the Portuguese delegation would refuse to vote for the first resolution submitted, although it had decided to support any proposal made with the object of giving to the Council of the League the widest possible powers to facilitate by every means the complete execution of the resolutions adopted by the two conferences.

*The resolutions were adopted.*

#### *Armenian Refugees.*

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

He said that his report dealt with the question of placing refugees in the Caucasus. The proposal was for the appointment of a committee of enquiry and information and for the renewal of a credit of 50,000 francs granted last year.

Il y a, derrière cette entreprise, une œuvre touchant à de grands intérêts humains et qui intéresse l'honneur même de la Société.

L'année dernière, l'Assemblée avait décidé que le Bureau international du Travail, d'accord avec le Dr Nansen, poursuivrait une enquête; le Dr Nansen accompagné d'experts a, depuis cette époque, visité le Caucase. Dans son rapport, il insiste sur certains points particuliers. En premier lieu, il existe au Caucase un grand nombre de terres irriguées, extrêmement fertiles, et dans lesquelles la culture du coton s'est remarquablement développée depuis quelques années. D'autre part, au cours des toutes dernières années, on a entrepris de nouveaux travaux d'irrigation qui ont parfaitement réussi et qui ont permis de mettre à la disposition de nombreux réfugiés des quantités considérables de terres. Enfin, il existe un plan, étudié dans ses principaux détails, et dont la réalisation technique permettrait d'établir, sur 34.000 hectares de terre nouvelle, environ 25.000 réfugiés. La réalisation de ce projet aurait pour conséquence de sauvegarder 25.000 existences humaines.

Pour effectuer les travaux, il faut environ 900.000 livres sterling, somme trop forte pour qu'on puisse la demander à des œuvres de charité. Il est nécessaire de recourir à un emprunt, pour lequel il faudra trouver des garanties.

La cinquième Commission propose simplement que le Conseil nomme quatre à cinq commissaires qui auraient pour mandat, le jour où ils auront acquis la certitude que l'œuvre peut être menée à bien, d'entamer les négociations nécessaires. Ils reviendront alors devant le Conseil, munis d'un projet, mais il ne sera passé aux actes qu'après autorisation du Conseil.

Sans doute, de graves difficultés se présentent, mais elles ne sont pas invincibles. C'est une tâche qui doit être entreprise, parce que le Pacte de la Société impose à ses membres l'obligation de coopérer avec les peuples les plus malheureux, et parce que le peuple arménien, en raison des promesses faites et des résolutions approuvées par l'Assemblée en diverses occasions, se trouve, dans un certain sens, sous la protection de la Société. Si aucun gouvernement n'est engagé par les propositions de la cinquième Commission, par contre, la responsabilité personnelle de ceux qui ont participé à ces discussions est, elle, engagée. En ce qui concerne le délégué de la Belgique, il fera tout ce qui dépendra de lui pour déterminer son gouvernement à accepter toute proposition réalisable.

Le Dr NANSEN (Norvège) rappelle qu'au début de l'Assemblée, la plupart des délégués pensaient que la proposition relative aux réfugiés arméniens serait impossible à réaliser. Cependant, la cinquième Commission a entendu des experts en matière d'agriculture, d'irrigation et de finances; elle s'est assurée que le plan était réalisable, et il faut espérer que l'Assemblée et le Conseil voudront bien instituer le mécanisme nécessaire pour engager les négociations encore indispensables et pour aider à trouver les fonds nécessaires. Le délégué de la Norvège fait observer que le plan proposé ne demande à aucun Etat de garantir des émissions des Soviets.

Il y a trois ans, le Gouvernement britannique a facilité le retour en Arménie de 7.000 réfugiés arméniens qui s'étaient enfuis en Mésopotamie, et le succès de cette expérience est une indication de la possibilité de réaliser le projet actuel. La République d'Erivan est la seule région où l'on puisse créer un foyer national pour le peuple arménien. C'est un pays aussi vaste que la Belgique, et qui n'est peuplé que de 1.200.000 habitants.

Les fonds nécessaires ne pourront être trouvés qu'après des négociations longues et difficiles, mais il sera certainement possible de les obtenir si l'on a les garanties des Puissances occidentales. Un grand nombre de gouvernements sont engagés d'honneur, non seulement par les résolutions adoptées à l'Assemblée, mais encore par les déclarations de leurs hommes d'Etat, à donner leur protection au peuple arménien; ce faisant, ils aideront au désarmement moral du monde et à la création d'une nouvelle mentalité internationale.

Mrs. MACKINNON (Australie) désire féliciter Miss Jeppe de la considération et de la sympathie que les membres de l'Assemblée ont témoignées envers son œuvre. Celle-ci est bien connue et hautement appréciée en Australie. Lorsque l'on approche des Arméniens réfugiés, on constate que ce sont des gens industriels, reconnaissants et affectueux, et qu'ils ont toutes les aptitudes nécessaires à devenir de bons citoyens. Il ne faut pas juger de la race arménienne d'après ceux qui appartiennent au monde du négoce et qui sont les plus familiers aux nations

Behind this proposal was a task in which great human interests and the honour of the League were involved.

Last year the Assembly had decided that the International Labour Office, in agreement with Dr. Nansen, should undertake an enquiry, and Dr. Nansen, accompanied by experts, had since visited the Caucasus. Dr. Nansen had laid emphasis on certain facts. First, there was in the Caucasus a large extent of irrigated land which was very fertile and where for several years the cultivation of cotton had remarkably developed. Secondly, during the last years, irrigation works had been undertaken which had been completely successful and which had enabled land to be placed at the disposal of numerous refugees. Lastly, there was a plan worked out in its principal details, the technical realisation of which would enable some 34,000 hectares of new land to be cultivated, on which some 25,000 refugees might be settled. The carrying-out of these plans would result in the saving of 25,000 human souls.

For this work, some £900,000 sterling was required — a sum too considerable to be obtained by private charity. It would be necessary to resort to a loan, and for this loan guarantees would have to be found.

The Fifth Committee merely asked that the Council should appoint four or five commissioners, who, on ascertaining that the work was feasible, would undertake such negotiations as might appear to be necessary. The Commissioners would then come before the Council with a scheme, but nothing could be done without the previous authorisation of the Council.

Doubtless there were serious difficulties, but these could be overcome. The task should be undertaken, because the Covenant of the League imposed on its Members the obligation of collaborating with nations afflicted by misfortune and because the Armenian people, owing to the promises and resolutions approved by the Assembly on several occasions, were in a special sense under the protection of the League. It was true that no Government was committed by the proposals of the Fifth Committee, but the personal responsibility of those who had participated in these discussions was undoubtedly engaged. Personally, he would do his utmost to persuade his Government to accept any feasible proposal that might be made.

Dr. NANSEN (Norway) said that at the beginning of the Assembly most people thought that the proposals made on behalf of the Armenian refugees were impossible of realisation. Consultations with agricultural, irrigation and financial experts, however, convinced the Fifth Committee that the scheme was practicable, and it was hoped that the Assembly and the Council would set up the necessary machinery for carrying on the negotiations which were still necessary and for facilitating the raising of funds. He would point out that under the plan proposed no one was asked to endorse Soviet bonds.

The British Government, three years ago, had returned to Armenia 7,000 Armenian refugees who had fled to Mesopotamia, and the success of this experiment was an indication that the present scheme could be carried out. The Republic of Erivan was the only region in which it was possible to build up a national home for the Armenian people. It was a country as large as Belgium, with only 1,200,000 inhabitants.

Funds would only be secured after long and difficult negotiations, but they could certainly be raised if the guarantees of the Western Powers were obtained. Many Governments were bound in honour, not only by resolutions adopted in the Assembly but by the declarations of their statesmen, to accord protection to the Armenian people; and by so doing they would be helping towards the moral disarmament of the world and the creation of a new international soul.

Mrs. MACKINNON (Australia) desired to congratulate Miss Jeppe on the consideration and sympathy shown for her work by the Members of the Assembly. This work was well known and most highly appreciated in Australia. Personal acquaintance with the Armenians rescued showed that they were industrious, grateful and affectionate and had every possible attribute of good citizenship. The Armenian race should not be judged by those members of the trading community with whom the Western nations were most familiar. Originally



occidentales. De par son origine et sa nature, l'Arménien est un paysan doué de toutes les qualités du paysan, extrêmement économe et industriel.

L'œuvre de secours aux Arméniens a subi bien des traverses. On n'avait pas plus tôt réussi à les établir en un endroit que les Turcs revenaient les disperser. Il y a cependant, dans le nouveau plan, des éléments prometteurs pour l'avenir. Ce projet présente, en outre, l'avantage d'être inspiré et dirigé par le Dr Nansen, dont l'œuvre passée donne lieu d'espérer qu'il sera capable de persuader les Russes, les Arméniens et les Turcs de coopérer avec lui à la solution du problème.

M. MONTIGNY (France) tient à exprimer à la duchesse d'Atholl la reconnaissance des délégués de l'Assemblée, pour la façon remarquable dont elle a présidé aux travaux de la cinquième Commission. C'est en grande partie grâce à sa direction ferme et éclairée que la question difficile des réfugiés arméniens a pu être mise au point.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) remercie le délégué de la France de l'hommage qu'il a bien voulu rendre à un membre de la délégation britannique.

La délégation britannique approuve et appuie le rapport de la cinquième Commission. Personnellement, il a déjà fréquemment reconnu à la tribune de l'Assemblée combien était justifié l'appel adressé au monde par la nation arménienne, et le Gouvernement britannique a toujours reconnu le bien-fondé de ces demandes. Le délégué britannique est en mesure de déclarer que son gouvernement examinera la proposition faite avec le plus grand soin et la plus vive sympathie.

*L'Assemblée approuve le rapport et adopte les résolutions proposées.*

*Mesures d'assistance en faveur des réfugiés: Rapport de la cinquième Commission.*

M. Bandeira de Mello (Brésil), rapporteur de la cinquième Commission, prend place à la tribune.

Le délégué du Brésil présente son rapport et soumet la résolution ci-après:

« La sixième Assemblée,

« 1. Ayant pris connaissance avec le plus vif intérêt du rapport présenté par le Service des réfugiés du Bureau international du Travail sur l'œuvre accomplie en faveur des réfugiés au cours des sept premiers mois de 1925, rapport signalant la possibilité de développer d'une manière intensive le placement des réfugiés dans des occupations productives en différentes parties du monde:

« Désire exprimer sa profonde gratitude aux gouvernements qui ont bien voulu prêter à cette œuvre leur précieuse collaboration, soit sous forme de contributions financières, soit en prêtant assistance de leurs services techniques, soit encore en accordant des facilités de visas et de transports;

« Exprime sa vive appréciation de l'œuvre accomplie en collaboration avec le Docteur Nansen par le Service des réfugiés du Bureau international du Travail et se rend compte de la nécessité urgente de trouver des emplois rémunérateurs pour les réfugiés arméniens vivant en Grèce.

« 2. Prenant acte des propositions contenues dans le rapport en vue de la continuation et de l'extension du Service des réfugiés et, en particulier, de la déclaration qu'un crédit supplémentaire de 100.000 francs suisses est nécessaire pour la création de deux nouvelles agences de ce service, en Amérique du Sud, tout en reconnaissant que ce n'est qu'un service entièrement temporaire:

« Recommande à l'Assemblée de comprendre, dans le budget du Bureau international du Travail de 1926, une somme de 303.000 francs suisses pour le Service des réfugiés.

« 3. Considérant que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail n'a pas encore eu l'occasion d'examiner ces propositions:

« Recommande que le rapport soit soumis le plus tôt possible au Conseil d'administration du Bureau international du Travail et autorise le Conseil de la Société des Nations à entrer, le cas échéant, en négociation avec le Conseil d'administration du Bureau international du Travail en vue de déterminer les mesures les mieux appropriées pour donner effet aux conclusions du rapport.

and fundamentally the Armenian was a peasant, with all the good qualities of the peasant, intensely thrifty and industrious.

The work of rescuing the Armenians had encountered many reverses. No sooner were they established in one place than they were again scattered by the Turks. There were, however, points in the new scheme which promised well for the future. This scheme, moreover, had the advantage of being inspired and directed by Dr. Nansen, whose past activities gave reason to hope that he would be able to induce Muscovite, Armenian and Turk to assist him in dealing with the problem.

M. MONTIGNY (France) said that he desired to pay a tribute to the Duchess of Atholl and express to her the gratitude of the delegates of the Assembly for the remarkable way in which she had presided over the work of the Fifth Committee. It was largely owing to her direction that the difficult question of the Armenian refugees had been brought to an issue.

Viscount CECIL (British Empire) thanked M. Montigny for the tribute which he had paid to a member of the British delegation.

The British Delegation approved and supported the report of the Fifth Committee. Personally, he had frequently recognised the overwhelming appeal of the Armenian nation in the Assembly, and its claims had always been recognised by the British Government. He could promise that his Government would give most anxious and sympathetic consideration to the proposals made.

*The report was approved by the Assembly and the resolutions adopted.*

*Measures to help Refugees: Report of the Fifth Committee.*

M. Bandeira de Mello (Brazil), Rapporteur of the Fifth Committee, came to the platform.

He presented his report, and submitted the following resolution:

“The Sixth Assembly,

“1. Having read with great interest the report of the Refugee Service of the International Labour Office on the work accomplished for the refugees during the first seven months of 1925, indicating the possibility of developing on an extensive scale the placing of refugee workers in employment in various parts of the world;

“Wishes to record its deep gratitude to the Governments which have afforded their valuable co-operation in this connection by means of financial contributions, the collaboration of their technical services or by visa and transport facilities;

“Expresses its great appreciation of the work accomplished by the Refugee Service of the International Labour Office in co-operation with Dr. Nansen, and notes the urgent necessity of finding employment for Armenian refugees living in Greece.

“2. Taking note of the proposals in the report for the continuation and extension of the Refugee Service and, in particular, of the statement that an additional sum of 100,000 Swiss francs is required for the establishment of two additional agencies of that Service in South America, while recognising that it is an entirely temporary service, recommends the Assembly to include in the budget of the International Labour Office for 1926 the sum of 303,000 Swiss francs for the Refugee Service.

“3. In view of the fact that the Governing Body of the International Labour Office has not yet had an opportunity of examining these proposals, recommends that the report should be submitted as soon as possible to the Governing Body for its consideration, and authorises the Council to enter into negotiations with the Governing Body, if necessary, for determining the measures by which effect can best be given to the report.

4. L'Assemblée invite instamment le Conseil à prendre des dispositions en vue de la convocation aussi rapide que possible d'une Conférence intergouvernementale, qui serait chargée d'étudier les propositions formulées dans le rapport en vue de la création et de l'administration d'un fonds de roulement d'au moins 100.000 livres sterling destiné à faciliter les migrations des réfugiés russes et arméniens et d'améliorer les systèmes actuels des certificats d'identité des réfugiés.»

• La protection des réfugiés, jusqu'alors entreprise par le Haut Commissariat de la Société, a été, l'an dernier, transférée au Bureau international du Travail, en collaboration cordiale avec le Dr Nansen. La cinquième Commission a examiné les rapports traitant de l'activité développée pendant les douze derniers mois. Il a été établi, dans divers pays, des Commissions consultatives, chargées de dresser le recensement des réfugiés selon leur profession, de façon à pouvoir leur transmettre les offres éventuelles de travail.

Le problème du placement de ces travailleurs en Europe a été sérieusement aggravé par la crise du chômage. On a donc envisagé leur émigration transocéanique. Cependant, la question du certificat d'identité a soulevé de sérieuses difficultés, plusieurs pays de l'Amérique du Sud n'ayant pas encore reconnu le passeport Nansen. D'autre part, quelques pays sud-américains, tout en admettant en principe cette immigration, ont fait des restrictions importantes, notamment en ce qui concerne la moralité et la capacité professionnelle des immigrants.

Comme une grande partie de ces émigrants n'avaient pas les ressources nécessaires pour leurs frais de voyage et leur installation dans le pays, il a été question de créer un fonds de roulement en vue de résoudre le problème.

Le Bureau international du Travail a néanmoins réussi à placer 18.000 réfugiés environ dans trente pays différents.

La cinquième Commission, après avoir pris en considération toutes ces difficultés, prévoit la possibilité de la convocation d'une conférence intergouvernementale des pays directement intéressés.

La duchesse d'ATHOLL (Empire Britannique) explique que l'Assemblée est invitée à voter un crédit dépassant de 100.000 francs suisses le crédit demandé l'année dernière, de façon à profiter des débouchés qui s'offrent aux réfugiés en Amérique du Sud. La Société devra nommer des agents en Amérique du Sud. On espère que la nomination de ces agents permettra de placer un grand nombre de réfugiés, puisque le Bureau international du Travail a réussi, en neuf mois, à en placer 18.000 dans d'autres pays avec le concours d'agents qui coopèrent avec lui dans diverses parties de l'Europe.

La question se pose également de constituer un fonds pour permettre aux réfugiés de se rendre en Amérique du Sud. La question est urgente, étant donné que le fonds qu'administre le Dr Nansen à cet effet est actuellement utilisé, et qu'il ne restera plus rien pour le transport des réfugiés.

La Sous-Commission avait proposé de demander à l'Assemblée une avance de 100.000 livres sterling qui serait prélevée sur le fonds de roulement de la Société, mais la Commission de contrôle a rejeté cette suggestion. On suggère maintenant que les gouvernements des pays où se trouvent actuellement des réfugiés leur fassent eux-mêmes l'avance des sommes nécessaires à leur voyage, ou qu'il soit établi une taxe spéciale sur les certificats d'identité délivrés aux réfugiés.

La cinquième Commission insiste pour que le Conseil examine la possibilité de convoquer, à une date aussi rapprochée que possible, une conférence des gouvernements intéressés, afin d'étudier le meilleur moyen de constituer le fonds de roulement nécessaire.

M. SUVICH (Italie) déclare que la délégation italienne n'a pas voté, à la quatrième Commission, le crédit de 100.000 francs suisses, qui va augmenter la somme déjà votée l'année dernière.

Cependant, la délégation italienne, pour rendre hommage à l'esprit de conciliation, qui est dans les traditions de la Société, ne maintient pas son opposition, étant entendu que le nouveau projet de placement des réfugiés devra, avant d'être mis à exécution, avoir l'approbation du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

*Les résolutions sont adoptées.*

"4. The Assembly urges the Council to arrange for the convocation of an Inter-Governmental Conference as soon as possible for the purpose of examining the suggestions put forward in the report for the creation and administration of a revolving fund of not less than £100,000 sterling to assist the migration of Russian and Armenian refugees, and of affecting an improvement in the present systems of refugee identity certificates."

The protection of refugees, hitherto undertaken by the High Commission of the League, had been transferred last year to the International Labour Office, which worked in close collaboration with Dr. Nansen. The Fifth Committee had examined reports on the activities of the past twelve months. Advisory Committees had been set up in various countries to take a census of the refugees according to professions, in order that offers of employment might be made to them.

The problem of placing these workers in Europe had been seriously aggravated by the unemployment crisis. A solution was therefore sought in trans-oceanic emigration. The question of the identity certificates, however, had raised serious difficulties, as several countries of South America had not yet recognised the Nansen passport. Certain South American countries, moreover, while admitting immigration in principle, had imposed important restrictions, particularly as regards the morality and professional capacity of the emigrants.

As the majority of these emigrants had not the money necessary for their journey and settlement in the country, the question arose of creating a capital fund for this purpose.

The International Labour Office had succeeded in placing some 18,000 refugees in thirty different countries.

The Fifth Committee, on consideration of the difficulties to which he had referred, proposed that an inter-governmental conference of the countries directly interested should be convened.

The Duchess of ATHOLL (British Empire) said that the Assembly was asked to vote a credit of 100,000 Swiss francs more than was asked for last year, in order that advantage might be taken of the openings for refugees which existed in South America. It would be necessary for the League to appoint agents in South America. It was hoped that these agencies would place a considerable number of refugees, because the International Labour Office in nine months had placed 18,000 refugees in other countries with the assistance of agents who were helping the International Labour Office in various parts of Europe.

There was also the question of a fund to enable the refugees to be transported to South America. This was an urgent question, as the capital fund which Dr. Nansen had been administering for that purpose was at present in use, and there was no money available for transport.

The Sub-Committee suggested that the Assembly should advance from its working capital fund £100,000 for this purpose, but the Supervisory Commission had not accepted this suggestion. It had been further suggested that the Governments in whose countries the refugees were at present domiciled should advance them the necessary money for transport, or that a special tax should be put on the identity certificates issued to refugees.

The Fifth Committee was anxious that the Council should consider the possibility of summoning a conference of the Governments specially interested at the earliest possible date in order to consider how best this working capital fund might be constituted.

M. SUVICH (Italy) said that the Italian delegation in the Fourth and Fifth Committees had not voted the credit of 100,000 Swiss francs, which was to increase the sum already voted last year.

The Italian delegation, however, in deference to the spirit of conciliation which was in accordance with the traditions of the League, did not persist in its opposition, it being understood that the new scheme for classifying refugees should, before being put into execution, have the approval of the Governing Body of the International Labour Office.

*The resolutions were adopted.*

## I. DIX-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 26 septembre 1925,  
à 14 h. 25.

*Esclavage: Rapport de la sixième Commission.*

M. Guerrero (Salvador), président de la sixième Commission et le vicomte Cecil (Empire Britannique), rapporteur, montent à la tribune.

Le vicomte CECIL, en présentant son rapport, déclare qu'à l'exception d'un seul paragraphe du Traité de Saint-Germain de 1920, il n'existe aucune convention générale internationale sur l'esclavage. L'Acte de Bruxelles est encore en vigueur dans certains cas, mais les limites de son application sont douteuses et certainement il ne s'étend pas à toutes ou presque toutes les nations du monde. Par conséquent, l'admirable rapport de la Commission temporaire mixte sur l'esclavage instituée par le Conseil est extrêmement bien fondé, et l'Assemblée a contracté une grande dette de gratitude envers cette Commission.

Sur la suggestion du Gouvernement britannique, la sixième Commission avait élaboré une convention qu'elle espérait voir signer par tous les gouvernements; le Gouvernement britannique avait proposé de demander une signature immédiate aux pays représentés à l'Assemblée. Mais la sixième Commission a décidé que la Convention serait envoyée aux gouvernements, qui seraient invités à l'examiner; on espère qu'ils seront prêts à prendre une décision définitive à la prochaine Assemblée, en donnant à leurs représentants plein pouvoir de la signer avec ou sans amendement.

Il voudrait attirer l'attention sur trois propositions que le Dr Nansen a présentées à la Commission. Aux termes de la première, toute question sur l'interprétation ou l'application de la Convention devrait être renvoyée à la Cour permanente de justice internationale. Aux termes de la seconde, un rapport devrait être présenté chaque année sur les progrès réalisés par les nations dans l'application de cette Convention. Aux termes de la troisième, la question du travail forcé devrait être renvoyée au Bureau international du Travail. Sans aucun doute les gouvernements intéressés examineront ces propositions avant la prochaine Assemblée et définiront leur attitude.

La Convention traite trois aspects du fléau. Le premier concerne la traite des esclaves. Une clause a été insérée pour en déterminer l'abolition complète immédiate dans les limites où elle existe encore sur terre et sur mer. La seconde concerne l'esclavage sous toutes ses formes, y compris l'esclavage domestique ou servage, et l'esclavage pour dettes. Les nations sont invitées à adhérer à l'abolition progressive de toutes ces formes d'esclavage à une époque aussi rapprochée que possible. En troisième lieu vient la question du travail forcé. Il est inévitable qu'on admette le travail forcé ou obligatoire pour des fins publiques, et la Convention le reconnaît; cependant elle déclare que c'est la seule forme de travail forcé qui pourrait en principe être tolérée.

Quant au travail forcé pour des fins autres que publiques, il est traité exactement sur le même pied que l'esclavage, et la convention déclare qu'on doit y mettre fin aussitôt que possible. Le travail forcé ou obligatoire entraîne des maux très graves, en particulier lorsque des personnes se trouvant à un degré assez bas de civilisation sont enlevées de leur pays et forcées de travailler pour des particuliers. La Commission propose également que même dans les cas où le travailleur peut encore travailler à proximité de son foyer, le travail forcé ne soit autorisé que dans le cas de quelque circonstance pressante comme une inondation ou un désastre national. D'une façon générale, la Convention stipule qu'aucun travail forcé, que ce soit pour des buts publics ou privés, ne doit dégénérer en esclavage et que, dans tous les cas, le travail doit être sous la responsabilité directe de l'autorité centrale. Il estime que la Convention constituera l'un des grands progrès qui ait jamais été réalisé vers la liberté complète de l'humanité. Elle libérera des dizaines ou des centaines de mille de personnes d'une situation où elles se trouvent encore et qui ressemble de près à l'esclavage. Le vicomte Cecil est donc surpris d'entendre dire dans certains milieux que la Convention ne va pas suffisamment loin et qu'il est donc préférable de ne rien faire du tout. C'est là une doctrine néfaste et il faudra observer que, dans certains cas, ceux qui désirent ne rien faire sont précisément ceux qui déclarent qu'ils ne feront pas un pas en avant parce que la Convention ne va pas assez loin.

## II. NINETEENTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 26th, 1925, at 2.45 p.m.

*Slavery: Report of the Sixth Committee.*

M. GUERRERO (Salvador), Chairman, and Viscount CECIL (British Empire), rapporteur, of the Sixth Committee, came to the platform.

Viscount CECIL, presenting his report, said that there was no general international convention dealing with slavery except a single paragraph in the Treaty of St. Germain of 1920. The Brussels Act was still in force in certain cases, but the extent of its application was doubtful, and it certainly did not extend to all or nearly all the nations of the world. The very admirable report of the Temporary Slavery Commission appointed by the Council was accordingly extremely well founded, and the Assembly owed a great debt of gratitude to that Commission.

The Sixth Committee had, on the suggestion of the British Government, drawn up a convention, which it hoped would ultimately be signed by all the Governments. The British Government had proposed to ask the countries represented at the Assembly to sign the convention at once. The Sixth Committee, however, had decided that the convention should be forwarded to the Governments, which would be asked to consider it, and it was hoped that they would be prepared to state their decision definitely with regard to it at the next Assembly and give their representatives full power to sign it with or without amendment.

He would draw attention to three proposals which Dr. Nansen had submitted to the Committee. The first was that any question as to the interpretation or application of the convention should be submitted to the Permanent Court of International Justice. The second was that a report should be made annually of the progress made by the nations in carrying out the convention. The third was that the question of forced labour should be referred to the International Labour Office. No doubt the Governments concerned would, before the next Assembly, consider these proposals and declare their attitude.

The convention dealt with three aspects of the evil. The first was the slave trade. A provision was inserted in the convention for its complete and immediate abolition so far as it still existed by land or sea. The second was slavery in all its forms, including domestic slavery or serfdom, and debt slavery. The nations were asked to agree to the progressive abolition of all such forms of slavery as soon as possible. Thirdly, there was the question of forced labour. It was inevitable that for public purposes forced or compulsory labour must be admitted, and this was recognised by the convention. The convention, however, laid down that this was the only kind of forced labour which could in principle be tolerated. Forced labour for other than public purposes was dealt with exactly on the same lines as slavery, and it was proposed that this labour should be put an end to as soon as possible. Very great evils were connected with forced or compulsory labour, particularly when persons in a low state of civilisation were removed far from their homes and compelled to work for private profit. It was also proposed that, even in cases where the labourer could still work near his home, forced labour should only be permitted in the event of some sort of emergency, such as a flood or national disaster. It was generally laid down that no forced labour, whether for public or private purposes, should be allowed to degenerate into slavery, and that in all cases the labour must be under the direct responsibility of the central authority.

The convention would, in his opinion, constitute one of the great advances towards complete human freedom that had yet been made. It would liberate tens or hundreds of thousands of persons from conditions which still existed closely resembling slavery. He was accordingly surprised to hear it said in certain quarters that the convention did not go sufficiently far and that it was accordingly better to do nothing at all. This was a fatal doctrine, and he would point out that in some cases those who desired to do nothing were precisely those who pretended that they would not take a step forward because the convention did not go far enough.

Il présente les conclusions suivantes:

« L'Assemblée,

« Considérant que les Membres de la Société des Nations se sont engagés, aux termes de l'article 23 (b) du Pacte à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration.

« Ayant examiné le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage qui a été communiqué à tous les Membres de la Société des Nations; et

« Estimant qu'une convention constitue le meilleur moyen de donner effet aux suggestions contenues dans ce rapport et de mener à bien l'œuvre entreprise par la Société des Nations en vue de la suppression de l'esclavage:

« Décide de recommander l'approbation du projet de Convention ci-annexé;

« Et prie le Conseil de communiquer ce projet à tous les Etats membres de la Société et aux autres Etats que le Conseil pourra spécifier, en vue de la conclusion d'une Convention qui sera, autant que possible, conforme audit projet, et d'inviter les Etats susmentionnés:

« (a) A transmettre au Secrétaire général, le premier juin 1926 au plus tard, toutes observations qu'ils désireraient formuler au sujet des dispositions de ce projet;

« (b) A désigner, à une date ultérieure, des plénipotentiaires qui se réuniraient, au moment de l'ouverture de la septième Assemblée, pour réexaminer, si cela est nécessaire, les articles du projet de Convention et pour signer immédiatement le texte de la Convention qui aura été adopté;

« (c) A faire tous leurs efforts pour prendre immédiatement toutes les mesures possibles en conformité avec les dispositions du projet de Convention en question;

« (d) A se prêter mutuellement assistance en vue d'abolir la traite des esclaves, l'esclavage et les situations analogues, par tous les moyens praticables et, en particulier, par la conclusion d'accords et arrangements spéciaux. »

M. MONTIGNY (France) rend hommage à la généreuse initiative de la délégation britannique ainsi qu'à l'esprit d'intelligente compréhension des intérêts respectifs en cause dont a fait preuve le vicomte Cecil pendant les discussions de la sixième Commission.

La Commission temporaire de l'esclavage a fait un travail très important et son rapport est extrêmement réconfortant. Du fait que la Société s'occupait de l'esclavage, on aurait pu croire, en effet, que l'esclavage était encore un mal répandu; or, il ressort du rapport de la Commission que l'esclavage est devenu extrêmement rare. Ses principales causes, en Afrique notamment, sont les razzias proprement dites, les guerres entre tribus et les captures individuelles. La pacification des pays par les nations colonisatrices, et les facilités offertes aux indigènes pour se faire rendre justice, ont fait presque disparaître deux des causes d'esclavage. Quant aux razzias, les efforts des Puissances limitrophes du Sahara les ont rendues presque impossibles. Néanmoins, n'y eût-il que dix esclaves sur la surface du globe, la question est assez grave pour que la Société des Nations s'en préoccupe.

Le rapport de la Commission temporaire fait également ressortir que la fin de l'esclavage est due à l'action civilisatrice des Puissances coloniales, ce qui répond à certaines insinuations que d'aucuns s'efforcent de répandre parmi les indigènes, et suivant lesquelles l'intervention des grandes Puissances retarde l'essor des populations indigènes et leur fait subir une oppression dangereuse.

La France est entièrement d'accord sur le but que s'est assigné la Commission temporaire, et la délégation française croit que la Société doit aboutir prochainement à la mise en vigueur d'un Protocole qui donnera une sanction légale aux principes soutenus par la Commission temporaire.

On dira que ce Protocole aurait pu être fixé définitivement dès cette année, cependant, peut-être y aurait-il eu là une hâte excessive, car il n'est que juste de donner aux divers gouvernements le loisir d'étudier le projet de la délégation britannique, qui soulève des questions complexes et délicates.

He submitted, the following conclusions:

“ The Assembly,

“ Considering that the Members of the League of Nations have undertaken, in virtue of Article 23 (b) of the Covenant, to secure just treatment of the native inhabitants of territories under their control;

“ Having examined the report of the Temporary Slavery Commission which has been communicated to all the Members of the League of Nations; and

“ Being of opinion that a Convention is the best way of giving effect to the suggestions made in this report and of accomplishing the work undertaken by the League of Nations for the suppression of slavery:

“ Decides to recommend for approval the annexed draft Convention;

“ And requests the Council to communicate this draft to all States Members of the League and to such other States as the Council may specify, with a view to the conclusion of a Convention which will be as far as possible in conformity with this draft, and to invite the above-mentioned States:

“ (a) To forward to the Secretary-General not later than June 1st, 1926, any observations they may desire to make regarding the provisions of this draft;

“ (b) To appoint at a later date plenipotentiaries who will meet at the time of the opening of the Seventh Assembly to re-examine, if necessary, the Articles of the Draft Convention and to sign immediately the text of the Convention which has been agreed upon; and

“ (c) To make every effort to adopt at once all possible measures in conformity with the provisions of the draft Convention in question;

“ (d) To assist one another forthwith in the abolition of the slave trade, slavery and conditions analogous thereto, by all practicable means, and in particular by the conclusion of special agreements and arrangements.”

M. MONTIGNY (France) paid a tribute to the generous initiative of the British delegation, and to the intelligent understanding of the various interests at stake shown by Viscount Cecil during the discussions in the Sixth Committee.

The Committee on Slavery had done a very important work, and its report was extremely reassuring. It might have been supposed that the League of Nations was dealing with this question because slavery was still a widespread evil. It appeared, however, from the report of the Committee, that slavery had become extremely rare. Its principal causes, particularly in Africa, were the slave raids properly so called; wars between tribes and the capture of individuals. The pacification of countries by colonising nations and the facilities given to the natives to obtain justice had practically occasioned the disappearance of two of the causes of slavery. In regard to the slave raids, the efforts of the countries bordering on the Sahara had made them practically impossible. Nevertheless, even though there were only ten slaves in the whole world, the question would be sufficiently grave to merit the attention of the League of Nations.

The report of the Temporary Commission also showed that the putting an end to slavery was due to the civilising influence of the colonial Powers. This answered certain insinuations, which had in some cases been spread among the natives, to the effect that the intervention of the great Powers was a retarding influence on the native population, and caused them to suffer dangerous oppression.

France fully agreed with the objects which the Temporary Commission had pursued and the French Delegation thought that the League of Nations should shortly succeed in putting into force a Protocol which would give a legal sanction to the principles upheld by the Temporary Commission.

It might be said that the terms of the Protocol ought to have been generally drawn up this year. Nevertheless, such a procedure might seem too hasty, for it was only right to give the various Governments sufficient time to investigate the scheme proposed by the British Delegation, as it raised questions of a complex and delicate nature.

La France, qui a été l'un des premiers pays à supprimer l'esclavage dans ses colonies, possède une longue tradition coloniale qui, loin de tendre vers la continuation de coutumes barbares et séculaires, vise non seulement au bien-être matériel des indigènes, mais à leur émancipation intellectuelle.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Election des membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT, après avoir rappelé les règles de la procédure à suivre pour l'élection des Membres non permanents du Conseil, invite l'Assemblée à procéder à cette élection.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) rappelle aux délégués le vœu adopté à l'unanimité l'avant-veille et selon lequel le principe de la répartition géographique doit être pris en considération pour la répartition des sièges non permanents du Conseil. Il prie les délégués d'avoir cette recommandation présente à l'esprit au moment du vote, et forme l'espoir qu'il ne sera pas passé outre au principe de la répartition géographique au cours de l'élection.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DITRICHSTEIN (Autriche) et M. CABALLERO (Paraguay) sont invités à prendre place à la tribune en qualité de scrutateurs.

Le scrutin a lieu par appel nominal.

Le PRÉSIDENT annonce le résultat du vote.

Ont pris part au vote les Etats dont les noms suivent: Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Empire Britannique, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République dominicaine, Espagne, Esthonie, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lithuanie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal, Roumanie, Salvador, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Siam, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela.

Etaient absents les Etats suivants: Argentine, Bolivie, Costa-Rica, Guatémala, Honduras, Pérou.

Suffrages exprimés: 49  
Bulletin blanc: 1  
Majorité absolue: 25

Les voix obtenues par les Etats sont les suivantes:

Brésil . . . . .	43
Uruguay . . . . .	40
Tchécoslovaquie . . . . .	35
Espagne . . . . .	35
Suède . . . . .	34
Belgique . . . . .	32
Chine . . . . .	26
Perse . . . . .	9
Pays-Bas . . . . .	8

Le PRÉSIDENT proclame élus Membres non permanents du Conseil les Etats dont les noms suivent: Brésil, Uruguay, Espagne, Tchécoslovaquie, Suède, Belgique.

Proposition relative au choix des membres non permanents du Conseil.

M. ZUMETA (Venezuela) considère que les légitimes préoccupations qui, jusqu'à ce jour, ont décidé l'Assemblée à maintenir le statu quo dans l'élection des Membres non permanents du Conseil, ont présidé au choix qui vient d'être fait. Cependant, soit que l'amendement au Pacte concernant cette question puisse être ratifié très prochainement, soit que des accords interviennent permettant l'application d'un système de roulement, cette situation ne pourrait se prolonger. La délégation vénézuélienne a lieu de croire que ses vues sont aussi celles de la grande majorité des Membres de l'Assemblée et soumet en conséquence la proposition suivante:

«L'Assemblée, constatant que les Membres non permanents du Conseil actuellement en fonctions ont été réélus pour une année, déclare que dans son esprit cette réélection est subordonnée au renouvellement de la partie non permanente du Conseil, par application du principe du roulement, à partir de l'élection de 1926.»

France, which had been one of the first countries to suppress slavery in its colonies was the possessor of an old colonial tradition which, far from tending towards the continuation of barbarous and native customs, had always been concerned not only with the material welfare of the natives but their intellectual emancipation.

The conclusions of the report were adopted.

Election of the Non-Permanent Members of the Council.

The PRESIDENT, after reminding the Assembly of the rules of procedure for the election of the non-permanent members of the Council, asked the Assembly to proceed to this election.

M. CHAO-HSIN CHU (China) reminded the Assembly of the recommendation unanimously adopted two days previously to the effect that the principle of geographical representation ought to be taken into consideration when allotting the non-permanent seats on the Council. He asked delegates to bear in mind this recommendation when voting, and expressed the hope that the principle of geographical representation would not be lost sight of during the election.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DITRICHSTEIN (Austria) and M. CABALLERO (Paraguay) were asked to come to the platform to act as tellers.

A vote was taken by secret ballot.

The PRESIDENT announced the result as follows:

The following States took part in the vote: South Africa, Albania, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, British Empire, Canada, Chile, China, Colombia, Cuba, Denmark, Dominican Republic, Spain, Esthonia, Abyssinia, Finland, France, Greece, Haiti, Hungary, India, Irish Free State, Italy, Japan, Latvia, Liberia, Lithuania, Luxemburg, Nicaragua, Norway, New Zealand, Panama, Paraguay, Netherlands, Persia, Poland, Portugal, Roumania, Salvador, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Siam, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia, Uruguay, and Venezuela.

The following States were absent: Argentine, Bolivia, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Peru.

Number of votes cast 49  
Spoiled voting paper 1  
Absolute majority 25

The votes obtained by the States were as follows:

Brazil . . . . .	43
Uruguay . . . . .	40
Czechoslovakia . . . . .	35
Spain . . . . .	35
Sweden . . . . .	34
Belgium . . . . .	32
China . . . . .	26
Persia . . . . .	9
Netherlands . . . . .	8

The PRESIDENT announced that the following States had been elected non-permanent Members of the Council: Brazil, Uruguay, Spain, Czechoslovakia, Sweden, Belgium.

Proposal concerning the Election of non-permanent Members of the Council.

M. ZUMETA (Venezuela) thought that the legitimate preoccupations which had hitherto caused the Assembly to decide the maintenance of the status quo in the election of the non-permanent Members of the Council had directed the vote which had just taken place. Nevertheless, whether the amendment to the Covenant concerning this question were ratified at an early date, or whether an agreement were reached in regard to the application of a system of rotation, the present situation could not continue. The Venezuelan delegation therefore presumed that it shared the views of the great majority of Members of the Assembly in submitting the following proposal:

"The Assembly,

"Noting that the non-permanent Members of the Council at present sitting as such have been re-elected for another year considers the meaning of this re-election to be subordinate to the renewal of the non-permanent part of the Council, by application of the principle of rotation, from the election of 1926."

M. DE PALACIOS (Espagne) déclare que la délégation espagnole ne s'oppose pas à l'adoption de ce vœu, mais que, n'étant pas en situation de demander des instructions à son Gouvernement, elle s'abstiendra.

*La proposition est adoptée.*

*Discours de clôture du Président.*

Le PRÉSIDENT prononce son discours de clôture.

III. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. A. OLDENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Danemark à Berne, a signé le 26 septembre 1925:

La Convention et l'Acte final de la seconde Conférence de l'opium (Genève, le 19 février 1925).

M. DE PALACIOS (Spain) said that the Spanish delegation did not oppose the adoption of this recommendation; but, in view of the fact that it could not obtain instructions from its Government, it would abstain from voting.

*The proposal was adopted.*

*Closing speech of the President.*

The PRESIDENT delivered his closing speech.

III. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL CONVENTIONS.

M. A. OLDENBURG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark at Berne, signed on September 26th, 1925:

The Convention and Final Act of the Second Opium Conference (Geneva, February 19th, 1925).

PROJECTIONS LUMINEUSES POUR CONFÉRENCES

La Section d'information de la Société des Nations a réuni une collection d'environ 200 dispositifs se rapportant aux diverses phases de l'activité de la Société des Nations. Ces clichés représentent la séance inaugurale du Conseil dans le Salon de l'Horloge au Palais du quai d'Orsay, les Assemblées générales, les réunions du Conseil, les Membres de la Cour permanente de Justice internationale, les bâtiments du Secrétariat et du Bureau international du Travail; des vues se rapportant à l'œuvre accomplie par la Société des Nations aux îles d'Aland, en Haute-Silésie, à Memel, à Dantzig, dans la Sarre, en Autriche et en Hongrie, des vues montrant certains aspects de l'activité de la Société des Nations dans la lutte contre les épidémies et dans l'assistance aux réfugiés, etc.

Le prix de ces dispositifs est de:

Fr. suisses 2.— en noir, et Fr. suisses 5.— en couleur.

Ils peuvent être exécutés en formats 8 × 8 ou 8 1/2 × 10.

Pour toute commande ou tout renseignement, s'adresser à la Section d'information, Service photographique, de la Société des Nations.

LANTERN SLIDES FOR LECTURES

The Information Section of the Secretariat of the League of Nations is able to furnish lantern slides showing the different aspects of the work of the League.

The collection—of about 200 slides—includes views of the first meeting of the Council in the Clock Room of the Quai d'Orsay, the various meetings of the Assembly and the Council, the Permanent Court of International Justice, the Secretariat and Labour Office buildings at Geneva; views relating to the League's work in connection with the Aaland Islands, Upper Silesia, Memel, Danzig, the Saar Territory, Austria and Hungary; views of the League's anti-epidemic and humanitarian work, etc., etc.

Price of Slides (8 × 8 or 8 1/2 × 10 centimetres):

Frs. 2.— Black and White. Frs. 5.— Colours.

Orders and requests for information should be addressed to the Information Section, Photographic Department, of the League of Nations, Geneva.